

**UNIVERSITE MICHEL DE MONTAIGNE-BORDEAUX 3**

**UFR DE GEOGRAPHIE-AMENAGEMENT**

**THESE**

En vue de l'obtention du grade de  
**DOCTEUR DE L'UNIVERSITE DE BORDEAUX 3**  
Discipline : **GEOGRAPHIE**

*Présentée et soutenue publiquement par*

**Guy-Florent ANKOGUI-MPOKO**

3 Mai 2002

**SOCIETES RURALES, TERRITOIRES ET GESTION DE L'ESPACE EN RCA. LA  
DIFFICILE INTEGRATION DE L'ELEVAGE ET DE L'AGRICULTURE AU  
NORD-EST DE BAMBARI**

Directeur de Thèse

**M. Serge MORIN**

Professeur de Géographie à l'Université Michel de Montaigne-Bordeaux 3

MEMBRES DU JURY

**M. François BART**

Professeur de Géographie, Université Michel de Montaigne -Bordeaux 3

**M. Jean Claude BRUNEAU**

Professeur de Géographie, Université de Metz

**M. Guy DI MEO**

Professeur de Géographie, Université Michel de Montaigne -Bordeaux 3

**M. Denis GAUTIER**

Géographe, Chercheur au Cirad-Forêt à Montpellier

**M. Serge MORIN**

Professeur de Géographie, Université Michel de Montaigne -Bordeaux 3

**M. Jean-Luc PIERMAY**

Professeur de Géographie à l'Université de Strasbourg

*A la mémoire de mon père Augustin Ankogui et de mon oncle Pierre Messongo.*

## REMERCIEMENTS

Les remerciements sont un exercice laborieux, car on est toujours angoissé, à l'idée d'omettre certaines personnes. Nous prions celles qui hélas seront oubliées, de bien vouloir nous en excuser.

Nos remerciements vont tout d'abord au Professeur Serge Morin, qui en dépit de ses lourdes activités académiques a accepté de mettre à notre disposition ses riches expériences scientifiques, et cela depuis le DEA, jusqu'à cette thèse qui sanctionne aujourd'hui la fin de nos études supérieures. Merci pour la confiance qu'il m'a témoignée tout au long de ce travail. Merci enfin pour ses perpétuels encouragements et pour avoir su dédramatiser par ses remarques souvent teintées d'humour, les angoisses qui ont notamment émaillé ma rédaction.

Nos remerciements vont ensuite à l'endroit du Professeur Guy Di Méo, qui nous encadré au début cette « aventure » aux multiples rebondissements. Nous apprécions particulièrement sa disponibilité, même si malheureusement faute de temps, nous n'avons pas pu entièrement intégrer ses conseils méthodologiques.

Nous remercions aussi le Professeur François Bart et toute l'équipe du DYMSET (Mmes Turlet, Reaud-Thomas, Chapuis et M. Vermeulen), de leur chaleureux accueil dans ce laboratoire depuis 1999, et pour l'aide matériel qu'ils n'ont jamais hésité à nous fournir.

Merci aux membres du jury qui, malgré leurs multiples occupations, ont bien voulu accepter de nous évaluer. Nous en profitons pour exprimer notre gratitude sincère au Président de l'Université Michel de Montaigne Bordeaux III, et au Responsable de l'école doctorale, de nous avoir accordé les dérogations nécessaires à la finalisation de cette thèse. Merci à M. Denis Gautier du Cirad-Forêt, pour son soutien, ses conseils et ses encouragements

Nous exprimons notre profonde gratitude à la Coordination Régionale du PRASAC, d'avoir accepté de financer nos séjours en France, ainsi que nos missions d'enquêtes. Nous pensons surtout à Messieurs Seiny Boukar, J. Y. Jamin, et à D. Chavatte. Merci de tout cœur à cette institution pour son appui tant sur le plan logistique, que par l'intermédiaire de partenaires extérieurs. A ce propos, nous voulons remercier Messieurs R. Peltier et C. Seignobos, respectivement Directeur de l'ENGREF et Directeur de recherche à l'IRD Montpellier, qui nous ont fait bénéficier de leurs expériences d'enquêtes en milieu rural, lors de leurs missions en Centrafrique. Merci au Cirad-Tera de son soutien financier. Nos remerciements vont

particulièrement à M. G. Faure, Mme Catherine Oliver, et également Mme H. Robert du Cirad-Desi.

Que M. Th. Mianze, D.G. sortant de l'ICRA, trouve ici l'expression de notre gratitude sincère, pour nous avoir permis de rentrer dans cet institut, et en conséquence de relancer cette thèse. A son successeur M. F.Ngoanzé nous disons aussi merci, ainsi qu'à C. Gounel, qui nous intégra dans le PRASAC. Nous remercions également le Dr Fébou de l'ANDE de sa franche collaboration.

Nous remercions également tous nos collègues de L'ICRA et du PRASAC, notamment les chercheurs C. Bois (devenu un frère), A. Yandjia (D.N. PRASAC-RCA), Mbetid-Bessane, P. Docko, Kadekoy-Tigague, J.M. Kafara, B. Beldje-Bedogo pour leur franche collaboration. Merci aux techniciens de terrain Dila et Sepamio à Ngouyali, à ceux du Laboratoire de Géomatique, Bangara et Begoto, sans oublier B. Ouakanga notre compagnon de terrain.

Nous profitons de cette occasion pour exprimer notre reconnaissance à l'endroit de toutes celles et tous ceux dont les informations et le soutien sur le terrain ont été très utiles, il s'agit de : ardo Djodi bi Ousman, A. Bamodo, A. Bamanga, Evano, Faustin, Endjioubouzou, L.Takay, M. Ndoe, M. Sangwélé et aux sœurs de l'Eglise de Séko pour leur hospitalité, sans oublier toutes les autorités politiques et administratives des communes de Danga-Gboudou et de Ouro-Djafun.

Au Recteur de l'Université de Bangui et à M. S. Sarandji, Doyen de la F.L.S.H., nous exprimons toute notre gratitude sincère, pour les facilités administratives qu'ils nous ont accordées depuis deux ans. Merci à tous nos collègues du Département de Géographie de l'Université de Bangui de leur soutien. Nous pensons surtout à M. Koko, P. Poukale, L. Mossoa, S. Ndjendole, M. Kembe Et P. Yabendji.

Nous exprimons en outre notre profonde gratitude aux personnes ci-après, dont le soutien des uns et la collaboration des autres, ne nous ont jamais fait défaut tout au long de nos séjours en France, notamment B. Feïdangaï, qui nous a offert assistance et hébergement lors de notre année de DEA, G. Balié, S. Micoud, C. Balié, et aux familles, Barrats, Mbilo, Dan, Dubern, Esteban, J. Labit. Une place à part doit être réservée à Y. Lhoste qui nous a accompagné et soutenu au cours de cet itinéraire ; son aide indéfectible sur tous les plans est inestimable.

Merci à tous les collègues et ami de Bordeaux, et particulièrement au Pr. B. Mengho, V. Bissi, K. Ndiaye, D. Nassa, N. Ovono, C. Kiamba, M. Harebamungu, Mohamed.

Nous remercions tous nos parents pour leur soutien tant moral que matériel.



Nous pensons surtout à notre mère A.M. Bessouo qui a tant souffert d'avoir un fils toujours absent, à notre oncle J.P. Sankagui et à notre frère J.M. Messongo. Nous ne pouvons nous empêcher de penser à tous ceux qui ne sont plus des nôtres : notre grand-mère C. Apéa, notre tante E. Mempago et notre petit frère J. Ankoé, paix à leurs âmes.

Enfin, notre plus profonde reconnaissance va à notre compagne Lucie, qui nous a constamment apporté son soutien et qui s'est toujours accommodée, avec le sourire, des inconvénients qu'ont pu occasionner nos études. A elle et à nos filles Prudence et Maryse, qui auront passé leur tendre enfance loin de leur papa, en témoignage de notre affectueuse reconnaissance, nous leur dédions également ce travail.

## AVANT PROPOS

Notre sujet s'intitule « *Sociétés rurales, territoires et gestion de l'espace en zone de faible densité de population du Nord-Est de Bambari. La difficile intégration de l'agriculture et de l'élevage* ». Le choix de ce sujet a été envisagé en remplacement d'un premier sujet intitulé « *Dynamiques des paysages de savanes agropastorales du Nord-ouest de la République centrafricaine* ». En effet, nos recherches de DEA sur « les rapports Homme/Nature et des problèmes de gestion de milieux fragiles sur les Hautes terres du Nord-Ouest du Centrafrique et du Cameroun », qui nous avaient permis de prendre conscience de la situation environnementale inquiétante des « Hauts » plateaux du Nord-Ouest centrafricain exploités sans aucun souci de gestion, ont été à l'origine de notre inscription en thèse. A l'époque, il s'agissait pour nous d'approfondir nos connaissances sur le sujet, afin de nous permettre de proposer des solutions pour une exploitation beaucoup plus rationnelle.

Malheureusement, nous avons été obligés de remplacer ce sujet, compte tenu de nombreux obstacles dus tant aux troubles socio-militaires qu'à connu notre pays ces six dernières années, qu'à cause des problèmes économiques. En effet, la réalisation d'une telle étude supposait la mobilisation de nombreux supports tels que les images satellitaires, les photographies aériennes, et d'autres structures techniques pouvant permettre de les traiter ; des supports dont nous ne pouvions disposer, faute de financement. De plus, suite aux multiples mutineries de l'armée en 1996 et 1997, se sont développés de nombreux groupes de bandits armés (coupeurs de route) qui faisaient régner une très grande insécurité dans tout le pays et particulièrement dans le Nord-Ouest. Dans ces conditions, toutes enquêtes de terrain étaient impossibles.

La présente étude sur la difficile intégration de l'agriculture et de l'élevage entamée en 1999, se justifie par la place essentielle des populations agricoles et pastorales, leurs rapports d'altérité et à l'espace, et les incidences de leurs activités sur le développement de la région voire du pays. Le choix du Nord-Est de la ville de Bambari comme cadre d'étude est lié à l'opportunité que nous offrait le « *Pôle régional de recherche appliquée au*

*développement de savanes d'Afrique centrale* » (PRASAC)<sup>1</sup>, qui s'est proposé de financer nos déplacements sur le terrain, ainsi que nos séjours en France.

D'aucuns y verront certainement une énième étude sur un sujet ayant déjà fait l'objet de nombreuses publications ; c'est certes vrai, mais en dépit de cela, force est de constater qu'en dehors de celle de C. Prioul (1971), toutes ne concernent que les pays de l'Afrique de l'Ouest et de l'Est. Il faut en outre souligner que les relations agriculteurs-éleveurs en Centrafrique présentent un caractère singulier, au point qu'à notre avis elles méritent d'être mieux connues. De plus, dans un contexte national de crise où personne ne sait comment faire pour sortir le pays du marasme économique, une connaissance approfondie des relations agriculteurs-éleveurs, pourrait servir de plate forme d'intégration, tout comme celle d'une meilleure valorisation des potentialités agropastorales, base solide mais négligée de la croissance économique.

Comme nous l'avons déjà mentionné, cette étude a énormément souffert de la difficile conjoncture socio-économique de notre pays. A ce titre, elle ne peut prétendre à l'exhaustivité. Cependant, nous n'aurons atteint notre but, que si elle permettait de lancer le débat sur les problèmes actuels de gestion des espaces mixtes, abritant agriculteurs et éleveurs.

---

<sup>1</sup> Le PRASAC , « Pôle régional de recherche appliqué au développement de savanes d'Afrique centrale » est un organisme de recherche-développement, qui finance les recherches au niveau des régions de savanes du Cameroun, du Tchad et de la RCA.

## INTRODUCTION

La République Centrafricaine (RCA) qui s'étend sur une superficie de 623 000 Km<sup>2</sup> ne compte qu'une population de 3 500 000 habitants en 2001. C'est un des pays les moins densément peuplés d'Afrique centrale : 5,5 habitants par km<sup>2</sup> en moyenne. Cette population se répartit très diversement entre l'Ouest relativement plus peuplé, avec des densités allant de 5 habitants au km<sup>2</sup> dans l'Ombella-Mpoko à 13 habitants au km<sup>2</sup> dans l'Ouham-Pendé, et l'est quasiment vide d'homme où les densités ne dépassent guère 3 habitants au km<sup>2</sup>. Dans certaines préfectures comme la Vakaga et le Bamingui-Bangoran, elles sont inférieures à 1 habitant au km<sup>2</sup>. C'est donc un pays qui offre à priori de très grandes disponibilités spatiales pour les activités agricoles et pastorales.

L'économie de la RCA est fondée sur l'agriculture. Certes, la part des produits forestiers, et miniers est considérable dans les revenus nationaux. Cependant, la répartition de la population par grands secteurs d'activités fait apparaître une prépondérance de la population agricole. Diverses enquêtes économiques et démographiques, effectuées par le Ministère du plan (1995-1996) et le bureau central du recensement (1998), ont abouti à des conclusions à peu près concordantes, selon lesquelles environ 80% de la population centrafricaine vivraient de l'économie agricole, soit près de deux millions de personnes. Même dans les villes, le pourcentage de la population agricole déjà très élevé (plus de 60% pour les villes de provinces et pas moins de 40% pour la capitale Bangui), ne cesse d'augmenter, surtout avec l'accumulation des retards de salaires des employés de l'Etat.

En dépit de l'importance relative de la population agricole, on ne compte environ que 200 000 exploitations agricoles en RCA, d'une surface moyenne de 2 à 3 hectares, soit 600 000 hectares cultivés ne représentant que 5% environ du potentiel des sols cultivables, soit un pour cent de la surface du pays. Et pourtant, à en croire Yves BOULVERT (1982) les 3/4 du pays pourraient l'être aisément.

Forts de cette occupation de sols très faible, les pasteurs peuls Mbororo dont l'arrivée sur le territoire centrafricain date des années 1920-

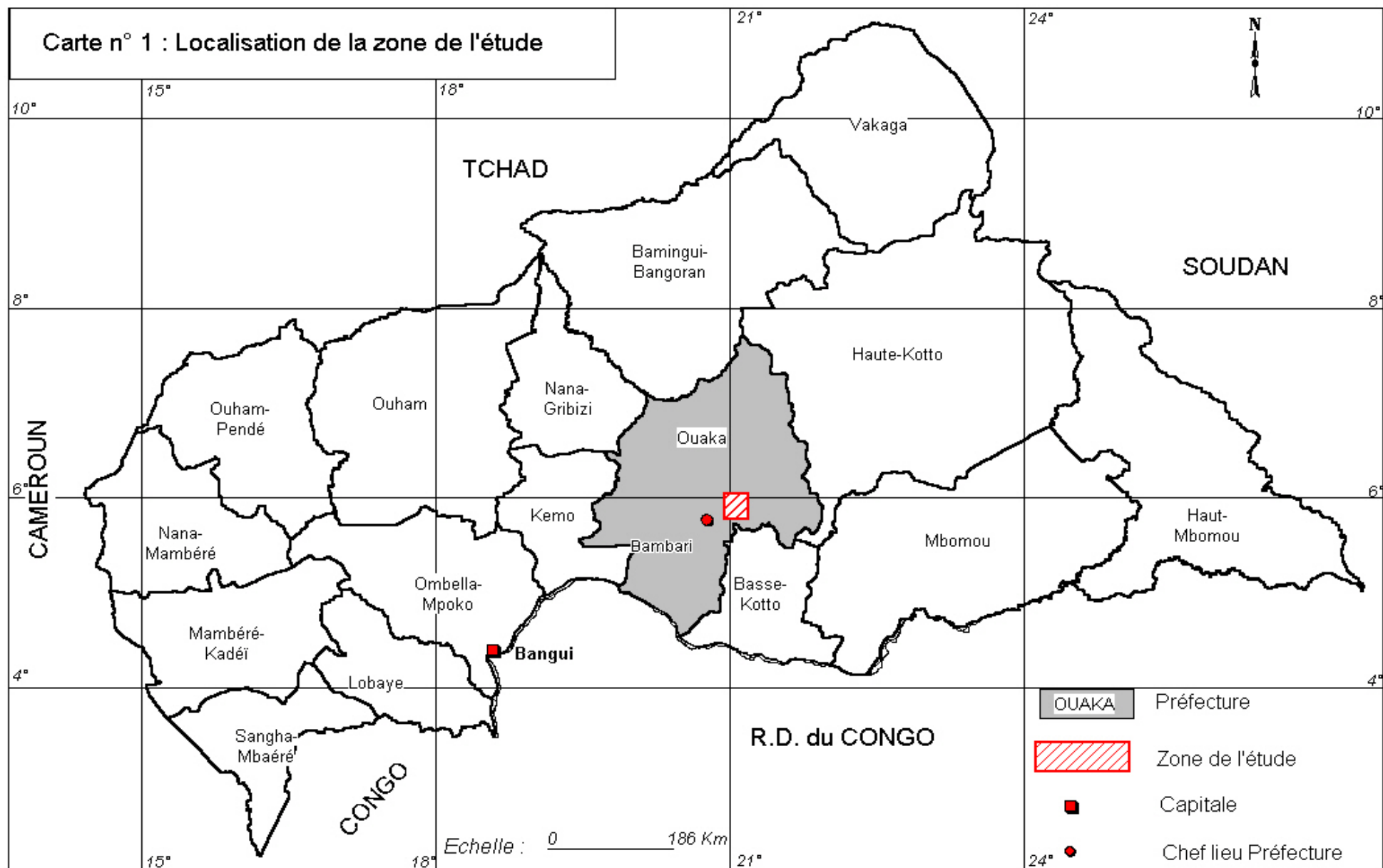
1925, ont trouvé un terrain de prédilection pour l'exercice de leur activité ancestrale l'élevage. Depuis son introduction, et grâce à l'encadrement sanitaire et au soutien des bailleurs de fonds internationaux, l'élevage est devenu progressivement l'un des principaux moteurs de l'économie nationale. Il produit 17% du PIB total, et 35% du PIB agricole, autant que les cultures vivrières. En 1984 cet apport était de 13,6%.

En dépit de cette importance croissante de l'élevage dans l'économie nationale, le statut des éleveurs au sein de la société centrafricaine demeure encore assez flou. Pourtant sur le plan législatif des dispositions ont été prises au début des années 1960, pour favoriser leur intégration. Les grands problèmes auxquels ils sont confrontés, sont ceux de leur cohabitation avec les populations non peules et de la gestion du patrimoine foncier, mutuellement gérés par les deux entités communautaires.

En effet, après s'être installés, les Mbororo ont progressivement occupé les territoires de chasse et de cueillette des villageois. Après plus d'un demi-siècle de cohabitation, et malgré leurs relations économiques, les deux communautés sont demeurées séparées dans leurs activités de production. Il n'existe aucun contrat de pacage entre les éleveurs et les agriculteurs, comme cela se pratique au Nord du Cameroun, au sud du Tchad et en Afrique de l'Ouest. Les relations entre les agriculteurs et les pasteurs se sont dégradées au fil des années, d'où ce sujet que nous avons intitulé « *Sociétés rurales, territoires et gestion de l'espace en zone de faible densité de population du Nord-Est de Bambari. La difficile intégration de l'agriculture et de l'élevage* ».

## **1. Cadre d'étude**

Notre cadre d'étude correspond à la région située au Nord-Est de la ville de Bambari, dans la préfecture de la Ouaka au Centre-Est de la République Centrafricaine : ce qui justifie la dénomination de "*région Nord-Est de Bambari*" que nous utiliserons pour la désigner tout au



long de ce travail. Sur le plan géographique, elle est située entre 5°40' et 6°17' de latitude Nord, 20°40' et 21°10' de longitude Est. Cette région qui couvre une superficie totale d'environ 2 190 km<sup>2</sup> correspond à l'ancien espace territorial de la commune de Danga-Gboudou. Sur le plan administratif, le Nord-Est de Bambari englobe deux communes. Une commune agricole (commune de Danga-Gboudou) au nord qui couvre 1300 km<sup>2</sup> et une partie de la commune d'élevage (commune de Ouro-Djafun).

En effet, cette dernière s'étend sur une superficie de 1530 km<sup>2</sup>, amputées en 1965 aux communes de Ngoubia et de Danga-Gboudou. Seule sa partie nord (880 km<sup>2</sup>) représentant un peu plus de la moitié de cette commune appartient à notre zone d'étude. A cela s'ajoute une petite partie du sud de la Commune de Baïdou-Ngoubourou (sous-préfecture de Ippy).

D'après les résultats du « recensement administratif »<sup>2</sup> d'avril 2000 effectué dans cette région, la population s'élève à 20 000 habitants, soit 9 habitants par km<sup>2</sup>. En dehors des habitations agricoles et des campements Mbororo implantés en brousses, toutes ces populations se répartissent dans 107 villages, dont 5 agglomérations de plus de 500 habitants : Goubali (883 habitants), Ngouyali (872 habitants), Maloum (840 habitants), Fangou-Kotta (588 habitants) et Tagbara (515 habitants). Certains villages comptent moins de 100 habitants, parmi lesquels Gbakodjo et Kpéténé ne comptent respectivement que 11 et 15 habitants. La population moyenne des villages de la commune est de 154 habitants. L'une des particularités de cette région est que les Mbororo où qu'ils soient ne peuvent sur le plan administratif que se référer à la mairie de Ouro-Djafun, pour toutes les affaires relatives à l'état civil (naissance, mariage), ainsi que pour les éventuels problèmes : litiges, conflits, etc.

Dans le cadre de cette étude, nous avons effectué des enquêtes dans 14 villages et 22 campements Mbororo de l'ensemble de la zone d'étude, dont 5 fermes et 13 campements à Ngouyali notre village de référence. Le choix des villages a été déterminé par leur taille (tous les villages de plus de 500

---

<sup>2</sup> En Centrafrique, obligation été faite à tous les maires par l'intermédiaire des chefs de village de recenser annuellement leurs populations. Cette mesure avait pour but de connaître le taux de populations imposables. Bien que l'impôt de capitation ait été supprimé en 1993, cette pratique a été maintenue. Par contre les chiffres fournis n'ont qu'une valeur indicative

habitants ont été enquêtés) et leur nature (village Banda, Mbororo ou mixte). Pour les campements, l'accessibilité a été le critère primordial, mais aussi la disponibilité d'un guide acceptant de nous y conduire.

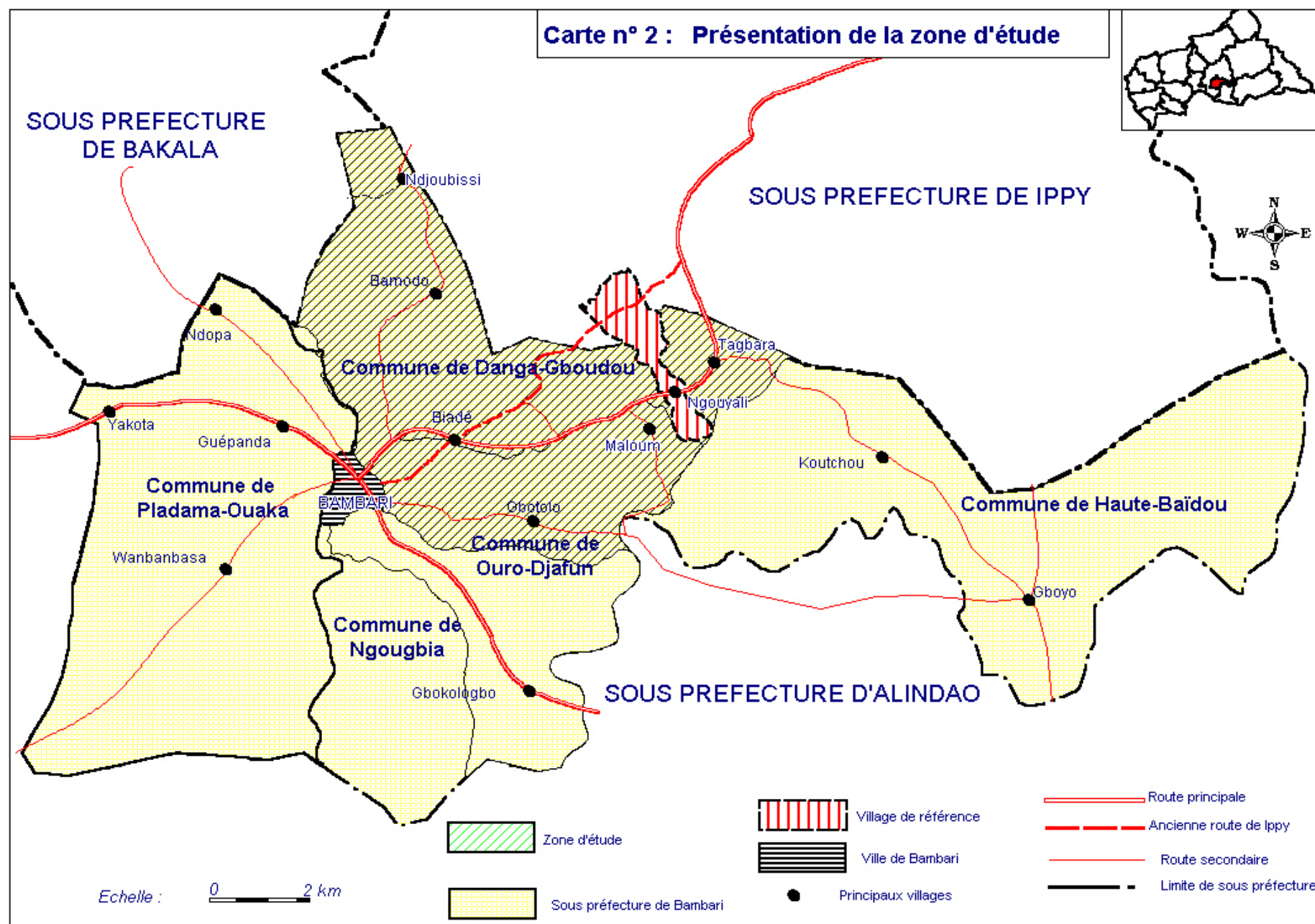
## **2. Problématique**

Le problème central ici, qui est d'ailleurs commun à toute la région est celui de la difficile cohabitation sur cet espace de l'agriculture et de l'élevage. Celle-ci se matérialise par des querelles, les empoisonnements du bétail, des affrontements, les tirs au fusil et ou aux flèches. Pourtant LE MASSON (1992), affirme que ces types de conflits étaient insignifiants en 1990. D'après lui, seulement 10% des éleveurs l'évoquaient à cette époque. Au vu des statistiques actuelles a ce sujet, il semble qu'il y ait eu une évolution rapide dans le sens d'une envenimation des rapports entre éleveurs et agriculteurs. De 1994 à 2000, 151 plaintes ont été déposées par les agriculteurs auprès du service des constats de la délégation régionale de Bambari. Ces conflits sont d'autant plus graves, qu'à plusieurs reprises ils ont provoqué des morts d'hommes de part et d'autre. Face à cette situation, nous avons voulu savoir pourquoi et comment, dans ce milieu à faible densité de population, en est-on arrivé à une telle situation.

Les populations Banda et Mbororo interrogées en 1998 lors du diagnostic global du (PRASAC), se rejettent mutuellement la responsabilité. Les premiers accusent les seconds de s'accaparer de leurs meilleures terres en y faisant paître leurs troupeaux ou en s'y installant définitivement, provoquant ainsi de fréquents dégâts aux cultures.

En effet, avant l'arrivée des éleveurs, cette région était exclusivement peuplée de Banda. Ce groupe ethnique y demeure encore largement majoritaire de nos jours, et se considère toujours comme « propriétaire » de toutes les terres de la région ; terres héritées de leurs ancêtres. Pour la plupart des Banda, l'espace serait fini, envahi par les Mbororo et leurs troupeaux. Ces derniers seraient responsables de la baisse des rendements, et de l'éloignement des parcelles du village.





Quant aux éleveurs, ils rétorquent en revendiquant leur appartenance à cette région du fait de leur naissance, mais aussi des textes législatifs en vigueur qui leur confèrent systématiquement la nationalité centrafricaine. De plus, ils disposent d'une commune délimitée par l'Etat, dont la gestion leur est exclusivement réservée. Ils se plaignent de la multiplication des ligneux dans les pâturages et accusent les agriculteurs d'égoïsme, d'encombrement des pâtures, de vol et de massacre bétail, et surtout, de favoriser la propagation de l'Herbe du Laos (*Chromolaena odorata*), leur grand ennemi.

Face à ce dialogue de sourds, plusieurs questions se posent : Comment peut-on parler d'espace fini dans une région à si faible densité de population ? Comment des Mbororo, normalement originaires de l'Afrique de l'Ouest sont-ils parvenus à se fixer dans cette région, et même pour certains d'entre eux, à y devenir des agents administratifs ? Qu'en est-il de la Commune d'élevage sur laquelle s'appuient ces éleveurs pour légitimer leur identité centrafricaine et leur appartenance à ce territoire que leur contestent les Banda ?

Pourquoi, malgré l'interdiction faite par l'administration aux Banda et aux Mbororo, dans le cadre de leurs activités respectives, de passer d'un secteur à l'autre, les éleveurs ont-ils tendance ces dix dernières années voire un peu plus, à migrer vers les zones agricoles, tout en sachant qu'elles leur sont interdites ? Et comment peut-on expliquer les réactions disproportionnées des agriculteurs, quand on sait qu'en dépit de rares cas graves, les dégâts causés par le bétail sont généralement de moindre ampleur ? Enfin, peut-on aujourd'hui, trouver des alternatives de gestion qui permettent une meilleure cohabitation de ces deux communautés dans cet espace agricole et pastoral à faible densité humaine ? Autant de questions auxquelles nous tenterons de répondre dans le cadre de cette thèse.

Il faut également souligner que les problèmes nés de cette cohabitation conflictuelle sont d'autant plus délicats qu'ils ont des répercussions socio-politiques et idéologiques, qui contribuent à les rendre inextricables. A titre d'exemple, en août et septembre 1998, une affaire de sabotage de champs par le bétail Mbororo, à 25 kilomètres au nord de Ngouyali, a été exploitée à des fins politiques, par des députés de l'opposition, qui ont rédigé une lettre

au Président la République et à l'Assemblée Nationale, avec ampliation aux représentations diplomatiques. Dans cette lettre, ils dénonçaient la partialité des autorités administratives, et la pression du maire de la commune d'élevage de Ouro-Djafun sur ceux-ci, pour le règlement de cette affaire aux dépens des agriculteurs. A en croire certaines victimes, les agents qui ont eu à constater les dégâts auraient fait l'objet des menaces de la part des hautes autorités préfectorales, qui leur auraient reproché d'avoir dramatisé les faits. Dans ces conditions, que fait réellement l'Etat pour juguler les conflits ?

A tout ce qui précède, s'ajoute une situation foncière déjà tendue et un sentiment d'injustice ressenti par les paysans, devant l'attitude jugée partisane des autorités.

Suite aux différentes questions posées, nous pouvons émettre trois hypothèses :

- La première a trait à la relation conflit/densité de la population/système de production. L'acception générale soutient que les conflits entre différents utilisateurs d'un milieu donné (la savane sub-humide d'Afrique centrale par exemple) avec des moyens de production donnés (houes, bétail, matériel de culture attelée, semences, force de travail, etc.) apparaissent lorsqu'on atteint une densité maximum de cet espace. S. MORIN (1992). On constate cependant dans toute la région Nord-Est de Bambari en RCA, et notamment sur le territoire villageois de Ngouyali, que les agriculteurs cultivant le coton en tête d'assolement et les éleveurs Mbororo semi-transhumants ont des difficultés à cohabiter sur un même espace à si faible densité de population (9 habitants par km<sup>2</sup>). Pourtant, on peut avoir sur un milieu comparable (Nord Cameroun, Sud du Tchad), des communautés d'agriculteurs ayant les moyens de production similaires, et des densités dix fois plus élevées (en particulier sur le terroir de Mafa Kilda), sans que cela ne pose problème. Face à ce constat, on pourrait admettre, entre autres que des conflits apparaissent dans une région, non pas en raison des possibilités offertes par le milieu, mais en raison du dérèglement du système socio-spatial.

Ceux de Ngouyali et de l'ensemble de la région seraient sans doute les conséquences de mutations sociales, environnementales et foncières,

découlant des stratégies divergentes d'appropriation de l'espace des deux communautés (Banda et Mbororo), liées à une prise de conscience de la « finitude » de l'espace. Cette mutation découlerait de la conjonction de facteurs multiples tels : l'installation récente de la population actuelle, des modes d'exploitation (agricole et pastorale) traditionnels de l'espace désormais non adaptés au contexte actuel, des techniques modernes mal maîtrisées et des limites spatiales imposées d'abord par l'administration coloniale, puis figées par l'Etat centrafricain.

- La seconde hypothèse concerne la relation entre les types d'activités et la densité des ligneux. On estime généralement que la pression accrue des activités humaines a un effet destructeur sur la végétation naturelle, en particulier arborée. En fait, on constate visuellement dans cette région agropastorale, une grande différence entre la zone où domine l'élevage (sud de la route nationale N° 5), et celle où domine l'agriculture (nord de la route). On a l'impression, confirmée par des séries d'entretiens avec les deux communautés que les grands arbres (de plus de quatre mètres de hauteur) sont beaucoup plus nombreux et peut-être plus variés en espèces du côté pastoral que du côté agricole, en particulier sur les parties convexes du relief. Dans les bas-fonds (forêts galeries) le phénomène est moins évident. Au niveau de la perception, les agriculteurs trouvent qu'il n'y a plus assez d'arbres dans leur zone pour assurer un certain nombre de cueillette (chenilles, champignons, chasses, etc.), alors que de leur côté les éleveurs trouvent qu'il y en a trop, ce qui réduit la production herbacée. En dehors de toute considération sur les variations climatiques qui peuvent être traitées ici, nous pensons qu'en zone de savane humide d'Afrique centrale, les activités humaines modifient l'équilibre herbacées/ligneux en favorisant ou en défavorisant les ligneux, suivant le type d'activités, sans que cette évolution soit souhaitée ou utile à la durabilité de l'activité.

- La dernière hypothèse concerne le rôle de l'administration dans la gestion de l'espace en Centrafrique. Les recherches bibliographiques, les enquêtes de terrain et les entretiens avec les autorités tant politiques qu'administratives, nous ont permis d'évaluer les politiques de gestion de l'espace mises en place par l'administration coloniale et poursuivies par le

gouvernement centrafricain. Ces politiques avaient pour objectif principal, de sédentariser les éleveurs en leur affectant des territoires : délimitation des zones et création des communes d'élevage. Si l'on se réfère aux comportements actuels des populations de notre zone d'étude, (divagation quotidienne du bétail et installation définitive des éleveurs dans la zone agricole, pratique de l'agriculture par les éleveurs et intérêt croissant des agriculteurs pour l'élevage), nous pouvons conclure à l'inadéquation du modèle étatique de gestion de l'espace agropastoral au contexte actuel. En effet, l'Etat semble ne plus avoir les mêmes moyens de contrainte que dans les années 1960, pour faire respecter les dispositions de la loi. De plus, les décisions de l'Etat de créer une commune d'élevage ainsi que celle la partition des espaces d'usage, sans concertation préalable avec les différentes populations locales, ont confiné les éleveurs et les agriculteurs dans des espaces séparés. Les enjeux fonciers actuels, justifiés par les thèses de l'épuisement des terres agricoles et de la dégradation de l'environnement pastoral, y trouveraient leurs origines. Ils ne cessent de remettre en cause cette politique étatique, qui semble avoir compromis jusqu'à ce jour, l'intégration de l'agriculture et de l'élevage. Seul un modèle fondé sur la cogestion pourrait favoriser une cohabitation durable.

## **2. Objectif de l'étude**

Ce travail a pour but de proposer une meilleure compréhension des sociétés agricoles (Banda) et pastorales (Mbororo) du Centre-Est de la République Centrafricaine et de leur mode de vie, par l'étude des rapports qui existent entre, elles et à leur espace, afin d'identifier les dysfonctionnements à l'origine des conflits. Nous chercherons ensuite à appréhender les hiatus existant entre la gestion globale des milieux, relevant d'organisations et de représentations coutumières, et les méthodes étatiques (modernes), ainsi que celles des structures de développement dont le caractère sectoriel et/ou ponctuel conduit à des dysfonctionnements des systèmes socio-spatiaux.

La réalisation de ces objectifs nous permettra d'envisager les voies d'un développement local, qui s'articule à la fois sur la tradition et la modernité, ceci dans un territoire où production animale et végétale seront bien intégrées, avec des agriculteurs et éleveurs qui pourront s'entendre et se respecter mutuellement.

Ceci étant, la présente étude sera agencée de la manière suivante :

- Dans la première partie il s'agira de présenter la situation humaine, économique, sociale et environnementale du Nord-Est de Bambari. Dans cette partie, seront inventoriés et analysés les différentes activités économiques, les sociétés locales, leurs pratiques et leurs rapports, puis les paysages et leur dynamique.

- La deuxième partie nous permettra d'analyser les différentes causes des dysfonctionnements et leurs conséquences.

- Enfin dans une troisième partie, nous essayerons de proposer des voies de solutions pour une meilleure cohabitation entre Banda et Mbororo, seule condition pour une gestion rationnelle des terroirs, et par conséquent une intégration de l'agriculture et de l'élevage, gage d'un développement local certain.

### **3. Approche théorique**

Sur le plan théorique, cette étude se situe « *dans le riche courant de la socio-géographie* » G. Di Méo (1985). En effet, nous nous appuyons sur les référents culturels et le vécu des populations locales, pour comprendre leur altérité et leurs relations à l'espace. Pour ce faire, nous nous sommes surtout inspirés de la théorie des « *formations socio-spatiales* » (FSS) élaborée par G. Di Méo (op.cit). C'est une méthode qui tire son essence de la synthèse des recherches de la géographie humaine, puis reprise par la sociologie sous l'appellation de « *mode de vie* ». Elle présente l'avantage de fournir les concepts et les méthodes indispensables à la définition et à la résolution des problématiques fondamentales à l'aménagement et à la gestion de l'espace comme c'est le cas aujourd'hui au Nord-Est de Bambari.

L'intérêt théorique et pratique de cette méthode dans le cadre de cette étude est comme le souligne cet auteur, la théorie des formations socio-spatiales nous permettent tout d'abord de « *rechercher et de définir des espaces d'intervention dans le cadre desquels les politiques d'aménagement auraient quelque chance de répondre à un besoin plus clairement exprimé que dans les interventions actuelles de l'Etat dans le Notre région d'étude* ». L'objectif de la recherche pourrait dès lors consister à identifier, par la méthodologie déductive des formations socio-spatiales, des espaces de solidarité socio-économique et de concertation capables de produire suffisamment d'autonomie sociale pour qu'une prise en charge décentralisée du développement et de l'aménagement devienne possible et accroisse l'efficacité des investissements publics.

Elle définit ensuite, « *un cadre cohérent pour l'analyse des pratiques sociales de l'espace et pour une recherche sur les modes de vie* ». Or il s'avère qu'une connaissance de celui des éleveurs Mbororo et des agriculteurs Banda nous semble déterminante, pour pouvoir mieux comprendre les différends qui les opposent

Cette méthode offre par ailleurs « le moyen d'objectiver trois dimensions capitales de l'aménagement : celle des structures et des potentialités locales de l'action (organisation sociale Banda et Mbororo), celle des enjeux qui se profilent autour de l'espace (lutte pour le contrôle des terres de culture ou des pâturages) et des stratégies d'acteurs qui s'y rattachent, celle, enfin, des représentations idéologiques au niveau des individus et des groupes, de leurs effets dynamiques ou inhibiteurs (superposition de trois logiques de représentation et d'organisation spatiales).

En outre, elle autorise un minimum de prévision en matière d'aménagement, et s'inscrit ainsi dans une perspective visant à doter cette discipline d'une véritable dimension expérimentale.

Nous pensons enfin avec Di Méo (op.cit) que, la formation socio-spatiale constitue une méthode commode pour aborder les questions de la hiérarchisation, de l'inégalité et de la justice socio-spatiale, des relations centre-périphérie, de la marginalité et de la fragilité. De plus, elle permet de

décoder les « *interférences dialectiques* » au sein d'unités spatiales construites sur le modèle des formations sociales. Dotées, en plus, d'un espace actif et déterminant, parce que produit et producteur des rapports sociaux au même titre que la structure économique, l'instance idéologique ou le système politique.

#### **4. Méthodologie**

Pour réaliser les objectifs fixés ci-dessus, outre la revue bibliographique obligatoire dans ce type de travaux, sur le terrain nous avons utilisé la méthode ethno-socio-économique pour collecter les informations nécessaires, ce qui nous a permis de :

- faire l'historique de l'implantation des populations,
- Déterminer la densité de la population et son évolution,
- Inventorier les différentes activités exercées dans la région,
- Identifier les différents droits se succédant ou se superposant,
- Évaluer les conflits et leur évolution,
- Comprendre les systèmes de culture et d'élevage.

La technique utilisée réside dans des enquêtes ethno-socio-économiques. Elle nous a permis de réunir tous les éléments de base, sur le plan économique (productions, revenus, etc.) et humain (populations, organisations sociales, représentations...), pour une meilleure connaissance de la région et de la situation socio-économique de la population locale. Un accent particulier a été mis sur les savoirs locaux, et les référents culturels et sociaux, lesquels influencent le comportement des individus et des groupes. Ces enquêtes se sont appuyées sur les questionnaires et les entretiens.

Deux types de questionnaires, l'un pour les agriculteurs et l'autre pour les éleveurs, ont été élaborés. Ils ont été remplis avec l'aide d'un technicien d'agriculture stagiaire. Pour ce faire, des visites dans les campements d'éleveurs et des séjours dans les fermes ont été nécessaires. Quant aux entretiens, ils ont été à la base de nos rencontres avec les autorités administratives et locales, très allergiques aux questionnaires.



Pour ce qui concerne la méthode cartographique, trois techniques ont été utilisées, à savoir : la photo-interprétation, l'interprétation visuelle des compositions colorées des images satellitaires, et les levés de parcelles de cultures et de l'habitat. Nous avons eu recours à ces techniques pour analyser l'occupation des sols et déterminer la dynamique des paysages de la région. La période à analyser allant de 1960 à 1999, des images satellitaires ou des photographies aériennes de dates différentes étaient indispensables. Comme nous disposions d'un quart d'image de 1994 couvrant une partie du terroir de Ngouyali et des photographies aériennes de 1960 empruntées au Centre de documentation de l'I.R.D à Bangui, il ne nous restait qu'à acquérir des données spatiales récentes. C'est ainsi qu'une scène Spot complète de la zone de référence PRASAC a été acquise en avril 1999.

Tout d'abord, nous avons interprété la composition colorée du quart de scène spot de 1994 couvrant une partie du territoire de Ngouyali et les photos aériennes de 1960 correspondant à cette région. Nous avons ensuite effectué la vérification de notre interprétation en octobre 1999. Suite à cette vérification, une question principale s'était posée, à savoir : la dynamique des formations végétales et celle de l'habitat observées au niveau de ce terroir sont-elles représentatives de celle de toute la région ?

La réponse à cette question passait nécessairement par un travail similaire au niveau de la zone d'étude, soit 2190 km<sup>2</sup>. C'est ainsi que nous avons procédé à l'interprétation visuelle de la composition colorée de la scène spot de 1999 et de toutes les photographies aériennes de 1959-1960. A l'issue de cette photo interprétation, plusieurs missions de contrôle-terrain ont été organisées pour caractériser et identifier les différentes unités du paysage retenues : types et état de la végétation, dénomination des cours d'eau, Lakéré (dalles cuirassées en langue Banda), etc. En outre, la toponymie a été également revue et complétée grâce à l'appui de la carte de l'IGN au 1/200000<sup>e</sup>.

Les levés de parcelles de cultures, et la localisation des "fermes" agricoles et des campements d'éleveurs nous ont permis de vérifier la véracité des affirmations des agriculteurs sur le prétendu manque de terre de cultures. En effet, l'observation des images satellitaires a fait apparaître

un décalage entre le discours des populations et la disponibilité en terre de culture et de pâturage. Aussi, devait-on préciser les termes de cette disponibilité. Pour ce faire, à l'aide du G.P.S. (Système de positionnement par satellite), nous nous sommes attelés à la localisation de tous les blocs de parcelles de cultures du terroir de Ngouyali. La technique utilisée a été, sur un bloc, de relever les différents angles de parcelles au G.P.S., ensuite d'affecter à chaque point relevé un code, le tout complété par un croquis détaillé du bloc de parcelles avec ses différentes composantes. Sur le croquis, nous avons noté les différents types de cultures existantes. A l'issue de notre séjour, 15 km environ sur les 25 que compte le terroir agricole de Ngouyali ont été ainsi reconnus. Par ailleurs, les emplacements des habitations, des campements et des pistes ont été également relevés. La finalité de ce travail a été l'élaboration d'une carte de l'occupation du sol dans ce village en 1999.

## **5. Echelles d'analyse**

Trois échelles différentes ont été retenues : le territoire villageois, la « petite région » (ou secteur), et la région.

Au niveau local, il s'agit de déterminer le fonctionnement du territoire villageois. En effet, comme le souligne G. Di Méo (1991), la localité recèle et exprime les réalités économiques et matérielles les plus immédiates. Nous pensons ici à l'exploitation des ressources, et aux règles d'accès et de contrôle de ces usages. Cet auteur ajoute, se référant à M. Maffesoli, que *« l'espace local, c'est aussi le domaine où se forge la «socialité» ; ces petits riens qui, de l'enfance à la mort, tissent la trame de l'existence tous ces rapports fugitifs avec les êtres, avec l'espace et les objets... »*. A l'échelle locale donc, s'expriment de façon tangible, perceptible par chacun, les formes politiques et idéologiques des rapports sociaux. Pour rendre compte des réalités socio-spatiales locales au Nord-Est de Bambari, nous ferons surtout référence à Ngouyali que nous avons choisi comme village de référence. Le choix de ce village s'explique à la fois par le fait qu'il est le plus grand village

de la région, et que c'est dans ce terroir qu'a eu lieu en 1998 le conflit le plus violent et le plus médiatisé de toute la région.

A l'échelle de la « petite région », ce sont les interrelations avec les espaces environnants qui sont analysées. Sont également pris en compte : les modes de reproduction socio-spatiales, c'est-à-dire la représentativité du cas du territoire de Ngouyali dans la commune de Danga-Gboudou et de celle d'Ouro-Djafoun.

Sur le plan régional, il s'agit de l'étude des corrélations entre le fonctionnement des territoires villageois et celui de l'ensemble de la région, comme les flux de personnes et de bétail, d'informations, de biens, et l'influence des institutions politico-administratives régionales (Préfecturales, Sous-préfecturales) sur les institutions locales.

Le changement d'échelle bien qu'étant un exercice difficile, se justifie ici par le fait qu'un certain nombre de clefs de compréhension de ce qui se passe à l'intérieur d'un territoire local sont données par éléments situés à des échelles beaucoup plus petites.

## PREMIERE PARTIE

<b>DEUX COMMUNAUTES D'USAGERS POUR UNE SAVANE</b>
---

## **CHAPITRE I : UN PEUPLEMENT FAIBLE ET DISCONTINU**

### **A . SITUATION ACTUELLE DE LA POPULATION DU NORD EST DE BAMBARI**

#### **1. Des populations rares et en archipel**

A l'instar de l'ensemble de la partie Est du territoire centrafricain, la région Nord-Est de Bambari est caractérisée par sa faible population : 20 000 habitants pour une superficie de 2190 km<sup>2</sup>, soit une densité de 9 habitants au km<sup>2</sup> en moyenne. Cette densité supérieure à la moyenne nationale (5,7 ha./km<sup>2</sup>)<sup>2</sup>, demeure toutefois inférieure à celle de certaines régions comme celle de Paoua située dans l'Ouham-Pendé au Nord-ouest du pays, et qui dépassent 13 habitants au km<sup>2</sup>.

Cette population est inégalement répartie. En effet, héritage des aléas de l'histoire, les populations sont surtout regroupées en archipel le long des voies de communication. La densité y atteint 40 habitants par km ; soit sept fois celle rapportée au km<sup>2</sup>.

En dehors de cette concentration le long des routes, on trouve des petits groupes de populations qui s'éparpillent un peu partout dans la savane de la partie Nord de la zone agricole. Ces populations vivent dans des "habitations de cultures" appelées ici "fermes". Presque tous les villages de la commune de Danga-Gboudou, et particulièrement Ngouyali, possèdent leurs "fermes".

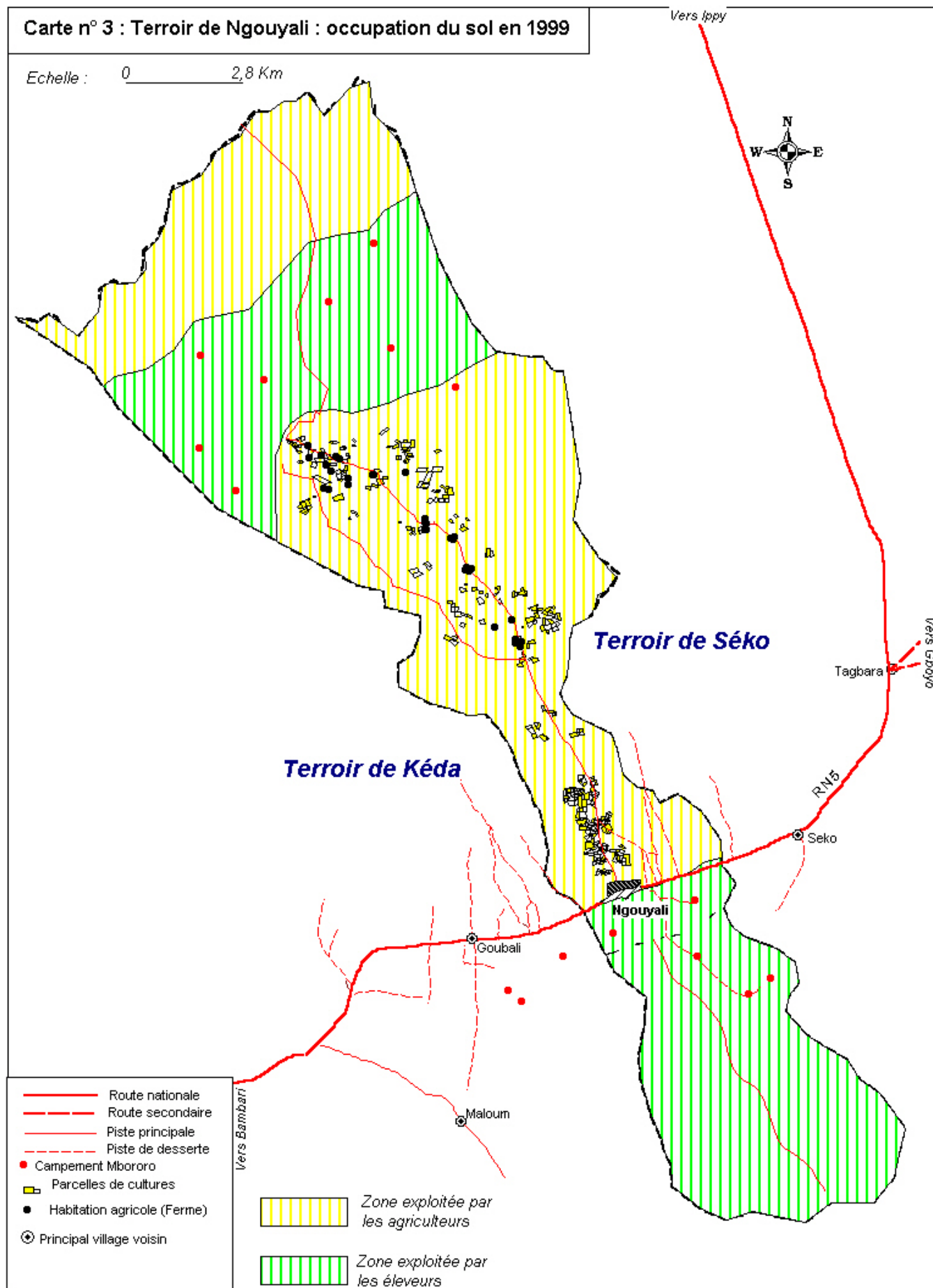
Cette dispersion des populations dans la brousse, loin de refléter une saturation de l'espace, n'est rien d'autre que la résurgence de vieilles pratiques ancestrales Banda, dont l'habitat autrefois dispersé, à été regroupé par l'administration. Malgré la multiplication de ces habitats secondaires de culture ces dernières années, l'occupation de l'espace demeure très lâche.

---

<sup>2</sup> D'après les estimation de l'annuaire statistique mondial pour l'année 2000.

Carte n° 3 : Terroir de Ngouyali : occupation du sol en 1999

Echelle : 0 2,8 Km



En effet, les levés des parcelles de cultures et des secteurs en jachère, ainsi que l'analyse de l'image satellitaire du terroir de Ngouyali, et celle de toute la région, montrent que l'occupation agricole dans l'ensemble est faible. A titre d'exemple, sur le territoire villageois de Ngouyali qui couvre 136 km<sup>2</sup> de superficie, seuls 240 hectares, soit 1,7 % de l'espace, correspondant à 2,3 % des terroirs agricoles, sont occupés par les cultures ; 3180 hectares représentant 23 % du territoire sont exploités sous forme de pâturages par les pasteurs Mbororo. En conséquence, seul un quart du terroir est exploité chaque année. Les jachères, les espaces de chasse et de cueillette en constituent le reste. Cette même configuration de l'utilisation de l'espace caractérise tous les territoires villageois de la région : le village, principal foyer de résidence de la population s'étale au bord de la route, puis la zone des champs s'étend sur une profondeur de 5 km et au-delà, une zone "d'habitations agricoles" très dispersées dans l'espace.

Le sous peuplement est le trait dominant de cette région ; l'espace y est "disponible" dans le sens occidental du terme, même si les populations locales affirment le contraire. C'est pourquoi nous pensons que si conflit il y a, il trouve son origine ailleurs, que dans un manque d'espace. Nous pensons notamment à l'organisation sociale et culturelle, aux systèmes de production, aux représentations spatiales, ou encore aux stratégies d'appropriations foncières.

## **2. Agriculteurs et éleveurs**

Deux groupes de populations cohabitent dans le Nord-Est de Bambari et sur le territoire de Ngouyali : les Banda et les Mbororo.

### **a) Les agriculteurs : les Banda**

Les populations Banda représentent 83 % de la population totale du Nord-Est de Bambari. Elles se partagent entre deux clans principaux : les Linda et les Gbindi. Les premiers représentent 78 % du total. Leurs grands-parents, affirment les anciens de ce groupe, se seraient installés dans la

région au milieu du 19<sup>e</sup> siècle, après avoir vaincu les Sabanga. Cette victoire leur aurait conféré la « propriété » du territoire, qu'ils continuent à revendiquer à ce jour. Les villages Linda, presque entièrement installés de nos jours au bord des routes Bambari-Ippy et Bambari Ndjoubissi étaient regroupés au début du 20<sup>e</sup> siècle le long de l'ancienne route de Ippy, qui est devenue un couloir de transhumance pour les éleveurs.

Quant aux Gbindi, ils ne représentent que 21% de l'ensemble de la population Banda. Ils seraient venus du sud, précisément de la région de Yambélé dans la commune de Gbokolobo, avec à leur tête le chef Ngouyali, fondateur du village qui porte le même nom. A ces deux clans principaux, s'ajoute un petit nombre de Dakpa installés le long de la route de Ndjoubissi.

### *1) Une organisation sociale fondée sur le primat de la famille*

Les populations Banda sont organisées en collectivités villageoises. L'organisation sociale est fondée sur le clan patrilinéaire et patrilocal ne reposant souvent que sur la famille étendue ou lignage. Le lignage englobe tous les descendants d'une souche commune : ils se reconnaissent au nom du groupe que porte le rameau auquel ils appartiennent (Linda, Gbindi, Dakpa, etc). C'est justement cette référence à l'ancêtre fondateur qui règle l'organisation sociale. Idéologiquement, l'existence (fictive ou réelle) de cet ancêtre est un élément moteur assurant le bon fonctionnement du groupe.

Les alliances consanguines étaient sévèrement prohibées, et l'exogamie la règle. Dans le passé, cette pratique permettait de tisser des liens d'alliance, véritables parades contre les conflits, entre villages voisins.

La famille au sens strict, est constituée chez les Banda par le mari, sa ou ses femmes et leurs enfants, ses cadets, et sœurs célibataires et parfois veuves. Cette définition correspond à l'unité d'habitat ou de production. En effet, ceux-ci habitent sous un même toit et travaillent sur le même champ ; la famille restreinte correspond donc à l'unité de production. Le père est le chef de sa maisonnée. Par sa puissance maritale et paternelle, il exerce une autorité absolue sur tous les membres de sa famille et en administre tous les



biens.

Sur le plan politique, la famille restreinte est le lieu de décentralisation du pouvoir du conseil des aînés qui dirige le village. Le chef de famille est le responsable devant la société, d'éventuels mauvais comportements des membres de sa maisonnée. Il est à noter ici que l'organisation politique se limite généralement au village, donc à la famille large clan. A l'intérieur de la famille restreinte, les individus vivent de façon singularisée, les rapports politiques régissant le clan. L'ordre social doit y être respecté, et tous doivent avoir cet impératif à l'esprit. Donc la famille se définit par le respect de l'ordre social, donc le respect de toutes les lois en vigueur dans le clan.

Les attributions du père de famille englobent également le domaine religieux. C'est dans la cellule familiale en effet, qu'ont lieu les cérémonies rituelles restreintes consacrées aux ancêtres et officieuses par le père. C'est ce dernier qui décidera de rendre visite à l'arbre totémique représentant l'ancêtre fondateur, afin de leur demander l'interprétation d'un mauvais cauchemar, les hululements de hibou ou dans le cas où un membre de la famille aurait aperçu un caméléon en train de traverser la route<sup>3</sup>. Cet arbre clanique est généralement situé à la source, symbole de la vie communautaire. L'interrogation des ancêtres exige des sacrifices ; généralement, on utilise des œufs frais ou un coq blanc. Ceci constitue une démarche restreinte au niveau de la famille, laquelle peut être élargie et officieuse par l'aîné du clan qui est généralement le chef du village.

## *2) L'instance idéologique et politique pré-coloniale : une instance formée de castes*

La nécessité de ne pas irriter les ancêtres donnait lieu à une série d'institutions. Dans cette société où l'espérance de vie était très faible, vivre âgé était un signe de succès. Aussi, la conception religieuse Banda exige des plus cadets le respect vis-à-vis des anciens ; car c'est à eux qu'incombe la formation des jeunes membres de la collectivité en vue de leur intégration

dans la vie active, dans le cadre des cercles initiatiques. En outre, le prestige des anciens affirme Ato (1981), serait lié « *à ce qu'ils étaient appelés à rejoindre prochainement les ancêtres, à l'expérience et la sagesse que leur grand âge leur aurait permise d'acquérir* » ; leur aptitude à adapter la coutume à des situations inédites en conciliant ceux qui, de l'au-delà, étaient attentifs à l'ici-bas ajoutait à leur autorité. En conséquence, les médiateurs prêtres, devins, magiciens, sorciers et guérisseurs qui pouvaient intercéder auprès des forces occultes, car tous dépositaires d'un certain pouvoir issu des puissances supérieures, occupaient une place importante dans la société.

La société pré-coloniale Banda était ainsi fortement hiérarchisée. A sa tête se trouvait un chef, créateur du village ou choisi dans la génération la plus ancienne. De par son prestige du à l'expérience accumulée, il représentait l'ancêtre fondateur. Le chef de la tribu portait le nom *Makoundji*<sup>4</sup>. C'était un chef politique auquel incombait tout ce qui intéresse la guerre et exerçait également la fonction de maître de terre. De par cette position sociale, il dirigeait toutes les activités économiques, politiques et religieuses de la communauté. Sur ce dernier point, lui seul était habilité à officier les cérémonies rituelles et à offrir les sacrifices au nom du clan. C'est devant chez lui que se trouvait le hangar à palabres, signe de ses fonctions. Au-delà de ce qui précède, d'où vient la légitimité du pouvoir du chef au sein du groupe ?

Les différents rôles détenus par les chefs ont un dénominateur commun : ils sont tous sous-tendus par un pouvoir de nature charismatique et religieuse. En effet, les chefs représentent dans la société une personne mythique, supérieure. Cette personne mythique, c'est l'esprit de l'ancêtre fondateur. C'est au nom de celui-ci, que les chefs font prévaloir le rôle qu'ils jouent dans la société. Le reste du groupe s'en remet donc à eux on cas de conflit ou simplement lors des différentes cérémonies marquant la vie du groupe. Entendons ici également que le pouvoir des chefs s'exerce dans le cadre idéologico-religieux et selon des rites bien

---

<sup>3</sup> Chez la plupart des populations centrafricaines, faire un cauchemar, entendre les cris de certains animaux ou oiseaux, et même les apercevoir sont signes de bons ou mauvais présages.

précis. Ils sont, en d'autres termes, des prêtres spécialisés et des officiants du culte collectif général. On voit ainsi se dessiner une différenciation politique susceptible d'être génératrice d'une inégalité sociale. Cette différenciation apparente est surplombée par le fait que c'est au nom de la communauté et conformément à l'esprit des ancêtres que les chefs remplissent leur fonction. En aucun cas, ils ne devaient en profiter pour engendrer et perpétuer une quelconque inégalité entre eux et les autres membres du groupe. Le statut du chef qui apparaît au premier abord comme porteur d'une différenciation n'est en fait qu'une fonction sociale, dénuée de tout germe d'inégalité.

Le chef était assisté de notables qui formaient le conseil des sages, tous aînés des différents groupes familiaux du village, choisis dans la même génération que lui, et disposant de compétences techniques ou de pouvoirs exceptionnels, utiles pour la communauté. Ainsi, le conseil du village réunissait-il généralement tous les chefs des castes représentés dans le village : maître de la brousse, maître des oracles, maître de la pluie, maître du fer, maître des plantes etc.

Après le maître de la terre vient le « maître de la brousse », dont les principales qualités étaient sa meilleure connaissance de la brousse, notamment de la faune, de la flore et des plantes médicinales. Mais le grand prestige dont jouit celui-ci dans la hiérarchie sociale Banda s'explique surtout par le fait que très souvent, il exerce les fonctions de « maître de l'initiation ». Donc, à charge pour lui de transmettre aux membres du groupe, à travers ce rite, tout l'éventail des connaissances ancestrales et des règles régissant la société.

Les autres fonctions étaient beaucoup moins importantes, mais concourent au bien être du groupe. Ainsi, le maître du fer (caste des forgerons) fournit les armes et les outils agricoles, le maître de chasse s'occupe plus spécialement de l'organisation et du bon déroulement des chasses individuelles ou collectives, tandis que le « Maître des pluies » doit faire pleuvoir à bon escient (surtout lors des travaux des champs), et doit être capable d'arrêter la pluie pour faire revenir le soleil pour que les herbes

---

<sup>4</sup> Le terme de « *Makoundji* » désigne le responsable de la terre en Banda

sèchent avant d'être brûlées, etc. On considérait également comme notables, là où cette institution existait, les vieillards qui sont passés par les honneurs du "*mvélé*"<sup>5</sup>.

C'est au conseil de sages qu'incombait la charge de régler les affaires concernant la communauté : palabres au sujet des plantations, adultères, vols, etc. Les affaires traitées par le conseil n'étaient pas que celles qui intéressaient les habitants du village ; il s'occupait également de celles concernant les relations de bon voisinage, comme l'empiétement sur certains droits de cueillette et de chasse. Le conseil de sages, était donc le sommet de la structure socio-politique du village.

Toutefois, si le conseil dirige le village, les fondements de son unité et de sa cohésion reposent sur les sociétés d'initiation et les sociétés secrètes qui ont su enseigner aux différentes générations la nécessité d'appartenir au village, et surtout au clan.

L'une de ces sociétés d'initiation, le "*Ganza*", avait pour rôle de former des hommes et des femmes dans le but de maintenir la cohésion du village, l'égalité de ses membres et une certaine gestion du milieu permettant sa reproduction et sa conservation. Ainsi, un initié *ganza* apprenait comment reconnaître les plantes médicinales, maîtriser le calendrier agricole et de cueillette, ainsi que les différentes techniques et les périodes de chasse.

A propos de chasse, un accent particulier était mis sur la façon de mieux gérer la puissance du feu de brousse, et celle permettant de distinguer le sexe de l'animal. Le contrôle social qui régnait dans chaque village, faisait que la vie de chaque individu était étroitement liée à celle des autres. Le R.P. Daigre (1930) rapporte que "*rien ne pouvait être fait sans que les voisins et parfois tout le village ne soit au courant*".

Ceci étant, quelle est la place des autres populations dans le pouvoir traditionnel ? Ce qui est important dans la stratification sociale, ce sont les relations de dépendance du reste de la population à l'égard des notables et de ceux-ci à l'égard des chefs.

Parfois, les structures par lesquelles s'exprime le pouvoir réel sont

---

<sup>5</sup> Le *mvélé* est une forme de retraite (en brousse) de deux mois environ pour les anciens du village, pendant laquelle ils discutaient des grands problèmes concernant l'avenir de la communauté.

factices ; aussi les paysans sont tenus à l'écart de ces structures du pouvoir. Dans la mesure où les paysans ne sont pas admis aux délibérations du conseil, on ne voit pas leur place dans la structure du pouvoir. Cependant, il existe un consensus social dans cette sorte de démocratie. En effet, bien que leur avis ne soit pas délibératif, il est toujours consultatif pour toutes les affaires importantes de la communauté. Avant d'aller siéger aux délibérations du conseil, à propos de succession ou de problèmes touchant au groupe, les notables font des consultations préalables dans leurs lignages respectifs. Mais ces occasions sont limitées. Il n'existe pas de distinction nette sur le plan économique entre le reste de la population villageoise, correspondant à ce que G. Di Méo désigne par « infrastructure » et les strates supérieures « superstructure » constituées du chef et des notables. Tous participent à la production dans des proportions variables. Mais c'est par rapport aux structures du pouvoir que la distinction, s'établit.

En tout cas, cette organisation sociale, ainsi que les différents rites et interdits auxquels se soumettaient les populations, permettaient de garantir la stabilité et la reproduction tant sociale qu'environnementale. Aujourd'hui, les choses sont nettement différentes.

### *3) L'organisation sociale et politique actuelle*

Bien que les Banda continuent toujours à s'organiser de la même manière, les structures en ont changé. En effet, la colonisation, l'avènement de l'Etat moderne, et les nouveaux contacts avec le monde extérieur, sont venus déstabiliser l'organisation traditionnelle et la cohésion sociale de ces populations ; tout comme leurs systèmes de gestion de l'environnement.

Aux villages, autrefois unités claniques ou familiales dispersées aux sources des cours d'eau, se sont substitués des groupements humains beaucoup plus vastes, se massant le long des principales voies de communication.

La fonction de chef du village, qui dans le passé était occupée par le fondateur ou par ses descendants, est de nos jours assurée, par des notables nommés par l'administration ou élus par la population. La plupart des prétendants qui occupent ce poste sont choisis parmi les hommes les plus influents des villages, qui attirent la sympathie de la population grâce à la distribution de quelques cadeaux de circonstance. Pour les nominations, les candidats proposés par les maires et les Députés, le sont très souvent à cause des intérêts partisans. A en croire les populations villageoises, les députés et maires ne retiendraient pour la chefferie, que des candidats capables de mobiliser les populations villageoises, et de les soutenir financièrement dans le cas d'éventuelles élections.

Ce faisant, beaucoup de chefs de village ont perdu une bonne partie de leur influence auprès de leurs administrés, devenant ainsi de véritables marionnettes au service de l'administration centrale. En effet, considérés autrefois comme garants de la stabilité sociale et principaux intermédiaires du clan auprès des ancêtres, ces derniers, comme le souligne Coquery-Vidrovitch (1970), sont passés tour à tour du statut de collecteurs d'impôts, chargés de transmettre et de faire respecter les ordres de l'administration coloniale puis centrafricaine, à celui de représentant du parti dominant.

A Ngouyali, le conseil des sages se résume désormais en une assemblée de quelques leaders d'opinion, choisis en fonction de certains liens de parenté ou de leurs affinités amicales ou politiques. Cette situation a abouti en 1997 à la partition du village en deux quartiers (Ngouyali 1 et Ngouyali 2), dirigés chacun par un chef.

Quant aux sociétés d'initiation, elles ont quasiment disparu, supplantées par l'école moderne et les établissements religieux, chargés d'instruire et de moraliser les populations sur des bases occidentales. Les personnes âgées, complètement déphasées, perdent de plus en plus leur influence auprès des jeunes. Ces derniers sont surtout attirés par l'aventure dans les villes, et peu soucieux de perpétuer des traditions qu'ils considèrent rétrogrades. Comme nous le constatons, la société Banda est une société en pleine mutation.

### *3) L'habitat en pays Banda d'aujourd'hui : entre modernité et rémanence des traditions ancestrales*

Les villages actuels regroupent souvent plusieurs centaines d'habitants dont entre les 2/3 et les 3/4 possèdent généralement deux lieux d'habitation. L'exemple le plus patent est celui de Ngouyali où, 78 % des villageois abandonnent saisonnièrement le village pour s'installer près de leurs « plantations ».

Le village Ngouyali est situé à 60 Km de Bambari, sur la route nationale N°5 reliant cette ville à celle de Ippy. Il se scinde en deux ensembles bien distincts à la fois par leur configuration et leur fonction. Le premier est une véritable « agglomération », située en bordure de la route. C'est le village principal auquel toute la population s'identifie. Les habitations, rondes à l'origine, ont depuis bientôt un demi-siècle cédé la place aux cases rectangulaires, construites en parpaings de briques, et coiffées de pailles ou de tôles. Les villages sont organisés en plusieurs quartiers, représentant les différents sous clans qui les composent. Le village Tagbara par exemple, en compte six. Tous les habitants du deuxième ensemble y ont un logement, mais la période de cultures, seuls les vieillards, les enfants scolarisés et quelques femmes y demeurent. C'est le lieu où se déroulent toutes les grandes cérémonies (deuils, fêtes, etc.). C'est également le point de passage obligé des habitants vivant dans les campements agricoles, voulant se rendre en ville ou aux marchés hebdomadaires de Tagbara et Maloum.

Les « fermes » constituent le deuxième ensemble. Elles s'organisent en archipel le long de la piste menant du village principal à la rivière Baïdou situé à 25 km au nord. La plus proche d'entre-elles est située à 7 km de la route Nationale, et la plus éloignée s'établit sur les rives de la Baïdou. Sur l'ensemble du territoire villageois, on compte cinq fermes. Le territoire

villageois compte ainsi cinq fermes : de Ngoutadja (7 km), Ngoubi (9 km), Lengbenga (11 km), Gorokpo (15 km) et Baïdou (25 km).

A l'origine, c'étaient de petits campements de culture provisoire, qui n'étaient occupés que pendant quelques semaines par an, en période de pointe des travaux champêtres (juillet-septembre). Progressivement, à cause de l'éloignement des parcelles de cultures, les habitants ont fini par construire de véritables habitations secondaires avec les mêmes matériaux et dans le même style utilisé au village. Seule différence d'importance : la plupart de ces habitations ne disposent que d'une pièce unique, et des « chambres » cloisonnées de toiles (pagnes), dans le cas des ménages polygames. Cette pratique témoigne du statut encore secondaire, bien qu'en termes de durée de séjour, les habitants y passent entre 8 et 10 mois par an. Certains habitants y vivent depuis plus d'une vingtaine d'années, et passent parfois plusieurs mois sans se rendre au village.

D'après Hyenard (1974), cette « migration » se justifierait par la recherche de bonnes terres, lesquelles se retrouveraient le plus souvent, à plusieurs kilomètres du village « officiel » installé depuis la colonisation sur la ligne de crête, et où les sols seraient en majorité rocailleux. Cet auteur ajoute que la présence des habitants à proximité des champs éviterait les pertes de temps, et la fatigue supplémentaire des heures de marche, matin et soir ; elle permettrait une meilleure défense des semailles et des récoltes contre les animaux nuisibles de toute espèce. En outre, elle faciliterait le travail de préparation des terres, et des sarclages multiples aux heures fraîches de la journée (matinée et soirée). De plus, les habitants actuels des fermes disposant de bœufs de trait, justifient leur migration par le souci de ménager leurs attelages, et d'en tirer un meilleur rendement.

Mais si ces motivations s'avèrent fondées, il semble cependant, d'après nos entretiens avec les habitants, que ces migrations soient la rémanence d'une tradition Banda, antérieure au regroupement autoritaire en villages. En effet, Tisserant (1953) affirme qu'avant « *ces regroupements préconisés par le colonisateur, sous prétexte de collectivisme et de mentalité de clan* », on trouvait peu de grosses agglomérations chez les Banda. Au groupement, ils préféraient un endroit isolé où ils pouvaient aller et venir sans attirer



l'attention du voisin jaloux. Aussi, ces derniers étaient dispersés en hameaux, localisés près des sources des cours d'eau.

Le hameau se composait d'une dizaine de cases au maximum, suivant le nombre de femmes du chef. Ces cases se disposaient en cercle, autour d'une cour, au milieu de laquelle s'élevait un abri où l'on se réunissait au moment de la grande chaleur pour y discuter, jouer, dormir. Les hameaux étaient reliés par des sentiers, formés par le passage des habitants. Ils étaient assez stables, ne se déplaçant que lorsque les terres de cultures étaient épuisées ou à la suite de maladie, de décès. Dans ces cas, on fuit un site hanté par quelques mauvais esprits. Cette attitude s'expliquerait, d'après Tisserant (op.cit), par le comportement « individualiste » des Banda, *« leur esprit d'indépendance, et leur refus des contraintes liées à la vie du groupe »*.

Il ne serait pas impossible que la création des « fermes », une pratique devenue monnaie courante à Ngouyali et dans l'ensemble de la zone d'étude, soit pour les populations une façon de retrouver leur liberté de mouvement, longtemps confisquée pendant la colonisation et dans les années qui suivirent. En témoigne, la même configuration de l'habitat que l'on retrouve aujourd'hui au niveau des fermes de Ngouyali, et dans les autres villages situés le long de la route Bambari-Ippy.

En effet, dans ces « fermes » les habitations sont dispersées, même si près de la piste principale de desserte il existe, un peu partout, une petite concentration de cases. Les populations se réunissent, par famille ou par alliance (père, fils, petits-fils, beaux-parents, etc.), une attitude que certains habitants expliquent de nos jours par la crainte des actes maléfiques.

A ce propos, nous avons constaté que les gens étaient très soupçonneux les uns des autres. Tout échec, malheur ou mésaventure n'est expliqué que par des actes magiques : jet de mauvais sorts, sorcellerie, empoisonnement, etc. A titre d'exemple, il est interdit à quiconque de passer dans le champ d'un autre en son absence ou sans son autorisation. Cette méfiance s'expliquerait, d'après les paysans, par l'existence dans le village de personnes dotées de fétiches permettant de transférer les récoltes d'un

champ à un autre. Pour éviter de subir ces mauvais sorts, de nombreux paysans préfèrent installer leurs fermes à l'écart de celles des autres.

Toutefois, il convient de nuancer cette analyse de la dispersion de l'habitat Banda que fait Tisserant. Rappelons que le contexte actuel du Nord-Est de Bambari n'est pas la même que celle de la période pré-coloniale. En effet, à cette époque les populations vivaient sous la menace d'éventuelles razzias des esclavagistes, à la recherche des captifs. En outre, des populations de communautés différentes se livraient aussi des guerres entre-elles, pour piller les greniers et les champs en cas de disette. Face à cette menace permanente, la dispersion de l'habitat était plus une stratégie de survie, que l'expression de l'égoïsme.

De plus, à en croire certains anciens, la dispersion de l'habitat s'expliquait également par la recherche de sols fertiles et celle d'appropriation d'un espace plus large.

Les Banda, interrogés sur les fondements actuels des fermes, évoquent la pression grandissante des éleveurs Mbororo qui, seraient nombreux à s'installer à dans la zone agricole.

#### b) Les pasteurs Mbororo

Les pasteurs Mbororo occupent essentiellement la commune d'élevage de Ouro-Djafun, située au sud de notre zone d'étude. L'effectif des populations Mbororo est estimé à 4700 habitants<sup>6</sup> environ, pour l'ensemble de la région Nord-Est de Bambari. Les principaux lignages que l'on retrouve ici sont : Djafun, Wodaabé, Ngadjawa, Boganko'en, Hamaranko'en, Djoulanko'en, Darkanko'en, Madjenko'en, Ringuimadji.

Les Djafun, sont de loin les plus nombreux et les plus influents. Premiers arrivés dans cette région vers 1938, ils revendiquent, comme les Banda Linda, la propriété de la zone pastorale, et assurent l'administration de la commune de Ouro-Djafun. Puis, viennent les Wodaabé, qui sont arrivés quelques temps plus tard. Pendant plusieurs décennies, les relations entre ces deux groupes étaient très difficiles. Depuis l'arrivée des Ngadjawa à

partir 1995, ces différends semblent s'aplanir. En effet, Djafun et wodabé semblent s'associer pour faire face à l'implantation massive des derniers venus, dont le nombre ne cesse d'augmenter au fil des années. Quant aux autres groupes, ils ne représentent qu'un effectif très limité.

Les éleveurs Mbororo de cette région, à l'instar de ceux de l'ensemble du pays relèvent de deux modes d'organisation. L'un est l'organisation sociale traditionnelle, commune à l'ensemble des Peuls d'Afrique centrale et de l'ouest, ayant fait l'objet de nombreuses études, dont la plus connue est celle de Dupire (1970). L'autre est politico-administrative, répondant à la volonté de contrôle de ces populations par l'administration tant coloniale que nationale. Cette intervention de l'Etat centrafricain pour structurer les Peuls, constitue un cas particulier en Afrique.

### *1) L'organisation sociale traditionnelle des Mbororo*

Les Mbororo, comme la plupart des Peuls se répartissent en différents lignages qui présentent deux caractéristiques. Au sommet de ces lignages président des chefs sans pouvoir coercitif, dont l'autorité repose sur l'adhésion volontaire des autres Peuls. Ils sont très fortement endogames, et c'est dans leur cadre que les fils, et dans une moindre mesure les filles, héritent du bétail.

Ainsi, à l'intérieur d'un lignage donné, peut-on établir un parallèle entre la gestion du bétail et sa transmission héréditaire d'une part, et de l'autre la forte endogamie des populations, ainsi que leur système de filiation patrilinéaire. "*Bétail et gens sont d'ailleurs très proches, non seulement dans la vie quotidienne, mais aussi dans l'idéologie*" (Mathieu, 1988).

C. Lemasson (1990) montre qu'en RCA, ces lignages n'ont pas d'ancrage territorial. Leurs membres s'éparpillent à travers de vastes zones du pays, et sont parfois très éloignés du chef dont ils relèvent.

Les Peuls ont un mode de filiation patrilinéaire, se matérialisant dans le fait que le prénom des individus est suivi de celui de leur père. C'est par

---

<sup>6</sup> Chiffres obtenus de la mairie de Ouro-Djafun et provenant des résultats de recensement administratif de 1999.

ce binôme qu'ils s'identifient, ainsi que par des surnoms, et par leurs titres lorsqu'ils en possèdent. A la "patrilinéarité", se superpose un mode de résidence virilocal, et l'épouse va vivre dans la résidence de son mari. Les enfants sont élevés dans la résidence du père. En cas de divorce (phénomène fréquent), les enfants sevrés restent à la charge du père et des parents proches de celui-ci. Dans la région de Bambari, tout comme dans l'ensemble du pays, Sarandji (1995) affirme qu'il n'y aurait pas de nom individuel clanique ou lignager.

#### *a) Signification et fonction des lignages*

D'après Dupire (1976) le terme français "lignage", recouvre assez bien la réalité sans toutefois correspondre à la définition anthropologique stricte. En effet, les généalogies ne remontent généralement pas à un ancêtre fondateur unique réel ou mythique. Mais le terme peut correspondre à "leynol" n'est pas plus précis : face à un interlocuteur Peul, il désignerait les Peuls en général ; face à un non-Peul, il correspondrait au "lignage" et, éventuellement, dans certaines régions, il ferait référence à des entités soit plus vastes, les "clans" (ici encore sans définition rigoureuse) ; soit à des fractions de lignage. Ces dernières seraient également nommées "suudu", dont le sens premier est "maisonnée", équivalent au Saré du Nord Cameroun.

*Leynol*, traduisible par peuple, clan, lignage, serait donc un terme aussi vague que "groupe" en français s'il ne faisait référence au concept d'endogamie. "Groupe endogame" serait donc la traduction la moins inexacte si l'endogamie ne pouvait s'appliquer-elle aussi, tout comme *leynol*, à différents niveaux. Ainsi, l'endogamie préférentielle est celle qui s'exerce à l'intérieur du lignage, et même entre cousins, parallèles et croisés. A défaut d'un mariage possible dans ce cadre, le choix du conjoint s'effectue dans un lignage proche par l'histoire, la localisation ou les liens matrimoniaux antérieurs.

Cependant, le *leynol* n'est pas seulement une entité socio-politique endogame. C'est aussi une structure économique qui, toutefois, n'est en rien autarcique. En effet, dès la naissance, un individu est propriétaire du bétail. A la « génisse initiale »<sup>7</sup>, s'ajoutent ensuite d'autres animaux, donnés en nombre très variable par les membres de la famille proche, de la génération précédente paternelle ou maternelle. Le nombre de bétail que reçoit un enfant Mbororo dépend à la fois de la richesse en bétail des différents membres de la famille, et du nombre des enfants à pourvoir. Le bétail donné peut être accru du bétail hérité, les garçons ayant une part double de celle des filles. Mais il existe des femmes sans frères, et ce sont elles qui sont généralement les plus riches, et les plus recherchées.

Dans ce dernier cas, la pratique de l'endogamie permet de conserver le bétail des femmes à l'intérieur du lignage. Bien évidemment, une pratique exogamique ferait venir dans le groupe le bétail éventuel d'autres femmes, mais il semble que l'idée de conservation des acquis l'emporte.

La garde du troupeau est confiée très tôt à l'enfant. Il apprend dès le bas âge à aimer le troupeau, à le conduire. Il est parfois aidé dans sa tâche par des bergers salariés (*Gaïndako*), car les enfants inexpérimentés laissés seuls en brousse, ont tendance à se désintéresser du troupeau.

La femme construit les huttes dans le campement et participe à l'économie familiale en vendant le lait dont la traite se fait de plus en plus pour les seuls besoins de la famille.

La difficulté pour tout intervenant extérieur à la société Mbororo, qu'il soit national ou non, réside dans le fait qu'un lignage est géographiquement dispersé, éventuellement à travers l'ensemble du pays. Tel est le cas des Djafun, dont on retrouve les parents dans le Nord-Ouest (Bouar, Bocaranga), au Centre-Ouest (Bossembélé-Yaloké), et même dans les régions forestières du Sud-Ouest (Nola).

Tous ces lignages ont des chefs dont l'une des fonctions est de représenter le groupe vis-à-vis de l'extérieur de celui-ci. Le chef de lignage est donc un interlocuteur privilégié, et incontournable pour toute enquête ou

---

<sup>7</sup> Chaque enfant Mbororo qui naît reçoit généralement une génisse. Celle-ci constitue son capital initial en bétail.

tout projet de développement, comme dans les différends avec les autres populations.

### *b) Les chefs de lignage*

Traditionnellement, un chef de lignage est appelé "*ardo'en*". Le terme désignait à l'origine les leaders de migration, *Ardo* voulant littéralement dire "celui qui marche devant" J. Boutrais (1973). Cependant une fois installé, provisoirement ou non, l'ancien leader de migration conserve son titre, et le transmet à ses successeurs. Ceux-ci sont le plus souvent les aînés de ses descendants mâles en ligne directe. Toutefois, les qualités personnelles des prétendants (en général les fils, éventuellement les frères et parfois des prétendants extérieurs à la famille proche) sont examinées par les anciens du lignage. Ainsi, le fils aîné ne succède pas obligatoirement à son père. Discernement et sagesse sont les principales qualités requises, et un prétendant peut être évincé pour cause d'inconséquence intellectuelle ou inconduite morale.

Dans la région de Bambari, tous les Mbororo sont organisés en « chefferies » de niveau équivalent à la tête desquelles se trouvent les "*Ardo'en*". Entre les *Ardo'en*, ne s'établissent pas de véritables rapports hiérarchiques, mais des différences de prestige et de protocole, dues d'une part à leur personnalité, et d'autre part à l'ancienneté de la « chefferie » et au nombre de gens qui la composent. En effet, un chef prestigieux peut être globalement plus influent auprès de la population, mais le chef d'un groupe restreint dont les dépendants sont proches dans l'espace et la quotidienneté, peut être plus concrètement et plus rapidement efficace.

Les *Ardo'en* ont deux fonctions principales : celle de collecter les impôts et celle de rendre la justice. L'impôt présenté comme traditionnel, qui pourrait en fait relever d'une tradition réinterprétée, est désigné par un terme d'origine arabe "*zaakat*". Cet impôt existe et aurait existé dans d'autres groupes Peuls, et constituerait à l'origine une taxe de pacage. Il aurait une connotation islamique, en ce sens qu'il serait destiné à être

redistribué par le chef aux plus pauvres en tant qu'aumône. Le versement de cet impôt à un Ardo par chaque éleveur est signe d'attachement et de soumission ; cette dernière concerne également les décisions prises par l'ardo, en cas de litige entre les membres de son campement.

Les conflits ou les dégradations graves relèvent bien entendu des instances nationales de la police ou de la gendarmerie. Les dissensions mineures (mais la limite entre ces catégories n'est pas précise) sont résolues à l'intérieur du lignage. L'Ardo ne rend pas la justice seul. Il est toujours entouré de conseillers. Ceux-ci sont choisis en fonction de la confiance qu'il leur accorde, et de la sagesse qu'il leur prête. Ces conseillers s'appellent "*alkaali*" (*alkaaliyo*, au singulier), mot dérivé de l'arabe qui désignerait un jugement islamique (Mathieu, op.cit). Ce sont donc les qualités personnelles d'un "*alkaaliyo*" qui le désignent au choix de l'Ardo et non sa connaissance de l'arabe ni même, apparemment, celle du coran. La plupart des ardo'en que nous avons rencontré ont entre quatre et six conseillers auxquels ils font appel lorsqu'un cas leur est soumis.

Toutefois, comme un Ardo ne détient aucun pouvoir de coercition, l'application de ses décisions dépend de sa capacité de persuasion ainsi que de la pression sociale qui le soutient. Un Ardo qui tient à garder ses sujets doit donc posséder des qualités de leader et veiller à la persistance d'un consensus autour de lui. Car un Ardo peut être déchu et remplacé sous le poids de la pression sociale. Plus souvent, il peut être délaissé, car si l'on ne peut changer de lignage, chacun peut, à titre individuel ou pour le compte de sa famille restreinte, décider son attachement à un autre Ardo ou à un chef même non-peul.

Ces cas interviennent souvent, quand un chef de famille restreinte, mécontent de l'action de son Ardo, entre en dissension avec lui, ou plus banalement, s'en trouve trop éloigné à la suite de déplacements successifs. Dans ce dernier cas, le choix du nouvel Ardo dépend du comportement de ce dernier, du mode de gestion des affaires ou de la géographie. Les impôts sont alors, dans un tel cas, versés au nouveau chef choisi. Il fait éventuellement appel à lui pour trancher les litiges. Toutefois, il ne s'agit que de l'abandon d'un chef à titre individuel, et non de celui de l'ensemble du lignage à

l'intérieur duquel l'endogamie préférentielle continue à s'exercer. Il ne semble pas que les chefs refusent l'adhésion de nouveaux venus, leur prestige étant accru par ces succès personnels. Mais les cas de changement d'Ardo sont minoritaires, la plupart des individus restant attachés à la même chefferie tout au long de leur vie.

En dehors de l'appellation "*Ardo*" qui est la plus courante pour les chefs Peuls de Centrafrique, il existe également le terme *Jawro* sans que la fonction soit distincte de celle de l'Ardo. En effet, dans d'autres régions peules, comme celles du Nord Cameroun, *Jawro* est un chef territorial, alors que *ardo* est un chef social. De même, le terme de "*Laamiido*", rarement employé, qui, pour les *fulbé* du Cameroun désigne un chef d'Etat (Sultan), à pouvoir territorial caractérisé par l'étendard du prophète, est utilisé en RCA comme titre honorifique pour certains Ardo. Au titre de Laamiido, l'administration centrafricaine a substitué celui de Maire de commune d'élevage

## 2) *L'organisation moderne de la société Mbororo*

La particularité de la RCA est de superposer à l'organisation sociale traditionnelle Mbororo, une structure moderne. En effet, dans leur volonté de contrôle de ces populations jugées très instables, les administrations coloniale, puis centrafricaine ont mis en place une structure politico-administrative et économique spéciale pour les Mbororo.

Au niveau politique, depuis leur arrivée en 1927 jusqu'à aujourd'hui, des dispositions ont toujours été prises pour mettre les éleveurs en confiance, afin de les retenir dans le pays. Ainsi, dès le début des années 1930, l'Ardo Idje bi Babay, qui fut le premier Ardo à pénétrer avec sa famille sur le territoire, est nommé Laamido de l'Oubangui-Chari à titre exceptionnel. A l'avènement de l'Indépendance, la nouvelle administration centrafricaine abonde dans le même sens. En 1965, une loi<sup>8</sup> est promulguée, instaurant la libre pâture partout où cela est possible. Détail important,

---

<sup>8</sup> Loi 65.61 du 3 juin 1965 réglementant l'élevage en RCA.



cette loi stipule également que, la nationalité centrafricaine serait accordée à tout éleveur pénétrant en Centrafrique et qui le désirerait.

Sur le plan administratif, à partir de 1964, sont créées des « Communes d'élevage », entités administratives et territoriales réservées exclusivement aux activités pastorales. Structurées de la même manière que les autres communes rurales, leur particularité provient du fait que les maires qui les dirigent, au lieu d'être élus, sont nommés par le chef de l'Etat, sur proposition du Ministre de l'Intérieur et de l'administration du territoire. De plus, elles sont exclusivement gérées par les éleveurs. Alors qu'un Mbororo peut devenir maire d'une commune rurale agricole, un agriculteur ne peut le devenir dans leur commune d'élevage.

Les maires de ces communes sont choisis par le gouvernement parmi les Ardo'en les plus influents, Ceux-ci, de par leurs fonctions et richesses jouissent ainsi d'une très grande influence politique et territoriale. Outre leur fonction traditionnelle d'Ardo, les maires de communes d'élevage sont les interlocuteurs privilégiés et obligatoires de toute intervention extérieure, notamment de celles de l'administration. Cependant, leur rôle administratif se réduit quasiment à la collecte des impôts. En effet, comme leurs homologues agriculteurs sédentaires autochtones, l'administration centrafricaine a chargé ces grands ardo'en de cette collecte : impôt de capitation pesant uniquement sur les hommes, qui est venu s'ajouter à la zaakat traditionnelle. D'après certains de nos informateurs, les tarifs seraient les suivants : 3500 FCAF pour tout chef de famille ayant moins de trois enfants et 1500 FCFA pour tout chef de famille ayant au moins trois enfants ainsi que pour ceux qui sont considérés comme pauvres. Sur cet impôt se sont greffés, selon les gouvernements, des taxes diverses : taxe de commercialisation du bétail, d'abonnement sanitaire. Le maire-ardo distribue aussi les cartes d'éleveur, du parti, de la Fédération nationale des éleveurs centrafricains (FNEC), etc. Il semble que la confiance dont il jouit auprès de l'administration centrale, comme son influence politique dépendent étroitement du montant des impôts collectés, comme du nombre de cartes des partis distribuées ; le degré de participation de ses administrés aux élections en faveur du parti dominant serait déterminant.

Les maires des communes d'élevage sont entourés de conseillers municipaux, choisis parmi les Ardo'en les plus influents de leurs communes. C'est avec leur aide qu'ils prennent les décisions concernant leurs populations. Il en est de même quant il s'agit de trancher les divers litiges opposant les éleveurs entre eux ou aux populations non-peules.

Toutefois, bien que la fonction de maire soit privilégiée en milieu Mbororo à cause du prestige qui y est attaché, celle-ci est hiérarchiquement placée sous l'autorité du Secrétaire Général de la Fédération Nationale des éleveurs Centrafricains (FNEC). Ce dernier coordonne toutes les activités de l'élevage dans le pays. Choisi parmi les maires des communes d'élevage, il est également nommé par le chef de l'Etat, et cette fonction est purement politique et administrative.

Sur plan organisationnel, pour faire face à la dégradation de l'état sanitaire du bétail due au départ de l'encadrement technique français à la suite de la réforme agraire décidée en 1970 par Bokassa, les éleveurs Mbororo ont créé l'Association Nationale des Eleveurs Centrafricains (ANEC) en 1973. Le premier rôle de celle-ci fut de mettre en place un système d'approvisionnement des éleveurs en produits vétérinaires.

En 1986, l'ANEC a changé de statut pour devenir la Fédération Nationale des éleveurs Centrafricains (FNEC). Près de 60% des éleveurs transhumants vivant en Centrafrique en sont membres. Une telle adhésion est unique en Afrique, et s'expliquerait, par le fait que la carte d'adhérent à la fédération constitue pratiquement une carte d'identité, faisant fonction de laisser-passer sur le territoire (Marty, 1992).

L'adhésion des éleveurs est plus significative au niveau des Groupements d'Intérêts Pastoraux (GIP), dont les premiers ont été créés dans la région Centre (Bossembélé-Yaloké) en 1982. Leur objectif à cette époque était la gestion de l'espace pastoral. Depuis 1986, le système s'est élargi. Aujourd'hui, les GIP s'organisent principalement autour du fonctionnement de la pharmacie vétérinaire, tout en développant des activités d'ordre socio-économique, sur la base de priorités définies par les éleveurs. Les besoins les plus courants sont : le natron et les produits

vétérinaires pour le bétail, les médicaments et les produits de première nécessité (sel, savon, pétrole, thé, sucre) pour les éleveurs.

Dans la sous-préfecture de Bambari on compte 13 GIP dont 6 sont implantés dans le Nord-Est. Au niveau de la sous-préfecture, les éleveurs disposent d'une Fédération locale des groupements d'intérêts pastoraux (FELGIP), qui intègre également le GIAP (Groupements d'intérêts agropastoraux). Ces FELGIP assurent la distribution en demi-gros des intrants vétérinaires, et développent des programmes de formation avancée en santé, en gestion et en production animale.

Au vu de ce qui précède, il apparaît que le monde Mbororo a connu de profondes mutations, très souvent sous l'effet des décisions politiques : création des communes d'élevage à partir de 1964, et désignation des maires ayant le pouvoir de nommer à leur tour les « chefs de villages peuls ». La majorité de ces Ardo'en, nommés sur des bases économiques, et non issus des lignées prestigieuses (c'est-à-dire n'ayant aucune tradition de commandement), ne tiennent pas compte des valeurs attachées à la fonction. Ce qui fait qu'ils ne disposent guère d'une véritable légitimité auprès de leurs administrés, qui leur reproche de sacrifier l'intérêt du groupe au profit d'intérêts personnels.

La FNEC, où les maires ont été longtemps dominants a par ailleurs étendu son réseau de représentants sur l'ensemble du territoire, affaiblissant l'autonomie des ardo'en. Ces chefs doivent faire l'équilibre entre l'intérêt des membres de leur groupe et ceux de l'Etat. En effet, le consensus sur lequel se fonde l'influence des ardos sur leurs populations, à savoir leur absence de pouvoir de coercition, les empêche de présenter à leurs administrés des mesures par trop impopulaires. Ce qui pose le problème de l'application des consignes administratives.

A titre d'exemple, le décret autorisant les Ardo'en à faire appel à la force publique en cas de non-respect de la partition spatiale dans les "zones agropastorales" (ZAGROP)<sup>9</sup> se heurte à la réticence de ceux-ci. Une attitude qui s'expliquerait par les raisons évoquées précédemment ; mais, le

---

<sup>9</sup> Les ZAGROP sont des entités foncières expérimentales, créées par l'ANDE à partir de 1986 au sein de certaines communes d'élevage, pour promouvoir une gestion « rationnelles des pâturages.

Directeur de la « Division Est »<sup>10</sup> l'Agence centrafricaine de Développement de l'Elevage (ANDE), évoque également la volonté des Ardo'en, de garder une certaine indépendance vis-à-vis de l'administration qui, l'histoire l'a prouvé, n'a souvent agit que dans son intérêt.

## B. LES HERITAGES DE L'HISTOIRE

Il est désormais admis et démontré que le territoire centrafricain a été très tôt occupé par l'homme(P. Vidal, 1982). D'après cet auteur, les savanes centrafricaines semblent avoir été peuplées par de petites communautés dispersées, de « chasseurs-cueilleurs » pratiquant la culture de subsistance sur brûlis.

Les savanes centrafricaines semblent avoir été depuis longtemps une zone de passage et un carrefour. Ce qui ne serait pas impossible, car au nord, elles s'ouvrent largement sur les plaines tchadiennes et sur le Sahel, grâce aux plaines du Chari et du Logone, aisées à parcourir en saison sèche. Les plateaux de la dorsale oubanguienne et de la dorsale Congo-Nil sont facilement franchissables. Elles permettent l'accès au nord de la cuvette congolaise et du bassin du Nil, immédiatement en aval du Bahr el Gazal. Les migrations Bantou, datées du début de l'ère chrétienne se seraient faites en provenance, des régions tchadiennes et en direction du sud-est, donc à travers les savanes centrafricaines (P. Kalck 1992).

Les régions forestières méridionales sont d'accès plus difficiles. Les dangers de la forêt et l'idée qu'elles se font de ce milieu peuvent rebuter des populations habituées à la savane. La multitude des cours d'eau et la présence de zones marécageuses sont autant d'obstacles réels. La forêt aurait constitué, dans cette partie de l'Afrique centrale, la seule région refuge possible ; d'autant plus que les « Kaga<sup>11</sup> », de superficie trop petite et trop isolée, n'offrent que de médiocres possibilités. Ainsi, la région centrale de la dorsale oubanguienne a-t-elle partagé les grandes étapes historiques de toute la savane centrafricaine.

---

<sup>10</sup> L'ANDE a divisé le RCA en trois grandes zones d'élevage, supervisées chacune par une Division régionale : division Ouest (Bouar), Centre (Bossembélé) et Est (Bambari).

Cependant, tout le monde s'accorde à reconnaître, que la mise en place de la quasi-totalité de sa population actuelle est récente, et se poursuit encore de nos jours. Pour ce qui concerne notre région d'étude, l'histoire de son peuplement correspond à celle des deux groupes ethniques qui y vivent, à savoir les Banda et les peuls Mbororo, et ne peut être dissociée de celle du Centre-Est centrafricain tout entier.

## **1. Mise en place de la population Banda**

De 7 à 900 000 Centrafricains parlent un dialecte Banda. La moitié Est du pays, à l'exception des rives de l'Oubangui et de l'Est du Mbari est appelée, en langage arabisé, *Dar-Banda*<sup>12</sup>. A en croire P. Kalck (1992), la mise en place des populations Banda dans la savane centrafricaine ne remonterait pas à plus de deux siècles ; elle daterait de la fin du XVIIIe et du début XIXe siècle. Deux éléments essentiels ont déterminé l'installation de ces populations dans la région. Il s'agit des razzias des esclavagistes musulmans et Zandé, puis de la colonisation.

### **a) Les empreintes de l'esclavage**

La répartition actuelle de la population Banda et celle de la plupart des populations des savanes centrafricaines porte essentiellement des razzias esclavagistes des XVIIIe et XIXe siècle. En effet, en se fondant sur l'étude des langues des différents groupes, et sur les traditions orales, on conclut généralement que les Banda seraient venus de l'Est, de la région du Bar-el-Ghazal au Soudan. P. Kalck (op.cit.) souligne l'influence importante du sur la région, du royaume de Kouch et de ses héritiers, les royaumes chrétiens de Nubie, dont le dernier fut celui d'Aloa.

Au début du XVIe siècle, la destruction du royaume d'Aloa par des conquérants musulmans provoque le déplacement des populations. Pour Kalck, les « Oubanguiens » installés le long de cette rivière comptent parmi les héritiers du royaume soudanais. Ils se seraient insérés au milieu de

---

<sup>11</sup> Les Kaga désignent les collines en langues Banda

<sup>12</sup> Ce mot signifierait pays des Banda en arabe.

groupes plus anciennement installés, parmi lesquels cet auteur reconnaît les « Anziques », nom de populations rapporté par plusieurs chroniqueurs. Parmi ces peuples de savane, les Sabanga occupaient les plateaux centraux de la dorsale. Les Oubanguiens, également appelés « gens d'eau », se répartirent par ethnies le long du fleuve, les Gbanziri, entre les rapides de Makango et le confluent de la Ouaka, puis vers l'amont les Buraka, les Sango et les Yakoma. Pêcheurs et commerçants, ils provoquèrent la diffusion d'une langue véhiculaire, le sango, favorisée par les missionnaires et la colonisation. Celle-ci est devenue la langue nationale et officielle du pays.

Après une période d'accalmie au XVII<sup>e</sup> siècle, le siècle suivant marqua le début des malheurs liés à la traite esclavagiste. La traite musulmane survint la première. Elle fut le fait de nouveaux Etats « commerçants » créés au nord (Baguirmi, Ouaddaï, Dar Fur), rivaux entre eux et avec l'antique empire du Bornou. La constitution d'armées puissantes, leur permit le lancement de vastes campagnes razzias, très coûteuses en pillages et en vies humaines. La vente de captifs à l'Egypte et l'acquisition de fusils accentua la supériorité militaire de ces royaumes sur les régions méridionales.

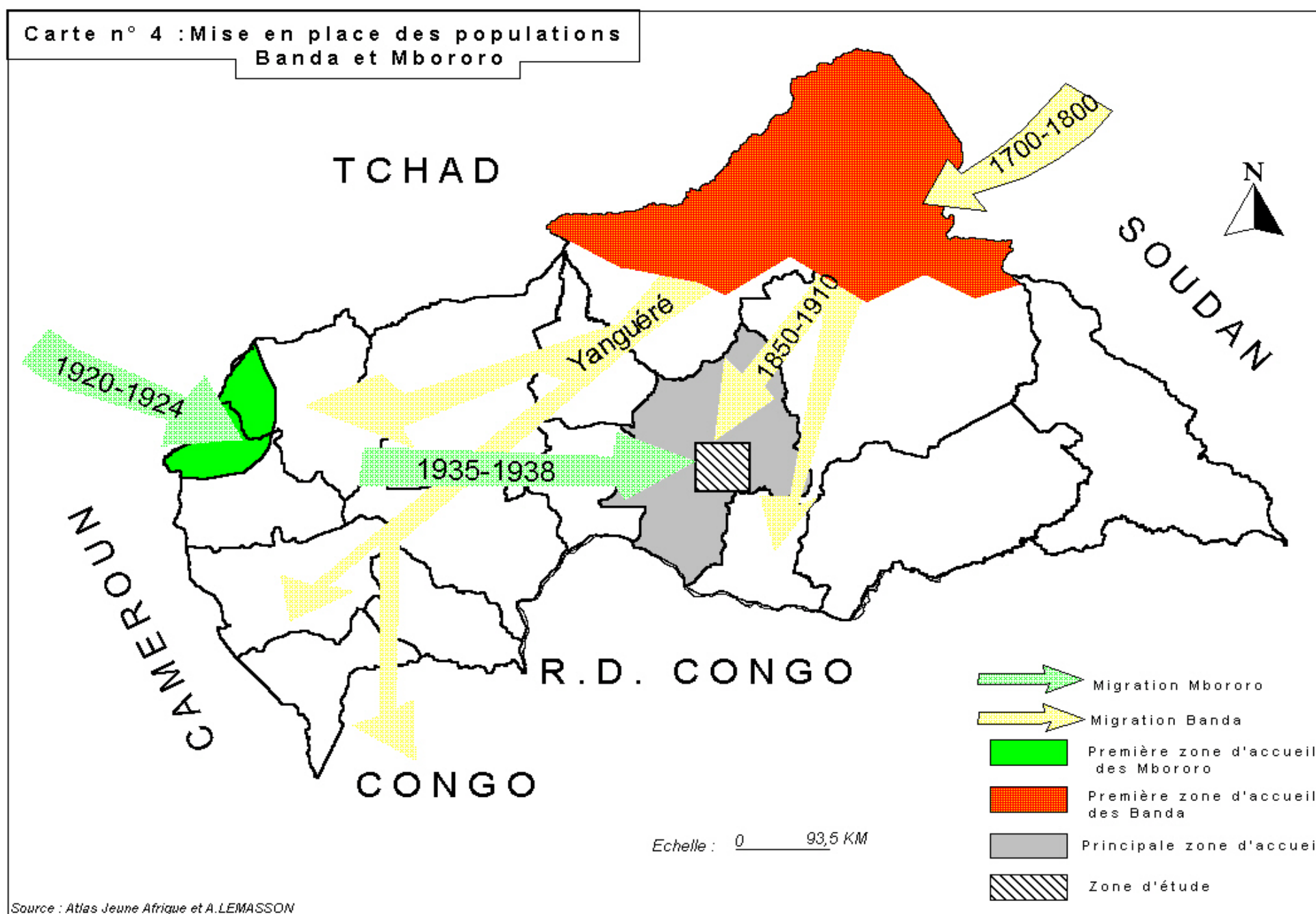
Dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, la traite occidentale, à son tour, atteignit le pays centrafricain. Les peuples riverains de l'Oubangui (Batéké et Bobangui surtout) servaient d'intermédiaires et acheminaient vers la côte les hommes qu'ils avaient acquis.

Inorganisés et très souvent en conflits internes, les peuples de la savane ne purent leur opposer une véritable résistance. La traite Nord-Orientale continua plus longtemps, jusque dans les premières années de la colonisation européenne.

Ces deux siècles troublés connurent une profonde désorganisation de la vie sociale des peuples atteints et une formidable ponction sur les effectifs humains (Kalck, 1971).

C'est à cette époque que se seraient formées les ethnies centrafricaines actuelles. Les Banda gardent le souvenir de migrations en provenance du

Carte n° 4 : Mise en place des populations  
Banda et Mbororo



Dar Fur qu'ils auraient quitté entre la fin du XVIIIe et le début du XIXe siècle, en suivant une direction sud-est nord-ouest. Puis, « *ils ont obliqué vers le sud-ouest de leur première halte (massifs du Dar Fertit), probablement sous la poussée des populations arabisées du Ouaddaï et de Nubie pour ceux du nord, et sous la menace des Nzakara pour ceux du sud* » J.D Penel (1984).

En 1830, avec la fondation par le Ouaddaï d'un Etat esclavagiste autour de Châ, le Dar-el-Kouti, une première vague de populations Banda, les Yanguéré (les exilés), part vers l'ouest, puis vers le sud, en direction des régions actuelles de l'Ouham, de l'Ouham-Pendé, de la Lobaye et de la Mambéré-Kadeï.

C'est après 1850, que la dernière vague quitte le Dar Fertit (aussi appelé Dar Banda) pour occuper les savanes du Centre-Est, en submergeant les Sabanga.

Entre 1890 et 1910, El Senoussi, partant de ses capitales successives de Châ et de Ndélé, razziait toutes les tribus habitant la zone nord de la RCA actuelle. Au sud, la pénétration belge puis française commencée vers 1885, progressait le long de l'Oubangui et de ses affluents de rive droite, et s'enfonçait vers le Tchad à partir de l'embouchure de la Tomi et de la Ouaka.

Pendant vingt ans, les tribus Banda prises entre ces deux pressions étrangères, encore troublées de dissensions intérieures, tournoyèrent dans le bas du rectangle formé par les villes de Ndélé, Sibut, Alindao Bria qui devait devenir leur résidence actuelle. Sur leur chemin, ils bousculèrent parfois d'autres peuples, s'unissant à certains d'entre eux (Banda et Gula forment les Runga) ou prenant leur place (Kara). Il a fallu attendre le début du 20<sup>e</sup> siècle avec l'arrivée entre 1900 et 1910 de l'armée française, pour que cesse enfin l'insécurité, et se stabilisent les villages, permettant ainsi aux populations de renouer un peu avec leurs anciens modes de vie.

Comme le souligne J.D Penel (op.cit), les Banda du fait de leurs migrations successives se sont divisés en de très nombreux sous-groupes, difficiles à classer et dispersés en plusieurs endroits. Ceux que l'on rencontre dans les sous préfectures de Bambari, Ippy, Alindao, et qui intéressent notre étude sont : Linda, Gbindi ou Gbendi, Yakpa, Dakpa, Ngapu, Ndokpa, Vora, Langbasi, etc...



Le peuplement de la commune de Danga-Gboudou dans laquelle se trouve Ngouyali, tout comme sa création sont très récents, et seraient les conséquences de dissensions internes aux groupes et de la colonisation.

#### b) Les marques coloniales

Bien que l'esclavage ait favorisé la mise en place des populations locales actuelles, il semble que la colonisation française ait largement influencé le comportement de ces populations Banda et Mbororo du Nord-Est de Bambari. En outre, ces interventions seraient à l'origine du bouleversement de l'organisation spatiale locale, par l'ouverture des routes et de l'introduction de la monnaie.

##### *1) Le portage et la cueillette du caoutchouc*

En 1900, l'occupation effective se limitait aux rives de l'Oubangui et de la Sangha et le long la voie du Tchad. L'organisation administrative reflétait cette situation : la route d'étapes constituait la seule voie permettant de d'atteindre la région civile du Haut Chari, dépendant du territoire militaire des pays et protectorats du Tchad. Bangui, le Haut Oubangui et la Haute Sangha constituaient trois autres régions, limitées à un très petit nombre de postes. La voie du Tchad était la véritable épine dorsale du nouvel ensemble français en formation. Par elle, passaient les hommes et les marchandises destinés à la conquête, puis à l'installation de vastes territoires septentrionaux. En même temps, ce tronçon posait les plus graves problèmes de transport, puisqu'il était le seul parcours terrestre depuis Brazzaville et qu'il devait être franchi avec les moyens financiers et techniques extrêmement modestes.

Dans ces conditions, le portage était le seul mode de transport possible. Ayant donné de bons résultats lors des premières expéditions, il fut érigé en système dès 1895. Depuis Bangui, ce transport présentait trois ruptures : celle de la Kémo, à Krébedjé, et à Gribingui qui devinrent ainsi les

étapes essentielles. Entre fort Possel et Fort Sibut, la Kémo-Tomi se révéla être un axe médiocre, au cours sinueux, coupé de nombreux rapides, et inutilisable pendant la plus grande partie de l'année. Rapidement une piste fut ouverte pour permettre le transport des marchandises en période de basses eaux. Entre Fort Sibut et Fort Crampel, pour effectuer le passage du bassin du Congo à celui du lac Tchad, la voie de terre était la seule praticable. Pendant de longues années, un simple sentier constitua la seule liaison. A partir de Fort Crampel, la Gribingui permettait la navigation pendant deux mois et demi par des baleinières ou des bateaux à vapeur apportés en pièces détachées par portage. La voie du portage fut jalonnée de postes sommaires tous les 25 kilomètres environ, distance correspondant à une étape journalière. Deux d'entre eux devinrent plus importants du fait d'un changement de porteurs, Ungourras et Nana I.

Devant les nécessités de la pénétration, le portage fut vite imposé par la force aux populations locales, Banda et Mandja. Ces peuples avaient bien accueilli les premières réquisitions, mais très vite, l'effort demandé devint incompatible avec les calendriers des activités villageoises. L'administration avait des exigences d'autant plus insupportables qu'elle avait largement surestimé la population de la région. Les résistances grandissaient au fur et à mesure que croissaient les besoins du colonisateur. Un système coercitif, puis répressif fut progressivement mis en place par les chefs de poste : usage de la chicotte, prise d'otages pour contraindre la population à collaborer, incendie des cases, destruction de plantations. Les tentatives d'organisation échouèrent. La corvée fut répartie entre les habitants des villages riverains, puis de villages de plus en plus éloignés jusque dans la région de Bambari, Alindao voir Mobaye ; les défections se multiplièrent, suivies de représailles.

En 1904, le Gouverneur général envoyait sur les voies du Tchad des Bakungni originaires du Moyen Congo, destinés à assurer un portage régulier. Mais ces hommes dépaysés, bouleversés dans leurs habitudes alimentaires, furent rapidement hors d'état de porter. Ce n'est qu'en 1905 que quelques scandales sur les mauvais traitements qu'infligeait les colons aux populations locales, révélèrent à l'opinion publique métropolitaine

certaines aspects particulièrement horribles de l'oppression exercée dans cette région de savane. Ces révélations provoquèrent l'envoi d'une mission d'enquête dirigée par Brazza (Pritsch, 1906).

Mais dès 1903, les Banda et les Mandja s'étaient rebellés. L'intervention des tirailleurs (à Fort-Crampel en 1904) mata la révolte, mais n'empêcha pas la fuite d'une partie de la population vers des régions, plus accueillantes du Congo belge (Gbanziri, Langbassi) ou bien en brousse, ou encore dans les grottes isolées. A. Chevalier cité par Piermay (1977), parle d'un « *pays aujourd'hui complètement désert, mais où existaient il y a peu d'années encore des villages peuplés* ». Le recrutement des hommes était fait par des chefs à la solde de l'administration. Ceux-ci, nommés « chefs de canton », bénéficiaient de cadeaux pour ce travail ; ils entrèrent rapidement en conflit avec leurs villageois et furent souvent abandonnés par eux. Un certain nombre de chefs vinrent s'installer à proximité immédiate des postes administratifs. Autour de ceux-ci s'agglutinèrent des « villages » rassemblant les auxiliaires de l'administration.

Les difficultés croissantes de recrutement de porteurs, les retards considérables dans l'acheminement et la désorganisation de la vie rurale qui avait pour conséquence l'impossibilité pour le voyageur de se ravitailler sur place, conduisirent à proposer la création d'une route. En 1923, arrivèrent dans la colonie les premières automobiles et les premiers camions, qui permirent immédiatement l'abandon définitif du portage. Mais le portage ne fut pas la seule brimade endurée par les populations de cette région au début du XX<sup>e</sup> siècle, car elles durent également subir les exactions liées à l'exploitation du caoutchouc.

En effet, la politique suivie vis-à-vis des populations centrafricaines dans les débuts de la colonisation se résume à une phrase d'Emile Gentil (1902), cité par Coquery-Vidrovitch (op.cit) : « *il fallait créer des besoins chez les indigènes afin que les commerçants puissent venir s'installer ; ensuite, faire payer l'impôt pour qu'il vienne en atténuation des dépenses d'occupation* ».

Des factoreries furent créées très tôt à proximité des postes administratifs. Ainsi, celle des Ouadda sur l'Oubangui fut installée moins de

trois ans après le passage de Crampel, afin d'échanger l'Ivoire contre des marchandises européennes.

Dès 1900, un décret imposait l'arrêt des subventions à la nouvelle colonie, qui devait donc trouver elle-même les fonds nécessaires à son organisation. La pénurie de moyens, caractéristique constante de l'histoire de l'A.E.F. compromettait fortement son exploitation économique.

L'administration ne pouvant engager de capitaux propres, l'équipement et la mise en valeur du territoire furent confiés à des compagnies concessionnaires privées (1899-1900) conçues sur le modèle de celles qui existaient déjà dans l'Etat indépendant du Congo. Ce régime qui avait divisé la colonie en de très vastes domaines, laissa de côté la voie du portage de Fort Possel au Tchad, pour permettre la poursuite du recrutement des villageois. Dans la région de Bambari, la charge de l'exploitation fut accordée à la Compagnie Cotonnière du Haut-Oubangui (COTOUBANGUI).

Devant la faiblesse des ressources financières de la colonie, un impôt de capitation payable par les hommes et les femmes fut établi. D'abord versé en nature, il fut rapidement réclamé sous forme monétaire par l'administration dans le but de favoriser les échanges commerciaux, et de populariser l'usage de la monnaie. Pour cela, la cueillette du caoutchouc fut rendue obligatoire en 1909. Le caoutchouc récolté, provenant des rhizomes du *Landolphia humilis* était un caoutchouc « d'herbes » de qualité médiocre. Son exploitation en Afrique centrale coïncida avec une forte demande, surtout pendant la première Guerre Mondiale. Une fois la racine récoltée, la gomme était séparée de l'écorce par battage en eau courante. A chaque fin de mois, la récolte, apportée au chef-lieu était pesée ; mais l'acheteur payait, non au paysan, mais à un fonctionnaire qui prélevait l'argent de l'impôt et restituait le reste au producteur. Cette cueillette devint rapidement impopulaire. Les conséquences de cette période furent dramatiques : la surexploitation conduisit à l'abandon des zones situées près des villages. Les villageois durent travailler loin de leurs maisons et de leurs champs qui furent abandonnés pendant plusieurs mois par an, jusqu'à neuf mois lors de la première Guerre Mondiale (Daigre, 1947). Pendant plusieurs années, les

cultures vivrières furent mal entretenues et la cueillette des plantes sauvages (racines, ignames, etc.) fut le seul moyen de survie des populations, ce qui provoqua de graves famines qui décima une grande partie de la population, et vidèrent un peu plus la région de ses habitants.

Les populations ne connurent de répit qu'à l'arrivée du nouveau Gouverneur de l'Oubangui Auguste Lamblin (1917-1929) qui constata et admit que les mesures antérieures avaient conduit à la désorganisation de la vie sociale et au déclin numérique de la population, que le caoutchouc avait été surexploité, et que sa cueillette demandait des efforts et des sacrifices démesurés aux villageois. En 1918, le *Landolphia* est abandonné et remplacé par le Ceara (*Manihot glaziovii*). Les conditions de travail restèrent dures, jusqu'à la chute des cours de 1921 qui provoqua l'abandon de la cueillette de caoutchouc.

## 2) *L'ouverture des routes et ses conséquences*

Comme l'a si bien souligné Piermay (op.cit), « *de tous les événements de la période coloniale, la construction du réseau routier est sans doute celui qui a le plus bouleversé d'une façon durable les paysages* ». On peut la considérer comme le symbole des tentatives d'instauration d'un nouveau mode économique. Commencé entre 1901 et 1909 par le tronçon Fort Sibut-Fort Crampel, c'est à l'arrivée du Lieutenant-Gouverneur Lamblin en 1917, que la décision de créer les routes pour palier le manque de porteurs fut prise. A l'instar des routes Bambari-Ippy et Bambari-Yalinga-Ouadda, l'essentiel du réseau centrafricain a été réalisé entre 1918 et 1922, à l'exception de quelques pistes secondaires plus récentes. Les travaux faits presque uniquement avec des travailleurs de la région, furent l'occasion d'une nouvelle accentuation des pressions administratives. En 1923, les principaux aspects de ce réseau routier étaient définis. Les pistes, tracées avec le souci de réaliser le moins de dépenses possibles, évitaient les parcours abrupts et les traversées de cours d'eau importants. Ceci était rendu possible, grâce à l'utilisation systématique des lignes de crête et des

lignes de partage des eaux. C'est le cas de l'actuelle route Bambari-Ippy, qui suit les sommets des interfluves séparant les bassins des rivières Ouaka et Kotto.

Jusqu'à la veille de la deuxième guerre mondiale, la route de Bambari à Ippy suivait un tracé presque rectiligne. Jusqu'au bac de la Baïdou situé à 70 kilomètres de Bambari, elle comptait 18 ponts. A mi-chemin, elle franchissait deux rivières capricieuses, l'Agoudou et le Manga, dont les crues subites emportaient fréquemment les ponts, pourtant construits à bonne hauteur au-dessus du niveau habituel des eaux. A cet endroit une autre piste prenait sur la droite la direction de l'est. Vers 1941, pour des raisons stratégiques l'administration fit construire de solides ponts de béton à la sortie de Bambari, sur la Ouaka et sur la MBOUNOU, et vers la fin du parcours, sur la Baidou, à Zoubingui.

Toutefois, le trafic restait dépendant des caprices des deux torrents. Aussi décida-t-on de modifier le tracé de la route, quitte à l'allonger, en suivant la ligne de crêtes, ce qui éviterait d'avoir à franchir de nombreux ruisseaux capricieux. La route actuelle fait ainsi un long détour vers l'est, en contournant le bassin de rive gauche de la Baïdou. Une bretelle de 9km relie la nouvelle route à Agoudou-Manga.

Pendant la colonisation, on peut distinguer plusieurs phases : entre 1913 et 1920, l'essentiel des villages se rapproche des routes. C'est pendant cette période que le chef Ngouyali installe son premier village à la source de la Danga (rivière Mbounou). Vers 1920, la plupart des clans Banda était pratiquement regroupée sur les pistes, aux ordres de chefs Banda soumis aux cadres de l'administration coloniale. Ainsi, s'achevèrent l'ère des migrations.

En 1945, les derniers groupes isolés sont touchés (Ngouyali, Séko, Tagbara, Goubali etc.), et s'installent sur leurs emplacements actuels. En 1949, toutes les routes sont tracées, et très rares sont les localités isolées. Sur les cartes de l'IGN de 1959-1960, aucune localité n'est signalée en dehors des pistes. Les derniers villages s'établirent là, non plus par suite de pressions, mais par attrait de la route et des facilités qu'elle offre.

Cette concentration de l'habitat sur le long des routes permet alors aux ruraux de participer à « l'économie de marché ». En effet, d'une part les relations commerciales se trouvaient facilitées par la possibilité d'accès aux marchés urbains, et de l'autre les utilisateurs des routes constituaient des acheteurs potentiels.

Cependant, ces progrès techniques évidents n'allèrent pas sans inconvénients pour les populations. La première conséquence fut la déstructuration de l'habitat traditionnel. En effet, les emplacements des villages Banda de cette époque étaient choisis de façon judicieuse, en fonction des facilités d'accès aux terres fertiles des bas-fonds, gages de bons rendements. A l'ouverture des routes, les populations Banda durent abandonner leurs anciens hameaux et leurs champs, pour se regrouper le long de la nouvelle route. Les nouveaux villages furent rebâti selon le modèle européen (maisons rectangulaires, murs de briques de terre) "plus favorable à l'hygiène" disait-on. En réalité, c'était surtout pour permettre un meilleur contrôle de la population, et de concentrer les équipements et les services publics. Les très faibles densités de population expliquent que leur regroupement le long des routes ait été une constante de la politique de l'administration, qu'elle soit coloniale ou centrafricaine. En revanche, le passage des pistes sur les lignes de crêtes a contraint les villages à s'établir sur des sols médiocres, souvent cuirassés. Celui-ci a parfois obligé les femmes à de longs parcours pédestres quotidiens pour l'approvisionnement en eau.

Il faut souligner que les nouvelles structures n'ont jamais reçu l'assentiment total des populations locales. L'intérêt du regroupement le long des routes n'est pas niable, et nombreux sont les exemples des déplacements spontanés vers une piste ou même un axe plus fréquenté. Toutefois pour les Banda, le « village idéal » semble être le village traditionnel, à structure lâche où la liberté de chaque chef de famille est sauvegardée par la distance qui sépare ses cases de celles de ses voisins. Le Père Hyenard (1974) rapporte pour la commune de Danga-Gboudou que *« pendant dix ans (après les derniers regroupements), tout sembla demeurer dans l'ordre : les postes de catéchistes eux-mêmes, abandonnaient de belles*

*plantations de manguiers pour en refaire de nouvelles, et les villages reprenaient le cycle de leurs cultures sur de nouvelles terres, laissant les anciennes aux pasteurs Peuls récemment venus dans le pays ».*

Mais peu à peu, se développa chez les anciens, la nostalgie des bonnes terres de cultures abandonnées et de la vie paisible d'antan. Il cite d'ailleurs un exemple significatif : dans le village ancien, le chasseur pouvait ramener chez lui son gibier sans crainte d'être aperçu par les envieux. Dans le village actuel aux maisons trop rapprochées, il est difficile d'être discret et les chasseurs malheureux viennent solliciter une "belle pièce" de celui qui l'a tué. D'où l'aménagement derrière chaque case, d'un petit sentier qui permet à ses occupants d'y rentrer de nuit sans être vus. D'après PIERMAY (op.cit), Cette préoccupation explique peut-être que les champs ne commencent jamais immédiatement derrière les cases et qu'un rideau dense d'herbes et d'arbustes les en sépare. On peut dire que le village linéaire respecte mal l'intimité de chaque chef de ménage.

Au début des regroupements, les populations ont tenté de résister en se réfugiant ou en se révoltant. Dans leurs essais de rébellion, les tribus perdirent les dernières traces de leur indépendance et furent soumises au travail forcé. L'instinct d'indépendance n'en demeura pas moins ; il subsiste encore aujourd'hui, inavoué, et explique en partie la mobilité actuelle des populations.

### c) Les souvenirs de l'errance

La plupart des populations du Nord de Bambari sont encore très mal fixées. D'une année à l'autre, des villages naissent et disparaissent, pour des causes diverses : querelles de succession, croyances à la magie, conduites asociales (vol, adultère, etc.) ou simplement par manque de terres. Le village de Ngouyali résume toutes ces situations.

En effet, malgré sa création relativement récente, ce village a, à plusieurs reprises, changé de site. C'est à cause de la jalousie engendrée par la désignation précoce du jeune Ngouyali comme chef de canton, que le père de ce dernier, pour lui éviter d'être éliminé par ses rivaux beaucoup plus



âgés, lui conseilla de partir Yambélé, près de Gbokologbo dans la sous-préfecture d'Alindao. Ainsi, dans les années 1915-1920, il quitta son village natal, accompagné de la plupart de ses notables ( Komo, Mballa, Yandjinga, Saramanga, Bamango et Kobadja), pour s'installer à la source de la rivière Danga, près de l'ancienne route Bambari- Atongo Bakari. A son arrivée, il noua une alliance avec le chef de terre de Bambari-Est, Maïdou, qui lui permit de résister aux provocations de ses voisins Zatchegboe et Goubali du groupe Linda, qui le considéraient comme un envahisseur.

Dans les années 1938-1940, lors de la construction de la nouvelle route Bambari-Ippy, le chef Ngouyali fut sollicité par le commandant français Serguef comme « *Tarawai* » (surveillant de travaux). Fort de cette nouvelle responsabilité, et sous l'impulsion de l'administration coloniale, il quitta une fois de plus son village pour s'installer près de la nouvelle route, à la source de Ngouvro, site de l'actuel village.

Au dire des témoins, à l'époque où régnait encore son fondateur, la population de Ngouyali était hétérogène (Sara, Sango, Yakoma, etc.). Elle aurait même dépassée 2000 habitants. En témoignent les manguiers que l'on retrouve de nos jours à plusieurs centaines de mètres des dernières cases délimitant les limites du village actuel.

Compte tenu de l'accroissement de la population qui eut pour conséquence l'éloignement de plus en plus important des terres de cultures, certains conseillers de Ngouyali obtinrent la permission de s'installer un peu ailleurs. Ainsi, le *capita*<sup>13</sup> Komo alla s'installer à 10 Km au nord-est du village, au carrefour Gboyoy (aujourd'hui Tagbara) ; Mballa et sa famille choisirent les sources des rivières Bounbou et Krombla (Village Balingo) ; Bamango et sa suite préférèrent la source de Ngoutekpé, Kedda vers l'ouest ; Angba et sa famille à 7 km dans la direction de Bambari, actuellement carrefour de la route menant à Maloum.

La mort de Ngouyali, les querelles de succession qui en découlèrent auraient progressivement vidé le village de ses habitants. Actuellement, il ne compte qu'un peu plus de 1000 habitants, dont plus des trois quarts de

Banda. Le reste de la population est constitué de Mbororo. Le nombre de ces derniers est en croissance régulière.

Toutefois, il convient de souligner que Ngouyali n'est pas le seul village de la région à s'être déplacé de la sorte. La quasi-totalité des grands villages (Goubali, Séko, Tagbara, Gotchélé) ont connu les mêmes situations. Tous ont une population Mbororo plus ou moins forte qui ne cesse de gagner du terrain, tant en nombre qu'au niveau de l'espace ; des populations auxquelles on commence aussi à reconnaître la "centrafricanité".

## **2. Les Mbororo : peuple venu d'ailleurs et devenu Centrafricain**

### **a) histoire de la migration des Mbororo en Afrique centrale**

Depuis quelques décennies, la présence des populations Mbororo accompagnées de leurs zébus aux cornes en lire est devenue familière, dans les régions de savanes centrafricaines. On les croise presque partout dans la brousse à la recherche de meilleurs pâturages pour leur bétail, sur les marchés où ils viennent s'approvisionner, et de plus en plus à la tête des collectivités locales voire dans les différentes structures de l'administration. Leur influence de plus en plus croissante dans le pays et les réactions qui les accompagnent, nous poussent à nous poser la question de savoir, comment ces populations encore inconnues il y a trois quarts de siècle ont pu s'installer dans cette région, s'insérer dans la société centrafricaine et dans les structures politico-administratives au point d'y occuper une place importante et même de devenir des chefs ?

On peut commencer ce résumé historique au début du XIX<sup>e</sup> siècle, quand divers clans Peuls habitant la région de la vallée de la Bénoué – c'est à dire l'actuelle région limitrophe entre le Nigeria et le Cameroun – se rallièrent à la cause du leader Foulbé *Ousman Dan Fodio* et entreprirent

---

<sup>13</sup> Capita est la déformation de capitaine en Sango, langue nationale centrafricaine. Utilisé autrefois pour désigner les contrôleurs de travaux routiers, il désigne aujourd'hui les gardes municipaux ou les hommes de main des chefs de villages.

d'étendre la guerre sainte jusqu'à ce qui constitue aujourd'hui le Nord Cameroun.

Les clans Peuls impliqués dans la jihad ont bénéficié des succès militaires, et durant la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle, ils ont établi une série d'Etats indépendants, dispersés à travers les savanes du Nord Cameroun. L'organisation de ces formations politiques à en croire Eldridge M. (1965), était fondé sur des modèles provenant des structures des Etats islamiques des Haoussas et des Kanouri, mais aussi des structures politiques indigènes qui existaient déjà chez les peuples non musulmans de l'Adamaoua, comme les Mbum. Les structures de ces Etats reposaient sur des modes d'incorporation différenciés des peuples « païens » conquis, réduits en esclavage ou assujettis à des taxes et obligations diverses telles que le stipulait la loi coranique pour les sujets « païens » (Burnham, 1980).

Contrairement aux Foulbé du Nord-Cameroun, les ancêtres des groupes Mbororo qui vivent actuellement en territoire centrafricain ont peu participé au jihad lancé par Ousman Dan Fodio au XIX<sup>e</sup> siècle. Ils ne sont arrivés en Adamaoua qu'après la consolidation des Etats Foulbé. Leurs relations avec les dirigeants de ces états ont souvent été très houleuses, et de subordination. Les Foulbé reprocheraient aux Mbororo de n'avoir pas participé à la jihad, car peu islamisés.

En effet, M. Dupire (1970) affirme qu'à partir des dernières décennies du XIX<sup>e</sup> siècle, un nombre croissant des groupes Mbororo vinrent du Nigeria sur les hauts plateaux de l'Adamaoua, attirés par la réputation de ces régions d'élevage. Ces migrations se justifiaient en outre, par des menaces de mort dont leurs familles faisaient l'objet. La première vague d'éleveurs Mbororo s'installe au Cameroun dans la région de l'Adamaoua vers 1900-1914. L'administration coloniale française au Cameroun, avant eux les Allemands, ainsi que les dirigeants Foulbé des Etats de cette région, qui géraient ces territoires pour les Français se montrèrent satisfaits de la venue des Mbororo riches en bétail, prometteuse pour l'économie locale.

Cependant, les relations entre les Mbororo, avec les peuples et institutions politiques opérant dans la région de l'Adamaoua, y compris les autorités coloniales, posèrent des problèmes. Dans certaines régions, les

Mbororo rencontrèrent la résistance armée des chefs païens locaux, qui attaquaient leurs troupeaux et tentaient de prévenir leur installation. Pour leur part, les lamiibé de Banyo, Tibati, Tignéré, Ngaoundéré et Reï Bouba, qui cherchaient à rétablir le mode traditionnel de relation entre Etat Foulbé et Mbororo nomades, s'arrogèrent le droit de légitimer les dirigeants Mbororo installés sur leurs terres. Ils leur donnèrent l'investiture tout en leur soutirant des taxes de pâturage et d'autres prestations. Bien qu'ils partagent avec les Foulbé le même héritage culturel, les groupes Mbororo vivant sur les territoires Foulbé de l'Adamaoua étaient soumis à un système fiscal et administratif distinct avec un statut juridique et politique inégal imposé par les Foulbé.

Les autorités coloniales se montrèrent très vite mécontentes des exactions criantes exercées sur les Mbororo par les Foulbé. Elles recherchèrent un meilleur mode d'administration de ces populations nomades, qui mènerait aussi à leur sédentarisation. Il en résulta la création administrative du canton Mbororo de la Lompta (Dognin, 1990), inaugurée par l'administration allemande en 1906, puis perpétuée par les Français. Les autorités coloniales nommèrent l'un des Ardo'en Mbororo, comme chef supérieur des clans de la région : ceci aboutit à un groupement administratif Mbororo indépendant des principautés Foulbé. Si l'expérience de Lompta conduisit à une brève période de consolidation et de sédentarisation d'une grande partie de la population Mbororo de cette région, elle échoua cependant puisque le chef supérieur Mbororo montra les mêmes dispositions que les chefs Foulbé à extorquer aux groupes pastoraux des tributs sur le bétail.

Plusieurs *ardo'en* se présentèrent comme concurrents du chef officiel et se séparèrent de l'entité Lompta, se dispersant sur les plateaux de l'Adamaoua et des grassfield.

Au début des années 1910, les premiers Mbororo s'installèrent sur le territoire qui allait devenir le département de la Mbéré, où ils furent sous l'autorité du Lamido Foulbé de Ngaoundéré. A en croire M. Eldrige (1983), le département de la Mbéré fut d'abord une zone de pâturage de saison sèche,

tout comme les hauts plateaux de Bouar-Bocaranga. Ce n'est que par la suite qu'il devint le refuge des Mbororo fuyant les exactions des Foulbé.

b) L'arrivée des Mbororo en République centrafricaine (1920-1924)

C'est d'ailleurs pour cette raison, que les Mbororo pénétrèrent en Centrafrique vers les années 1920-1924. En effet, d'après Boutrais (1985) et C. Lemasson, (1992), sous la pression du *Lamido*<sup>14</sup> de Ngaoundéré, le ardo Abba chef du clan Djafun installé dans la région de la Mbéré décida de migrer plus à l'est, c'est à dire en territoire centrafricain. Malheureusement pour Abba, il est assassiné par Maigari, Lamido de Ngaoundéré qui considère cette traversée comme un facteur pouvant affaiblir son pouvoir. L'année suivante le frère du défunt Abba, le chef Adamou Idje bi Babay réussit à conduire les éleveurs en Oubangui-Chari via Bocaranga. Le Lamido Idje arrive en RCA avec six chefs de familles, tous proches parents. De Bocaranga, ils partent pour Sabewa puis Nièm et Bouar. Sous la pression des autorités coloniales ils s'installent à Carnot. D'autres éleveurs suivent cette voie et pénètrent en Centrafrique.

c) La conquête des plateaux du Centre-Est (1938-1940)

Après plusieurs années passées dans la région de Bouar, le Ardo Idje prospecte de nouvelles possibilités d'implantation dans la région de Bambari qui semble favorable à l'élevage bovin. Vers 1930, à la suite d'une épidémie de peste bovine, et sous l'impulsion de l'administration coloniale, commence le « *pérol* » c'est-à-dire la grande migration de Bouar vers Bambari. Certains éleveurs préfèrent rester dans la région de Bouar avec le Lamido Djibo bi Idje. (carte p.51).

---

<sup>14</sup> Terme désignant les grand chef Peuls du Nord-Cameroun.

### *1) Les conditions sociales de l'installation des Mbororo*

L'installation des Mbororo dans la région de Bambari ne fut possible que grâce à un certain nombre de dispositions préalables. En effet, à leur arrivée dans cette région, Idjé et ses frères entrèrent d'abord en contact avec les chefs de terre Banda locaux, Maïdou et Ndjoubissi, avec lesquels, il réussit à établir des relations amicales. Au nom de cette amitié, Idjé demanda à ce qu'il lui soit désigné un endroit favorable, pourvu de bons pâturages et assez à l'écart des zones de cultures pour éviter tout conflit. Conscient de l'opportunité qu'offrait la présence des Mbororo dans la région, Maïdou, en concertation avec les chefs Goubali et Koulou qui étaient sous son autorité, autorisèrent Idjé et ses frères à s'établir sur le plateau de Goubali, sur la rive droite de la Mbounou, à une cinquantaine de kilomètres de Bambari. A cette époque, la région était beaucoup moins peuplée qu'aujourd'hui (1 à 2 habitants/km<sup>2</sup>) et les pâturages, grâce à leur position sur les plateaux, étaient moins infectés de glossines que la partie occidentale de la région. Les populations Banda, regroupées le long des deux routes existantes, disposaient d'espace suffisant pour leurs activités. Elles ne voyaient pas d'inconvénient à ce que les éleveurs s'installassent en brousse, loin des zones de culture. Ainsi, suite à cette entente mutuelle entre chefs Mbororo et Banda, les premiers éleveurs (Ardo Haman frère de Idjé, ses cadets, leurs enfants, cousins et neveux) s'installèrent dans cette région, à partir de 1938.

Très vite, ils sont rejoints par d'autres familles qui contribuent à l'augmentation rapide de la population Mbororo dans la région et parallèlement du cheptel, seul indice de l'augmentation de la population pastoral en l'absence de statistiques fiables comme c'est le cas ici. Estimé à moins de 10 000 têtes de bovins au moment de leur arrivée, la taille du cheptel passe à environ 20 000 têtes en 1938, près de 60 000 autour de 1950 et 100 000 en 1960-61 (J. Koechlin, 1961). Peu à peu, les Mbororo occupèrent tout le plateau de la Baïdou, avant de se disperser sur toute la région située entre les rivières Ouaka et Kotto.

Aujourd'hui les services de l'Agence Nationale pour le Développement de l'élevage (ANDE), estiment à environ 600 000 le nombre de bovins pâturent dans cette région. Sur un peu plus de 20 000 familles d'éleveurs que compte la République Centrafricaine, près du tiers vit dans la zone d'élevage de l'est. Mais si une entente entre Banda et Mbororo a permis l'installation de ces derniers dans la région, l'administration coloniale puis centrafricaine y contribuèrent énormément.

## *2) Le rôle de l'administration*

Le rôle de l'administration fut déterminant, dans la mesure où elle orienta vers le Centre-Est du pays, la recherche de nouveaux pâturages pour les éleveurs des plateaux de Bouar-Bocaranga, paniqués par l'épidémie de peste bovine. Déjà en 1924-25, quand les premiers éleveurs se sont installés dans la partie Nord-Ouest de l'actuelle République Centrafricaine, l'administration coloniale avait déployé tous les efforts possibles pour non seulement les maintenir dans le pays, mais également dans l'intention attirer de nouveaux venus. Pour atteindre cet objectif, un service d'élevage fut créé en 1933, avec comme mission :

- le suivi sanitaire du bétail grâce au programme intensif de vaccinations et l'aménagement des bains désinfectants et ;
- l'aménagement des pâturages, par le défrichement des galeries forestières pour éliminer les glossines.

Toutes ces dispositions répondaient à un souci majeur ; celui de ravitailler la garnison militaire de Bouar et les villes de Bangui, Berberati, Carnot, Bozoum et Bossangoa en viande de bœuf, ceci, grâce à l'opportunité qu'offrait en terme de stock potentiel de viande à portée de main, la présence de grands troupeaux de bovins stationnés dans le pays.

Vers 1930, un noyau important d'élevage bovin était déjà en place et le ravitaillement des villes de l'ouest et de Bangui assuré. Mais restait celui des régions de l'est.

Quand en 1933 survint la peste bovine, beaucoup d'éleveurs regagnèrent le Cameroun, tandis que d'autres progressèrent vers le sud-ouest (région de Carnot-Gadzi) et vers le sud-est : région de Bossembélé-Yaloké. L'administration coloniale en profita alors, pour étendre l'élevage vers l'Est, sur les plateaux du Nord-Est de Bambari.

A en croire l'Ardo G., petit-fils de Idjé, aujourd'hui âgé de 65 ans, le service d'élevage aurait fait cette proposition l'Ardo Idjé bi Babay ; il aurait même pris des dispositions pour l'y emmener. C'est au vu des savanes herbeuses à perte de vue, dans cette région du Centre-Est centrafricain que Idjé décida de s'y installer. Ainsi, en 1938, à l'issue d'une longue migration de trois années, les premiers Mbororo du lignage Djafun (clan Faranko'en) introduiront dans ce territoire l'élevage bovin, une activité que semblait ignorer les Banda.

Très vite, un service régional d'élevage fut créé à Bambari. A Goubali sur les rives de la Mbounou, fut installé une annexe de ces services pour mieux suivre le bétail. Un ranch fut également créé et un bain détiqueur aménagé. Comme dans le Nord-Ouest, cette arrivée des éleveurs Mbororo favorisa le ravitaillement en viande bovine, des populations européennes installés à Bambari, Ippy, Bria, Mobaye, Bangassou. Ce soutien de l'administration se traduisit par un rapide l'accroissement du cheptel. En effet, les conditions sanitaires étaient bonnes, les pâturages abondants ; de nombreux éleveurs affluaient, attirés par les échos positifs de cette région. Mais cette arrivée massive des Mbororo, provoqua la détérioration des relations entre agriculteurs et éleveurs.

### **3. Le partage administratif des territoires d'activités**

Si l'installation des pasteurs Mbororo aux côtés des Banda du Nord Est de Bambari ne posa aucun problème à ses débuts, ce climat d'entente ne fit que de courte durée. En effet, informé par leurs parents, de nombreux pasteurs prirent d'assaut le Nord-Est de Bambari.

A partir de 1955, les premiers problèmes surgirent sous forme de querelles, provoquées par les dégâts aux cultures et les blessures infligées



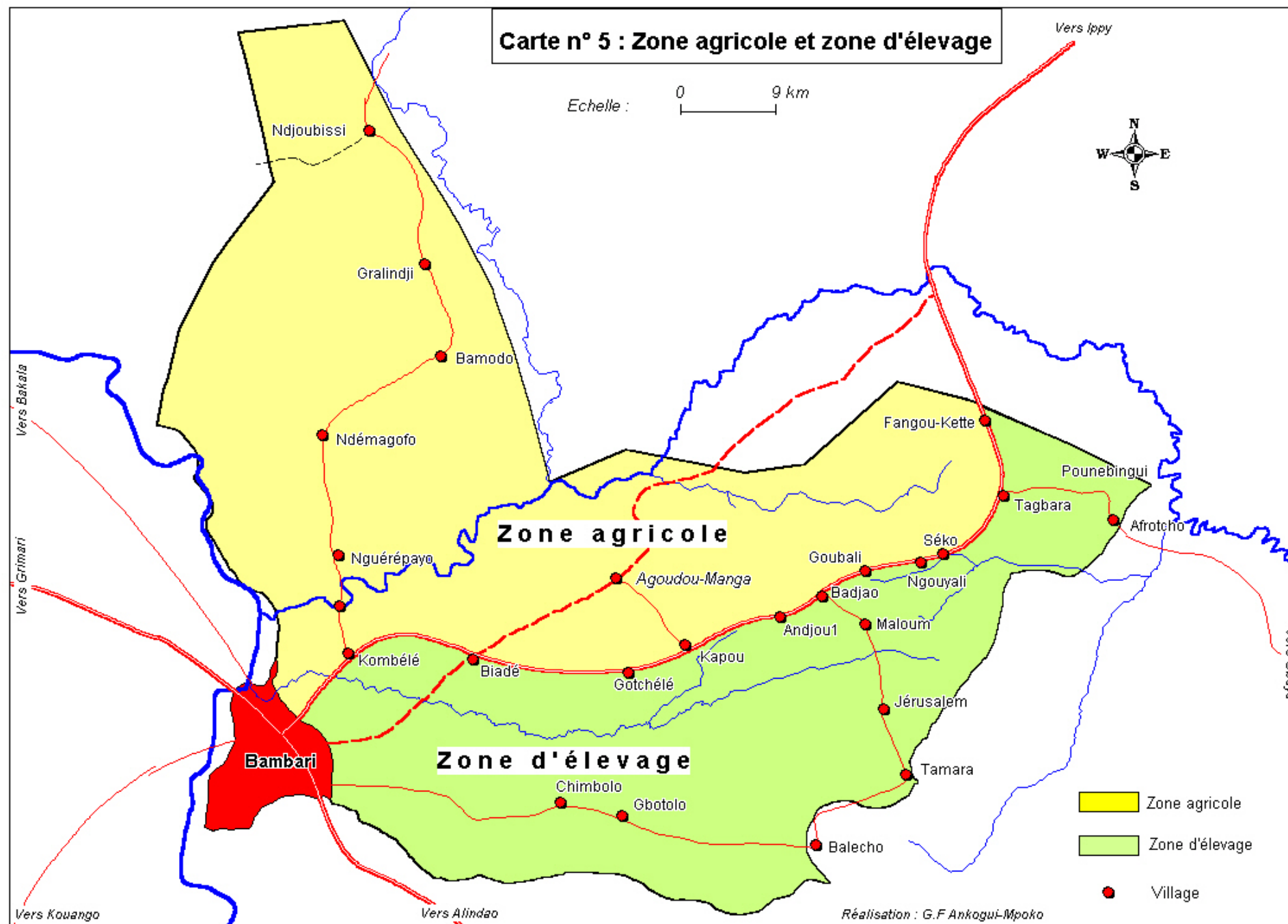
aux bétails. Ces querelles s'amplifient au fil des années jusqu'en 1958, année où les habitants des villages Goubali et Koulou excédés par les exactions du bétail, prennent les « armes » pour tenter de faire déguerpir les Mbororo. Les Mbororo dirigés par l'Ardo Haman frère de Idjé, décidés à ne pas se laisser faire, firent face aux Banda. Il en résulta un combat acharné, à l'issue duquel le chef Koulou fut jeté en prison. Heureusement, malgré de nombreux blessés, il n'y eut aucun mort. Suite à ces affrontements, l'administration décida de délimiter une zone exclusivement réservée à l'élevage, entre le cours d'eau Mbonou, et la route menant à Atongo-Bakari. Sous la pression de l'effectif du bétail qui, entre 1960-1965 a atteint 100 000 têtes de bovins, le nouveau gouvernement centrafricain décide d'étendre cette zone et de l'ériger en commune spéciale d'élevage dénommée Ouro-Djafun<sup>15</sup>. Cette commune ainsi créée a amputé de 730 km<sup>2</sup> la commune rurale de Danga-Gboudou, érigée elle, en 1960.

En 1970, avec la réforme agraire de Bokassa, les limites de la commune d'élevage sont une fois de plus modifiées. Désormais, la zone pastorale recouvre toute la région comprise entre les routes nationales n°5 (Bambari-Ippy), n°2 (Bambari-Alindao) et la route régionale reliant Gbokologbo à Tagbara. Soit une superficie de 876 km<sup>2</sup>. Depuis cette date jusqu'à ce jour, se sont ces limites qui demeurent en vigueur ; même si dans le discours et les faits, les choses semblent différentes.

De cette histoire, il ressort donc un partage volontariste de l'espace par l'Etat entre une commune agricole mise en valeur majoritairement par des Banda et une commune d'élevage, exploitée quasi-exclusivement par des Mbororo. Cela aura une grande importance dans les problèmes d'exploitation de l'espace du Nord Est de Bambari. Il convient, pour la suite de notre propos, d'avoir toujours ce fait historique en toile de fond.

---

<sup>15</sup> Ouro-Djafun signifie en foulfoulde, fief des Djafun.



## *Conclusion*

Au terme de ce chapitre, il apparaît que le Nord-Est de Bambari est une région caractérisée par une population très clairsemée. Deux groupes principaux (les éleveurs Mbororo et les agriculteurs Banda), d'origines et d'activités différentes se partagent cet espace.

Si l'arrivée des Banda dans la région s'explique par la fuite devant les razzias esclavagistes arabes, celle des Mbororo trouve son explication dans la quête perpétuelle par ces derniers, de meilleurs pâturages pour leur bétail. Il convient également de souligner, les pressions politiques des grands chefs Foulbé du Nord Cameroun, qui les ont poussés en Centrafrique.

Ainsi réunies par les aléas de l'histoire, populations Banda et Mbororo cohabitent depuis trois quart de siècle. Cependant, depuis 1965 décennies, ces deux communautés exercent leurs activités dans des espaces séparés, l'Etat ayant pris cette décision pour éviter des querelles. Toutefois, si cette partition de l'espace a permis de faire baisser les conflits, Mbororo et Banda prétendent qu'elle est responsable de la dégradation rapide des pâturages, et de l'épuisement des sols de culture. Face à ces affirmations, qu'en est-il réellement du milieu naturel de cette région ? Pour répondre à cette question, la présentation des caractéristiques physiques du Nord-Est de Bambari nous semble nécessaire. Elle sera l'objet du chapitre qui suit.

## CHAPITRE II : LA SAVANE DU NORD DE BAMBARI : PAYS DE L'HERBE, PAYS DE L'ARBRE

### A. UNE REGION DE PLATEAUX ACCIDENTES

Notre région d'étude est située dans la partie orientale de la dorsale centrafricaine, qui constitue le seuil séparant le bassin du fleuve Congo des bassins du lac Tchad et du Nil. Il s'agit d'une portion du socle précambrien, appartenant au craton nord-congolais, recouverte au nord et au sud d'une couverture sédimentaire d'origine continentale issue de la décomposition des roches anciennes (Boulvert, 1992).

Comme l'ensemble des régions situées sur cette dorsale, le Nord-Est de Bambari ne présente pas de reliefs accentués, pouvant entraîner la modification profonde du climat et donc des sols. C'est en effet, un ensemble de deux plateaux (plateau de Goubali au sud et celui de Goubadja au nord) d'altitudes comprises entre 500 et 700 mètres, mais suffisantes pour limiter la prolifération des glossines vecteurs de trypanosomiase bovine.

Ces plateaux sont profondément disséqués par le réseau hydrographique, ce qui donne un relief très contrasté où se succèdent vallées peu encaissées et interfluves de forme arrondie. Les roches les plus résistantes sont les quartzites, qui arment des *kaga* allongés (*Kaga Bangoui*, *Kaga Drambassia*, *Kaga Djé*). Ces quartzites sont également modelés en barres étroites (*Kaga Gboudou*). Les granites donnent des « inselberg », des ensembles de dômes rocheux et de pains de sucre aux flancs raides, souvent dénudés (*Kaga Mbrondoko*) et les gneiss de larges « dômes ». Les degrés d'érosion étant différents, ils ont créé des reliefs et modelés assez dissemblables qui caractérisent cette région (Boulvert et Poidevin, 1977).

Ce paysage de plateaux est dominé au nord-ouest par le massif de la *Goubadja*, une imposante cuirasse ferrallitique ancienne (*lakéré*) culminant à 668 mètres d'altitude. D'après BOULVERT (op.cit), ces cuirasses seraient essentiellement composées d'hématite, de gibbsite et goethite. Morphologiquement, le site présente un bon exemple d'étagement de

cuirasses. A l'ouest, un premier ensemble de cuirasses secondaires de versant n'est plus fonctionnel, l'érosion hydrique des affluents de la Baïdou ayant incisé une dépression périphérique qui les déconnecte de la butte principale. En 1977, BOULVERT et POIDEVIN ont constaté que la butte principale s'appuyait à l'est sur une arête, limitant l'extension des granitoïdes gneissiques de la Baïdou. Ce massif de Goubadjia constitué par une alternance complexe de métavolcanites et d'itabirites constitue l'extrémité méridionale des « greenstones des Banda ».

Au sud, le plateau de Goubali où se trouve la commune d'élevage de Ouro-Djafun est beaucoup moins accidenté, et culmine à *Mangal Koutchou* (628 m) au sud-Est.

Ces plateaux sont des centres de rétention des eaux, d'où partent une multitude de rivières alimentant la Ouaka, l'un des principaux affluents de l'Oubangui. D'après Boulvert (1988), ils seraient également à l'origine de la répartition des sols, qui joue un rôle essentiel dans les régimes hydriques : profils amont moins profonds, plus secs et profils aval plus épais, colluvionnés par des matériaux sableux, mieux alimentés en eau malgré de faibles réserves en surface.

Ce relief assez accidenté et le réseau dense de cours d'eau qui l'incise ont favorisé tout d'abord l'installation des Banda (présence de grottes refuges) puis celle des éleveurs (prolifération des glossines relativement faible comparée aux régions environnantes).

## B. UN CLIMAT FAVORABLE AUX ACTIVITES AGROPASTORALES

### 1. Les grands mécanismes du climat centrafricain

Au carrefour des influences boréale et australe, le climat du Centrafrique est caractérisé par un rythme assez régulier. Cependant les écarts de température, d'humidité et de précipitations sont assez importants dans le temps et l'espace ; le climat est loin d'être uniforme. La position continentale du pays entraîne une température légèrement plus élevée que

sur la côte ; en revanche l'air de mousson, ayant perdu une partie de son humidité, y est un peu plus supportable.

Une caractéristique essentielle du climat africain est l'existence d'anticyclones qui forment deux ceintures entourant la terre de part et d'autre de l'Equateur. Le Centrafrique subit l'influence de deux anticyclones, celui de Libye, au-dessus de l'est saharien (centré sur 15°E, il peut varier entre 20° et 26° N), celui de Sainte Hélène (centré vers 10°W - 29° S au milieu de l'Atlantique sud (cf. cartes 6 et 7).

Les alizés, issus des zones de hautes pressions, tendent à converger les uns vers les autres. La zone intertropicale où se produit cette convergence reçoit du soleil beaucoup de chaleur. Convergence et chaleur entraînent une ascendance de l'air au-dessus de cette zone dont les appellations sont diverses Front inter tropical ou FIT, Convergence inter tropicale ou CIT, Zone Intertropicale de convergence ou ZIC, Front de mousson ou FM. Selon Leroux (1983), la discontinuité fondamentale parce que planétaire est l'équateur météorologique qui s'inscrit dans l'axe des basses pressions intertropicales.

Dans cette zone de basses pressions, l'air ascendant est refroidi par expansion d'où condensation, formation de nuages et précipitations. Une grande quantité de chaleur latente est ainsi libérée. Ce courant ascendant est par la suite déjeté vers le pôle ; une partie alimente les masses d'air descendantes sur les ceintures anticycloniques qui sont par suite plus sèches et plus chaudes dans les niveaux inférieurs que dans la ZIC. On a ainsi verticalement une circulation complète en cellules résultant en zones adjacentes des différences de température de surface lourde et humide en ZIC, chaude et sèche dans les anticyclones.

Le déplacement de la ZIC tend à suivre la position zénithale du soleil avec un décalage de quatre à six semaines. Du 3°N en janvier, elle remonte jusqu'à 20°N en juillet. En se déplaçant vers ces basses pressions, l'air s'échappant de l'anticyclone centré sur Sainte Hélène est déjeté de sa direction originelle en provenance du sud-est ; il traverse l'équateur à angle droit. Sa direction s'incline alors vers le sud-ouest car il rejoint la direction sénestre associée aux basses pressions de l'hémisphère nord. Cet air se

charge au-dessus de l'océan d'une quantité d'humidité variable (en fonction des forces de l'aspiration, de la durée du trajet ...).

Si la mousson provient généralement du sud-ouest, sa direction peut varier suivant les positions de l'anticyclone générateur et surtout les influences thermiques régionales. La distribution des températures au sol, extrêmement variable d'un point à un autre, joue en effet un très grand rôle dans le déplacement des masses d'air intertropical. La circulation de l'air est fortement modifiée par les courants advectifs provoqués par l'hétérogénéité du champ thermique en raison de substrats de natures géologiques et de couvertures végétales très diverses. Ce champ thermique présente toutefois une variation diurne quasi-régulière, assez marquée, elle-même responsable de la variation journalière de la vitesse du vent qui, souvent calme la nuit, se lève le jour.

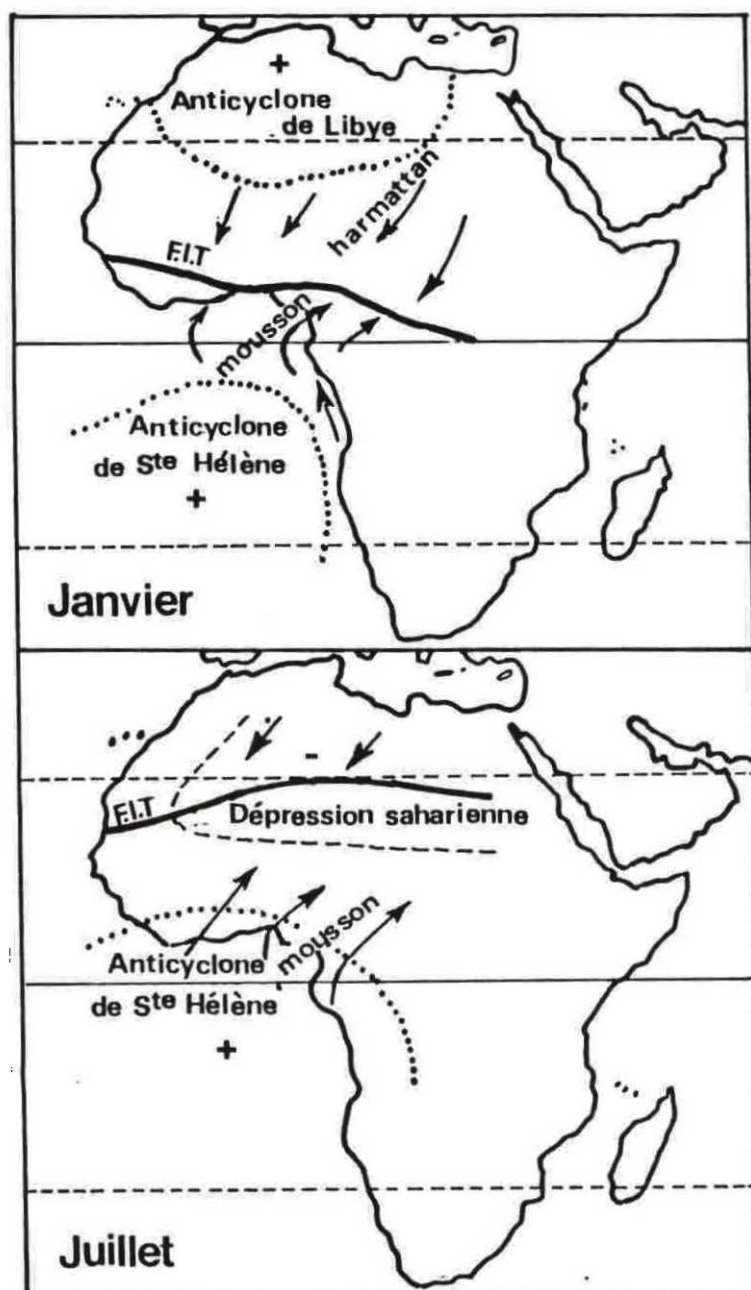
En hiver, la ZIC redescend vers l'équateur : la ceinture anticyclonique est bien installée sur le nord de l'Afrique dont la moitié nord est balayée par l'harmattan, d'origine boréale. En Centrafrique, il provient du nord-est dans les provinces du nord et de l'est, du nord-ouest dans celles du nord et de l'ouest (tandis que dans le sud-ouest du pays, le vent continue à provenir de l'ouest ou du sud-ouest). Ainsi tous les vents semblent converger vers un point situé au centre du pays, près de Bambari qui détient en raison de ce « tourbillon » (*Donvoro* en banda) le record annuel du nombre de jours de brume sèche (45 jours) (Boulvert, 1988). L'harmattan est un vent très sec qui a perdu son humidité durant son long parcours au-dessus des zones désertiques. L'air sec étant caractérisé par une forte amplitude de la variation journalière de sa température, l'harmattan est chaud le jour, frais la nuit.

## **2. Le déroulement des saisons et leurs incidences sur les activités humaines**

L'insuffisance des données météorologiques disponibles rend très imprécise la connaissance de la climatologie d'une région peu étendue

comme notre zone d'étude. Seuls les chefs-lieux de sous préfectures (Bambari, Ippy, Bakala, Alindao), possèdent des postes d'observation suffisamment anciens.

**Carte 6. Situation des masses d'air en janvier et en juillet**



Source : J.B Suchel, 1967



De toutes les stations, seule celle de Bambari, relève les températures, la durée et l'intensité des pluies. Le faible nombre des postes et la mauvaise tenue de ceux-ci ne permettent que l'observation des grandes variations régionales du climat en fonction de la latitude. Cela conduit à une sous-estimation des facteurs locaux, comme l'influence de la topographie, des cours d'eau et des formations végétales. En revanche, les données ne font pas suffisamment la part des climats et climats locaux existant là où les postes sont installés : à Bangui par exemple, où se trouvent plusieurs stations rapprochées, on observe de l'une à l'autre des variations très sensibles, de la pluviosité, normale en milieu tropical.

Toutefois, en s'inspirant des différents travaux publiés sur le climat Centrafricain, et notamment ceux de Chabra (1962, 1963), de Nevière (1960, 1965) et de Y. Boulvert (1981, 1988) on peut résumer les caractéristiques du climat du Nord-Est de Bambari par saison.

Cette région appartient au climat soudano-guinéen, avec un indice de pluviométrie de 7-2-3. Elle enregistre en moyenne des hauteurs de pluies de l'ordre de 1300 à 1400 mm par an. L'influence successive des deux anticyclones (de Libye et de Sainte Hélène) partage l'année en deux saisons principales, une saison humide et une saison sèche, séparées par des périodes transitoires. L'influence de chacun de ces anticyclones dans le Centre-Est de la R.C.A, est étroitement liée aux déplacements du FIT. Au Nord-Est de Bambari, la saison des pluies est surtout caractérisée par une très forte humidité de l'air, qui se manifeste par des brouillards matinaux fréquents. Elle comprend une période très arrosée, encadrée de deux périodes de pluviosité moins importante, pendant lesquelles les orages violents dominent (cf. figure 1).

En effet, avec la remontée du FIT, la saison des pluies qui débute ici à partir de mi-mars ou début avril ne commence pas immédiatement avec de grosses précipitations, mais par une saison intermédiaire, appelée « *saison chaude* » (Boulvert, 1988). A cette époque de l'année, Le FIT oscille entre 5° et 9° N (Suchel, op.cit). A cause de l'instabilité de l'atmosphère, il subit des variations journalières de position.

L'intersaison pluvieuse est caractérisée par une pénétration lente et progressive de la mousson, masse d'air chaud et humide véhiculée par un vent du sud-sud-ouest. A la limite de ces deux masses d'air, le FIT remonte très lentement en subissant de petites oscillations journalières. A une forte fluctuation vers le nord correspond, au sud du FIT, un temps très lourd, menaçant, chargé d'électricité mais encore rarement pluvieux. Les températures sont élevées le jour (maxima moyens de 33°9 à Bambari en février) et varient peu la nuit (maxima moyens de 27°4 en mars). A une forte fluctuation vers le sud, correspond, aux abords du FIT, un temps frais la nuit, brumeux parfois avec brouillard le matin ou avec brume sèche. Atteignant le sud du pays aux premiers jours de mars, cette intersaison pluvieuse atteint en mars-avril une ligne ondulante passant par Bouar, Bossembélé, Damara, Bambari, et Obo. En avril-mai, elle est plus au nord (Ndélé, et Ouanda-Djallé). A cette période, la pluie est d'évolution diurne et tombe en orages locaux influencés par les reliefs et la végétation. Ces précipitations orageuses dites « *pluie des termites* » chez les Banda (Piermay, 1977), sont connues de tous les Centrafricains sous le nom de « *pluies des mangues* ». Cette période est une intersaison plus ou moins pluvieuse, caractérisée par la pénétration lente et progressive de la mousson humide. Elle correspond généralement aux débuts des travaux champêtres (abattage des arbres, préparation des champs pour le labour), au retour des premiers éleveurs à leurs campements de saison des pluies, et aux premières disputes de cette saison entre agriculteurs et éleveurs.

De mai à octobre, le FIT stationne vers 9° N ; il occupe sa position la plus septentrionale en juillet-Août sur la région et peut aller bien au-delà du neuvième parallèle. La région nord de Bambari se trouve alors baignée par le flux de la mousson. Boulvert (1981), souligne que lorsque ce flux pénètre à l'intérieur des continents, il apporte des précipitations abondantes sous forme d'orages, de lignes de grains, des amas convectifs ou poussées de mousson.

Ces précipitations sur le Centre-Est de la R.C.A. sont entretenues par des quantités de vapeur d'eau précipitable sur le continent apportée par le flux de mousson humide. L'ascendance de cette vapeur favorise la

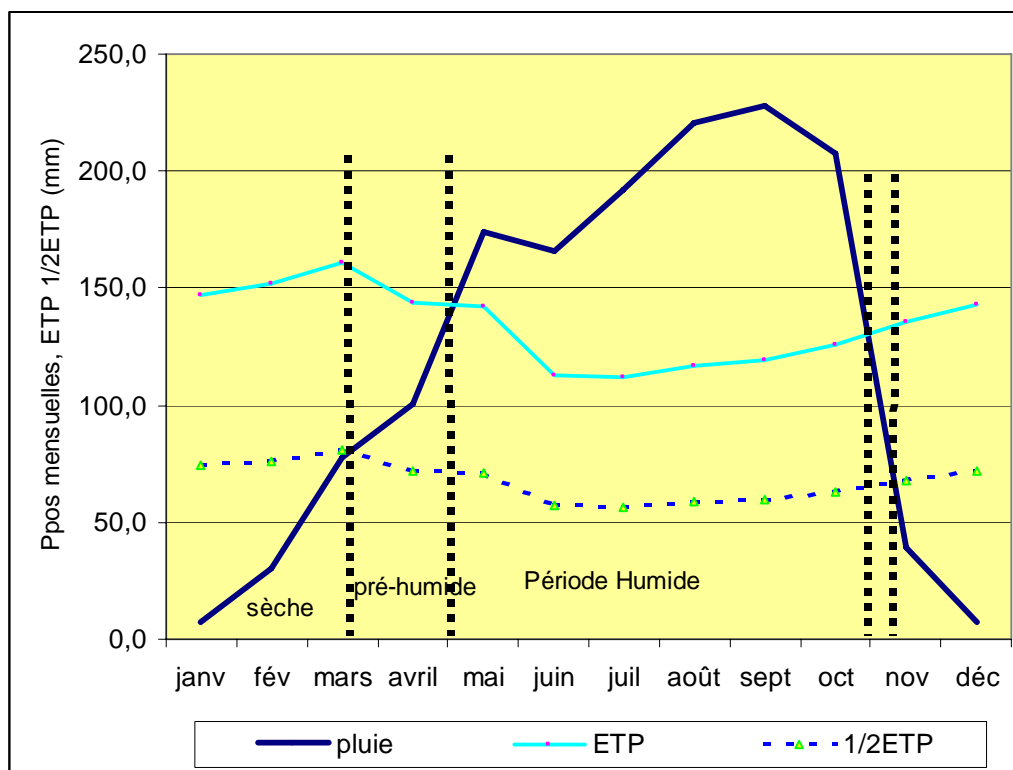
condensation, d'où libération de la chaleur latente et formation de gros nuages de type cumulonimbus, à grand développement vertical. Les nuages sont responsables d'importantes pluies qui s'abattent sur la région de Bambari.

La saison des pluies qui va de mi-mars à mi-octobre est la période des activités agricoles. Ces dernières atteignent leur intensité maximale entre mi-juin et fin août, période où les agriculteurs partagent leur temps entre labours et semis des parcelles de coton, et ceux des cultures vivrières (maïs et arachide, courges, sésame, etc.). Pour les éleveurs, c'est plutôt la période de repos. L'herbe est abondante, les vaches mettent bas et le lait ne manque pas. C'est également le moment où les conflits atteignent leurs pics entre les deux communautés.

A la fin de la saison des pluies dans la deuxième moitié du mois d'octobre, l'irruption de l'harmattan est assez brutale (Cf. fig.1). En effet, l'intersaison sèche ne dure que quelques semaines, marquée par un temps variable, accompagnée au sol de brume sèche ; souvent, des orages parfois d'origines thermiques, dus aux premiers feux de brousse éclatent ; ils sont alors très violents. La période allant de mi-octobre à mi-novembre correspond à l'arrivée des premiers éleveurs dans leurs zones de transhumance généralement situées dans les vallées des rivières Ouaka, Yambélé et Kotto. Certains atteignent les rives de l'Oubangui. Pour ce qui concerne les agriculteurs, c'est la saison des récoltes de tout genre : courge, sésame, riz, etc. ; le coton est récolté un peu plus tard.

De novembre à mi-mars, la saison sèche s'installe. Le F.I.T. se trouve alors au sud de 4° N, et toute la zone connaît la sécheresse. L'harmattan plus puissant à cette époque, souffle au moins pendant cinq mois sur les régions parcourues. Cette période est dite « fraîche », avec des températures diurnes assez élevées (maxima moyens de 31°8 à Bambari en décembre) et des nuits fraîches (minima moyens de 19°4 à Bambari en décembre), voire "froides" pendant quelques jours (jusqu'à + 10°). Parfois, la saison sèche est coupée par quelques orages dus à une brusque avancée de la mousson vers le nord.

**Figure 1. Découpage saisonnier suivant les évènements climatiques à la station de Bambari (Centre-est de la RCA)**



Source : Ndjendolé S., Septembre 2001

Dans l'ensemble, bien que les précipitations soient abondantes dans cette région, il convient de souligner qu'elles sont caractérisées par leur irrégularité inter-annuelle. En effet, la saison sèche peut être bien marquée ou inexistante. Les mois de saison des pluies peuvent exceptionnellement ne recevoir que très peu d'eau. Dans ces irrégularités, les conditions locales jouent un rôle considérable. En revanche, les totaux annuels ne varient pas dans les mêmes proportions, loin de là. L'irrégularité affecte donc plus les régimes pluviométriques que la quantité totale de pluies reçues. Cette irrégularité est sans doute due à la diversité des influences climatiques qui affectent cette région, où le FIT n'est jamais très éloigné. Le caractère imprévisible du régime pluviométrique peut, en certaines années exceptionnelles, compromettre le bon développement des cultures. Néanmoins, les précipitations restent toujours très largement supérieures aux besoins de l'agriculture, qui bénéficie d'autres part de leur étalement sur de nombreux mois.

Donc, au rythme des saisons défilent les activités humaines (élevage et agriculture). Le climat s'associe également à la nature de la roche mère pour déterminer la nature des sols et de la végétation.

## C. UN MILIEU DE SAVANES CARACTERISE PAR SA FRAGILITE

Au cours de nos enquêtes de terrain, agriculteurs et éleveurs n'ont cessé de se plaindre concernant le manque de terres pour les premiers, et la dégradation des pâturages pour les seconds. Qu'en est-il réellement des sols et de la végétation du Nord-Est de Bambari ?

### 1. Types de sols et leur disponibilité

#### a) Nature et type de sols

La nature des sols dépend de celle de la roche-mère, de l'influence du climat, des héritages morphoclimatiques, de la végétation, de la faune et des hommes. D'après Boulvert (1983), à la latitude de notre région d'étude, le climat favorise des processus de ferrallitisation. Elle est caractérisée par une hydrolyse complète des minéraux argileux, une exportation poussée des bases et de la silice, et donne naissance à des sols de morphologie variable à minéraux de type kaolinite et à présence fréquente d'accumulation d'hydroxides de fer plus ou moins indurée. Cette pédogenèse se complique d'une évolution polygénique. Boulvert (1988) pense que la RCA aurait été le siège de périodes successives de cuirassement alternant avec des phases d'érosion, au cours desquelles les cuirasses auraient été incisées et dégagées. C'est pour cette raison que les zones cuirassées, appelées localement "*lakérés*"<sup>15</sup>, n'occuperaient plus que des surfaces relativement réduites ou des buttes témoins. Dans la plupart des cas, elles ne subsistent

---

<sup>15</sup> Le mot *lakéré* est un emprunt de la langue banda, synonyme du terme foulla « bowal », pluriel « *bowé* » utilisé en Afrique occidentale, et qui désigne les cuirasses ferrugineuses.

qu'à l'état de débris ou d'amas gravillonnaires dont l'extension témoigne de l'importance passée des phénomènes de cuirassement et constitue le fait marquant de la morphologie des sols dans la partie centrale de la RCA. Plus ou moins denses, parfois ressoudées en carapaces ou en cuirasses plus récentes, ces nappes gravillonnaires (ou "stones unes") s'observent dans la majorité des profils.

Quant à la roche mère des sols, elles sont ici essentiellement des roches plutoniques (granites) et métamorphiques (quartzites, schistes, gneiss...). Bien que le modelé du relief soit très ancien et plusieurs fois rajeuni, la relation entre sa nature et celle du sol reste régulièrement sensible. On peut reconnaître, d'après les sols, la limite des principales formations géologiques. Sur la pénéplaine, il ne semble pas que les phénomènes de colluvionnement ou de mouvements en masse aient été importants. Les sols actuels se forment souvent sur d'anciens profils partiellement érodés ou remaniés.

Selon Boulvert (1987), d'après toutes ces normes, les sols de notre région d'étude, comme la plupart de ceux situées au sud du 7<sup>e</sup> parallèle nord, sont de type ferrallitique remaniés. La nature de la roche mère ainsi que la topographie se combinent pour apporter des variations locales : Sur les roches granitiques massives, on observe des sols peu profonds (1 à 3 mètres). Le relief a tendance à être plus fort, le réseau hydrographique très dense, la sensibilité à l'érosion plus élevée. La vitesse de progression de l'altération serait lente. On remarque une grande fréquence d'affleurements rocheux, et de sols d'érosion peu évolués.

Sur les roches granitiques pegmatiques à gros grain, il se forme des sols dont le profil a un aspect lessivé. L'horizon humifère (A), sablonneux ou sablo-argileux, est caractérisé par une structure particulière ou grumeleuse à cohésion très faible et à forte perméabilité. Il repose, presque sans transition, sur un horizon d'accumulation (B) argilo-sablonneux, ayant une structure à tendance polyédrique large ou continue, caractérisé par une faible perméabilité.

Les sols dérivant des micaschistes et des matériaux quartzitiques micacés, ont des horizons allogènes de texture argilo-sableuse A.G. Beaudou

(1980). Ils sont rouges, d'apparence homogène sur plusieurs mètres de profondeur. On retrouve presque partout des stones-lines discontinues à des profondeurs de 1,5 m à 3 m, contenant des silex plus ou moins roulés et des galets de grès quartzites. N'étant pas représentés actuellement dans la région, ces matériaux proviendraient d'un ancien épandage. Le modelé polyconvexe se serait alors constitué à partir d'une surface plane ou à faible pente. Ces formations contiennent aussi par endroit des concrétions ou modules ferrugineux correspondant à une phase sèche ancienne (Boulvert, op.cit). Les processus actuels d'érosion tendent à mettre à nu les stones-lines, ce qui conduit à un épandage en nappe de cailloutis le long des versants. Les horizons grossiers caractérisent les hauts de pentes.

#### b) Disponibilité et potentialités agronomiques

Sur le plan agronomique, ils ont généralement un niveau de fertilité peu élevé. P. Quantin (1965) cite pour l'ensemble du pays 20 % de terres à valeur médiocre, 18 % de terres moyennes à bonnes, et seulement 2 à 3 % de très bonnes terres ; le reste étant des sols inutilisables pour l'agriculture (60 % de la superficie totale). Mais il semble à en croire Boulvert (1983), que les terres cultivables aient été sous-estimées ; le potentiel réel serait nettement supérieur (environ les  $\frac{3}{4}$  du pays).

Cependant, ces deux auteurs sont d'accord sur le fait que ces sols ont un niveau de fertilité variable suivant la nature de leur roche mère ou de leur matériau originel.

Les sols ferrallitiques remaniés ont en général un niveau de fertilité relativement plus élevé que les sols ferrugineux tropicaux lessivés. P. Quantin (op.cit) estime, qu'en partant d'un matériau originel semblable, ces sols auraient un horizon humifère plus argileux et plus humifère, mieux structuré, plus stable, et plus perméable à l'air. Ils retiendraient mieux l'eau et les éléments fertilisants, et seraient assez riche en bases échangeables.

Enfin, ils seraient également plus fertiles que les sols fortement ferrallitiques ou les sols ferrallitiques lessivés, parce que moins fortement désaturés et plus riches en éléments échangeables.

Compte tenu de la nature de la roche-mère de notre zone d'étude constituée de quartzites, granites, migmatites ou gneiss alcalins, les sols sont de valeur médiocre à moyenne. Quantin (op.cit), estime que leur production normale peut être comprise entre 200 et 500 Kg de coton par hectare.

Une étude menée par cet auteur dans le secteur de Grimari voisin montre que, la texture d'ensemble du sol est généralement sablo-argileuse. L'horizon humifère (A<sub>1</sub>), contient de 15 à 30 % d'éléments fins (argile + limon) et de 2 à 3 % de matières organiques. La structure de type grumeleux ou nuciforme, a une cohésion faible à moyenne ; elle devient rapidement instable. La porosité et la perméabilité varient suivant la dimension des sables. Leur capacité d'échange en base est médiocre (7-10 meq % dans l'horizon A<sub>1</sub>, 5 à 8 meq dans l'horizon B). Les teneurs en éléments fertilisants sont faibles à médiocres : somme des bases échangeables de 3 à 5 meq % en A<sub>1</sub> (dont 0,10 à 0,20 meq de potassium sur quartzites micacés, 0,30 à 0,50 meq de potassium sur granites, migmatites et gneiss) ; Phosphore total de 300 à 500 ppm ; azote environ 1 pour mille. Ces terres ont été utilisées à diverses cultures, avec des résultats médiocres. Elles ne conviennent normalement qu'à des cultures vivrières peu exigeantes et à un élevage extensif. Cependant, en améliorant leur teneur en matière organique et en leur apportant une fumure complémentaire, on peut espérer en culture semi-intensive des rendements moyens.

Un atout important pour le Nord-Est de Bambari à l'instar de l'ensemble du territoire centrafricain est la grande disponibilité de l'espace cultivable. En effet, comme l'a si bien montré Boulvert (Op.cit), la RCA disposerait d'un potentiel édaphique estimé à 15 millions d'hectares alors que la superficie cultivée par an n'est que de 0,7 million d'hectare. Les terres de parcours, soit environ 16,1 millions d'hectares, sont également sous utilisées. A titre d'exemple, pour l'ensemble du territoire villageois de Ngouyali, seulement 2,7% de la superficie de la zone agricole est exploitées à ce jour. En y ajoutant les activités pastorales, on atteint difficilement 30. On a souvent évoqué pour justifier cet état de chose, la concentration de la population le long des voies de communications. Cela ne semble plus le cas



dans notre zone d'étude, où la multiplication des fermes a modifié la configuration de l'habitat. Pourtant, la population se plaint du manque de terres de culture. Comment expliquer de telles plaintes ? Nous tenterons de répondre à cette question un peu plus tard.

## 2. Une région de savanes herbeuses

Comme l'a remarqué S. Morin (1981) sur les hautes terres du Nord-Ouest du Cameroun, l'organisation et la répartition des formations végétales actuelles de notre zone d'étude, relèvent plus des impératifs de la topographie et des actions anthropiques, que de la variété des sols, « *tant prédomine le phénomène de ferrallitisation* » .

En effet, avec 1400 à 1500 mm de pluie répartie sur 7 mois, le climat des plateaux de Bambari est nettement forestier, pourtant, sur l'ensemble des plateaux règnent uniformément des savanes Koechlin (1961). Les variations physionomiques qu'elles présentent sont assez larges. Elles vont de la savane herbeuse à la savane boisée, entrecoupées de forêts sèches et de forêts galeries. Les principales essences que l'on rencontre ici sont *Daniellia oliveri*, *Terminalia glaucescens* et *Albizzia zygia*. On peut citer également *Bridelia ferruginea*, *Vitex sp.*, *Piliostigma thonningii*, *Hymenocardia acida*, *Crossopteryx febrifuga*, *Sarcocephalus esculentus*, et *Annona senegalensis*.

La strate herbacée très diversifiée est à base de *Panicum phragmitoides* et *Brachiaria brizantha* avec également *Loudetia arundinacea* et *Hyparrhenia soluta*. Sur pente et sur sol profond, *Hyparrhenia diplandra* co-domine avec *Brachiaria brizantha*, *Hyparrhenia familiaris* est encore abondante. *Hyparrhenia soluta* se localise aux sols à horizon gravillonnaire profond et *Hyparrhenia rufa* aux sols profonds. Ces deux dernières espèces sont à l'état dispersé mais sont caractéristiques. En bas des pentes, *Hyparrhenia diplandra* est dominante. On y trouve également, abondant, *Schizachyrium platyphyllum* et, dispersés, *Urelytrum thyrsooides* et *Setaria sphacelata*. Sur les affleurements de cuirasse, on rencontre une strate herbacée diffuse et variée, composée surtout de *Loudetia simplex*, *Trachypogon chevalieri* et *Ctenium newtonii*. Signalons enfin que, sous exploitation plus ou moins

anarchique, *Panicum phragmitoïdes* se généralise jusqu'aux bas de pente, au détriment des espèces existantes.

D'après A. Aubreville (1949), les savanes situées au nord de 5°40' seraient avant tout composées d'espèces autochtones, elles résultent donc d'une transformation moins profonde des formations climaciques. Un petit nombre d'espèces caractéristiques dominant. Les savanes à *Terminalia laxiflora*, *Anogeissus* et *Albizzia zygia* sont les plus fréquentes. On trouve également des savanes à *Burkea africana*, *Lophira lanceolata*, *Uapaca somon*, *Isobertia doka* et *dalzieli*. Au sein de ces savanes septentrionales, subsistent de larges bandes de forêts sèches denses à *Anogeissus leiocarpus*, comme c'est le cas au nord du terroir de Ngouyali.

Traditionnellement, on considère que ces savanes résultent de la déforestation de la région. Pour A. Aubreville (op. cit.), la végétation climacique était dans cette région une forêt dense sèche. Il attribuait un rôle déterminant dans l'évolution des formations végétales aux feux de brousse capables, selon lui, d'entamer fortement les forêts sèches. J.L. Trochain (1980) a soutenu l'existence d'un climax de savane à strate graminéenne importante dans la zone nord. Pour lui, bien que le feu soit annuel, il serait incapable de détruire une forêt même sèche. En revanche, il jouerait un rôle important dans le maintien de la savane, en modifiant la composition floristique. R. Sillans (1958) dont l'ouvrage traitant des savanes centrafricaines a provoqué une polémique sur ce sujet, a encore plus nettement nié toute gravité des feux. Il reprend les thèses de A. Aubreville sur la répartition de la végétation climacique et soutient que l'agent essentiel, sinon unique, de l'évolution des formations est le défrichement par les agriculteurs. Les savanes actuelles seraient donc des stades de régénération post-culturelle et ne constitueraient qu'exceptionnellement une formation climacique. La forêt dense sèche se serait transformée en une savane, repeuplée par les mêmes espèces que celles de la forêt primitive. Pour Sillans, la régénération est d'autant plus facile que la période de cultures a été courte. Dans ce cas, à la savane pourrait succéder une forêt, de physionomie voisine de la forêt originelle ou non, ce que l'on constate par l'exemple sur l'Adamaoua camerounais et dans la zone d'élevage de Bouar-

Bocaranga. D'où le schéma suivant proposé par Sillans pour la savane de cette partie centrale de la RCA.

Forêt sèche  $\Longrightarrow$  Défrichement, cultures  $\Longrightarrow$  Savane  $\Longrightarrow$  Forêt sèche dense

Ce point de vue a été fortement contesté. Mais comme le relève Piermay, la différence entre les savanes péri-forestières du sud et les savanes de notre zone d'étude, s'expliquerait par la dégradation d'une formation végétale, forêt humide et semi-humide au sud, forêt sèche ou savane boisée au nord. En tout cas, il semble que les savanes du Centre-Est de la RCA aient été constituées à la suite de défrichements culturels, sans lesquels la forêt n'aurait pas disparu ; cette thèse remet en cause le concept de climax, aujourd'hui dépassé. Mais une question se pose : comment expliquer que leur mise en jachère régulière, n'ait pas provoqué la reconstitution d'une forêt secondaire ?

Contrairement à ce qu'en pense Sillans (op.cit), il semble que les feux aient joué un rôle primordial dans le maintien du géosystème savane. En effet, outil de prédilection pour la chasse en pays Banda jusqu'à un passé très proche, le feu parcourait chaque année toute la savane de cette région. Il atteignait même, notamment en période de grande chasse, les régions les plus éloignées, où l'action de l'homme était extrêmement faible (Maran R., 1921).

Enfin, Sillans voit dans le climat le facteur essentiel d'explication des formations végétales, ne laissant aux facteurs édaphiques qu'une place très accessoire, sauf pour quelques milieux bien typés (sols squelettiques, lakéré, marais). Or, les savanes les plus riches semblent bien être en relation sinon avec les sols les plus riches, du moins avec les sols les plus stables qui n'ont subi qu'une ferrallitisation limitée et qui sont situés sur la dorsale. L'attitude des populations locales, qui choisissent systématiquement les bois (*kafa* en banda) pour installer leurs nouvelles cultures semble confirmer cela. Pour justifier ce choix, les populations évoquent la fertilité de leurs sols, caractérisés par leur couleur noirâtre (*odrocho*), leur texture limono-argileuse, la présence des turucules de vers de terre et la densité des *Aframomum spp* . Il en est de même pour les zones d'élevage où le

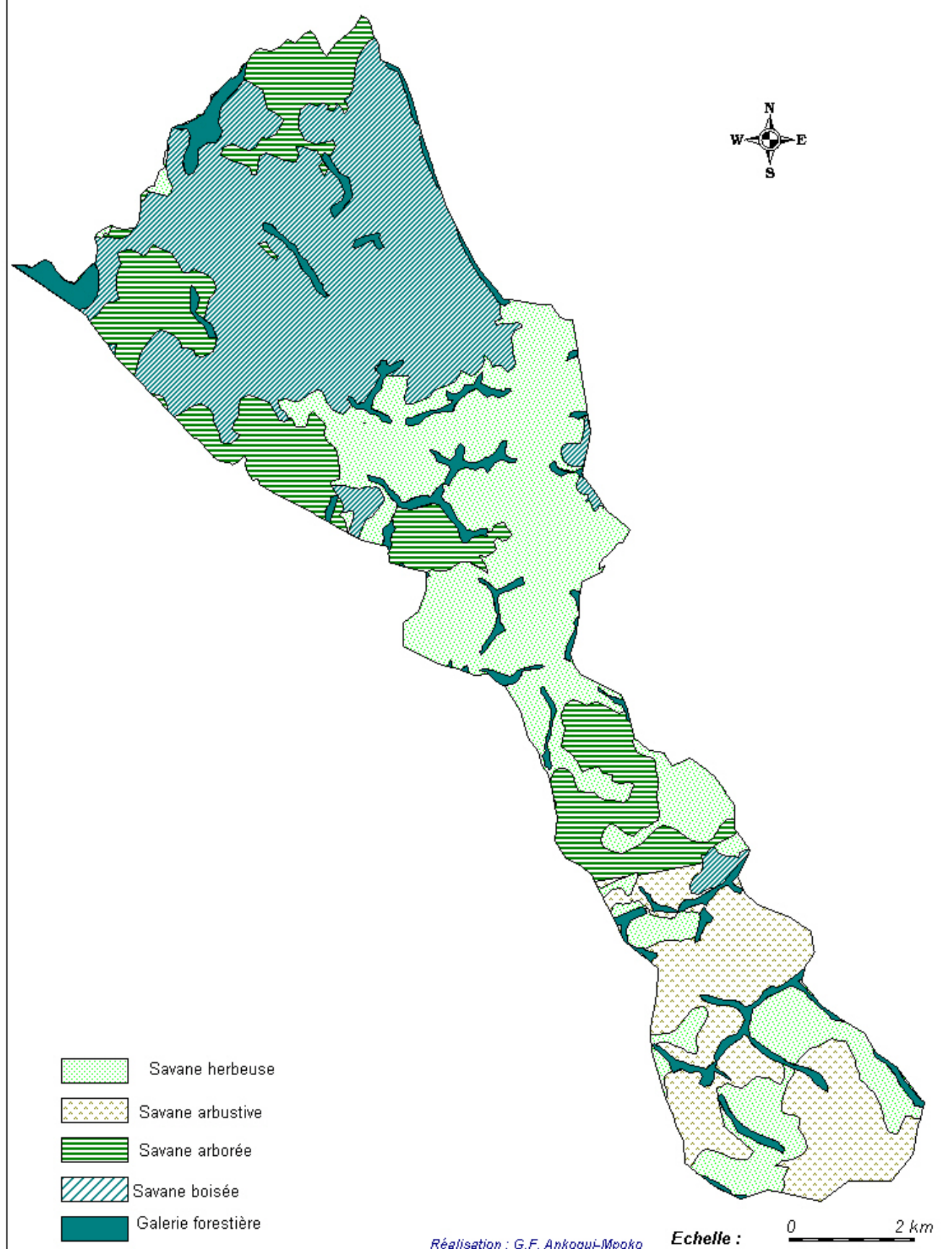
surpâturage a rendu difficile le passage des feux saisonniers, et où les ligneux ont presque partout tendance à prendre le pas sur les graminées. Ainsi la végétation, d'après Piermay, « secondarisée » sans doute sur l'ensemble du territoire, se reconstituerait plus facilement sur la dorsale qu'au sud, là où une forte ferrallitisation ne laisse à la disposition des plantes qu'un horizon humifère peu épais et particulièrement fragile. Cet horizon humifère superficiel est fertile et permet la régénération de la forêt sur ses propres débris. Par contre, des défrichements trop poussés et une exploitation trop longue ruinent définitivement les horizons supérieurs de ces sols.

Ceci étant, la répartition de la végétation dans le Nord-Est de Bambari depuis la réforme agraire de 1970 qui a scindé la région en zone agricole et zone pastorale, est beaucoup plus liée à la répartition des activités humaines. Ainsi dans la zone agricole de Ngouyali, du fait des défrichements culturels, la végétation est constituée surtout de savane herbeuse que l'on retrouve sur un rayon d'environ 7 km du village, et qui devient ponctuellement arbustive, arborée, voire boisée.

On observe également de nombreuses galeries forestières sous lesquelles s'écoulent de les nombreux affluents de la rivière Baïdou. Beaucoup plus au nord, les boisements deviennent beaucoup plus étendus, mais cèdent la place à la latitude de l'ancienne route de Ippy (6° N), à une forêt sèche à *Daniellia oliveri*, *Anogeissus leiocarpus* et *Terminalia glaucescens*, ancienne savane et friches à feux, qui s'étalent d'est en ouest jusqu'à Agoudou-Manga. Cette forêt sèche passe plus au nord, à une mosaïque de savane arbustive et arborée qui ne s'estompe que sur les bords de la rivière Baïdou. Celle-ci est considérée par les populations locales, comme la limite de leur commune, avec celle de la Baïdou-Ngoumbourou dans la sous préfecture de Ippy.

Les essences végétales que l'on retrouve ici sont, pour les ligneux, *Terminalia spp.*, *Anogeissus leiocarpus*, *Albizzia zygia*, *Burkea africana*, etc. Les galeries forestières sont à *Iringia gabonensis*, *Uapaca guinensis*, *Elaeagnus guinensis*, etc.

Carte n° 7 : Ngouyali : Répartition de la végétation en 1999



Les herbacées qui complètent ces formations sont les *Loudetia arundinacea*, *Hyparrhenia sp.*, *Andropogon gayanus*, etc. Elles sont souvent très hautes et denses.

Dans la zone d'élevage, la végétation est constituée dans sa quasi-totalité de savanes arbustives claires et denses. Dans les emplacements d'anciens campements (cas du premier campement Djafun implanté par ardo Haman), les arbustes sont très denses avec les cimes jointives, alors que plus loin la savane présente une allure de forêt sèche. Les essences les plus représentatives ici sont les jeunes *Terminalia Glaucescens* et *Parinari curatellifolia*, *Piliostigma thonningii*, *Hymenocardia acida*, *Nauclea latifolia*, *Anona senegalensis* et *Ficus (capensis)* ; auxquels on peut ajouter *Vitex spp.* Sur les zones dénudées, on observe un embuissonnement par *Chromolaena odorata* et *Harungana madagascariensis* mais il n'atteint pas l'importance de celui des plateaux du nord-ouest. Une place à part peut être faite aux prairies sur cuirasses ferrugineuses, que l'on rencontre en abondance dans la région. Cette abondance de cuirassement à l'intérieur de cette zone soudano-guinéenne se traduit, quand la cuirasse ferrugineuse est nue ou sub-affleurante, par le développement de clairières au milieu de la savane arborée ou arbustive (Boulvert, 1980).

Suivant leur position, cet auteur distingue les « *lakéré* » de plateau, de chape (sur arêtes d'itabirites), de versant ou de battement de nappe en bas de pente. Suivant leur forme, on peut distinguer des « *Lakéré* » en lanières sur roches métamorphiques orientées, en fer de cheval, en épingles à cheveux ou parfois circulaires sur roches éruptives.

Sur un véritable « *lakéré* », la cuirasse compacte et sub-affleurante ne permet pas à la végétation ligneuse de se développer. La végétation herbacée décroît avec l'épaisseur de terre meuble. Elle passe d'*Hyparrhenia spp* à diverses espèces de *Panicum*, d'*Eragrostis spp*, de *Loudetia (annua, coarctata)*, de *Ctenium (nelegas, newtonii)* jusqu'à *Cochlospermum tinctorium*. Au centre, la cuirasse peut être nue ou renfermer des plaques d'eau temporaires à *Panicum indicum*, *Loudetia spp.*, *Cyperus pustulatus*. La surface des *lakéré* est souvent parsemée de gravillons, de blocs épais de cuirasse ainsi que de multiples termitières champignons édifiées par

*Cubitermes fugifaber* Sjöst. M. Mazade (1980) a consacré sa thèse à cette formation.

Comme nous venons de le constater, en dehors des « *lakéré* », la physionomie des savanes de la région de Bambari est largement sous la dépendance des facteurs biotiques très mouvants. Cette dynamique du milieu naturel observée depuis ces trente dernières années ne cesse pas d'être inquiétante.

### 3. La fragilité des milieux naturels

L'observation des images satellitaires de 1994 et de 1999, et leur comparaison avec les photographies aériennes de 1959-1960, révèlent la rapidité de la modification couvert végétal. Ces manifestations s'observent le long des axes routiers, et surtout autour des habitations agricoles, des campements pastoraux et des villages. Elles montrent aussi à quel point, la végétation savanicole est fragile. Cette dynamique récente du milieu naturel provient de deux causes principales :

La première cause est liée aux pratiques spatiales des populations Banda, non encore définitivement fixées et dont les villages ne se sont toujours pas stabilisés. A ces déplacements de villages, s'ajoute le système agricole itinérant. En effet, les zones agricoles ne couvrent certes qu'une superficie dérisoire (2,7%), mais leurs déplacements entraînent une destruction de la végétation naturelle. Comme nous l'avons souligné plus haut, les Banda apprécient particulièrement les savanes boisées à *Parinari curratellifolia*, *Crossopteryx febrifuga*, et *Anogeissus leiocarpus*, qui renfermeraient les meilleurs sols de culture. Le sol est profondément transformé : appauvrissement en matière organique, en éléments fertilisants, parfois aussi en éléments fins, dégradation de la structure, extension de l'érosion, surtout pendant les premiers mois de semi du coton, connu pour sa médiocre couverture du sol. Dans ces conditions, les variations physionomiques de la strate ligneuse sont rapides. D'après Letouzey (1968), parfois, un ruisseau ou une piste suffit pour séparer une « savane boisée » et une « savane arbustive chétive », mais à composition floristique identique.

Cette transformation de la végétation est un facteur essentiel de l'évolution des sols ferrallitiques et ferrugineux, très fragiles et sensibles à l'érosion. Pour Brabant (1992), la savanisation entraînerait une action plus brutale des agents atmosphériques (violence des pluies, insolation, amplitudes thermiques). Les cuirasses se forment plus vite en raison des écarts de températures plus importants. Elles peuvent être mises à nu plus facilement et les « Lakéré » sous-jacents. La mise en culture est parfois à l'origine de catastrophes, quand, pendant les périodes où le sol est dénudé, des orages brutaux interviennent (orages de début ou de fin de saison sèche). Le défrichement de vastes espaces et l'augmentation des labours aggrave le danger, car l'eau de ruissellement prend alors de la vitesse et de la puissance.

Ensuite, l'élevage des bovins, suivant le système de la vaine pâture et entre les mains des Mbororo, s'accompagne de surcharges locales des herbages qui affectent profondément le paysage, particulièrement au voisinage des points de stationnement du bétail de Maloum et de Gbotolo où sols dénudés, érosion en rigoles et savanes arborées vont de pair, alors que certaines pistes de bétail très parcourues sont envahies de fourrés arbustifs propagés par les bestiaux. La concentration des éleveurs dans le Nord-Est de Bambari, et l'absence de politique de gestion des pâturages semble jouer au détriment de cette activité, les ligneux ayant tendance à prendre le pas sur les herbacées. À en croire les témoignages des habitants et des administrateurs coloniaux qui ont vécu dans la région avant l'arrivée des Mbororo et même jusqu'à la fin des années 1950, la savane herbeuse s'étendait presque partout à perte de vue. Aujourd'hui la vue porte rarement au-delà des jardins situés derrière les habitations. Toute cette végétation a subi une forte influence anthropique.

De plus, l'extension inconsidérée de cette zone d'élevage vers les zones agricoles, a des conséquences à la fois sur la végétation et sur le plan social. La rapidité de propagation de « l'herbe du Laos » et les disputes entre agriculteurs et éleveurs le prouvent.



## *Conclusion*

Par son climat et ses sols, le Nord-Est de Bambari a des potentialités agricoles et pastorales importantes : précipitations abondantes favorisant plusieurs cycles culturels, grande disponibilité en terres de culture et pâturages abondants pour l'élevage. Sa population constituée à l'origine de chasseurs-cueilleurs a réussi à composer avec cette nature, ce qui a eu pour conséquence de la préserver. Mais les plaintes des agriculteurs et éleveurs ces dernières années attirent l'attention sur la fragilité de ce milieu, dès qu'il est sujet aux agressions tant climatiques qu'anthropiques. Ceci étant, qu'en est-il de ces activités ?

### **CHAPITRE III : ACTIVITES AGRICOLES DES BANDA ET CONTRAINTES D'ISOLEMENT**

Il s'agit ici de présenter l'instance économique de la formation socio-spatiale Banda, nettement différente de celle de leurs voisins Mbororo. Le mode de production Banda s'organisent en trois grands secteurs : une culture de rente : le coton, introduit il y a trois quarts de siècle, aujourd'hui en concurrence avec les cultures vivrières et « l'extrativisme ». La présentation de ces trois aspects de l'économie Banda et de leur place dans la société villageoise, s'avère nécessaire. En effet, cultures vivrières et culture du coton se trouvent non seulement au centre des problèmes fonciers, mais déterminent également les différentes stratégies mises en place par les populations locales pour protéger et « gérer » leur territoire.

#### **A. UNE AGRICULTURE VIVRIERE BASEE SUR DES TECHNIQUES ANCESTRALES**

##### **1. Généralité sur les cultures vivrières en Centrafrique**

Les cultures vivrières ont des potentialités que tout le monde s'accorde à reconnaître aujourd'hui. Avant la colonisation, les habitants de la République Centrafricaine (ancien Oubangui-Chari) vivaient déjà pour la quasi-totalité de l'agriculture. Ils produisaient surtout des vivres ; la production était alors essentiellement auto consommée, et les échanges surtout basées sur le troc entre populations voisines. Les premiers explorateurs européens furent d'ailleurs frappés par la variété des plantes cultivées, plus nombreuses, semble t'il, qu'aujourd'hui, lesquels étaient complétés par les produits de chasse et de cueillette (R.P. Tisserant, 1953).

Pendant très longtemps, les productions vivrières ont peu retenu l'attention du gouvernement et des bailleurs de fonds. La baisse de la production vivrière a débuté avec les contraintes de l'administration coloniale, qui a privilégié et même rendu obligatoires les cultures de rente et

la cueillette de caoutchouc. Cette pression a joué aux dépens de la production des denrées alimentaires.

Par la suite, avec l'accession du pays à l'indépendance, aucune véritable politique de valorisation des cultures vivrières n'a été mise en place. Pendant l'époque coloniale, tout était mis en œuvre pour que le coton occupe les meilleures terres. En conséquence, seuls les sols les plus médiocres étaient réservés aux cultures vivrières, ce qui influençait énormément les rendements, d'autant plus que dans la majorité des cas, plusieurs plantes étaient cultivées simultanément sur une même parcelle : on compte deux hectares en cultures associées pour un hectare en culture unique, pour l'ensemble des cultures vivrières (Devey, 1996).

Cependant, lorsque les cours mondiaux des produits de rente ont commencé à chuter, des efforts ont été fournis pour accroître la production vivrière et améliorer le circuit de commercialisation, afin d'approvisionner les grands centres urbains.

En 1990 le ministère de l'Agriculture estimait que la progression de la production a été, pour certains produits, la suivante : courge + 52 % ; arachide, + 9,1 % ; paddy, + 7,7 %. En 1994, la reprise du versement des salaires des fonctionnaires, suite à l'élection d'un nouveau Président de la République, a provoqué une forte augmentation de la demande en produits vivriers frais et a relancé les activités économiques. Elle a également provoqué une forte hausse des produits prix. D'après les services de statistiques agricoles<sup>16</sup> de la RCA, la valeur ajoutée des cultures vivrières est passée de FCFA 116,209 milliards en 1990 à 108,559 milliards en 1993 pour remonter à 143,418 milliards en 1994. Le taux de croissance en volume des productions vivrières à prix courant, est passé de 3,35 % en 1990, à 0,68 % en 1992 et – 0,53 % en 1993.

La production du manioc, aliment de base de la quasi-totalité des Centrafricains, a atteint 600 000 tonnes en 1994/95 pour une superficie d'environ 167 000 hectares. Il n'est pas impossible qu'elle ait largement dépassé ce chiffre à ce jour.

---

<sup>16</sup> Ministère de l'agriculture : Annuaire de statistiques agricoles. Bangui, 1995.

A propos du manioc, s'il est aujourd'hui le produit d'alimentation de base et la culture la plus répandue du pays, cela n'a pas toujours été le cas. En effet, si l'on en croit le R. P. Tisserant (op.cit) et Guillemin (1956), avant l'arrivée des européens, le sorgho aurait constitué la base de l'alimentation de toutes les régions de savanes jusqu'à la limite des régions forestières. La culture du manioc se serait très rapidement répandue sur les plateaux de l'Oubangui-Chari, à partir du début du XXe siècle, au point qu'actuellement, dans notre zone d'étude, les sorghos se font rares. Cette substitution, a probablement eu pour cause au départ, la grande insécurité régnant dans le territoire jusqu'aux premières années du XXe siècle, du fait des razzias esclavagistes, des guerres intestines et des migrations humaines qu'elles entraînaient.

Mais comme nous l'avions souligné plus haut, nous affirmons avec Suchel (1979) que, « *la colonisation à ses débuts a accentué cette mutation, en recrutant (surtout en pays Banda) une main d'œuvre abondante pour le portage et la cueillette du caoutchouc, et en contribuant à la désorganisation des anciennes structures communautaires par le déplacement des villages, regroupés le long des pistes, l'introduction de l'économie monétaire, etc.* ». Face à cette situation, le manioc dont on pouvait échelonner les récoltes sur plusieurs mois (voir plusieurs années), présentait un avantage certain, dans cette région chaude et humide, où la conservation des denrées agricoles était un problème crucial. En dehors du manioc, la production d'autres cultures vivrières comme le maïs, l'arachide, le sésame, le sorgho et la graines courges a également beaucoup progressé en quantité.

Cette progression pourrait tout d'abord s'expliquer par les difficultés rencontrées par les cultures d'exportation, lesquelles ont provoqué des reconversions ou des diversifications d'activités chez les paysans. A cela, s'ajoutent les atouts naturels du pays, tels que la diversité des sols et la variété du climat qui favorisent une production vivrière très variée : manioc, sorgho, bananes, riz pluvial, arachides, sésame, courge, niébé, maïs. A signaler aussi, l'engagement de nombreux fonctionnaires de l'Etat dans les activités agricoles, notamment les cultures vivrières, à cause des retards chroniques des salaires. Pour ceux-ci, il s'agit d'une stratégie de survie, leur

permettant d'alléger les dépenses alimentaires. Cette masse de "néo-ruraux" contribue à l'augmentation de la population agricole, et donc à celle de la production. Conséquence spatiale, les cultures vivrières sont pratiquées partout, jusqu'à l'intérieur de la capitale où l'agriculture intra-urbaine fait partie intégrante du paysage.

## **2. Les cultures vivrières à Ngouyali**

La situation des cultures vivrières à Ngouyali est identique à celle de l'ensemble des régions de savanes centrafricaines. Elle se caractérise par une variété des cultures et une forte tendance à l'accroissement de la production, malgré l'absence de toute réforme agraire et de véritable politique d'intensification.

### **a) Moyens de production**

Les moyens de production dans l'ensemble restent très rudimentaires ; ils se réduisent essentiellement outils manuels et à quelques attelages. La machette (97% de la population en possède) et la houe (85%) demeurent les principaux utilisés, avec quelques haches (6,6%). Les Banda utilisent la machette pour les défrichements. Cet outil est venu remplacer le couteau traditionnel qu'utilisaient autrefois ces populations. Ce dernier avait deux formes : courbe, ressemblant au couteau de jet ou de danse pour les hommes (*magya* ou *kamba-kosé*), droit et épais pour les femmes (*beta* ou *kamba-yasé*).

La houe (*ngapo*) est le principal instrument aratoire des Banda. La plus connue de tous est la « *houe linda* » qui, descendrait d'un des plus anciens outils agricoles connus, la « *houe mar* » des Abyssins et des Soudanais (Guillemin, 1956). Ce qui la distingue de la houe moderne, est le fait qu'elle ait un manche court, formant un angle de 60° avec la partie travaillante, faite avec le même fer que celui utilisé pour les haches. Pour certains travaux, notamment les plantations en poquets, les Banda

disposent d'une espèce d'herminette emmanchée droit, qui permet de faire des trous. La hache quant à elle, est utilisée par les hommes pour l'abattage des arbres lors des défrichements et par les femmes pour débiter les bois morts utilisés pour les cuissons des aliments.

Les manches de tous ces instruments sont taillés, dans les mêmes bois, le *Piliostigma thonningii* SCHUM. (*engué*), et quelquefois le *Glyphaea lateriflora* (*eiggusu*). Tous ces bois présentent la particularité de se tailler facilement, de ne pas être très cassants, surtout s'ils sont bien séchés.

**Tableau 1. Proportions de familles par Type d'outillage agricole utilisé à Ngouyali**

<b>Outillage</b>	Machette	Houe	Charrue	Hache	Butteur	Herse	Charrette
<b>% Famille</b>	97,1	85	29,5	6,6	4,4	4	-

Source : Enquêtes (juillet-septembre 1999)

Ces outils de culture manuelle sont complétés par ceux de la culture attelée. D'après les résultats de nos enquêtes de 1999 et 2000, il y aurait dans le village 73 paires de bœufs de trait (dont une trentaine serait opérationnelle), 71 charrues, mais seulement 2 herses et 2 butteurs. Malgré le voisinage des pasteurs Mbororo, on constate que seules 29,5 % des exploitations possèdent des attelages. Ceux-ci sont constitués de bœufs Baoulés (64,5 %), acquis auprès des anciens « métayers »<sup>17</sup> de la localité, et de Zébus Mbororo (35 %) achetés chez les éleveurs.

Signalons toutefois que le cas de NGOUYALI dans cette région est exceptionnel, car ce village est situé dans une zone pilote de l'ICRA. Dans la pratique, la traction animale est très limitée. Beldje (2001) avance le taux de 2,2%, pour l'ensemble de la région, un taux très insignifiant par rapport aux régions de l'Ouham et Ouham-Pendé qui atteignent 23,5%. Cette insuffisance de l'association du bétail à l'agriculture ne se limite pas qu'aux attelages, on la retrouve à tous les niveaux.

<sup>17</sup> Le mot métayer est couramment utilisé en Centrafrique pour désigner les agriculteurs ayant bénéficié de l'aide en bétail, dans le cadre de la politique de promotion de l'élevage sédentaire villageois, initié par l'Etat dans les années 1960.

En effet, contrairement aux agriculteurs du Nord Cameroun et du sud du Tchad, les agriculteurs du Nord-Est de Bambari n'ont ni parc, ni étable pour la fabrication du fumier organique à partir de la bouse de vaches. Les paysans n'utilisent que de l'engrais chimique distribué par la Société centrafricaine de coton (SOCOCA), et destiné normalement à cette culture. Quant aux charrettes, on n'en compte que 7 à NGOUYALI. Le sarclo-binage et le buttage sont relativement peu pratiqués ; dans la plupart des cas, ces opérations se font manuellement.

Pour justifier cet état de chose, les agriculteurs évoquent des difficultés à mobiliser les fonds nécessaires au financement d'attelages : une chaîne de labour coûte environ 255 000 Fcfa en traction bovine, et le prix des charrues varie de 25 000 à 125 000 FCFA. C'est grâce au système de crédit mis en place à la fin des années 1970, et au début des années 1980 par l'Animation Rurale Catholique, que certains producteurs ont pu s'approvisionner en bœufs de trait et en équipements de culture attelée. Faute de financement, le projet a été abandonné. En 1996, la SOCOCA, décidée à promouvoir la traction animale, a lancé une opération de crédit similaire à, moyen terme. Elle a pris en charge la distribution des pièces de rechange pour les charrues. Mais seuls quelques grands producteurs de coton du Nord-Ouest en ont bénéficié.

Soulignons que le matériel dans l'ensemble est en mauvais état. Il existe une forge à Ngouyali qui s'occupe de la maintenance des équipements agricoles ; mais celle-ci est aussi en difficultés faute de crédit. Enfin, le dressage des bœufs de trait nouvellement acquis, se fait dans le village par les propriétaires.

Cet équipement agricole rudimentaire est à l'origine de la taille très limitée des parcelles par exploitant (0,66 ha en moyenne), et du retard très souvent constaté dans les semis de coton. La plupart des planteurs attendent que ceux ayant des attelages, achèvent leurs labours avant de les leur emprunter. 93% des suggestions des populations interrogées concernent l'accès au crédit pour l'acquisition de matériels agricoles.

## b) Techniques culturales et calendrier agricole

### 4) *Un système agricole extensif*

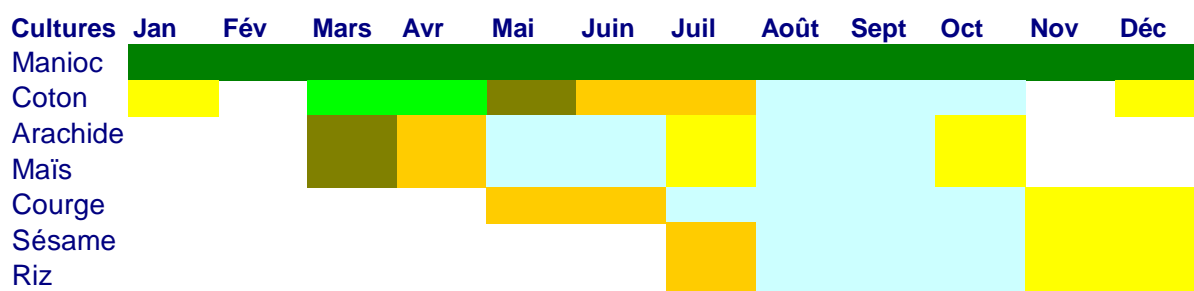
Si on les compare à l'évolution de la gamme des cultivars utilisés par le Banda, on se rend compte que les techniques agricoles ont très peu évolué. L'agriculture reste extensive, reposant sur brûlis et jachère. Mis à part l'arboriculture, les exploitations sont marquées par l'agriculture itinérante. Cette agriculture est centrée sur la conservation et la récupération de la fertilité du sol par la jachère. L'utilisation d'engrais et des pesticides est marginale et ne concerne que le coton qui vient en tête de rotation culturale. Elle se justifie par la faible pression démographique.

Jusqu'à un proche passé, la terre n'était pas un facteur limitant dans la région ; aussi, pour le paysan l'agriculture itinérante permet une minimisation des coûts de production en limitant l'apport d'engrais et une très bonne productivité du travail (bon rendement, peu de travail). Mais elle peut aussi s'inscrire dans des stratégies plus complexes en terme d'accès foncier, de gestion des parcours et de chasse, et de cueillette (Collange et Mogenet, 1990). Le cas de Ngouyali et celui de la plupart des villages du Nord-Est de Bambari corroborent cette thèse. Ce système est à la base des différends entre éleveurs et agriculteurs.

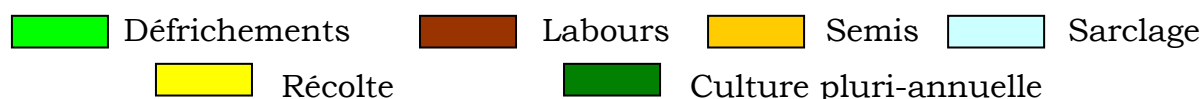
### 5) *Un calendrier agricole organisé autour de la culture du coton*

Les itinéraires techniques des différentes cultures pratiquées restent quasiment identiques au niveau du village tant pour le coton que pour les cultures vivrières. Les différents moments du calendrier agricole sont les suivants.





*D'après les enquêtes de terrain (juillet-octobre 1999 et août 2000)*



**Tableau 2. Calendrier agricole**

L'analyse du calendrier agricole des populations de Ngouyali fait apparaître que le temps consacré aux travaux agricoles varie selon les saisons et les mois de l'année. La saison sèche est plus consacrée à la chasse et aux travaux divers (réfection des cases, artisanat, etc.), tandis que pendant la saison des pluies se concentrent la quasi-totalité des activités agricoles. L'époque de la plus grande activité va de mi-mai à mi-août, avec un maximum en juin et juillet. Elle est celle des labours, suivis des semis, et des travaux d'entretien. En juillet, ont lieu les premières récoltes d'arachides et de maïs. Une autre période assez chargée est décembre, à cause de la récolte et du tri du coton. Les deux mortes-saisons, sont octobre-novembre et février.

L'année commence avec le défrichement de nouvelles parcelles (mars). La hache est utilisée pour couper les petits arbres. Les grands ne sont pas abattus, mais plusieurs procédés sont employés pour provoquer leur mort. Certains sont écorcés à leur base à environ un mètre de hauteur ; sur d'autres, une entaille circulaire profonde est creusée à hauteur d'homme. Le feu se charge ensuite de les faire périr, mais les troncs dépouillés restent parfois sur place pendant plusieurs années. Seules les grandes branches sont coupées pour servir de bois de cuisine. Les troncs laissés dans les champs servent généralement de support à des pieds de haricots grimpants.

Quelques arbres, notamment le *Vitex ssp.* et *Anogeissus leiocarpus* sont sauvegardés, en général pour donner de l'ombre et permettre le repos après une longue matinée passée sous le soleil, mais aussi pour leur (pour le premier) ou leurs vertus médicinales (pour le second).

Juste après les premières pluies qui l'ameublissent, le sol est biné au moyen de la houe. Les brindilles et les feuilles sont rassemblées en tas régulièrement espacés dans le champ et autour des arbres blessés. Le feu est ensuite mis et entretenu autour des arbres pour provoquer leur mort. Les cendres sont ensuite répandues sur la parcelle. Cette dernière est limitée par une rangée de manioc, par des pierres ou des morceaux de termitières enlevés du champ. Les champs de seconde année sont seulement débroussés à la hache et les fanes brûlées ; l'opération la plus longue demeure l'arrachage de vieux cotonniers.

Les semis sont effectués, soit à la volée, soit en poquets, la première méthode disparaissant au profit de la seconde. Seuls le sésame et le *Corchorus olitorius* (goussa en langue Banda) sont encore semés à la volée. Le semis en poquets se fait en ligne, surtout pour le coton. Pour cela, une corde est étendue d'un bord à l'autre de la parcelle et déplacée au fur et à mesure des besoins. L'homme creuse à la houe une série de trous régulièrement distants en fonction des repères inscrits sur la corde. Un autre membre de la famille dépose quelques graines dans chacun d'entre eux et le rebouche immédiatement avec ses pieds. Les travaux d'entretien des champs comprennent le démariage à deux plants du coton, et les sarclages (un par mois pour le coton). Les récoltes commencent en juin pour l'arachide et le maïs et se poursuivent jusqu'en décembre pour le coton, le mil et le sésame. Le sésame une fois coupé, est exposé sur des claies, construites en bordure du champ et finit de mûrir. Les autres cultures vivrières (arachides, mil et maïs) sont rentrées dans les greniers.

Comme l'a si bien souligné Decoudras (1980), l'agriculture est toujours un élément essentiel de l'organisation sociale du village. De plus en plus considérée comme une activité permettant de gagner de l'argent, elle n'a cependant pas perdu sa représentation originelle, à savoir une manifestation de la vie collective. Dans de nombreux villages, les coutumes demeurent

vivantes. Pour la mise en culture, les notables sont consultés et les chefs sèment les premiers. Les rites agraires, surtout ceux qui précèdent les semis, sont souvent conservés.

Certains travaux exigeants en main d'œuvre, défrichage et débroussaillage, parfois semis et récolte, sont faits comme autrefois, selon le système des "invitations". L'exploitant appelle hommes et femmes du village, et même des villages voisins, à venir travailler sur son champ. Sa ou ses femme(s) prépare(nt) une grande quantité d'alcool, et parfois aussi de la nourriture pour restaurer les travailleurs. L'opération qui dure toute la journée, est une occasion de rassemblement et de fête. Ce système d'invitations donne à l'exploitation agricole une force de travail considérablement accrue pour un temps limité et permet de cultiver des superficies plus importantes en faisant sauter les goulots d'étranglement que constituent certaines activités. Soulignons que les invitations sont surtout pratiquées par les paysans les plus dynamiques, désireux d'ouvrir de grands champs.

En conséquence, la vie des villageois est rythmée par le calendrier des activités agricoles. Les occupations : chasse, pêche, cueillette, travaux de cases, déplacements, et même les travaux ménagers présentent un rythme inverse. Ils se réduisent au minimum indispensable au moment des grands travaux agricoles. Comme nous le verrons plus loin, le calendrier agricole joue un rôle déterminant dans le conflit opposant éleveurs et agriculteurs.

#### c) Une production en augmentation, mais difficile à chiffrer

Tous les habitants de Ngouyali affirment unanimement avoir, depuis quatre à cinq années, augmenté la production des cultures vivrières. Cet intérêt pour ces cultures s'expliquerait, à en croire les paysans, d'une part par les possibilités qu'elles offrent en terme de revenus d'appoint ; mais également par le découragement provoqué par les difficultés de la filière cotonnière.

Les principaux produits cultivés sont, en cultures principales, le manioc (*ngalé*), l'arachide (*akora*), le maïs, le sésame. En cultures

secondaires, la courge vient d'abord, suivie du haricot, du riz, et du voandzou. A cela s'ajoutent les cultures de contre-saison qui sont constituées essentiellement des légumes locaux, sans oublier les agrumes (orange, mandarine, pamplemousse, citron), très abondants dans la région et plantés autour des cases.

Dans la région, presque toutes les exploitations portent le manioc (98%). Il est systématiquement associé au coton dès la première année ainsi qu'aux autres cultures et se retrouve seul en fin d'assolement. La production est importante, mais difficile à chiffrer de façon fiable. D'après les informations recueillies à Ngouyali par E. Mbetid-Bessane (2002), la production annuelle de manioc par famille atteindrait de 1 tonne. Le plus grand planteur du village affirme même avoir récolté en 1998, 30 sacs de manioc de 60 kilogrammes environ sur une parcelle d'un demi-hectare, soit 3,6 tonnes par hectare. Mais vu que les récoltes se font de manière échelonnée et selon les besoins, ce chiffre n'a qu'une valeur indicative.

Après le manioc, vient l'arachide, que l'on retrouve sur 78 % des exploitations environ. Compte tenu de son rôle très important dans l'alimentation, elle fait l'objet d'une attention particulière, et elle est souvent associée au maïs et au manioc.

La troisième culture vivrière du village le maïs, est pratiquée par un peu plus de 57% des exploitations ; il est suivi par le sésame 54%, et les Courges 47%. Après la récolte, une certaine quantité de la production est conditionnée dans des sacs ou des paniers stockés sur des claies.

L'ensemble des cultures vivrières représenterait d'après les études de Mbetid-Bessane (op.cit), environ 42,5 tonnes, pour le seul village de Ngouyali. Cette production représenterait 53% du revenu total annuel de chaque famille, le coton et les activités extra agricoles représentant respectivement 22% et 25%. La situation de Ngouyali, se retrouve quasiment dans tout le Nord-Est où, la surface moyenne consacrée au vivrier représente 137,5% de celles plantées en coton : 1,1 ha, contre 0,81 ha pour le coton.

Pourtant, pratiquées en association avec le coton ou lui succédant sur les mêmes parcelles après la récolte, les cultures vivrières bénéficient indirectement des soins apportés à celui-ci : accroissement de superficies, engrais chimiques, produits phytosanitaires, dont les répercussions s'observent sur les rendements. Mais, tout cela n'empêche pas la culture du coton d'être de plus en plus boudée.

## B- LE COTON : DE LA CULTURE FORCEE A LA CULTURE BOUDEE

### 1) Le coton : un héritage colonial

Les populations de savanes centrafricaines d'avant la période coloniale connaissaient le coton sous sa forme *Gossypium punctatum*. Elles savaient le filer et le tisser, sous forme de grandes bandelettes de 4 à 5 mètres de long et de 3 à 4 cm de large. Ces bandelettes soigneusement passées au bois rouge (*Pterocarpus milbrande harus* ; "Folo" en Banda) étaient drapées flottantes autour du corps et de la tête pendant les danses (R.P. Daigre, 1906).

L'idée de culture industrielle du coton est née en 1920, lorsque la crise mit l'Oubangui-Chari dans une situation économique grave. Quelques essais timides furent tentés en 1921 près de Bangui, mais les premiers travaux ne furent entrepris qu'en 1926, sous l'instigation du Gouverneur Félix Eboué, surtout dans la région de Bangassou, voisine des Uellé du Congo belge où, depuis 1909, la culture était bien installée.

A partir de 1927, quatre sociétés se formèrent successivement. Il s'agissait de : la compagnie cotonnière Equatoriale Française (COTONFRANC), la Société française des Cotons Africains (COTONAF), la Compagnie Cotonnière du Haut-Oubangui (COTOUBANGUI), et la Compagnie commerciale et cotonnière de l'Ouham-Nana (COMOUNA).

Ces quatre sociétés se virent accorder le privilège d'achat du coton dans des zones déterminées. Ce privilège se justifiait par la nécessité de leur garantir la matière première qui leur était indispensable pour alimenter leurs centres de transformation (usinage, pressage, emballage, etc.), en

contrepartie de lourds investissements<sup>18</sup>. En retour, l'administration demandait aux compagnies concessionnaires, d'acheter à l'autochtone tout son coton graine à un prix fixé par elle d'après un barème dont le montant était fonction des prix du coton fibre sur les divers marchés européens.

Au cours des quinze années qui ont suivi son introduction, la culture du coton s'est rapidement étendue à la quasi-totalité des régions : la production est ainsi passée de 585 t en 1925-26 à plus de 39 000 t en 1939-41. Cette progression rapide de la production résulte d'une part de l'augmentation des surfaces et de l'accroissement du nombre des planteurs, dus à l'extension géographique de la zone cotonnière, et d'autre part de l'obligation de produire du coton faite à tout paysan imposable, homme ou femme. La culture se faisait en « blocs », chaque adulte se voyant attribuer une parcelle dont la taille standard était déterminée chaque année par la longueur de la « corde »<sup>19</sup>. Les administrateurs locaux avaient la responsabilité de la production et de l'encadrement des paysans.

Après la deuxième guerre mondiale jusqu'en 1969, année où la production du coton atteindra son record « historique » (58 743 t), la production fut marquée par des oscillations très importantes dans la fourchette allant de 25 000 t à 50 000 t, avec une moyenne de 36 000 t.

C'est à cette époque que l'Institut de Recherche sur le coton et les Textiles (I.R.C.T) s'installe en Oubangui-Chari avec la création des stations de recherche de Soumbé en 1946 et de Bambari en 1947. Parallèlement, le service de l'agriculture put mettre en place un encadrement technique solide grâce à des moyens humains plus importants.

La mort de Barthélemy BOGANDA, en mars 1959, est suivie d'une rapide dégradation de la situation politique et économique. Toute une série de taxes s'ajoutent à l'impôt de capitation et finissent par atteindre un niveau intolérable pour les paysans. La production cotonnière diminue, et les cours sont bas. La conjoncture est de plus en plus défavorable aux sociétés cotonnières privées, qui entrent en crise avec le gouvernement, d'autant plus qu'avec l'abolition de la culture forcée, il leur était difficile de

---

<sup>18</sup> Conquery-Vidrovitch, parle des investissements de l'ordre de 25 milliards de francs.

<sup>19</sup> 30 mètres au début, puis sa longueur n'a cessé d'augmenter jusqu'à atteindre 71 mètres actuellement

continuer à utiliser des méthodes coercitives pour augmenter leur production.

L'Union Cotonnière Centrafricaine (UCCA) est alors créée en 1964, avec la participation majoritaire du secteur public (Etat, CFDT, BDPA) et la participation minoritaire des sociétés cotonnières (Cotonaf, Cotoubangui, Cotouna).

On procède alors à la création d'une Caisse Centrafricaine de Stabilisation qui va contribuer à l'équilibre de l'économie cotonnière. Durant la période 1964 à 1967, plusieurs projets d'appui technique cherchent à modifier fondamentalement la culture cotonnière, en la faisant passer du stade de la culture extensive à celui d'une agriculture intensive. Cette phase coïncide, à partir de 1966, avec l'arrivée au pouvoir du colonel BOKASSA et la période euphorique qui a caractérisé les premières années de son pouvoir.

Cette embellie sera hélas de courte durée. En effet, à partir de 1970, le gouvernement centrafricain décide de promouvoir un programme de « réforme agraire » qui semble s'inspirer des pays socialistes, et basée sur des pressions sur les agriculteurs. Les chercheurs et assistants techniques français sont priés de quitter le pays, sans avoir formé la relève. Les structures d'encadrement sont dissoutes et, très vite, contrairement aux objectifs grandioses de l'opération, rendements et production diminuent. La création de l'Empire centrafricain met le pays dans un état de crise financière qui a de graves répercussions : les routes se détériorent entraînant une quasi-disparition du petit commerce dans les zones rurales ; les fonctionnaires et le personnel des services techniques sont mal payés, l'UCCA est nationalisée, la commercialisation du coton et la fourniture des intrants sont désorganisées. Malgré l'augmentation des prix aux producteurs, la production passe sous la barre des 30 000 t en 1979 et s'effondre à 17 500 t au cours de la campagne 1981-82 qui suit la chute de l'empereur.

En 1983, la SOCADA, Société Centrafricaine de Développement Agricole succède à l'UCCA. Financée par de nombreux bailleurs de fonds, elle est chargée de mettre en œuvre un projet de développement intégré. Les vulgarisateurs sont remis au travail, la recherche est efficace, le prix d'achat

du coton graine est augmenté, les achats se font rapidement, et les intrants sont mis en place à bonne date. Toutes ces mesures redonnent confiance aux producteurs. La relance est spectaculaire et plus rapide que prévue : en 1984-85, la production atteint 45 500 t et les rendements dépassent les 570 kg/ha.

Alors que ce projet s'exécutait à la satisfaction générale, l'effondrement des cours du coton en 1985 révèle que les résultats techniques obtenus masquaient une structure qui s'était progressivement alourdie dans l'euphorie générale et l'abondance des financements extérieurs. Face à l'impossibilité de la SOCADA de rembourser ses dettes, l'Etat fait appel aux principaux bailleurs de fonds pour le financement d'un programme d'ajustement structurel. Cette aide est assortie de conditions draconiennes qui aboutie à l'effondrement de la production (19 000 t en 1987-88).

A la suite d'une nouvelle chute des cours mondiaux du coton, la filière fut à nouveau dans de graves difficultés. Il fut décidé en 1992-93, l'éclatement des activités de la SOCADA et la création de la Société Cotonnière Centrafricaine (SOCOCA), une entité strictement industrielle et commerciale gérée par la CFDT.

Les activités de la SOCOCA, même si elles débutèrent dans des conditions sociales et économiques difficiles, commencent peu à peu à donner des résultats : la production de coton graine est passée de 12 052 t en 1992-93, à 46 040 t en 1997-98. La société cotonnière a enregistré pour la première fois des bénéfices, et l'Etat perçoit enfin des recettes fiscales directes de cette production exportée à 100%. L'espoir renaît donc après une période particulièrement difficile pour tous les partenaires de cette filière cotonnière qui s'est toujours confondue avec l'histoire même du pays et de la région de Bambari. Mais l'effondrement mondial des prix du coton en 2000 replonge aujourd'hui la SOCOCA dans de sérieux problèmes : les récoltes de la campagne 2000-2001 ont été très tardivement collectées.

Ce regard sur le passé nous rappelle que le coton est une culture qui a été très profondément marquée du sceau de l'autoritarisme administratif, ce qui lui donne encore aujourd'hui un certain caractère ambigu. Cette sensibilité se traduit, on l'a vu, par une évolution tout à fait discontinue de



la production marquée par des périodes de croissance rapide suivies de chutes toutes aussi brutales, liées tant à la fois aux sautes des cours mondiaux qu'à l'instabilité politique nationale. Une situation qui se répercute sur la qualité du travail et le revenu des producteurs qui, dans le Nord-Est de Bambari, ont un sentiment très mitigé vis-à-vis de cette culture.

## **2. Des travaux coûteux en temps et très mal rémunérés**

« *Kwa ti coton a yèké bâ ngo passi sengé* » c'est à dire : le travail du coton n'est que peine perdue. C'est ainsi que me répondit un chef de ménage à Tagbara, lorsque je lui posais la question de savoir combien lui rapportaient annuellement ses champs de coton. Cette réponse reflète en grande partie le sentiment des populations du Nord-Est de Bambari, sur la culture du coton. Ces représentations puisent leurs origines dans l'histoire même de cette culture.

En effet, comme le souligne Eustelle (1995), dès l'origine, la culture du coton a toujours été étroitement associée à l'impôt et perçue comme une culture obligatoire coloniale. Cette lourde «image», que le coton traîne depuis les débuts de son introduction en Centrafrique explique encore en partie aujourd'hui, les réactions parfois déroutantes des paysans vis-à-vis de cette culture. Les facteurs qui justifient cet état d'esprit se trouvent à tous les niveaux.

Tout d'abord sur le plan social, la politique de regroupement des parcelles de cultures en « blocs », pratiquée pendant longtemps par les autorités administratives qui ont eu la charge d'encadrer les planteurs, présentait le gros avantage d'en faciliter le contrôle. Il était ainsi très difficile pour le planteur, d'échapper à la surveillance du "*boy cotton*". En 1946, le travail forcé est aboli dans tous les territoires français d'Afrique. Toutefois, en Oubangui, la culture cotonnière conservera pendant plusieurs années un caractère plus ou moins obligatoire, mais sans aucune base officielle.

Jugés en grande partie sur le niveau de production, les administrateurs s'efforcent par tous les moyens de l'accroître, bien sûr avec l'appui des sociétés privées, d'où de nombreux abus qui ont émaillé cette

période, en particulier la fameuse « chicotte ». Cet « encadrement rapproché », tel qu'il avait été conçu, constituait une menace pour l'organisation villageoise traditionnelle sans apporter de solution véritable aux problèmes.

En effet, le système de culture itinérante ici, oblige le planteur à procéder chaque année à un important travail de défrichement, qui est d'autant plus durement ressenti que la force de travail disponible au niveau de l'exploitation est faible. La population de la région est très jeune (plus de 45 % de jeunes) ; en outre, il y a en moyenne 5 personnes par exploitation dont 2 ou 3 actives. En saison sèche, les défrichements entrent en concurrence avec les activités de chasse ou de pêche et, à l'arrivée des pluies, ce sont les travaux culturels sur les parcelles des cultures vivrières qui sont marginalisés, car ici, le manioc constitue la base de l'alimentation, et garantit un revenu d'appoint que le coton ne peut pas remplacer.

Les revenus tirés du coton, il est vrai, assurent en une seule fois une assez grosse entrée monétaire certaine, à cause de son achat jusqu'alors régulier. Mais ils présentent le désavantage d'être globalement plus faibles, et trop ponctuels. Les revenus du coton comme l'affirment la plupart des paysans, par le fait qu'ils sont payés en public, ont l'inconvénient d'attirer trop d'attention dans un milieu où, la croyance à la magie noire demeure encore très forte : nombre de grands producteurs se plaignent d'avoir été personnellement ou par l'intermédiaire des membres de leur famille, victimes de mauvais sorts jetés par les jaloux. Dans ces conditions, on comprend alors pourquoi cette culture est « boudée ».

L'obligation pour le cultivateur d'effectuer un défrichement complet constitue pour les planteurs une « brimade » supplémentaire. Le coton dans des pays comme la République Centrafricaine tolère difficilement les ombrages : une parcelle trop ombragée diminuerait énormément la production. Comme le souligne Régine Levrat (1995), *"la plante demande en effet des températures élevées et un bon ensoleillement durant toute la période de son cycle (6 à 7 mois)"*. Aussi, pour l'installation des plantations, l'administration imposa un défrichement intégral, aucune végétation arborée ne devant être conservée sur les parcelles retenues. Or le cultivateur Banda

n'attendait du défrichement que la libération de son terrain, son enrichissement par les cendres et la suppression momentanée de la concurrence que les arbres faisaient à ses cultures. Ces résultats pouvant être obtenus sans travail supplémentaire, les nouvelles normes imposées se sont avérées trop contraignantes pour les planteurs.

Au niveau technique, le fait que la culture prédominante ici soit manuelle, contribue à accentuer la réputation du coton comme culture difficile. Ce n'est en fait pas la culture manuelle qui pose problème aux paysans, car ils ont toujours travaillé ainsi ; mais c'est le fait de travailler avec l'obligation de respecter scrupuleusement un itinéraire technique bien défini (ce qui n'est pas forcément le cas pour les cultures vivrières) qui est en cause. Les superficies sont faibles, de l'ordre de 1,5 ha par exploitation, toutes cultures confondues. Cette faiblesse peut tout d'abord s'expliquer par le fait que la principale contrainte du planteur reste le défrichement et que la culture attelée ne peut la desserrer. Les nombreuses souches laissées dans les champs après le défrichement font obstacle à un labour de qualité et, surtout, aux sarclages mécaniques. "Dans ces conditions, l'intérêt de la culture attelée est limité, car même si elle conduit à une augmentation des superficies de parcelles actuelles par rapport à celles autrefois houées, elle n'aboutit cependant pas à une réelle intensification" (Eustelle, op.cit).

Enfin sur le plan pécuniaire, le malaise des producteurs vient de leurs revenus insignifiants. Comme le soulignait Gazawanza (1982) il y a près d'une vingtaine d'années, la sous rémunération du coton, même lorsque les cours variaient à la hausse, justifie la grogne et le mécontentement des planteurs. Pourtant, les conventions initiales signées en 1925 prévoyaient un prix d'achat minimum, calculé d'après un barème basé sur le prix de réalisation sur le marché du Havre. Aux termes des conventions, les sociétés cotonnières étaient tenues d'acheter toute la production cotonnière présentée sur le marché par les planteurs. A partir de la campagne 1942-43, ce furent les autorités qui fixèrent directement le prix d'achat au producteur, et il en est resté ainsi jusqu'à aujourd'hui.

Les prix aux producteurs tout en étant passés de 60 centimes en 1925-26 à plus 100 FCFA, sont demeurés très bas comparés à ceux des

autres produits de rente comme le tabac et le café : en 1998, pour 208 jours de travail par hectare, le cultivateur de coton recevait 40 000 FCFA en moyenne, alors que le planteur de café touchait 135 000 FCFA pour 185 jours de travail seulement (Ministère de l'Agriculture et de l'élevage, 1999).

La grogne est aggravée par le fait qu'une partie importante des maigres revenus était entièrement consacrée au paiement de l'impôt perçu au moment du marché. Pendant la période coloniale, les marchés se tenaient au début de l'année, au moment de la perception de l'impôt de telle sorte que le paiement du coton était habituellement effectué en tickets d'impôts, et se faisait toujours en présence d'un représentant de l'administration. Théoriquement, ce dernier devait contrôler la régularité des achats en vérifiant les pesées (Tene-Koyzo, 1980). Mais en réalité, il était là pour la perception de l'impôt et fermait les yeux sur les fraudes opérées sur les balances par les sociétés cotonnières en sous-estimant le poids des paniers de coton. Le paysan était toujours surpris à l'annonce du poids de sa marchandise donné par la balance. Mais étant généralement analphabète, il ne pouvait prouver qu'il était volé. Et d'ailleurs les forces de l'ordre (gardes et miliciens) étaient toujours prêtes à le persuader du contraire au cas où il s'entêterait à réclamer le juste prix de son coton.

Aujourd'hui encore, bien que depuis 1994 l'impôt ait été supprimé, tous les mécanismes de fraude décrits ci-dessus subsistent et contribuent à la spoliation des agriculteurs. 28,6% des planteurs interrogés sur les raisons de leur adhésion aux Groupements d'Intérêt Ruraux (GIP) affirment l'avoir fait pour éviter les fraudes dont ils sont victimes. Les prix de l'outillage, de l'engrais et des produits phytosanitaires sont exorbitants au point que les petits planteurs parviennent tout juste avec leur revenu à s'acquitter des frais d'outillage. En 1998-99, 13% d'entre eux n'ont pas pu rembourser entièrement les frais d'outillage ; d'où l'impression de ces derniers d'avoir travaillé pour rien. Un sentiment qui, pendant la période coloniale, aurait justifié le jugement des planteurs de l'époque, qui associaient l'argent de l'impôt à la culture obligatoire du coton, dont les parcelles furent baptisées « champ du commandant » ; image qui a rendu cette culture impopulaire.

## C- LES ACTIVITES EXTRA-AGRICOLES : SURVIVANCES OU STRATEGIES MODERNES DE SURVIE

Comme l'ont si bien souligné Piermay (1977) et Decoudras (1980), les activités extra-agricoles jouent encore un rôle considérable dans la vie sociale et économique des villages. Ce sont des occasions de rassemblements et de fêtes. *"Négligées par l'administration, coloniale puis centrafricaine, elles offrent à la communauté une vie plus autonome"* (Guillemin, 1957). Aujourd'hui, elles sont toujours des activités très appréciées ; notamment dans les régions où la densité de population est faible. C'est ce qui se passe dans la partie Nord de Bambari, où, pendant la partie de l'année où l'activité agricole est nulle, toute la population valide du village part en brousse et laisse aux vieillards la garde des maisons. L'intérêt économique de la chasse et de *"l'extrativisme"*, comme le dit Seignobos (2000), est loin d'être négligeable.

De vastes espaces disponibles permettent la chasse, la pêche et le ramassage et assurent la reconstitution des ressources si l'exploitation est limitée comme c'est le cas dans le cadre des techniques traditionnelles. Dans la région Nord-Est de Bambari, le mode de vie des villageois intègre étroitement chasse, cueillette et agriculture, voire petit élevage et artisanat, alors que l'administration considère le paysan comme un simple cultivateur.

### 1) La chasse

Elle a beaucoup régressé du fait de la multiplication des fusils de chasse de fabrication artisanale, des destructions massives de gibier et de l'occupation du territoire par les éleveurs. Dans le passé, cette activité était collective et nécessitait de longs déplacements (grande chasse). Aujourd'hui, elle est surtout pratiquée par des hommes seuls ou en petits groupes. La chasse au feu garde encore son attrait. Elle commence au début de la saison sèche autour des maisons, et s'étale jusqu'en mars dans toute la savane. Il en est de même pour la chasse au filet et le piégeage. Pour la protection des

cultures, des collets et des fosses camouflées sont disposés près des champs, sur les passages habituellement suivis par les animaux.

Très prisée, la viande de chasse est une source de revenu non négligeable. Elle présente beaucoup moins de dépense en temps et en énergie pour ceux qui la pratiquent, par rapport aux travaux agricoles. En effet, comme nous l'avons signalé plus haut, les fusils et les cartouches ici sont de fabrication artisanale, et le gibier se vend très bien. A Ngouyali par exemple, un gigot d'antilope coûte 1200 FCFA, une perdrix et un lapin 800 FCFA chacun, un céphalophe 1800 FCFA.

## 2) La pêche

C'est surtout une activité de saison sèche, pratiquée essentiellement par les femmes, quand les petits cours d'eau peuvent être barrés par des digues. Cela n'empêche que, d'octobre à janvier, le courant, encore sensible, soit entièrement dévié par les hommes à travers une nasse disposée côté aval du barrage. De cette manière, les poissons qui redescendent la rivière à cette époque de l'année se retrouvent piégés.

En fin de saison sèche, de février à mars, les femmes obstruent entièrement les rivières par plusieurs digues de terre. Dans les étangs ainsi formés, elles pêchent au tamis ou bien vidangent l'eau avec des calebasses pour récupérer ensuite le poisson dans la boue. Des poisons traditionnels (*Tephrosia vogelii*, par exemple) ou modernes comme les insecticides, peuvent être utilisés. Dans les grandes rivières comme la Baïdou, l'Igonda et la Mbounou, les hommes pratiquent de nuit la pêche à la ligne avec appât. Le fil est fixé à des cannes plantées dans le sol ou à un cordeau tendu entre les deux rives. Pratiquée surtout pour l'autoconsommation, les revenus provenant de la pêche sont difficiles à chiffrer. La seule information que nous avons pu obtenir des populations locales, est qu'un tas d'une dizaine de petits silures d'environ deux kilogrammes, coûterait 500 FCFA et 3000 FCFA pour un capitaine de cinq kilogrammes.

### 3) La cueillette

La cueillette concerne de très nombreux produits, alimentaires surtout : fruits et graines consommés comme friandises lors des déplacements en brousse, noix oléagineuse (karité), champignons, plantes à sauce (*Gnetum africanum...*), ignames sauvages et de très nombreuses feuilles que l'on mange comme épinards. En outre, on récolte des plantes à sel, dont la préparation se fait encore dans les villages, et des plantes médicinales. L'activité de cueillette la plus importante concerne le miel. A Ngouyali, 32 % des hommes affirment exercer cette activité. Dans la réalité, seuls deux à trois habitants la pratiquent réellement. C'est en fait une forme rudimentaire d'apiculture. Les ruches (*Dingo*), en forme de gros cigares d'un mètre de long, sont constituées de morceaux d'une écorce résistante recouverts de paille et maintenus par un treillis de lianes. Elles sont placées en un endroit bien ensoleillé sur la fourche d'un arbre effeuillé. La récolte de miel a lieu environ un an après la pose de la ruche. Au moment de la récolte, la ruche est enfumée afin d'endormir les abeilles. Le nid est pressé dans une cuvette, afin de recueillir le miel qui sera vendu brut ou sous forme d'hydromel. Une ruche peut fournir entre 15 et 20 litres de miel. Les trois principaux producteurs du village ont déclaré avoir récolté 825 litres de miel en 2001. Sachant que le prix moyen du litre dans la région est de 400 FCFA, cette activité leur aurait alors rapporté un revenu global de 330 000 FCFA. Si on ajoute le revenu provenant de la cire, on comprend pourquoi certains paysans boudent les activités agricoles, et n'hésitent pas à s'en prendre aux éleveurs pour préserver leur terrain de cueillette.

Comme l'a constaté Piermay (op.cit), le ramassage des termites témoigne bien de la diversité des activités de cueillette. Plusieurs espèces sont recueillies à diverses époques de l'année. Les termites - *Koitè* - (en langue Banda) sont ramassés avant la saison des pluies ; « *la technique utilisée consiste à asperger les termitières d'eau, pour faire illusion d'une pluie aux termites, et provoquer l'envol de l'essaim* ». Le ramassage des termites - *ndanga* - est fait de nuit, immédiatement après les premiers orages ; l'envol de l'essaim est spontané, mais celui-ci est attiré par une torche électrique

placée dans un trou creusé à proximité de la termitière. Certains termites sont consommés sous forme de larves. Les champignons cultivés par les termites grandissent à l'extérieur de la termitière abandonnée, mais seuls sont récoltés les champignons poussant sur les termitières géantes, fabriquées par les termites *ndanga*.

Les produits de cueillette, de chasse ou de pêche ne sont pas seulement destinés à l'autosubsistance du groupe villageois. Ils sont également appréciés des citadins et alimentent des courants d'échanges entre la ville et la campagne. Ainsi gibier, poisson, plantes diverses, miel sont acheminés à Bambari, Ippy et Bria par des commerçants et surtout par des particuliers. L'attrait du gain a provoqué le développement de formes nouvelles de cueillette. Celle-ci n'a, en effet, jamais été une activité figée - les plantes à caoutchouc exploitées sur ordre de l'administration au début du siècle ont été reconverties à d'autres usages ; les *Landolphia* sont maintenant appréciés pour leurs fruits, le Ceara (*Manihot glaziovii*) pour ses feuilles, que l'on mange bouillies (Piermay, op.cit.).

Mais, c'est le marché de consommation urbain qui a provoqué les bouleversements les plus profonds. Autour de Bambari par exemple, le ramassage de l'*Imperata cylindrica*, utilisées par les Banda pour recouvrir les toits de leurs habitations est devenu un travail à plein temps pour certains citadins. Vendues en bottes d'une quarantaine de kilos maximum, ces herbes sont ramassées dans les savanes péri-urbaines. Quant au fagot et au charbon de bois, ils sont devenus de véritables produits de commercialisation.

Le développement du commerce des produits issus de la chasse et de « l'extrativisme » s'explique, comme nous l'avons montré, par les revenus élevés que ces activités procurent à ceux qui l'exercent. Elles sont bien supérieures près des villes, là où l'intensité du trafic permet l'acheminement de produits demandés en grandes quantités par le marché urbain. Près de Bangui, la cueillette permet des revenus annuels de l'ordre de 30 000 C.F.A. pour la vente du bois - qui n'est qu'un sous-produit de l'activité non-agricole - et de 1 50 000 C.F.A. pour le charbon. Comment peut-on expliquer les



différences considérables entre les revenus respectifs de l'agriculture et ceux des activités-extra agricoles ?

La réponse à cette question se trouve dans la stratégie des paysans, de maximalisation de leurs activités. L'agriculture nécessite un investissement en travail très important. Pratiquée selon les méthodes traditionnelles, elle comporte des goulets d'étranglement qui limitent ses possibilités d'expansion. Le plus important handicap est la faible disponibilité des ménages en force de travail (2,4 en moyenne). Il se manifeste surtout au début de la saison des pluies, lorsque succèdent aux derniers travaux de préparation des champs, les semis et les premiers sarclages. En revanche, le facteur limitatif principal de la cueillette est la capacité du milieu naturel. Les prix de ces produits sont élevés, en raison d'une offre relativement faible.

La cueillette garde un rôle persistant dans l'économie de la région, non seulement dans sa fonction traditionnelle, qui est de concourir à la subsistance des hommes, mais de plus en plus sous une forme modernisée, en alimentant des courants d'échanges indispensables aux villes de Bambari, Ippy et Bria. On pourrait affirmer avec Piermay (op.cit.) que, *"faute d'acquisition de techniques agricoles plus productives, la pratique soutenue des activités extra-agricoles est le seul moyen connu par le paysan centrafricain pour l'obtention de gains élevés"*. Ce phénomène est porté à son paroxysme près des villes, là où les incitations aux transformations sont les plus fortes.

En milieu paysan de la commune de Danga-Gboudou, chasse, cueillette et agriculture sont donc étroitement complémentaires. Le calendrier annuel des activités des villageois montre bien qu'il s'agisse d'une véritable vie parallèle, volontairement ignorée par l'encadrement administratif. Or, le groupe villageois reste encore très attaché à cette activité et a besoin par conséquent d'espace pour l'exercer. La situation a changé depuis quelques décennies, à cause de la méconnaissance de la vie paysanne par l'administration qui a favorisé l'installation des éleveurs Mbororo dans l'espace de cueillette de la commune de Danga-Gboudou. Ceci a bouleversé l'organisation traditionnelle de l'espace, provoquant ainsi comme nous le verrons plus loin des heurts et des conflits.

Comme le souligne Seignobos (op.cit), *"l'un des véritables enjeux des ressources entre pasteurs Mbororo et cultivateurs-cueilleurs Banda, se situe largement aujourd'hui, au niveau politique"*. La prise en compte de ces pratiques s'impose, avant le dérèglement de certains biotopes, surtout si l'on veut aboutir à une meilleure gestion de l'espace dans cette région.

## D) LA COLLECTE DES PRODUITS ET L'ACCES AU MARCHE

La collecte des produits agricoles constitue un maillon essentiel de l'économie rurale. En effet, l'existence ou non d'un circuit commercial et les modalités de son organisation contribuent énormément à l'élaboration des stratégies de production des populations rurales. Au Nord-est de Bambari on distingue deux modes de collecte d'efficacité différente : la collecte du coton, la collecte des produits vivriers.

### 1. La commercialisation du coton

Principale culture d'exportation des régions de savanes, le coton, depuis son introduction en 1925, a toujours bénéficié d'un système de collecte efficace. Pendant la colonisation, les compagnies concessionnaires l'assuraient, puis se chargeaient du conditionnement et de l'exportation. Après le départ de ces compagnies, la CFDT a pris le relais en finançant la production, le conditionnement et l'exportation. Jusqu'à ces dernières années, elle est demeurée le principal bailleur de fonds de cette filière.

Ce monopole garantissait au paysan l'écoulement de son produit à la fin de chaque campagne, ce qui n'allait pas sans heurts, bien au contraire. Mais, ces désagréments étaient compensés, par le plaisir annuel des paysans de recevoir en une fois un montant d'argent assez substantiel pour l'époque et la région. Celui-ci permettait de réaliser des investissements de tout genre.

L'organisation de ces marchés de coton au nord-Est de Bambari, a toujours lieu en début de la saison sèche. De fin novembre à mi-janvier, les

équipes d'acheteurs se déplacent dans les villages, pour acheter tout le coton récolté. Les récoltes sont entassées dans des paniers en osier tressés, qui après la pesée sont chargés dans de gros camions. Ces marchés de coton étaient et demeurent encore des occasions de fêtes pendant lesquelles l'alcool coule à flot.

Cependant, depuis quatre ans, ce système n'a cessé de s'effondrer, à cause des fluctuations actuelles des cours. De plus, cette situation est aggravée par la perte de crédit de l'Etat centrafricain auprès des bailleurs de fonds. En conséquence, il est à craindre que le marché national du coton ne tombe entre les mains des opérateurs privés, au même titre que celui des produits vivriers, toujours soumis à la logique de l'informel.

## **2. La difficile commercialisation des produits vivriers**

Contrairement au coton dont la filière est depuis longtemps structurée grâce à l'appui des organismes et bailleurs de fonds extérieurs, (CFDT, Banque Mondiale, etc.), les cultures vivrières ont toujours constitué un domaine de commercialisation libre.

Les denrées récoltées à Ngouyali et dans toute la commune de Danga-Gboudou, font l'objet de transactions intra et inter-villageoises et sont vendues sur les marchés urbains de Bambari, Ippy et Bria. Ces points de vente locaux permettent aux populations agricoles de se ravitailler en biens de première nécessité tels que le savon, le sel, le pétrole, le sucre, etc.

Les principaux marchés hebdomadaires de la commune sont : Tagbara, Gothélé et Maloum. Le marché de Tagbara est situé à 67 Km de la ville de Bambari, au carrefour de la route menant à Gboyo, et de celle reliant Bambari à Ippy. Quant à celui de Maloum situé à 50 km de Bambari, il a lieu tous les mercredis. Distant du marché de Tagbara d'une vingtaine de kilomètres, il est beaucoup plus animé, et donc plus avantageux pour les paysans, car il est également l'un des plus grands marchés à bétail de la Préfecture. Il bénéficie directement des transactions qui y ont lieu hebdomadairement, les Mbororo profitant des revenus issus de la vente de leur bétail pour se ravitailler en produits vétérinaires, en natron et en biens

de première nécessité. Gotchélé situé à 42 km de Bambari est le troisième marché hebdomadaire.

Pour s'y rendre, les populations qui viennent de tous les horizons, et se déplacent à pieds, mettent parfois plusieurs heures pour acheminer leurs produits. Les marchés sont de véritables points de rencontre et de transactions de tout genre. Les commerçants de Bambari, Ippy et Bria viennent y écouler leurs marchandises, et s'y ravitailler en produits vivriers bon marché pour la clientèle citadine. Acheteurs et convoyeurs de bétail, fonctionnaires du ministère de l'Agriculture et de l'élevage, forces de l'ordre les fréquentent également. Ces trois marchés sont les seuls endroits où les villageois ont l'espoir de vendre leurs produits agricoles.

Les prix des produits pratiqués dépendent de l'offre et de la demande, et sont très instables. Les prix officiels ne sont aucunement pratiqués, l'Etat ne disposant d'aucun moyen de contrôle. Les balances sont peu utilisées, sauf pour de gros achats ou pour vendre aux agents administratifs, aux citadins et aux personnes instruites. La méfiance des paysans est grande vis-à-vis des balances, car certains commerçants n'hésitent pas à les fausser en leur faveur. Leur usage est souvent à l'origine de palabres, voire de bagarres. Elles ont été l'une des causes de la mauvaise réputation des commerçants agréés de l'époque Bokassa, et même de celle des agents de collecte du coton. Face à cette réticence des populations locales, les moyens de mesure utilisés pour l'achat du manioc et des céréales sont des assiettes, de tailles variables. Elles vont de la petite assiette de 10 centilitres, utilisée pour la vente de sésame, Le tas à 5 F ou 10 F sert à vendre les tubercules, mais aussi les condiments.

Les prix de certains produits varient aussi avec des saisons. Le cas le plus édifiant est celui du manioc en cossette, forme habituelle de présentation de ce produit par le producteur. La mesure habituelle est la cuvette en aluminium de litres. En saison sèche, elle est de 1500 FCFA. Tandis que pendant la saison des pluies, en raison du manque de soleil et de l'intensité des travaux agricoles, le prix de la cuvette de manioc varie entre 2500 FCFA et 3500 FCFA, voire 5000 FCFA. Les prix varient aussi selon les types d'acheteurs. Généralement, ceux pratiqués entre habitants du même

village ou de villages voisins sont nettement plus bas. Par contre, les étrangers payent beaucoup plus cher. Ainsi, une cuvette de manioc payée à 1500FCFA par les villageois, coûte le double pour les Mbororo, les femmes commerçantes et les agents de l'administration. Les paysans justifient cette augmentation par la soif de maximiser les gains. Toutefois, le fait que ces marchés n'aient lieu qu'une fois par semaine, ajouté à leur isolement, provoque une surabondance de l'offre par rapport à la demande.

### **3. Isolement et marginalité : un sérieux handicap au développement**

L'isolement du Nord-Est de Bambari constitue l'un des plus sérieux handicaps, qui ne permettent pas aux paysans d'écouler régulièrement et entièrement leurs productions agricoles. Nombreux d'ailleurs sont ceux qui ramènent leurs marchandises des marchés sans avoir pu y gagner un seul franc. Les enquêtes menées sur le terrain en juillet 1999 confirment le désarroi de ces populations. En effet, 35,2% d'hommes et 98% de femmes interrogés jugent les difficultés d'écoulement des produits agricoles très préoccupantes. Cela se justifie par le fait que la production végétale occupe la première place dans la formation du revenu global des ménages. Même à Maloum, pourtant fief des Mbororo, plusieurs éleveurs pratiquant l'agriculture nous ont montré d'importants stocks de maïs qui se détérioraient faute de preneurs.

Cet isolement se manifeste à plusieurs niveaux. Tout d'abord au niveau des relations ville-campagne, notre zone d'étude est située entre deux centres urbains. La ville de Bambari est peuplée d'environ 45 000 habitants. C'est le chef lieu de la préfecture de la Ouaka, et jusqu'au début des années 1990, deuxième ville de la RCA. Elle est devancée actuellement par Berberati située au sud-ouest. Quant à Ippy, il est le chef lieu de la sous-préfecture du même nom. Très florissante pendant la colonisation, cette ville située à la lisière des régions « vides » du Nord-Est centrafricain, a perdu sa réputation. On considère généralement que les centres urbains comme ceux que nous avons ici jouent le rôle de moteur du développement des

campagnes environnantes. En effet, grâce au développement d'un courant d'échanges, les zones rurales ravitaillent les villes en produits agricoles, tandis que ces dernières fournissent aux populations villageoises toutes les gammes de produits manufacturés et de matériels modernes. Malheureusement, ni Bambari, ni Ippy jusqu'à ce jour n'ont été capables de créer cette synergie. Elles ne semblent d'ailleurs pas prêtes à le faire, compte tenu de la conjoncture économique actuelle du pays.

Ce manque de dynamisme au niveau local s'explique par la quasi-inexistence de structures économiques solides. Ces villes purement administratives manquent d'industries. A Bambari par exemple, l'usine d'égrainage de coton n'emploie de façon saisonnière que quelques dizaines d'ouvriers. Les seules activités qui subsistent encore se limitent aux commerces de détail, tenus par les Libanais ou les Foulbé qui embauchent difficilement. Ces activités ne suffisent pas à générer une économie urbaine digne de ce nom, c'est-à-dire à avoir un rayonnement sur les campagnes environnantes.

Faute de travail rémunéré, les populations de ces villes sont obligées de se rabattre sur les campagnes environnantes, où elles pratiquent l'agriculture pour vivre. C'est pourquoi Bambari ressemble plus à un grand village qu'à une ville : plus de la moitié de sa population vit en effet de l'agriculture. La population citadine produisant les mêmes denrées que celles de tous les villages de la région, on comprend donc facilement que les paysans aient des difficultés à écouler leurs récoltes. La situation de Ippy est encore pire. Pas d'usines, pas de grands magasins, juste quelques petits commerces et des fonctionnaires dont les retards de salaires ne font qu'augmenter.

La seconde manifestation de l'isolement se trouve au niveau de la distance des marchés, par rapport aux points de production des denrées agricoles. La rareté des routes secondaires et le mauvais état de la route nationale compromettent énormément l'acheminement des produits sur les marchés (et leur écoulement). La distance plus ou moins longue des centres urbains exprime une demande assez forte : le passage de la route nationale mieux entretenue à une route secondaire pleine d'ornières s'accompagne

d'une baisse de prix. La qualité de la route ou le passage d'un car, même hebdomadaire, permettent de vendre beaucoup plus cher que sur les axes délaissés.

Enfin, la dernière manifestation de l'isolement est marquée par les difficultés qu'éprouvent les agriculteurs à évacuer leur production vivrière, des lieux de production vers les villages et les marchés. A titre d'exemple, 97,1% des agriculteurs de Ngouyali habitent pendant les périodes de cultures à 7 km au moins de la grande route, pour les plus proches, et à 25 km pour les plus éloignés. Les habitations agricoles ou « fermes » n'étant desservies que par une piste non carrossable, le transport des récoltes se fait à tête d'homme (surtout de femmes), dans des paniers ou des sacs. Vu les distances (ferme-village-marché) et les multiples cours d'eau à traverser à gué, on mesure combien la corvée est pénible. Seuls ceux qui ont des ânes (5 familles seulement à Ngouyali) sont de temps en temps soulagés de cette.

Face à toutes ces difficultés, le principal souhait des populations est que les autorités politiques, et administratives puissent mettre en place une structure de collecte de leurs produits qu'ils ne peuvent conserver longtemps faute d'installation de stockage.

#### **4. L'intervention de l'Etat : un échec**

L'Etat centrafricain dès l'accession du pays à l'indépendance a essayé d'organiser la commercialisation des produits vivriers sur le mode coopératif. Mais les coopératives créées dans les préfectures s'occupaient dans la plupart des cas seulement de la collecte des arachides.

En 1970, le gouvernement de l'époque avait créé un Office National de Commercialisation des Produits Agricoles (O.N.C.P.A), chargé de toutes les opérations de collecte, de stockage, de conditionnement et de vente des produits vivriers. Malheureusement, l'expérience a tourné court. En effet, cet office a bénéficié d'un monopole pendant deux ans, à la suite desquels la mauvaise gestion et le manque de moyens financiers ont amené le retour à un système mixte : des acheteurs agréés par le Ministère de l'agriculture pouvant collecter certains produits dans une région donnée. Ce système

mixte a été supprimé en décembre 1974 par suite de la dissolution de l'O.N.C.P.A, laissant le champ libre aux commerçants privés, d'abord agréés, puis informels. Aujourd'hui, les paysans ne peuvent compter que sur eux-mêmes, soutenus surtout par la nécessité grandissante, de se procurer de l'argent, afin de satisfaire des besoins nouveaux.

En effet, les bouleversements qui se sont opérés dans la société Banda, ont engendré de nouvelles aspirations : mieux nourrir sa famille, mieux se vêtir, pouvoir se soigner dans les centres sanitaires modernes, être en mesure de scolariser ses enfants, accéder à un habitat décent. Il s'agit, de pouvoir bénéficier des avantages matériels et des agréments qu'offre la société de consommation. Ces aspirations légitimes sont hélas compromises par le manque de filières organisées de commercialisation.

Une telle situation ne fait qu'encourager le développement de réseaux informels de commercialisation qui échappent totalement aux statistiques et aux règles de l'économie « classique ». Les principaux perdants sont les paysans, qui sont très souvent obligés de brader leurs productions. De là proviendrait -en partie tout au moins- leur jalousie vis à vis des éleveurs.

En effet, le bœuf est un produit qui se vend relativement bien en Centrafrique, qu'il soit sur pied ou sous forme de viande de boucherie. Les acheteurs viennent de Bambari, Ippy, Bria, Alindao, Bakala, Grimari voire de Sibut et Bangui pour se ravitailler sur le marché à bétail de Maloum. Les transactions, même si elles profitent surtout aux intermédiaires, rapportent beaucoup plus d'argent aux éleveurs qui peuvent ainsi satisfaire une partie de leurs besoins, qu'aux agriculteurs qui eux, traînent des produits qu'ils peinent à écouler. Il en résulte parfois des réactions disproportionnées, au moindre faux pas des éleveurs.

L'Etat, accusé d'incapacité, n'a cessé de perdre sa crédibilité auprès des agriculteurs, qui l'expriment par le boycott de certaines recommandations techniques édictées par les agents d'encadrement du coton.



## *Conclusion*

Comme nous venons de le voir, les populations agricoles du Nord-Est de Bambari sont confrontées à une conjoncture économique difficile. En effet, les produits vivriers, bien qu'abondants sont difficiles à écouler faute de circuits de collecte organisés, tandis que le coton, est assez mal perçu à cause des contraintes que sa culture impose aux paysans et de son prix d'achat très bas, mais qui a l'avantage d'être toujours écoulé.

Face à cette situation, les paysans qui se seraient bien passés de la culture du coton, sont obligés de continuer à la pratiquer. A cela s'ajoutent les problèmes liés à la cueillette. En effet, véritable alternative permettant aux agriculteurs de compléter leurs revenus, la cueillette est aussi confrontée au rétrécissement de l'espace résultant de l'occupation d'une partie de la région par les éleveurs Mbororo toujours en quête de nouveaux pâturages. Pour se donner la chance de gagner un peu plus d'argent, ces cultivateurs non seulement défrichent annuellement de nouvelles parcelles, mais ont également tendance à augmenter la superficie de celles-ci. Cette pratique se traduit sur le plan spatial, par une migration continue des agriculteurs vers le nord à la recherche de « bonnes terres », et par la naissance, depuis une dizaine d'années, du sentiment que la terre est finie. Mais avant d'aborder cet aspect, il semble important de parler de l'élevage, l'une des principales activités de la région.

## **CHAPITRE IV : LES ACTIVITES D'ELEVAGE : MUTATIONS ET DIFFICULTES**

### **A. SITUATION DE L'ELEVAGE DANS LE NORD-EST DE BAMBARI**

Présent depuis plus d'un demi-siècle, dans la sous préfecture de Bambari (précisément la partie Nord-Est), comme dans la plupart des régions de savanes centrafricaines, l'élevage est devenu l'une des principales activités économiques. Elevage bovin et élevage du petit bétail, sont pratiqués, en grande majorité par les éleveurs Mbororo, mais également par quelques agriculteurs Banda.

#### **1. L'élevage bovin**

##### **a) L'élevage transhumant Mbororo**

Le système transhumant de saison sèche (à la recherche d'eau et de pâturages) est le système d'élevage dominant à Ngouyali comme dans les autres régions de savanes de Centrafrique. En effet, dans les régions sahéliennes, certains Peuls pratiquent la transhumance de saison des pluies, dont la motivation est alors l'éloignement du bétail des zones les plus cultivées ainsi que l'utilisation des pâturages là où il n'y a pas d'eau en saison sèche. D'autres pasteurs enfin, pratiquent ces deux types de déplacements. Souvent, la transhumance, quelle qu'en soit la saison, permet de connaître de nouvelles régions et d'établir des contacts en vue d'un déplacement définitif de tout le groupe. C'est pourquoi, la transhumance (avec retour au point de départ) et la migration sont liées.

Ce qu'il faut souligner, c'est que ce système d'élevage, concerne 98 % de la production bovine nationale, et 100 % de la production laitière (Thomé et al., 1996). Dans les villages, la silhouette des éleveurs Mbororo vêtus de leurs grands boubous et de chaussures en plastique, arc et carquois en bandoulière, un long bâton sur l'épaule, est devenue familière. Pour les agriculteurs, ces pasteurs constituent une clientèle très importante, dont les

allées et venues entre les zones de pâturages de saison sèches et celles de saison de pluies, rythment la vie des villages. Le grand nombre de têtes de bétail qu'ils traînent avec eux n'impressionne plus les populations Banda, même si ces troupeaux restent très difficiles à dénombrer.

### *1) Un cheptel aux effectifs mal connus*

Il est difficile aujourd'hui encore, de connaître statistiquement le nombre de pasteurs installés dans la région. En effet, les déplacements continuels, la dispersion des campements (*Waldé*), la variabilité des structures hiérarchiques, les stratégies d'évitement, sont autant d'obstacles au contrôle par une administration, d'autant plus sédentaire qu'elle est dépourvue de moyens financiers et logistiques. Le recensement administratif de 1999-2000 dans l'ensemble de la commune d'élevage de Ouro-Djafun fait état de 20 773 habitants Mbororo, dont 4 650 environ (soit 516 familles de 9 personnes en moyenne) vivent dans notre zone d'étude. En 1967, on ne comptait à peine que 3 033 Mbororo et déjà 11 500 en 1988 ; c'est dire combien ce centre d'élevage est attractif.

L'effectif total du cheptel bovin des 516 familles Mbororo recensées dans notre zone d'étude, est estimé à 46 000 têtes environ, soit un troupeau moyen de 89 bovins par famille. D'après les services d'élevage, l'intervalle de confiance de ces chiffres serait de 15,90 % avec un coefficient de sécurité de 95 % ; ce qui nous donne un troupeau moyen variant entre 74 et 104 bovins<sup>16</sup>.

Comme une des techniques d'évitement vis-à-vis de l'administration consiste à minimiser le nombre de têtes, on peut raisonnablement penser que le chiffre supérieur est le plus proche de la réalité. Le cas du troupeau de l'Ardo M.M. confirme cette hypothèse. En effet, lors de l'une de nos premières rencontres, ce dernier nous avait affirmé ne détenir qu'un "pauvre" troupeau de 57 têtes de bovins. Quelques semaines après, lorsque nous nous sommes revus pour parler de sa façon d'exploiter les pâturages, il

---

<sup>16</sup> Chiffres recueillis auprès des Services de statistiques et de suivis de l'ANDE.

nous a affirmé avoir divisé son troupeau en trois groupes. Chaque troupeau est gardé par deux à trois bergers. Quelques mois après, nous avons découvert en visitant les troupeaux que son cheptel, l'un des plus importants de la région, était estimé à près de 750 bovins. Les situations de ce genre sont quasi-générales en milieu Mbororo. Nous avons constaté lors de nos enquêtes auprès des Mbororo, que chaque fois qu'on leur posait des questions sur le nombre de leur bétail, les réponses demeuraient toujours vagues. A plusieurs reprises, des réponses du genre : "Chef, est ce que vous communiquez le montant de votre compte en banque à tout le monde ?" nous ont systématiquement été retournées.

Les chiffres recueillis lors des récentes campagnes de vaccination nous en donnent un autre exemple.

**Tableau 3. Evolution du cheptel bovin Mbororo**  
(d'après les résultats de vaccinations)

<b>Année</b>	<b>Effectif</b>
1994	41 068
1995	33 184
1996	22 681
1997	23 033
1998	14 172
1999	8 495

A première vue, les chiffres font croire à une diminution spectaculaire du cheptel bovin dans la région, lequel cheptel serait passé de 41 068 en 1994 à 8 495 seulement en 1999, soit une baisse de 79,3 % en cinq ans. En réalité, les choses semblent différentes, car une telle situation suppose l'existence de causes graves (conflit armé, épizootie...) qui pourraient provoquer la mort ou le départ d'une grande partie du cheptel. Or il s'avère qu'en dehors d'attaques ponctuelles des coupeurs de route, aucune épizootie et encore moins un conflit armé ne s'est déclaré pendant cette période là. De plus,

comme nous le verrons plus loin, les éleveurs eux-mêmes se plaignent de la surcharge des pâturages.

Face à cette situation, il est fort probable que cette diminution du nombre de bovins vaccinés, loin d'être le reflet d'une diminution notable du cheptel, témoigne d'une stratégie volontaire des éleveurs, qui par ce biais refusent de communiquer le nombre exact de têtes de bétail de leur troupeau. Une attitude qui se justifierait par la crainte de l'augmentation de la dîme traditionnelle payée au maire, mais également par la volonté d'éviter la pression des autorités politiques et administratives.

A supposer qu'une épizootie vienne à se déclarer (ce que nous ne souhaitons pas), il ne serait pas étonnant que le nombre de bovins que les éleveurs présenteraient à la vaccination, dépasse largement les chiffres actuels. L'exemple de 1983 demeure encore en mémoire. Cette année là, plus de 2 240 000 bêtes furent vaccinées, alors qu'on croyait que du fait de la réforme agraire de 1970 qui provoqua l'affaiblissement des structures d'encadrement, le cheptel serait nettement inférieur. Ce n'était pas le cas. La situation s'explique tout simplement par le fait, que la plupart des Mbororo ne font vacciner leur bétail que quand il y a un réel danger d'épizootie. Autrement dit, seule une infime partie du bétail est présentée aux techniciens de l'élevage. Le reste du troupeau est maintenu sans soin, ou le Mbororo s'arrange à les administrer lui-même. Cette situation rend très difficile la mise en place d'une politique rigoureuse de gestion des pâturages ; des difficultés accentuées par des déplacements saisonniers d'une grande partie des éleveurs.

## *2) Calendrier saisonnier des activités pastorales*

Le calendrier annuel de l'éleveur Mbororo diffère radicalement de celui du paysan. Ce calendrier est calqué sur l'alternance des saisons sèche et humide, qui conditionne l'état des pâturages de la région. La saison de reprise des pâturages attendue, c'est la saison des pluies, lorsque les cours d'eau inondent leur vallée, lorsque les herbes parent la savane d'un vert

tendre. Comme le souligne Boutrais (1985), "*en bonne année, c'est la liberté retrouvée - on peut se déplacer sans difficulté, l'herbe verte n'a pas encore ses graines épineuses, dards qui gênent la marche ; l'eau est partout. Les animaux ont repris force et le lait coule en abondance. On se rend visite, libéré de nombreuses tâches*".

La saison dure, difficile, éprouvante, c'est la saison chaude de fin septembre à mi-mars. Les hommes marchent à longueur de journée, mangent peu, sont faibles, le lait est rare. Le travail est à son maximum ne laissant que peu de temps à l'alimentation. La saison des pluies porte l'avenir de toute l'année suivante : toutes les ressources en eau de surface et en herbes annuelles sont acquises jusqu'à leur retour.

La carte des pâturages annuels, reproduit de façon exhaustive l'organisation de l'espace pastoral de la sous préfecture de Bambari. Sur cette carte (à dire d'acteurs) réalisée d'après des renseignements recueillis auprès des éleveurs locaux, on constate que les pâturages de saison de pluies sont surtout situés sur le plateau de la Baïdou-Goubali, irrigué par les rivières Baïdou , Mbounou et leurs affluents. Quant aux pâturages de saison sèche, on les retrouve quasiment tous au sud, au bord des rivières Yambélé (sous préfecture d'Alindao) et Ngakobo, et au Sud-Ouest : rive inférieure de la Ouaka, plaine de l'Oubangui aux environs de Kouango. En dehors de cette localisation classique des pâturages de saison sèche, il faut ajouter autres zones de pâturages (rives de la Baïdou et région de Atongo-Bakari, où le bétail ne bouge pratiquement pas. C'est vers ces différents pâturages de saison sèche, que se dirigent les éleveurs du Nord-Est de Bambari, quand viennent les moments de transhumance.

### 3) *La transhumance*

Il y a trois variantes nominales pour désigner la transhumance : *ceedol*, *seedol* et *sheedol*. Ces nominaux ont les mêmes racine que *ceedu* (la saison sèche) et que le verbe *seedogo* ou *sheedugo* (passer la saison sèche)

auquel s'adjoint souvent l'infixe désignant la distance (*oy*) soit : *seedoygo* ou *sheedoygo*.

Théoriquement, les éleveurs installés la région Nord-Est de Bambari qui enregistre des précipitations annuelles situées entre 1300 et 1400 mm de pluies en moyenne, pourraient ne pas aller en transhumance. Mais les éleveurs interrogés à propos de cette pratique, disent être plus ou moins contraints à la transhumance qui est toujours dans sa durée et son éloignement, une adaptation aux conditions climatiques de l'année. Plus de la moitié du cheptel pâture pendant la saison des pluies dans la région, participe à cette migration annuelle.

Bien que la pratique de la transhumance soit très répandue, elle n'est cependant pas uniforme et revêt des caractéristiques particulières liées aux raisons de départ, à la prise de décision, à la durée et à l'amplitude du déplacement. De plus, elle dépend de l'endroit choisi, ainsi que du partage de la famille et (ou) du troupeau.

La raison principale qui préside à la décision de transhumer, est tout d'abord d'ordre environnemental. A ce propos, le tableau ci-dessous nous en donne des éclaircissements.

**Tableau 4. Situation écologique et transhumance**

*(Enquêtes de terrain, septembre 1999)*

<b>Etat de l'environnement</b>	<b>% d'éleveurs interrogés</b>
Herbes trop hautes	43
Recherche de meilleurs pâturages	21
Tarissement cours d'eau	16,5
Pullulement des tiques	14
Autres	5,5

Le tableau fait apparaître que la décision de transhumer tient compte de l'état du pâturage en fin de saison de pluies et des possibilités à trouver un endroit sain pour le bétail, au pâturage abondant, avec point d'eau non tarissable. Le bon pâturage fait en effet parti de l'éden rêvé du Mbororo.

En fin de saison des pluies l'herbe haute se lignifie, perdant ainsi une bonne partie de sa qualité nutritive. L'eau par contre est abondante dans la région, mais les éleveurs affirment que les rivières ont de plus en plus tendance à tarir ces dernières années. Aussi, le rapprochement des grands cours d'eau s'avère comme Ouaka, Baïdou, Bangui-Kette, Ngakobo, voire l'Oubangui s'avère nécessaire. Autre cause de départ, les tiques sont évoquées par 14% d'éleveurs. Boutrais (1994) affirme que leur prolifération est favorisée par un stationnement prolongé du bétail sur un même site. Le départ des éleveurs en transhumance permet donc de casser la chaîne de développement de ces bestioles vecteurs de gale.

A côté de ces critères techniques, interviennent des critères sociaux et économiques tels que la rencontre des parents d'une même lignée, ou la facilité de s'approvisionner en manioc. D'après les données de l'ANDE complétées par nos propres enquêtes, la décision de transhumer est prise par :

L'éleveur	76 %
Les collatéraux	15 % (souvent les grands frères)
Le fils aîné	2 %
L'ardo	6 %
Le berger	1 %

---

100 % d'éleveurs transhumants

A travers ces chiffres, on constate que l'influence des Ardo'en sur les éleveurs quant à leur décision de transhumer n'est pas aussi déterminante que ce que l'on croit : 6 % seulement contre 76 % pour les chefs de famille. Ce comportement trouve son explication dans le fait, que l'Ardo ne jouit que d'une autorité morale, et n'a aucun pouvoir coercitif sur ses membres. C'est pourquoi ce sont les chefs de familles, dont l'âge varie entre 40 et 60 ans qui décident du lieu de la transhumance. Avant chaque départ, ils partent en reconnaissance pour s'assurer de l'état des lieux : continuité des alliances tissées avec les populations des zones d'accueil, état des pâturages, etc. Ce n'est qu'à leur retour que les départs sont décidés.



**Tableau 5. Amplitude des transhumances**  
(Enquêtes, septembre 1999)

<b>Distance(en km)</b>	<b>Pourcentage</b>
- de 50	26
de 50 à 100	28
Plus de 100 km	46

La durée moyenne de transhumance est de 6 mois, et l'amplitude des déplacements varie d'une trentaine, à plus d'une centaine de kilomètres.

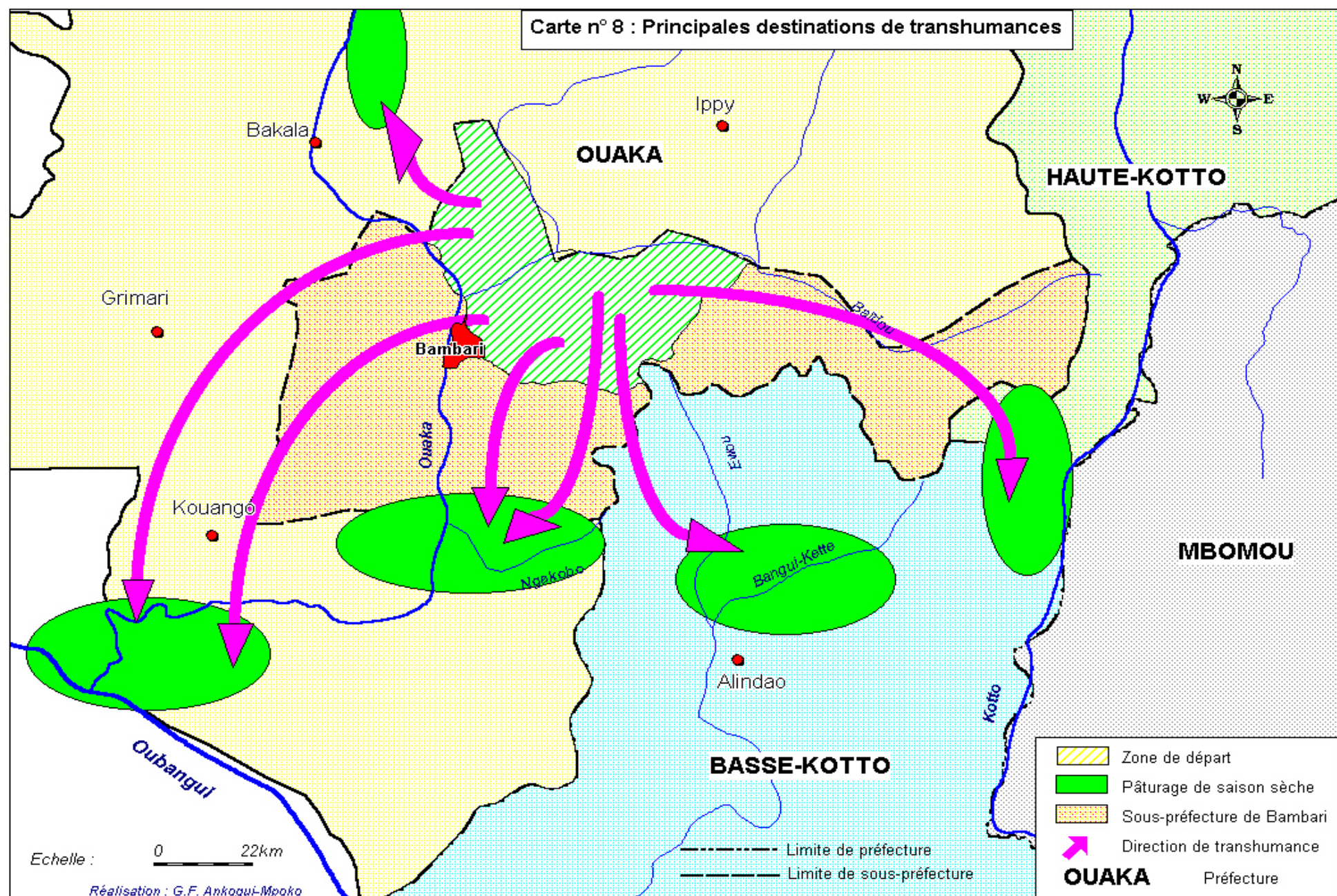
Ces déplacements s'effectuent généralement vers le sud, région de Bangui-kette, Ngakobo et Kouango pour les transhumances de longues distances, et sur les rives de la Baïdou pour celles de courtes distances. Les temps de voyages varient également selon les familles et la distance à parcourir. Ils sont en moyenne de 5 à 10 jours pour les trajets de plus de 100 kilomètres, et beaucoup moins pour les autres cas.

**Tableau 6. Principales zones de transhumance**

<b>Zone</b>	<b>Pourcentage</b>
Bangui-Kette	37
Ngakobo	42
Kouango	11
Atongo-Bakari	2
Baïdou	8

*D'après les enquêtes de terrain (septembre 1999)*

Dans 77 % de cas, les éleveurs déclarent effectuer un circuit de transhumance identique pendant plusieurs années, ce qui confirme l'existence d'alliance entre les populations des zones d'étape et d'escale. Dans 76 % des cas, le campement et le pâturage de saison sèche où vient s'installer l'éleveur est préparé par un feu de brousse, allumé par les précurseurs.



Les éleveurs estiment que le campement de saison de pluies, abandonné pendant la transhumance est occupé par d'autres éleveurs dans 22 % des cas. Malgré cette proportion relativement faible, les éleveurs se plaignent de cet état de fait, par crainte de voir amener par d'autres éleveurs de nouvelles maladies ou parasites (tiques) qui risquent de contaminer le pâturage. Les enquêtes menées sur les éleveurs qui remplacent ceux de notre zone d'étude pendant la saison sèche (période transhumance), montrent que ceux-ci viennent surtout du nord (sous préfecture de Ippy, Bria,). Ils sont en majorité constitués de Ngadjawa, de quelques familles Oudda et Rompo.

Parmi les éleveurs qui transhument, chaque famille adopte une organisation qui tient compte de facteurs familiaux, sociaux et techniques.

**Tableau 7. Famille et transhumance**

Type de départ	Pourcentage
- Départ de toute la famille	58
- Départ d'une partie de la famille	42

*D'après les enquêtes de terrain (septembre 1999)*

La proportion de familles dont une partie part en transhumance est inférieure à celles dont toute la famille se déplace. Il existe des nuances selon les groupes, l'ancienneté d'installation et l'importance du troupeau.

Chez la quasi-totalité des Djafun et Wodaabé, anciennement installés dans la région, seule une partie de la famille amène le bétail en transhumance : généralement les jeunes sous la direction d'un aîné. Cela s'explique par le fait que ces éleveurs sont, d'une part d'avantage engagés en grand nombre dans agriculture, et préfèrent rester sur place pour surveiller leurs champs. D'autre part, comme nous l'avons déjà vu dans le chapitre I, ce sont exclusivement les ressortissants du groupe Djafun (précisément Faranko'en) qui s'occupent de la gestion politico-administrative de la commune d'élevage ; ce qui empêche souvent les adultes d'effectuer de longs déplacements qui nuiraient au bon fonctionnement des institutions. Par

contre chez les nouveaux venus (Ngadjawa, Ngadji, Boganko'en, etc.), c'est toute la famille qui se déplace chaque année.

Enfin, l'analyse par catégorie d'éleveurs montre que les éleveurs possédant plus de 200 têtes de bétail pratiquent moins que les autres le départ avec la famille entière (28 % contre 48 % en moyenne). Pour les familles partageant le troupeau, le troupeau résiduel (*surezzi*) restant au campement de saison des pluies en période de transhumance dépasse rarement 20 % du cheptel total.

Interrogés sur leur perception de la transhumance de nos jours, tous les éleveurs déclarent unanimement attacher beaucoup d'importance à cette tradition, qui garde selon eux un caractère bénéfique très marqué au niveau de la fécondité du bétail. Toutefois, 38 % estiment qu'il y a changement depuis une quinzaine d'années soit dans la durée, soit dans l'amplitude. Les éleveurs âgés évoquent des transhumances d'environ 3 à 4 mois et considèrent qu'actuellement tous les bons pâturages sont occupés par les nouveaux venus, alors qu'ils étaient autrefois disponibles pour la transhumance. En outre, ils jugent que la saison sèche est de nos jours très marquée et que la durée de transhumance s'est rallongée. Mais ils soulignent également que l'élevage est de moins en moins leur chasse gardée : les Banda aussi commencent à s'y intéresser.

#### b) L'élevage sédentaire Banda

Ce n'est que vers 1952 que des agriculteurs centrafricains commencent à élever quelques bovins, et encore cet élevage se fait-il de manière volontaire sous la houlette du service de l'élevage qui tente comme l'affirme Suchel (1967), *"d'introduire du bétail trypano-tolérant de race "baoulé" et "ndama" en milieu sédentaire"*.

Les « baoulés » et les « ndama » appartiennent à la famille des taurins (bovins sans bosse). Ce sont des animaux sédentaires, de plus petite taille que les zébus et aux cornes plus courtes. Ces deux espèces bovines importées de la Guinée et de la Côte-d'Ivoire, ne sont pas entièrement immunisées vis-à-vis de la trypanosomiose ; mais à la différence des zébus,

elles tolèrent cette maladie (elles sont "trypano-tolérantes") par accoutumance progressive.

Cette politique s'est poursuivie jusqu'en 1960, sur financement FED. Ce financement a permis l'introduction de 2400 génisses. La voie optée pour l'instauration de cet élevage paysan est celle du « métayage ». Les animaux (6 femelles et un mâle) sont confiés de préférence au départ à des notables (Députés, chefs de cantons, chefs de villages), qui espère-t-on feront exemple. L'Etat devait ensuite récupérer ces animaux après 5 ans, à partir du croît du troupeau, sous la forme d'un troupeau identique et jeune. Puis celui-ci devait être attribué à un nouveau « métayer ». Malheureusement, cette opération qui commençait à porter ses fruits au bout d'une dizaine d'années (croissance rapide des troupeaux et développement de la culture attelée), faisait l'objet d'un encadrement très lourd et très coûteux. La réforme agraire de 1970 porte un coup fatal à cette opération de diffusion du bétail trypano-tolérant en milieu paysan. Alors que les effectifs sont voisins de 8 000 têtes en 1970 dans la sous préfecture de Bambari, ils chutent à 1115 têtes en 1983-1984. Actuellement on ignore quels en sont les effectifs exacts, faute d'un recensement complet, difficile à mener tant à cause de la dispersion des troupeaux que des changements de propriétaires.

Cet élevage impulsé de l'extérieur, après avoir connu des débuts prometteurs, s'est donc en grande partie effondré mais n'a pas disparu, notamment dans le secteur Nord de Bambari où l'on trouve encore de véritables éleveurs de bétail trypano-tolérant.

En effet, la commune de Danga-Gboudou est l'un des pôles de l'élevage bovin sédentaire paysan en Centrafrique. Sur les 91 % des agriculteurs interrogés qui affirment pratiquer l'élevage, 45 % pratiquent l'élevage bovin. Cet élevage Banda naissant, recouvre trois types d'éleveurs que l'on peu classer en deux groupes.

Le premier groupe est celui des anciens « métayers » propriétaires de bétail trypano-tolérant. En 1999, on comptait 84 éleveurs de trypano-tolérants, pour un cheptel de 735 bœufs, soit un troupeau moyen de 8 têtes de bovins par éleveur.

Le second groupe est celui des nouveaux agro-éleveurs, constitué d'exploitants agricoles qui, grâce aux revenus tirés de la vente de produits agricoles, capitalisent dans le bétail. D'après la Direction régionale de l'Est, il y aurait environ 400 agro-éleveurs dans la préfecture de la Ouaka pour un cheptel estimé à près de 3000 têtes de bétails. D'après les données recueillies dans les villages, la commune de Danga-Gboudou notre zone d'étude, en abrite 1794 repartis entre 78 éleveurs ; soit un effectif moyen de 23 têtes de bétail par troupeau. Au-delà de cet effectif moyen, la taille des troupeaux est variable. Ainsi certains grands agro-éleveurs comme l'un des anciens maires de la commune, ont un troupeau de plus de 100 bovins.

Sur le plan géographique, les troupeaux se concentrent dans quelques grands villages où les contacts avec les éleveurs sont très fréquents. C'est le cas de Goubali, Ngouyali, Séko, Andjou, Gotchélé, Tagbara .

La dernière catégorie d'éleveurs enfin, renferme les exploitants agricoles qui possèdent 1 à 2 paires de bœufs de trait. L'effectif du troupeau de cette dernière catégorie est très mal connu. Le village Ngouyali à lui seul comptait en 1999 une trentaine de paires.

Ce bétail qui ne bénéficie quasiment pas de suivi sanitaire est généralement laissé en divagation dans le village ou dans les fermes, quand il n'est pas occupé dans les champs. Avec le développement de cet élevage et l'augmentation des effectifs, certains propriétaires ont de plus en plus tendance à confier leur bétail aux éleveurs peuls ou ont recours aux services de bergers. Mais l'élevage dans la région ne se limite pas qu'au gros bétail, le petit élevage occupe une place non négligeable.

## **2) Le petit élevage**

Le petit bétail (cabris, porcins, ovins, volaille) concerne toutes les exploitations, Mbororo comme Banda. C'est pour les Banda un élevage d'appoint, occasionnellement sacrifié lors des deuils ou pour recevoir les visiteurs. Pour les Mbororo, la vente du petit bétail (surtout les ovins) constitue un complément non négligeable du revenu de la famille qui permet



souvent d'éviter la vente d'un bœuf. Le tableau ci-dessous donne une idée de l'effectif du petit bétail dans notre zone d'étude.

**Tableau 8. Effectif du petit bétail**

Type d'élevage	Effectif	Proportion
Caprin	1135	18,2
Ovin	2438	39,2
Porcin	224	3,8
Volailles	2415	38,8

*Source : Direction régionale de l'ANDE*

L'analyse du tableau ci-dessus, fait ressortir la prépondérance des ovins et de volailles qui représentent respectivement 40% et 38% de l'effectif global du petit élevage. Puis viennent les caprins. Quant à l'élevage de porcin, il ne représente qu'à peine 5% de l'effectif. L'importance de l'élevage d'ovins ici s'explique par le fait qu'il est surtout l'apanage des éleveurs Mbororo qui l'utilisent souvent pour remplacer le gros bétail dans certaines cérémonies ou pour la vente.

**Tableau 9. Proportion de petit bétail et volailles par communauté**

Type d'élevage	L'élevage Banda		L'élevage Mbororo	
	Effectif	%tage	Effectif	%tage
Caprin	990	87	145	13
Ovin	80	3	2358	97
Porcin	227	-	-	-
volailles	1483	61	932	39

*Source : Direction régionale de l'ANDE*

Quant aux volailles, elles constituent le petit élevage d'appoint par excellence, pratiqué le plus souvent par femmes et enfants. Le tableau sur la proportion du petit élevage par communauté montre que l'élevage des caprins est surtout une activité de villageois sédentaire (87%). En effet, les

chèvres naines élevées en RCA sont une race endogène que les éleveurs commencent à adopter, car jugées plus résistantes que leurs cousines du Sahel, hautes sur pattes et plus fragiles. La faible proportion de porcins, provient de leur réputation de « saboteurs », mais également du fait que leur élevage est strictement interdit dans la zone pastorale pour des raisons religieuses<sup>20</sup>.

Autant que les bovins, les caprins et les porcins très abondants ici, sont livrés à la divagation ainsi que la volaille qui, dans la plupart des cas passe la nuit dans les branches d'arbres fruitiers très nombreux dans les villages.

Comme nous venons de le voir, la région Nord de Bambari est l'une des plus grandes zones d'élevage du pays. Le cheptel non seulement est abondant, mais varié. Mais cet élevage ne va pas sans problème. En effet, depuis quelques années, il est sujet à de graves difficultés, tant sur le plan sociologique que technique.

## B. DES CONDITIONS DE PRATIQUE DE L'ELEVAGE DIFFICILES

### 1) Des conditions sanitaires précaires

Comme l'ont si bien montré LEMASSON et RAMEYOKO (1990) dans leur étude, le premier souci exprimé par les éleveurs lors de nos enquêtes concerne la santé du bétail. Parmi tous les éleveurs interrogés, aucun n'a omis cette préoccupation qu'ils jugent constante et de plus en plus pressante. Les éleveurs citent la babésiose (48%) et la trypanosomiase (42%) d'abord, la fièvre aphteuse ensuite (17%). Les produits permettant de traiter cette affection le Bérénil et le Vériben, viennent également en première position dans les ventes de produits vétérinaires effectuées par la Fédération nationale des éleveurs centrafricains (FNEC). Il y a là une ambiguïté que les éleveurs eux-mêmes soulignent. La maladie s'accroît alors que le produit est de mieux en mieux diffusé et la formation assurée. En effet, en plus des dépôts FNEC, les produits sont également distribués par les vendeurs FNEC,

---

<sup>20</sup> La religion musulmane pratiquée par les Djafun, interdit l'élevage et la consommation de la viande de porc, jugée impure.



les groupements d'intérêt pastoraux et les commerçants. D'après les enquêtes effectuées en 1998 par l'équipe de la cellule "suivis et évaluations" de l'ANDE, les dépenses varieraient de 22 000 FCFA à 52 000 FCFA par éleveur par an.

Depuis 1985, un programme de formation à l'utilisation des produits vétérinaires et en particulier au respect des dosages a été mis en place. Une évaluation de la cellule suivis et évaluations de Agence nationale de développement de l'élevage (ANDE) estimait en 1990 que 54% des éleveurs jugeaient leur formation satisfaisante, 37% moyennement satisfaisante et seulement 9% la trouvait insuffisante.

Comment alors malgré toutes ces conditions favorables, 60% des éleveurs interrogés aujourd'hui, affirment rencontrer des problèmes pour traiter leurs animaux et notamment le manque de médicaments (42%) ?

Les entretiens avec les éleveurs, les agents de la FNEC et ceux de l'A.N.D.E permettent d'émettre un certain nombre d'hypothèses.

Le bétail du fait de la présence de différentes espèces de glossines dans la région de Bambari, traîne de façon latente un taux d'infestation trypanosomienne très élevé qui conduit à la longue à un affaiblissement général du bovin, sur lequel se greffe une piroplasmose rapidement foudroyante.

La dégradation des pâturages dans la région (envahissement par l'Herbe du Laos et les ligneux, savanes tendant à devenir mono spécifiques par apparition de *Panicum phragmitoïde*) entraînerait vraisemblablement des déséquilibres nutritionnels et des carences pathologiques. Ces derniers aggraveraient l'affaiblissement du bétail et favoriseraient de ce fait leur sensibilité aux autres maladies.

Cette situation est d'autant plus grave que les pâturages sont de plus en plus infestés par les tiques, vecteurs de la piroplasmose et de la coudriose ; de plus, la fermeture des bords détiqueurs à cause du coût prohibitif des produits, fait qu'actuellement le détiquage de tous les troupeaux se fait manuellement. Il n'est donc pas étonnant que les éleveurs ayant un troupeau important soient dépassés et que le pullulement des tiques occasionne des dégâts importants dans le troupeau.

L'efficacité des produits est souvent mise en cause. C. Lemasson (1992) cite une enquête de la FAO (Dr Mawana, 1990) qui aurait confirmé qu'une chimiorésistance trypanosomienne déjà ancienne existait en RCA (1960) et qu'elle se situait actuellement à un pourcentage situé entre 10 et 15 %. C'est cette chimiorésistance que les spécialistes attribuent aux causes suivantes : sous dosage lié à la mauvaise appréciation du poids des animaux, formation d'abcès au point d'injection diminuant l'efficacité du produit, non-respect de l'intervalle prescrit entre les traitements, qui expliquerait en partie la recrudescence de cette maladie dans la région.

Enfin la mauvaise utilisation des produits par les éleveurs formés à la va-vite (quatre jours de formation généralement) pose de sérieux problèmes. En effet, volontairement (pour économiser de l'argent et souvent par ignorance) les produits administrés aux bétails sont soit mal dosés, soit ce sont les intervalles entre les traitements qui ne sont pas respectés. Ainsi, à cause du coût prohibitif des produits vétérinaires, *"on tombe dans le cercle vicieux d'un bon traitement non renouvelé et qui ne produit pas l'effet escompté mais à l'inverse se retourne contre soit"* (C. Lemasson, op.cit).

En tout cas au vu des affirmations des éleveurs, un des principaux changements en élevage est la baisse de la mortalité. Mais, ils affirment d'autre part que la fécondité des vaches a beaucoup baissée ; ce qui fait dire à C. Lemasson (op.cit), qu'il ne s'agit pas de tant de mortalité que de morbidité, avec pour corollaire une baisse importante de fécondité.

## **2) Une faible mise en commerce des produits de l'activité**

Tout d'abord, les éleveurs Mbororo mettent peu de leurs bêtes en vente pour un ensemble de raisons techniques et surtout culturelles. Premièrement, le troupeau a en général une faible reproduction annuelle : faible fécondité, fort taux d'avortement et mortalité post-natale sont les explications que fournissent les Mbororo. A en croire Mathieu (1988), sur un troupeau de 100 bêtes (40 vaches) il est difficile de voir naître plus de 22 veaux par an et dont en sus 1/3 en moyenne ne survivront pas.

Surtout, le troupeau est pour les Mbororo un de patrimoine. Il représente un capital obligatoire pour conserver une sécurité minimum face aux problèmes incontournables qui peuvent surgir : épizootie (telle que la peste bovine de 1983), prédateurs, bêtes égarées, besoin monétaire pour assurer un incident médical, etc. Il est avant tout ce qui leur permet d'acheter toute leur nourriture car l'éleveur jusqu'à un passé récent ne cultivait que peu.

La taille du troupeau est aussi un symbole de réussite, de richesse d'autorité et de lien social. L'éleveur lui porte une passion ancestrale, aussi préfère-t-il le voir prospérer et s'accroître au mieux plutôt que d'en tirer profit comme un véritable outil de production.

En conséquence, le grand nombre de bétail dont dispose les Mbororo, et qui représente un capital potentiel important, est peu valorisé économiquement et seulement en cas de besoin. Cette faible exploitation économique du troupeau, explique pourquoi certains éleveurs à la limite de la précarité. Une récente étude du Ministère de la coopération française de 1998, fait état de 670 000 FCFA, soit l'équivalent de 10 bêtes plus les produits laitiers. Ce revenu doit lui permettre d'assurer les besoins usuels de sa famille et l'entretien de son troupeau (soins sanitaires, médicaments, vaccinations, natron, ...). Mais comme les dépenses pour l'alimentation et les besoins usuels de la famille sont énormes, on comprend pourquoi la majorité des éleveurs se plaint aujourd'hui de disposer de trop peu de disponibilités monétaires pour pouvoir augmenter la part qu'ils réservent à leur troupeau. Aussi, beaucoup sont obligés de diversifier leur activité pour faire face à la crise. Dans la zone agropastorale ils s'orientent surtout vers l'agriculture.

A la différence des agro-éleveurs dont la diversification des activités traduit un enrichissement, ces éleveurs se mettent à la culture par nécessité, dans le but de réduire leur déstockage de bétail et de tenter par ce biais une recapitalisation de leur troupeau. Le mouvement, déjà perceptible en 1985 dans L'Ombella-Mpoko (C. Lemasson, Remayeko, 1990), suite à l'épidémie de peste bovine de 1983 a pris de l'ampleur. Celle-ci avait provoqué la fermeture des marchés à bétail, privant les éleveurs de leur seul

moyen d'obtenir du numéraire pour acheter les produits alimentaires de base.

En 1985, C. LE MASSON et Remayeko (op.cit) avaient déjà constaté un engagement agricole des éleveurs relativement important puisque 48 % des éleveurs pratiquaient l'agriculture. Les enquêtes de 1999 ont conclu à une accentuation du phénomène. En effet, 54% des éleveurs interrogés affirment pratiquer l'agriculture. Les éleveurs sont particulièrement dépendants du disponible en céréales et tubercules présentés sur les marchés, pour leur alimentation de base. La crise financière et alimentaire de 1983 les a conduit à diversifier la production pour diminuer leurs risques.

D'autre part, à la même époque la maladie du manioc (cochenille farineuse) a provoqué son renchérissement. L'auto production agricole est alors apparue comme moyen de se prémunir contre ces aléas.

La reconversion agricole en milieu éleveur de l'Est, date de la fin des années 1980 et est ultérieure à celle de la zone Ouest. D'après les deux auteurs ci-dessus cités, on compte 3,6 années de mise en culture en moyenne contre 5,25 pour la région de Bouar-Bocaranga-Baboua. Curieusement, les raisons qui président à cette reconversion sont les mêmes que celles évoquées pour les régions du Centre et de L'Ouest : manque de produits vivriers disponibles, épidémies de cochenille farineuse et de la mosaïque réduisant à néant la plupart des récoltes de manioc.

L'analyse par catégorie d'éleveurs révèle que l'insuffisance en bétail est le facteur déterminant pour les petits éleveurs. Par contre pour les grands éleveurs, il s'agit moins des prix des produits, que de charge alimentaire alourdie par de nombreuses personnes à charge.

Deux critères sont à prendre en compte pour identifier quels sont les éleveurs qui deviennent éleveurs-agriculteurs : la richesse en bétail et les personnes à charge.

- La richesse en bétail : l'analyse par catégorie d'éleveurs Mbororo montre que moins l'éleveur possède de bétail, plus il s'engage dans l'agriculture : on retrouve 57% d'éleveurs-agriculteurs dans cette catégorie contre 41 % dans la catégorie des grands éleveurs. Si on analyse uniquement le groupe représenté par les éleveurs qui cultivent (54%) on note

qu'il est constitué à 51% d'éleveurs pauvres, 32% d'éleveurs assez riches en bétail et seulement 12% d'éleveurs riches. Le troupeau moyen des éleveurs-agriculteurs est de 116 têtes contre 134 pour ceux qui ne cultivent pas. Bien qu'issus en majorité de la catégorie de petits éleveurs, les éleveurs-agriculteurs dans l'ensemble représentent un troupeau moyen certes régulièrement inférieur à ceux qui ne cultivent pas mais la différence n'est pas énorme. Ceci semble indiquer que le critère richesse ou pauvreté en bétail n'est pas le seul critère qui détermine l'engagement agricole.

- Les personnes à charge : à ce niveau, les chiffres sont plus différenciés et montrent que si le critère personnes à charge n'est pas non plus le seul à influencer les éleveurs dans la décision de mise en culture, il est déterminant pour les familles nombreuses même aisées (18 pour les éleveurs-agriculteurs riches en bétail contre 10 pour les petits éleveurs-agriculteurs). Ceci s'explique par le fait que les grands éleveurs (ceux possédant plus de 200 têtes de bétails) sont à 80% polygames ; ils ont donc de nombreux enfants à charge et des dotations (héritage) à prévoir pour installer les grands fils lors de leur mariage). Ils préfèrent s'engager dans l'agriculture pour alléger la charge alimentaire afin de réduire au minimum l'exploitation du cheptel.

Le rapport des deux critères précédents, richesse en bétail et personne à charge montre, que la proportion d'éleveurs-agriculteurs s'accroît à mesure que le nombre de bovins par personne diminue comme l'indiquent le tableau et les graphiques (p 121 et 122). On note qu'à moins de 2 bovins par personne, 100% des éleveurs cultivent. L'engagement agricole pour ces personnes correspond à une nécessité absolue puisqu'ils ne peuvent assurer l'entretien de la famille par l'exploitation du cheptel qui est grandement insuffisant. On constate qu'à moins de 11 bovins par personne 69% des éleveurs s'engagent dans l'agriculture. Au-delà de 11 bovins par personne la tendance s'inverse et on ne trouve plus que 35 % des éleveurs qui cultivent.

Pour comprendre cette situation, il nous semble nécessaire de procéder à quelques démonstrations mathématiques, en nous basant sur l'étude de Ministère de la coopération française qui estime le budget familial

moyen d'équilibre à 670 000 FCFA, soit pour une famille moyenne de 10 personnes, 67 000 F/pers/an.

Si aucune autre production n'apporte de recette ou de produit à consommer, il faut donc vendre l'équivalent de 1,3 bovin par personne par an, pour subvenir aux besoins de la famille.

Un éleveur disposant de 11 bovins par personne et contraint de vendre en moyenne 1,3 bovin par personne à charge a un taux de commercialisation de 11,8 %. En dessous de ce seuil de 11 bovins par personne, l'éleveur est obligé de cultiver pour alléger la charge alimentaire et réduire au minimum l'exploitation du cheptel pour éviter une décapitalisation. L'éleveur disposant de moins de 11 bovins par personne, qui n'a pas d'autres sources de revenu que la vente de bétail et qui ne cultive pas, s'installe dans une situation d'appauvrissement inéluctable.

### **3) La pression grandissante des autorités administratives et traditionnelles**

L'enquête effectuée en 1990 par Lemasson et Remayeko avait, à juste titre, mis en exergue des prélèvements abusifs exercés à l'encontre des éleveurs par diverses autorités et pour des motifs variés. Elles s'étaient en particulier focalisé sur le problème de la "Zaakat", et en avait évalué le montant pour la communauté Mbororo à 1 milliard 300 millions, à raison de deux taurillons de deux ans /famille.

La zaakat ne serait pas un problème, s'il ne s'agissait que d'une aumône religieuse définie selon des règles précises. Elle le devient lorsque les maires de communes d'élevage, des représentants de la FNEC cherchent à en abuser, éventuellement à la percevoir à plusieurs reprises ou à en changer les taux. Elle le devient, car certains Mbororo refusent de la verser à tel ou tel qui impliquerait sa reconnaissance de facto comme chef, et préféreraient la verser librement. C'est donc plus dans les abus que dans son contenu théorique que la zaakat peut devenir un problème.

A propos d'abus, les Ardo'en et le maire de la commune de Ouro-Djafun sont réputés être parmi les plus exigeants de la République Centrafricaine. Ici, le pouvoir est détenu dans 76% de cas par les Djafun, et

notamment par les *Faranko'en*. Ces derniers forts de leur situation de premiers arrivés ont instauré un pouvoir fort, quasiment identique à celui des Fulbés de l'Adamaoua camerounais. Ce pouvoir fort est basé sur un système d'imposition que l'on retrouve à tous les niveaux : ceux d'Ardo, du chef de groupe et du maire. A cela, s'ajoutent les contributions ponctuelles obligatoires au maire de la commune, pour lui permettre de faire face à certaines demandes de la Fédération nationale des éleveurs centrafricains (FNEC).

En tout cas, pour les éleveurs Mbororo, les taxations abusives portent un nom bien distinct, le "*sofal*" ou encore "*sofal lumo*", c'est-à-dire la taxe du chef, taxe qu'il se permet de prélever pour manifester son autorité, notamment, à l'encontre des éleveurs turbulents ou réfractaires qui tardent un peu trop à reconnaître son autorité. Le règlement des conflits internes à la société Mbororo, par exemple lors de bagarres entre jeunes, peut être l'occasion pour certains de ces chefs de prélever quelques têtes de bétail à leur bénéfice. Les héritages, les mariages non-musulmans de certains éleveurs païens sont aussi l'occasion d'effectuer les prélèvements.

La *Zakaat* est perçue comme étant un problème par 21% des éleveurs. Dans la commune de Ouro-Djafun, les nouveaux arrivés dénoncent sa perception. Cette commune dont le maire et les Ardos sont très puissants, a accueilli assez récemment des éleveurs venus du Soudan. Confrontés à ce maire et Ardos de vieille souche, ces éleveurs sont sans doute plus pressurés pour des motifs "religieux" : les Djafun considèrent la plupart des nouveaux venus (Ngadjawa, Bonganko'en, Oudda) comme des impies, à cause de nombreux gris-gris qu'ils portent sur eux. Ce qui n'est pas le cas pour les anciens éleveurs (Wodaabé par exemple) avec lesquels la symbiose est plus ancienne, et avec lesquels existent aussi des liens de parenté historiques communs (famille Djafun installées de longue date). Les plaintes à propos du "*sofal*" atteignent plus d'un éleveur sur trois (39%).

Plusieurs éleveurs (18%) ont exprimé un quelconque mécontentement à l'égard de l'administration dont les tracasseries sont nombreuses : exagération des dommages et intérêts dans les litiges concernant les dégâts causés par le bétail, répression suite aux affaires de "zaraguinas" (coupeurs

de routes), etc. Mais les critiques les plus sévères concernent l'attitude des grands dirigeants des éleveurs, que leurs membres considèrent de plus en plus comme les complices des tracasseries administratives dont ils sont victimes.

De tout temps en effet, les dirigeants des éleveurs centrafricains auraient toujours fait le jeu des pouvoirs politiques, en adhérant systématiquement au parti politique au pouvoir. C'était déjà ainsi au temps du Mouvement de l'Évolution Sociale de l'Afrique Noire (MESAN) de Boganda et Bokassa, et du Rassemblement Démocratique Centrafricain (RDC) de Kolingba. Ce serait le cas aujourd'hui avec le Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain (MLPC). 12 % des éleveurs expriment ouvertement leur désaccord avec cet état de fait qui, à leur avis, ne fait qu'augmenter leurs dépenses. En dehors de la carte d'adhérent FNEC obligatoire qu'ils payent chaque année, les éleveurs doivent adhérer aussi au parti politique dominant pour faire plaisir à leur ardo, avec ses corollaires : cotisation annuelle et participations diverses. Il faut souligner que les Mbororo en Centrafrique, payent toujours le prix fort. Cette situation exaspère beaucoup d'éleveurs, exaspération que résument les propos de l'un d'entre eux rapportés par C. Lemasson (1992) : *« Nous sommes en danger tant du côté des « zaraguinas » que du côté du gouvernement. L'éleveur Mbororo est faible. Nous n'avons plus de vrais chefs, nous ne sommes plus défendus »*. Lors de nos enquêtes de septembre 2000, un fils d'un ardo Ngadjawa nous affirmait : *« on se sert de nous, mais le parti ne nous apporte rien. Nous les éleveurs nous serons jugés avec ceux qui sont au pouvoir<sup>21</sup> maintenant parce que la FNEC soutient le gouvernement »*. Ces sentiments d'abandon et d'inquiétude sont également exprimés à propos de l'insécurité qui sévit depuis quelques années dans la région.

#### **4) Une insécurité grandissante : la menace des "Zaraguinas"**

Phénomène apparu au milieu des années 1980, les attaques des "Zaraguinas", également baptisés "coupeurs de route", parce que certains



bandits s'en prennent aux véhicules de transport et rançonnent les voyageurs, a provoqué un changement complet du contexte pastoral en Centrafrique. Ces bandits ont en effet, jeté leur dévolu sur les commerçants en bétail et éleveurs. Les uns et les autres ont été attaqués lorsqu'ils revenaient du marché, dévalisés, battus et souvent tués ainsi que les femmes et de jeunes enfants. Fréquemment aussi, ils étaient menacés, une rançon était exigée contre la libération des membres de leur famille pris en otage par les pillards. Devant ce climat de violence, beaucoup se sont rapprochés des routes et des villages. Certains ont préféré abandonner les régions où ils étaient menacés, choisissant de repartir vers les plateaux du Nord-Ouest, le sud, voire de regagner le Cameroun.

Ne maîtrisant pas correctement les données de ce problème complexe et très préoccupant, il nous est difficile d'émettre des hypothèses quant à l'origine de ce phénomène. Toutefois, nous constatons que ce phénomène qui dure depuis bientôt deux décennies n'a toujours pas trouvé de solution. Son impact bien évidemment est très négatif sur éleveurs de cette région.

Ce problème représente plus de 70% des plaintes des éleveurs de notre zone d'étude. Face à cette situation, les éleveurs avec l'appui des maires et de l'administration ont constitué des groupes "d'*anti-Zaraguina*", véritables troupes armées d'arcs et de flèches empoisonnées, qui se mobilisent très rapidement quand il y a eu attaque et qui n'hésite pas à aller à la poursuite des brigands. Les anti-zaraguinas seraient dotés de gris-gris ("*Ouarga*" en foulfouldé) qui leur confèreraient une invincibilité aux balles de fusils et à toute arme fabriquée à base de métaux. De nombreuses légendes circulant dans ce milieu prétendent même, qu'en cas de coups de feu tirés sur un « anti-zaraguina », les balles de fusils fondraient avant d'avoir atteint leur cible. Une chose est certaine, le gouvernement centrafricain a autorisé il y a quelques années ces « justiciers » à exercer leur activité, ce qui à en croire certains Ardo et autorités militaires centrafricains, auraient contribué au recul des agressions.

Malheureusement, la constitution de ces groupes armés n'est pas sans conséquences. En effet, ces jeunes, forts de leur soit disant réputation

---

<sup>21</sup> Chef ici désigne les ardos, les maires de communes d'élevage et les responsables de la FNEC.

d'invincibilité face aux balles, deviennent de plus en plus arrogants au point que dans les disputes avec les agriculteurs, ils n'hésitent pas à intimider ces derniers avec leurs flèches. Une attitude qui ne manque pas de porter préjudice aux éleveurs, de plus en plus accusés de complicité avec les zaraguinas, par les populations Banda et l'administration.

Cette accusation s'explique par l'origine des zaraguinas, qui d'après les témoignages unanimes de ceux (Mbororo ou d'autres populations) qui ont connu la mésaventure de les croiser, seraient des peuls à cause de la langue fulfuldé qu'ils utilisent pour communiquer. Ces informations, ajoutées au fait qu'ils vivent en brousse comme les Mbororo, aboutissent à l'amalgame. Plusieurs ont été accusés de complicité avec ces brigands. Mais jamais, on a pu avoir des preuves palpables de cette collaboration. N'empêche, que de telles suspicions contribuent à envenimer les relations entre les agriculteurs et les éleveurs, déjà bien tendues à cause des problèmes d'exploitation de l'espace.

### *Conclusion*

La conclusion que nous pouvons tirer de ce chapitre, est que l'élevage est depuis quelques dizaines d'années l'un des maillons essentiels de l'économie du Nord-Est de Bambari et de l'ensemble du pays. C'est une activité en pleine mutation, car uniquement pratiqué à son début par les pasteurs Mbororo, il attire depuis quelques années de nombreux agriculteurs Banda, qui y voient une façon de capitaliser les revenus agricoles. Cependant, sur le plan technique, cette activité semble figée, alors qu'au niveau social les changements sont nombreux. Tout d'abord, l'élevage considéré autrefois comme une activité de prestige, devient pour beaucoup l'objet d'une spéculation financière. A l'instar de Maloum, chef lieu de la commune de Ouro-Djafun, les Mbororo autrefois considérés comme des hommes de brousse, ont tendance à s'installer dans de grands villages, ne laissant la charge de leurs troupeaux qu'aux cadets ou aux bouviers. A propos de cadets, nombreux sont des adultes qui se plaignent du désintérêt

des jeunes pour les activités pastorales. Cette attitude vient s'ajouter aux difficultés déjà existantes.

Ces difficultés sont nombreuses. Elles vont des problèmes sanitaires à l'insécurité, en passant par les difficultés économiques dues aux difficultés que connaît le marché du bétail dans le pays, l'exaction des autorités tant traditionnelles qu'administratives, etc. Comme conséquences, les éleveurs s'appauvrissent, beaucoup n'ayant pour solution que de se mettre à l'agriculture, pour combler le manque à gagner dû à la limitation de la vente du bétail. Mais le vrai problème ressenti par ces éleveurs aujourd'hui, comme nous allons le voir dans la partie suivante est celui du « manque » de pâturages à l'origine des relations houleuses avec les agriculteurs.

## Conclusion partielle

Cette partie nous a permis de présenter le Nord-Est de Bambari, une région rurale du Centre-Est centrafricain où cohabitent agriculteurs et éleveurs, depuis une soixantaine d'années. Arrivées au début du 19<sup>e</sup> siècle poussées par les razzias esclavagistes arabes, les populations Banda y ont été rejointes à la fin des années 1930 par les Mbororo venus du Cameroun, et à la recherche de bons pâturages. Réunies par les aléas de l'histoire, Mbororo et Banda diffèrent, tant sur le plan organisationnel, économique, que religieux. En effet, les Banda sont organisés en villages réunissant des personnes du même lignage et dirigés par des chefs qui autrefois étaient les patriarches du groupe, tandis que les Mbororo vivent dans des campements formés de plusieurs clans (pas forcément du même lignage), sous la direction d'un leader (le Ardo) à qui chacun doit allégeance. A ce jour, ces organisations sont en pleine mutation, sous la pression de la modernité : les chefs traditionnels Banda ont perdu leur influence au profit des auxiliaires de l'administration, et les Ardo'en Mbororo en proie à la lutte pour le pouvoir.

Au niveau économique, agriculture et élevage bovin sont des activités dominantes. L'élevage est l'apanage des pasteurs Mbororo, très attachés à leur bétail. Cette activité traditionnelle est basée sur le système de transhumance de saison sèche. Le cheptel bovin a connu une croissance très rapide, grâce à un milieu favorable (région de plateaux limitant la prolifération des glossines, pâturages abondants), et surtout à l'assistance technique importante dont elle bénéficie depuis son introduction. Les activités agricoles quant à elles sont pratiquées par les Banda, plutôt agriculteurs-cueilleurs. L'agriculture traditionnelle, qui autrefois reposait essentiellement sur les cultures vivrières a été bouleversée par l'introduction de la culture forcée du coton en 1926 ; celle-ci est aujourd'hui boudée par la population, mais toujours maintenue en tête d'assolement, du fait des facilités de commercialisation. De plus, cette culture a favorisé de nombreuses innovations techniques : forme géométrique des parcelles de culture, semi en ligne, culture attelée. A ces deux activités, il faut noter de

surcroît l'existence de la chasse et de la cueillette, qui fournissent un supplément alimentaire et de revenu important.

Toutes ces activités, jusqu'en 1964, s'organisaient dans un même espace, grâce à une entente entre chef Mbororo et Banda. Mais, reposant sur un système extensif, l'agriculture et l'élevage par leur grande consommation d'espace sont très vite entrées en concurrence, ce qui amena l'Etat à décider de la partition de la région entre ces deux activités en 1970. Le but de cette décision était d'éviter les disputes entre agriculteurs et éleveurs. Toutefois, les plaintes des deux communautés concernant le manque des terres de cultures et la dégradation des pâturages, ainsi que les tensions et disputes à la suite des empiètements de zones semblent témoigner d'une véritable crise qui fera l'objet de la partie suivante.

## DEUXIEME PARTIE

### **ENJEUX ET STRATEGIES D'APPROPRIATION**

## **CHAPITRE V : L'ESPACE COMME ENJEU : REPRESENTATIONS ET MODES D'APPROPRIATION PAR LES DEUX COMMUNAUTES D'USAGERS**

### **A. LE SENTIMENT D'UN ESPACE QUI SE "RESTREINT" : REPRESENTATIONS ET PRATIQUES SPATIALES**

Nous avons déjà montré que le Nord-Est de Bambari comme la majeure partie de l'Est centrafricain était un espace quasiment vide. L'analyse des images satellitaires et les levés de terrain de cette partie de la sous préfecture, que nous avons effectuées en 1999, montrent, que terres agricoles et pâturages ne manquent pas dans notre zone d'étude.

Sur l'ensemble des 2 200 km<sup>2</sup> que notre zone d'étude, ne vivent que 20 400 personnes, soit une densité de 9 habitants au km<sup>2</sup> en moyenne. De plus, seules 2,7% de terres sont cultivées .

On pourrait donc considérer que l'espace est largement disponible pour que chacune des deux communautés (Banda et Mbororo) qui se le partagent dans les communes de Danga-Gboudou et de Ouro-Djafun, puisse exercer leurs activités, sans qu'il y ait de conflits. En fait ce n'est ni la perception ni le vécu des populations locales, qui se disputent l'espace considéré.

A ce propos, le cas de la région Nord-Est de Bambari, illustre ce paradoxe, et tend à priori à confirmer la thèse de Pourtier (1986) selon laquelle, « *le vide – relatif – créé des modalités spécifiques dans le rapport société-espace* ». En effet, à l'opposé des résultats d'analyses de données spatiales cartographiées, les entretiens révèlent chez l'ensemble des populations locales, un sentiment de pénurie des terres et des pâturages. 78% des agriculteurs interrogés évoquent la réduction de la durée de jachère, pour justifier ce sentiment. Ce phénomène daterait de 1970, année de la réforme agraire, dont l'une des conséquences fut la partition du territoire en zone agricole et en zone pastorale. Estimés à plus de 15ans en moyenne à la fin des années 1950 (Guillemin, 1956), la durée de la jachère est passée à 6-8 ans dans les années 1980 (Bole-Papito, 1993). Aujourd'hui, elle varie de 3 à 5 ans. Quant aux éleveurs, certains (63%) parlent de

l'utilisation des mêmes pâturages par plusieurs troupeaux ayant des propriétaires différents, ce qui ne se pratiquait pas il y a une vingtaine d'années. D'autres (29%) se plaignent de l'occupation « illégale », en saison sèche, des pâturages de la saison des pluies par les éleveurs venus du nord. Ceux-ci, au lieu de regagner leur région plus tôt, prolongeraient leur séjour, ce qui aurait pour conséquence de créer des surcharges. Toutefois, ces raisons évoquées, justifient-elles ce sentiment partagé de restriction d'espace voire de pénurie, dans un milieu où seulement un peu plus de 2,7% de terres sont cultivées ?

Plus que la densité de la population, il semble que les pratiques agricoles et pastorales extensives des Banda et Mbororo, soient à l'origine de cette situation. L'agriculture itinérante sur brûlis pratiquée par les Banda et le pastoralisme Mbororo, sont à l'évidence, de grands consommateurs d'espace. Chez les Banda, la mise en culture d'une parcelle de culture dure en moyenne deux à trois années. Par la suite, le paysan va ouvrir une autre parcelle plus loin, la parcelle précédente étant laissée en jachère. Cette pratique fait que d'année en année, de nouveaux champs sont ouverts aux dépens de la forêt ou de la savane boisée. A la longue, les portions du territoire villageois sont transformées en jachères de plus ou moins longue durée, selon la densité de la population et la superficie.

La préférence des agriculteurs pour ce système de production extensif, se base sur une certaine rationalité, à savoir la grande disponibilité en terres de cultures, et la meilleure façon d'économiser une main d'œuvre rare. Comme l'a noté De Wilde (1967), « *lorsque les terres sont abondantes par rapport à la population, le paysan préfère les méthodes extensives* ». Elles seraient en effet, celles qui lui rapporteraient d'avantage, eu égard à l'effectif de la main d'œuvre qu'il emploie. Badouin (1985) abonde dans le même sens, et souligne que « *la préférence pour le système extensif est conforme à l'objectif de minimisation de l'effort productif et de valorisation de l'heure de travail* ».

La taille des parcelles de culture par exploitation est certes réduite : 0,66 ha en moyenne pour le coton, et 1,2 ha pour les cultures vivrières. Toutefois, cette exiguïté des surfaces est compensée par le nombre de



parcelles cultivées par famille. Celui-ci est de trois en moyenne : une première parcelle destinée à la culture du coton (le « champ de l'homme »<sup>19</sup>), la seconde pour les cultures vivrières avec plusieurs types de plantes cultivées en association (manioc, gombo, amarantacées etc.) et enfin une troisième parcelle (le *gagara*), généralement installée dans les vallées des cours d'eau ou dans la forêt claire, abrite les cultures du maïs.

Par conséquent, la superficie moyenne cultivée annuellement par chaque famille, et calculée sur la base de 0,66 ha atteint 2 hectares. Le produit de celle-ci par le nombre de familles dans chaque village, aboutit à une consommation assez importante de nouvelles terres chaque année. Pour se perpétuer, le système a donc besoin de vastes superficies. Or, depuis une quinzaine d'année, nombreux sont les Mbororo qui s'installent dans la zone agricole, fuyant d'après eux, la dégradation des pâturages dans leur zone. Cette situation, qui s'ajoute à la partition du territoire villageois par l'Etat, et au raccourcissement de la durée des jachères, engendre l'inquiétude des population Banda.

Chez les pasteurs Mbororo, la situation semble être identique. A sa création, la commune pastorale de Ouro-Djafun, était exclusivement destinée aux activités pastorales. La pratique de l'agriculture (et surtout les cultures de rente) y était interdite jusqu'à la mort du maire Maloum en 1995, par une décision municipale. Cette dernière concernait toute la population. Les récalcitrants Banda qui ne voulaient pas se conformer à cette décision, voyaient leurs champs systématiquement dévastés par le bétail, sans aucun recours ni dédommagement. Face à cette situation, les Banda ont alors été obligés de se rendre sur les terroirs de villages voisins situés dans la zone agricole pour y pratiquer leurs cultures. Bien entendu, les habitants de ces villages s'y sont opposés.

Depuis la mort du maire Maloum en 1995, la mise en application de ces restrictions s'est relâchée. D'une part, les Mbororo, notamment les parents du maire, et tous ceux qui ont perdu une partie ou la totalité de leur bétail, se sont mis à pratiquer l'agriculture. D'autre part, en 1999, le

---

<sup>19</sup> Ces champs sont ainsi désignés, parce que ce sont les hommes qui en perçoivent les revenus, et généralement les confisquent.

nouveau maire Adamou Bi Maloum a pris une décision affectant aux Banda vivant au village Maloum<sup>20</sup>, une zone située à 8 km au sud du village pour y pratiquer des cultures. Un village du nom de « Jérusalem » y a alors été créé. Sur le territoire villageois de Maloum, les cultures sont pratiquées par les Mbororo, le long des cours d'eau très abondants sur ce plateau (*Ngou-anglo*, *Repboto* etc.). Ces cultures sont généralement clôturées de barbelés ou de haies pour éviter les dommages causés par le bétail.

Le problème que soulèvent ces pratiques est que les clôtures bloquent l'accès à certains points d'abreuvement. Le bétail qui à l'origine paissait sur toute l'étendue de la commune, est désormais dirigé vers la partie Est du terroir de Maloum, notamment sur les rives des rivières Bounbou, Koutchou, et vers la source de la Mbounou, des zones où les risques de dégâts aux cultures sont moins grands. Depuis 1995, le bétail est de plus en plus conduit sur les jachères situées au nord de la zone agricole, dans la commune de Danga-Gboudou.

En conséquence, la pénurie des terres de culture et des pâturages soulevée par les populations locales, semble provenir de la rencontre de deux systèmes d'exploitation extensifs du milieu, que sont l'agriculture Banda et le pastoralisme Mbororo. Ces éléments d'explication trouvent leurs fondements dans les représentations. Aussi, une analyse des représentations et des modes d'appropriation de l'espace par les deux communautés d'usagers nous permettra de mieux comprendre les pratiques d'utilisation de l'espace, et ce sentiment partagé de confinement qu'elles éprouvent.

## B. LA TERRE BANDA

Nous venons de montrer que l'espace, loin d'être fini est « largement » disponible dans la mesure où la faiblesse des densités, et la discontinuité de l'occupation des sols laissent encore d'importantes ressources en matière de terres cultivables. Aussi, est-il important de comprendre pourquoi, malgré

---

<sup>20</sup> A titre de rappel, le village Maloum a été créé en 1963 par l'un des fils de Idjé, qui lui donna son nom. Il est le chef lieu de la commune de Ouro-Djafun

cette disponibilité des terres, les populations Banda de la commune de Danga-Gboudou considèrent que l'espace est fini.

### **1. Un territoire Banda : représentations et pratiques**

Les Banda, comme la plupart des sociétés africaines, disposent des représentations de l'espace qui, « *constituent des cartes "imaginaires" (non matérialisées) de l'espace* » (Bohannon, 1963). L'ensemble des pratiques et des justifications qui en sont données, illustre une conception de l'appropriation s'inscrivant dans l'histoire des migrations et fondée sur une affectation de l'espace en autant d'usages que de groupes successivement installés dans l'espace commun. Ainsi, comme le souligne Di Méo (1998), « *la genèse territoriale et le complexe territorial formés par l'espace de vie, enrichi par la pratique sociale et par l'imaginaire des espaces vécus, donnent naissance au territoire* ». Celui des populations Banda découle de cette logique, guidée par des valeurs géographiques et psychologiques de formation territoriale, par laquelle les mythes et l'idéologie territoriale opposent ces populations d'agriculteurs aux éleveurs Mbororo.

Dans cette société caractérisée à l'origine par l'animisme et le « communautarisme » (sic), Daigre (1930) affirme que « *l'espace était organisé à partir de lieux particuliers, selon des distinctions fonctionnelles qui permettaient à chaque groupe d'exercer, selon son ordre d'arrivée et son activité, des attributs particuliers* ». Ces lieux divers (eaux, forêts, collines ,etc.) pouvaient être soit le siège des pouvoirs exercés par les génies (*toro*), dont certains hommes arrivaient à maîtriser les pouvoirs, soit des lieux reconnus de tous, à cause de leurs particularités : bief de rivière très poissonneuse, vallée fertile, forêt giboyeuse, etc. Chaque fonction impliquait une maîtrise particulière de l'espace. Cette maîtrise était analogue à une puissance « magnétique », qui s'exerçait à partir de chacun des lieux, sièges des pouvoirs fonctionnels. C'est donc une représentation de l'espace « topocentrique », qui justifie le sentiment des populations que l'espace est fini. C'est ce qu'illustre le cas du village Ngouyali.

Initialement installé à la source de la rivière Mbonou, plus connu ici sous le nom de Danga, les habitants du village Ngouyali ont été contraints entre 1935 et 1940 à s'installer sur l'actuel emplacement du village, situé au bord de la route nationale n°5 reliant Bambari à Ippy. Ce « nouveau » site est distant du précédent de 15 kilomètres environ. Compte tenu de cet éloignement, on aurait cru que le site originel serait définitivement abandonné et oublié. Il n'en est rien ! Aujourd'hui encore, la propriété du secteur originel, bien qu'affecté aux activités pastorales, est toujours revendiquée par toute la population. La carte du terroir (cf. Carte p 163) tracée par les villageois le prouve. Pourquoi s'accrochent-ils ainsi à ces terres ?

A priori, la réponse à cette question se trouverait dans la conception lignagère de l'espace, et dans les difficultés actuelles de gestion des jachères. La terre lignagère se réfère à l'occupation du sol par les générations passées, présentes, et à venir ; elle est à la fois la terre occupée par l'ancêtre fondateur du lignage, la terre des membres qui l'occupent actuellement, et enfin la terre qu'occuperont ses descendants à naître. Si elle ne constitue pas toujours un espace homogène, du fait de la pression démographique, qui a obligé certains membres du lignage à aller défricher en d'autres lieux ou encore du fait de l'installation par la force d'un groupe étranger, la terre lignagère a son centre de gravité : c'est le lieu saint de l'ancêtre fondateur, le bois sacré ou temple de ses divinités protectrices. Aujourd'hui encore, à Ngouyali, à Séko comme dans la plupart des villages amenés de force le long de la route nationale, il y a des guérisseurs qui se rendent de temps en temps aux anciens sites des villages pour cueillir des plantes médicinales qu'ils n'arrivent pas à trouver près des nouveaux villages, alors qu'ils les avaient autrefois derrière les cases. On s'y rend également pour entretenir les tombes des ancêtres, cueillir des fruits ou simplement récolter les termites ou les délicieux champignons blancs qui se développent sur les termitières et dont la propriété est familiale.

Contrairement à la conception occidentale de la propriété, celle des Banda est fondée sur un principe selon lequel, la terre est « *un élément sacré et inappropriable, car elle doit répondre à la survie et à la reproduction des*

groupes ». Aussi, « *le rapport de l'homme avec la terre ne peut-il pas seulement s'analyser en termes de propriété conduisant à des transactions interindividuelles* » : la terre n'est pas un bien marchand. Elle est « investie de charge symbolique, religieuse, ancestrale et communautaire. Elle est « *le support médiateur d'une communauté entre générations, entre vivants et invisibles* ». C'est l'homme qui appartient à la terre et non le contraire.

L'appropriation initiale de l'espace est donc d'ordre cognitif. Les pratiques foncières présupposent une connaissance des lieux acquise par expérience. Le déplacement dans l'espace suppose des repères. Le repérage nécessite une connaissance fine de chaque unité composant un paysage qui, pour le néophyte, semble toujours identique à lui-même. Connaître le territoire villageois et ses ressources en pays Banda, a plus d'importance que de s'approprier un morceau d'espace. A l'omniprésence des unités physiques correspond une « topo-logique » particulière ainsi que le constate Pourtier(1986).

L'espace, souligne cet auteur, s'y compose de centres, de confins, d'itinéraires. Dans cette région de savane, au centre de chaque espace élémentaire se trouve le village, point fixe, au moins durant plusieurs années et qui porte généralement le nom de son fondateur. Il est le pivot autour duquel s'effectue la rotation des champs. A partir de ce centre, nous avons un gradient dégressif d'appropriation matérielle et mentale. Dans un rayon de quelques kilomètres – qui définit le terroir - la savane et les forêts sont connues de tous les villageois. Champs, jachères, forêts intactes ou entamées y composent un puzzle embrouillé pour le regard étranger mais rempli de signes pour ses usagers. Les droits fonciers en attestent la cohérence. Mais cette cohérence se dilue en des confins d'incertitude ; les lieux connus s'y résolvent en de simples itinéraires qui se raréfient avec l'éloignement du centre. Ces itinéraires sont ceux de la chasse : leur profondeur dépend du savoir des lieux et de la témérité des chasseurs.

Chaque village reproduit un dispositif identique ; la combinaison de l'ensemble fait apparaître un modèle itératif d'espace, avec ses nœuds (village, centre) et ses ventres (confins plus ou moins distendus selon la densité générale). Les pratiques foncières - et droits fonciers - diffèrent selon

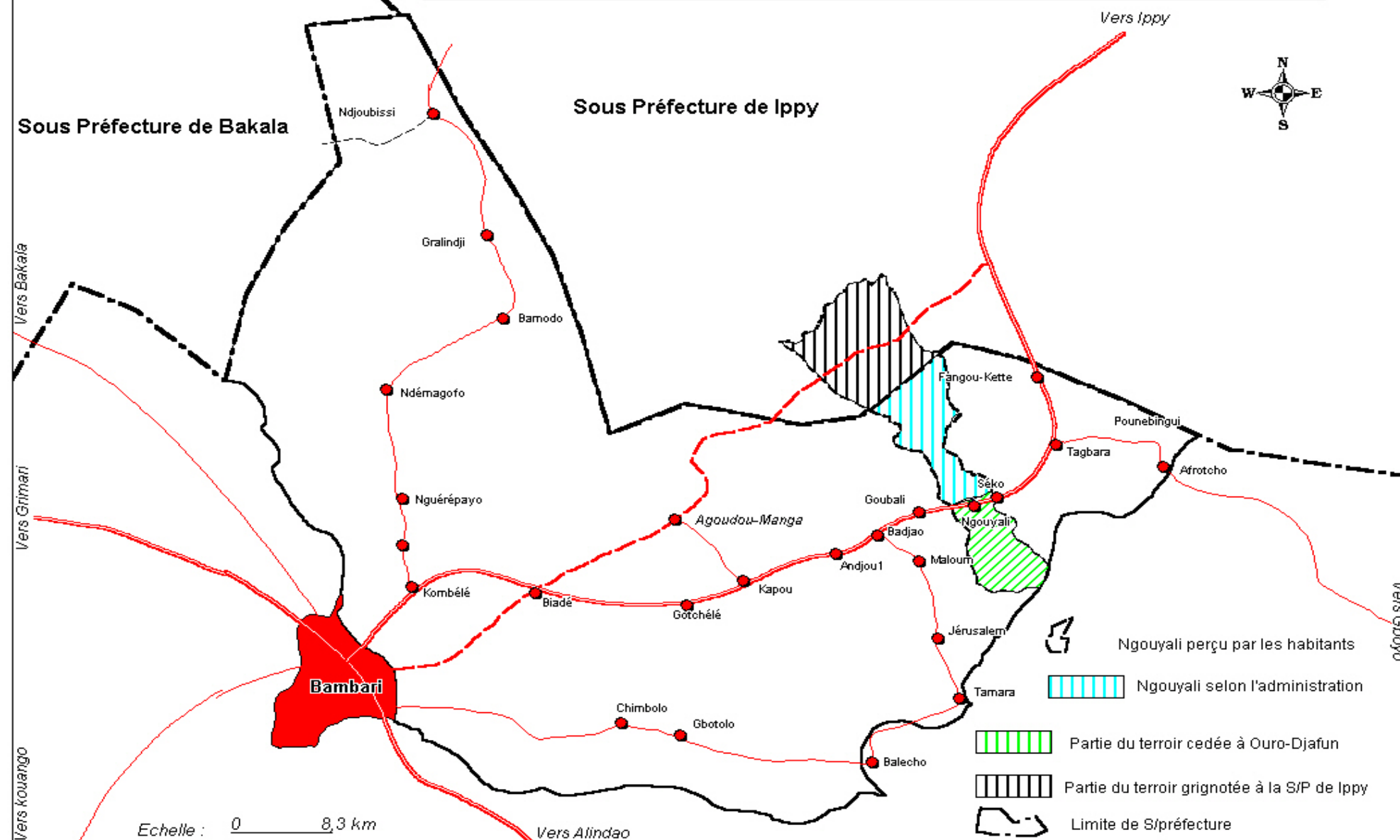
les types de lieux faisant partie de ce dispositif, et en outre selon l'usage de l'espace : l'espace de la reproduction agricole, l'espace cynégétique, l'espace de la reproduction sociale. Aussi, l'individu se situe moins par rapport à la matérialité des lieux que par un rapport à l'espace social construit sur la parenté et actualisé par la mémoire. Les représentations associées aux friches et aux jachères méritent à ce propos une certaine attention. En effet, entretenant avec les usages d'étroites relations réciproques, elles permettent de mieux saisir la logique des attitudes et de comprendre certaines particularités de gestion.

Les jachères, surtout lorsqu'elles sont encore jeunes, ne sont guère considérées différemment des champs : il s'agit, tout simplement, d'espace de culture où la terre se repose pour reconstituer son potentiel de fertilité. Pour les Banda de Ngouyali, elles font toujours partie de la « brousse villageoise » d'autant qu'elles recèlent encore « des réminiscences de cultures telles que le manioc. Les champs ne sont d'ailleurs qu'un emprunt temporaire, et individuel, à la vaste savane, considérée comme un « bien communautaire », une « propriété supra-lignagère ». Les jachères longues et les friches apparaissent donc comme un moyen de reconstitution logique mais aussi fort utile du milieu naturel, car les recrûs et les forêts secondaires, sont particulièrement riches en plantes de cueillette et en gibier.

Toutes ces représentations positives doivent évidemment être mises en relation avec l'utilité - et l'utilisation - de ces espaces et des biocénoses qu'ils renferment.

Tout d'abord, le recours à la jachère est souvent à mettre en relation avec le maintien ou avec la reconstitution de conditions propices au bon déroulement des cultures ultérieures et donc de la société. La déprise apparente favorise la reconstitution du potentiel de fertilité du sol d'autant qu'elle s'accompagne de pratiques améliorantes : fumure par les cendres de brûlis, apport d'engrais.

Carte n° 9 : Terroir de Ngouyali : Perception locale et vision administrative des limites



La décision de mise en jachère est prise en tenant compte de critères agronomiques (baisse des rendements, par exemple) et pédologiques (altération de la structure du sol, induration,...). Toutefois c'est aussi la présence de certains parasites, gênants pour les productions ou d'adventices envahissants, obligeant à multiplier les sarclages, qui est le signal de la déprise.

De plus, les friches et jachères abritent une biodiversité, végétale (*Impérata cylindrica* par exemple) et animale (agoutille, rat palmiste, etc.), élevée et originale, tant en ce qui concerne les espèces, que sur le plan des communautés faunistiques et floristiques. Les jachères jeunes contiennent de nombreuses espèces anthropophiles, des adventices, des rudérales, mais aussi des plantes domestiques, restes de productions anciennes ou échappées des cultures, plantes passées du statut de "cultivées" à celui de "spontanées".

Enfin, les plantes et les animaux des espaces non cultivés ont joué, et jouent encore actuellement, un rôle fondamental pour l'alimentation. Les friches et les jachères de chaque clan constituent en effet, des réserves de chasse annuelles pour les villageois.

En conséquence, si pour l'étranger, les territoires villageois du nord-Est de Bambari sont des espaces où l'emprise des populations est peu visible. Cependant, sur le plan idéal, de par leur représentation, cet espace est pour les agriculteurs est un territoire approprié : un territoire Banda.

## **2. Les limites de l'espace Banda**

En tout état de cause, les Banda considèrent actuellement leur territoire comme un espace fini et en voie de rétrécissement. Plus de 63 % des populations interrogées déclarent que cette situation est réelle, et l'expliquent par trois causes : la partition de l'espace souhaité par l'administration ; le non-respect de cette partition par les éleveurs, et la mauvaise maîtrise actuelle du territoire par les « autochtones ».

D'un côté le découpage administratif du territoire est vécu par les Banda comme un handicap aux pratiques ancestrales de mise en valeur de



l'espace ; de l'autre, ils tolèrent difficilement les intrusions des Mbororo dans leur territoire, phénomène datant du début des années 80. Procédant au début par des « raids » ponctuels sur les rives de la rivière Baïdou pendant les transhumances de saison sèche, certains ont fini depuis 1995 par s'installer, en dépit des protestations des paysans Banda.

Une telle situation crée d'énormes rivalités et des tensions. Tout d'abord le rapprochement du bétail des cultures a favorisé la relance des conflits liés aux dégâts de cultures ; de plus, il a plongé les populations Banda dans l'inquiétude d'une nouvelle expropriation. Par ailleurs, les agriculteurs trouvent que la présence des éleveurs au nord de leur zone bloque la progression des cultures. La partition de la région en deux zones a en effet, orienté la progression des champs vers le nord, en direction de la rivière Baïdou.

Deux autres effets de la partition semblent renforcer les arguments des agriculteurs : les difficultés à chasser dans la zone pastorale, et celles d'accéder aux lieux sacrés pour certains.

Pour les difficultés qu'éprouvent les chasseurs, les confidences de l'ancien chef Bamodo permettent de mesurer l'inquiétude des Banda : *« Depuis que ces "grands boubous" sont arrivés, on ne peut plus rien faire », me disait-il, « nous ne pouvons plus chasser, car ils ont envahi tous nos territoires de chasse. Maintenant, quand les Mbororo nous retrouvent seuls dans leur zone avec une arme, ils nous attrapent, nous bastonnent en nous accusant de vouloir tuer ou voler leur bétail. De plus, quand on a la chance de ne pas croiser de Mbororo, on se perd parce que la forêt a remplacé la savane et qu'on arrive plus à se repérer correctement ».*

Les Mbororo, hommes de brousse, sont très craints par les populations Banda tout d'abord parce qu'ils détiendraient des pouvoirs magiques leur permettant de maîtriser les forces surnaturelles. *« Des hommes « normaux » ne peuvent guère cohabiter avec les esprits »* me confiait une autre personne âgée du village Boholio. Chez les Banda, la brousse est le domaine des forces surnaturelles ; pour y élire domicile comme le font les Mbororo, il faut composer avec elles. Pour les agriculteurs, les nombreux gris-gris dont se ceignent les éleveurs, témoigneraient de la puissance

mystique de ceux-ci. A cette réputation, s'ajoute ensuite le rôle dissuasif des flèches dites empoisonnées, avec lesquelles se déplacent habituellement les Mbororo.

Ces affirmations illustrent les difficultés qu'éprouvent les populations Banda, face à ce qu'ils semblent considérer comme la conquête peule. 62 % des personnes interrogées de ce groupe, déclarent ne plus chasser à cause du manque de savane à brûler et de gibiers. Pourtant, ils sont nombreux à détenir des fusils de fabrication artisanale. Quant au manque de gibier, les Banda l'expliquent par les piétinements du bétail qui, auraient poussé les animaux à se réfugier dans les buissons les plus inaccessibles. Le "vieux" Bamodo, souligne également les difficultés que connaissent les chasseurs pour se repérer dans la brousse, dans laquelle beaucoup ont tendance à s'égarer.

L'expansion de la forêt due au surpâturage serait à l'origine de cette perte de repères, pour les populations Banda qui sont beaucoup plus à l'aise en savane qu'en forêt. Hormis les chasseurs, nombreuses sont les personnes qui s'égarent en allant faire la cueillette. De 1998 à 2000 on a dénombré 17 cas de personnes égarées, dont l'âge est compris entre 15 et 60 ans. A chaque fois, il faut les rechercher avec des tam-tams et des sifflets. Ces cas d'égarement posent le problème de la connaissance du milieu par les populations locales, alors qu'elle constitue la base de l'appropriation territoriale chez les Banda comme dans la plupart des sociétés africaines. Aussi, les anciens Banda à force de voir les leurs incapables de se retrouver dans leur propre milieu, en déduisent que leur terre ne leur appartient plus.

Ce sentiment est renforcé par les difficultés d'aller déposer des sacrifices rituels sur les tombes de leurs ancêtres, situées sur les anciens sites des villages aujourd'hui fiefs des Mbororo. Les ancêtres comme nous l'avons déjà souligné, font partie du monde des vivants. Ils les protègent contre les malheurs, les nourrissent en leur garantissant une bonne récolte, et les sanctionnent en cas de fautes. Pour garantir le soutien des ancêtres, les vivants doivent leur prouver leur attachement, en nettoyant régulièrement les tombes, généralement situées derrière les cases, et en leur portant de temps en temps des sacrifices dans le cas des villages

« abandonnés ». Pour la plupart des grands villages de notre zone d'étude comme Ngouyali, Goubali, Séko, Tagbara qui ont été obligés de se déplacer, des visites annuelles ponctuelles de certains membres de la famille (notamment les plus âgés) permettaient de garder le contact. La présence des Mbororo et de leurs troupeaux a beaucoup perturbé ces traditions qui aujourd'hui se perdent. « *Nous ne sommes plus chez nous, les étrangers sont venus nous commander sur nos propres terres et à l'allure où les choses vont, nos petits-fils n'auront plus de terres* ». Ainsi parlait Sabanga Guillaume, ancien chef de Ngouyali de 1954 en avril 2000. Cette déclaration traduit l'état d'esprit des populations Banda Linda et Gbindi de cette région où, l'ensemble des « menaces » évoquées, provoque dans les communautés villageoises un sentiment encore diffus mais croissant d'insécurité foncière, parfois de frustration et de révolte.

Ainsi, dans le cadre d'un espace Banda chaque jour d'avantage « fini » borné, les pratiques coutumières perdent leurs vertus et sont de moins en moins en mesure de faire face à la compétition pour la terre. De plus, face aux ambitions de nouvelles « puissances financières rurales » en émergence ou à l'arbitraire de l'Etat, les législations officielles semblent révéler leur carence ou leur impuissance, faisant de ce milieu un cadre d'affrontement des logiques traditionnelles et modernes.

### **3. Modes d'appropriation de la terre chez les Banda**

L'accès à la terre dans un village de la commune de Danga-Gboudou, notamment à Ngouyali, répond à trois conditions : être né dans le village, avoir des liens d'alliance, en être autorisé par le chef ou encore par des parents originaires du village.

La naissance donne accès de fait à la terre dans le village. En pays Banda, la terre appartient au premier clan installé sur place. En effet, personne n'achète de terrain, car le seul fait d'appartenir au groupe ou plus exactement au clan des premiers occupants, confère de facto le droit d'usage sur les terres du village. Ce droit reconnu aux premiers occupants, se justifie par les souffrances endurées pour défricher la brousse, surtout s'ils se sont

attaqués à la forêt primaire. Ce droit est également reconnu aux conquérants, pour avoir repoussé les premiers occupants : c'est le cas des Banda. Ce sont ces droits sur la jachère, qui représentent l'essentiel des droits fonciers sur le territoire villageois. Comme le fait remarquer Pourtier (op.cit), « *Ils ne constituent pas une propriété sur la terre, mais une reconnaissance de l'effort qu'il a fallu fournir pour ouvrir une clairière de culture* », dans ce secteur qui pourrait avoir été péri-forestier.

Les liens établis entre la terre et la communauté sont sous la dépendance de personnes disposant de pouvoirs magico-réligieux sur les hommes, sur certains végétaux ou sur certains animaux. Le « maître des cultures » est le garant de gestion de la terre cultivée. Aucun endroit n'est interdit à la culture par la coutume, et le paysan peut s'installer où il veut, sans même en référer au « maître de la terre ». Toutefois, celui-ci arbitre les conflits qui peuvent surgir au sujet de la répartition des terres.

Du fait de la concession gratuite de la propriété foncière, et du manque de véritable contrainte dans ce domaine pour les natifs du village, on pourrait penser que l'appropriation du sol est aléatoire. Or il n'en est rien, bien au contraire. La terre devient la « chose » du cultivateur dès qu'il en a commencé le défrichement. Celui-ci conserve la jouissance de sa parcelle défrichée pendant toute la durée de la rotation culturale. Après la jachère, il peut s'il le désire, se réinstaller sur le même terrain. Ce « droit de hache »<sup>22</sup> n'était pas absolu dans un contexte où la terre ne manquait pas. Si l'exploitant disposait toujours d'un droit de préemption sur ses anciennes terres, en général le droit de hache n'était exercé que dans le cas de parcelles ayant donné précédemment de bonnes récoltes ou pour installer ses descendants.

En effet, les terres auxquelles peut avoir accès un jeune natif du village, ne peuvent être que des terres ou des jachères appartenant à son lignage paternel. Autrement, le jeune homme est obligé de cultiver sur des terres éloignées du village. L'appartenance de ces terres, du fait de très

---

<sup>22</sup> La hache en Centrafrique est l'outil principal permettant d'abattre les arbres. Nous utilisons l'expression « droit de hache pour désigner le droit du premier occupant.

nombreuses décennies d'abandon, échappent parfois aux agnats, chargés de veiller au bon respect des règles ancestrales et de trancher les litiges.

Hormis les natifs du village, il n'est pas rare que des étrangers en voie d'intégration par le jeu d'alliances matrimoniales (belles-familles ayant décidé de quitter, pour une raison quelconque, leur village natal) ou par celui de l'adoption par une famille du terroir, puissent recevoir des terres. Dans cette situation, les nouveaux arrivants ne peuvent occuper que des terrains appartenant au lignage auquel ils sont attachés. Les terrains ainsi octroyés, sont exploités pour un temps illimité, faisant entrer les descendants de ces nouveaux venus dans la chaîne de transmission des terres de la famille d'accueil. Par contre, si après quelques années les nouveaux venus décidaient de repartir dans leur village d'origine, les terrains occupés reviendraient automatiquement à ceux qui les avaient accueillis.

Le troisième mode d'accès à la terre relève de l'autorité du chef de village. Il arrive en effet qu'un étranger, non originaire de la région (cas des agents de l'Etat en affectation dans une localité) manifeste le besoin de cultiver un champ. Dans ce cas, le chef du village en concertation avec ses notables, décide d'affecter provisoirement une parcelle à cet étranger. Le terrain ainsi prêté est exploité jusqu'au départ de ce dernier. Toutefois, il ne peut faire l'objet de culture de rente comme le coton, ni être transmis à quelqu'un d'autre, ni vendu. Après le départ de l'exploitant provisoire, ce terrain est rendu au propriétaire qui a bien voulu le prêter gratuitement.

En dehors de ces trois règles en vigueur dans la région, entre habitants du même village, il existait des systèmes de prêt permettant à tous d'utiliser pour des cultures annuelles exclusivement, des jachères appartenant aux villages voisins. Mais aujourd'hui, ces pratiques sont devenues très rares, les gens préférant garder leurs terres pour éviter des problèmes au cas où ils devraient y retourner plus tôt que prévu.

Il faut signaler que les espaces interstitiels entre deux villages, qui servaient de terres refuges pour les champs, du fait de leur statut foncier flou ou complexe, ont quasiment disparu. Ces espaces n'avaient de réalité qu'en cas de compétitions, donc à partir d'une certaine densité. Bien que ce ne soit pas le cas ici, ces espaces ont quand même disparu, à cause de leur

proximité des zones d'habitations, donc des zones d'occupation prioritaires en cas d'éventuel manque de terre.

La cueillette donne lieu à des droits traditionnels, attribuant à certains hommes le monopole de l'organisation d'une catégorie d'activités à l'intérieur du territoire. Les « droits du feu » concernent la chasse et les terres situées au-delà de la zone de cultures. Le « maître du feu », en raison de son pouvoir sur les animaux, a le privilège d'organiser les chasses collectives et d'allumer les feux pour rabattre le gibier. Le produit de la chasse est conservé par l'homme ou les hommes qui ont tué la bête, mais ceux-ci doivent en donner un morceau, très souvent une cuisse à l'organisateur. Cette fonction est héréditaire, *« mais si sous la direction du fils, la chasse n'est pas aussi fructueuse que du temps du père, un des frères de celui-ci peut être désigné pour remplacer l'organisateur défaillant »* (Vergiat, 1951). Parfois, certaines étendues de savanes peuvent être appropriées par des familles qui, en font des réserves de chasse. Dans ce cas, eux-seuls peuvent donner l'autorisation de chasse.

Le droit de propriété est plus affirmé dans le domaine de la pêche. Les étendues d'eau stagnantes, étangs, marais et zones d'inondation, dépendent d'hommes ou de femmes du village. Ceux-ci peuvent les exploiter seuls ou organiser des pêches collectives pour lesquelles ils invitent d'autres villageois ; en fait, ils peuvent difficilement refuser la participation à celui qui le désire. Les invités doivent, en fin de journée, donner une partie du produit de leur pêche au « propriétaire » du marais.

De même, les droits de propriété assez affirmés concernent les termitières, non seulement celles qui se trouvent dans les champs, mais aussi la plupart de celles disséminées dans la savane.

En dehors des cas ci-dessus, la cueillette de champignons (à l'exception de ceux qui poussent sur les termitières appropriées), de chenilles, et la pose des ruches sont libres.

Ces liens juridiques (rarement rigides), se présentent encore aujourd'hui comme des usages en vigueur dans la communauté Banda qui n'est pas prête à les oublier. Ces derniers ont fait leurs preuves, en garantissant jusqu'à un passé récent sa nourriture à toute la population. Ils

ont cependant tendance à se transformer avec le relâchement des liens religieux qui les sous-tendaient. Certains tombent en désuétude, par suite du déclin des activités correspondantes (grandes chasses, pêches collectives). Toutefois, ces droits villageois traditionnels sont surtout limités par la législation moderne.

## C. LA TERRE CHEZ LES MBORORO : DE L'ESPACE ILLIMITE A L'ESPACE APPROPRIE

### 1. Les Mbororo : gens des espaces infinis

Les Mbororo ont des représentations de l'espace qui prennent essence dans la relation intime qu'ils ont avec cet espace du fait de leur mode de vie et de leurs pratiques pastorales.

Dans la brousse du Nord de Bambari que les agriculteurs Banda considèrent parfois comme inhospitalière au-delà des limites de parcelles agricoles, le Mbororo connaît bien ses parcours. Ceux-ci constituent un tissu maillé de lieux-dits, toponymes se référant à une particularité - forme du relief (*mangal koutchou* par exemple), arbres remarquables - ou à une référence de l'histoire vécue. Comme le souligne Bernus E. (1994) « *le berger se trouve donc dans un univers relativement apprivoisé, parfaitement familier et qui lui rappelle mille souvenirs* ». Le point d'eau où le bétail s'abreuve et le campement sont le centre de l'espace maîtrisé, reconnu, parcouru, vers lequel convergent les pistes.

C'est d'abord l'espace où un groupe trouve ses moyens d'existence - il commence à la « tente » - territoire conjugal - s'étend au campement, variable dans sa composition et son implantation. « Tente » et campement restent l'espace de référence de tout éleveur, même s'ils sont mobiles. Le territoire des lignages Mbororo est souvent emboîté, distinct au cours de la transhumance en saison sèche, partagé pendant les stationnements de la saison des pluies après la reprise végétale. Il n'est jamais figé et peut à tout moment être déplacé et reconstruit sous la pression d'événements inattendus.

Le territoire de la commune d'élevage est politique et définit les limites de l'emprise du pouvoir du maire. Ces territoires sont souvent discontinus et en réseaux, entretenus par des visites régulières. A titre d'exemple les Djafun du Nord-Est de Bambari ont des parents émigrés vers Mobaye et Bangassou au sud-est, Bria et Ippy au Nord, et Bakala et Grimari à l'ouest, lesquels reviennent chaque année rendre visite à leurs parents.

Aujourd'hui encore, il y a persistance de ces représentations ancestrales de l'espace chez les Mbororo de la région du nord de Bambari. Dans cet espace, et contrairement aux régions Sahéliennes dont ils sont originaires, les ressources ne manquent pas ; de plus, les densités humaines sont demeurées faibles. De ce fait, les Mbororo semblent avoir gardé l'impression d'un pays vierge aux pâturages illimités. Quand ils sentent que les pâturages se dégradent, ils se déplacent avec leurs troupeaux vers de nouveaux pâturages, jusqu'à ce qu'apparaissent à nouveau des signes de dégradation, et ainsi de suite. Le fait qu'ils aient trouvé jusqu'à présent des pâturages en remplacement de ceux dégradés, les maintient dans ce type de comportement qui, comme l'a souligné J.C. Bille (1964), n'est pas celui du "bon père de famille" du droit romain.

A ces pratiques pastorales, s'ajoutent des considérations d'ordre religieux : pour les Mbororo les ressources naturelles, en particulier le pâturage et l'eau sont « *un don de Dieu, dispensé à tous et pour tous, et bien prétentieux et même à la limite blasphémateur serait celui qui prétendrait que tel ou telle source lui appartiendrait car n'étant pas le fruit du travail d'un homme* » (Dupire, 1970).

C'est l'ensemble de ces facteurs qui, pour l'instant fait que les Mbororo soient encore dans l'idée d'un espace ouvert alors même qu'ils ont conscience que celui-ci se ferme, et que les pâturages se dégradent.

## **2. La pratique pastorale comme mode d'appropriation de l'espace chez les Mbororo**

L'accès au foncier dans la commune d'élevage Mbororo de Ouro-Djafun est nettement différent de celui des villages de la commune agricole de Danga-Gboudou. Dans cette partie du territoire, l'utilisation de l'espace à



des fins pastorales ou agricoles exige obligatoirement une autorisation du maire de la commune. Comme pour la partie agricole, on distingue trois cas.

Le premier cas concerne les éleveurs appartenant au groupe Djafun. Il faut signaler ici que les Djafun sont les premiers éleveurs à s'être installés dans cette région ; ce sont eux qui sont à l'origine de la création de la commune d'élevage. Le chef lieu de cette commune qui porte le nom de son fondateur Maloum, abrite un peu plus de 75 % de Mbororo dont plus des trois quarts sont Djafun. A ce titre, les Djafun n'ont aucune contrainte pour accéder aux pâturages où qu'ils soient dans la commune. Ils sont libres de tout mouvement, et peuvent faire paître leur bétail où bon leur semble. Les descendants de ces derniers héritent automatiquement des pâturages de leurs parents.

Par contre pour les éleveurs n'appartenant pas à ce groupe, l'installation sur un pâturage où qu'il soit dans la région, exige d'obtenir la permission du maire, au titre du descendant du premier ardo. La condition de l'obtention de cette autorisation est l'allégeance totale à l'autorité du maire, auquel on doit rendre compte de tous les événements survenus dans la famille. C'est à lui que les éleveurs doivent se référer, en cas de problèmes (notamment avec les agriculteurs), pour le paiement annuel de la "Zaakat" devenue une forme de droit de pacage en vigueur dans le monde éleveur. Il est surtout très important, d'apporter sa contribution matérielle ou financière au maire, chaque fois qu'il en a besoin.

Cette dernière disposition est à l'origine de fréquentes querelles qui opposent les éleveurs du groupe *Ngadjawa* qui, jugent excessifs les très fréquents prélèvements effectués par le maire de la commune. Il faut également mentionner que contrairement aux Djafun, les autres Mbororo (*Bogangko'en*, *Ngadji*, *Ngadjawa*, etc.) n'ont pas le droit d'héritage des pâturages. De plus, ils n'ont aucun recours au cas où, au retour de transhumance, ils trouveraient un Djafun installé sur le site de leur ancien campement (*Waldé*).

La dernière disposition concerne les non-peuls vivant dans la commune d'élevage. Théoriquement, ces derniers n'ont pas le droit d'utiliser une quelconque portion du territoire à des fins agricoles. En réalité, la

pratique de cultures vivrières annuelles est tolérée, à la seule condition que celles-ci soient localisées le long des cours d'eau, en dehors points de passage du bétail. Toutefois, les éventuels dégâts aux cultures occasionnés par le bétail ne font l'objet d'aucun dédommagement ; ce qui ne manque pas de frustrer ces populations qui supportent très mal ces mesures qui jusqu'en 1995, étaient appliquées de façon draconienne. L'élevage du porc est prohibé dans la commune.

Les règles foncières diffèrent donc selon les communautés. Toutefois, dans chaque village, à cause du brassage de plus en plus important des populations, on assiste à une évolution des règles ancestrales vers l'uniformisation, sous l'influence de la législation moderne.

#### D - L'AFFRONTMENT ENTRE LES MODES D'APPROPRIATION TRADITIONNELLE DE L'ESPACE ET LE DROIT MODERNE

La question de manque de terre et de pâturages dans la région nord de Bambari pose le problème du statut foncier en République Centrafricaine et notamment dans les régions où s'exercent à la fois les activités agricoles et pastorales. Ce problème participe de ce fait au procès de la législation foncière des Etats africains, calquée pour la plupart sur le modèle exogène (occidental) qui, ces dernières années, alimente les débats de chercheurs impliqués dans ce domaine (Leroy et Al., 1996). En Centrafrique, cette législation moderne se heurte aux pratiques paysannes, qui affirment d'une part leur volonté croissante d'autonomie et leur enracinement dans les civilisations agraires des communautés rurales locales. Elles soulignent d'autre part les enjeux socio-économiques liés à l'accès à la terre. Ces pratiques apparaissent plus distinctement en décalage avec les innovations introduites par le biais des politiques de développement rural.

La question de leur articulation ou de leur exclusion réciproque pose plus que jamais des problèmes difficiles à l'Etat et aux sociétés d'intervention qui conduisent des projets en milieu rural. Ces faits sont remarquables à la fois dans le domaine foncier et socio-économique.

Au nord-Est de Bambari, le mode de faire valoir Banda et le mode d'appropriation peul s'opposent au droit foncier occidental, retenu par l'Etat comme solution pour désamorcer les querelles entre agriculteurs et éleveurs. L'opposition se cristallise dans un contexte foncier déterminé dont il convient de présenter les grands éléments pour éclairer les mécanismes des stratégies et usages fonciers autochtones, ainsi que leur articulation difficile au régime foncier national.

## **1. La législation moderne**

La présentation du rôle de l'Etat en tant qu'acteur foncier nous semble importante pour la compréhension de la situation foncière dans notre zone d'étude. Le régime foncier actuel est le fruit d'une élaboration déjà longue, qu'il faut évoquer. En effet, les options politiques actuelles n'expliquent pas à elles seules les situations nationales et certaines particularités juridiques, de même que certaines modalités d'application trouvent leurs origines dans le passé colonial.

### **a) La législation foncière coloniale**

Comme l'a si bien montré Piermay (1977 et 1989), c'est à partir de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> juillet 1885 (suivie du décret d'application des 22 août 1885 et 14 septembre 1886) pour l'Etat indépendant du Congo, à partir des décrets du 28 mars 1899 pour le Congo français, que toutes les législations foncières présentent des traits de parenté. Le modèle est en effet le même, le Torrens act, inspiré des coutumes germaniques et des lois de Hanse, et promulgué en Australie en 1858. Le Torrens act devait, non pas créer une propriété foncière, mais rendre incontestables des droits acquis précédemment. Il instituait une procédure administrative et judiciaire destinée à identifier le véritable détenteur des droits antérieurs, afin de permettre une « immatriculation » du bien qui ne puisse souffrir aucune discussion. L'immatriculation (ou « enregistrement ») consiste en la publication d'un titre foncier en deux exemplaires, dont l'un est délivré au

bénéficiaire et l'autre gardé à la conservation foncière. Le « grand livre des propriétés foncières », qui répertorie successivement pour chaque propriété l'ensemble des actes publiés, permet la connaissance rapide d'une situation donnée. Il assure une sécurité suffisante pour établir un système d'hypothèque. Sa simplicité et sa maniabilité imposèrent le système du Torrens Act dans les pays où il fallait légaliser un régime de propriété foncière, fondée sur l'occupation, voire l'usurpation des patrimoines fonciers communautaires traditionnels.

Avant les décrets qui instituaient l'immatriculation, il existait un système inspiré du code civil. Les droits fonciers des « indigènes » étaient reconnus, et ceux-ci pouvaient les céder à des demandeurs étrangers. Les textes juridiques concernaient surtout le Gabon (arrêté du 12 juillet 1849). Mais l'administration imposa rapidement des conditions supplémentaires, comme celle de la mise en valeur pour tout nouveau bénéficiaire. L'innovation conduit à une acquisition du sol en deux étapes, d'abord concession provisoire, transformée en propriété définitive une fois la mise en valeur achevée. Cette clause a été conservée lors de l'institution de l'immatriculation.

Ainsi, le système du Torrens Act n'a pas été appliqué tel quel en Afrique centrale, mais adapté par une administration d'une part confrontée aux réalités locales, et de l'autre préoccupée de favoriser une exploitation du territoire conforme à ses idées. Au lieu d'entériner une propriété privée déjà constituée, ce que supposait le Torrens Act, il s'agissait plutôt de créer un nouveau type de régime foncier, aux dépens des droits coutumiers indigènes susceptibles d'être revendiqués sur l'ensemble du territoire : d'où la notion de terres vacantes et sans maître, terres que l'Etat s'approprie et peut concéder. L'existence même de cette notion prouve une évolution considérable par rapport à l'arrêté de 1849 du Gabon qui, reconnaissait la propriété indigène. Mais la terminologie utilisée était très imprécise. Les critères permettant de définir une terre vacante n'étaient pas indiqués ; ils ont considérablement varié dans le temps. Au temps des compagnies concessionnaires, ils ont grandement favorisé l'accaparement par les Européens.

A la suite des protestations internationales contre les systèmes concessionnaires, l'Etat Indépendant du Congo, puis la colonie du Congo Belge, se sont voulus respectueux des coutumes (décret du 3 juin 1906). Ils étaient aidés en ce sens par de nombreuses investigations ethnologiques. Naquit alors une contradiction qui ne fut jamais résolue par l'administration coloniale : d'un côté, le sentiment que « dans toutes les sociétés congolaises, existe une cellule ou une entité foncière détentrice des terres et exerçant sur celles-ci des droits analogues par leur nature au droit de propriété du code civil, bien qu'issu des principes différents » <sup>23</sup>, de l'autre, les pressions du colonat et la volonté de favoriser l'expansion économique. Le dilemme fut tranché de manière pratique, par l'institution d'une enquête de vacance fort méticuleuse conduisant à des indemnisations lors de toute demande de terres par des particuliers ou par l'Etat (décret du 31 mai 1934). Sur le fond, la contradiction subsistait. Peut-on en fait apurer des droits coutumiers qui reconnaissent à la terre un caractère divin, par une simple indemnisation financière ? Le refus de l'enquête de vacance par certains groupes (Kongo) à la fin de la période coloniale réactiva la crise de conscience européenne, et l'administration elle-même finit par admettre que le régime foncier colonial était intenable.

A partir de constations semblables, les solutions apportées en A.E.F. furent différentes. Le moindre intérêt porté par la métropole et par le colonat à ce territoire, de même que l'exemple d'une Afrique occidentale française aux mentalités plus avancées, formaient des circonstances plus favorables à une évolution de la législation. Au départ, les « indigènes » ne disposaient que de droits précaires qui pouvaient être rachetés au moyen d'une « indemnité de déguerpissement ». Toutefois, aucune procédure précise n'a jamais été mise au point pour établir l'enquête de vacance, bien que l'idée de celle-ci existât. En revanche, à la fin de l'époque coloniale, les droits coutumiers ont été peu à peu reconnus pleinement en A.E.F. Le décret du 10 février 1938 accorda aux collectivités la faculté de faire constater l'existence et l'étendue de leurs droits. Celui du 20 mai 1955 réaffirma solennellement l'existence de ceux-ci, et permit leur immatriculation à condition qu'elle fût

---

<sup>23</sup> Texte inédit de la commission pour l'étude du problème foncier, 1956, cité par Kalambay (1985, 38)

effectuée au nom d'un individu, et après réalisation des conditions légales de mise en valeur. Ces conditions étaient très restrictives ; en revanche, il y avait là reconnaissance de l'évolution des coutumes, et non plus la volonté de les défendre à toute application.

Toutefois, la présence de droits coutumiers antérieurs empêchait l'application du Torrens Act dans sa forme originelle. Leur reconnaissance progressive conduisait à adopter l'état d'esprit du code civil. Pour d'autres motifs encore, implicite ou non, le système de l'immatriculation différait de son modèle australien. Il ne concernait qu'une partie très limitée de la population, les non-originaux du territoire, avec une exception pour les originaux naturalisés français (A.E.F.). Il s'agissait au départ de protéger les groupes claniques contre l'accaparement individuel de leurs membres, et contre les acquéreurs malhonnêtes.

Autre innovation par rapport au Torrens Act, l'obligation de mettre préalablement en valeur une propriété avant la délivrance du titre définitif introduit dans la législation un nouvel état d'esprit. Si la mise en valeur est obligatoire pour obtenir le titre définitif, la conséquence logique est que l'abandon prolongé du terrain entraîne une procédure de retrait du document. Dans ces conditions, le titre peut-il être qualifié de « définitif » ? N'y a-t-il pas de risques d'abus ? La législation centrafricaine envisage le retour au domaine public des « terrains abandonnés ». Une telle clause n'existait pas dans la législation de la colonie française. DOMETZ (1939, 171) considère qu'il y a une lacune. La notion de « terrains abandonnés » est également annonciatrice de débats passionnés, que seule une administration forte pourrait arbitrer.

Ces observations concernent autant le milieu rural que le milieu urbain. Quel que fût le mode juridique d'installation des premiers européens, - traité passé avec les chefs, ou fait accompli - l'administration coloniale a vite considéré que la souveraineté ainsi que l'occupation physique des lieux lui accordaient de droit la propriété du sol.

b) La législation foncière nationale : « pâle » copie de celle de l'époque coloniale

L'accès à l'indépendance de l'Oubangui à l'instar des anciens territoires coloniaux va se traduire par une évolution plus ou moins rapide de la législation foncière. Malheureusement, l'esprit de la législation coloniale est conservé. La loi n°63/441 du 9 janvier 1964 relative au Domaine National<sup>24</sup> ne fait que mettre au point la procédure. En revanche, les caractéristiques les plus visibles peuvent avoir surtout valeur de symboles : quoi de plus proche en effet d'un titre de propriété sur le sol, qu'une reconnaissance de propriété sur la terre et les biens immobiliers entraînant la concession définitive de la parcelle sur laquelle il repose ?

Malgré tout, dans l'ensemble des textes législatifs, quatre types d'innovations apparaissent par rapport au système foncier colonial :

- Les pouvoirs théoriques de l'Etat ont été partout accrus. Non seulement celui-ci revendique l'héritage de l'Etat colonial, mais aussi celui des collectivités coutumières, au nom de l'unité nationale. En République Centrafricaine, la nationalisation des terres n'a pas été proclamée, comme dans certains pays ayant adopté le communisme comme modèle politique. Toutefois, celle-ci appartient de fait à l'Etat, à une exception près, celle des titres fonciers appropriés privativement.

- La procédure d'immatriculation, fait du prince, favorisait les Européens pendant la plus grande partie de l'époque précédente. De même, la politique foncière de la république participe de la création d'une base économique et sociale nationale voulue par l'Etat centrafricain. Les droits des étrangers sont partout limités.

- Au-delà des principes affirmés, l'essentiel de la procédure antérieure est conservé. L'immatriculation subsiste ainsi que la condition de mise en valeur qui reste obligatoire. La procédure d'immatriculation demande deux étapes, sanctionnées par des arrêtés. Tout d'abord la concession provisoire. Elle est obtenue après bornage du terrain, confection d'un extrait cadastral et enquête publique par affichage. Elle rend obligatoire la mise en valeur du terrain dans un délai de deux ans, seulement renouvelables pour les terrains urbains. Ensuite la concession définitive. Elle n'est délivrée qu'une fois la mise en valeur réalisée, et après constatations administratives des autorités

---

<sup>24</sup> Journal Officiel de la République Centrafricaine, 1<sup>er</sup> février 1964, p. 82.

compétentes. Cette étape nécessite l'achat du terrain (qui signifie entrée de fonds dans les caisses de l'Etat), et permet d'effectuer une réquisition d'immatriculation auprès du service des Domaines. La terre est alors soumise à l'impôt foncier. Il faut souligner que le titre est inaccessible, sauf autorisation administrative. Afin d'entourer la procédure du maximum de garanties, de nombreux services sont associés (Cadastre, Domaines, Conservation des titres Immobiliers, et Tribunal pour l'immatriculation elle-même). Par contre, si les mairies sont toujours associées à l'élaboration des dossiers, il convient de mentionner qu'elles ont été déchargées de leurs responsabilités foncières au profit des services de l'Etat.

- Les principes officiels et la législation elle-même sont souvent d'application difficile. L'abondance des textes (nombreux décrets et ordonnances de portée restreinte transférant notamment les compétences) découle des options changeantes des régimes et de l'évolution rapide de la société. Les difficultés pour consulter les textes en vigueur illustrent le manque de diffusion qui en est faite. A cela, s'ajoutent les faiblesses de l'encadrement administratif.

Dans ce contexte de « pilotage à vue », qui existait déjà à l'époque coloniale, il est bon de distinguer la législation de la procédure officiellement mise au point par les services confrontés à la gestion quotidienne. Très souvent, les procédures ne correspondent pas aux règles édictées par les lois. De la même manière, il sera plus nécessaire de différencier les procédures de la pratique des multiples acteurs fonciers, dont un groupe est constitué par les notables (Maire, Députés, chefs de villages influents) et parfois les fonctionnaires en tant qu'individus. Ceux-ci, profitant de leur statut, n'hésitent pas à s'accaparer de nombreuses propriétés, qu'ils sont parfois incapables de mettre en valeur.

Tous ces dysfonctionnements aboutissent à une situation confuse. D'une part l'Etat essaie d'imposer sa loi, et de l'autre ne dispose pas de moyens pour la faire appliquer correctement, du fait que certains de ses agents participent au désordre. Aussi, en milieu rural, la rencontre de ces législations foncières avec les règles d'usages locales, aboutit souvent à l'anarchie.



## **2. L'anarchie comme conséquence des contradictions entre logiques d'appropriation de l'espace**

Les règles foncières qui ont été esquissées précédemment, ne sont plus les mêmes aujourd'hui. Elles ont subi d'énormes mutations dans les deux communautés, du fait de la cohabitation des populations Banda et Mbororo, des interventions répétées de l'Etat et de l'introduction de l'économie de marché.

Actuellement, l'espace construit par les Banda et les Mbororo est comparable à une arène où s'affronteraient divers acteurs sociaux : paysans, éleveurs, chasseurs, notables, femmes, hommes, jeunes, vieux, agents de développement, services techniques. Tous sont mus par des intérêts, des aspirations et des logiques souvent divergentes. Dans ce milieu rural, les représentations et l'inadaptation des systèmes d'exploitation actuels ont fait des terres cultivables et des pâturages, des biens de plus en plus rares. Des structures juridiques foncières traditionnelles, inadaptées à la logique moderne de productivité et d'appropriation privée de l'espace, continuent de régir l'espace. Il en résulte non seulement une compétition entre les différents régimes traditionnels (Banda et Mbororo), mais également une résistance vis-à-vis de la législation édictée par l'Etat jugée non conforme aux règles traditionnelles.

La résistance vis-à-vis de la législation nationale date de l'époque coloniale où elle puise son essence. En effet, comme le souligne PIERMAY (1993), *« la "romanisation" du foncier, qui sera perpétuée après l'indépendance par le gouvernement centrafricain va se heurter aux « pesanteurs » des règles traditionnelles »*. Les populations rurales contestent les décisions de l'Etat, qui déclare être d'office le propriétaire de la totalité des terres. Ce que rejettent surtout les populations, ce sont les comportements de l'Etat dans son rôle foncier.

D'abord, sa politique dans ce domaine est autoritaire. Elle est définie exclusivement en fonction des programmes de développement, eux-mêmes élaborés en fonction des exigences des sources extérieures de financement.

Cette politique ne prend pas en compte les pratiques foncières autochtones. L'Etat dispose de la terre à son gré, et peut faire valoir son droit de préemption à tout moment ; pourvu que sa décision soit justifiée par des projets, théoriquement ou non, d'ordre public. En réalité, ces orientations politiques sont imposées par les conditions techniques et financières d'exécution des projets tels qu'ils sont initiés dans le cadre des plans de modernisation. Entre 1963 et 1965, il fallait trouver un cadre juridique pour bénéficier des financements des bailleurs de fonds occidentaux qui, voulaient à tout prix sédentariser les pasteurs Mbororo. L'Etat n'a alors pas hésité à créer des communes spéciales d'élevage, aux dépens des structures déjà existantes que constituaient les communes rurales.

Ensuite, ces orientations politiques autoritaires sont caractérisées par l'ignorance volontaire des régimes fonciers coutumiers. Elles sont en outre marquées, par la volonté de privilégier, aux dépens de ces derniers, les droits fonciers ayant servi de support au développement du capitalisme agraire dans les sociétés occidentales. L'installation des éleveurs Mbororo dans le Nord de Bambari par exemple, bien qu'initiée par l'administration, a fait l'objet de consensus entre le « Lamido » Idjé, le chef de terre Maïdou et les chefs des villages où étaient localisés les pâturages adéquats. Lors de la création de la commune d'élevage, puis de son extension, aucun chef Banda n'a été consulté.

Ainsi, la réalité de la politique foncière de l'Etat centrafricain se situe dans la ligne définie par le pouvoir colonial, et ne tient pas compte des données culturelles et sociales. Pour les Banda, le résultat a été la spoliation de leurs terres. En conséquence, cette politique a attiré sur les Mbororo l'hostilité et la méfiance de leurs voisins, et ils se sont retrouvés confinés dans les limites d'un espace restreint, dont la surface est loin de suffire à couvrir leurs besoins réels.

Cette attitude de l'Etat rend difficile une appréciation objective des divers aspects du fait foncier traditionnel centrafricain. Le résultat inévitable d'une telle politique, visant à articuler les régimes fonciers traditionnels au régime foncier européen, est la rigidité de l'opposition tradition/modernité, avec le régime foncier européen posé comme modèle.

Pour illustrer cette opposition, dans l'ensemble de la commune de Danga-Gboudou, seules trois propriétés ont fait l'objet de délimitation par le service du Cadastre et des Domaines de la Ouaka. Il s'agit de la propriété de l'un des anciens maires (agro-éleveur), celle de l'Ardo S., et de la propriété de l'un des notables Banda les plus influents de la région.

Curieusement, ces trois propriétés pourvues de titres fonciers sont l'objet de litiges. Par exemple, la propriété accordée depuis 1988 au ardo S. dans un secteur pourtant destiné à l'agriculture, est encore contestée de nos jours par les populations du village Agoudou-Manga. Etant donné qu'aucune suite n'a été donnée à leur plainte, les populations de ce village considèrent l'Etat comme le complice de ces éleveurs.

Ce cas met en exergue un exemple de dysfonctionnements, qui aboutissent souvent aux conflits entre les populations. Les protestations des habitants d'Agoudou-Manga, concernent autant la nature des acquéreurs (Mbororo), que le titre de propriété lui-même. En effet, le caractère exclusif et individuel de celui-ci, ne peut s'intégrer aux usages d'appropriation communautaire des Banda. Aussi, partout dans la commune coexistent des systèmes fonciers modernes (imposés ici sous forme de zone d'élevage et de zone agricole) et traditionnels. Cette ambivalence est aussi relevée dans la production agricole. La culture cotonnière destinée à l'exportation bénéficie d'un meilleur suivi que les cultures vivrières. Elle découle des interventions maladroites de l'Etat, incapables de trouver un consensus de gestion de l'espace avec les Communautés Banda et Mbororo.

### *Conclusion*

Ce chapitre nous a permis de montrer combien le sentiment de contraction de l'espace est partagé par toutes les populations du Nord-Est de Bambari. Ce sentiment trouve son fondement tout d'abord dans les représentations et les pratiques de ces populations, tout comme dans la politique foncière de l'Etat.

La vision Mbororo de l'espace et celle des Banda sont divergentes et difficilement conciliables. L'espace, pour les Banda est représenté et vécu dans le cadre d'un territoire villageois donné, aréolaire et circonscrit, aux limites plus ou moins reconnues de tous. Chez les Mbororo, c'est un réseau de lieux discontinus : pâturages de saison de pluies, pâturages de saison sèche, de parcours, de points d'abreuvement, de marchés de ravitaillement, etc., parfois très éloignés les uns des autres.

Ensuite, ces représentations sont induites par des pratiques de chaque groupe, lesquelles déterminent leurs rapports à l'espace. Extensives, ces pratiques et usages ont besoin de vastes espaces pour se perpétuer. La rencontre entre l'élevage transhumant Mbororo et l'agriculture itinérante Banda crée une concurrence entre les deux activités au niveau spatial. En dépit de cela, Mbororo et Banda ont pu cohabiter sans heurts, à la faveur de la faible densité d'habitants et de bovins. La croissance actuelle du cheptel bovin, celle de la population, et la dégradation générale des ressources naturelles font que ces représentations et pratiques vivaces, ne cadrent plus avec les réalités locales.

De plus, l'Etat par sa volonté de faire valoir son droit de préemption sur les terres et par sa politique agricole, a perturbé le fragile équilibre entre ces deux populations. Sa politique de partition de l'espace entre les deux activités, ainsi que sa volonté d'imposer la législation moderne ont abouti à une situation foncière anarchique.

Face aux mutations en cours et aux difficultés d'exercer leurs activités en utilisant des techniques traditionnelles séculaires, chaque groupe, a développé un sentiment d'achèvement de l'espace. Cette vision ne cadre évidemment pas avec les cartes de l'occupation des sols de la région qui donnent les images satellitaires. En revanche, elle témoigne du fait que l'espace est devenu un enjeu, que chaque groupe cherche à s'appropriier au détriment de son voisin, par des stratégies diverses. Il en résulte de nombreux conflits que l'on observe actuellement dans la région.

## CHAPITRE VI : LES CONFLITS ET LEURS CONSEQUENCES

### A. LES CONFLITS : REALITE OU FANTASME

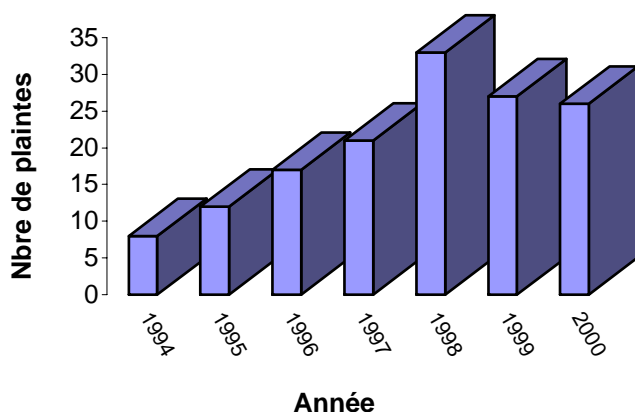
#### 1. Une réalité préoccupante

La plupart des responsables administratifs et hommes politiques que nous avons rencontrés lors de notre étude ont été réticents, à reconnaître l'existence de conflits entre agriculteurs et éleveurs en Centrafrique et notamment dans le Nord-Est de Bambari. Ils se justifiaient en arguant de l'interdépendance entre ces deux communautés qui partagent le même espace. Au vu de ce qui se passe au Nord-Est de Bambari, et en se référant aux définitions du mot conflit, force est de constater que les conflits existent dans cette région agropastorale.

L'encyclopédie Larousse de 1999 définit le conflit comme étant une lutte, un antagonisme. Toutefois, la définition qui nous semble la plus complète et que nous faisons notre est celle qu'en donne E. Minark (1971), à savoir « *l'antagonisme c'est-à-dire la rupture entre les mécanismes habituels d'interaction existant entre les individus, les individus et les organisations ou encore entre les organisations elles-mêmes* ». Cette définition résume bien les tensions, même si elles sont beaucoup plus latentes que manifestes, qui opposent les populations Banda aux pasteurs Mbororo dans cette région. Les données statistiques à ce propos sont édifiantes (cf. figure 2).

Les informations recueillies auprès du service des constats de la Délégation régionale d'agriculture et de l'élevage de la Ouaka, révèlent entre 1994 jusqu'au 22 septembre 2000, 151 plaintes pour dégâts aux cultures et pour massacres de bétail. Pourtant, seulement 37 plaintes de ce genre ont été enregistrées entre 1988 et 1994. Le nombre de plaintes a donc quadruplé dans la période allant de 1994 à 2000. Cette augmentation de plaintes témoigne de la croissance des conflits. 57 % de ces plaintes ont été déposées entre juin 1997 et septembre 2000.

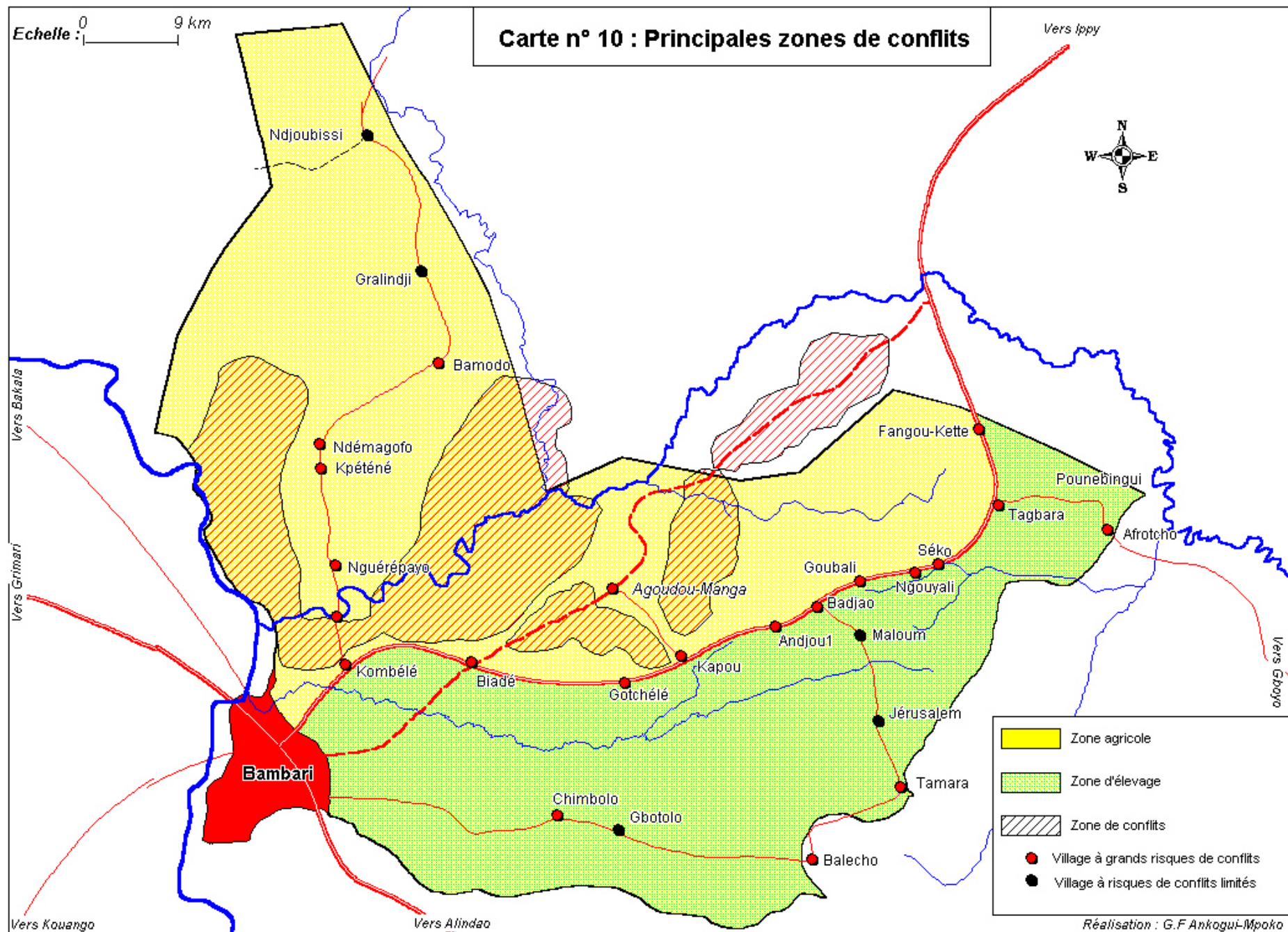
**Graphique 2. Evolution de plaintes pour litiges entre  
Agriculteurs et éleveurs de 1994 à 2000**



*D'après les données recueillies auprès de la Délégation  
régionale de la Ouaka à Bambari (octobre 1999 et août 2000)*

Cette évolution du nombre de plaintes relevées par l'administration, atteste de la dégradation des relations entre Banda et Mbororo ; d'autant plus que ces populations sont généralement habituées à régler leurs différends à l'amiable. Les disputes entre agriculteurs et éleveurs sont devenues fréquentes et les actes de violences qui se sont multipliées, aboutissent parfois à des drames. La brigade de gendarmerie de Bambari déplore sept cas de décès, dont quatre Mbororo et trois Banda, suite à des affrontements à l'arc et au fusil de chasse. Les éleveurs, souvent réservés sur ce sujet, n'hésitent plus à en parler. Le Masson et Remayeko (1992) affirment qu'en 1990, seulement 10 % des éleveurs évoquaient les conflits. Ils étaient un peu plus de 43,6 % en 1997-1998<sup>25</sup> à déplorer la détérioration de leurs relations avec les agriculteurs. Nos enquêtes de 1999-2000 aboutissent à un taux de 82%.

<sup>25</sup> D'après les données recueillies par le Service de suivi et d'évaluation de l'Agence Nationale pour le Développement (ANDE)



Contrairement à ce que les autorités soutiennent, les conflits entre agriculteurs et éleveurs existent. Par ailleurs, les statistiques semblent montrer, que ces conflits se sont envenimés. Ils deviennent de plus en plus préoccupants, dans la mesure où ils donnent lieu à des affrontements qui se soldent par des morts d'hommes, des actes auxquels, il convient d'apporter des solutions le plus rapidement possible, pour éviter leur généralisation, voire un affrontement inter-communautaire. Pour ce faire, l'identification des causes de conflits et leur caractérisation semble être un préalable à toute proposition de solution allant dans le sens d'un règlement négocié.

## **2. Les différentes formes de conflits**

Les enquêtes de terrain, l'observation du vécu des populations du Nord de Bambari et l'analyse de leurs discours et de leurs comportements nous ont permis d'identifier les différentes formes de conflits en rapport avec l'utilisation de l'espace. Nous les avons classés en quatre catégories : les conflits agriculteurs-éleveurs, les querelles entre agriculteurs, les disputes entre éleveurs et les conflits de compétence entre les autorités traditionnelles.

### **a) Les affrontements entre agriculteurs Banda et éleveurs Mbororo**

Ces conflits naissent du contact des deux modes de production « antagonistes ». Leurs affrontements traduisent ce que Marty (1993) par « *le degré de "mésajustement", de deux activités économiques (élevage/agriculture) et de deux traditions (agraire et pastorale)* ». En l'occurrence, la raison principale de la mésentente entre ces populations du Nord-Est de Bambari, semble être la question de l'appropriation et de la gestion des ressources naturelles : sols cultivables, réserves de chasse, pâturages, points d'eau, etc.



Les conflits entre les agriculteurs et les éleveurs se manifestent de manière très diverse : disputes, menaces de tous genres, refus de vente de produits agricoles ou de bétail les uns aux autres, massacres de nombreux animaux appartenant aux Mbororo par les Banda, empoisonnement de points d'eau et pâturages fréquentés par les troupeaux transhumants à l'aide de l'engrais chimique et de l'anhydride. Parfois, des actes très graves sont perpétrés ; ce sont les coups et blessures (contre les chasseurs ou cueilleurs s'aventurant trop près des zones de pâturage du bétail), des tirs de fusils contre les Mbororo, des viols exercés par certains Peuls sur les femmes et les enfants travaillant seuls dans les champs, et parfois meurtres. Les causes apparentes souvent évoquées pour ces conflits sont de deux ordres. Il s'agit de la destruction des cultures et récoltes et du vol de bétails. Toutefois, il convient de souligner que ces conflits prennent parfois des formes très diverses, et que ne transparaissent que ceux, qui sont délicats à résoudre

#### *1) Les dégâts aux cultures situées dans la zone agricole*

Les dégâts aux cultures, comme l'illustre le tableau n° 10 ci dessous, sont très fréquents dans notre zone d'étude. De 1998 à 2000, 225 cas de dégâts aux cultures ont été enregistrés en trois ans, soit une moyenne de 6 conflits par village par an. Le plus grand nombre de dégâts a eu lieu en 1998 (38% du total des conflits en trois an), puis il y a eu un léger tassement en 1999 (30%), avant de remonter en 2000 (32%). Le nombre important de dégâts enregistrés en 1998, s'explique par l'arrivée et l'installation massive de nouveau éleveurs, notamment Ngadjawa dans la commune de Danga-Gboudou. Ces nouveaux venus, confrontés à l'hostilité des Mbororo anciennement installés (Djafun, Wodaabé), ont été obligés de se rabattre dans la zone réservée à l'agriculture, malgré les risques de dégâts que cela impliquait. Toutefois, bien qu'ils soient conscients des conflits que pourraient provoquer leur installation en zone agricole, la possibilité de

fournir à leur bétail les meilleurs pâturages qui s'y trouvent, les pousse à courir ce risque.

Pour éviter que de telles situations ne se reproduisent, une « campagne de sensibilisation » a été lancée par tous les chefs de village et notables pour empêcher les éleveurs de s'installer trop près des champs. Grâce à cette « sensibilisation », le nombre de dégâts aux cultures a baissé de 8% (18 cas) par rapport à 1998. Mais, la baisse de cette mobilisation en 2000, a entraîné l'augmentation de dégâts de 1,5 %, soit 3 cas supplémentaires.

Il va de soit que de tels dégâts s'accompagnent de réactions des agriculteurs qui, peuvent aboutir à des conflits éventuellement violents ou à des représailles (cf. figure n° 3).

**Tableau 10. Dégâts aux cultures et conflits dans quelques villages du Nord-Est de Bambari**

Village	1998		1999		2000	
	Dégâts aux cultures	Conflits	Dégâts aux cultures	Conflits	Dégâts aux cultures	Conflits
Ngouyali	8	3	5	2	7	3
Seko	4	1	6	3	3	3
Tagbara	6	5	5	1	2	1
Goubali	8	1	4	2	5	3
Andjou	6	6	7	4	4	3
Gousindi	7	7	4	2	5	1
Kradé	8	6	6	6	6	3
Biadé	7	5	6	5	8	7
Agoudou-Manga	7	3	4	3	6	3
Bamodo	7	3	4	3	6	3
Croisement Ndjoubissi	5	1	7	5	6	2
Bamodo	8	4	6	4	5	3
Chimbolo	5	3	4	2	8	6
<b>Total</b>	<b>86</b>	<b>48</b>	<b>68</b>	<b>42</b>	<b>71</b>	<b>41</b>

*D'après les données de terrain (juillet 1999 et août 2000)*

Sur les 225 cas de dégâts aux cultures enregistrés dans les 13 villages entre 1998 et 2000, période à laquelle ont porté nos enquêtes, on constate que seuls 131 cas ont donné lieu à des conflits<sup>26</sup>.

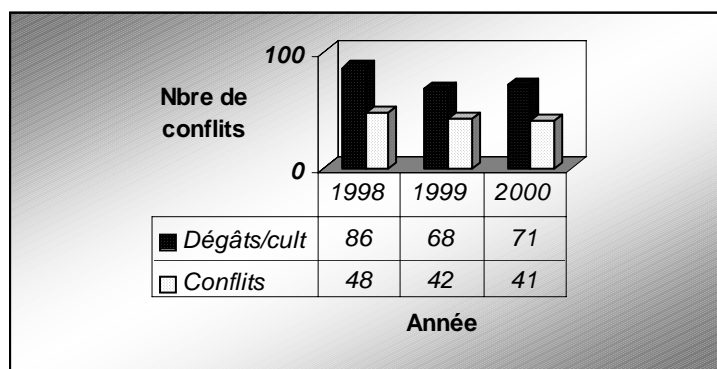
De même, pour 6 cas de dégâts aux cultures enregistrés dans les villages enquêtés entre 1998 et 2000, seulement 3 cas de conflits ont donné

<sup>26</sup> Par conflit ici, nous entendons des litiges ayant abouti à des affrontements ou qui n'ont pas pu trouver de solutions à l'amiable, et dont les protagonistes ont dû avoir recours à la

lieu à des conflits. Autrement, pour 100 dégâts aux cultures provoqués par le bétail, seul un peu plus de la moitié (58%) donne lieu à un conflit. Tous les dégâts aux cultures ne donnent donc pas lieu à des conflits. De plus, quand tel était le cas, 42% de ces conflits sont réglés à l'amiable par les parties concernées. Sur l'ensemble des trois années retenues pour l'enquête, les tendances d'évolution des conflits sont les mêmes que celles des dégâts aux cultures.

Ces derniers ont généralement lieu au moment des départs et des retours des éleveurs de transhumance ; c'est-à-dire entre mi-septembre et début novembre, et de la fin du mois de mars à la mi-mai. On compte 72 % des dégâts et litiges pendant ces périodes. Paradoxalement, c'est le moment où le bétail est le mieux encadré. Les éleveurs interrogés à ce propos affirment que les destructions ont généralement lieu lors des escales de ravitaillement.

**Graphique 3. Aperçu de l'évolution des dégâts aux cultures et des conflits qui en découlent**



*D'après les données de terrain (juillet 1999 et août 2000)*

En effet, bien que transhumant en pleine brousse, les éleveurs sont obligés de temps en temps de se rendre dans les villages Banda situés sur leur trajectoire, pour acheter aux paysans les vivres nécessaires à leur survie. Pour ce faire, et surtout depuis l'apparition du phénomène de

---

justice soit du chef du village, du maire, des forces de l'ordre ou du Tribunal de grande instance de Bambari.

coupeurs de routes (zaraguina), la plupart d'entre eux sont obligés de rapprocher les troupeaux le plus près possible des villages. Lors de ces sorties, tous les adultes vont au village, et laissent la charge du bétail aux jeunes, qui sont parfois débordés par les bovins qui envahissent alors les champs du village. Les conflits les plus violents surviennent entre mi-septembre et mi-novembre, en raison de la destruction des champs de coton, principale source de revenus de la région.

Deux modes de règlement sont alors possibles. Le règlement peut s'effectuer à l'amiable entre l'agriculteur victime et l'éleveur responsable, par le paiement en espèces (argent) en fonction des dégâts causés au champ. La tension latente qui règne entre les Banda et les Mbororo rend cette démarche de plus en plus rare et difficile.

Le deuxième mode de règlement consiste à porter le litige devant le chef du village sur le territoire duquel se situe la parcelle détruite. Beaucoup plus utilisé depuis cinq ans environ, ce mode intervient quand les deux parties n'arrivent pas à trouver de consensus à l'amiable. Le chef fait constater les dégâts par ses conseillers, ses gardes et le Délégué Technique (DT). Après ce constat, le propriétaire du champ demande une compensation à l'éleveur. Sur la base de la somme exigée par la victime et du rapport du constat effectué par ses collaborateurs, le chef tranche en fixant une amende en fonction du préjudice subi. Les amendes fixées sont payées soit en argent, soit en nature (un mouton, un veau ou une vache). Si le chef du village n'arrive pas à concilier les deux parties, il soumet l'affaire à la justice du maire de la commune (zone agricole) qui tranche sur la base des conclusions du jugement du chef du village.

Si à ce niveau, aucun terrain d'entente n'est trouvé, la juridiction du maire se déclare incompétente et transmet le dossier soit à la gendarmerie soit au tribunal de grande instance de Bambari. Il faut souligner que ces cas autrefois rares, ont tendance à se généraliser depuis deux ans.

En 1998, des troupeaux en transhumance ont endommagé des champs de coton et des champs de cultures vivrières appartenant aux agriculteurs de Ngouyali habitant des "fermes" situées le long de la rivière Baïdou. Suite aux querelles qui en ont découlé, la brigade de recherche de la

gendarmerie basée à Bambari a été saisie. Un détachement de gendarmes accompagné d'une équipe d'agents de constatations composée d'un technicien d'agriculture, d'un technicien d'élevage a été dépêché sur les lieux afin d'évaluer les dégâts et les responsabilités (cf. annexe n°1 : un exemplaire du constat). Après ce constat, le montant des dommages a été évalué à 1 900 000 FCFA. Il ressort de nos enquêtes que jusqu'à ce jour, un seul agriculteur a pu obtenir un dédommagement de 60 000 CFA. Pourtant, les éleveurs concernés affirment avoir remis à la gendarmerie une cinquantaine de bœufs en compensation des dommages occasionnés aux agriculteurs.

Comment expliquer la disparition de ces bœufs ? Les réponses obtenues des autorités préfectorales et de la gendarmerie, interrogés à ce propos, sont très divergentes. Pour les gendarmes, les bœufs auraient été remis aux autorités préfectorales qui devaient se charger de les vendre, puis d'utiliser l'argent qu'elles en auraient tiré pour dédommager les victimes. A la préfecture par contre, on affirme n'avoir jamais reçu de bœufs de la part des Mbororo. Une chose semble certaine, les gendarmes le confirment : les bœufs ont été bel et bien remis aux autorités ; mais entre la gendarmerie et la préfecture, où est la vérité ? Conséquence de cette situation injuste, aujourd'hui les agriculteurs ne sont toujours pas dédommagés, et ils n'ont plus aucune confiance dans les autorités locales qu'ils jugent corrompues.

## *2) Les dégâts aux cultures sur les champs en zone d'élevage*

D'après les textes divisant la région en zone agricole et en zone d'élevage, il est fait interdiction à quiconque d'installer des parcelles de cultures dans la zone destinée à l'élevage. Mais au-delà de ces textes juridiques, il n'est pas rare que pour diverses raisons ; mésententes entre agriculteurs, amitié avec un ardo ou tout simplement par "provocation", un Banda soit amené à cultiver dans la zone d'élevage. Ces cultures sont installées aux risques et aux périls de l'agriculteur. C'est pourquoi, pour éviter les dégâts aux cultures, les éleveurs-agriculteurs clôturent leurs champs. Ce n'est pas le cas des Banda, qui sont trop pauvres pour pouvoir

clôturer leur champs. Par conséquent, ce sont eux qui sont les plus fréquemment victimes des dégâts. Parfois on observe que les destructions de cultures sont planifiées par des éleveurs, qui veulent contraindre les Banda à quitter la zone d'élevage.

Les textes ne prévoient aucune indemnité. Connaissant ces dispositions de la loi, la plupart des victimes n'osent pas se plaindre. Toutefois, il arrive que certains éleveurs de bonne foi versent aux victimes une indemnité forfaitaire, sans aucune contrainte. Ces types d'arrangement sont fréquents aujourd'hui, car la plupart des Mbororo Djafun pratiquent l'agriculture et comprennent les difficultés des travaux cultureux.

De plus en plus, on assiste à la contestation des dispositions de la loi par les victimes des dégâts aux cultures. Ceux-ci estiment que s'il y a des éleveurs qui violent la loi pour aller faire paître leur bétail dans la zone agricole, il n'y a pas de raison que la réciproque ne soit pas possible. Un climat qui de temps en temps dégénère en querelles et en heurts entre les deux populations.

### *3) Les vols et l'abattage du bétail*

Le vol de bétail ou de produits agricoles est l'une des causes majeures de conflits entre les éleveurs et les agriculteurs. En août 1999, le vol d'une brebis par le fils du boucher de Ngouyali, a failli tourner à l'affrontement général. Le Mbororo propriétaire de la brebis avait décidé avec toute sa famille (armée de flèches et de sabres), de régler l'affaire lui-même, compte tenu du laxisme du chef du village et de récidive. De même, un chasseur a été retrouvé mort mutilé dans la brousse, près d'un campement Mbororo abandonné. Les enquêtes menées par la suite ont conclu que, les Mbororo le soupçonnaient de vouloir voler leur bétail et l'auraient assassiné. Du côté Banda, il est fréquent que des Mbororo soient capturés et molestés, à cause de vol de tubercules de manioc ou de patates douces. Une forte tension s'est donc installée. Elle est nourrie d'un esprit de vengeance, chaque représailles d'un côté, impliquant immédiatement une réplique de l'autre camp.

Les vols les plus courants affectent le bétail. Ils sont perpétrés par les Banda pour la boucherie ou la culture attelée. Ceux concernant des produits vivriers sont par contre le fait des éleveurs. Ils se produisent surtout en période de transhumance. Ces vols s'expliquent par le souci des Mbororo de limiter leurs dépenses alimentaires, en se servant directement dans les champs. Etant de passage, ils bénéficient d'une certaine impunité ; dans ces conditions, il est difficile de connaître leur identité.

Ce type de conflit est généralement tranché par le maire de la commune où s'est déroulé le délit. S'il s'agit du vol d'un mouton ou d'un bœuf, on contraint le délinquant à restituer le mouton ou le bœuf et à payer de surcroît une amende à la mairie. S'il a déjà tué ou vendu le bétail, il doit non seulement s'acquitter de l'amende de la mairie, mais également payer le montant qu'exige le propriétaire de l'animal volé, à titre de dommage et intérêt. Par contre, si le vol concerne plusieurs bœufs voire un troupeau, le maire fait appel à la gendarmerie.

Aujourd'hui, à cause de la progression de la culture attelée et de l'augmentation du nombre d'agro-éleveurs en pays Banda, ces cas de vols sont devenus rares. D'autant plus que dans la majorité des cas, les agro-éleveurs ont tendance à confier leur bétail aux Mbororo beaucoup plus expérimentés dans ce domaine. Ils deviennent ainsi leurs alliés et protecteurs auprès des villageois Banda. Cette situation rend complexe la résolution des conflits, surtout lorsque c'est le troupeau d'un peul comportant du bétail Banda qui endommage les champs.

Aussi, en cas de dégâts, certains agriculteurs préfèrent se faire justice eux-mêmes en abattant le bétail responsable. Toutefois, la plupart de ces abattages sont le fait de chasseurs, qui à défaut de trouver du gibier, se rabattent sur le bétail, beaucoup plus facile à abattre. Ces actes deviennent fréquents, 26% des Mbororo s'en plaignent, et tous se méfient des Banda qui s'aventurent trop loin dans la zone pastorale. D'après un Chef Ngadjawa, tous les Banda disposeraient de fusils de fabrication artisanale. Les abattages de bétail, du fait qu'ils ont souvent donné lieu à de véritables affrontements, sont rigoureusement sanctionnés. Un individu coupable de ce

crime est systématiquement traduit devant le tribunal pour détention illégale d'arme à feu.

Toutefois, les conflits n'opposent pas que les éleveurs Mbororo et agriculteurs Banda ; ils opposent également les Banda entre eux, même si les premiers types sont les plus connus, à cause de leur large médiatisation.

#### b) Les querelles entre agro-éleveurs et agriculteurs Banda

De nombreux conflits opposent généralement les Banda pratiquant l'élevage aux autres agriculteurs. Ces conflits proviennent de trois causes majeures.

##### *1) Dommages causés par les bœufs de traits*

Ces types de conflits sont les plus fréquents parmi ceux qui opposent les Banda entre eux. En effet, la quasi-totalité des bœufs de traits sont laissés en divagation après les journées de travail. Ainsi libre de ses mouvements, ce bétail n'hésite pas, la nuit tombée, à reprendre le chemin des champs pour y commettre d'énormes dégâts. Bien que les populations ne l'expriment pas ouvertement, notre étude au Nord-Est de Bambari montre que 44% des dégâts aux cultures, sont occasionnés par le bétail de trait des Banda.

Le règlement de ces types d'affaires dépend du lien de parenté, des l'importance des dommages et des récidives. Si c'est la première fois que le bétail détruit le champ et que les dégâts sont insignifiants, le propriétaire du bétail est sommé de tenir ses animaux hors des champs. En cas de récidive, l'amende est la même que celle évoquée plus haut.

Les arrangements se font généralement à l'amiable (83 %). Il arrive cependant que les dégâts soient majeurs (cas de destruction de champ de coton ou de manioc). L'affaire est alors tranchée par le chef du village, voire le maire. Dans ce cas, l'intervention des agents techniques de la Société Cotonnière Centrafricaine (SOCOCA) pour l'établissement d'un constat est nécessaire, pour évaluer les dégâts quand il s'agit des champs de coton. Le



responsable verse alors la somme exigée, majorée d'une amende forfaitaire que perçoit le chef du village ou le maire. Les dégâts causés par les bœufs de trait et le petit bétail en divagation expliquent en général l'éloignement des zones de culture du village, et de la création des "fermes". Une autre explication proviendrait des pratiques magiques.

## *2) Pratiques de sorcellerie ou de magie sur la parcelle d'autrui.*

Cette pratique consisterait à prendre une poignée de terre de la parcelle du voisin et à en faire usage à des fins maléfiques qui, dit-on, augmenteraient la production de vos champs aux dépens de celle des victimes. 67 % des paysans enquêtés affirment que ces pratiques seraient fréquentes dans la société Banda du Nord de la sous préfecture de Bambari. 77 chefs de famille nous ont avoué avoir été victime de ces pratiques. A Ngouyali, un agriculteur affirme que l'un de ses cousins aurait un jour récupéré une quantité de bouses de ses bœufs de trait, et il les aurait envoûtés. Depuis, à en croire ce paysan, son attelage refuse de labourer. Réalité ou fiction, comme le soulignent Bernault et Tonda (2000), la sorcellerie s'affirme encore aujourd'hui dans cette région, « *comme une catégorie incontournable de la vie publique et privée* »<sup>27</sup>. Les pratiques magiques, même si elles sont difficiles à prouver, affectent le climat social et augmentent les tensions dans les villages. En effet, dans les recherches des causes des divers problèmes comme mauvaise récolte et maladie des hommes ou du bétail, l'explication qu'elles apportent la plupart du temps s'appuie sur l'altérité du voisin, et le rend responsable. Le coupable c'est toujours l'autre. Ces pratiques magiques séculaires évoquées s'étendraient dans toute la région, elles auraient disparues pendant quelques décennies, et ne seraient en recrudescence que depuis ces quatre dernières années.

En ce qui concerne les querelles relatives aux pratiques occultes, les chefs de villages et les maires sont perplexes quant aux suites à donner aux plaintes. En effet, comment trancher une affaire dans laquelle on ne peut

---

<sup>27</sup> Pouvoir sorcier. Dynamique de l'invisible en Afrique. Politique africaine n° 79, pp 5-16

formellement prouver la véracité des actes reprochés aux personnes soupçonnées ? Très souvent on a recours aux devins pour dénoncer les coupables. Toujours est-il qu'il faudra que l'accusé reconnaisse les faits, ce qui parfois arrive. Dans ce cas, le chef exige la purification du champ sur lequel la magie aurait été pratiquée. « *Généralement après un tel aveu, l'accusé est marginalisé par toute la population du village. C'est pourquoi dans la plupart des cas, les gens refusent d'avouer* », confie le chef du village Goubali. Parfois on assiste à une situation très complexe où, l'accusé au lieu de nier, reconnaît les faits, mais désigne le devin comme le commanditaire du mauvais sort. La croyance aux pratiques occultes sont une réalité très complexe ancrée au plus profond des pratiques sociales.

Cependant, quant il s'agit d'une affaire mettant en danger la vie d'un homme, les chefs de village et le maire sont intraitables. Les coupables sont immédiatement transférés à Bambari où ils sont généralement écroués en attendant leur jugement par le tribunal de grande instance de cette ville.

### *3) Les litiges concernant l'occupation illégale d'une parcelle en jachère*

Ici comme dans la plupart des pays d'Afrique noire, les parcelles en jachère ont un propriétaire. Celles qui appartiennent à des membres de la communauté villageoise décédés, reviennent de droit à leurs descendants. Dans tous les cas, personne n'a le droit d'exploiter les jachères d'autrui, sans en avoir préalablement obtenu la permission du propriétaire. Or aujourd'hui, avec l'effritement de l'esprit communautaire d'appropriation foncière, nombreux sont ceux qui occupent les jachères des autres, pour essayer d'étendre leur capital foncier. Ces pratiques aboutissent généralement à des disputes entre les ayants droit et l'usurpateur. Le règlement des affaires de ce genre a lieu devant le chef du village où se trouvent les parcelles. Celui-ci fait constater les réalités par ses gardes et ses conseillers. Ces derniers sont généralement des anciens du village, qui connaissent finement le terroir, les anciennes jachères, et les familles auxquelles elles appartiennent. C'est à partir de ces bases que l'on identifie

les ayants droit et l'usurpateur. Ce dernier une fois identifié, est contraint de restituer la parcelle aux héritiers légitimes. Il faut souligner que des "procès" de ce genre sont des occasions pour les anciens du village d'édifier les jeunes sur les règles foncières régissant la vie du village.

### c) Les querelles entre éleveurs Mbororo

Les investigations dans notre zone d'étude auprès de la population « peule » font apparaître trois causes principales aux conflits entre les éleveurs. Il s'agit de :

- L'occupation d'un emplacement appartenant à autrui : C'est la principale cause de conflit qui oppose les éleveurs Mbororo entre eux. En effet, là où un éleveur a l'habitude de faire paître son bétail et que celui-ci se porte bien, il est hors de question qu'un autre éleveur vienne s'y installer. Le but de cette interdiction serait d'éviter l'épuisement rapide de la réserve de pâturage et la contagion du bétail par les maladies dont pourraient être porteur le bétail du nouveau venu. L'usage chez certains Mbororo conduit à une sorte d'appropriation privée du site.

Toutefois, d'après l'Ardo O., un chef 'Boganko'en installé avec sa famille au nord de la zone agricole, les raisons évoquées semblent des prétextes visant à camoufler le caractère « clanique » des Mbororo. Cet Ardo souligne en effet, qu'un bon pasteur ne cohabite qu'avec des personnes du même clan que lui. A titre d'exemple, les Djafun, les premiers à s'installer dans la région sont hostiles à l'installation des autres groupes dans leurs sites de pâturage. Il en est de même pour les Ngadjawa, les 'Boganko'en, etc. qui ne se mélangent pas.

Les conflits de ce genre ont généralement lieu aux retours de transhumance, aux mois de mai et juin, lorsque le titulaire d'un bon site( riche en pâturages et situé à proximité d'une rivière) tarde à revenir, et qu'un autre l'occupe.

Les affaires de ce type sont soumises à l'attention du maire de la commune d'élevage de Ouro-Djafun qui envoie alors ses conseillers faire le

constat. S'il est vrai que le pâturage a été usurpé, il est restitué à l'ayant droit.

Il faut souligner cependant que 46 % des Mbororo non-Djafun accusent le maire de leur commune de partialité. A les en croire, le maire aurait tendance à privilégier ses parents lorsque qu'un litige les oppose aux non-Djafun. Par exemple, en juin 1999, un Ngadjawa installé depuis trois ans sur un site près de la rive gauche de la Baïdou dans la zone agricole, à son retour de transhumance a trouvé un Djafun, occupant son emplacement de saison des pluies. Le maire, cousin du nouveau venu, informé de l'affaire a débouté le plaignant, estimant qu'il était venu semer des troubles dans une zone ne lui appartenant pas. Un cas identique a eu lieu à deux kilomètres au sud de Ngouyali, entre un Gadji et un Djafun. Ces jugements évidemment subjectifs dans cette société, témoignent de la forte influence de la famille et du clan.

- Le vol de bétail : A en croire Malam Djodi, le vol constitue chez les Peuls un mode courant et prestigieux d'acquisition de bétail. C'est un acte de bravoure, résultat de stratagèmes et de ruse que chaque jeune homme est sensé commettre. Ces vols ont lieu le plus souvent au cours des transhumances, période où le bétail s'égare très facilement. La loi peule (*Pulaaku*) stipule que dans ce cas, celui qui retrouve le ou les bœufs doit les restituer aux propriétaires s'il le connaît. Malheureusement, certains éleveurs peu enclins au respect de la loi, confisquent à leur profit le bétail trouvé en errance.

Dans ces conditions, si le propriétaire du bétail égaré arrive à identifier ses animaux et qu'il y a d'autres éleveurs témoins, le litige est réglé sur place et le bétail est restitué. Toutefois, il arrive que le voleur oppose une résistance et menace le plaignant. L'affaire est alors soumise au maire dès le retour des transhumances. Celui-ci tranche l'affaire sur déposition des témoins et après avoir entendu les deux parties.

Les fautifs doivent non seulement restituer le bétail volé, mais également payer au maire, une amende évaluée en têtes de bétail. Au vol de bétail s'ajoutent les problèmes connexes tels que les dettes non remboursées, l'adultère ou la métamorphose.

Pour ce dernier cas, beaucoup de Mbororo affirment que certains éleveurs seraient dotés du pouvoir de se métamorphoser en lion pour soit tuer le bétail des voisins par jalousie, soit pour tuer le propriétaire et s'accaparer ainsi de son troupeau. Le maire interrogé à ce sujet nous a affirmé n'avoir jamais tranché de tels cas. Malgré tout cela, il croit quand même qu'ils existent.

#### d) Les conflits de compétence entre autorités traditionnelles Banda et Mbororo

De tous les conflits évoqués ci-dessus, il semble que les conflits de compétence opposant les autorités traditionnelles Banda et Mbororo soient les plus courants, même s'ils ne sont pas toujours apparents. Il découle de la superposition de la commune d'élevage d'Ouro-Djafun, à celle plutôt agricole de Danga-Gboudou. La législation centrafricaine autorise les chefs de villages et les maires de communes à trancher tous litiges et délits (en dehors des cas de coups et blessures, et de meurtres) qui ont lieu dans leurs villages ou collectivités, dans le cadre du tribunal coutumier<sup>28</sup>. Dans notre zone d'étude, à cause de la superposition de la commune d'élevage aux autres communes (qui induit automatiquement une superposition d'autorités), l'application de ces dispositions de la loi semble beaucoup plus complexe. Cette difficulté est à l'origine de sérieux problèmes qui opposent Ardo et chefs de villages, maire de communes d'élevage et maires de communes « agricoles ».

En effet, si généralement les Banda résidant dans la zone d'élevage acceptent volontiers que les problèmes les opposant aux Mbororo soient tranchés par les ardo ou par le maire de la commune de Ouro-Djafun, il n'en est pas de même pour les Mbororo installés dans les zones agricoles ou ceux ayant des problèmes dans la zone agricole. En effet, les Mbororo, d'après la plupart des chefs de villages interrogés, ne respectent que les consignes de leur ardo ou du maire. A en croire ces chefs de villages, en cas de problèmes les opposant aux Banda, soit ils refusent de répondre aux

---

<sup>28</sup> Voir la Loi n° 59.13 de 1960 portant création et organisation des collectivités rurales en RCA

convocations, soit quand ils se présentent, c'est pour demander le renvoi de l'affaire devant le maire de la commune d'élevage, qu'ils jugent mieux qualifié pour traiter les affaires les concernant. Parfois, et surtout si l'affaire est grave, ils choisissent de prendre la fuite.

Les Ardo'en, le chef de groupement Mbororo de Maloum, et le premier adjoint au maire de la commune d'élevage interrogés à cet effet, expliquent l'attitude des éleveurs par le fait que les jugements rendus par le maire ou par les chefs de villages Banda sont souvent partiels. 56 % des éleveurs interrogés prétendent en effet que quel que soit le problème, ils sont toujours considérés à tort ou à raison comme responsables. De plus, les amendes exigées dans les cas de dégâts seraient en général trop élevées.

Ces affirmations font dire aux autorités traditionnelles Banda, que se sont les ardos et le maire de la commune de Ouro-Djafun qui poussent leurs populations à ne pas respecter les autorités des autres communes. La situation est tellement tendue autorités traditionnelles et communales qu'à chaque fois qu'il y a un litige entre les membres de ces deux communautés, on assiste à des tiraillements entre les autorités. Chacune s'estime plus apte à juger l'affaire. Cette attitude, loin de favoriser la cohabitation entre population Banda et Mbororo, ne fait qu'accentuer la méfiance et les rancœurs.

Beaucoup plus grave encore, les divergences entre les autorités traditionnelles et communales Banda et Mbororo s'étendent parfois aux fonctionnaires de l'agriculture et de l'élevage. Il n'est pas rare en effet, que les techniciens d'élevage et de l'agriculture sur le terrain, entrent à leur tour en conflit quand il s'agit de restituer des faits concernant des litiges opposant les communautés dont ils assurent l'encadrement technique. Combien de rapports sur les dégâts aux cultures ou des tueries de bétail, rédigés par les chefs de secteurs d'élevage ou les techniciens de la SOCOCA, ont suscité des réactions d'indignation ? Très souvent, chaque technicien reproche à son homologue de n'avoir pas correctement relaté les faits ou de faire preuve de mauvaise foi.

Parfois, ce sont les fonctionnaires de la Délégation Régionale de l'Agriculture et de l'Elevage chargés des constats, qui sont accusés de

partialité par les autorités de la préfecture, comme ce fut le cas pour l'affaire de la dévastation des cultures au nord de la commune de Ngouyali. En effet, le responsable du Service des constats de la Délégation Régionale de l'époque et le chef de Secteur de la production animale de la Direction Régionale Est de l'élevage auraient reçu des observations voire même des avertissements pour avoir, au dire de ces deux fonctionnaires, fait correctement leur travail.

Enfin, il faut noter que ces conflits prennent parfois des tournures politiques. La lettre du député de la circonscription électorale de Bambari 3 datant de mars 1999, le prouve. Dans sa lettre, celui-ci dénonce la partialité des autorités préfectorales et gouvernementales dans le traitement des différends entre éleveurs et agriculteurs de Ngouyali. A l'en croire, les autorités en cas de conflit privilégieraient les éleveurs au dépend des agriculteurs « pourtant chez eux ». Ce courrier a fait l'objet d'une large diffusion auprès de tous les Ministères, des représentations étrangères en Centrafrique, à l'Assemblée Nationale, jusqu'au Président de la République.

Tout ceci illustre à quel point les conflits opposant agriculteurs et éleveurs sont délicats. Ceux-ci, au lieu d'être traités simplement et objectivement, sont entourés de considérations à la fois socioculturelles, religieuses, partisans et même politiques qui les rendent parfois explosifs. Il en résulte des conséquences énormes, à la fois sur le plan social, environnemental et économique pour toute la région d'étude.

## **B. LES CONSEQUENCES DES CONFLITS**

### **1. Un espace disputé : stratégies et enjeux fonciers**

Une certitude, aujourd'hui plus que jamais, compte tenu des multiples conflits intra et (ou) inter-communautaires qui se développent entre agriculteurs et éleveurs, la région Nord-Est de Bambari, comme le terroir de Ngouyali tendraient à devenir dans leur majeure partie des espaces disputés. Cette situation se manifeste par deux comportements, surprenantes et inconnus jusqu'ici en milieu Banda et Mbororo.

a) La course à la propriété et la remise en question des règles foncières traditionnelles chez les Banda

Comme nous l'avons déjà montré, jusqu'à un passé récent, 1985-1990, la terre était largement disponible. Les éleveurs respectaient encore le zonage et ne s'aventuraient dans la partie agricole (ancienne route de Ippy et rive de la Baïdou) que ponctuellement pendant les transhumances. Cette situation permettait de mettre en application tout le savoir ancestral de gestion de l'espace. L'accès à la terre était encore libre, les droits de « propriété » sur les jachères moins rigoureux.

Aujourd'hui, cette époque semble révolue. Dans les 47 villages du Nord-Est de Bambari qui ont fait l'objet d'enquêtes à ce sujet, les populations sont unanimes. Beaucoup de règles concernant l'accès à la terre ont changé. Certes, les habitants du village ont encore la possibilité de cultiver une ou plusieurs parcelles par an. Mais ces cultures ne peuvent se faire que sur leurs anciennes jachères, les terres « vierges » disponibles étant de moins en moins nombreuses dans le territoire villageois.

Autre nouveauté, il est de plus en plus difficile d'autoriser un ami ou un parent à exploiter ses anciens terrains mis en jachère. Lors de notre séjour de 45 jours à Ngouyali en août-septembre 1999, nous avons assisté à plusieurs reprises à des disputes opposant les habitants du village à ce sujet. Ce refus, nous confiait un habitant de Tagbara, s'explique par le fait que certains parents à qui avaient été prêtées des terres refusaient de les restituer. Aussi, nombreux sont ceux qui refusent de mettre leurs jachères à disposition. La stratégie adoptée par la plupart des Banda pour refuser l'exploitation d'une parcelle en jachère à un demandeur (très souvent un proche parent), est de la mettre en valeur eux-mêmes. Parfois, ils prétendent vouloir l'exploiter dans un futur très proche (un an maximum) ; car dit-on, un refus catégorique provoquerait la jalousie et le mauvais œil du solliciteur qui, pour se venger pourrait empoisonner la parcelle afin de la rendre définitivement improductive.

En dehors de ces problèmes de terres de cultures, il faut souligner que depuis une quinzaine d'années, les réserves de chasse autrefois très



nombreuses ont quasiment disparu. La chasse au feu de brousse elle-même a perdu de son attrait faute de gibier éloigné par la forte « humanisation » de la savane et les parcours des bovins Mbororo. De plus, comme nous l'avons déjà mentionné, la reforestation de la savane l'a rendue dangereuse pour les habitants, faute de repères.

La scolarisation des jeunes, le contact de ces derniers avec la ville et leur aventure à d'autres conceptions du monde, contribuent énormément à la remise en question des règles foncières traditionnelles. Nombreux en effet, sont ceux qui au nom de la législation moderne qui stipule que « la terre appartient à l'Etat », contestent les acquis du passé pour se procurer des terres de cultures.

Les problèmes évoqués ci-dessus, se retrouvent fréquemment dans la commune de Danga-Gboudou, notamment dans les villages Séko, Zamouhou, Boholio, Bamodo, Gotchélé. Ceux-ci ne se limitent pas seulement au niveau des agriculteurs et de la zone agricole ; ils touchent également les éleveurs.

#### b) Népotisme et recul de la solidarité chez les Mbororo

La principale force des Mbororo en Centrafrique a été la solidarité qui régnait au sein de cette communauté. Elle se manifeste par l'organisation de l'accès aux pâturages et aux points d'abreuvement. Force est de constater qu'aujourd'hui dans la région de Bambari, la dégradation des pâturages et les fréquentes querelles entre agriculteurs et éleveurs, sont en train de modifier les comportements de ces derniers.

En effet, nombreux sont les Mbororo qui estiment que l'espace pastoral est saturé, et qu'il y a trop d'éleveurs. Cette situation de « saturation », induit plusieurs types de comportements « protectionnistes » si l'on peut s'exprimer ainsi, selon que l'on soit Djafun ou d'un autre clan, ancien ou nouveau venu.

Les Djafun comme nous l'avons déjà souligné, sont les premiers arrivés. A ce titre, ils se considèrent comme les propriétaires de la commune. Ce statut confère à tous, un droit d'exploitation illimité des pâturages sur

toute l'étendue de la commune d'élevage. Exerçant les principales responsabilités administratives de la commune, les Djafun sont en général favorables à l'accroissement du nombre d'éleveurs dans leur fief ; car cette augmentation entraîne de fait une augmentation de l'impôt, synonyme d'un renforcement de leur autorité politique. Cependant accueillir les nouveaux venus, n'implique pas forcément une cohabitation avec ces derniers. En effet, en dehors des nouveaux arrivés Djafun, qui sont la plupart du temps des parents qu'on installe volontiers près de chez soi et avec lesquels on peut partager les mêmes pâturages, les ressortissants des autres lignages (Ngadjawa, Ngadji, 'Bonganko'en, etc.) sont systématiquement éloignés des pâturages Djafun. Théoriquement, on avance des raisons prophylactiques à ces dispositions. Mais si cet argument est en partie vrai, cette attitude est surtout le signe d'une méfiance des Djafun, envers les autres lignages qu'ils considèrent encore sauvages, mal islamisés et dangereux (port de gris-gris). Les Djafun sont largement islamisés et ont depuis longtemps adoptés un mode de vie « moderne ». Beaucoup d'éleveurs non-Djafun se plaignent du comportement de ces derniers qu'ils jugent hautain et ne se conformant pas aux règles traditionnelles du pastoralisme édictées par le *Pulaaku* (Dupire, 1970). En fait en se sédentarisant les Djafun se sont « foubésés », et rejettent les « Peuls de brousse », les Ngadjawa, le Bonganko'en, les Ngadji, les Akou, le Rompoo, etc.

On retrouve les mêmes évolutions chez la quasi-totalité des non-Djafun, qui deviennent très méfiants, dès qu'ils ont acquis un peu d'ancienneté. En effet, nos enquêtes révèlent 53,7 % des éleveurs interrogés et qui n'ont que deux à trois années d'installation se plaignent de l'augmentation rapide du nombre d'éleveurs. Parmi ces derniers, les Ngadjawa arrivent largement en tête avec 78 % de plaignants. Ce sont eux qui sont les plus nombreux à s'installer sur les jachères situées autour de l'ancienne route de Ippy, pour éviter les autres éleveurs. Même entre Ngadjawa, les campements sont généralement très distants les uns des autres. Les éleveurs interrogés sur cette attitude, évoquent le manque de liens de parenté.

Par conséquent, la communauté Mbororo de cette région, en dehors des Djafun qui font bloc autour du maire de la commune et de leurs ardos, est morcelée en une multitude de petits groupes. Chaque ardo n'a souvent sous son autorité que les membres les plus proches de sa famille : frères, femme(s), enfants et cousins. Cette situation perturbe énormément la cohésion de ce groupe ethnique, au point qu'en 1998-1999, ont circulé pendant quelques mois des rumeurs de scission. Les Ngadjawa auraient décidé, à en croire ces rumeurs, de créer leur propre commune pour éviter la dictature Djafun. Les velléités n'ont pas été suivies d'effets, mais sont caractéristiques des tensions, dans la région.

## **2. Une explosive tension sociale latente**

Il existe entre les populations, une courtoisie motivée par la peur de se voir traité de xénophobe (pour les Banda) ou de mauvais citoyen (pour les Mbororo), et surtout la peur de la justice pour les deux communautés. Pourtant, la tension couve dans l'espace agricole et pastoral du nord-Est de Bambari.

En observant le comportement des gens et en analysant leurs discours et réactions sur la cohabitation des activités agricoles et pastorales, on se rend compte de leur complexité. Les résultats de nos enquêtes à ce sujet nous permettent de les apprécier.

En effet, 71 % de Banda interrogés dans l'ensemble de la région (64 % à Ngouyali) estiment que la présence Mbororo ici pose problème. Outre les dégâts aux cultures, les Banda reprochent à leur voisin d'être violents, magiciens, et sournois. Du côté des éleveurs par contre, seuls 35 % jugent les relations préoccupantes. Cette appréciation des Mbororo semble de prime abord contredire les affirmations des Banda, et nous pousse à nous demander si ces derniers ne dramatisent pas un peu trop la situation. Cependant, la fréquentation des Mbororo et l'analyse de leurs comportements, associées aux observations de terrain montrent que même si on peut admettre que dans le discours Banda il y a un peu d'exagération, il semble par contre certain que celui des Mbororo ne reflète pas non plus la

réalité. En effet, les Mbororo sont des gens très méfiants vis-à-vis des étrangers (non-Mbororo), notamment des autorités administratives. De plus, le respect des règles traditionnelles qui veut que seul le ardo ait le droit de prendre la parole devant les étrangers et les autorités, empêche les autres membres de la communauté de donner clairement leurs points de vue. Surtout quand il s'agit d'un sujet aussi délicat que la cohabitation éleveurs-agriculteurs.

En tout cas, le malaise est réel. Il se manifeste dans la vie courante par des gestes parfois anodins mais très significatifs de part et d'autre. Chez les Banda, « l'hostilité » se manifeste surtout dans les discours. En dehors du fait de considérer les Mbororo comme des envahisseurs, les Banda les taxent de sauvages (parce que vivant dans la brousse avec les vaches), d'arrogants, de méchants et dangereux (car porteurs de couteaux, d'arcs et de flèches) et même de coupeurs de route. La méfiance vis-à-vis des Mbororo des populations Banda, dont 83,6 % pensent qu'ils devraient déguerpir de leur territoire, se manifeste aussi par le regroupement des champs pour éviter les agressions. Ajoutons également que les fusils de chasse de fabrication artisanale que portent les hommes chaque fois qu'ils vont aux champs ou en brousse, ne servent pas que pour tuer le gibier. Ils font partie d'un dispositif de « protection » et de dissuasion contre les éleveurs Mbororo. Dans la région, il arrive parfois que, dans une bagarre opposant agriculteur et éleveur, ces armes à feu soient utilisées soit contre le bétail soit contre les éleveurs. Mieux pour certains éleveurs, les Banda utiliseraient la foudre pour exterminer le bétail en cas de conflits.

Les Mbororo ne sont pas ignorants des sentiments hostiles que la plupart des Banda leur portent. Ils savent aussi quelle crainte ils inspirent. Aussi se plaisent-ils à se déplacer avec de grands arcs et des carquois de flèches « empoisonnées ». Depuis l'apparition des coupeurs de route en Centrafrique, les Mbororo, d'abord dans le Nord-Ouest puis depuis 1997-1998 dans la région de Bambari ont mis en place des brigades « anti-zaraguinas », chargées de traquer ces bandits de grand chemin. Le problème induit par ces « guerriers à la flèche » dans notre région d'étude, est que dans

les conflits qui les opposent aux agriculteurs, certains Mbororo utilisent leur statut « d'anti-zaraguina » comme moyen de dissuasion.

Tous les faits que nous venons d'exposer, montrent bien que le climat de confiance entre ces deux communautés s'est détérioré, au point de justifier de la part de chacune des mesures de précautions. Ces tensions aboutissent parfois au départ définitif de certains Mbororo de la région. Pire encore, elles provoquent chez toutes les populations le mépris des autorités administratives accusées de laxisme, de partialité et d'incapacité. Le vrai problème repose peut-être dans cette totale incapacité de l'Etat dans son rôle le plus régalien : le contrôle du territoire.

### **3. Des autorités politico-administratives et judiciaires en perte de crédibilité**

L'une des conséquences les plus graves des querelles entre agriculteurs et éleveurs est la remise en question de l'autorité étatique par ces populations Banda et Mbororo. Cette perte de crédibilité concerne à la fois les autorités et les structures politiques, administratives et judiciaires. A en croire les populations locales, elle s'explique par la partialité et la vénalité des responsables.

#### **a) Une justice à double vitesse**

La partialité de la justice est très fortement ressentie chez les populations de notre région d'étude. Les plus convaincus sont les Banda, dont 89 % pensent, que les jugements des affaires les opposant aux Mbororo par les autorités étatiques sont entachés de partialité. Pour eux, il est vain d'avoir recours aux autorités, car il faut payer cher pour faire avancer les dossiers, sans certitude de succès. Les agriculteurs sont convaincus, qu'il est impossible pour un Banda de gagner un procès face à un Mbororo. Ces derniers sont reconnus comme étant plus riches et enclins à régler leurs problèmes par des pots de vins.

Depuis l'affaire de Ngouyali, où une cinquantaine de bœufs auraient disparu entre la gendarmerie et la préfecture de Bambari, il est souvent

question de corruption des gendarmes, policiers et voire des juges. Ces malversations auraient pour but de noyer les dossiers ou de biaiser les verdicts d'une affaire. Réalité, simple coïncidence, ou mauvaise foi de la part de ces populations, il est difficile de se prononcer. Toutefois, nombreux sont ceux qui préfèrent aujourd'hui régler leurs affaires à l'amiable, et qui estiment ainsi s'assurer un minimum de compensations. En outre, ils évitent de ce fait de s'aventurer dans de longues et dispendieuses procédures dont ils ne saisissent ni les mécanismes ni les attendus, et qui généralement n'aboutissent qu'à des frustrations.

Les Mbororo pensent la même chose, même s'ils sont beaucoup moins nombreux à le dire (54,5 %). Habituels dans le cadre de leurs organisations traditionnelles à régler leurs problèmes sans intervention extérieure, ils reconnaissent difficilement le droit d'un Etat à s'immiscer dans leurs affaires. Accusés de bénéficier de la faveur de l'administration, beaucoup manquent cependant de confiance dans les interventions de celle-ci qui, finalement leur revient plus cher que les procédures traditionnelles. De plus, les décisions concernant les litiges entre agriculteurs et éleveurs prises par la police, la gendarmerie ou de la justice ne sont que difficilement appliquées au niveau des territoires villageois. Dans certains cas, au lieu de les régler, elles ont parfois tendance à aggraver les conflits, au point que l'éleveur est obligé de migrer vers une autre région plus accueillante.

Enfin, pour l'éleveur, le fait que des fonctionnaires de l'Etat chargés de trancher les litiges soient des centrafricains non musulmans, n'augure rien de bon et fausse d'office tout jugement. « *Tout le monde pense que le fait de posséder du bétail signifie que nous sommes fortunés. Quand vous déposez une plainte vous payez 1000 FCFA ; mais moi je dois payer au moins 2000 FCFA, sans oublier la bière du chef* ». Cette déclaration d'un ardo Mbororo de Maloum, dévoile en partie l'étendue du drame que vivent les éleveurs.

Tout cela explique la perte évidente de la crédibilité des institutions étatiques chargées de garantir la cohésion sociale dans cette région. Chacune des deux communautés s'estime lésée au profit de l'autre. Mais, si la partialité dénoncée ici n'est pas tout à fait une interprétation subjective, il n'en reste pas moins que certaines décisions contestées sont tout à fait

logiques au vu des textes de loi en vigueur. Leur contestation s'explique par l'incompatibilité pratiques traditionnelles et des textes juridiques modernes utilisés pour régler ces litiges.

En effet, les tribunaux d'Etat éprouvent des difficultés à trancher et à faire appliquer leurs décisions. Les juges semblent à notre avis mal « outillés » pour faire face aux problèmes fonciers en milieu rural. On leur demande de prendre en compte les règles traditionnelles (bien que la loi ne reconnaisse pas formellement des droits fonciers coutumiers), alors que ce sont souvent des coutumes qui s'opposent devant le tribunal. Diverses pièces écrites sont versées aux dossiers (autorisation du maire, récépissés du dédommagement des dégâts aux cultures, cartes d'éleveurs, actes de naissance, etc.) sans qu'on puisse les hiérarchiser. La notion de mise en valeur promulguée par le droit hérité de la colonisation, plane en outre au-dessus de tous les conflits.

En conséquence, les populations locales se méfient toujours plus de la justice moderne, qu'elles accusent d'inefficacité et de vénalité. Elles ne la considèrent pas comme un arbitre crédible, mais comme un outil parmi d'autres, manipulable au service d'un objectif précis de contrôle des terres. Cette utilisation opportuniste mais patrimoniale et donc traditionnelle fragilise aussi bien le droit moderne que la coutume, considérée-t-elle aussi, en cas de conflits fonciers, comme un moyen plutôt que comme une règle sociale. C'est pourquoi, certains chefs de villages, pourtant considérés comme les garants de ces coutumes sont parfois accusés de partialité au même titre que les autorités judiciaires de l'Etat. Il est finalement très rare que la partie perdante accepte le jugement, ce qui donne alors lieu à des révisions ou à des contestations sans fin. Les confusions nées ou entretenues en dépit des décisions de justice, les jugements trop souvent différés ou les va-et-vient de certains conflits fonciers devant divers tribunaux, ont aujourd'hui semé le doute sur la capacité des autorités judiciaires à traiter le problème. *"Les affaires jugées rebondissent régulièrement. Les décisions des différentes instances (tribunal coutumier du chef de village, jugement du maire, du commandant de brigade ou du juge) se*

*contredisent très souvent. Ce qui donne l'impression aux populations que les juges sont corrompus", explique le Procureur de Bambari.*

En tout cas on a l'impression dans cette région, qu'à propos des différends opposant agriculteurs et éleveurs, toutes les autorités soit baignent dans la confusion exécutif/judiciaire, soit sont juges et parti, alors qu'elles devaient faire preuve de neutralité et de clairvoyance.

b) Autorités politiques et administratives : « La politique du ventre »

Bien qu'il ne soient pas flagrants lors des procès, les abus d'autorité et les manœuvres destinées à d'extorquer de l'argent aux populations « demanderesses » de services sont fréquents dans tous les secteurs de l'administration centrafricaine. Ils sont particulièrement exacerbés dans les provinces. En effet, dans les zones rurales, les paysans (agriculteurs et éleveurs) du fait de leur illettrisme et de l'ignorance des textes de loi constituent les cibles faciles pour des fonctionnaires corrompus, ou simplement englués dans leurs relations.

Mises au courant des litiges, les autorités (sous préfet, préfet, chef de brigade) profitent de l'ignorance des uns et des richesses accumulées au prix de dures privations par les autres. Tout est prétexte à soutirer de l'argent. Les frais de dépôt de plainte constituent un exemple typique des tracasseries que vivent les populations. Déposer une plainte est un véritable parcours du combattant. Tout d'abord les frais varient d'un service à l'autre, qu'on soit à la police, à la gendarmerie, au service de constat de la Délégation régionale de l'agriculture et de l'élevage, au Tribunal ou à la sous préfecture. Ces frais vont de 1000 à 8000 FCFA, sans que l'on sache les expliquer. Rares sont les cas où le plaignant reçoit un reçu en compensation de la somme d'argent versée. Ces montants varient également selon que le plaignant est agriculteur ou éleveur. Généralement pour ces derniers, les frais sont majorés du simple au double. En plus des frais obligatoires à payer, dans certains services, les secrétaires exigent que le plaignant achète le bic qui servira à remplir les convocations, paye le papier, le tirage des



décisions, etc. En cas de non-comparution la personne absente, quelles qu'en soient les raisons, se voit imposer une amende dont le montant lui aussi varie selon les services. Pour ce dernier aspect, parfois les protagonistes soutiennent s'être toujours présentés aux convocations, et ne comprennent généralement pas pourquoi on leur demande de payer une amende. Pour les éleveurs, le montant des amendes ou dommages et intérêts peuvent être versés en tête de bétail.

Généralement pour des dégâts aux cultures, les éleveurs versent des dédommagements mais ne savent pas si le plaignant les a reçus. C'est le cas de l'Ardo O. au nord de Ngouyali, qui aurait versé le montant des dommages exigés en tête de bétail, et dont les plaignants affirment n'avoir rien reçu jusqu'à ce jour. Parfois, les plaignants ne reçoivent qu'une partie de la valeur exigée en amende, le reste (la plus grosse part) revenant aux autorités. Il semble que toutes les autorités sous préfectorales, voire préfectorales soient impliquées.

D'après certains éleveurs, pour exploiter des pâturages situés hors de la zone d'élevage, il faut verser des pots de vin au maire de la commune, au sous préfet ou même au préfet. Or les pâturages sur lesquels ils s'installent font partie d'un territoire villageois donné. Traditionnellement, la permission d'exploiter les pâturage devrait être octroyée par le chef du village en question. Aujourd'hui encore, celui-ci est seul habilité à régler, en première instance tous les litiges qui les opposeraient aux habitants du village. Pourquoi préfèrent-ils s'adresser aux autorités administratives que de négocier leur installation auprès des chefs de village ?

Cette attitude s'explique tout d'abord par le fait que dans les représentations Mbororo, faire allégeance à un agriculteur surtout non islamisé est un acte indigne. Quelques exemples de telles alliances existent, notamment dans le Manégouba sur les Hautes terres de l'Ouest camerounais (Morin, 1992), mais celles-ci sont rares.

Ensuite, le recours aux autorités participe d'une stratégie de protection des éleveurs contre les éventuels problèmes. Comme le souligne

Naygotimti Bambe (1993)<sup>29</sup> « *en passant outre ces dispositions, et s'adressant directement aux autorités communales, sous préfectorales ou préfectorales, les éleveurs deviennent ainsi les protégés de ces autorités, et se mettent au-dessus de l'autorité locale* ». En compensation, ces autorités administratives ou politiques reçoivent des cadeaux en têtes de bétail. Ces cadeaux justifieraient certaines sentences prononcées la plupart du temps en faveur des uns et non des autres. Les bœufs reçus en cadeau sont remis à cet éleveur qui s'en occupe.

On ne saurait donc chercher plus loin pour comprendre pourquoi, dans une conjoncture économique rendue très difficile à cause du retard des salaires, certains fonctionnaires présentent paradoxalement les signes d'une opulence certaine, qu'ils n'hésitent pas à exhiber. Nous constatons que tout est mis en place par certains fonctionnaires, pour s'enrichir aux dépens des autres, et sans aucune peur des conséquences que leurs actes pourraient avoir au niveau social, ni à celui de leur carrière.

Ces exactions entraînent malheureusement des frustrations et entretiennent aussi de fortes rancunes. A la peur, répond le mépris ou la haine qui à terme compromet toutes les chances du développement de cette région.

#### **4. Un développement rural en panne**

##### **a) Les difficultés de l'association agriculture-élevage**

De l'avis des autorités et de celui de la plupart des populations locales, « agriculteurs et éleveurs forment un couple indissociable ». Que ne peuvent-ils pas faire ensemble ? Les uns ont du lait, de la viande, des animaux de trait ; les autres peuvent offrir maïs, manioc, arachide etc. Leur complémentarité est bien réelle et ils sont ensemble victimes de l'insécurité et d'une conjoncture économique difficile.

---

<sup>29</sup> Namgotimti Bambe (1993) : Agriculteur et éleveur : d'où vient le malentendu ? Tchad et culture n° 131. CEFOD, Ndjamena. pp 4-5.

Pourtant, ce qui semble évident dans d'autres pays d'Afrique, notamment en Afrique de l'Ouest, ne l'est pas dans notre région d'étude. Après plus d'un demi-siècle de cohabitation, Mbororo et Banda se côtoient, sans véritablement se connaître ni créer une symbiose, seul préalable à la mobilisation commune des efforts nécessaires au développement. Les Banda continuent toujours de considérer les Mbororo comme des étrangers, tandis que ces derniers, en dehors des contacts pour des nécessités alimentaires, continuent à se méfier de leurs voisins qu'ils considèrent comme des « mécréants ».

Aucun contrat de pacage ne lie ces deux communautés, comme au Nord Cameroun ou au sud du Tchad. Pourtant cela aurait contribué à l'enrichissement des sols et au renforcement de la complémentarité de l'agriculture et de l'élevage. Cette région est certes l'une des rares régions du pays où plus de 85% des parcelles de cultures sont labourées. Cependant, cette utilisation du bétail pour les labours n'est en aucune manière, la traduction d'une véritable intégration de l'agriculture et de l'élevage.

L'utilisation du bétail ne se limite qu'aux labours. En effet, malgré la présence du bétail, il n'existe aucune étable pour la production du fumier organique dans la région. L'utilisation de l'engrais organique est inconnue. Cette ignorance est due, comme le souligne P. Bosc (1992), au fait que *« l'utilisation des déjections animales à des fins agricoles suppose en effet une agriculture centrée sur l'exploitation de sols relativement pauvres ou intensivement exploités »*. Or, au Nord-Est de Bambari, les sols bien que pauvres, sont encore largement disponibles. Une agriculture extensive est donc toujours praticable, de sorte que le recours à la fumure animale ne semble guère présenter d'intérêt pour le moment. Dans ces conditions, agriculture et élevage demeurent techniquement dissociés même s'ils ne le sont pas toujours sur le plan économique.

Un autre facteur qui limite l'utilisation de la fumure est la scolarisation des enfants. Dans les régions où celle-ci est courante, c'est à ces derniers que revient le travail de chargement et d'épandage du fumier organique. C'est probablement cette indisponibilité des enfants, associée à la méconnaissance des conditions techniques adéquates, qui expliquent

l'absence de la production de fumier. Elle suppose en effet la création de litière pour les animaux et, par suite, un important investissement en travail qui n'est concevable qu'avec l'augmentation des attelages ; supposant, à son tour, le maintien et l'entretien des animaux de trait à l'étable. Ceci implique aussi la diffusion massive de la charrette pour faciliter le transport du fumier. Mais le faible nombre d'attelages, comme la diffusion insuffisante de l'usage de la charrette, ne favorise pas la mise en œuvre d'une telle production. Même à Ngouyali, où la quasi-totalité des parcelles sont labourées, plus de 70% des attelages utilisés sont loués, affirme Beldje Bedogo (2000).

Ce constat s'étend jusque chez les Mbororo, notamment chez ceux pratiquant l'agriculture (40 % environ). Ils ne valorisent presque pas les tonnes de bouses de vaches qui entourent leurs parcs à bétail ; ce qui n'est pourtant pas le cas de la plupart des Peuls des pays de l'Afrique de l'Ouest. En effet, la particularité de la production peule de ces régions est qu'elle intègre parfaitement l'élevage à l'agriculture, d'une part, par la diffusion massive de la culture attelée - l'immense majorité disposant d'au moins une paire de bœufs et du matériel nécessaire -, d'autre part, par l'utilisation systématique de la fumure animale en organisant une rotation raisonnée et planifiée des parcs à bétail et des cultures (P. Lhoste, 1997). Enfin, la diffusion de la culture attelée n'est pas liée, ici, à une quelconque culture de rente, telle le coton, mais s'inscrit dans une agriculture de subsistance, dominée par le maïs, qui couvre 70% environ des besoins.

Comme nous l'avons déjà souligné, les Mbororo de notre région qui se sont lancés dans l'agriculture l'ont fait par contrainte économique. 87 % d'entre ceux interrogés, affirment ne l'avoir jamais pratiqué auparavant. N'étant pas agriculteurs de tradition, ils se sont rapprochés des villages pour apprendre des Banda les techniques nécessaires. C'est ainsi qu'ils ont pu maîtriser les techniques de culture à la houe et à la machette par imitation. Une fois les techniques de culture manuelles acquises, il aurait été logique pour les Mbororo de passer à la culture attelée, ces derniers disposant de bovins facilement mobilisables. Malheureusement, cela n'a pas été le cas, bien que l'envie ne leur en manque pas. La quasi-totalité des éleveurs-

agriculteurs interrogés, nous ont manifesté leur souhait de pouvoir labourer leur champ. Mais ces populations se trouvent confrontées à trois types de problèmes : l'ignorance des techniques de culture attelée, les difficultés d'acquisition du matériel et la méfiance des agriculteurs.

Contrairement à la culture manuelle, la maîtrise de la culture attelée requiert un certain encadrement préalable, tant dans le domaine de la technique de labour, que dans celui du dressage des animaux. De plus, il faut un investissement important en matériel de labour : charrue, corps butteur, herse, etc. L'encadrement des éleveurs-agriculteurs, pourrait se faire grâce au concours des Banda qui maîtrisent bien les techniques de culture attelée. Malheureusement, non seulement aucune demande des éleveurs-agriculteurs dans ce sens n'a été clairement exprimée, mais il faut aussi ajouter que, même s'ils ne le disent pas, la plupart des Banda ne semblent pas disposés à leur transmettre leur savoir.

En effet, le fait que les Mbororo se soient mis à l'agriculture intrigue et inquiète même certains agriculteurs. Beaucoup voient dans cette reconversion un manque à gagner énorme, les Mbororo étant (il ne faut pas l'oublier) les principaux clients des denrées alimentaires produites par les agriculteurs Banda. Pour ces derniers donc, leur apprendre les techniques de culture attelée, serait leur donner la possibilité de produire la totalité de leurs besoins en produits vivriers, et probablement les inciter à produire le coton, une culture qui jusque là ne fait pas partie de leur rotation culturale.

Quant à ce qui concerne le matériel, le problème essentiel est celui de sa disponibilité. Il n'existe dans la région aucune structure chargée de la fourniture des populations en matériel de culture attelée. Celui dont disposent les paysans aujourd'hui, a été acquis avec l'aide de la SOCOCA au début des années 1990. Depuis, aucune autre initiative de ce genre n'a été prise dans ce sens. Il existe certes une forge basée à Séko (61 km de Bambari), rassemblant plusieurs groupements de forgerons de la commune de Danga-Gboudou. Mais cette forge ne s'occupe presque uniquement que des réparations du matériel de culture attelée et de la fabrication du matériel usuel : houe, machette, etc. Très ponctuellement, des charrues sont fabriquées. Mais la production est si insignifiante à cause du manque de

matières premières qu'elle ne permettait pas de satisfaire la demande. Quant aux rares magasins de Bambari, aucun d'entre eux ne dispose de ce type de matériel. On comprend donc pourquoi les éleveurs-agriculteurs, bien que favorables à l'adoption de la culture attelée et disposant des capitaux nécessaires, ne puissent le faire.

Dans l'ensemble de la région, l'utilisation des charrettes pour le transport des produits agricoles est quasi-inexistante. Le transport de produits agricoles des fermes vers le village et les marchés hebdomadaires se fait à tête d'homme ou de femme. Ceci limite énormément la valorisation des produits pourtant abondants et variés. Cette situation contribue à maintenir l'agriculture de la région dans un système d'autoconsommation permanente, ce qui est très regrettable pour la population qui pourrait tirer profit de cette abondance de produits, compte tenu de la forte demande liée à l'augmentation des activités minières dans la région de Bria.

#### b) Une population de plus en plus pauvre

Lors de nos enquêtes, nous avons demandé aux populations (hommes et femmes) de notre zone d'étude d'identifier leur plus gros problème. Elles ont répondu sans hésiter la pauvreté.

Nous leur avons également posé la question de nous définir la pauvreté ou du moins de donner le ou les critères sur lesquels ils se basent pour identifier les pauvres. Le critère alimentaire vient en tête. Après la nourriture viennent le manque de revenus du ménage, le manque d'équipements de production, la santé, le chômage des jeunes, la non-possession d'animaux, la migration.

La nourriture est considérée comme l'élément prioritaire dans un ménage. Elle est aussi le support essentiel de l'autorité des aînés sur les cadets, des parents sur les enfants, et le gage de la cohésion des ménages. A Ngouyali où nous avons entamé nos enquêtes en juillet 1999, se nourrir correctement est devenu au fil des années un défi. Le prix de la cuvette de manioc qui à l'époque coûtait 1500 FCFA, est passé à 5000 FCFA aujourd'hui. Cette impressionnante augmentation des prix s'explique par les

attaques de cochenilles farineuses qui ont envahi la région depuis l'année dernière. Les légumes, très abondants pendant la saison des pluies, sont rares en saison sèche du fait de l'ignorance de l'horticulture. La viande de bœuf bien que bon marché (600 FCFA le kilogramme), est difficile d'accès faute de revenu. Il en résulte inéluctablement un déficit en protéines animales, source de nombreux problèmes de santé.

Dans le Nord-Est de Bambari comme partout ailleurs, la situation sanitaire des populations est préoccupante à cause du manque d'infrastructures et d'équipements. Sur les 120 kilomètres qui séparent Bambari et Ippy, il n'existe que deux dispensaires : un à Séko avec une seule infirmière et un assistant de santé, un autre beaucoup mieux doté à Agoudou-Manga, mais hélas, enclavé à 8 kilomètres de la route nationale. Ces dispensaires manquent cruellement de médicaments, et la population doit se rendre à Ippy ou à Bambari pour se soigner. Etant donné la pauvreté dans laquelle se trouvent les populations, ils sont contraints de recourir à la pharmacopée.

Le taux de mortalité infantile atteint 98 pour mille. Les principales causes sont des maladies parasitaires, diarrhéiques ou des complications pulmonaires. Les cas de décès de femmes lors des accouchements au village sont nombreux. Les épidémies de méningite se multiplient et contribuent à décimer une population déjà faible. Quant au Sida, il ne cesse de progresser, du fait des comportements à risques (prostitution) induits par la pauvreté.

Le très bas niveau des revenus complique énormément la situation. Le coton, principale culture de rente de la région est peu rémunérateur. Son prix au producteur est constamment révisé à la baisse, à cause des fluctuations du marché mondial et du poids des prix du matériel agricole emprunté. A cause de l'attaque des cochenilles, le manioc qui jusqu'en 1999 constituait une importante source de revenu pour les paysans (notamment pour les femmes) est en état de ruine dans les champs. Les autres produits vivriers (maïs, arachide, gombo, courge, etc.) souffrent du manque de débouchés et surtout du manque d'un véritable circuit de commercialisation. Le peu de revenu que les populations tirent de leurs activités agricoles : 37000 FCFA par famille (Kadekoye, 1995), est rapidement dépensé pour se

procurer les biens de première nécessité comme le sel, le savon, le pétrole, etc. Le pouvoir d'achat qui était déjà faible il y a six ans, a chuté de plus d'un tiers pour se retrouver aux alentours de 22 000 FCFA aujourd'hui. Dans ces conditions, aucune épargne n'est possible. On comprend alors que les paysans soient dans l'incapacité de se doter du matériel agricole adéquat.

La dévaluation du franc CFA intervenue en janvier 1994 a entraîné une augmentation du prix des intrants, et du matériel agricole. 74 % de personnes enquêtées considèrent le manque de matériel agricole comme un problème très grave. A Ngouyali par exemple, 57 % des agriculteurs ont recours au système d'emprunt et de location pour labourer leurs champs. Même ceux qui possèdent les attelages (42 %), ne possèdent qu'une charrue comme matériel. L'essentiel du matériel agricole de la majorité de la population se limite aux outils très rudimentaires : houes, machettes et quelques haches. Pour plusieurs familles, posséder une charrue est un rêve. C'est pourquoi 89 % des suggestions faites par les populations concernent l'approvisionnement en matériel agricole, notamment en matériel de culture attelée.

En ce qui concerne l'élevage Mbororo, malgré un important cheptel (46 000 têtes pour les bovins par exemple ), il ne s'agit surtout que d'un élevage de prestige pour la grande majorité des éleveurs. Les politiques et les programmes de développement n'ont pas entraîné le progrès des économies paysannes à travers un élevage stable et productif. Cet échec s'explique également par la résistance des Mbororo à l'innovation. Aussi, on assiste aujourd'hui à une importante décapitalisation des petits éleveurs, obligés de recourir à l'agriculture pour alléger leur charges alimentaires.

La pauvreté qui sévit dans le Nord-Est de Bambari ne se manifeste pas uniquement par les problèmes d'alimentation, de faiblesse des revenus, de précarité sanitaire ou du manque de matériel agricole. Elle touche aussi l'éducation et l'instruction. En effet, les rares écoles qui existent sont mal équipées et très inadéquates pour accueillir les enfants en âge scolaire. Beaucoup de villages manquent d'école. Les enfants de ces villages sont obligés de parcourir quotidiennement à pied, plusieurs kilomètres pour se rendre à l'école. L'effectif des classes est généralement pléthorique.



Là où les écoles existent, le personnel enseignant est insuffisant, soit à cause du refus de certains enseignants de regagner leurs postes, faute de salaires (plus d'une dizaine de mois d'arriérés), soit parce que le recrutement dans la fonction publique est interdit suite aux programmes d'ajustement structurel. L'école de Ngouyali qui compte six classes n'a que deux enseignants dont un remplit aussi la fonction de Directeur. On estime à près de 70% la population qui ne sait ni lire ni écrire. Une triste réalité qui constitue un blocage fondamental pour l'application d'innovations technologiques.

Cette situation préoccupante pour la population, est à l'origine de la délinquance juvénile rurale qui gagne de plus en plus de terrain et se manifeste par la consommation de drogue, le vol et la prostitution. A cela s'ajoute l'instabilité sociale : mésentente, divorce, désobéissance/manque d'autorité parentale, l'individualisme, l'augmentation la mendicité. Ces jeunes qui ont les besoins de leur âge (bien paraître, se distraire, manger boire etc.) sont dans un tel dénuement qu'ils sont obligés de migrer vers les villes (Bambari, Ippy, Bria ou Bangui) ou vers les zones diamantifères (Bria, Gralindji, etc.) où ils espèrent trouver un travail qui leur permettra d'améliorer leur niveau de vie.

### *Conclusion*

Au terme de ce chapitre, il ressort que malgré l'impression apparente d'une certaine cohésion sociale que perçoit le visiteur sillonnant la région, les conflits entre les différentes parties prenantes qui exploitent l'espace Nord-Est de Bambari sont réels. Ce sont des conflits très complexes dans leurs manifestations. En effet, bien qu'on les englobe sous la dénomination médiatique de « conflits éleveurs-agriculteurs », on constate que de sérieuses tensions internes, entre agriculteurs ou entre éleveurs existent.

Sur le plan typologique, ces conflits vont de simples querelles et disputes, aux véritables affrontements, pouvant aboutir à des morts d'homme. Ces drames surviennent surtout dans cas de conflits opposant les

individus de communautés différentes. Outre leur violence, ceux-ci sont généralement difficiles à régler. Les conflits opposant les membres d'une même communauté par contre sont beaucoup moins violents et sont réglés à l'amiable. Cette distinction se justifie à la fois par les liens ou non de parenté, et la solidarité de groupe existant entre les différents protagonistes. Les conflits d'autorité entre les chefs Banda et Mbororo, et les interventions « maladroites » des autorités administratives concourent généralement à l'envenimation des tensions.

Cette situation de tension entre les populations ne favorise ni une véritable intégration des activités agricoles et pastorales, ni une bonne cohabitation des différentes communautés. Par conséquent, elle compromet toutes les chances de développement de la région et concourt à l'appauvrissement des populations tant agricoles que pastorales.

Pourtant, il existe des terres et des pâturages pouvant permettre à chaque communauté d'exercer normalement ses activités. De plus les causes de conflits évoquées ci-dessus ne semblent pas insurmontables. D'où vient alors le malaise qui empêche ces populations de s'entendre, et de créer une synergie pour le développement de leur région ? Il semble qu'il provienne de causes plus profondes et souvent difficiles à percevoir.

## **CHAPITRE VII : LES CAUSES DES CONFLITS**

Comme nous venons de le montrer dans le chapitre précédant, la zone située au nord-est de Bambari est sujette à de nombreux conflits qui peuvent s'expliquer par des logiques d'appropriation divergentes de l'espace : logique Banda, logique Mbororo et logique de l'Etat. Ces logiques sous-tendent des représentations spatiales elles aussi très divergentes. Mais ces raisons, bien qu'elles apportent des éclairages sur les conflits qui sévissent dans notre zone d'étude, ne doivent pas masquer le fait qu'il en existe aussi d'autres, plus profondes, dont il sera question dans ce chapitre.

### **A. LES STRATEGIES TERRITORIALES CHEZ LES BANDA**

La quasi-totalité des gens interrogés à propos des conflits lors de nos enquêtes, les justifient par la pression qu'exerceraient les Mbororo et leurs animaux sur les agriculteurs : les « Mbororo occupent toutes nos terres au point que nous ne savons plus où installer nos cultures » affirment les populations Banda. Mais l'observation du comportement des uns et des autres, l'analyse des discours tenus en situation informelle, hors du cadre des entretiens consacrés à ce thème, nous ont permis de comprendre que les accusations vis-à-vis des éleveurs font partie d'une stratégie adoptée par la population Banda devant les étrangers, pour justifier leur volonté de faire barrage à la progression des éleveurs et leur souhait caché de reconquête territoriale. Plusieurs exemples peuvent l'illustrer.

#### **1. Une migration vers le nord antérieure à la création de la commune d'élevage et au zonage.**

La configuration des terroirs de la plupart des villages de notre zone d'étude présente une remarquable similitude. A l'instar de celui de Ngouyali, tous les villages présentent une succession de groupes d'habitations en

archipel, se répartissant du sud au nord, en partant de la route nationale 5 jusqu'à la rive de la Baïdou.

Comme nous l'avons déjà souligné, cette configuration « étirée » dans le sens sud-nord des villages se justifie par le regroupement des populations le long des routes, pendant la période coloniale. Dans notre zone d'étude, l'influence de ce regroupement est d'autant plus importante, qu'il y a eu deux vagues de concentration de l'habitat.

Le premier regroupement s'est fait entre 1910 et 1923, lors de la construction de la première route d'Ippy, qui passait par le village d'Agoudou-Manga. La plupart des villages situés aujourd'hui entre Biadé (siège de la mairie de Danga-Gboudou) et le pont de la Baïdou s'y trouvaient. Le second regroupement a eu lieu entre 1935 et 1945 ; il est consécutif à l'ouverture de la route actuelle, dite route des crêtes. Seul le village d'Agoudou-Manga qui n'a pu être déplacé, du fait de la situation sanitaire de sa population (presque tous étaient lépreux ou fils de lépreux). Tous les autres villages ont été déplacés vers le sud.

D'où aujourd'hui encore, une tendance des populations à retourner vers le nord, vers les anciens sites. Comme le souligne le R.P. Daigre (1953), les populations déplacées ont non seulement quitté leurs champs de plateau, mais aussi les bas-fonds, très fertiles, pour s'installer sur les terres rocailleuses de la ligne de crête Kotto-Ouaka. Il n'est donc pas étonnant aujourd'hui que les champs aient tendance à progresser vers le nord, en direction de ces terres fertiles où prospéraient autrefois les cultures.

Les habitants de Ngouyali affirment qu'avant l'Indépendance, les grandes chasses annuelles au feu de brousse s'effectuaient sur rives de la Baïdou, qui abritaient, outre les campements de chasseurs, ceux des pêcheurs. Quant aux campements d'agriculteurs, jusqu'en 1965, ils se limitaient au niveau de la ferme Ngoubi, située à 9 km de la route nationale. Ce n'est qu'après la partition de l'espace par l'Etat, en 1970, qu'ils ont commencé à s'étendre beaucoup plus au nord, jusqu'à atteindre les rives de la Baïdou vers le début des années 1990.

On voit donc que les migrations des champs et des populations de Ngouyali, et des autres villages de la région, sont des pratiques qui ont

débuté bien avant la partition de l'espace entre Banda et Mbororo. Cela remet en cause la thèse exclusive de migrations liées à la pression des éleveurs, avancées par les populations Banda. De plus, le système agraire traditionnel se révèle aujourd'hui peu adapté au contexte foncier local.

## **2. Un mode d'exploitation agricole inadapté et des techniques mal maîtrisées**

### **a) Changements de mentalités et persistance des habitudes traditionnelles**

L'évolution de la situation foncière ces dernières années au nord-est de Bambari relève en partie de changements de mentalité introduits par le contact avec le monde moderne, mais aussi de la persistance de certaines habitudes ancestrales. Les populations Banda aujourd'hui, surtout les jeunes, ne réagissent plus de la même manière qu'il y a un demi-siècle. En effet, la scolarisation, les missions chrétiennes, l'Islam, les contacts avec les milieux urbains, ainsi que la circulation monétaire qui s'est étendue en milieu rural, ont largement contribué à transformer les habitudes des gens, faisant d'eux des « métis culturels ». L'envie de satisfaire les besoins nouveaux s'associe à la volonté de garder les traditions ancestrales. Ces aspirations matérielles se retrouvent également au niveau foncier, où le droit moderne cohabite avec le système traditionnel, au gré des intérêts en jeu.

La scolarisation a fait prendre conscience à la minorité « instruite » que la terre était un capital non négligeable. Aussi, a-t-elle développé un peu partout l'idée de propriété à l'occidentale qui, a engendré une course à l'appropriation des terres, même si celle-ci n'est pas légitimée par un acte officiel. Si nombre d'anciens cultivateurs restent fortement impliqués dans les joutes foncières traditionnelles, la plupart des jeunes supportent mal le poids de coutumes qui les rendent dépendants du bon vouloir de la gérontocratie. Cette révolte des jeunes vis-à-vis du pouvoir des « anciens » se manifeste par la contestation des règles locales d'accès à la terre, par la remise en question des fondements magico-religieux et par l'occupation illicite de jachères de très longue date.

Quant aux contacts avec les villes, ils ont fait naître chez les populations rurales Banda des besoins nouveaux (postes de radio, bicyclettes, habitations avec toiture en tôle, etc.), que seul l'argent peut permettre de satisfaire. Or obtenir de l'argent implique une production agricole marchande, comme celle du coton, seule culture industrielle et principale source de revenu de la région. Aussi, pour augmenter leur production et améliorer leurs revenus, les paysans défrichent-ils chaque année de nouvelles parcelles ; ils augmentent régulièrement les superficies de leurs champs grâce à la culture attelée.

Les sommes issues de la vente des récoltes tendent à donner une valeur monétaire à toutes choses : le travail et la terre n'échappent pas à cette évolution. Avec la raréfaction des terres de cultures, on a signalé des cas de « vente », ou en « location », particulièrement près de Bambari. Les compétitions foncières entre villages voisins poussent les populations de chaque village à mettre en culture, en priorité, les zones frontières, les plus menacées. C'est le cas à Ngouyali et Séko, où les villageois abandonnent les abords du village pour s'installer à plus d'une quinzaine de kilomètre. Mais il faut souligner, que si l'évolution des mentalités dans le Nord-Est de Bambari induit la compétition foncière entre les parties prenantes de l'espace dans cette région, il ne faut pas occulter le fait que cette compétition foncière est amplifiée par la persistance d'habitudes traditionnelles dans le domaine de la gestion des jachères.

Avant la période coloniale, le territoire villageois faisait l'objet d'une gestion sociale (Jean, S., 1993). En pays Banda, les premiers occupants d'un lieu se constituaient un patrimoine foncier, en se basant sur les perspectives de développement de leurs familles et de la communauté villageoise. Le marquage rapide des jachères au début de leur installation supposait un investissement en travail important, pour le faire avant qu'il y ait une forte demande en terres.

Cette étape réalisée, il convenait ensuite, de bien gérer ce patrimoine que l'on transmettait aux descendants. Pour ce faire, il fallait le remettre périodiquement en culture afin qu'il ne soit pas « repris par la brousse », tout en veillant à ne pas l'épuiser par des cultures trop rapprochées ou trop

prolongées. Pour l'étendre, la stratégie était de mettre en culture des jachères que d'autres auraient négligées. Donc deux attitudes complémentaires, l'une de défense, l'autre d'expansion.

Aujourd'hui encore, la gestion de l'espace est toujours conçue de cette manière. Le système de culture itinérante<sup>30</sup> demeure le seul système pratiqué dans la région, bien que, pendant la colonisation puis après l'Indépendance, de nouvelles cultures aient été introduites et, avec elles, de nouveaux « paquets technologiques ». Mais ces innovations technologiques qui ont été intégrées au système ancestral, privilégient l'augmentation de la production et du travail sans modifier la gestion de l'espace. Elles ont même pu contribuer à conforter la logique d'exploitation extensive du système traditionnel. Ainsi, le coton, réputé exiger des terres « neuves », c'est à dire des nouvelles défriches, seules assez fertiles pour lui, est utilisée par les agriculteurs pour justifier l'ouverture de nouvelles parcelles. La culture attelée permet quant à elle d'augmenter fortement la superficie des champs, et contribue donc à l'épuisement des réserves de terres cultivables et au raccourcissement des jachères.

#### b) La culture attelée : un bilan mitigé

##### *1) Bref rappel historique*

Les premières expériences de culture attelée au nord-est de Bambari furent l'œuvre du père Hyernard. Entamée en décembre 1961, avec deux hommes et une paire de bœufs à Agoudou-Manga, après l'échec d'une tentative d'introduction de la culture motorisée, cette initiative expérimentale comptait sept autres équipes en 1963, et atteignait 25 paires de bœufs en 1965. En 1966, la sous-préfecture de Bambari comptait 68 attelages. Soutenue par les plus hautes instances de la République, et le Fond d'Aide et de Coopération, cette initiative sera progressivement étendue à toute la

---

<sup>30</sup> Dans ce système, les cultures « tournent » dans le territoire, mais les habitations sont fixes.

préfecture de la Ouaka, puis à la Basse-Kotto, et un centre de dressage sera mis en place à Bambari.

Après le départ du père Hyernard, avec l'arrivée au pouvoir de Bokassa et le lancement de la réforme agraire, toutes les structures mises en place vont périliter. Ce n'est que vers la fin des années 1970 que l'Animation rurale catholique va relancer l'initiative du père Hyernard dans certains grands villages de la commune de Danga-Gboudou, notamment à Goubali, NGouyali, Séko Fangou-Kota, Tagbara, etc. Cette institution fournissait à crédit, à certains producteurs, des bœufs de trait et les équipements de culture attelée. Ces heureux « lauréats » bénéficiaient également de l'encadrement technique d'animateurs laïcs, coopérants ou nationaux.

Ainsi, c'est sous l'impulsion de l'animateur J. L. Templier, que les premiers bœufs de culture attelée sont arrivés sur le territoire de Ngouyali, en 1978. Cette année là, seul un habitant de ce village bénéficia d'une paire de bœufs et du matériel adéquat : charrue, herse, butteur. En 1982, l'expérience fut étendue à six autres habitants qui bénéficièrent à leur tour du même type de crédit en matériel.

Compte tenu de la réussite de l'opération, les candidats aux crédits en matériels se multiplièrent. Malheureusement l'Animation rurale catholique, limitée par son budget modeste, ne put satisfaire qu'une petite partie de la demande.

Depuis, les paysans en ayant les moyens se sont efforcés d'acquérir eux-mêmes le matériel et les bœufs. A Ngouyali, 16% des ménages possédaient au moins une paire de bœufs en 1999, soit un total de 30 paires. Ces animaux sont soit des taurins Baoulés (90%), acquis auprès des plus anciens éleveurs de ces animaux originaires de Côte d'Ivoire, soit des zébus locaux (10%), achetés chez les éleveurs Mbororo.

La culture attelée a engendré d'importants changements dans le milieu agricole.

Dans un premier temps, la rapidité du travail des bœufs a permis d'augmenter de manière significative les superficies mises en culture. Trois personnes enquêtées sur quatre déclarent avoir doublé ou triplé la taille de leurs champs. Les bêtes travaillent environ sept à huit heures par jour :



quatre à cinq heures le matin et deux à trois heures l'après-midi. Un autre avantage est que la traction bovine épargne aux paysans Banda des tâches très pénibles.

Sur le plan économique, l'acquisition d'un attelage est un investissement important, mais rapidement rentable. Les propriétaires de bœufs de culture attelée peuvent en effet louer leurs services à d'autres paysans, soit pour la culture elle-même, soit pour le transport des récoltes. Cet apport financier leur permet d'acheter plus d'engrais, et de rembourser ou de s'acheter les biens de première nécessité ; il peut aussi permettre de mobiliser plus de main d'œuvre pour l'entretien des cultures. Toutefois, si l'introduction de la culture attelée a apporté beaucoup d'avantages au paysan, on a aussi noté un certain nombre de problèmes.

Le programme de culture attelée, initié en 1961 dans la région et relancé à la fin des années 1970, s'est heurté à plusieurs obstacles. Tout d'abord les Banda, agriculteurs de tradition mais non-éleveurs, ne connaissaient des bovins que leur viande. S'en approcher, les dresser, les conduire, les utiliser comme outil de travail était d'autant plus difficile que ce gros bétail portant des cornes leur faisait peur. Aussi, a-t-il fallu un temps de familiarisation avec cet animal à la taille impressionnante et, malgré les efforts déployés par les encadreurs, une certaine méfiance demeure toujours et tous les prétextes sont bons pour tuer un bœuf.

En plus de ces difficultés psychologiques, il y avait aussi une méconnaissance totale des pratiques de suivi et d'entretien du gros bétail chez les Banda : l'habitude est de laisser les chèvres et la volaille errer librement, sans leur donner aucun soin. De la même façon, les agriculteurs laissent parfois leurs bœufs livrés à eux-mêmes, sans leur apporter de nourriture d'appoint : « on préfère parfois acheter un deuxième attelage, qui travaillera à mi-temps, plutôt que de nourrir correctement un seul attelage ; qui pourrait travailler deux fois plus » (Lacroux, et al, 1967). La plupart des propriétaires ne construisent pas d'étable pour leurs bêtes et se trouvent désarmés quand des maladies surviennent. C'est pourquoi les pertes sont très importantes, faisant baisser le nombre d'attelages.

Il faut souligner que la plupart des champs sont labourés avec des attelages empruntés, échangés contre de la main d'œuvre ou loués, ce qui crée souvent des retards pour les semis, car ces travaux extérieurs ne se font qu'une fois satisfaits les besoins du propriétaire des animaux. D'où des rendements souvent faibles, notamment pour le coton.

Une opération supplémentaire de préparation des champs, l'essouchage, est nécessaire. Cette opération, longue et difficile, est rarement complètement réalisée, les paysans préférant contourner les souches avec les attelages au prix de difficiles manœuvres. Pour ceux qui en prennent la peine, ces travaux d'essouchage impliquent de mobiliser toute la famille et des amis (parfois tous les hommes du village) et donc de recourir au système traditionnel des « invitations ». Sur le plan social, à l'instar de la région de Kaga-Bandoro analysée par Piermay (1977), le développement de la culture attelée dans les villages situés au nord-est de Bambari a entraîné une évolution, mais pas un bouleversement de l'organisation sociale et économique.

## *2) La culture attelée, une innovation dangereuse ?*

L'introduction de la culture attelée en Centrafrique a suscité beaucoup d'espoir, car on espérait qu'elle apportât des améliorations tant sur le plan des superficies que sur le plan économique. Au niveau spatial, l'adoption de la culture attelée s'est traduite par une forte dynamique d'extension des superficies cultivées. Les superficies moyennes des champs, toutes cultures confondues sont passées de 1,25 hectare au début des années 1980, à 2 hectares au en 2000. Les champs, autrefois regroupés en blocs de culture réunissant toutes les parcelles du village, ce qui permettait une gestion communautaire du foncier, se sont nettement dispersés dans tout le territoire du village, chacun préférant s'écarter des autres pour avoir assez d'espace disponible pour étendre ses superficies.

On peut regretter le fait que cette augmentation des superficies se fasse sans guère de souci de gestion commune de l'espace. Les paysans

n'hésitent pas à labourer de vastes superficies, qu'ils n'exploiteront que partiellement ou pendant un temps limité (3 années au plus). Chaque année, ils labourent de nouvelles parcelles pour le coton, plante qui ouvre les successions culturales après la jachère.

Cette dynamique, sous-tendue par les « stratégies offensives » des producteurs recherchant une meilleure valorisation du travail (augmentation de la production), a entraîné la saturation relative de l'espace, matérialisée par la diminution de la durée des jachères, qui est passée de quinze ans en moyenne dans les années 1950, à 3-5 ans aujourd'hui. Or, le rôle des jachères est fondamental dans un système agraire où les paysans continuent à pratiquer la culture itinérante : seule l'alternance jachère/cultures permet la reconstitution de la fertilité des sols. Le raccourcissement des jachères met celle-ci en péril. Les nouveaux labours, qui se font souvent au dépens des bois et des galeries forestières, modifient l'équilibre naturel avec des conséquences comme l'appauvrissement des sols, la baisse de la production et donc celle des revenus des paysans. Lors de nos enquêtes à Ngouyali, Séko et Tagbara, plusieurs personnes se sont plaintes de la récente tendance (depuis 4 ans environ) à l'assèchement de certains cours d'eau, notamment Bougou, Gorokpo, Ngoubi.

La situation est d'autant plus inquiétante qu'ici, la culture attelée n'est quasiment pas accompagnée d'apport en engrais organiques ou minéraux. Or, comme le montre P.M. Bosc (1992), le labour en culture attelée n'est qu'un des éléments d'un « paquet technique » plus complet. Si les autres ne sont pas mobilisés, l'évolution de la fertilité est négative : faute d'apport de fumier, la culture attelée engendre souvent des baisses du niveau de matière organique. La situation que connaissent les agriculteurs sur les terroirs de notre zone d'étude pourrait résulter de causes similaires.

L'extension des superficies cultivées fait aussi partie d'une stratégie d'appropriation territoriale, dans un contexte où la terre est devenue un enjeu de plus en plus important. Nos investigations ont en effet montré que le déplacement des cultures vers l'intérieur des terres faisait partie d'une logique paysanne dont l'objectif est de se constituer d'importantes réserves

foncières, non seulement en labourant de vastes superficies, mais également en multipliant le nombre de champs.

Cette course à la terre est engendrée par la crainte croissante d'une pénurie de terres. Cette crainte est justifiée par l'épuisement des sols, dont toute la population se plaint, et par la menace d'accaparement d'une partie des territoires villageois actuels par les pasteurs Mbororo, dont une partie de la communauté a entamé sa sédentarisation il y a un peu plus d'une dizaine d'années.

L'extension des superficies cultivées est donc aussi une stratégie des populations Banda pour faire barrage à l'expansion territoriale des pasteurs Mbororo. Les Banda n'ont en fait jamais accepté la division de leur territoire en 1965 et en 1970 ; ils voient dans l'installation des éleveurs dans la zone normalement réservée à l'agriculture, une façon de poser les bases d'une nouvelle révision du partage du territoire établi il y a une trentaine d'années.

### C) La fragilité des sols de la région

Plus de la moitié des agriculteurs que nous avons interrogés estiment que la dégradation des sols est l'une des causes essentielles de migration des populations villageoises vers les « fermes » (exploitations isolées, à l'écart des villages). Cette dégradation, qui concerne surtout les terres situées dans un rayon de 5 km autour des villages, se manifesterait par la baisse de la production, l'envahissement des champs par les adventices (*Imperata*, *Paspalum*, etc.) et, ponctuellement, par de l'érosion.

Les observations faites à Ngouyali, ainsi que les descriptions que font les populations de ce village de l'état des plantes cultivées et du rendement de leurs champs ont permis aux chercheurs de l'ICRA de conclure à un appauvrissement de ces sols (Kafara, J.M., 2001). En effet d'après celles-ci, les champs de manioc situés aux alentours du village ne produisent que des tubercules effilés et fibreux, tandis que les épis de maïs sont dépourvus de grains. Quant aux arachides, elles donneraient moins de graines que celles cultivées dans les secteurs éloignés du village.

Les principales causes de cette dégradation seraient la surexploitation des terres, la réduction de la durée des jachères, la culture attelée, l'abondance des cuirasses ferrugineuses et les fétiches (tableau 11)

**Tableau 11. Causes de dégradation des sols selon la population**

<b>Causes</b>	<b>%</b>
Surexploitation	40
Durée de jachère courte	23
Culture attelée	19
Cuirasse ferrugineuse	12
Fétiches	6
<b>Total</b>	<b>100</b>

*Données recueillies dans 14 villages en 1999 et 2000*

La surexploitation des terres dans les zones proches du village est liée au fait que celles-ci sont exploitées pour des cultures dites « d'appoint » (légumes, tubercules, condiments), qui jouent en fait un rôle essentiel dans l'alimentation des villageois. Pour pouvoir récolter chaque jour de quoi améliorer sa subsistance, le paysan Banda doit avoir, en culture quasi-permanente ou avec des jachères très courtes, une ou plusieurs parcelles proches du village. En l'absence de fumure, les courtes jachères ne permettent pas de restaurer la fertilité des sols, qui s'appauvrissent rapidement. Les défrichements de plus en plus importants provoquent un recul général de la végétation, qui ne protège plus les sols ; l'érosion par ruissellement, phénomène autrefois peu connu, est en train de se généraliser dans cette région assez accidentée, du fait de l'extension des superficies cultivées et de la généralisation des labours à la charrue. Elle met à nu les horizons gravillonnaires et les cuirasses sub-affleurantes. En conséquence, utilisée sans apport de fumier comme c'est le cas dans cette région, la culture attelée serait plutôt dangereuse pour le milieu naturel.

### **3. L'élevage et les dégâts aux cultures : réalité ou prétexte ?**

Les dégâts aux cultures constituent l'une des bases essentielles de l'accusation des agriculteurs Banda contre les pasteurs Mbororo. Ils sont

également évoqués pour justifier en partie les migrations des champs vers le nord. Mais qu'en est-il réalité ?

a) Bilan des dégâts aux cultures occasionnés par le bétail et des conflits en résultant.

Les dégâts aux cultures ont toujours été l'une des pierres d'achoppement de la cohabitation entre agriculteurs et éleveurs. Si au début de leur installation sur le plateau de Goubali, le faible nombre des éleveurs et de leurs animaux a favorisé une cohabitation sans heurts entre les deux communautés, très vite la situation est devenue beaucoup plus tendue. L'augmentation rapide de la population pastorale, due à l'arrivée de nouveaux venus, ainsi que celle des cheptels (10 000 têtes en 1938-40 ; environ 100 000 en 1965), va être à l'origine des problèmes.

En 1957, les populations des villages Koulou et Goubali, exaspérées par les multiples dégâts provoqués par les bovins sur leurs cultures, se soulevèrent contre les Mbororo. Les affrontements qui s'en suivirent, même s'ils ne provoquèrent pas de mort d'hommes, firent de nombreux blessés, surtout dans le rang des éleveurs. L'administration coloniale condamna le chef Koulou, considéré comme le meneur. Pour éviter d'autres conflits de ce genre, elle décida en 1958 d'amputer une partie du territoire villageois situé sur la rive gauche de la rivière Mbounou pour en faire une zone d'élevage. Cette zone sera étendue et érigée en commune d'élevage en 1965, avant d'être élargie en 1970 lors de la réforme agraire.

Si les dispositions prises ont permis d'éviter les conflits pendant quelques années, cette accalmie n'a été que de courte durée. En effet, les sécheresses de 1973 et 1983 vont provoquer l'afflux de nouveaux éleveurs venus du nord, rompant ainsi l'équilibre précaire qui existait. Les dégâts aux cultures vont en effet s'amplifier et les conflits vont devenir de plus en plus violents. A titre d'exemple, de 1994 à 2000, le service des constats de la délégation régionale de l'agriculture et de l'élevage de Bambari a enregistré 144 plaintes concernant des dégâts aux cultures par des animaux. 70 % de ces plaintes concernent la seconde moitié de cette période,

1998-2000, et le nombre de conflits est passé de 13 entre 1994 et 1997 à 131 entre 1998 et 2000, ce qui illustre la dégradation des relations entre agriculteurs et éleveurs.

Mais il convient toutefois de faire la part des dégâts occasionnés par le bétail des Mbororo et par le petit bétail et les bœufs de traits des Banda.

#### b) Des responsabilités partagées

L'analyse du discours des différentes communautés et les observations de terrain montrent que les responsabilités des dégâts aux cultures sont largement partagées entre agriculteurs et éleveurs. En effet, si les Mbororo sont indéniablement les plus grands éleveurs de gros bétail du pays, il n'en reste pas moins que les Banda de la région sont de plus en plus enclins à pratiquer cette activité, ne serait-ce que pour la culture attelée. A cet élevage naissant de gros bétail (2000 têtes), s'ajoute celui du petit bétail : caprins, ovins, porcins, dont les effectifs sont estimés à 3800 têtes et qui a toujours existé partout dans le pays. Mais cet élevage paysan pose problème.

##### *1) L'élevage bovin paysan naissant : une pratique qui pose problème*

Le problème que pose cet élevage dans au nord-est de Bambari, se situe tout d'abord au niveau culturel. Les Banda ont toujours pratiqué le petit élevage, mais celui-ci n'avait de réalité qu'au niveau de la possession du bétail, matérialisée par son achat ou un don. En dehors de ces deux actes, le bétail était laissé en divagation et ne bénéficiait d'aucun apport alimentaire, et encore moins de soins. Avec l'arrivée des Mbororo et le développement des initiatives tendant à introduire le gros bétail dans le système agricole local, bon nombre de paysans se sont lancés dans l'élevage bovin, tant pour la culture attelée que par stratégie de capitalisation des revenus des produits agricoles.

Malheureusement, cet élan ne s'est pas accompagné d'une réelle appropriation des techniques adéquates, notamment dans le domaine du suivi sanitaire et du gardiennage. Les négligences sur ce dernier point sont à l'origine des dégâts aux cultures les plus courants. Dans presque tous les villages, le bétail, surtout celui de trait est livré à lui-même quand il n'est pas en train de travailler dans les champs. Il provoque ainsi de gros dégâts dès qu'ils entrent dans des champs de coton, de manioc ou d'autres vivriers. Ces cas, contrairement à ce qu'affirment les agriculteurs, sont très nombreux. Ils correspondent à 42 % des cas de dégâts. Mais tout dégât aux cultures ne donne pas lieu à conflit : autant le conflit est systématique quand il s'agit de bovins appartenant à un Mbororo, autant il y a de fortes chances pour que les dégâts causés par le bétail appartenant à un villageois se règlent à l'amiable, au nom de l'appartenance à la communauté villageoise. Les accusations vis-à-vis du bétail Mbororo sont donc un peu exagérées et traduisent surtout l'inexistence de mécanismes traditionnels de règlement des conflits entre Mbororo et Banda, alors que l'existence de tels mécanismes au sein de la communauté Banda permet de limiter les problèmes en son sein.

## *2) La dévastation des champs par le bétail Mbororo, des situations réelles mais aux conséquences limitées*

Les dégâts aux cultures par le bétail Mbororo représentent près de 60 % de l'ensemble des dégâts. Mais leurs conséquences économiques sont souvent faibles, hormis quelques cas qui ont été médiatisés comme celui enregistré à Ngouyali en 1998.

Au mois de juillet et août 1998, les troupeaux de E.A.I. et de A. ont effectué des « raids » successifs dans les champs de manioc et de coton des agriculteurs de la ferme de Gorokpo et de Ngouro, au nord du terroir de Ngouyali. Ces raids se sont soldés par d'importants dégâts, qui ont déclenché de violents affrontements. Il a fallu l'intervention des forces de



gendarmerie et de toutes les institutions s'occupant de l'agriculture et de l'élevage pour calmer les protagonistes.

**Tableau n° 12 : Dégâts aux cultures et types de dédommagements**

VILLAGE	Dégâts/Village	Types de champs	Proportion		Dédommagement (en FCFA ou en nature)
			Inférieure à 25 ares	Champ entier (de 25 à 50 ares)	
<b>Ngouyali</b>	5	coton	-	1	22 500 F
		Manioc	2	-	1 mouton
		Arachide	-	-	
		Maïs	1	-	3 000 F
		Autres	-	-	
<b>Seko</b>	6	Coton	2	-	1 veau de 6 mois
		Manioc	1	-	10 000 f
		Arachide	-	1	4 000 f
		Maïs	1	-	2 500 f
		Autres	-	-	-
<b>Tagbara</b>	5	Coton	-	-	-
		Manioc	1	1	7 000 F + 1 veau de 4 mois
		Arachide	1	-	2 500 F
		Maïs	-	-	-
		Autres	2	-	7 000 F
<b>Goubali</b>	4	Coton	1	1	1 carcasse de bœuf + 8 000 F
		Manioc	2	-	1 cuisse de bœuf
		Arachide	-	-	-
		Maïs	-	-	-
		Autres	-	-	-

*D'après les données d'enquêtes réalisées en 1999 et 2000*

Depuis cette affaire, rares sont les dégâts aux cultures, avec de fortes destructions, comme le confirme le tableau 12. En se référant à ce dernier, on se rend compte que sur les vingt cas de destructions de champs enregistrés en 1999 dans les quatre villages enquêtés, seuls 20 % concernent des champs entiers, d'une superficie supérieure à 25 ares et qu'ils ne dépassent jamais un demi-hectare. 80 % des dégâts ne touchent que des parcelles de superficie minime, inférieure à un demi-hectare, et ne portant que quelques boutures de manioc ou d'autres produits vivriers. Les montants des dommages versés aux victimes sont donc faibles.

L'analyse du tableau ci-dessus fait apparaître que le montant global perçu par les agriculteurs en dédommagement des dégâts enregistrés en 1999 correspond à une compensation moyenne de 7 000 FCFA par cas.

**Tableau n° 13 : Valorisation des dédommagements en nature<sup>31</sup>**

<b>Nature du bien utilisé pour le dédommagement</b>	<b>Correspondance en FCFA</b>
1 mouton	10000
1 cuisse de bœuf	10000
1 carcasse de bœuf	20000
1 veau de 4 mois	15000
1 veau de 6 mois	20000

Au vu des modiques sommes qu'ils perçoivent, il semble que les tollés que déclenchent les Banda après chaque dégât manifestent surtout la double volonté des agriculteurs de protéger leurs espaces de cultures et de se réapproprier les espaces ancestraux occupés par les éleveurs. Mais cette agressivité des agriculteurs vis-à-vis des éleveurs, trouve aussi ses fondements dans l'évolution actuelle de l'espace pastoral et dans les stratégies mises en place par les éleveurs.

## **B. MUTATIONS DE L'ENVIRONNEMENT PASTORAL ET STRATEGIES DE CONQUETE TERRITORIALE**

Avant d'entamer ce sous chapitre, il convient de préciser ce que nous désignons par « *environnement pastoral* ». « *Laddé* » est une expression *foulfouldé* <sup>32</sup>, que Boutrais (1994), traduit par brousse. Il ne s'agit pas ici de la végétation naturelle et inhospitalière des villageois, mais de l'espace pâturable, qui permet de pratiquer une activité pastorale, de vivre avec le bétail. C'est cette brousse que nous qualifions d'environnement pastoral.

<sup>31</sup> Tableau réalisé à partir des données recueillies dans 4 villages, sur un échantillon de 20 cas de dégâts aux cultures.

<sup>32</sup> Le *foulfouldé* est la langue parlée par les Mbororo de Centrafrique, du Cameroun et du Nigeria .

Depuis plus d'un demi-siècle, les Mbororo exploitent les savanes au nord-est de Bambari. Il est inévitable que suite à cette exploitation prolongée le milieu naturel soit modifié par le bétail. Le problème qui se pose est que les mutations ont atteint un degré tel que tous les éleveurs s'en plaignent. A ce rythme disent-ils, elles risquent à terme de compromettre la perpétuité de l'élevage dans cette région. Qu'en est-il réellement des ressources pastorales aujourd'hui au nord-est de Bambari ? Si dégradation il y a, quelles sont ses conséquences ?

## **1 . Un environnement pastoral en pleine dégradation**

« *Laddé waati* » c'est-à-dire « la brousse est morte », c'est ainsi que J. Boutrais (op.cit) entamait son article sur le rapport entre l'élevage du gros bétail et l'environnement. Cette expression exprimait le désarroi d'un Peul devant des savanes plantureuses, de grandes herbes qui s'étendaient à perte de vue : une végétation régénérée parce que le bétail n'y avait plus accès, en raison de la menace des mouches tsé-tsé. Tout le long de nos enquêtes, nous n'avons cessé d'entendre les éleveurs nous répéter des expressions similaires. Ce qui nous amène à penser que la situation actuelle des pâturages au nord-est de Bambari n'est pas loin de celui de l'Adamaoua camerounais où furent menées les observations de J. Boutrais<sup>33</sup>. Cependant, le contexte camerounais est nettement différent, tant sur le plan démographique, socio-politique ou administratif, qu'environnemental.

### **a) L'évolution des ressources pastorales**

Les témoignages des populations locales (agriculteurs et éleveurs), l'analyse des photographies aériennes et des images satellitaires convergent. Tous semblent montrer que les ressources pastorales au nord-est de Bambari ont fortement évolué au cours des quarante dernières années. L'exemple de l'évolution de la végétation dans la zone pastorale du territoire villageois de Ngouyali en témoigne.

### 1) L'évolution des pâturages de Ngouyali

Dans ce village de 900 habitants, 91 % des adultes de plus de 25 ans interrogés (dont la totalité des Mbororo) affirment que le paysage végétal du village a beaucoup changé. Cette évolution, au dire de tous, affecte plus les zones pastorales que les zones agricoles. Sa principale manifestation est la multiplication des ligneux (64 % des réponses), l'embuissonnement par l'Herbe du Laos - *Chromolaena odorata* - (17 %), la dénudation des sols (12 %), l'assèchement des cours d'eau (6 %) et l'érosion (1 %).

La densité des ligneux est la première chose qui frappe le voyageur qui traverse la région, et elle donne un premier indice sur la différence d'activité qui existe entre les zones situées au sud et au nord de la route nationale 5 menant de Bambari à Ippy. En effet, la multiplication des ligneux concerne exclusivement de la zone pastorale, située au sud de la route nationale. Cette impression est confirmée par la comparaison des photographies aériennes de 1960 et de l'image satellitaire de 1999 (tableau 14.).

On constate que la savane herbeuse, qui constituait autrefois la principale formation végétale et représentait 76 % de la superficie totale, s'est largement rétrécie au profit de la savane arbustive. Celle-ci s'apparente à une forêt claire, avec les cimes des arbustes qui se rejoignent pour former un couvert que les rayons du soleil pénètrent difficilement.

**Tableau 14. Evolution de la végétation de 1960 à 1999**

Type de végétation	Superficie 1960 (ha)	%	Superficie 1999 (ha)	%	Différence en %
Savane herbeuse	2410	76	809	25	- 50
Savane arbustive	221	7	1822	57	+ 50
Savane boisée	-	-	53	2	+ 2
Galerie forestière	188	6	194	6	ε
Autres	364	11	305	10	- 2
<b>Total</b>	<b>3182</b>	<b>100</b>	<b>3182</b>	<b>100</b>	<b>0</b>

*D'après l'analyse des données issues de la photo-interprétation des photographies aériennes (1960) et de l'image SPOT de 1999.*

Les essences dominantes sont des arbustes, *Piliostigma thonningii*, *Imenocardia acida*, *Harungana madagascariensis* et *Anona senegalensis*. S'y

<sup>33</sup> J. Boutrais a publié un grand nombre d'articles sur l'élevage au Cameroun; voir bibliographie.

joignent de jeunes essences arborées de *Terminalia glauscescens*, *Parinari excelsa*, *Anogeissus leiocarpus* et *Vitex celia*.

Au niveau de la répartition spatiale, on constate une certaine disparité entre les secteurs les plus anciennement occupés et les autres. Dans le premier cas, la végétation présente une physionomie de savane boisée, avec une prédominance de grands arbres. Les secteurs nouvellement occupés, sont par contre colonisés par des arbustes très denses.

L'emboisement par l'herbe du Laos (*Chromolaena odorata* - *Djabindé*), est la seconde manifestation des mutations de l'environnement de la zone pastorale identifiée par les populations locales. Ce phénomène est surtout localisé au niveau d'anciens secteurs de forte concentration du bétail, notamment près des anciens campements. Ponctuellement on rencontre aussi des buissons de « plantes à balai » (*Pascara*) et de *Lantana*.

On note également une dénudation des sols, qui favorise l'érosion et l'assèchement des cours d'eau, surtout en fin de saison sèche. En effet, la couverture des sols arrachée sur les versants est exportée et déposée dans les lits des rivières, provoquant leur envasement. Au fil des années, sous l'effet de la vase, l'écoulement devient difficile au point de s'arrêter pendant la saison sèche. Toutefois, ces phénomènes sont beaucoup plus limités que dans les zones pastorales du Nord-Ouest du pays.

## 2) L'évolution des pâturages sur l'ensemble de la zone d'étude

La situation des pâturages dans l'ensemble des plateaux au nord-est de Bambari est identique à celle observée sur le territoire villageois de Ngouyali. Presque partout, les savanes arbustives denses et boisées ont pris le pas sur les formations herbeuses. A ces formations à dominante ligneuse, se sont adjoints des buissons. Ces phénomènes, qui inquiètent énormément les éleveurs, intriguent les agriculteurs Banda, plutôt habitués à des manifestations contraires. Des études réalisées dans le Nord-Ouest de Centrafrique par Bille (1964, 1965, 1967), Peyre De Fabregues (1975, 1977),

et dans l'Adamaoua camerounais par Boutrais (1980, 1992) et de Hurault (1971, 1975), permettent de mieux comprendre tous ces phénomènes.

En effet, alors qu'en région sahélienne le surpâturage prolongé se traduit par une dégradation du tapis arboré conduisant à sa disparition, et à une désertification, des effets contraires apparaissent en zone soudanienne Boutrais (1980). Les savanes arbustives ou arborées soudanaises, résultent en effet d'un équilibre instable entre l'herbe et l'arbre. D'après Hurault (1975), le climax nettement forestier dans le domaine soudano-guinéen, avantagerait l'arbre si les feux ne maintenaient pas l'herbe ; plus les herbes sont abondantes et hautes, plus elles alimentent des feux violents dont les flammes brûlent les arbres et les arbustes ; mais si le tapis herbacé devient ras et discontinu, les feux se réduisent à des flammèches qui courent à ras du sol sans toucher le couvert boisé. Ainsi l'équilibre est rompu se déplace de la strate herbacée vers la strate boisée.

Des arbustes envahissants se propagent alors partout, colonisant les pâturages en quelques années. L'ombre du couvert arbustif réduit puis fait disparaître le tapis herbacé subsistant. A la faveur de cette ombre s'introduisent des arbres de plus grande taille, dont les semences proviennent des galeries forestières voisines. Ces nouveaux arbres s'élèvent et s'étalent au-dessus des arbustes pionniers, les privant de lumière. Le couvert arbustif dépérit, laissant la place à un couvert forestier. « *En Adamaoua, la surexploitation des pâturages par le bétail est apparemment le meilleur agent de reforestation* » (Bille, 1964). C'est un processus identique que l'on observe aujourd'hui dans cette région du Centre-est centrafricain.

Il semble qu'à l'instar de la région des plateaux de Bouar-Bocaranga étudiée par Bille (op. cité), dès que le bétail s'est mis à exploiter les formations herbacées au nord-est de Bambari, elles ont subi des modifications et leur production fourragère a diminué. Des mesures régulières ont montré qu'ensuite, la végétation s'adapte à la pâture : la production herbacée annuelle remonte, pour se stabiliser à un niveau légèrement inférieur à une savane non exploitée (Cesar, 1991<sup>34</sup>). Une exploitation de plus en plus intense entraînerait une réduction de la production végétale, jusqu'à

---

<sup>34</sup> César J., Présentation de l'agropastoralisme. IEMVT-CIRAD, 1991, 34 p.

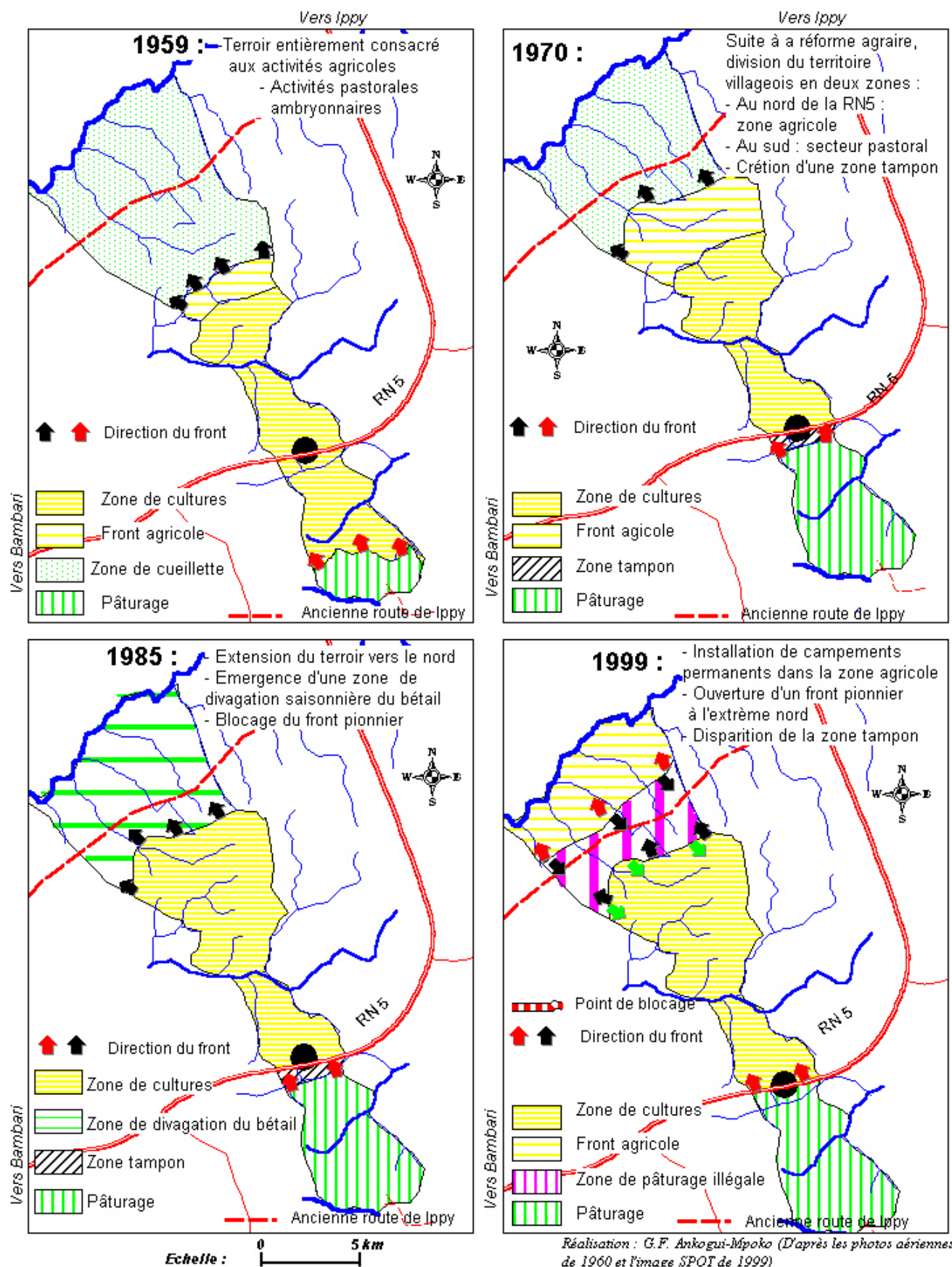
atteindre un déséquilibre entre le bétail et la capacité de renouvellement du pâturage.

D'après les observations de Koechlin (1961) à Langandi près de Bambari et celles de Boutrais (1992), la présence du bétail provoquerait d'abord des changements de types de graminées, comparable à ceux observés au Sahel : disparition des espèces les plus recherchées, constituées d'andropogonées (*Hyparrhenia spp.*), au profit de graminées à maturité précoce et à taille plus courte (*Panicum phalloïdiens*). L'installation de ces dernières, marque moins une réduction de biomasse herbacée, qu'une chute de valeur pastorale.

Ensuite, lorsque la charge en bétail s'accroît, le *Panicum* disparaîtrait à son tour, au profit de graminées basses. Certaines seraient de bonnes fourragères mais la plupart n'offrent qu'une valeur pastorale médiocre. De plus, la perte devient sensible en végétation herbacée (Rippstein, G., 1985). Au-delà, le sol est dénudé et soumis à une érosion par ruissellement (Hurault, 1975).

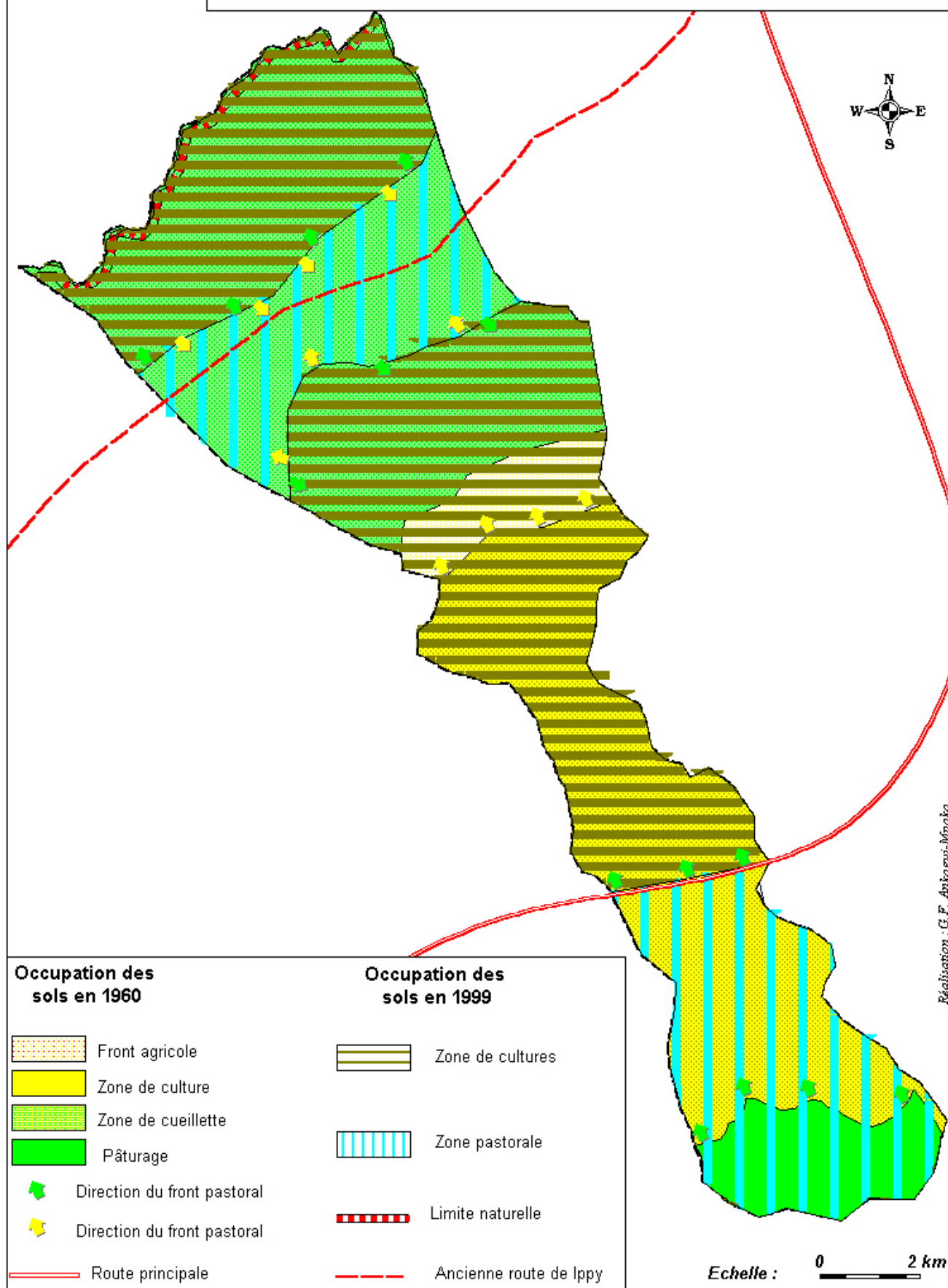
Contrairement au Sahel, l'évolution des savanes fortement pâturées de notre zone d'étude ne s'est pas arrêtée à la dénudation du sol. Dès le stade à *Panicum*, des arbustes résistants aux feux ont commencé à proliférer. Les graminées basses et surtout les sols dénudés ont facilité la propagation d'*Harungana madagascariensis*, arbuste envahissant, dont Bille (op. cité) signalait déjà la présence dans le Nord-Ouest et d'autres arbustes comme *Piliostigma thonningii*, *Imenocardia acida*, et *Anona senegalensis*. C'est à ce stade de l'évolution de l'environnement pastoral, que se trouve aujourd'hui notre zone d'étude. Au vu du pourcentage élevé de jeunes essences arborées dans la composition floristique de la végétation, il semble que le paysage végétal actuel ne soit qu'une phase transitoire vers la reforestation de l'ensemble de la région. On constate déjà une concurrence entre les herbacées et l'Herbe du Laos sous les savanes arbustives.

**Carte n° 11 : Evolution du terroir de Ngouyali de 1959 à 1999**





Carte n° 12 : Occupation des sols à Ngouyali en 1960 et 1999



L'embuissonnement par l'herbe du Laos (*Chromolaena odorata*) est une forme d'évolution des pâturages observée dans l'ensemble de la région. Elle ne daterait que de la fin des années 1970. Introduite en République centrafricaine à partir des zones forestières, cette plante se serait propagée dans les régions pastorales par le truchement du bétail qui l'y aurait amenée sous ses poils (Peyre De Fabregues, 1975). La propagation rapide de ces fourrées, qui deviennent rapidement impénétrables par le bétail, inquiète beaucoup les éleveurs, alors que les agriculteurs la voient plutôt comme une plante favorisant la régénération des sols.

**Tableau 15. Evolution des pâturages**

Stades	1	2	3	4	5
Surface du sol	Couverte	Couverte	Couvert discontinu	Dénudée	-
Strate herbacée	Grandes graminées peu appréciées	Grandes graminées peu appréciées	Graminées basses	<i>Chromolaena odorata</i>	Petites plantes non appréciées
Strate ligneuse	quelques arbustes	Arbustes	Multiplication d'arbustes	Envahissement par <i>Harungana</i>	Remplacement d' <i>Harungana</i> par des arbres

(d'après une synthèse des travaux de Boutrais (1992), Bille (1964) et Koechlin (1961))

Cette évolution est un processus long et probablement réversible, si les causes peuvent bien en être cernées, et partant, des solutions adéquates identifiées.

#### b) Les causes de la dégradation des pâturages

##### 1) Migration, accroissement démographique et surpâturage

Jusqu'au milieu des années 1930, le Centre-Est de la RCA, notamment la région de Bambari, ne connaissait pas l'élevage bovin. A partir de 1938, commencent à s'installer les premiers éleveurs. Peu à peu, ce noyau va s'agrandir. En 1967, on ne comptait que 3000 habitants<sup>35</sup> dans la commune d'élevage de Ouro-Djafun nouvellement créée. Cette population a augmenté régulièrement. Ainsi, d'après les recensements administratifs

<sup>35</sup> Chiffre fourni par BAMANGA A.-O., secrétaire-comptable de la commune depuis 1969.

annuels, le nombre d'éleveurs installés dans la préfecture de la Ouaka est passé de 11 500 en 1981, à 14 800 habitants en 1988 et à 20 800 en 2000.

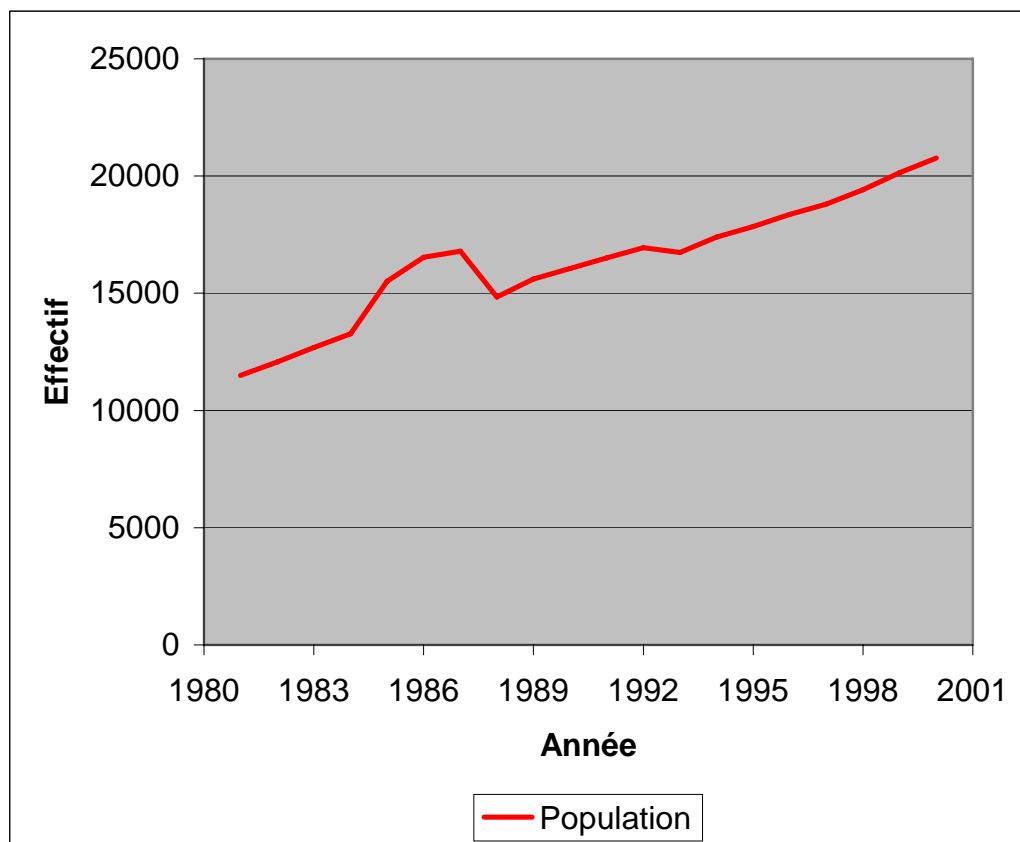
Cet accroissement s'explique, pour la période 1965-1980, par les effets de la loi 65/61 du 3 juin 1965 réglementant l'élevage en République centrafricaine. Celle-ci a en effet ouvert, sans conditions, l'entrée du territoire centrafricain à tous les troupeaux désireux de séjourner dans le pays. Elle a en même temps créé les conditions nécessaires à l'installation des éleveurs à l'intérieur du territoire, quelle que soit leur provenance. Ensuite, les effets de la sécheresse de 1972-73 ont poussé les éleveurs sahéliens vers le sud, et conduit certains jusqu'à Bambari et sa région.

La courbe de l'évolution de la population des éleveurs dans la préfecture de la Ouaka illustre l'augmentation intervenue entre 1981 et 2000. On note une forte augmentation de 1983 à 1989, suite à la sécheresse de 1983-1984, puis un tassement, et une augmentation continue depuis. En trente trois ans, le nombre de pasteurs Mbororo a été multiplié par sept.

L'accroissement régulier du nombre d'éleveurs Mbororo ces deux dernières décennies s'explique par la persistance de la sécheresse dans la zone sahélienne, mais aussi par les troubles au Soudan et l'insécurité au sud du Tchad. Il cause d'importants problèmes de suivi du bétail et de gestion des ressources pastorales aux agents des services d'élevage, confrontés à des difficultés matérielles croissantes. L'accroissement de la population pastorale exerce une pression sur l'espace d'autant plus forte que les nouveaux venus (*Ngadjawa, Ngadji, Bonganko'en, Ngadji, Rompoo*, etc.) possèdent des troupeaux beaucoup plus importants que ceux de leurs prédécesseurs Djafun. Cette situation inquiète ces derniers, qui accusent les nouveaux venus d'être responsables de l'anarchie qui s'est installé dans l'exploitation des pâturages et de leur dégradation.

D'après le chef de groupe de Maloum, ces nouveaux éleveurs viennent occuper les pâturages de saison des pluies des premiers installés pendant que ceux-ci sont encore en transhumance dans le sud. Les pâturages, ainsi continuellement exploités, se régénèrent difficilement, et se dégradent jusqu'à devenir inutilisables.

**Graphique n° 5 : Evolution de la population d'éleveur dans la préfecture de la Ouaka<sup>36</sup>**



De plus ces nouveaux éleveurs, d'après cet ardo, ne sont pas stables : ils changent de campement chaque année et évitent le contact avec les autorités et les populations Banda. Ils s'installent où bon leur semble et remettent en question les dispositions prises par l'administration pour la gestion des terroirs agropastoraux.

A leurs actions sur les pâturages, s'ajoutent des accusations d'ordre sanitaire. Difficiles à localiser et à contrôler, les troupeaux des nouveaux venus ne sont généralement pas suivis par les services vétérinaires. Les éleveurs anciennement installés les accusent donc d'être vecteurs de maladies contagieuses et de propager des tiques ; aussi évitent-ils les contacts avec ces nouveaux venus. Ce climat de méfiance pousse les nouveaux éleveurs à s'installer plutôt dans la zone agricole, avec toutes les conséquences que cela peut avoir. Nos enquêtes montrent en effet que plus

<sup>36</sup> Réalisée à partir des chiffres recueillies dans la commune de Ouro-Djafun.

de 80 % de ceux qui s'installent dans les zones agricoles sont des nouveaux venus.

L'anarchie actuelle dans la gestion des pâturages est devenue telle que de nombreux éleveurs souhaiteraient voir l'administration et les services techniques les aider à instaurer un minimum de discipline dans ce domaine. Une telle intervention n'est toutefois pas évidente, car elle doit prendre en compte les règles pastorales ancestrales et des considérations socioculturelles. Elle impliquerait aussi que l'administration s'interroge sur ses pratiques et sur le rôle qu'elle a joué dans la dégradation de la situation.

## *2) Des pratiques pastorales de plus en plus inadaptées*

Les pratiques pastorales sont en grande partie responsables de la dégradation des pâturages. Les éleveurs ne parviennent pas à assurer une maîtrise collective des charges en bétail. Ils adoptent un mode de pâture en continu, qui empêche les graminées d'accomplir leur cycle végétal. En outre, les éleveurs privilégient les feux précoces qui, à long terme, ne préservent pas les ressources fourragères.

Dès la fin du mois de novembre, la quasi-totalité de la zone pastorale est brûlée. Ces feux allumés sur des graminées encore peu sèches sont peu violents. Ils sont donc sans effet sur les ligneux, qui peuvent proliférer. Les feux de pleine saison sèche, beaucoup plus violents, ne peuvent plus se développer, faute de combustible. « *Les feux pastoraux privilégient ainsi la survie quotidienne du bétail, aux dépens d'une gestion à long terme du milieu* » (Peyre De Fabregues, 1977). Ces pratiques résultent des stratégies mises en place par les éleveurs pour atteindre leur objectif principal, l'augmentation de la taille des troupeaux.

En donnant la priorité à des objectifs immédiats, les éleveurs sont moins attentifs à l'environnement qu'au bétail. La survie au jour le jour des animaux représente un impératif, car, soumis à toute une série de menaces et d'agressions, le cheptel reste fragile en milieu tropical humide. L'élevage est vécu comme une activité aléatoire, plus incertaine que l'agriculture. De

graves pertes en bétail remettent en cause pour longtemps l'activité pastorale, alors que l'échec d'une culture n'empêche pas le paysan d'entreprendre des travaux agricoles la saison suivante.

Face à cette incertitude, les éleveurs répondaient autrefois en accumulant du cheptel, au-delà des besoins réels, en bonne année. « *Cette stratégie, longtemps dénoncée comme anti-économique, correspondait à une sorte d'assurance contre le risque pastoral* » (Boutrais, 1994). Des calamités, comme les sécheresses de 1972-73 et 1983-84 font qu'il est difficile de s'en tenir à un effectif de cheptel idéalement adapté à l'environnement. Les oscillations passées du cheptel ménageaient des périodes de régénération et des « *contrôles écologiques* » sur le long terme (Swift, 1976). Mais la progression rapide des effectifs du cheptel bovin résulte aussi d'une convergence entre la conception traditionnelle de l'élevage et les politiques nationales.

### 3) *Les responsabilités de l'administration*

Aussi bien à l'époque coloniale que depuis l'indépendance, de nombreuses interventions de l'administration ont eu pour objectif de canaliser les activités des pasteurs Mbororo. Cette logique sous-tend de nombreuses politiques « anti-pastorales », l'administration s'efforçant de détourner les pasteurs d'une dépendance trop étroite à l'égard du bétail. Ce faisant, elle a provoqué « *la destruction du système pastoral et entraîné des déséquilibres et des atteintes au milieu* » (Boutrais, 1994). En effet, à partir des années 1930 et surtout 1940, l'administration coloniale s'engage dans un effort de protection sanitaire du bétail. De 1940 à 1970, s'ensuit une longue période de croissance ininterrompue des effectifs.

Cette politique d'accroissement du cheptel correspond aux stratégies traditionnelles des éleveurs. Ainsi, de 20 000 bovins environ en 1940 au nord-est de Bambari, l'effectif va atteindre 100 000 têtes en 1965 et plus de 200 000 têtes aujourd'hui. Les vétérinaires du service régional d'élevage sont très populaires, cependant leurs réussites modifient les fondements de

l'ancien système pastoral, en levant une source de régulation du cheptel. Il en résulte une très forte augmentation des effectifs, non régulée, dont les conséquences écologiques deviennent graves. « *Les règles qui régissaient les relations entre les hommes, le bétail et les pâturages ne fonctionnent plus ou sont perverties* » (Boutrais, op.cit).

Un autre aspect de l'intervention de l'administration est la tentative de sédentarisation des éleveurs. Pendant la colonisation, des mesures strictes avaient été prises pour circonscrire les zones d'élevage, et orienter les déplacements des éleveurs dans l'espace. En 1965, la commune d'élevage de Ouro-Djafun est créée, dans le but de donner une assise foncière aux éleveurs, mais également de les contraindre à se sédentariser. Après la création de cette commune (et de cinq autres dans le pays), des objectifs de développement visant les éleveurs ont légitimé la sédentarisation : l'accès à des dispensaires, à des écoles et à l'administration implique la fixation des populations. Les éleveurs sédentarisés sont organisés en groupements (Groupement d'intérêt pastoral, Zone agropastorale, etc.), afin de gérer un espace pastoral dont ils peuvent expulser les nomades. Partout, les nomades sont soumis à de grandes pressions.

Or, le recours à la mobilité est une forme de régulation du rapport entre les cheptels et les pâturages. C'est une façon de diluer le bétail dans l'espace, d'atténuer les charges, et de ménager l'environnement. Mais pour l'administration, la « *sédentarisation des nomades* » doit être irréversible. Même la transhumance est mal vue. Depuis le début des années 1990 et l'apparition de « coupeurs de routes », les mouvements saisonniers du bétail sont remis en cause par l'administration, qui n'hésite pas à faire l'amalgame entre Mbororo et bandits de grand chemin. Elle accuse aussi la transhumance de faciliter la propagation des épizooties, d'entraver les contrôles sanitaires et de perturber l'économie des régions de départ et d'arrivée des troupeaux, mais également de faciliter le déplacement des coupeurs de route. La seule option est donc la sédentarisation totale.

Pourtant, en allégeant les pâturages une partie de l'année, la transhumance opère une rotation des charges entre des secteurs complémentaires. Le départ des transhumants entraîne une mise en repos

des pâturages intensément exploités plusieurs mois (sauf si d'autres éleveurs remplacent les partants) et leur assainissement. Avec la transhumance, les troupeaux effectuent chaque année les mêmes déplacements. Le retour vers les lieux habituels peut être remis en cause du fait de pâturages surexploités ou infestés de tiques ; les transhumants cherchent alors d'autres pâturages. Les va-et-vient d'un pâturage à un autre s'accompagnent de cycles sociaux de rassemblements et d'éclatement. Les regroupements s'effectuent à la faveur des pâturages abondants, tandis que les divisions se produisent lorsque l'alimentation ou l'abreuvement du bétail deviennent difficiles.

En permettant des adaptations aux variations saisonnières des ressources pastorales, la transhumance permettait une occupation rationnelle de l'espace. Aujourd'hui, les choses changent au Nord-Est de Bambari, où l'exploitation prolongée des mêmes pâturages due au raccourcissement de la durée des transhumances et à l'augmentation des effectifs restant sur les pâturages en saison des pluies a abouti à la colonisation de ces derniers par des ligneux. Cette dégradation de l'environnement pastoral témoigne d'une absence de vision prospective des projets d'élevage initiés par l'administration coloniale, puis par les nouveaux administrateurs post-coloniaux. Mais aujourd'hui, les Mbororo, que l'on croyait stabiliser en créant des communes d'élevage et en délimitant des zones d'élevage et d'agriculture, se retrouvent obligés de désertir leur domaine pour s'installer dans la zone agricole, car la révolution fourragère n'a pas accompagné leur sédentarisation..

## **2. La conquête des pâturages de la commune agricole : fuite en avant, nécessité, ou stratégie d'appropriation ?**

L'installation des premiers Mbororo en zone agricole date de la fin des années 1980. A cette époque, il ne s'agissait que de brèves étapes des troupeaux en transhumance vers les pâturages de saison sèche du sud. Pour atteindre ces pâturages, situés dans la région de Ngakobo ou sur les rives de la Ouaka entre Bambari et Kouango, les Mbororo venus d'Ippy



empruntaient l'ancienne route d'Ippy passant par Agoudou-Manga. Cette route, située au nord de la zone agricole, traversait une savane herbeuse, ancien emplacement des champs abandonnés par les populations lors des regroupements de 1918-1923 et de 1940-1945.

Peu à peu, encouragés par l'absence de réaction des agriculteurs, dont les champs étaient encore très éloignés de ces pâturages, certains éleveurs, au lieu de repartir vers le nord après les transhumances, ont commencé à installer leurs campements de saison des pluies dans cette partie de la zone agricole. A ces éleveurs venus du nord se sont adjoints certains Djafun. Ceux-ci, parents du maire de la commune d'élevage de Ouro-Djafun, au lieu d'aller en transhumance vers le sud, préfèrent se diriger vers le nord, sur les rives de la Baïdou.

Aujourd'hui, on compte en gros une trentaine de famille d'éleveurs officiellement installés dans la zone agricole de Ngouyali, auxquels il faut ajouter de nombreux éleveurs venus du nord. Les principaux groupes Mbororo installés ici sont les Ngadjawa (53 %) et les Djafun (26 %), puis les Boganko'en (12 %) ; les 9 % restant sont Oudda, Ngadji, Dabako'en, etc. Le problème est que cette arrivée des éleveurs dans la zone inquiète et révolte les populations Banda, qui la considèrent comme une invasion, contraire à la partition de l'espace entre zones agricoles et zones pastorales imposée en 1970.

Tous les éleveurs interrogés évoquent l'extension des ligneux dans la zone pastorale et l'envahissement des pâturages par l'herbe du Laos pour justifier leur installation en zone agricole. Aux protestations des agriculteurs et aux injonctions des autorités administratives, qui leur reprochent de ne pas respecter les zones délimitées, ils répondent qu'ils ne peuvent faire autrement ; « *exploiter les pâturages de la zone agricole est une nécessité vitale pour nous* », soulignait M.D., fils d'un ardo Boganko'en installé à Gorokpo, au nord de Ngouyali.

#### a) La recherche de nouveaux pâturages : une nécessité

Pour les Mbororo, comme pour tous les pasteurs, la recherche de bons pâturages, abondants car peu fréquentés, est une nécessité vitale. Or l'évolution des pâturages de cette région, marquée par la reforestation et l'embuissonnement, provoque le rétrécissement des zones utilisables et la recrudescence des glossines, vecteurs de la trypanosomiasse (*Samoré*).

Pour Boutrais et Crouail (1986), les savanes soudano-guinéennes où se concentre le bétail, ne sont pas d'excellente qualité fourragère. Les Mbororo disent que les pâturages qui leur avaient été affectés dans la zone pastorale sont devenus malsains, du fait de leur exploitation continue pendant plusieurs décennies qui aurait provoqué un pullulement des tiques, au-delà des capacités de détiage manuel des éleveurs.

La recherche de nouveaux pâturages est donc une nécessité. Jusqu'au milieu des années 1980, cette recherche se faisait exclusivement en direction du sud, où les zones de pâturages ont été étendues jusque sur les rives de l'Oubangui (voir Chapitre IV). Aujourd'hui encore, ces régions constituent les principales zones de transhumance des éleveurs vivant dans le Nord-Est. On aurait donc pu croire qu'en cas de migration définitive, les Mbororo choisiraient ces régions du sud pour s'installer : les zones de transhumance sont en effet souvent de futurs lieux de migrations. Pour Boutrais (1990), la transhumance représente un moyen pour les éleveurs de tester l'aptitude de nouvelles savanes à l'activité pastorale : « *Les lieux de transhumance indiquent les extensions probables de l'aire d'élevage en saison des pluies* ». Mais dans le cas de zone au nord-est de Bambari, ce schéma n'a pas fonctionné.

Les raisons sont probablement environnementales : toute la partie sud de la Ouaka et de la Basse-Kotto, où va paître le bétail pendant la saison sèche, est une région péri-forestière, infestée de glossines. Déjà, à la fin des années 1970, beaucoup d'éleveurs avaient tenté l'expérience, certains groupes allant jusqu'à s'installer sur l'autre rive de l'Oubangui, en territoire congolais. Mais suite à d'énormes pertes de bétail, ayant ruiné de nombreux éleveurs, tous se sont repliés dans leur zone d'origine. L'exploitation des

pâturages de ces régions, possible pendant la saison sèche à cause de la baisse de la charge glossinaire à cette période, s'avère impossible en saison des pluies.

On comprend donc que les éleveurs, tenus de faire paître leurs troupeaux pendant cette saison, mais confrontés à l'extension des ligneux dans leurs zones de stationnement habituelles, choisissent de s'installer dans la zone agricole, où les pâturages sont plus sains du fait des défrichements.

#### b) Le refus des Mbororo de faire face aux réalités actuelles

Cette attitude des Mbororo est habituelle : comme tous les pasteurs devant des difficultés, la première réaction est de quitter les lieux pour s'installer ailleurs. Ici, en plus des problèmes écologiques, cette fuite en avant est aussi causée par la pression des autorités Djafun.

Les Djafun, au nom de leurs grands-parents qui furent les premiers Mbororo à s'installer dans la région, se considèrent comme propriétaires de la commune d'élevage de Ouro-Djafun. A ce titre, tout nouvel éleveur désirant s'installer sur les pâturages de cette région doit leur verser une taxe de pacage, signe de son allégeance. Les nouveaux éleveurs reprochent aux dirigeants Djafun le montant très élevé de ces tributs, versés proportionnellement au nombre de têtes : en moyenne 5 bœufs pour un troupeau de cent têtes (d'après les éleveurs non-Djafun) ; ils se plaignent aussi de multiples autres sollicitations en argent ou en bétail à l'occasion des grandes fêtes ou de visites des autorités administratives ou politiques. Mais surtout, les non-Djafun, considèrent qu'ils sont orientés de façon délibérée sur des pâturages de moindre qualité. Des tracasseries de tous ordres, ainsi que le mépris dont ils se considèrent victimes, s'ajoutent à tout cela.

S'installer dans la zone agricole est alors pour eux une solution plus aisée que de remettre en cause le comportement des autorités Djafun. En

effet, remettre en cause l'ordre établi est quasi-impossible dans la société Mbororo, très hiérarchisée et codifiée : « *En face de son chef ou d'une autorité administrative, il accepte tout ce qu'on lui demande de faire (toujours par politesse), même s'il n'en a pas la possibilité. Il devient ainsi menteur, et peut partir d'une zone parce qu'il ne peut répondre aux vœux du chef ou de l'autorité en question* » (Mathieu R., 1988). Beaucoup de Mbororo préfèrent ainsi s'installer en zone agricole, où ils ne sont pas obligés de se soumettre à l'autorité des chefs Djafun.

Les arguments des Djafun installés dans la zone agricole sont évidemment différents. C'est parce qu'ils ne veulent ni partager les pâturages déjà surchargés de la zone pastorale, ni risquer de contaminer leur bétail au contact de celui des nouveaux venus, qu'ils auraient changé de zone.

La difficulté est que, du côté des agriculteurs également, des problèmes de manque de terres de culture, mais aussi d'espace de cueillette et de chasse, se posent. Or pour les paysans Banda, ces dernières activités sont aussi importantes que l'agriculture.

Les éleveurs peuvent-ils continuer cette fuite en avant ? L'espace est désormais fini : au sud, des problèmes écologiques empêchent d'aller plus loin. Au nord, de nouveaux groupes s'installent. En zone agricole, les conflits avec les paysans sont inévitables. Et dans la zone pastorale, les changements observés au niveau de la végétation n'iront probablement qu'en s'aggravant.

Il s'agit donc probablement de changer de pratiques d'élevage, et en premier lieu d'instaurer des règles collectives de rotation des troupeaux entre zones. Cela nécessitera probablement des appuis de spécialistes de l'élevage, agrostologue en particulier mais une première étape indispensable est une structuration des groupes Mbororo, non plus sur une base clanique ou hiérarchique, mais par rapport à la résolution de nouveaux problèmes de gestion de l'espace que les autorités traditionnelles Mbororo peinent à affronter. De plus, une organisation minimale est également nécessaire pour ouvrir un dialogue direct avec les agriculteurs Banda et éviter les conflits. Mais tout le monde souhaite-t-il éviter ces conflits avec les agriculteurs ? Ou

ceux-ci cachent-ils des ambitions d'expansion territoriale de certains groupes ?

c) Une stratégie de conquête territoriale ?

La recherche de bons pâturages constitue le principal objectif de tous les Mbororo. Mais cette quête pourrait aussi participer d'une logique d'hégémonie et de conquête du pouvoir à travers la conquête de terres. La création de la commune d'élevage constitue, pour les Banda, un précédent non négligeable, qui pour eux illustre cette stratégie d'expansion territoriale Mbororo au nord-est de Bambari.

Dans le passé, le contrôle d'un territoire aux bons pâturages était la raison primordiale des enjeux territoriaux ; mais il semble qu'aujourd'hui des raisons politiques soient aussi en jeu.

La plupart des éleveurs installés dans la zone agricole sont des Ngadjawa. D'après nombre d'entre eux et certaines autorités municipales de la commune de Danga-Gboudou et de Ouro-Djafun, ils auraient été poussés dans la zone par un député suppléant qui leur aurait promis de créer une commune d'élevage Ngadjawa s'ils le soutenaient par leur vote au moment des élections législatives. La création de cette nouvelle commune d'élevage viserait à contrebalancer la domination actuelle des Djafun dans la région.

Au plan spatial, la création d'une commune Ngadjawa se ferait forcément au dépens d'une partie du territoire agricole Banda. Mais pour que ce projet puisse aboutir, il faudrait que les Ngadjawa soient installés en grand nombre dans la zone agricole ; cela donnerait alors des arguments solides au futur député pour soutenir les revendications que devrait formuler l'ensemble des ardos installés dans cette zone.

Il est difficile de confirmer ou d'infirmer ces informations, vu leur nature. Cependant, en 1998, c'est-à-dire un an avant les dernières élections législatives centrafricaines, on a enregistré le plus grand nombre de conflits entre agriculteurs et éleveurs de toute l'histoire de la région. Est-ce une coïncidence ? La plupart des ardos interrogés semblent plutôt aller dans le

sens d'une pression concertée : pour eux, les terres agricoles sont trop vastes, les agriculteurs devraient accepter de les partager avec les éleveurs.

Ces luttes de pouvoir au sein des groupes Mbororo, entre Ngadjawa et Djafun, se sont aussi traduites par le fait que des parents du maire de Ouro-Djafun sont allés s'installer sur les rives de la Baïdou en 1998, alors qu'auparavant ils ne fréquentaient pas cette zone. Cette migration illustre-t-elle des stratégies d'extension territoriale concurrentes ?

Pour les Djafun et les Ngadjawa, les stratégies d'occupation de l'espace sont similaires, ils grignotent progressivement, mais de façon concurrente, des terres agricoles Banda par le jeu d'alliances ou par celui de raids ponctuels.

#### *1) Les arrangements avec les autorités locales et les leaders d'opinion*

Cette stratégie « douce » a été utilisée par les Djafun au moment de leur arrivée en 1938. Elle est basée sur l'établissement de relations d'amitié avec les chefs locaux (maire, chef de terre, chef de canton, chef de village), afin d'obtenir des contrats de pacage. Pour gagner la confiance des chefs, les Mbororo leur offrent des cadeaux en bétail et leur apportent un soutien financier ou en viande à l'occasion des élections, des deuils ou des mariages.

Au début de l'installation les problèmes sont rares, les animaux étant peu nombreux. Puis les premiers installés négocient l'installation d'un parent, puis un autre, et ainsi de suite. Par arrivées successives, la communauté s'agrandit. Surviennent alors des problèmes avec les agriculteurs (dégâts aux cultures, manque de terre, etc.) qui peuvent provoquer le départ des perturbateurs. Mais les Mbororo ne se considèrent plus comme des étrangers, ils dénoncent donc l'égoïsme de leurs voisins agriculteurs et revendiquent le droit d'exploiter les pâturages comme les autres centrafricains.

Actuellement, les chefs ont perdu l'exclusivité des contrats de pacage, plus souvent passés avec des leaders paysans (présidents de GIR<sup>37</sup>, chefs de ferme), ou avec des agriculteurs isolés. Les contrats de pacage autrefois payés aux chefs locaux se sont diversifiés. En effet, bien que les éleveurs

continuent à offrir de la viande ou du bétail à leurs hôtes, ce sont plutôt des relations d'échanges mutuels et préférentiels qui se développent : 72 % des personnes concernées, déclarent avoir cédé une partie de leur terres aux éleveurs pour bénéficier des avantages économiques que leur offre la cohabitation avec ces derniers : vente de produits agricoles et de produits de première nécessité, fourniture de main d'œuvre pour divers travaux (construction de cases et d'enclos), généralement bien rémunérés.

Tous cela fait que beaucoup de familles Banda ont un groupe d'amis Mbororo, forcément considéré comme le plus sérieux de tous les groupes Mbororo. Mais les installations peuvent aussi se faire de façon moins consensuelle.

## *2) Les « raids » en zone agricole*

Les « raids » sont une forme d'installation normalement interdite depuis la réforme agraire de 1970. Ces « raids » sont des migrations ponctuelles ou quotidiennes d'éleveurs vers la zone agricole, surtout pendant la saison des pluies. Presque tous les villages situés le long de la route nationale 5 entre le croisement Ndjoubissi et Tagbara sont concernés. De nombreux couloirs situés entre les villages permettent le passage du bétail de la zone pastorale à la zone agricole. Les plus importants sont ceux passant entre Biguinendji et Angba, Gotchéle et le croisement Agoudou-Manga, Goubali et Balingo. Les raids de saison des pluies peuvent aboutir à des installations définitives, comme en témoignent l'exemple de la partie nord du village Ngouyali ou l'est du village de Bamodo.

Selon les populations de ces villages, l'installation des éleveurs dans leur territoire a commencé par des raids ponctuels pendant la saison des pluies. A Ngouyali, ces raids se sont succédés pendant un peu plus de cinq ans, jusqu'à ce que, en 1995, deux ardos et leurs familles viennent s'installer définitivement (ils sont sept aujourd'hui). A Bamodo, où les

---

<sup>37</sup> Les GIR sont des groupements d'intérêts ruraux, mise en place par la société cotonnière centrafricaine, au vu de défendre les intérêts des planteurs.

éleveurs ne se sont installés qu'en 1999, l'adjoint au maire et le chef du village parlent de deux à trois ans de raids.

Arrangement ou raids, l'installation des éleveurs dans la zone agricole est une réalité qui bouleverse la répartition territoriale théorique.

#### d) Répartition des éleveurs Mbororo dans la zone agricole

Arrangements et « raids » ont transformé la zone agricole en un espace hétérogène où cohabitent champs et pâturages. Presque tous les villages de la commune de Danga-Gboudou, fief des agriculteurs, sont concernés, et en particulier toute la zone qui borde la rive gauche de la Baïdou, de la savane située entre le croisement Agoudou-Manga et Gotchélé et les alentours des villages situés entre la Baïdou et le village Bamodo sur la route de Ndjoubuissi.

Les pâturages de la rive gauche de la Baïdou sont situés au nord des villages bordant la RN5, du croisement Ndjoubissi (à 10 km de Bambari), jusqu'au pont sur cette rivière à 80 km de Bambari. Ils occupent une bande de 2 à 7 kilomètres de large, entre l'ancienne route d'Ippy et la rivière. Les campements des éleveurs sont pour la plupart situés le long de cette ancienne route, mais ils tendent à se disséminer, parfois à proximités des fermes agricoles comme au nord de Ngouyali et de Séko ; ce qui provoque alors des problèmes avec agriculteurs de plus en plus inquiets de l'évolution croissante de la situation.

Les campements situés entre le carrefour Agoudou-Manga et Gotchélé, couvrent tout le bassin amont de la rivière. Situés juste à proximité de la RN5, ils permettent aux bovins de pâturer indifféremment des deux côtés de cette frontière entre zone agricole et zone pastorale que représente la RN5.. Enfin, d'autres groupes d'éleveurs occupent l'espace situé entre les rivières Baïdou au sud, Ngou-Mbourou à l'est, Kaga Boulo au nord, et la route de Ndjoubissi à l'ouest.

Cette occupation de l'espace remet complètement en cause la logique établie par l'Etat dans les années soixante et soixante-dix. Une remise en



cause qui soulève la question de la mise en place d'un nouveau mode de gestion de l'espace, l'ancien mode étatique étant désormais dépassé de fait.

### *Conclusion*

Les conflits entre agriculteurs et éleveurs au nord-est de Bambari ont donc des causes multiples, liées aux pratiques spatiales et aux représentations de l'espace, à de sérieux problèmes environnementaux et à des stratégies de conquête ou de reconquête territoriale des acteurs en présences (agriculteurs Banda et divers groupes d'éleveurs Mbororo).

La reconquête territoriale est l'ambition cachée des Banda. Elle est basée sur une exploitation extensive et dispersée du territoire, visant à couvrir tout l'espace pour faire barrage à la progression des éleveurs, mais aussi pour montrer aux autorités que l'espace est fini, et entièrement occupé. Quant aux Mbororo, leur technique de conquête est basée sur l'occupation des espaces interstitiels de la zone agricole. Ils sont mus par des raisons écologiques, mais aussi par des conflits d'autorité entre clans.

La zone pastorale définie par l'Etat, a connu d'importantes mutations, comme l'extension des ligneux et l'emboisement par l'herbe du Laos, ce qui découle de pratiques pastorales qui se sont révélées inadaptées aux charges importantes liées à l'arrivée de nouveaux troupeaux et au contexte de savanes guinéennes. Pour tous, autorités administratives et populations locales, l'enjeu est maintenant de trouver des solutions pour permettre à chaque groupe de mener ses activités agricoles et pastorales, tout en préservant les risques de dégradation de l'environnement ; seule une gestion concertée et commune de l'espace semble à même de garantir la paix entre les différents groupes dans le futur. Mais quel type de gestion mettre en place, sur la base de quelle organisation ? C'est à ces questions que nous essaierons d'apporter des éléments de réponse dans le chapitre suivant.

## Conclusion partielle

Il apparaît au vu de ce qui précède que la situation actuelle du Nord-Est de Bambari, est l'expression d'une mutation socio-spatiale, due à la confrontation de représentations, de logiques d'appropriation, d'exploitation et de gestion d'espace divergentes.

L'espace constitue dans les activités productrices locales une variable essentielle, le principal substrat économique et un objet de représentation. En effet, chez les Banda, l'organisation et la gestion foncières obéissent à tout un ensemble de règles tributaires de la représentation de la terre en tant qu'objet de culte et de production. Par contre pour les Mbororo, l'espace est produit de Dieu ne doit souffrir d'aucune restriction, ce qui compte c'est le bon état sanitaire du bétail. C'est pourquoi ils sont capables de passer outre les dispositions légales établies pour dans le but de répondre au besoin de leur troupeau, ce malgré les risques et les dangers encourus.

L'"écart différentiel" noté entre ces représentations Mbororo et Banda influent sur leurs modes de gestion de l'espace, engendrant des incompatibilités de logiques et de pratiques, qui sont sources de tensions et de relations conflictuelles. Aussi, l'invasion des zones agricoles par éleveurs Mbororo et leurs troupeaux provoque chez les Banda un sentiment de crainte et de peur pour le devenir de l'espace en tant que composante culturelle sacrée. Ils vivent, en outre, l'intrusion comme une catastrophe teintée de culpabilité à l'égard des génies protecteurs, une violation d'interdits sociaux. Par contre pour les éleveurs, le fait de les empêcher de profiter des bons pâturages situés dans la zone agricole constitue une brimade, un acte d'égoïsme de la part de leurs voisins. Les conséquences de telles situations sont souvent des abattages de bétail et des affrontements.

Les éleveurs justifient leur migration dans la zone agricole par la dégradation des pâturages par multiplication des ligneux et embuissonnement à l'Herbe du Laos. Cette situation réelle est due à l'absence d'une stratégie d'harmonisation des objectifs d'augmentation des effectifs de bovins avec une gestion prudente des ressources du milieu et articulée aux références ancestrales. Pour les agriculteurs, ces migrations ne

sont rien d'autre qu'une stratégie de conquête territoriale dont la parade est la migration vers le nord pour faire barrage à la progression de leurs voisins Mbororo.

Toutes ces contradictions, auxquelles s'ajoute l'incohérence des stratégies de gestion de l'espace engendrée par l'intrusion de l'administration centrafricaine qui imposa la partition des espaces d'usage en 1970, ont contribué à faire du nord-Est de Bambari le théâtre d'enjeux de coexistence à la fois d'ordre spatial et économique.

La coexistence spatiale renvoie, à des situations conflictuelles entre deux activités productrices (agriculture/élevage), d'incompatibilité entre deux traditions (agraire/pastorale). La coexistence économique (ou de développement) par contre, envisage les enjeux d'exploitation de l'espace sous un rapport de complémentarité plurielle entre agriculture et élevage : complémentarité nutritionnelle (apport protéique à la ration alimentaire) économique (bétail comme source d'épargne, culture attelée, fumier...). Chaque catégorie d'acteurs mus par ses intérêts (matériels et symboliques) essaye d'infléchir à son profit directement ou indirectement les ressources disponibles. Ainsi, les terres cultivables ou fertiles et les pâturages, devenant du fait de leur « rareté » des cibles d'attraction et des objets de convoitise, se transforment souvent en lieux "d'appropriation" différentielle entre agriculteurs (autochtones) et éleveurs (Mbororo). Comme nous le constatons, le nord-Est de Bambari est en pleine mutation. Le problème qui se pose est que celle-ci se produit dans une situation d'anarchie aux conséquences sociales et environnementales inquiétantes, qui exigent des solutions immédiates capables de déclencher une synergie entre les populations, condition nécessaire au développement. Nous essayerons d'en explorer les pistes dans la dernière partie de ce travail.

## TROISIEME PARTIE

**QUELLES SOLUTIONS POUR UNE MEILLEURE  
GESTION DE L'ESPACE ET UNE INTEGRATION  
DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE ?**

## **CHAPITRE VIII : L'ETAT ET L'ORGANISATION DES ESPACES AGRAIRES**

### **A. HISTOIRE DE LA POLITIQUE DE GESTION DE L'ESPACE EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

Plusieurs modes de gestion de l'espace par l'Etat se sont succédés en RCA, et plus précisément dans notre zone d'étude. Nous en distinguerons trois, correspondant aux grandes périodes de l'histoire récente de notre pays : (1) la période avant la colonisation française, (2) l'époque coloniale et enfin (3) la période qui va de l'Indépendance (1960) jusqu'à nos jours.

#### **1. Gestion pré-coloniale : la nécessité de composer avec la nature**

La période pré-coloniale est marquée par une gestion peu contraignante des hommes et de l'espace. Les populations de la région n'étaient pas, de leur côté, habituées à se penser en collectivités locales. La gestion se faisait ainsi sous la supervision des autorités locales - notables, sages et chefs de villages - et des familles. Eu égard à la multiplicité des produits et des services que les Banda tiraient de la brousse (par la cueillette, la chasse, etc.), les communautés villageoises se l'approprièrent, la protégeaient et l'exploitaient au moyen de systèmes localisés de gestion, basés sur un savoir pratique et une connaissance approfondie des conditions écologiques. Cette gestion du territoire villageois se matérialisait par les précautions prises par les Banda dans leurs rapports avec le milieu naturel, que ce soit au niveau de l'agriculture, de la cueillette, de la chasse etc.

Sur le plan agricole, la priorité était de gérer la fertilité des sols. La pratique la plus répandue dans cet espace alors peu peuplé était le déplacement des cultures et des villages. L'agriculture itinérante se pratiquait en rotation autour du village, lequel exploitait un finage de dimensions inférieures au territoire occupé. Le village se déplaçait dans le

temps à l'intérieur de ce territoire, et conservait des droits précis sur les sites abandonnés. De ce fait, l'agriculture itinérante se présentait non seulement comme une pratique nécessaire à la gestion de la fertilité de la terre, dans un milieu où les techniques de fumure organique étaient ignorées, mais également comme une façon de marquer son appropriation de vastes espaces (Diaw, 1997). Ainsi, en dehors des nouveaux villages récemment créés, tous les anciens villages de la région (Ngouyali, Goubali, Biadé, Gotchélé, etc.) comptent au moins trois vieux sites, phénomène que l'on observe d'ailleurs dans des conditions similaires au Tchad, dans la région de Njoy III étudié par le PRASAC.

Toutes les activités complémentaires à l'agriculture comme la pêche, la cueillette et surtout la chasse, répondaient également à des règles permettant d'éviter du gaspillage des ressources naturelles. A titre d'exemple, tuer un animal femelle en gestation en pays Banda était mal vu. *"Cette attitude, me disait un chef de Gotchélé, s'explique par le fait que tuer une femelle porteuse d'un ou deux petits, équivaut à tuer trois animaux à la fois, mais à perte. Car les petits dans ce cas ne sont pas mangés. Donc, le village aura d'une part perdu une partie de sa réserve en viande, et le chasseur inconscient aura d'autre part perturbé le renouvellement de la réserve animale"*. Ce discours est relayé par l'ensemble de nos interlocuteurs qui considèrent qu'il est toujours conseillé de s'attaquer en priorité aux mâles.

Pendant les grandes chasses de feux de brousse de la saison sèche, la gestion des ressources fauniques, est également un souci important. Ce n'est alors pas toute la savane qui est brûlée, mais une partie bien circonscrite. Dans chaque village, la zone de chasse est subdivisée en plusieurs secteurs, appartenant aux grands lignages du village. Et chaque année, seuls un ou deux de ces secteurs sont brûlés, ce qui fait que dans les villages disposant de vastes territoires de chasse, certains secteurs peuvent rester deux à trois années sans connaître les feux de brousse. Pour éviter la propagation de ces feux dans les autres secteurs en réserve, des pare-feu sont aménagés quelques jours avant la chasse. La mise à feu est toujours précédée de l'observation minutieuse de la direction du vent par les

adultes avertis, et cette mise à feu se faisait exclusivement à la mi-journée entre midi et une heure, un moment de la journée où, dit-on en pays Banda, le vent ne souffle que dans une seule direction.

Ces connaissances nécessaires à l'équilibre entre les hommes et le milieu naturel, s'acquièrent et sont perpétuées par le biais de l'initiation, le *Gandja* en langue banda. Au cours de ces camps de brousse où les jeunes d'âge variant entre dix à quinze ans vivent coupés de tout contact extérieur pendant plusieurs semaines, il leur est enseigné, outre les règles de vie conjugale et de vie en société, toutes les techniques nécessaires pour composer avec la Nature. Il en est de même pour les fondements des croyances religieuses Banda, des différents interdits et de leurs conséquences. Ce sont d'ailleurs ces interdits, qui servent de ciment pour le maintien et la bonne marche du système social Banda.

Dans le territoire villageois de Bamodo au nord-est de notre zone d'étude, une forêt avait la réputation d'abriter les mauvais esprits jusqu'à il y a une dizaine d'années. Seules quelques personnes âgées initiées au *nvélé* pouvaient y accéder. En réalité, cette forêt, en plus de constituer un refuge de premier choix pour les animaux pendant la saison sèche, n'était rien d'autre qu'une réserve de nombreuses termitières dont les gros et succulents champignons étaient très prisés des Banda. Ces champignons étaient le principal complément alimentaire du village pendant la saison des pluies, une période dominée par les travaux champêtres. La forêt étant située proche du village, le mythe de refuge de mauvais esprits a incidemment permis de préserver pendant très longtemps ce patrimoine. Malheureusement, depuis le début des années 1990, ce mythe est tombé, et la forêt s'est dégradée. On retrouve de tels exemples d'interdits dans la plupart des villages du Nord-Est de Bambari. Ces interdits qui touchent presque tous les domaines, se retrouvent surtout au niveau des ressources naturelles : dans certains secteurs des cours d'eau, il existe une interdiction d'y pêcher à cause de la présence d'animaux dangereux ; pour les arbres à chenilles, il existe une interdiction de les couper de peur de perdre ses enfants ; il existe encore des interdits de culture dans certains secteurs du territoire villageois sans qu'une cérémonie préalable soit officiée par le chef

du village, lesquelles coûtaient très chers aux demandeurs, et devaient être programmées deux à trois années à l'avance mais qui permettaient de reconstituer la fertilité de la terre ; etc...

Au vu de ce qui précède, on constate que l'organisation des activités dans le territoire villageois par les populations Banda de la période pré-coloniale n'était rien d'autre qu'une force de gestion de l'espace, dans la mesure où les activités étaient non seulement programmées dans le temps, mais répondaient également à des règles précises acceptées par tous. Malheureusement, ces pratiques allaient être bouleversées par la pénétration européenne et notamment française dans le pays.

## **2. L'organisation coloniale de l'espace : une démarche motivée par des objectifs économiques et politiques**

La période coloniale a apporté un changement important dans la gestion de l'espace, en créant les espaces nationaux et en y introduisant une gestion dite « moderne ». Elle se caractérise, comme nous l'avons déjà souligné, principalement par un regroupement politique mais surtout économique des villages le long d'axes de communication permanents.

La motivation politique sous-jacente était simple : il s'agissait dans cet espace centrafricain très faiblement peuplé, où la terre n'avait qu'une valeur secondaire, de maîtriser le mouvement des hommes et de s'accaparer par la même occasion la force de travail. Faute de repères humains évidents, l'administration coloniale a structuré l'espace sur une grille de la Nature. L'hydrographie, principale structure généralisable, a servi au découpage de l'espace, et même à sa dénomination. Ainsi, notre région d'étude va en 1920 administrativement faire partie de la circonscription de la Ouaka, et précisément de la subdivision de Ippy. Comme le souligne Pourtier A. (1986), la "territorialisation, avec ses lignes fixes, ses points fixes, s'est ainsi peu à peu superposée à un système où la situation individuelle relevait plus de la généalogie que de la localisation". L'action administrative s'est efforcée de résorber la fluidité constitutive de l'espace pré-colonial. Elle ne s'est pas limitée à ce niveau. Pour exercer un contrôle



effectif de la population, elle a entrepris de la mettre à sa portée, c'est-à-dire de la fixer et de la regrouper sur quelques axes accessibles.

A cette occasion, certaines parties du territoire Banda de cette région vont être traversées de part en part par deux routes : la route Bambari-Ndjoubissi-Ippy et la route Bambari-Agoudou-Manga-Ippy dont la trajectoire a été modifiée dans sa partie sud à la fin des années trente, tandis que d'autres parties se trouveront "isolées" en brousse. C'est le cas des anciens sites de la plupart des grands villages situés aujourd'hui le long des routes. L'autorité coloniale cautionnera l'insertion, au sein des territoires traversés, de ces villages isolés, constitués de ressortissants d'unités culturelles (lignages, clans) différentes. La cohabitation actuelle sur un même espace des Banda Linda "autochtones" de la région, avec les Gbindi, les Dakpa et les Mbororo sont les résultats de cette politique.

Outre la cohabitation de plusieurs groupes de populations, les regroupe des populations a conduit à la coexistence de deux définitions distinctes de l'espace : l'une (lignager, clanique) "traditionnelle" en déclin, avec une division "coutumière", l'autre moderne, linéaire, fondée sur les limites de communes, et les routes. Alors que les villages en bord de route se reconnaissent des limites (héritées de l'obligation coloniale d'entretien des voies), l'espace villageois profond est quant à lui dépourvu de limites précises. A l'intérieur de cet espace "coutumier" moderne, la stratégie de conquête de terres est centrée sur l'axe routier. Les cultures se déplacent de la route vers les zones les plus éloignées, entre deux limites définies par rapport aux territoires villageois voisins. Contrairement à l'époque pré-coloniale, les déplacements d'occupation des sols sont plus liés à l'épuisement des terres proches du village qu'à des facteurs culturels.

Le regroupement des populations le long des voies de communication, justifiait-on, permettrait de les mobiliser le plus rapidement possible pour les activités nécessaires au "développement" des régions occupées (agricole, de portage, de construction routière, etc.) : les villages regroupés bénéficieraient ainsi d'un encadrement scolaire et sanitaire, d'une ouverture sur le commerce.

Pour ce faire, l'administration coloniale s'est fortement appuyée sur les autorités coutumières qu'elles considèrent comme les représentants de la population autochtone et comme le relais de l'Administration (Coquery-Vidrovitch, 1979). Dans la région, la hiérarchie de la "chefferie administrative" sera la suivante : le Chef de tribu, les chefs de canton, et les chefs de villages. Le chef de tribu (Maïdou) était responsable devant le chef de subdivision et responsable des chefs de terre ou de canton. Les chefs de canton avaient autorité sur les chefs de villages. Ces villages étaient composés de plusieurs hameaux, à la tête desquels on retrouvait les "Capita". Ngouyali fut l'un des chefs de village les plus influents, parce qu'il comptait une dizaine de capita sous son autorité.

Partout pourtant, ces autorités traditionnelles ont été progressivement disqualifiées de la gestion de leurs terres, parce que le découpage des territoires coloniaux ne répondait pas à des logiques sociales, mais stratégiques et commerciales. Dans le processus de l'occupation et de gestion de l'espace centrafricain par l'administration française, les intérêts et les motivations économiques ont toujours soutenu toutes les actions. Pour l'administration coloniale, représentant une civilisation marquée par le droit romain de propriété (*usus, fructus, abusus*), il était difficile de concevoir une "société sans droit foncier", et moins encore, que de vastes espaces soient inexploités.

Aussi, pour les mettre en valeur, la région de Bambari (à l'instar des autres régions du territoire centrafricain) fut répartie entre deux compagnies concessionnaires : la compagnie du Kouango français et la compagnie du Kouango-Oubangui. Comme le stipule la circulaire ministérielle du 24 mai 1899 interprétant le décret-type de concession de 1898, le droit de jouissance était accordé aux compagnies pour une durée de trente ans. Il s'agissait du monopole de l'exploitation du sol, en premier lieu de l'ivoire et du caoutchouc ; les exploitants libres se trouvaient pour la plupart exclus.

En contrepartie, les compagnies consentaient certains avantages fiscaux à l'Etat - redevance annuelle fixe et pourcentage de 15 % sur les bénéfices. Elles étaient astreintes à mettre en terre au moins cent cinquante

pieds de plantes à caoutchouc par tonne exportée. En revanche toute terre mise en valeur par leurs soins devenait, en fin de contrat, leur propriété pleine et entière. La définition de cette "mise en valeur" était d'ailleurs fort extensive : c'était une récolte de caoutchouc sur vingt pieds à l'hectare, ou des constructions sur un dixième du sol. Certes, il était entendu que les Africains (ici les Banda) conserveraient les villages qu'ils occupaient et un droit de jouissance sur les terres de forêts, les pâturages et les cultures qui leur étaient "réservées". Mais la délimitation de ces « réserves » fut l'occasion de difficultés inextricables. En théorie, les mœurs, coutumes, organisation et religion locales devaient être respectées. En pratique, l'expérience prouva en ce domaine la carence complète du contrôle local et l'insuffisance de l'armature légale pour garantir les intérêts de l'Etat.

L'instauration de l'impôt de capitation dont l'action complétait celle des compagnies concessionnaires, devait permettre d'aboutir au développement économique du pays : au concessionnaire de tirer ses bénéfices du caoutchouc et de l'ivoire ; à l'Africain, tenu de verser une taxe à l'Administration, de récolter ses produits afin de se procurer la somme nécessaire<sup>38</sup>. Chacun devait y trouver son compte. La colonie percevrait des ressources supplémentaires ; le commerçant y gagnerait de la main-d'œuvre et des produits ; quant à "l'indigène", il prendrait de ce fait le "goût du travail" qui lui faisait défaut : il pourrait alors satisfaire progressivement, par ses gains supposés, des besoins grandissants<sup>39</sup> ; ainsi parviendrait-il à s'insérer enfin dans le monde économique moderne. Il faut avouer que ces différentes mesures que l'on justifie par la nécessité d'apprendre les bienfaits du travail aux Africains, n'étaient en réalité qu'une stratégie permettant à l'Administration de mieux exploiter ces derniers, tout en renforçant son emprise sur l'espace. Malheureusement, dans le Nord-Est de Bambari, le très faible peuplement de l'espace va être un obstacle très important à la réalisation de cet objectif. Malgré l'introduction de la culture du coton, l'emprise de l'Etat sur l'espace demeurera très lâche, le projet de mise en

---

<sup>38</sup> Cf. Circulaire d 15 juillet 1900, Journal officiel du Congo français

place de la propriété privée un échec, avec pour conséquence la déstabilisation des règles traditionnelles qui jusque là garantissaient l'équilibre entre l'action des hommes et la nature, au profit d'une situation hybride que viendra perpétuer l'Administration de l'Etat centrafricain.

### **3. L'Etat centrafricain et la gestion de l'espace : une reproduction du modèle colonial**

Après l'Indépendance en 1960, c'est le nouvel Etat centrafricain qui se charge désormais de la gestion du territoire. Il faut d'emblée souligner qu'un élément va jouer de façon importante dans les orientations politiques de l'Etat : le faible niveau d'instruction de la majorité de ses cadres. En effet, au moment de l'Indépendance, la quasi-totalité des cadres centrafricains sont d'anciens auxiliaires de l'administration française (instituteurs, agents de santé, commis, etc.). La plupart d'entre eux n'ont que le certificat indigène, et très peu le brevet. Rares sont les bacheliers, et les titulaires de diplômes supérieurs au baccalauréat se comptent sur le bout des doigts.

Comme conséquence de ce manque de cadres et compte tenu de la formation assez modeste de ceux-ci, les actions de l'Administration dans les premières années de l'indépendance vont tout simplement se résumer à une maladroite perpétuation du modèle colonial. Sur le plan administratif, le pays va être divisé en préfectures, équivalents des circonscriptions coloniales (12 préfectures en tout), elles-mêmes subdivisées en sous-préfectures (qui remplacent les subdivisions). Comme par le passé, les principaux réseaux hydrographiques seront à la base de leurs définitions. Sur le même principe, les sous-préfectures sont à leur tour divisées en communes rurales, de moyen et de plein exercice, formées de plusieurs villages (alors que les communes urbaines sont quant à elles formées plusieurs quartiers).

A la tête de ces entités territoriales, les préfets jouent le rôle de chef de circonscription, les sous-préfets, celui de chefs de subdivision, les maires remplacent les chefs de terre, tandis que disparaissent les chefs de canton

---

<sup>39</sup> "Ce serait une façon assez facile d'arriver à habituer l'indigène à travailler, ce serait une grande ressource pour la société concessionnaire qui, en général, manque de main-d'œuvre, et un profit pour la colonie" Compagnie de

qui deviennent de simples chefs de village ou des maires pour les plus influents.

Dix ans après l'Indépendance, en 1971, le mouvement de regroupement des villages est relancé par l'Assemblée des maires de communes de la République Centrafricaine. Cette relance avec deux objectifs :

- Diminuer le nombre des axes secondaires par le repli des villages encore isolés sur les routes principales. En général, un axe est conservé par la commune.
- Regrouper des villages en gros centres, dont l'emplacement est choisi en fonction des services publics déjà existants (école, dispensaire, puits), de la présence de maisons en matériaux améliorés (toitures en tôles ondulées, murs en parpaings de briques) et de la qualité des sols pour l'agriculture.

Dans notre zone d'étude, plusieurs petits villages (généralement de moins d'une cinquantaine d'habitants en moyenne) furent regroupés pour former de grands "bourgs" de plusieurs centaines d'individus, comme Tagbara (regroupement de six villages), Goubali (quatre villages), Gotchélé (cinq villages), et tant d'autres. Pour ce qui concerne les activités agricoles, le système de regroupement des champs en blocs est maintenu, surtout pour les champs de coton qui doivent obligatoirement respecter les mensurations imposées par le Ministère de l'Agriculture.

Dans les zones où cohabitent agriculteurs et éleveurs, le mot d'ordre de l'Etat est la sédentarisation des éleveurs. L'Etat va créer à partir de 1963 des communes spécifiquement d'élevage, regroupant des éleveurs Mbororo. En plus, il va délimiter en 1970 les zones d'élevage à l'intérieur desquelles doivent se limiter les éleveurs. Cette décision même si elle va répondre au besoin du moment en terme de politique de gestion de l'espace montrera ses limites sur le plan prospectif.

En effet, cette décision participe plus d'une navigation à vue, que d'un réel souci pour le gouvernement de l'époque, de trouver une solution à long terme au problème du pastoralisme. Elle a été prise sans chercher au

---

l'Ibenga au Lieutenant-Gouverneur, Brazzaville, 26 août 1901, Conc., XIV-B.

préalable à comprendre ni les causes profondes des conflits, ni les conséquences à long terme des solutions adoptées. Le cas du Nord-Est de Bambari montre bien l'étendue de l'ambiguïté des politiques de gestion de l'espace de l'Etat centrafricain.

## B. AU NORD EST DE BAMBARI, UNE POLITIQUE BASEE INITIALEMENT SUR LA PARTITION DE L'ESPACE ENTRE AGRICULTURE ET ELEVAGE : 1965-1970

### a) Les causes de la partition de l'espace

La nécessité d'organiser les activités agricoles et pastorales dans le Nord-Est de Bambari apparaît dans la deuxième moitié des années 1950. Elle s'explique par deux causes principales : l'augmentation rapide du bétail et celle des conflits.

#### *1) L'augmentation du cheptel bovin*

Estimé à 20 000 têtes de bétail seulement en 1940, le cheptel bovin va atteindre 60 000 têtes au début des années 1950, puis 100 000 un peu plus de quinze années après (1967). Cet accroissement du cheptel bovin s'explique tout d'abord par l'arrivée de nombreux éleveurs fuyant les plateaux de Bouar-Bocaranga dans le nord-ouest du pays, où s'est déclarée en 1930 une épizootie de peste bovine. Cette épizootie très grave avait causé aux Mbororo d'énormes pertes en bétail et contraint de nombreux éleveurs à rechercher de nouveaux pâturages. Certains choisirent de rebrousser chemin vers le Cameroun. D'autres, en majorité des Djafun, attirés par la réputation de bons pâturages des plateaux du Nord-Est de Bambari que leur ont transmise leurs parents installés quelques années plus tôt, migrèrent vers cette région du centre-Est de la RCA.

L'accueil pacifique que reçurent les pasteurs Mbororo en arrivant dans la région et l'action de l'Administration de l'époque, contribuèrent fortement à l'évolution rapide de la population d'éleveurs et de leur bétail. En effet, dès

l'arrivée des premiers éleveurs, l'Administration créa un service régional d'élevage, chargé du suivi vétérinaire des troupeaux. Bien équipé, ce service contribua comme dans les autres régions où vivaient les pasteurs Mbororo, à la lutte contre les maladies bovines, ce qui eut pour conséquence l'accroissement du cheptel. Mais cette augmentation rapide emmena très vite des problèmes.

## *2) Les dégâts aux cultures*

A leur arrivée dans le Nord-Est de Bambari, les Mbororo avaient bénéficié de l'hospitalité des populations Banda installées quelques décennies avant eux. Peu nombreux, les Banda ne voyaient pas d'inconvénient à ce que ces pasteurs s'installent en brousse, loin des zones agricoles ; ils y voyaient même des avantages puisque la présence des Mbororo représentait une garantie de ravitaillement en viande, notamment en saison des pluies où la prégnance des activités agricoles ne permettait pas de chasser. Toutefois, il faut dire que du point de vue des Banda, ce n'était pas une concession définitive qu'ils accordaient aux Mbororo. En effet, les zones affectées aux éleveurs étaient des zones de chasse aux feux de brousse pendant la saison sèche, une activité de très grande importance pour ces populations d'agriculteurs-chasseurs.

L'accroissement de la population d'éleveurs, (de plus en plus formée d'individus issus de groupes ethniques différents de celui des premiers arrivés Djafun) et l'augmentation du bétail vont provoquer la dégradation de la bonne entente qui régnait jusqu'à lors entre les deux communautés. Les dégâts aux cultures, très rares au début, vont se multiplier, et générer querelles et disputes. Au début des années 1950, la situation va encore s'empirer, poussant ainsi l'Administration à opter pour la partition de l'espace entre les agriculteurs et les éleveurs afin d'endiguer les affrontements.

b) La partition de l'espace entre les activités agricoles et pastorales

*1) Les étapes de la partition spatiale des activités*

Cette partition était en germe en 1956, lors de la création d'une petite zone pastorale de 120 km<sup>2</sup>, sur la rive droite de la rivière Mbounou dans le plateau de Goubali, suite à la destruction d'une parcelle de coton d'un habitant du village Koulou. Mécontent, l'agriculteur et tous ses parents organisent une expédition punitive à l'issue de laquelle, le campement de l'éleveur accusé de négligence est saccagé, plusieurs vaches tuées et tous les Mbororo du campement mis en fuite. La riposte des éleveurs ne se fait pas attendre, et déclenche des affrontements sanglants entre les habitants de Goubali-Koulou et le groupe Djafun. Dix ans après, cette enclave Mbororo est élargie et érigée en commune d'élevage.

En effet, compte tenu du nombre toujours croissant de leur bétail, les grands ardos Djafun ont demandé au nouveau gouvernement centrafricain d'augmenter la superficie de la zone qui leur était affectée. Pour soutenir leur demande, ils affirment que les conflits avec les agriculteurs se seraient amplifiés, du fait que la décision de l'Administration d'affecter une zone aux éleveurs est considérée par les Banda comme une amputation de leur territoire ancestral au profit des éleveurs, et qu'ils supportaient de moins en moins la présence du bétail Mbororo hors des limites de l'espace pastoral qui leur a été attribué.

Soucieux de résoudre définitivement ce problème préoccupant, le gouvernement, s'appuyant sur le succès de l'expérience des communes d'élevage mises en place dans la région Nord-Ouest du pays, décide d'ériger en 1965 en commune d'élevage de Ouro-Djafun (i.e. "village des Djafun") la zone d'élevage délimitée en 1956. Le territoire de cette commune qui à l'origine s'étend sur 244 km<sup>2</sup>, est pris sur deux communes rurales : Danga-Gboudou, et Ngougbia. Dans cette commune nouvellement créée, ne sont permises que les activités pastorales. Tous ceux voulant exercer des activités



agricoles doivent se rendre dans la zone agricole, c'est-à-dire dans ce qui reste de la commune de Danga-Gboudou et de Ngougbia. En 1970, cette commune va encore être étendue de plusieurs centaines de kilomètres carrés dans le cadre d'une nouvelle zone d'élevage, qui prend un bout de territoire à la commune rurale de la Haute-Baïdou. Désormais, la route nationale n° 5 va servir de limite entre les zones affectées aux deux communautés agricole et pastorale. Pour éviter des heurts, les agriculteurs et les éleveurs sont priés chacun d'exercer leurs activités dans leurs zones respectives, sous peine d'amendes et de peines de prison.

En agissant ainsi, l'Etat confirme une politique économique et de gestion de l'espace qui va se poursuivre jusqu'à nos jours et qui repose sur deux points : la sédentarisation des éleveurs et l'augmentation du cheptel bovin. Il faut souligner que cette politique est motivée par les nombreux financements mobilisés par les bailleurs de fonds français et internationaux dans ce domaine, et dont l'Etat espère tirer profit, sans oublier le souci de continuer, comme dans le passé, à garantir l'approvisionnement des grands centres urbains environnants et éventuellement Bangui en viande. Cette politique de sédentarisation des éleveurs, passe par le renforcement de l'assise territoriale Mbororo pour mieux les intégrer dans la société centrafricaine et l'amélioration de leurs conditions de vie, ceci grâce à un certain nombre d'actions d'aménagement.

## *2) Les conséquences de la partition : un espace aux limites figées*

La décision de partition de l'espace, prise sans qu'ils aient été préalablement consultés, a été difficilement acceptée par les Banda. En effet, cette décision bouleversait à la fois leurs représentations de l'espace et leurs pratiques. Sur le premier point, les Banda acceptèrent mal le fait de céder une partie de la terre de leurs ancêtres aux éleveurs, considérés comme des étrangers. *"L'accepter, me disait le "vieux" chef de Ngouyali, provoquerait la colère des esprits de leurs ancêtres qui, inmanquablement se vengeraient en faisant abattre un malheur dans les villages"*. Pour éviter ce drame, les

notables Banda de la région ont tenté de faire fléchir l'administration, mais sans succès.

Au niveau des pratiques, la plus grande difficulté fut d'abandonner les champs installés dans la zone désormais affectée aux éleveurs, ainsi que les jachères dégagées de gros arbres, pour installer leurs cultures dans la zone devenue exclusivement agricole. Un tel déplacement signifiait pour ceux qui en étaient victimes avoir à défricher des terres au-delà des champs et des jachères des habitants déjà installés. Tous ces déplacements des premières années de la réforme, se sont soldés, sur le plan alimentaire, par des périodes de disettes pendant la saison des cultures.

L'obligation de ne cultiver que d'un seul côté de la route provoquera en outre la modification de la dynamique de l'espace agricole qui, d'une forme concentrique va passer à une dynamique unidirectionnelle, la progression des champs partant des abords de la route nationale n° 5, vers la rivière Baïdou. Aujourd'hui, les Banda vivent encore les conséquences négatives de la partition de l'espace sous forme de problèmes d'évacuation des produits agricoles. La plupart des champs en effet sont situés à plus d'une dizaine de kilomètres en moyenne du village principal. Faute de routes, le transport des produits se fait à tête d'homme. Les grandes chasses au feu de brousse autrefois pratiquées un peu partout, se retrouvent réduites à des surfaces qui ne sont pas forcément adéquates pour des chasses. Enfin, toutes les activités de cueillette sont devenues délicates du fait que les éleveurs, prétendent les Banda, inquiets d'avoir affaire à des voleurs de vaches n'hésiteraient pas à punir sévèrement tous ceux qui s'aventurent trop loin dans la zone pastorale.

Pour les éleveurs par contre, l'extension de la zone pastorale était au début un grand progrès. La superficie des pâturages est passée de 120 km<sup>2</sup> en 1956 à 244 km<sup>2</sup> en 1965 avant d'atteindre 876 km<sup>2</sup> en 1970, constituant ainsi plusieurs années de réserves de pâturages pour le bétail. Toutefois, si la partition a été au début une solution convenable pour les éleveurs par nombre de ses aspects, force est de constater qu'en matière de ressources pastorales les opinions sont aujourd'hui très mitigées. En effet, à la satisfaction (de courte durée) de disposer de vastes ressources pastorales où

la pâture pouvait s'exercer sans véritable contrainte, a succédé le constat d'un espace plus restreint d'année en année avec l'accroissement des troupeaux et surtout figé par des limites, ce qui est assez contraire aux représentations de l'espace des Mbororo.

La création de la commune pastorale, puis la délimitation de la zone d'élevage offrent toutefois aux Mbororo une assise foncière non négligeable, base sur laquelle ils vont s'appuyer pour légitimer leur appartenance à ce territoire et à la nation centrafricaine. D'ailleurs très vite, les Djafun vont développer, avec l'appui de l'Etat, un pouvoir politique et territorial très fort auquel ils "assujettiront" tous les nouveaux venus.

c) Les actions d'aménagement accompagnant la partition dans la zone d'élevage

Ces actions se repartissent en deux volets : les actions d'assainissement et l'aménagement des pâturages.

*1) Les actions d'assainissement des pâturages et d'équipement vétérinaire*

Située sur un plateau peu élevé avec de vastes superficies de galeries forestières, la commune d'élevage de Ourao-Djafun est infestée de glossines qui constituent un obstacle au développement de l'élevage bovin. Pour surmonter cet obstacle, le gouvernement centrafricain bénéficie entre 1965 et 1970 d'un financement du Fonds Européen pour le Développement (FED) pour des opérations d'éradication des glossines et de renforcement du suivi vétérinaire. Ainsi, dans le cadre de ces opérations, plusieurs hectares de galeries forestières entourant les principales rivières de la zone d'élevage furent éclaircies par des actions de déboisement visant à interrompre le cycle de reproduction des glossines.

Parallèlement, un centre de traitement vétérinaire avec le logement du personnel et un parc de traitement sont construits à 4 km de Moum sur les rives de la Mbounou. A cela, s'ajoute la construction des postes

vétérinaires, dans lesquels sont affectés des agents ou techniciens, servant de relais au service d'encadrement sanitaire du bétail dans la commune d'élevage. Ces postes vétérinaires ont été implantés à proximité des principaux lieux de concentration de bétail (parfois dans des villages Banda) dont les principaux sont : Gotchélé, Tagbara, Gbokolobo, Boyo-Dip, Gbotolo, et Tangba. A côté de chaque poste vétérinaire ont été construits des bains détiqueurs, dans lesquels les produits contre les tiques sont associés aux produits répulsifs contre les glossines. A ces équipements s'ajoutent la construction des centres de vaccination et celle des couloirs y menant.

A l'avènement de la Fédération des Eleveurs Centrafricains (FNEC) en 1986, une politique d'implantation des pharmacies vétérinaires fut initiée. Ce sont des dépôts de médicaments installés dans les villages d'éleveurs où se tiennent d'importants marchés hebdomadaires, à savoir Maloum, Gbokolobo et Gboy-Dip. Cette initiative a été prise pour faciliter l'approvisionnement rapide des éleveurs en produits vétérinaires qu'ils étaient auparavant obligés d'aller chercher à la ville de Bambari, éloignée de 50 km minimum des principaux lieux de concentration du bétail.

Aujourd'hui, en dehors des infrastructures routières qui plus que jamais favorisent les déplacements de la population, la plupart des aménagements effectués ne remplissent quasiment plus leur rôle. Le centre vétérinaire de Goubali est réduit depuis fort longtemps à une ruine abandonnée ; le technicien responsable a préféré s'installer à Maloum, chef lieu de la commune, pour éviter d'être isolé dans la brousse ; tous les bains détiqueurs ne sont plus opérationnels depuis une quinzaine d'années. Depuis 1983, l'absence de véritables épizooties a fait perdre leur intérêt aux centres de santé vétérinaires, dépourvus de toute dotation en produits et dont les agents se contentent d'interventions ponctuelles. Quant aux trois pharmacies vétérinaires, deux d'entre elles (celle de Maloum et de Gboy-Dip) ont été pillées pour alimenter un commerce parallèle, tandis que celle de Gbokolobo est mal gérée. En tout cas, toutes sont depuis trois ans au moins, incapables de fournir l'essentiel des produits vétérinaires dont les éleveurs ont besoin, au point que ces derniers pour soigner leur bétail, sont obligés de se les procurer par eux-mêmes (souvent des produits d'origine

douteuse) sur les marchés hebdomadaires, auprès des commerçants ambulants.

## *2) Les aménagements des infrastructures*

Cet aspect de l'intervention des pouvoirs publics comprend deux volets : l'ouverture de nouvelles voies de communication et le développement d'infrastructures socio-économiques, afin de rendre la commune d'élevage plus viable.

### *a) Le désenclavement de la commune de Ouro-Djafun*

Jusqu'au début des années 1960, cette vaste zone ne comportait que deux routes de 130 kilomètres au total : les routes nationales n°5 et n°2 reliant respectivement Bambari à Ippy (au nord-est) et à Alindao au sud-est. Entre 1966 et 1970, 310 kilomètres de routes et de pistes carrossables supplémentaires furent ouvertes, portant à 440 kilomètres la longueur totale du réseau routier de la commune de Ouro-Djafun. Il s'agit de 70 kilomètres de piste rurale joignant Tagbara à Bangui-Banda situé à la limite nord-est et de 240 kilomètres de pistes d'élevage. Ces dernières desservent de nombreux villages d'éleveurs dont les principaux sont Maloum, Tangba, Gboyo-Dip, Gbokolobo, Gbotolo et Chimbolo.

Cette extension du réseau routier poursuivait deux objectifs principaux. Le premier était la mise à distance des campements d'éleveurs des villages Banda. En effet, dépendant sur le plan alimentaire des agriculteurs chez qui ils se ravitaillaient quotidiennement, les Mbororo étaient obligés d'installer leurs campements à proximité des villages. Cette situation ne cessait de provoquer des conflits entre les deux groupes : le bétail souvent peu surveillé en saison des pluies provoquait des dégâts dans les champs. La création de nouvelles routes a permis de repousser les éleveurs beaucoup plus loin et d'éviter les destructions de parcelles de cultures, souvent à l'origine de disputes. Quant au second objectif, il

s'agissait de désenclaver les groupements d'habitat pastoral, en favorisant les déplacements et le ravitaillement des populations d'éleveurs, ainsi que l'intervention des agents des services vétérinaires, nécessaire à la survie du bétail. Toutes ces actions ont été complétées par la mise en place des équipements socio-économiques et éducatifs.

#### *b) Le développement des équipements sociaux*

Considérée comme une commune à part entière, il était important de doter la commune de Ouro-Djafun du minimum d'équipement requis. C'est ainsi que de 1966 à 1970, le Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage développe un certain nombre d'infrastructures administratives, socio-économiques et éducatives.

Au niveau administratif, une mairie est implantée à Maloum qui devient le chef-lieu de la commune. Cette mairie est aujourd'hui dotée d'une salle de réunion, de bureaux et d'un magasin pour la coopérative. D'elle dépendent tous les éleveurs de la sous-préfecture de Bambari où qu'ils soient. Outre les actes d'état civil, la commune sert de relais aux différentes institutions chargées du développement de l'élevage, que sont l'Agence Nationale de Développement de l'Elevage (ANDE) et la FNEC. En 2000, le maire de Ouro-Djafun a été nommé Secrétaire général de la FNEC, une responsabilité qu'il cumule avec sa charge de maire.

Sur le plan éducatif, plusieurs écoles ont été créées. On compte cinq écoles de cycle complet ( Maloum, Gboy-Dip, Gbokolobo, Gbotobadja et Matchika) et deux de cycle incomplet (Gotchélé et Tagbara). On remarque cependant que ces écoles encadrées par des enseignants non musulmans sont le plus souvent désertées par les fils d'éleveurs, orientés en priorité vers l'école coranique, mais le plus souvent contraints aux déplacements pour suivre leurs parents en transhumance. A propos d'écoles coraniques, elles sont présentes dans tous les grands villages ; dans chaque campement il y a toujours un adulte qui s'occupe de l'encadrement des enfants avant de pouvoir les confier à un grand marabout qui s'occupera de leur

« édification », si naturellement leurs parents ont la possibilité de s'acquitter des frais de scolarité.

Quant aux équipements sanitaires, ils sont très faibles. Pour toute la région (communes rurales et d'élevage confondues), on ne compte que deux dispensaires : un à Séko et un autre à Agoudou-Manga, tenus par les missionnaires catholiques. A ces dispensaires s'ajoutent deux postes de secours sanitaire situés à Goubali, Koutchou et Maloum appartenant au service public. Conscient de cette carence, le Ministère de la Santé Publique a mis en place à la fin des années 1980 dans tous les grands villages de la région des pharmacies villageoises, gérées par les présidents de groupements d'intérêts ruraux (GIR) ou ceux des groupements d'intérêts pastoraux (GIP). Toutefois, l'irrégularité des dotations de ces pharmacies en médicaments fait que la majorité de la population se ravitaille sur les marchés hebdomadaires.

A propos de ces marchés, il faut reconnaître qu'ils constituent les principaux points de ravitaillement de la population et de l'animation de la vie rurale. Au total, huit marchés hebdomadaires sont répartis dans l'ensemble de la région. Ils sont localisés dans les grands villages où les populations Banda et Mbororo sont suffisamment représentées. Les plus connus sont ceux de Maloum, Tagabra, Gboy-Dip et Gbokolobo, qui attirent des populations jusqu'à 75 km à la ronde. Celui de Maloum est célèbre, à cause de son marché à bétail qui ravitaille toutes les villes environnantes et même Bangui. A coté des marchés, il faut signaler la présence dans les villages de quelques boutiques, ou de kiosques assurant le ravitaillement quotidien en produits de première nécessité.

Sur le plan culturel, nous devons signaler la présence de mosquées (dont certains sont très modernes comme à Maloum) et de chapelles dans tous les principaux villages du fait de la cohabitation des Banda et de Mbororo. Enfin, au niveau sportif, l'équipement se limite seulement à quelques terrains de football que l'on retrouve principalement à Maloum, Gotchélé, Gboy-Dip, Gotchélé, Matchika Gbotobadja, et Gbokolobo.

Au terme de ce survol des mesures prises pour l'aménagement de la commune de Ouro-Djafun, on se rend compte que dès la création de cette entité territoriale, des efforts ont été déployés pour stabiliser la population

pastorale. Cela a eu pour conséquence que, malgré la période de flou de 1970 à 1980, marquée par le départ des encadrateurs français, l'élevage n'a cessé de progresser, soutenu par une organisation interne aux éleveurs au sein de l'Agence Nationale de l'Elevage Centrafricain (ANEC), ancêtre de la FNEC. Toute cette attention de la part des pouvoirs publics en faveur des éleveurs, a provoqué la jalousie des agriculteurs Banda qui se considèrent comme des oubliés.

### C. LES ZAGROP, PUIS LES UP : UNE REORIENTATION DE LA POLITIQUE DE GESTION DE L'ESPACE

Comme nous venons de le souligner, l'aménagement des infrastructures socio-économiques, administratives et culturelles, ainsi que l'assainissement des pâturages ont attiré de nombreux éleveurs, dont la "concentration" semble avoir sérieusement entamé le potentiel en ressources pastorales.

En effet, au début des années 1980, après la chute de Bokassa, les autorités chargées de l'élevage ont pris conscience de la situation inquiétante des ressources pastorales. Cette prise de conscience découlait des résultats alarmants de l'étude de l'Agropastoraliste Audru publiée en 1983. D'après cet auteur, le rythme de dégradation en Ombella-Mpoko serait de 30 000 ha par an pour 308 000 bovins. C'est sur les bases de calculs utilisées par Audru, que l'ANDE a conclu dans le "Livre blanc de l'Elevage Centrafricain", que la part des savanes dégradées atteindrait près du quart des surfaces des régions exploitées en 1993. Une telle dégradation correspondrait à près de 4 millions d'hectares de savanes pastorales embroussaillées ou en reforestation. Sans diffusion rapide de techniques de conservation des savanes pastorales, le processus se poursuivrait en s'accéléralant en fonction de la croissance du cheptel, et le potentiel pastoral du pays diminuerait au même rythme. L'étude conclut sur le fait que c'est moins la technique qui manque, car celle que connaissent les éleveurs peut à moyen terme assurer cet objectif, que le cadre approprié pour la mettre en œuvre.



Face à cette situation, les responsables de la direction de l'agropastoralisme du Projet National de Développement de l'élevage (PNDE) ont décidé de réfléchir aux voies et moyens pouvant permettre d'endiguer la progression de cette dégradation du patrimoine pastoral centrafricain. C'est ainsi qu'à partir des années 1985, suivant l'exemple d'un certain nombre de pays africains, la PNDE va privilégier des projets dits de "gestion de terroirs". Ces projets sont surtout mis en place en vue de promouvoir une utilisation durable des ressources. Les Zones d'Actions agropastorales (ZAGROP) et les Unités Pastorales (UP) en sont les expressions pratiques. Notons que les concepteurs des ZAGROP et des UP qui se sont inspirés du modèle de gestion des terroirs villageois, ont accordé une grande importance au tracé de leurs limites extérieures, lesquelles apparaissaient comme une condition nécessaire à la bonne gestion.

## **1. Les zones d'actions agropastorales**

### **a) Contenu et finalité du concept de ZAGROP**

La notion de ZAGROP découle des différents points évoqués précédemment et tente de faire une synthèse des données sociologiques et techniques pour dresser un cadre de gestion de l'espace acceptable tant par l'administration que par les éleveurs. Cette initiative répondait à trois soucis.

Tout d'abord, elle répondait à la nécessité de garantir aux éleveurs l'utilisation définitive des pâturages délimités, sans que cette utilisation soit remise en cause sous la pression agricole (culture vivrière anarchique et incontrôlée ou culture cotonnière programmée). Cette garanti devait s'appuyer sur des études sérieuses, respectant les droits des parties prenantes et devant aboutir à la confirmation des limites actuelles des communes d'élevage ou à leur meilleure définition, à l'intérieur d'un cadre foncier délimité et permanent appelé zone d'action agropastorale. La mesure tend à garantir que les investissements effectués soit par les projets et le service de l'élevage, soit par les éleveurs resteront dans le domaine de la production animale.

La seconde préoccupation était de faire en sorte que, sur cet espace foncier, les éleveurs jouissent d'un droit d'exploitation exclusif, c'est à dire qu'ils soient les seuls utilisateurs tant en saison sèche qu'en saison des pluies. Cette mesure était nécessaire pour que des éleveurs étrangers ne puissent pas perturber le schéma d'utilisation de l'espace mis en place, d'un commun accord par les éleveurs du ZAGROP. Par exemple si les éleveurs du groupe décident de mettre en défens pour régénération un tiers du pâturage pendant toute une saison des pluies, il ne serait pas acceptable que des éleveurs étrangers viennent s'installer sur ces réserves mettant ainsi en cause les améliorations souhaitées. De plus, cette mesure allait dans le sens des éleveurs, qui redoutaient l'arrivée des transhumants et des maladies qu'ils apportaient. Le décret de création des zones d'actions agropastorales donne par ce droit d'exploitation exclusif, la possibilité au comité de gestion de cette entité foncière, de prendre des sanctions contre les contrevenants.

Enfin, la dernière préoccupation ayant motivé la création des ZAGROP était la nécessité de mise en place, d'une superstructure appelée « Comité de Gestion du ZAGROP ». Ce comité devait être élu par les éleveurs dans la hiérarchie traditionnelle (seule capable de prendre les décisions d'ordre général et de les transmettre à l'Administration), et renforcée par l'Administration (qui a le "pouvoir" d'imposer aux éleveurs le respect de l'attribution) par le statut officiel de ZAGROP pris au plus haut niveau (décret présidentiel).

Ce comité de gestion était nécessaire, pour qu'il n'y ait pas de confusion entre les groupements d'intérêts pastoraux (GIP), qui sont des associations volontaires à caractère socio-économique, et la fonction discipline qui doit être remplie.

#### b) Unité spatiale et catégories d'éleveurs impliqués

Les zones d'actions agropastorales, d'une superficie allant de 20.000 à 60.000 hectares, sont implantées dans des zones sociologiquement homogènes où les éleveurs se regroupent en GIP pour entamer des actions.

Chaque ZAGROP devait regrouper un ou plusieurs GIP en fonction de sa superficie et du nombre d'éleveurs.

Le point le plus important est de cadrer chaque zone d'action agropastorale sur une unité sociologique homogène c'est-à-dire sur un groupe d'éleveurs qui se reconnaissent tous dépendre d'un même grand ardo. Les communes d'élevages sont des entités administratives nécessaires qui remplissent certaines tâches administratives (collecte des impôts) techniques et sociales (installation des dispensaires, d'école, de maternités,...) qui doivent être maintenues. Pour des actions techniques et notamment celles de gestion de l'espace, qui demandent une certaine discipline donc une certaine entente au départ, il est nécessaire de descendre à une échelle plus grande que celle de la commune.

De par leur ampleur, les communes englobent des éleveurs et des ardos que l'histoire et la tradition ont séparé bien avant leur arrivée en Centrafrique et il est sans doute illusoire de vouloir réunir, pour la gestion de l'espace et les activités socio-économiques, tout le monde sous une même autorité qui est contestée au départ. A titre d'exemple, dans la région agropastorale de Bossembélé-Yaloké dans l'Ombella-Mpoko, les zones sociologiquement homogènes étaient au nombre de trois en 1982 et regroupaient sous l'autorité de trois grands ardos l'ensemble des 145 ardos de la zone pour 2 000 éleveurs. Chaque zone homogène pouvait donc constituer une ZAGROP ou se diviser en plusieurs entités spatiales de ce genre, avec des comités de gestion sociologiquement homogènes.

Pour ce qui concerne les catégories d'éleveurs prises en compte dans les ZAGROP, il faut rappeler que cette entité avait pour objet de mettre en place une gestion collective de l'espace pastoral sur de grands espaces, pour le plus grand nombre d'éleveurs. C'est donc au départ une gestion collective définie chaque année par un cahier de charges. Toutefois, la possibilité pouvait être offerte pour les gros éleveurs sédentaires résidant à l'intérieur du ZAGROP d'accéder au statut de ranch privé, à condition qu'ils respectent un cahier des charges semblable à celui de la gestion collective et qu'ils réalisent des aménagements (notamment des pistes) afin qu'un contrôle de ces éleveurs par l'Administration et les services techniques soit possible. Par

exemple si une zone d'action agropastorale fait 30 000 hectares, ces 30 000 hectares peuvent être en gestion collective ou, 27 000 hectares en gestion collective, et 3 000 hectares en gestion individuelle par trois gros éleveurs.

### c) Transhumance et gestion pastorale

La transhumance est effectuée par environ les 2/3 des éleveurs, ceux-ci partant en général plus au sud à des distances allant de 20 à 150 km, pour bénéficier de meilleures ressources pastorales sur des nouveaux pâturages, préparés par un feu si besoin. En l'absence de coordination entre les éleveurs d'une zone pour l'accès aux pâturages de saison sèche proches des cours d'eau, cette transhumance demeure une nécessité. La suppression de la transhumance pour les éleveurs utilisateurs des ZAGROP n'était donc pas un objectif visé, car celui-ci était à juste titre considéré comme irréaliste. Par contre, la ZAGROP visait, dans un premier temps, à organiser la gestion de l'espace en saison des pluies (pour conserver le patrimoine) ; mais également à accompagner une gestion des pâturages en saison sèche pour ceux qui ne transhument pas (1/3 des éleveurs), afin qu'ils jouent un rôle de démonstration pour ceux qui transhument.

Chaque année, un cahier des charges doit préciser le plan d'utilisation des divers pâturages collectifs ; les mises en réserve à faire pour la régénération ; le nombre approximatif d'éleveurs et de troupeaux qui pourront pénétrer dans la zone pendant la saison des pluies pour respecter la charge ; la politique de mise à feu, qui sera organisée conjointement avec les populations d'agriculteurs ; la fixation des dates de départ et de retour de transhumance par la réunion au niveau des ZAGROP, etc. Les GIP en saison sèche devront approvisionner en compléments alimentaires (graine de coton, tourteaux) les éleveurs qui ne transhument pas.

Cet ensemble de mesures doit être pris chaque année sous l'autorité de l'Administration centrale et locale par discussion entre les trois partenaires de la gestion de l'espace c'est-à-dire, l'Administration, les services techniques et les éleveurs organisés des ZAGROP. Les éléments du cahier des charges sont :

- les parcelles mises en défens pour toute la saison des pluies ;
- l'organisation des feux pastoraux ;
- La gestion de la charge des pâturages ;
- Les rotations mensuelles ;
- Les dates de départ et de retour de transhumance ;
- La gestion des infrastructures zootechniques.

En fin de compte, on peut dire que la mise en place des zones agropastorales, bien qu'elle eut visé à établir les conditions de stabilité des éleveurs, est restée conforme, sur le plan politique, aux objectifs de la création des communes d'élevage du début des années 1960, c'est-à-dire de parier sur la stabilisation des éleveurs. Pour atteindre ce but, toute une série d'actions doit être menée à bien par l'ensemble des intervenants, ce qui explique les problèmes que connaît ce projet aujourd'hui.

#### d) Bilan du concept et de la mise en place des zones d'actions agropastorales

La création des ZAGROP et de l'organisation des éleveurs dans ce cadre, a abouti à un échec. Celui-ci concerne tout d'abord la stabilisation des éleveurs et la gestion de l'espace qui étaient les priorités du projet. Dans les entités foncières mises en place, le flux et le reflux d'éleveurs se sont poursuivis au même rythme, avec un taux moyen de renouvellement d'environ 20% par an, même si des noyaux d'éleveurs stables subsistent (ils représentent 1/3 de l'effectif moyen de saisons des pluies à Yérémo comme à Djobé-Gbapi dans l'Ombella-Mpoko). Pilotés du sommet, par le seul canal du comité de gestion (épaulé par le projet et par l'Administration), les plans globaux de gestion des ZAGROP se sont heurtés à des résistances. La première provient de l'attitude de la chefferie traditionnelle qui n'a pas joué le rôle que l'on attendait d'elle ; elle a notamment entravé le respect du cahier des charges en privilégiant systématiquement ses intérêts (trafic d'influences en faveur de nouveaux venus) au détriment de ceux des éleveurs du ZAGROP.

Ensuite, l'adhésion même des éleveurs à ce programme a fait défaut. A l'analyse des entretiens menés à ce sujet, il ressort non seulement que les candidats à la sédentarisation sont une minorité sans pouvoir, mais également que les déplacements d'éleveurs étrangers sont totalement incontrôlés en saison sèche, sinon toute l'année, ce qui justifie la non-adhésion des éleveurs au projet. Ce comportement a été favorisé d'une part par le manque de rigueur du cahier des charges qui, initialement conçu comme un plan de gestion spatiale de la ZAGROP, n'engageait aucunement ses membres vis-à-vis du projet ou de l'Administration. D'autre part, l'équipement et les services étant considérés comme des préalables, le non-respect de ce plan était sans incidence immédiate pour les éleveurs. Enfin, l'absence de toute réciprocité a conduit les éleveurs du projet à se comporter de plus en plus en assistés en refusant toute responsabilité et initiative.

A ces échecs sur le plan organisationnel, s'ajoutent des problèmes politico-administratifs. Des 18 zones d'actions agropastorales arrêtées comme objectif pour les quatre années de financement FED de début 1989, seules 3 avaient vu le jour, au moment de l'évaluation à mi-parcours. On en compte cinq aujourd'hui, avec quatre dossiers techniques élaborés et déposés au Ministère du Développement Rural pour présentation en conseil des Ministres. On constate donc que dès les premières années, le projet a connu des blocages, dus à la fois à la lenteur administrative et à la mauvaise gestion des fonds : les fonds destinés à la création de ces zones ont été en grande partie engloutis dans des investissements de prestige, et il a fallu deux années minimum pour que le décret de création d'une ZAGROP soit signé. Pour pallier cette situation, l'ANDE a revu le cahier des charges de ces zones, qui doivent désormais être formée d'Unités Pastorales (UP). C'est grâce à cette modification que l'on croit pouvoir enfin mettre en place les deux ZAGROP du Nord-Est de Bambari dont les projets ont depuis fort longtemps été bloqués par le manque de financement. La création de l'unité pastorale de Gbotolo serait la première étape de ce projet.

## 2. L'Unité agropastorale de Gbotolo

### a) Objet de l'unité agropastorale

Comme nous l'avons montré ci-dessus, la Zone d'action agropastorale avec son contexte juridique constitue une première forme de sécurisation foncière. Par contre elle n'est pas apparue comme l'unité de gestion adéquate pour tous les éleveurs qui y résident. L'unité de travail pour la gestion de l'espace chez les Mbororo, semble devoir se rapprocher du groupe restreint (campement au sens large), que l'on appelle Unité pastorale (UP). Cette entité foncière a été conçue pour la moitié des éleveurs du pays qui passent de 4 à 30 ans au même campement et qui seraient intéressés par un type de gestion décentralisée au niveau de leur campement. Les autres éleveurs très mobiles semblent dans la pratique peu concernés par l'appropriation et la gestion du pâturage. Pour ces derniers, la forme de gestion globale et collective du pâturage non concerné par les UP de la ZAGROP devait être maintenue et améliorée en tenant compte de l'expérience passée. Les méthodes initialement préconisées, visant à une gestion du pâturage naturel au sein d'une ZAGROP par un groupe humain trop important, insuffisamment homogène, faiblement hiérarchisé se révèlent d'application très difficile.

L'unité pastorale est une subdivision territoriale de la ZAGROP attribuée à un groupe d'éleveurs apparentés, réunis autour d'un ardo ou d'un chef de famille au sein du « *Sakiké* », cellule sociale peule traditionnelle. Le *Sakiké* comprend 4 à 6 éleveurs possédant 300 à 500 têtes de bétail ; elle a donc une surface minimale de 1500 ha, qui peut aller jusqu'à 3000 ha ou 4000 ha selon les disponibilités. La charge moyenne annuelle doit rester inférieure à 6 ha/UBT.

L'unité pastorale a des limites naturelles évidentes et connues, constituées autant que possible par des rivières, et accessoirement par des lignes de crêtes ou des pistes ; si nécessaire, l'installation de courtes portions de clôtures ou de pare-feu peut être envisagée pour compléter les limites d'une UP. Les Unités pastorales peuvent également être créées en

dehors des ZAGROP et être attribuées aux campements adhérents à des GIP actifs. C'est dans ce dernier cas que se trouve l'UP de Gbotolo.

#### b) Création et évolution de l'Unité Pastorale

Le village Gbotolo a été créé en 1968 par les Djafun *Babanko'en*, à la suite de l'ouverture de la piste d'élevage Bambari-Gboy-Dip. Elle est située au sud-est de la ville de Bambari, entre 5°40' et 5°50' de latitude Nord, et 20°50' et 21° de longitude Est. Elle est limitée à l'est par une ligne passant par les cours d'eau Gbotolo et Ngouberlo, à l'ouest par une ligne reliant les cours d'eau Ngouka au sud et Lessio au nord ; Ngouyono constitue sa limite septentrionale, tandis que la rivière Liwa et son affluent constituent sa limite sud.

Créé par les Mbororo, les populations Banda ne se sont installées dans le village qu'en 1975, après le réaménagement de la piste pour la rendre carrossable. Ces populations Banda venues de Galouga disaient se rapprocher des éleveurs pour leur vendre des produits agricoles. Peu à peu, ces agriculteurs se sont intéressés à l'élevage bovin. Pour les encourager, le service d'élevage leur fournit des bovins trypanotolérants de race baoulé, faisant ainsi d'eux des agro-éleveurs.

En 1989, la direction de l'animation mutualiste (DAM) crée un groupement d'intérêt pastoral (GIP) comprenant 13 membres, tous des Mbororo. Grâce aux cotisations (57 000 FCFA) de ses membres, le GIP se dota d'une pharmacie chargée d'approvisionner les éleveurs du groupement en intrants et produits vétérinaires. Une Unité Pastorale de 4860 ha fut créée en 1993. En 1995, se rendant compte qu'aucune gestion de l'espace ne pouvait réussir sans la participation des agro-éleveurs, la DAM décida d'intégrer à l'UP les agriculteurs restés jusque là à l'écart. Le groupement devint alors un groupement d'intérêt agropastoral. Un an après, les membres de ce groupement prenant conscience de l'évolution désastreuse de leurs pâturages, exploités de façon anarchique par les éleveurs "étrangers", ont demandé à l'administration de délimiter une zone dont l'exploitation leur



serait exclusivement réservée. En 1997, la création de l'unité agropastorale de Gbotolo fut entérinée.

Pour garantir la bonne gestion de l'UAP, un cahier des charges a été mis en place. Il s'agit d'un véritable contrat passé entre les représentants de l'administration (ANDE et Ministère de l'intérieur) d'une part, et les membres de l'UAP d'autre part ; un contrat examiné, discuté et adopté avant sa création, et signé en assemblée générale par la direction de l'ANDE, le président du comité de gestion et par le représentant de l'Administration (préfet ou sous-préfet), après publication du décret de création. Ce cahier des charges décrit les attributions et l'organisation de l'Unités Agropastorales, et les obligations des éleveurs découlant des droits qu'ils acquièrent en y adhérant. Parmi ces obligations figure l'acceptation du plan de gestion pastorale dont les points essentiels sont : le respect de la charge maximale en bétail ; le respect des mises en défens annuels et pluriannuels ; l'application de la politique des feux.

Ces trois points résument le minimum de techniques agropastorales auxquelles souscrivent de façon consensuelle l'ensemble des membres de l'UAP ; ils doivent se traduire dans les faits par :

- la limitation du droit d'exploitation dans l'Unité Pastorale aux seuls membres du *sakiké* initial, à l'exclusion de tout éleveur extérieur ;
- la rotation annuelle du pâturage, une même zone de pâturage ne devant jamais subir une exploitation de saison des pluies pendant deux années consécutives.
- la mise en défens des pâtures et feux d'au moins un quart de la surface de l'Unité Pastorale, pendant une année afin de contrôler l'envahissement des savanes par les ligneux et par l'herbe de Laos.

Tous les éleveurs Mbororo, nous l'avons dit, connaissent ces techniques de base de gestion extensive des zones pastorales. De ces trois points, seul le premier fait difficulté car il va à l'encontre de la tradition<sup>40</sup>. Mais il y a aujourd'hui trop de problèmes pour l'éleveur que la tradition ne résout pas, et de plus en plus nombreux sont ceux qui sont prêts à accepter

---

<sup>40</sup> Le code d'honneur « Pulaaku » qui veut que le premier arrivé cède la place au nouvel arrivant (cf. Ndoudi Oumarou, dans « moi, un Mbororo »).

d'exercer ce droit si en contrepartie la mise en oeuvre des deux autres points devient possible et leur permet de pérenniser leur système d'exploitation.

### c) Organisation socio-spatiale des activités

Le village Gbotolo, dirigé par un chef Mbororo, abritait 106 habitants en 1999. Les Mbororo avec 67 habitants (65%) sont majoritaires, tandis que les Banda ne représentent que 35% de la population. Le cheptel de l'Unité agropastorale était d'environ 800 têtes de bovins en 1999, composée pour l'essentiel de zébus Mbororo (623 têtes) et de 171 trypanotolérants appartenant aux agro-éleveurs (5 Banda et 2 Babanko'en). Selon la race de bovins qui compose leur troupeau, les éleveurs pratiquent soit un élevage semi-transhumant (troupeau de zébus Mbororo), soit sédentaire (bovins trypanotolérants). A côté de cet élevage bovin dominant, on note la pratique d'un petit élevage assez marginal, dont le cheptel est estimé à 67 têtes : 21 ovins et 46 caprins.

L'agriculture, autrefois pratiquée à petite échelle est en train de gagner du terrain. C'est une agriculture exclusivement basée sur la production des cultures vivrières, manioc, arachide, maïs, généralement cultivées en association dominant. Les techniques culturales sont très archaïques, et manuelles. Pratiquée exclusivement par les Banda jusqu'à la moitié des années 1990, l'agriculture est exercée aujourd'hui par 53% de la population du village, tous les groupes confondus.

Sur le plan spatial, l'occupation du sol sur les 4860 hectares de l'UAP est caractérisée par les éléments suivants : les campements, les parcelles de cultures et les pâturages. En dehors de quelques exceptions, les campements du village Gbotolo sont dans l'ensemble situés à proximité de la piste Bambari-Gboy-Dip. Selon qu'on soit Mbororo ou Banda, les cases sont rondes ou rectangulaires. Bien que beaucoup de cases Mbororo soient encore entièrement construites en paille, elles sont de plus en plus montées en briques avec des toitures en tôle. Dans cet espace agropastoral, les cultures occupent 1370 hectares. Elles sont toutes excentrées dans la partie nord du territoire. Cet isolement fait partie des deux dispositions prises pour

éviter les dégâts aux cultures, la seconde étant l'installation des fils barbelés pour éviter le passage du bétail de la zone pastorale vers la zone agricole. La zone agricole elle-même se subdivise en deux secteurs : un secteur de parcelles de cultures vivrières individuelles appartenant aux agro-éleveurs au nord-est, et un secteur situé à la confluence des cours d'eau Ngouyono et Ngou-Ndjamgla, où sont installées des parcelles collectives du groupement d'intérêt rural de Gbotolo.

Quant aux pâturages, ils occupent toute la partie sud et s'étendent sur 3490 hectares. Avec l'appui du service d'agropastoralisme une technique de gestion des parcours pastoraux a été initiée, basée sur la rotation et la mise en défens des pâturages, ainsi que la gestion des feux. A d'éviter le surpâturage, les pâturages ont été divisés en trois secteurs exploités deux par deux. Chaque année, un des trois secteurs est mis en défens pour toute une saison de pluies. En 1998, c'est la parcelle n°3 qui était concernée, la parcelle 2 en 1999 et la parcelle 1 en 2000, etc. Il s'agit d'une mise en repos complet, avec interdiction d'y installer des campements. Cette mesure vise à aider la végétation à se consolider et à se reconstituer, car l'exploitation permanente des pâturages leurs réserves.

Cette gestion des pâturages est soutenue par celle des feux. Cette activité est assurée par un comité de lutte contre les feux composé de quatre membres (deux éleveurs et deux agriculteurs), et avec l'aide de toute la population de l'UAP veille sur le respect des règles. Aussi, tout contrevenant est très vite dénoncé et sanctionné. Le contrôle des feux de brousse est l'une des obligations de l'unité agropastorale. Son rôle consiste à lutter contre l'allumage anarchique des feux dans l'UAP. Le travail du comité est basé sur :

- la concertation entre éleveurs et agriculteurs pour une bonne maîtrise des feux ;
- une mention dans le cahier des charges des parcelles mises en défens et des dates de feux ;
- la constitution des pare-feu en certains endroits pour éviter les débordements.

**Tableau 16. Schéma d'exploitation de l'unité agropastorale de Gbotolo**

(D'après l'ANDE)

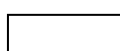
Année	Parcelles	J	F	M	A	M	J	J	A	S	O	N	D
1998	1												
	2												
	3												
1999	1												
	2												
	3												
2000	1												
	2												
	3												
2001	1												
	2												
	3												
2002	1												
	2												
	3												



Pâturage de saison des pluies



Pâturage de saison sèche



Pâturage mise en défens

☒ Période de feux pastoraux

Depuis 1997 donc, deux types de feux sont possibles, à savoir les feux précoces et les feux tardifs. Les feux précoces d'octobre-novembre sont allumés sur les parcelles devant servir de pâturage de saison sèche. Ils permettent une repousse rapide de l'herbe, l'humidité du sol étant suffisante pour cela, et améliorent ainsi grandement le potentiel fourrager de saison sèche pour les éleveurs qui ne transhument pas. Les feux tardifs quant à eux s'étalent entre mars, avril et mai. Ils sont utilisés sur les parcelles mises en défens, afin de lutter contre l'envahissement par les ligneux qui condamne l'élevage.

Dans l'ensemble, à en croire l'Ardo M. B. et la plupart des habitants interrogés, l'exemple de l'UAP de Gbotolo semble une expérience intéressante. Certains prétendent même que depuis la mise en application du cahier des charges l'état des pâturages s'est nettement amélioré. Les conflits entre les habitants sont rares, parce que les clôtures empêchent le

bétail de passer dans la zone réservée aux activités agricoles. Il n'y a donc pas de dégâts aux cultures, principales causes de frictions entre agriculteurs et éleveurs. Il faut souligner que la quasi-totalité de la population active est plus ou moins agro-éleveur, dans la mesure où toutes les familles sont propriétaires de quelques têtes de bétail, une situation qui favorise la compréhension et les arrangements à l'amiable en cas de problèmes. L'entente entre les deux groupes de populations et la création de l'UAP qui en a découlée est en train de modifier énormément le mode d'élevage. En effet, jusqu'en 1993, c'étaient 75 % des éleveurs qui allaient en transhumance. Actuellement, on ne compte que 45 % de transhumants, contre 37 % de sédentaires et 18 % de semi-transhumants, une évolution qui montre bien qu'avec une gestion concertée de l'espace prenant en compte les intérêts de toutes les parties prenantes, il est non seulement possible de stabiliser les pasteurs, mais également de les faire cohabiter avec d'autres populations.

Toutefois, malgré ce résultat satisfaisant, quelques problèmes subsistent au niveau des rapports des habitants de l'UAP avec ceux des terroirs voisins et de l'équilibre dans la répartition spatiale des activités. Les habitants de Gbotolo se plaignent d'être victimes des exactions de leurs voisins de Chimbolo qui ne cessent de compromettre la bonne marche de leurs projets. De plus, il semble que l'entente entre le maire de la commune et le ardo de Gbotolo ne soit pas des meilleures. Au dire de certains, le maire de Ouro-Djafun n'apprécierait pas trop les succès connus par l'exemple de Gbotolo qui, pense-t-il, risquerait de pousser d'autres l'Ardo'en à tenter l'expérience, ce qui aurait pour conséquence d'affaiblir son pouvoir à la longue. Il y a des éleveurs qui prétendent même que les feux de brousse que déplorent les habitants de Gbotolo dans les parcelles mises en défens, et les destructions de barbelés seraient des actes de malveillance perpétrés par des gens mandatés par le maire. Vraies ou fausses accusations, il semble cependant que pour qu'un projet d'aménagement d'un espace donné aboutisse, il faut qu'il soit global, qu'il parvienne à impliquer le maximum de parties prenantes possible.

## *Conclusion*

Nous terminerons ce chapitre en rappelant que le paysage centrafricain et particulièrement celui de la région Nord-Est de Bambari, est le fruit de diverses politiques de gestion qui se sont succédées depuis la colonisation jusqu'à nos jours. Avant l'époque coloniale, l'objectif était de tirer le maximum possible des potentialités du milieu. L'habitat était dispersé, desservi par un réseau de pistes qui servait de liaison entre les localités. Les densités étaient très faibles à l'époque et les Banda, partagés entre les activités agricoles la chasse et la cueillette.

De la fin du 19<sup>e</sup> siècle jusqu'en 1960, la colonisation va bouleverser toutes les règles d'usage, pour imposer petit à petit la logique occidentale, basée sur la rationalité et le profit. L'espace est divisé en unités administratives, des routes sont ouvertes pour permettre le contrôle du territoire et des hommes sont contraints de quitter leurs anciens villages. Les compagnies concessionnaires se sont vues confier l'exploitation économique de ces régions. L'arrivée des Mbororo en 1938 provoqua une nouvelle organisation de l'espace, dans un milieu dominé par des populations d'agriculteurs. Des heurts qui découlèrent de cette cohabitation aboutirent à la partition de l'espace entre les communautés de cultivateurs-chasseurs Banda, et les pasteurs Mbororo.

A l'avènement de l'Indépendance, l'Administration centrafricaine accentua la partition en créant la commune spéciale d'élevage de Ouro-Djafun, et en soutenant la croissance du cheptel bovin, sans tenir compte du renouvellement des ressources pastorales.

Les problèmes actuels de la région découlent de cette succession d'événements. La prise de conscience par l'Etat, des erreurs commises, a permis de mettre en place un certain nombre de mesures, donc la création des ZAGROP, et des UP. Mais ces mesures très souvent sectorielles, n'arrivent toujours pas à promouvoir une meilleure cohabitation entre les communautés, et encore moins la synergie, pouvant permettre le développement de la région.

## **CHAPITRE IX : LES OBSTACLES A LA COHABITATION AGRICULTURE / ELEVAGE AU NORD-EST DE BAMBARI**

### **A. L'EGO DE CERTAINS MEMBRES DES DEUX COMMUNAUTES**

#### **1. La soif de prestige des autorités locales Mbororo et Banda.**

Entendre les gens faire leurs éloges, avoir à leur disposition des hommes de main prêts à exécuter ses ordres, surtout recevoir des cadeaux divers et côtoyer les responsables administratifs régionaux (préfet, sous préfet) voire nationaux (ministre, et autres) sont des privilèges auxquels maires, grands ardo, chefs de groupes et de villages tiennent énormément. Aussi, pour se maintenir à leur poste, ceux-ci s'entourent de nombreuses précautions et déploient des stratégies diverses : clientélisme auprès des populations, corruption, chantages, etc. Les disputes pour l'accession à ces postes sont nombreuses. Dans la plupart des villages, on compte plusieurs chefs, même si le nombre de la population n'est pas élevé. Sur ce plan, les cas des villages Gbokodjo (11 habitants : 3 couples et 5 enfants) et Kpéténé (15 habitants : 4 couples, 1 vieillard et 6 enfants) témoignent de cette soif de prestige et de pouvoir.

Le village Ngouyali, est celui qui a connu le plus de querelles pour la chefferie. En effet, en 1997 un des habitants du nom de M. estimant le chef S. trop vieux pour diriger le village, décida avec la complicité du maire de l'époque et de quelques parents, de partager le village en deux. Un drapeau lui fut offert par le maire, ainsi qu'une médaille faisant de lui le chef du village Ngouyali 2. Le vieux chef mécontent protesta auprès du sous-préfet qui signa une décision annulant la partition du village et la décision municipale désignant M. comme chef de village. Ce dernier de son côté fit de la résistance et refusa de rendre sa médaille et son drapeau. Cette situation dura jusqu'en mai 2000, date à laquelle une élection fut organisée par le nouveau maire de la commune, nommé en 1999. Le village fut réuni sous la direction d'un chef plus jeune avec comme conseillers les deux précédents

rivaux. Au début de l'année 2001, le nouveau chef élu, jugé trop rigoureux fut menacé de destitution ; le maire intervint pour rétablir l'ordre, mais la tension persista. Aux dernières nouvelles à la fin juillet 2001, le village serait en phase d'être partagé entre trois chefs. En dehors des querelles de chefferie, il y a également une concurrence entre les chefs, qui rivalisent de cadeaux à l'attention du maire pour gagner sa confiance afin d'être nommé chef de groupe. Toutes ces rivalités font régner une ambiance de jalousie qui se propage jusqu'au niveau des populations. Pendant notre séjour dans la région, il a été évoqué à plusieurs reprises le cas de dignitaires morts par suite d'empoisonnement. Le prédécesseur du maire actuel en aurait été victime. Dans ces conditions, il suffit d'un rien pour que les esprits se s'échauffent et que se déclenchent des affrontements entre groupes rivaux.

Du côté des éleveurs, les problèmes ne manquent pas. En dehors du maire nommé par le Président de la République sur proposition du ministre de l'Intérieur, tous les autres postes (conseiller municipal, représentant de la FNEC, président du GIP, du FELGIP, de l'UP, etc.) font l'objet de luttes acharnées de la part des ardo pour y accéder. L'enjeu est d'autant plus important que chez un ardo Mbororo, être nommé chef est un grand privilège, dans la mesure où l'accession à un poste de responsabilité au sein de cette société permet de gagner le respect de tous, et surtout d'attirer de nouveaux éleveurs sous sa protection. Il ne faut également pas oublier les avantages économiques de telles nominations, lesquels se présentent sous forme de dîme annuelle (*Zaakat*) ou de prime : prime de gestion des pharmacies vétérinaires pour les représentants de FNEC, prime d'accès au marché à bétail, etc. Comme pour les chefs de villages Banda, corruption des autorités administratives, gris-gris, maraboutage, et tant d'autres méthodes seraient utilisées pour obtenir les places.

Cette situation remet souvent en cause la bonne marche des activités agricoles et pastorales de la région en compromettant certaines initiatives intéressantes. C'est ce qui est arrivé entre les villages voisins de Gbotolo et de Chimbolo dont nous avons parlé dans le chapitre précédent. En effet, malgré les efforts des responsables de l'ANDE de Bambari pour associer les habitants de Chimbolo dans l'unité pastorale de Gbotolo, l'Ardo de ce village



s'y est toujours opposé, exigeant de l'ANDE la création d'une nouvelle unité pastorale chez lui. Depuis 1999, les responsables régionaux hésitent à donner une réponse positive à sa demande. Par contre le ardo de Gbotolo se plaint de plus en plus de la destruction des clôtures en fils barbelés qui empêchent le bétail de sortir du secteur de pâturages ; il soupçonne son voisin d'être à l'origine de ces sabotages, avec la complicité du maire qui serait son ami.

Des exemples de ce type sont nombreux et mettent parfois en confrontation les autorités Mbororo et Banda. Sur ce dernier point, nous citerons deux exemples. Le premier, qui nous a été relaté par l'adjoint au maire de Ouro-Djafun concerne le conflit qui opposa en 1998 le chef du village Bamodo (45 km de Bambari sur la route de Ndjoubissi) avec le maire de Ouro-Djafun à la suite du vol d'un veau par un habitant de ce village. D'après l'adjoint au maire, le chef de Goubali aurait estimé que le vol s'étant déroulé sur son territoire villageois, il était de son autorité de trancher l'affaire. Le fait que le maire ait fait arrêter et condamner le coupable était considéré comme un abus d'autorité. Très écoutés des autres chefs du village et du maire de la commune de Danga-Gboudou, les chefs demandèrent aux populations Banda de ne vendre aucun produit agricole aux éleveurs. Il s'ensuivit une grave pénurie alimentaire chez les Mbororo qui durent faire recours au préfet et au sous-préfet pour calmer la situation.

Le second cas est celui de l'amende jugée trop élevée, infligée à un éleveur Ngadjawa par le premier adjoint au maire de Danga-Gboudou suite à la destruction d'un champ de manioc par son bétail. Informé de l'affaire, le maire de Ouro-Djafun interdit la vente de viande de bœuf à tous les Banda. D'autre part, les agressions contre les Banda s'aventurant en profondeur dans la zone pastorale pour la cueillette se multiplièrent, au point que dans la région, les autorités préfectorales et sous préfectorales crurent en 1998 qu'on allait aboutir à des affrontements inter-communautaires. Fort heureusement, à force de conciliation, les différentes autorités sont parvenues à des compromis qui ont permis de calmer la situation. Cela n'empêche qu'à force de disputes, agriculteurs et éleveurs même s'ils cohabitent et donnent l'impression de bien s'entendre, entretiennent une

certaine méfiance mutuelle sous-jacente qui fait obstacle à une collaboration sincère et constructive. Il en est de même du rôle des féticheurs et marabouts.

## 2. Le rôle néfaste des devins et marabouts

Les devins, "*nganga*" en Sango (qui sont en fait de grands "sorciers") et les marabouts ("*maloum*") jouissent d'un statut particulier dans la société du Nord-Est centrafricain. En effet, bien que pratiquant presque tous le christianisme pour les premiers et l'islam pour les seconds, Banda et Mbroro ne se sont jamais détachés de leurs croyances ancestrales. Ils continuent toujours à donner une âme aux animaux, aux phénomènes et aux objets naturels. Ceux chargés de maîtriser et de canaliser ces forces sont les devins-guérisseurs et marabouts. A propos de ces derniers, A. Kourouma (1968) en dresse le portrait suivant " *sage et respecté, envoûteur et sorcier, il a un rôle de chef religieux et aussi de celui qui écoute les personnes qui viennent le voir en espérant qu'il pourra résoudre leur problème*". Aussi étrange que cela puisse paraître, féticheurs et marabouts font partie des réalités et du vécu des populations. Loin de discuter ici de la nature et de la rationalité de leurs actions, il convient de souligner les effets de cette croyance revêt les villages de la région en matière de cohabitation et de problèmes de gestion de l'espace. "*Manipulateurs à leur profit de la croyance des autres*"<sup>41</sup>, ces individus utilisent parfois leurs atouts pour influencer les réactions de leurs sujets dans les rapports qu'ils entretiennent avec les autres. Plusieurs exemples observés dans le Nord-Est de Bambari soutiennent cette hypothèse.

Le premier exemple concerne chez les Banda les pratiques de magie dans les parcelles de cultures et les sorts jetés aux animaux de trait (cf.

---

<sup>41</sup> Comme le souligne De ROSNY (1992), Devins et marabouts prétendent détenir le don de comprendre pourquoi le malheur s'abat sur la personne qui vient les voir. D'habitude ils pratiquent des rituels et consultent leurs oracles ( pour les devins) ou leur livre sacré (dans le cas des marabouts), ce qui leur permet de prodiguer des conseils et indiquer quel sacrifice il convient de faire. Ils les interprètent ensuite, pour dire comment les forces surnaturelles du monde ont réagi. De manière générale, féticheurs et marabouts protègent et cherchent à établir un équilibre entre la vie et la mort, les malheurs et les moyens de ne pas se laisser détruire par eux. Mais ils peuvent aussi jeter des mauvais sorts et provoquer des malheurs.

Chapitre VI.). Les 17 victimes recensées dans toute la région, ont toutes eu recours soit à des devins-guérisseurs, soit à des marabouts pour aboutir à ces conclusions. Ces victimes étaient tellement convaincues qu'elles n'ont pas hésité à accuser ouvertement leurs supposés ennemis et à porter plainte auprès des chefs de village ou du maire. Ce qui s'est dans beaucoup de cas soldé par des affrontements entre villageois, et parfois entre parents. Chez les Mbororo, on retrouve les mêmes phénomènes mais sous la forme des métamorphoses. D'après les populations, certains d'entre eux disposeraient de pouvoir leur permettant de se métamorphoser en lion pour tuer les bœufs des autres éleveurs. Cette pratique serait une stratégie visant à s'approprier un site de pâturage en éloignant les autres éleveurs, par la psychose du risque de perdre une partie de son bétail. Les conséquences spatiales de telles actions sont les migrations vers les zones plus sécurisées, et notamment les zones agricoles. Chez les agriculteurs, la parade est la dispersion et l'isolement des champs, des pratiques qui augmentent les risques de dégâts aux cultures avec les conflits qui les accompagnent.

Le second exemple a trait aux motivations économiques des marabouts et des devins-guérisseurs. Le travail de marabout ou de féticheur loin d'être une activité philanthropique est très rémunérateur, car pour interroger les oracles ou bénéficier d'une prière protectrice il faut déboursier de l'argent. Les frais de consultation varient selon l'importance du problème pour lequel on consulte, l'importance du plaignant et la compétence de celui à qui on s'adresse. Les prix varient dans la région de 500 FCFA à 5 000 FCFA pour une consultation, et ne tiennent pas compte des éventuels sacrifices ou traitements ultérieurs, qui sont naturellement plus coûteux. Dans un milieu rural où les activités agricoles sont peu rémunératrices et où le circuit commercial est peu développé, les revenus tirés de ces activités sont relativement énormes. Bien que très discrets, nous avons constaté que les devins, et surtout les marabouts étaient parmi les plus aisés de la région. Cette richesse se manifeste à travers le nombre de femmes et d'enfants à charge et la pratique d'un petit commerce d'appoint. Un jour, nous avons été surpris lors de l'une de nos sorties de terrain à Maloum de

nous retrouver face à un troupeau énorme que l'on nous a présenté comme étant celui de l'un des plus grands marabouts du village. On comprend bien que pour défendre cette manne, ces individus n'hésitent pas à user de stratégies, sans tenir compte des éventuels conséquences dramatiques.

Pour les devins Banda, l'installation des éleveurs sur les anciens sites de leurs villages, les aurait éloignés ou coupé des possibilités d'accès à leurs oracles, et à la plupart des plantes qu'ils utilisaient pour guérir les gens. Cette situation associée à la concurrence des marabouts Mbororo a fait naître et renforcer le discours concernant la soit disant vengeance des ancêtres contre les populations Banda de la région. Les ancêtres, d'après les partisans de ce discours, seraient mécontents que leurs petits-fils n'aient pas été capables de protéger le territoire qui leur avait été laissé en héritage, contre les envahisseurs Mbororo.

Ces croyances, malgré plusieurs décennies de partition de l'espace, entretiennent l'ambition de reconquête territoriale qui réapparaît chaque fois qu'il y a un problème entre Banda et Mbororo. Certains habitants extrémistes (9% environ des personnes interrogées) sont même hostiles à l'utilisation du bétail pour les cultures. C'est disent-ils, des bœufs envoûtés que les Mbororo vendent aux agriculteurs, pour endormir leur vigilance et en profiter pour occuper la totalité de leur territoire. Cette façon de penser ne va pas dans le sens de l'amélioration des relations entre les deux communautés et de l'intégration des activités.

Ce qui est préoccupant, c'est qu'on retrouve ce discours chez les marabouts Mbororo à travers la mise en place des brigades d'anti-zaraguinas<sup>42</sup>. La mise en place de cette brigade en effet, constituerait l'objet visant non seulement à défendre la population contre les brigands mais aussi à prévenir un éventuel conflit qui opposerait agriculteurs Banda et éleveurs Mbororo. La préparation des gris-gris d'invincibilité serait l'œuvre de deux grands marabouts : l'un domicilié à Maloum et l'autre au quartier Lawan à Bambari. Depuis le début d'activité de ces milices en 1998, la plupart des Mbororo, et surtout les jeunes, au dire des agriculteurs Banda (41%) seraient devenus très arrogants et agressifs ; assurés disent-ils de la

---

<sup>42</sup> A ce propos, se référer au chapitre IV.4

puissance protectrice des gris-gris. Fausse accusation ou vérité, en tout cas en 2000, on a déploré dans la région sept cas de blessures graves infligées par ces jeunes porteurs de flèches aux Banda lors des disputes. Plus grave encore, les Banda ont tué un éleveur et abattus plusieurs bœufs en représailles. Un des ardo que nous avons interrogé en octobre 2000 à ce sujet, et concernant l'élargissement de ces pratiques aux populations Banda, nous a répondu que les gris-gris étaient leur moyen de défense personnel et qu'ils (les Mbororo) ne pouvaient offrir une telle arme à leur ennemi de peur qu'elle ne soit retournée contre eux. C'est dire la grande méfiance qui règne entre ces deux communautés.

Comme nous venons donc de le constater, féticheurs et marabouts par leurs actions sont parfois, si ce n'est souvent, à l'origine d'un climat de méfiance, qui contribue à maintenir la région dans une situation économique et sociale difficiles. Il faut dire qu'ils sont soutenus dans ces pratiques par certains grands commerçants et leaders d'opinion des deux communautés.

### **3. L'influence des grands commerçants musulmans et des "leaders d'opinion"<sup>43</sup> des deux communautés**

Parallèlement aux féticheurs et marabouts qui exercent sur la population une influence mystique, il existe dans le Nord-Est de Bambari comme partout en RCA des d'individus ayant de par leur statut social ou leurs activités ou "richesses", une grande influence sur le reste de la population. C'est le cas de certains grands commerçants et leaders d'opinion des différentes communautés vivant dans cette région. A Bambari, il existe deux catégories de grands commerçants : les Libano-Syriens qui monopolisent le commerce de gros des produits manufacturés et qui détiennent les principaux magasins de la ville, et un autre groupe hétérogène constitué de gens d'origines diverses : Fulbés du Cameroun,

---

<sup>43</sup> Nous désignons par ce terme tous les populations villageoises hormis les chefs et les maires, ayant une voix prépondérante dans les décisions du village. Nous pensons ici aux différents présidents de groupements, aux meilleurs planteurs et représentants des partis au pouvoir.

Tchadiens, Soudanais, Nigériens (Haoussas), quelques grands ardo Mbororo, etc. C'est de ce dernier groupe qu'il sera question dans notre propos. Nos différents entretiens sur le terrain font apparaître que ceux-ci disposent de stratégies d'accumulation basées sur des réseaux de commerce dans plusieurs secteurs d'activités tels que les négoce des produits vivriers, du bétail et des biens manufacturés. Ces grands commerçants peu nombreux, constituent le noyau de la bourgeoisie locale. Vivant presque tous à Bambari, ils exercent une grande influence en milieu rural, surtout éleveur.

En effet, les enquêtes font apparaître que beaucoup d'entre eux détiennent de grands troupeaux, allant de 300 à 700 têtes de bétails. Le troupeau de l'un d'entre eux, *El adj* T... atteindrait 1000 bœufs. Le bétail serait, par souci de discrétion, généralement réparti en petits troupeaux de quelques dizaines de têtes confiés à la garde de plusieurs amis Mbororo qui, dans beaucoup de cas ne se connaîtraient pas. Le problème qui se pose, est que dans leur souci d'augmenter la taille de leur troupeau, d'engraisser le bétail afin de lui donner une bonne valeur marchande, ces commerçants conseillent à leurs "bouviers "de les mener sur de meilleurs pâturages, qui compte tenu de la dégradation de ceux de la zone pastorale se trouvent sur les jachères de la zone agricole. Sous la pression de ces commerçants influents qui leur promettent protection en cas de problèmes avec les agriculteurs, les bouviers pénètrent dans la zone agricole où ils vont faire cohabiter leur bétail avec les parcelles de cultures. Inévitablement, on aboutit aux dégâts sur les cultures avec toutes les conséquences que cela engendre.

Ce qui complique les problèmes et envenime les conflits est la consigne qu'auraient donnée aux éleveurs les leaders d'opinion Mbororo, de ne se référer qu'à l'arbitrage d'un ardo ou du maire de la commune d'élevage en cas de litiges, ceci par crainte de parti pris . Mais les agriculteurs de leur côté reproche ce types de comportement aux autorités Mbororo. Nous avons également découvert que certains de ces commerçants étaient le plus souvent actionnaires des pharmacies vétérinaires mise en place par la FNEC, et détiendraient également (par l'intermédiaire des prête-noms) les petites échoppes installées dans la plupart des grands villages à forte

population Mbororo. Par ce biais, ils rentrent en contact avec les leaders d'opinion villageois, qui favorisent parfois l'installation de leurs troupeaux dans la zone agricole.

Le drame est que ces contrats passés clandestinement, ne servent uniquement que les intérêts de ces grands planteurs, chefs de partis, aux dépens de ceux de la majorité des populations villageoises. Ils ne se préoccupent pas en effet, des difficultés de cohabitations du bétail et des parcelles de cultures, ce qui abouti inmanquablement aux conflits. L'attitude de cette catégorie de la population Banda se justifie par leurs ambitions économique, sociale et politique. Sur les 25 présidents de GIR et meilleurs planteurs interrogés dans la région, 83% affirment vouloir devenir des commerçants, 11% des agro-éleveurs, 3,5% des chefs de villages et 2,5% des représentants de partis politiques. L'ambition de devenir commerçant chez tous s'explique par la possibilité de gagner quotidiennement de l'argent, un élément important permettant d'avoir une assise sociale et d'obtenir le respect de tous. *"Avec l'argent (me disait Simon, l'un d'entre eux à Ngouyali), on peut se procurer le matériel agricole nécessaire, se protéger par les meilleurs gris-gris et acheter tout ce qu'on veut. Regarde-les "Aladji,"<sup>44</sup> ils sont riches et n'ont peur de rien, ils ont tout le monde à leurs pieds"* avait-il ajouté. Cette ambition est complémentaire avec le rêve de certains de devenir agro-éleveurs, ce qui se révèle être une étape vers l'ouverture d'un petit commerce. C'est d'ailleurs le meilleur moyen de capitaliser l'argent du coton et d'autres produits vivriers. Devenir chef de village ou représentant de parti politique ne confère aux individus que le prestige de participer aux grandes réunions régionales en présence des autorités administratives et politiques régionales ou nationales. Pour atteindre ces fonctions, les gens sont obligés de s'affirmer d'abord économiquement, mais surtout intellectuellement pour les représentants de partis.

Dans tous les cas, chacun développe un certain nombre de stratégies pour parvenir à ses fins, lesquelles sont basées sur des discours et des comportements contradictoires au gré de leurs intérêts. A titre d'exemple, à Agoudou-Manga en août 1999, un des grands planteurs du village avait,

---

<sup>44</sup> Déformation de *El adj* en Sango.

pour une petite portion de champ de patates piétinée par le bétail, déclenché une expédition punitive contre un Ardo et sa famille, pourtant reconnu comme son ami et à qui il avait donné l'autorisation de s'installer près de ses parcelles. En fait au-delà des dégâts provoqués dans le champ de patates, l'agriculteur voulait seulement provoquer l'expulsion de l'Ardo, car ce dernier lui réclamait le prix de ses deux taureaux. Fort de sa crédibilité auprès de la population, ignorante du contrat passé avec l'éleveur, ce dernier a mobilisé tous les habitants en s'appuyant sur la thèse de tentative d'hégémonie Mbororo. Cette façon de faire qui a abouti au départ du malheureux Ardo, n'a fait que contribuer à entretenir des rancœurs entre les communautés. Il faut aussi ajouter qu'elle a contribué évidemment à annihiler toutes les possibilités d'intégration par le biais des querelles internes agriculteurs-éleveurs. Ces derniers, compte tenu de cette ingratitude deviennent de plus en plus méfiants vis-à-vis de leurs voisins Banda, voire réticents à toute collaboration.

A travers l'inventaire de ces points de blocage internes aux différentes communautés vivant au Nord-Est de Bambari, on se rend compte du poids de certains acteurs locaux dans les difficultés tant socio-économiques qu'environnementales que connaît cette région. Leurs attitudes motivées par des stratégies divergentes et souvent égoïstes, mises en place pour s'arroger un certain prestige social ou économique, s'ajoutent aux difficultés de l'Etat centrafricain de jouer efficacement son rôle de régulateur des crises.

## B. LES DIFFICULTES DE L'ETAT ET LE MANQUE DE VOLONTE POLITIQUE

### **1. Un Etat confronté à de graves problèmes socio-économiques et politiques**

Dès 1960, l'Etat s'est imposé comme le principal acteur de l'économie centrafricaine. Outre la poursuite de la mise en place des structures de l'administration, ce fût "l'étatisation" des principaux secteurs de l'économie marquée par un début de création d'entreprises publiques ou, la nationalisation de celles qui ne l'étaient pas. Les ramifications de



l'étatisation se sont prolongées jusqu'aux structures d'intervention en milieu rural. Celles-ci se virent attribuer non seulement l'encadrement des paysans à des fins de production, mais durent également organiser la commercialisation des productions agricoles et l'entretien des infrastructures comme les pistes et les routes rurales. Mais malgré l'acharnement des gouvernements successifs, cette politique interventionniste de l'Etat n'a jamais favorisé la mise en place d'une base solide pour le développement rural. Ceci pour deux raisons fondamentales qui constituent aujourd'hui de grands obstacles à l'intégration élevage-agriculture et au développement du Nord-Est de Bambari. Il s'agit de la stratégie du développement agricole et pastorale et du manque de promotion de structures privées.

En effet, pour ce qui concerne le premier point, au lieu d'une politique globale dans le domaine agricole et pastoral favorisant l'intégration de ces deux activités, l'Etat a plutôt privilégié une stratégie sectaire. Ainsi les écoles de formation de techniciens d'agriculture et d'élevage ont été séparées : l'un à Grimari pour les premiers et l'autre à Bouar pour les seconds. Cette scission dans les enseignements a du coup réduit l'esprit de complémentarité, au profit d'une attitude de méfiance entre les deux corps. Cette antagonisme se manifeste le plus souvent lors des litiges entre agriculteurs et éleveurs où, dans 86% de cas les jugements des agents d'agriculture et d'élevage locaux sont contradictoires. Ceci s'explique par la nécessité pour chacun de préserver son pain : *"j'ai été formé pour m'occuper des éleveurs et défendre leurs intérêts. Le jour où ils ne seront plus là je n'aurai plus de travail"* me déclarait un technicien d'élevage de la région,. Dans ces conditions, il n'est pas évident de promouvoir l'association des deux activités, si ceux chargés d'œuvrer pour sa réussite ne s'entendent pas. Ces querelles de compétence sont tellement profondes que les populations agricoles et pastorales en sont les grands perdants. Beaucoup d'éleveurs pratiquant l'agriculture se plaignent de ne bénéficier d'aucun conseil du technicien d'agriculture. Pourtant dans la région il en existe au moins trois : 1 technicien de la SOCOCA, et deux techniciens de recherche de l'Institut Centrafricain de Recherche Agronomique (ICRA). Mais aucun d'entre eux

n'intervient chez les éleveurs. De même, les agriculteurs jusqu'en 1998 ne bénéficiaient d'aucune assistance vétérinaire pour leur bétail de trait et leur petit élevage. Mais, depuis la mise en place des groupements d'éleveurs de bétail trypanotolérant (GET il y a trois ans, qu'ils ont pu avoir la possibilité de se procurer des produits. Cependant, faute d'encadrement ces produits sont mal utilisés, ce qui provoque des chimiorésistances chez les bœufs dont la mortalité demeure toujours élevée.

Quant au manque d'investissements privés dans l'agriculture et l'élevage, ses effets ont commencé à se faire sentir dès la moitié des années 1980, période à partir de laquelle l'Etat a commencé à se désengager dans le domaine agropastoral. Comme le souligne Malo (1997), *"le désengagement de l'Etat est apparu comme une configuration nouvelle directement liée aux politiques néolibérales d'ajustement structurel mises en œuvre par les bailleurs de fonds internationaux dans les années 80, avec comme objectif central la réduction de la dette, accompagné d'une relance de l'investissement privé et d'une limitation des contraintes et contrôles administratives"*. Dans ce contexte, l'Etat a été incité à prendre des mesures d'austérité pour redresser les finances publiques et rééquilibrer la balance des paiements. Ses marges de manœuvre ont été particulièrement réduites et les objectifs à atteindre ont été avant tout dictés sous la contrainte des financements extérieurs. Les répercussions de ce processus sur l'évolution des relations Etat/producteurs prennent aujourd'hui en Centrafrique l'allure d'une rupture, se traduisant par l'arrêt brutal de toutes protections et subventions, des structures d'encadrement et de vulgarisation. Au Nord-Est de Bambari, les techniciens de l'Agence Centrafricaine de développement Agricole (ACDA) sont en chômage à cause du manque de financement. Depuis trois ans, la SOCOCA a des difficultés pour ramasser le coton, au point que certains planteurs perdent parfois une bonne partie de leurs récoltes à cause des avaries. Les fonctions de base sont abandonnées et certains services administratifs démantelés.

Chez les paysans, ce processus de désengagement de l'Etat génère un climat d'incertitude pour les producteurs et de moindre sécurisation de l'environnement de la production, qui se traduisent par le développement de

stratégies de minimisation du risque ou de stratégies de repli. Dans certaines situations, la rupture liée à l'arrêt de tout financement ou subvention entraîne les producteurs dans des stratégies de survie : rémanence des produits de cueillette. Plus généralement les difficultés croissantes pour accéder aux moyens de production remettent en cause les perspectives d'amélioration de la compétitivité des filières par un accroissement des volumes des productions et/ou une intensification des techniques. Le seul domaine où l'Etat joue encore un rôle assez efficace est celui du contrôle de la commercialisation du bétail. Donc difficulté de l'Etat à assurer son rôle d'acteur du développement en milieu rural et notamment dans le Nord-Est de Bambari, à cause de graves problèmes financiers et de troubles sociaux et militaires liés au retard chronique de salaires (20 mois à ce jour) ; mais également lenteur administrative et manque de volonté politique.

## **2. Les carences du système administratif et le manque de volonté politique**

Dans un pays comme la RCA, l'Etat est le principal moteur du développement et l'administration demeure le support nécessaire à ses actions, en raison de l'insuffisance d'un secteur privé national efficace. Dans cette situation, le personnel administratif constitue le capital culturel du pays. Mais malgré cette caution officielle, le système administratif centrafricain souffre de carences criantes. L'une des plus importantes, instituée en système et reconnue de tous est la lenteur dans le traitement des dossiers. Elle se manifeste à tous les niveaux et concerne pour ce qui est des rapports agriculteurs-éleveurs le traitement des dossiers judiciaires.

En effet, pour le règlement de leurs affaires, éleveurs et agriculteurs sont souvent contraints de saisir la police, la gendarmerie ou carrément le tribunal de grande instance de Bambari. Malheureusement, au lieu que les dossiers soient traités rapidement, ils sont obligés de patienter pendant plusieurs mois, voire des années pour arriver à un verdict ; ceci, après plusieurs allers-retours entre leurs villages ou campements situés à des dizaines de kilomètres de la ville de Bambari où sont traitées les affaires. Ce

qui est beaucoup plus frustrant, c'est qu'il arrive parfois qu'après plusieurs mois, les protagonistes s'entendent dire que leur dossier a disparu, et qu'il faut reprendre la procédure. A cela, s'ajoutent les cas courants de partialité dans les jugements rendus. De telles situations font que très souvent des problèmes très simples se compliquent au fil des jours, à force d'influences diverses sur les différents protagonistes. A ce propos, l'exemple du Chef du village Kpéténé sur la route de Ndjoubissi nous semble très édifiante. En effet, en janvier 2000, à la suite d'une plainte déposée par ce dernier contre les éleveurs Ngadjawa pour l'envahissement de son territoire villageois, ce chef de village est passé sept fois à la gendarmerie. Puis l'affaire a été transmise au tribunal où il a dû comparaître trois fois avant de voir sa plainte rejetée après huit mois. Mécontent, le chef a abandonné l'affaire, arguant que les éleveurs ont fait pression sur les juges et les forces de l'ordre pour qu'ils puissent noyer l'affaire. Depuis, lui et ses habitants sont devenus très agressifs vis-à-vis des éleveurs et des autorités administratives.

La justice n'est pas la seule dans ce cas, les autres services de l'administration souffrent des mêmes maux. Au service des domaines par exemple, les dossiers d'acquisition de propriété transitent par un nombre incalculable de bureaux et ont besoin de tellement de signatures qu'il leur faut plusieurs mois pour qu'ils puissent aboutir. Cette lenteur et la complexité des pièces exigées sont si nombreuses qu'aucun paysan n'a les possibilités d'entreprendre les démarches. A titre d'exemple, l'Ardo I.M. installé au sud ouest du village Agoudou-Manga en 1993, a entamé en 1995 des démarches pour l'obtention d'un titre de propriété pour ses pâturages. Jusqu'à ce jour, en dehors du plan cadastral, il n'a toujours pas le titre provisoire de propriété. Dans ces conditions, on comprend pourquoi les populations rurales de la région n'ont pas confiance aux structures administratives en général et plus particulièrement à la justice. Une situation qui favorise des règlements de compte personnels, avec toutes les possibilités de dérives.

Il faut enfin souligner que la lenteur administrative, les conflits entre agriculteurs-éleveurs et la difficulté d'association ou d'intégration des activités agricoles et pastorales, témoignent d'un manque flagrant de volonté

politique. A titre d'exemple, les conflits opposant agriculteurs et éleveurs ont débutés à la fin des années 1950, et n'ont cessé de s'amplifier, devenant plus complexe au fil des années. L'Etat aurait bien pu les endiguer, en se concertant avec les différents groupes avant de décider de la partition de l'espace en 1970. Malheureusement, cette décision fut prise de la haut, sans aucune vision prospective, et ignorant que le pastoralisme Mbororo ne pouvait s'accommoder d'un espace fermé. De plus, aucune mesure ne fut adoptée pour veiller au respect des dispositions prises. Ce sont ces insuffisances qui ont favorisé le non-respect des zones, et contribué à l'installation anarchique des éleveurs dans la zone agricole. De même, elles expliquent la progression de l'agriculture en zone d'élevage.

On retrouve également ce manque de volonté au niveau des problèmes d'insécurité en zones rurales, entretenues par les zaraguinas, et qui déstabilisent les activités économiques. Depuis des années la région de Bambari a été très sinistrée à cause de ces bandits, sans que de véritables mesures de répressions soient prises. Depuis que l'Etat a décidé en 2000 de déployer des unités de patrouille de l'armée sur les axes menacés de la région avec des moyens rapides d'intervention, les attaques ont cessé.

Cet exemple montre bien que dans ces types de problèmes, tout dépend de la volonté politique des gouvernants. Malheureusement, celle-ci fait souvent défaut au point que les problèmes sont parfois contournés par des discours d'impuissance du genre *"l'agriculture et l'élevage sont les deux bracelets d'un même poignet, que l'on ne peut empêcher de s'entrechoquer"*, (selon un ancien ministre du développement rural). En termes clairs, les disputes entre les deux communautés pratiquant ces activités ne sont que des banalités, donc des préoccupations secondaires. Les discours de ce genre constituent une fuite en avant, un refus d'analyser correctement les problèmes, de les évaluer et de rechercher les solutions à y apporter. Cette attitude s'est amplifiée ces dernières années, avec les troubles militaires et l'accumulation des retards de salaires qui sont devenus des prétextes, permettant de se dérober à certains problèmes, notamment ceux du monde rural. En fait en agissant ainsi, l'Etat essaie de voiler ses difficultés d'ordre financier.

Les perspectives d'investissements publics posent le problème de la volonté de l'Etat à mettre en place des réformes économiques pouvant ouvrir l'accès aux ressources financières des bailleurs de fonds. En effet, la faiblesse de l'épargne intérieure mobilisable aux fins d'investissements publics oblige à recourir aux financements extérieurs soumis plus que par le passé à des conditionnalités de plus en plus rigoureuses. Or, la destruction des infrastructures économiques dans la capitale et l'instabilité consécutives à la rébellion d'une partie de l'armée en 1996, 1997 et 2001 ont provoqué une rupture de dialogue avec les bailleurs de fonds. En outre l'insécurité caractéristique de cette période compromet au moins à court terme la relance des activités du secteur privé. Face à cette situation, l'Etat malgré sa bonne volonté se retrouve impuissant et incapable de jouer efficacement de "chef d'orchestre" de l'économie nationale. Cette crise transparaît à travers le manque de dynamisme économique.

### C. LE MANQUE DE DYNAMISME ECONOMIQUE

#### **1. Faible niveau d'instruction de la population, carence des infrastructures sanitaires et problème d'acquisition de nouvelles technologies de production**

Dans l'ensemble du Nord-Est de Bambari, on compte 27 écoles pour une population scolaire de 1512 élèves, soit un effectif de 56 élèves par école correspondant à 20% environ de la population jeune de la région. Pour tous les villages enquêtés, le taux de réussite est très faible (16% à Ngouyali), et 70% des enfants scolarisés ne dépassent guère l'école primaire. Les villages manquent d'électricité ; de ce fait, les enfants qui ont la chance d'accéder à l'école doivent faire leurs devoirs à la lumière de lampes au kérosène. Hormis un des neveux du maire de la commune de Ouro-Djafun qui a obtenu le baccalauréat, aucun petit Banda n'a été signalé à ce niveau.

Ce manque d'engouement pour les études s'explique par la dégradation du statut de fonctionnaire, qui autrefois motivait les parents à pousser leurs enfants à l'école dans l'espoir de faire d'eux des agents de

l'administration : le "*moundjou vouko*"<sup>45</sup> en Sango. Aujourd'hui, l'accumulation des arriérés de salaires a décrédibilisé les agents de l'Etat, qui sont devenus des "mendiants" auprès des agriculteurs. Compte tenu de cette situation, la majorité des écoles de la région n'ont pas d'instituteurs, ces derniers n'ayant pas de moyens financiers pour regagner leurs postes. Or on sait que la modernisation de l'agriculture ne peut être possible que si les populations rurales disposent d'un minimum d'instruction pour suivre et respecter les consignes des vulgarisateurs de nouvelles technologies. A ce titre, l'analphabétisme croissant dans la région constitue un sérieux handicap. Les difficultés apparaissent surtout au niveau de l'utilisation des intrants agricoles et des produits phytosanitaires. Dans le cas de la culture du coton, les agriculteurs pour éviter de se tromper dans les dosages sont obligés d'être assistés d'un encadreur formé sur le tas. Mais étant donné que dans chaque village il ne peut y en avoir plus de deux, et que les épandages d'engrais ou les traitements des parcelles en produits phytosanitaires se font à la même période, on aboutit souvent à des situations de blocage qui pénalisent de nombreux producteurs : baisse de la production à cause du non-respect du calendrier des traitements.

Sur le plan sanitaire, les rares dispensaires implantés dans la région n'existent que de nom. Tout comme les écoles, ces établissements sanitaires manquent de personnel et ne disposent pas d'équipements nécessaires à la conservation des médicaments qui ont besoin d'être réfrigérés. Quant aux établissements privés (missionnaires) leur dotation se limite au nécessaire de pansements, et à quelques comprimés de nivaquine et d'aspirine. Face à cette carence de l'encadrement sanitaire, la population livrée à elle-même est exposée à des pathologies diverses : parasitoses, infections bactériennes et depuis que le sida commence à s'étendre en milieu rural ; elles contribuent à réduire la population déjà peu nombreuse. Pour y faire face, les populations sont obligées de se tourner vers les guérisseurs traditionnels, que la complexité des maladies actuelles laisse souvent impuissants. Plus grave encore, cette population mal alphabétisée et affaiblie par les pathologies est

---

<sup>45</sup> Ce mot signifie littéralement "le blanc noir", c'est-à-dire l'africain qui a acquis le savoir faire de l'européen.

découragée par le manque d'un véritable circuit de commercialisation lié au mauvais état de l'infrastructure routière.

## **2. L'infrastructure routière peu développée limite l'accès aux marchés et à l'information**

Disposant d'un réseau de communication embryonnaire, souffrant de l'absence d'un système régional de transport, cette région est comme le souligne Mbringa (1993) "*enclavée dans un pays enclavé*". Or à l'intérieur d'un pays, l'accès aux marchés est dans une grande mesure tributaire d'un bon réseau routier. Ce qui n'est pas le cas du Nord-est de Bambari où sur l'ensemble de ses 3 600 km<sup>2</sup> de superficie, on ne compte moins de 500 kilomètres routes et pistes.

A cette insuffisance des routes s'ajoute leur vétusté. Les voies de communication mises en place pendant la colonisation ou au début des années 1960 se sont énormément dégradées, rendant certaines d'entre elles impraticables. A titre d'exemple, la route de Ndjoubissi est quasiment abandonnée depuis une quinzaine d'années. Il en est de même pour la route de Gboyoye et de toutes les pistes pastorales. Le service régional des travaux publics basé à Bambari manque de moyens pour entretenir les pistes, ce qui complique énormément le déplacement des véhicules. A en croire les populations de ces axes, il n'y aurait qu'un seul véhicule tous les quinze jours en moyenne au point que les déplacements se font à pied. Dans de telles conditions le transport de marchandises et de produits agricoles devient un travail pénible. Les populations se retrouvent *ipso facto* coupées de tout. L'absence de charrettes fait que tout soit transporté à dos d'hommes et de femmes, une situation d'autant plus difficile que les marchés sont généralement situés très loin des points de production de denrées agricoles. Cela ne constitue guère un encouragement pour des gens qui plus est, ne sont pas assurés d'écouler leurs productions. On voit donc que ce manque de services et d'infrastructures adéquats, abordables et fiables (transports, alimentation en eau et assainissement) se ressent dans la vie quotidienne des familles. Les familles pratiquent l'agriculture et l'élevage, mais elles ont



du mal à dépasser le simple niveau de subsistance par manque d'accès aux marchés, aux intrants et aux informations importantes, parce que les routes locales sont impraticables, qu'il n'y a pas de téléphone ou d'autres technologies de communications dans un rayon de plusieurs dizaines voire centaines de kilomètres, et que les principaux centres urbains ne jouent plus leur rôle de moteur du développement.

### **3. Bambari : une capitale régionale en perte de vitesse**

Jusqu'à la fin des années 1980, la ville de Bambari de par sa population et l'intensité des activités qui s'y déroulaient occupait le rang de deuxième ville de la RCA. En effet, située au Centre-Est du pays, elle jouait le rôle de relais entre Bangui et les régions de l'est et du nord. A ce titre, Bambari abritait toutes les délégations régionales des différents ministères du pays. Sur le plan économique la ville jouissait d'une grande influence. De nombreux magasins de gros (Dias-frères, SCKN, Moura & Gouvea) s'y étaient installés, auxquels s'ajoutaient les maisons de commerce de détail détenus par des Libano-Syriens. La ville servait de point de ravitaillement pour les autres villes et chefs-lieux des préfectures de la Haute et Basse-Kotto, du Mbomou, Haut-Mbomou, Bamingui-Bangoran et Vakaga. Ses cinq stations d'essence ravitaillaient tout l'Est centrafricain, tandis que sa gare routière servait d'escale obligatoire à tous les véhicules en transit vers les grandes villes de l'Est (Mobaye, Bangassou, Obo) du nord (Bria, Ndélé, Birao) et vers le Soudan. Les nuits étaient chaudes, agrémentées par les nombreux débits de boisson qui déversaient de la musique de tout genre, pour une clientèle hétérogène venue de tous les coins de l'Est, notamment les collecteurs et artisans miniers de la région de Bria. L'usine d'égrenage du coton de l'Union Cotonnière Centrafricaine (UCCA) devenue SOCADA, employait des centaines d'ouvriers, dont les revenus mensuels associés à ceux de nombreux agents de l'Etat garantissaient des débouchés aux produits vivriers des populations de campagnes environnantes.

Malheureusement, avec les crises socio-économiques de cette dernière décennie, Bambari a perdu de sa vitalité et sa place de deuxième ville au profit de Berberati située au sud-ouest. Le retrait de la CFDT, principal bailleur de fond de la SOCADA, a plongé cette société dans d'énormes problèmes financiers qui ont eu pour conséquence le licenciement des 3/4 des ouvriers de l'usine d'égrenage. Celle-ci ne fonctionne désormais que ponctuellement. Un à un, les grands magasins de commerce ont fermé leur porte, ne laissant que les Libanais à la capacité d'embauche et aux rémunérations dérisoires. Parallèlement à la décadence de l'Etat, les différents services régionaux ont vu le nombre de leur personnel diminuer énormément, et certains ont même disparu (Service régional du contrôle des prix par exemple). La plupart des grands bars qui attiraient la clientèle lointaine ont fermé leurs portes, tandis que le nombre de stations de carburant s'est réduit à deux. Aujourd'hui Bambari est une ville en perte de vitesse qui n'arrive plus à jouer son rôle de moteur du développement de l'espace rural qui l'avoisine. A cause du retard chronique de la fonction publique, les agents de l'Etat qui constituaient un noyau important de la clientèle des produits agricoles et de cueillette en provenance des campagnes sont obligés de subvenir eux-mêmes à leurs besoins. C'est également le cas des ouvriers de la SOCADA, dont beaucoup ont migré vers les zones minières de Bria ou vers la capitale Bangui. Les rares grands commerçants locaux Fulbés, tchadiens, Soudanais ou Nigériens malgré leur réputation d'hommes fortunés, n'ont soit pas de réels moyens de générer une dynamique économique digne de ce nom, soit refusent de le faire. En tout cas, leur nombre limité (cinq au plus) nous semble insignifiant pour mobiliser assez de richesses, dont l'investissement serait capable de relancer les activités de la ville. Encore faudra-t-il, que celles-ci soient soutenues par une conjoncture nationale favorable, ce qui n'est malheureusement pas le cas actuellement. Les conséquences de ce recul d'activités dans la ville de Bambari sont terribles pour les zones rurales environnantes, notamment dans le Nord-Est qui peu à peu se meurt ; ce malgré les énormes potentialités dont dispose la région.

## *Conclusion*

Ce chapitre nous a permis de faire l'inventaire des principaux problèmes qui empêchent la cohabitation et l'intégration des activités agricoles et pastorales au Nord-Est de Bambari.

Les problèmes proviennent tout d'abord de l'ego de certains membres influents des deux communautés installées dans la région : maires, Ardo, chefs de villages, grands commerçants et devins. Pour défendre leur privilège social et leurs intérêts économiques ils mettent parfois en place des stratégies qui la plupart du temps aboutissent à des mésententes et conflits entre les populations. C'est le cas de la lutte pour le pouvoir entre les dignitaires de même communauté, et des conflits d'autorité opposant les chefs Banda aux Ardo'en Mbororo. Il en est de même pour les pratiques clientélistes, entachées par la corruption, des grands commerçants musulmans ou encore de l'incitation des devins et marabouts à la conquête ou reconquête territoriale.

Ces comportements sont ensuite aggravés par : le manque de dynamisme économique de la région, due au faible niveau d'instruction des populations (ce qui ne favorise pas l'acquisition de technologies nouvelles), un encadrement sanitaire préoccupant, des infrastructures routières peu développées et en voie de délabrement, ainsi que la baisse du pouvoir d'achat de la population urbaine de Bambari. Tous cela constituent de sérieux obstacles à l'écoulement et à commercialisation des produits agricoles.

Enfin, il serait grave d'occulter les difficultés actuelles de l'Etat, principal acteur de la vie économique du pays, accablé de dettes, confronté aux troubles sociaux et militaires, et qui s'est quasiment désengagé de son rôle économique en milieu rural. Face à la détresse des populations locales, que faire pour résoudre les problèmes ? La réponse à cette question est l'objet de notre prochain chapitre.

## **CHAPITRE X : LES POSSIBILITES DE COHABITATION AGRICULTURE/ELEVAGE**

### **A- DE TIMIDES PREMISSES D'INTEGRATION SOCIO-ECONOMIQUE**

Malgré leurs difficultés à s'entendre sur le plan territorial, force est de constater que sur le plan social et économique, les relations entre les éleveurs Mbororo et les agriculteurs Banda sont en pleine évolution. En effet, la longue cohabitation des deux communautés et la crise économique que connaît le Centrafrique depuis plusieurs années, ont fait naître et renforcer pour ces deux communautés des intérêts convergents. Cette convergence est actuellement reconnue par les deux parties ; elle se manifeste surtout sur le plan économique et social.

#### **1. Une interdépendance économique**

*"L'Etat ne pense pas à nous, sans les Mbororo nous serions encore plus pauvres que maintenant, c'est grâce à eux que nous arrivons à gagner un peu d'argent pour nous procurer du sel et du savon".* C'est en ces termes que me répondait un chef de groupement d'intérêt rural du Nord-Est de Bambari. Cette réponse souligne le rôle majeur des relations économiques entre agriculteurs et éleveurs dans cette région. 91% des Banda interrogés à ce propos affirment entretenir ce type de relations avec les Mbororo. Chez ces derniers c'est tout le monde qui le reconnaît. L'essentiel des échanges concerne les produits vivriers : approvisionnement en denrées agricoles et en viande de bœuf.

De nombreuses études dans ce domaine, notamment celles de Boutrais (1985) et de C. Lemasson (1990) ont montré que les éleveurs dépendants sur le plan alimentaire, du disponible en céréales et tubercules sur le marché, préfèrent acheter le manioc au village voisin. Dans notre zone d'étude, si 52% des 45 éleveurs que nous avons interrogés affirment pratiquer l'agriculture, seuls 10% arrivent tant bien que mal à satisfaire

leurs besoins alimentaires. Le reste est obligé de se ravitailler au marché, car la pratique de l'agriculture ne lui permet pas de couvrir entièrement ses besoins. Le recours aux populations voisines permet de bénéficier des prix beaucoup plus bas que dans les marchés et de limiter la fatigue due au transport. De plus, lorsque le marché n'offre pas de manioc, l'agriculteur peut toujours "dépanner" l'éleveur en partageant sa propre réserve avec lui. Très souvent, les éleveurs voulant s'assurer une certaine sécurité achètent d'avance une récolte en réservant leurs droits sur un champ sur pieds. Quant aux femmes Mbororo, elles troquent de temps en temps un peu de lait ou de beurre contre quelques condiments.

A force de fréquenter les villages pour vendre du lait et du beurre, la méfiance de la plupart de ces femmes anciennement installées s'est apaisée, rendant les contacts plus nombreux. Le passage des éleveurs à l'agriculture s'est révélé propice à la multiplication de ces échanges. Au village Tagbara, un Ardo qui s'est installé avec sa famille et une partie de sa population il y a une quinzaine d'années, nous disait qu'au début, lui et sa famille avaient dû avoir recours aux hommes Banda pour leur prêter main-forte à l'ouverture de leurs champs. Pour les premiers essais, c'était des champs de maïs et de riz situés près de la rivière *Apagara*. Le temps du défrichage long et pénible pour les non-habitués fait que les Mbororo apprécient énormément l'aide extérieure, qu'ils rémunèrent surtout en nature (veau, mouton ou cuisse de bœuf) et en argent (15 000 FCFA en moyenne pour 25 ares). Entre la fourniture des boutures, l'apprentissage des façons culturales, les femmes d'éleveurs participent aux semis et au sarclage. Pendant la saison sèche, elles participent à la surveillance des champs de manioc de leurs amies Banda, à la récolte et au rouissage. On voit donc que tout un réseau de relations interprofessionnelles se crée, pendant lequel la famille d'éleveur est en position de demandeur ; même si ces bonnes relations sont parfois inégales.

Toutefois, avec l'avènement des agro-éleveurs, on assiste au début de l'établissement d'une véritable réciprocité des échanges. En effet, les Banda de tradition purement agricole, sont de plus en plus nombreux (22% de ceux interrogés) à investir dans l'élevage bovin. Ils se rapprochent alors le plus

souvent des milieux Mbororo pour acheter leurs premières têtes de bétail. A mesure qu'ils agrandissent leurs troupeaux il leur faut faire face au gardiennage, à l'alimentation du bétail, au diagnostic des maladies, aux soins, etc. Un tel apprentissage demande un formateur expérimenté, un rôle que l'éleveur Mbororo est très fier de remplir. Comme l'avait déjà constaté C. Lemasson (op.cit), les échanges se font en *sango* (langue nationale centrafricaine) mais tous les noms de bœufs, couleurs de robes, noms de maladies et de produits vétérinaires sont enseignés en *foulfouldé*. Les agriculteurs possédant des paires de bœufs pour la culture attelée ont également recours à l'aide des éleveurs Mbororo lorsque leur bétail est malade.

Une certaine cohabitation territoriale s'installe et les relations d'interdépendance sont le garant de la réussite. Dans certains villages (Agoudou-Manga, Andjou, Bamodo) nous nous sommes rendus compte que l'installation des éleveurs dans la zone agricole découlait parfois d'un arrangement avec les agriculteurs près des champs desquels ils s'étaient installés. Un détail important : la plupart de ces contrats n'ont été possibles que parce qu'une partie du troupeau de l'éleveur appartenait à son ami Banda. Cette complémentarité est non seulement sécurisante, mais également valorisante, puisqu'il y a un transfert mutuel de connaissances et de savoir-faire. La modalité financière la plus courante reste le troc, exception faite des achats des récoltes à l'agriculteur et des produits vétérinaires à l'éleveur. De facto, nous pouvons affirmer qu'une « symbiose » naturelle s'installe. Elle n'est pas le fait d'une intervention extérieure quelconque ou d'un projet de développement, mais le fait d'hommes et de femmes de cultures différentes dont les intérêts, modifiés par les bouleversements économiques, sont devenus convergents.

## **2- La lutte contre l'insécurité et l'aspiration de tous à la paix**

L'insécurité qui sévit en Centrafrique depuis le début des années 1990 a, dans le Nord-Est de Bambari comme dans les autres régions agropastorales, rapproché les éleveurs des zones où habitent les populations

agricoles. Cette invasion des régions de savanes par des bandits armés dénommés "*zaraguinas*" que nous avons déjà évoquée a semé un sentiment généralisé d'insécurité. Les éleveurs qui ont reçu la visite des "*zaraguinas*" ont été pillés, leurs réserves d'argent dévalisées, leur bétail vendu de force. Certains ont été maltraités et plusieurs sont morts. Devant une telle insécurité, un grand nombre d'éleveurs s'est rapproché des axes routiers. Tout le long de la route Bambari-Ippy, la quasi-totalité des villages Banda côtoient ceux des Mbororo. Rien ne dit que ce déplacement est définitif, mais il a pourtant des conséquences familiales et pastorales non négligeables.

En effet, c'est la première fois que des Mbororo se constituent en villages. Traditionnellement, pour ne pas provoquer de concentration de bétail trop importante (environ 500 têtes), les éleveurs ont dû se diviser par petits campements de trois à quatre familles très isolés et donc vulnérables face aux « *zaraguinas* ». Ils ont dû se résoudre à regrouper les campements en villages et à se séparer du bétail. Avec 89 bovins par famille, un village de plusieurs dizaines de familles concentrerait au même endroit des milliers de bovins. Le pâturage ne résisterait pas à une telle situation. Le bétail est donc fractionné, à l'écart du village, sous la garde de grands fils ; mais le fait important est que l'éleveur, proprement dit, est pour la première fois séparé de son bétail. L'installation de ces populations dans les villages a renforcé les relations entre deux communautés qui, à plusieurs reprises, se sont mobilisées pour organiser des battues. A titre d'exemple, au mois de juillet 2000, des "*zaraguinas*" ont été signalés sur les rives de la Baïdou où ils auraient attaqué un couple d'agriculteurs Banda. Très rapidement, les agriculteurs des "*fermes agricoles*" du nord de Séko, Ngouyali et Goubali, se sont concertés avec les Ngadjawa vivant dans cette partie de la zone agricole pour chasser les bandits. Armés de fusils de fabrication artisanale, de machettes et de flèches, ils se sont dépêchés sur les lieux de l'agression. Malheureusement, les « *zaraguinas* » alertés de la coalition des agriculteurs et des éleveurs avaient déjà pris la fuite.

Il faut souligner que les brigades « anti-*zaraguinas* » défendent aussi bien les populations Banda que Mbororo. Ces actions elles contribuent fortement au renforcement des liens entre ces deux communautés, qui tous

aspirent à la paix. A ce propos, 93% des éleveurs déplorent les fréquentes disputes les opposant aux agriculteurs. Tous souhaitent vivement qu'elles cessent, pour laisser place à des relations plus amicales. Tout le long de nos enquêtes, nombreux sont ceux qui ont revendiqué leur appartenance à la nation centrafricaine. Sur les 105 familles Mbororo interrogées, 66% (hormis les grands-parents) affirment être nés en Centrafrique. Chez les jeunes, la question de la nationalité ne se pose pas et beaucoup ne demandent qu'à vivre comme les autres jeunes centrafricains, libres d'aller à l'école et de voyager sans contraintes.

## B. LA TRANSFORMATION DE LA MENTALITE DES JEUNES

Un des plus grands espoirs de l'intégration des activités agricoles et pastorales réside dans la transformation des mentalités des jeunes de la région en général, et particulièrement celle des jeunes Mbororo. Cette affirmation trouve sa justification dans la thèse culturaliste qui stipule que c'est *"la culture qui détermine la structure de la psyché"*. Cette culture s'appuie et se transmet par tout un ensemble d'institutions qui, dès la petite enfance, vont conduire le jeune à l'adoption de comportements spécifiques valorisés dans son milieu : les comportements vis-à-vis des étrangers, le respect de l'autre, etc. Mais ce changement de mentalité est surtout le fait de deux éléments importants : l'école moderne et l'influence des villes

### 1. L'école moderne

Elle joue un rôle déterminant dans le comportement des enfants Mbororo, en favorisant chez eux l'intériorisation de nouvelles façons de voir le monde. En effet, dans la société traditionnelle Mbororo, l'éducation de l'enfant était surtout tournée vers une vie en brousse, auprès de son troupeau et dans un cadre constitué majoritairement de ses proches. Pour cela, on lui enseignait des comportements à adopter vis-à-vis du danger : la peur de l'humiliation, la maîtrise des émotions, etc. Toutes ces techniques éducatives (complètement intégrées par les adultes et devenues quasi-



naturelles) interviennent de façon primordiale dans la mécanique de la formation de la personnalité de l'enfant Mbororo, dans l'intériorisation des valeurs communes, des stéréotypes et des conduites spécifiques et participent à la reproduction sociale. Elles tirent leur essence des valeurs fondamentales qui régissent la société peule dont font partie les Mbororo, regroupées dans la "*pulaaku*", qui comporte d'après Dupire (1970) "*hakkiilo*" (le discernement), "*semtende*" (la retenue qui évite la honte) et "*munya*" (la patience). C'est pourquoi, semble-t-il, que les Mbororo en général évitent des actes anti-sociaux non par peur des sanctions mais par peur de l'humiliation. C'est pourquoi les Mbororo évitent (de moins en moins aujourd'hui) au maximum le contact avec les populations non-Mbororo. Mais ce faisant, ils se sont privés de l'opportunité offerte de mieux faire connaissance avec les autres populations, et par conséquent d'accélérer leur intégration à la société centrafricaine.

Ayant pris conscience que les multiples tracasseries dont ils ont été l'objet, et qu'ils continuent de subir de la part des autorités administratives et des autres populations, provenaient en grande partie de leur "analphabétisme", l'attitude des Mbororo s'est considérablement modifiée. En effet, les éleveurs se sont rendus compte que, seul un programme de formation à tous les niveaux leur donnera les armes nécessaires pour faire face à la modernité. Comme le souligne C.Le Masson (op.cit), la connaissance ("*an dal*") revêt une grande importance. Elle est transmise par un marabout ("*maloum*") au cours de l'enseignement coranique. Les Mbororo estiment qu'autrefois peu de jeunes participaient à la formation coranique qui est pratiquement systématique de nos jours et à laquelle les parents semblent très attachés. Il y a eu pendant longtemps un rejet catégorique de l'école publique officielle, considérée alors comme anti-islamique.

Mais depuis la fin des années 1980, le nombre d'élèves dans les écoles a régulièrement progressé, passant de 36 en 1989 à 272 en 1999<sup>46</sup>. Certains Mbororo assez riches ont même embauché un instituteur pour mettre à niveau leurs enfants avant de les intégrer dans l'école moderne. Dans ces établissements publics, les enfants Mbororo côtoient les petits Banda. Ces

---

<sup>46</sup> Chiffres recueillis auprès de l'Inspection primaire de la Ouaka en 2000.

contacts favorisent les échanges culturels et la création d'un réseau d'amitiés solide et contribuent à des transformations profondes de la mentalité des jeunes. Tous les responsables de familles Mbororo interrogées à propos de cette mutation de l'attitude des jeunes sont unanimes sur le fait que le comportement de leurs enfants ne répond plus aux normes traditionnelles d'antan.

Lors d'une tournée dans notre zone d'étude, nous avons été surpris de voir l'adjoint au maire de la commune d'élevage de Ouro-Djafun nous sortir une glacière remplie d'eau fraîche. Interrogé sur sa provenance, il nous a répondu : "*maintenant nous ne vivons plus comme nos parents, nous profitons pleinement de notre élevage tout en préservant l'essentiel*". Il disait avoir suivi des études jusqu'au Lycée, et était fier de tous ses enfants inscrit à l'école moderne. De plus, un de ses cadets ayant obtenu son baccalauréat en 1999 suivait des cours de droit à l'Université. Hormis cet exemple, grâce à la DAM, nombreux sont des jeunes Mbororo qui suivent des formations techniques, notamment dans les domaines des soins de santé primaires, de la gestion ainsi que des techniques artisanales de transformation du lait qui connaissent un grand succès auprès des femmes. Sur ce dernier point les éleveurs de Gbotolo sont réputés pour leur fromage.

Comme nous le constatons, l'ouverture des Mbororo au monde moderne à travers l'école publique, engendre un brassage des cultures et la transformation des rapports des uns aux autres. Dans nos entretiens à propos des heurts entre agriculteurs et éleveurs, nous nous sommes rendus compte que les jeunes étaient ceux qui avaient le plus de retenue. La majorité parle le *foulfouldé*, certains allant même jusqu'à s'islamiser. Autant de comportements qui renforcent la confiance et ouvrent les perspectives d'une cohabitation beaucoup plus fructueuse.

## **2. L'influence des marchés et des villes**

Marchés et villes sont des points de brassage où se côtoient des populations d'origine et de confessions diverses. L'évolution des sociétés Banda environnantes, la fréquentation des marchés, lieux de rencontres et

de nouveautés, marquent les esprits et notamment ceux des Mbororo. Contraints d'abandonner tels usages et d'adopter telle pratique (la consommation du manioc ou l'agriculture, par exemple), les mentalités se transforment progressivement par étape. *"Chaque palier est un mélange de deux cultures, un métissage forcé pas toujours indolore où le décompte des gains et des pertes ne se calcule pas en terme de choix"* (Le Masson, 1992). Ce métissage transparaît chez les enfants que certains adultes accusent de beaucoup de maux (manque de sagesse, sottise, impolitesse, etc.), car ayant l'esprit trop ouvert sur le monde. Les jouets des enfants, autrefois tirés de l'argile ou du bois avec des formes inspirées du zébu, se sont transformés en petits camions en plastique rapportés de la ville ou en petits véhicules en bambou. Chez les jeunes adultes, il n'est plus question de mettre le grand boubou, le pantalon coupé court et les chaussures en caoutchouc qui caractérisaient les Mbororo d'autrefois. Comme le souligne cet auteur, « *les référents symboliques* » se sont modifiés en fonction des apports extérieurs qui sont d'autant plus nombreux que la plupart des éleveurs sont sortis de la brousse et se sont approchés des axes routiers. Le monde de l'élevage s'éloigne peu à peu de l'enfant Mbororo, il n'est plus uniquement constitué de la brousse, du cours d'eau et du troupeau. L'enfant adopte les habitudes du monde qui l'entoure. C'est un monde régi par la technologie moderne, les bicyclettes, les voitures, les fusils. Des réalités qui ont changé leurs rapports aux autres et permettent de relativiser les problèmes et surtout de dialoguer sur les mêmes bases.

C'est à ce niveau que la transformation de la société Mbororo constitue un espoir pour le règlement des conflits entre agriculteurs et éleveurs. Car, pour qu'il y ait règlement, il faut que les parties prenantes apprennent à se connaître entre eux, ce qui facilite énormément le dialogue. Le seul danger pour les jeunes éleveurs serait que ces derniers se désintéressent de l'élevage jusqu'à perdre définitivement des savoirs ancestraux d'une valeur inestimable. A ce propos, le comportement de la plupart des jeunes adultes qui se sont lancés dans la consommation d'alcool et de tabac est en train de devenir un fléau.

## *Conclusion*

Relations économiques fructueuses, coalition agriculteur et éleveur pour lutter contre l'insécurité, et mutations sociales chez les Mbororo et les Banda se conjuguent pour créer une atmosphère de paix. La consolidation de cette dernière pourrait favoriser l'intégration des activités agricoles et pastorales, seule voie possible vers le développement du Nord-Est de Bambari. Considérant qu'il s'agit là d'arguments en faveur d'une possible cohabitation, voire une intégration entre l'agriculture et l'élevage, et que celle-ci nous semble souhaitable sinon nécessaire, nous allons dans notre dernier chapitre faire des propositions d'actions pour construire cette intégration.

## **CHAPITRE XI : POUR UNE MEILLEURE INTEGRATION AGRICULTURE/ELEVAGE DANS LA REGION**

### **A- LA NECESSITE D'UNE REFORME FONCIERE**

La situation foncière du Nord-Est de Bambari aujourd'hui, est préoccupante. Elle demande qu'on y apporte le plus rapidement possible, une solution pour garantir une exploitation durable et surtout éviter la généralisation des conflits dans toute la région. Mais comment doit-on s'y prendre ? Des entretiens avec les populations locales, les leaders d'opinions au sein de chaque communauté d'acteurs impliqués dans l'exploitation de l'espace et avec les autorités politico-administratives, tant locales que nationales, nous permettent de proposer quelques pistes de réflexion. Dans ce chapitre, nous justifierons tout d'abord la nécessité d'une réforme foncière, puis nous présenterons sa typologie. L'analyse des problèmes y relatifs, nous permettra de faire des propositions concernant les nouvelles structures devant permettre de conforter les réformes qui seront engagées, tant sur le plan foncier qu'économique.

#### **1. Intérêt d'une réforme foncière**

Comme nous l'avons constaté tout le long de cette étude sur Nord-Est de Bambari, les problèmes de cohabitation des populations Mbororo et Banda, et ceux d'intégration des principales activités économiques locales (agriculture et élevage) sont évidents. Les principales raisons qu'en donnent les populations locales sont foncières : manque de terres et de pâturages, transgression « illégale » des activités d'un secteur à l'autre ; le tout dans un milieu pourtant peu peuplé et où agriculture et élevage s'exercent dans des espaces bien distincts.

A propos du non-respect de la partition, autant les éleveurs sont les plus nombreux à passer outre les dispositions établies, pour s'installer dans la zone agricole, autant dans la zone pastorale elle-même, des champs

cultivés par les éleveurs ou par leurs proches collaborateurs Banda gagnent du terrain. Pourtant les lois de 1965-1970 créant les communes et les zones d'élevage, interdisent les transgressions des activités agricoles et pastorales, de l'une à l'autre des deux secteurs. Tous les actes délibérés des Mbororo et des Banda tendent donc à prouver que le découpage administratif actuel, résultat des différentes réorganisations territoriales qui se sont produites au début de l'indépendance, ne cadrent plus avec le contexte socio-spatial actuel. Jusqu'ici les ordres venaient d'en haut : les populations ont été séparées sans être consultées, au point que les limites administratives, ne coïncident ni avec les réalités sociales et économiques, ni avec les coutumes et les représentations des différentes communautés.

Aujourd'hui, face à l'ampleur des problèmes, une réforme foncière et de l'organisation administrative nous semble, plus que jamais, la seule solution possible à même de favoriser la paix, une meilleure cohabitation et l'intégration des activités principales du Nord-Est de Bambari.

L'intérêt d'une telle réforme sera tout d'abord de mettre fin aux querelles relatives au statut foncier des différents territoires. En effet, ce débat constitue le socle des disputes entre Banda et Mbororo, les uns et les autres revendiquant le statut de « propriétaires » des terres ou des pâturages. Face à cette situation, une réforme foncière bien menée fixerait de nouvelles règles d'accès et d'exploitation de l'espace, et apaiserait les tensions entre les communautés.

Elle se justifie ensuite par le besoin de résoudre le problème de l'éloignement des champs. La dynamique du front agricole dans notre région d'étude est depuis 1970 essentiellement mono-directionnelle, partant des villages situés le long des routes vers les secteurs Nord : les blocs de cultures s'éloignent des agglomérations au fur et à mesure que les sols donnent des signes d'épuisement. La création des « fermes », nous l'avons vu, au-delà de la volonté de faire barrage à la progression des éleveurs, est un moyen pour les agriculteurs, interdits de cultures dans la zone d'élevage, de se rapprocher des meilleures terres. Une révision des règles d'exploitation favorisant une dynamique bipolaire, contribuerait à réduire l'éloignement des champs.

Enfin pour les Mbororo, une telle réforme faciliterait leur accès à de nouveaux pâturages, sans que cela soit systématiquement contesté comme c'est le cas actuellement. Nombreux sont d'ailleurs ceux qui le souhaitent depuis très longtemps. Ceci étant, comment se présenterait cette réforme ?

## **2. Typologies des réformes possibles**

A notre avis, deux types de réformes sont possibles, à savoir : la refonte des deux communes en une seule entité territoriale, et la libéralisation de l'exploitation de l'espace pour les différentes communautés.

### **a) Fusion des deux communes en une commune agropastorale**

Elle est la première possibilité pouvant permettre de résoudre les problèmes d'espace dont agriculteurs et éleveurs se plaignent. Cette réorganisation consisterait en la création d'une commune unique, jumelant celles de Ouro-Djafun et de Danga-Gboudou. Cette solution présente deux avantages. Tout d'abord, sur le plan pratique, agriculteurs et éleveurs pourront librement exploiter les terres et les pâturages à leur disposition, sans être contraints de respecter une limite rigide et contraignante, comme c'est le cas actuellement avec la route nationale 5. Des contrats de pacage pourront ainsi facilement se mettre en place par consensus direct entre parties prenantes. Le second avantage est qu'une telle réorganisation permettrait aux populations Banda de pouvoir à nouveau exploiter les terres qu'ils avaient perdues lors de la réforme agraire. Le sentiment de recouvrer la terre ancestrale perdue, annihilerait certainement les griefs contre les éleveurs, considérés comme des étrangers ingrats et usurpateurs. Du coup, le sentiment de finitude de l'espace pourrait disparaître, mettant ainsi fin à la course débridée à l'appropriation foncière observée ces dernières années.

Du côté des éleveurs, la possibilité d'accéder à de nouveaux pâturages situés dans la zone agricole permettra le désencombrement des anciens pâturages « dégradés » de leur zone, et le renforcement des relations avec les agriculteurs. Pour éviter les dégâts aux cultures, des couloirs de desserte de

ces pâturages pourront être ouverts. Dans le cas de Ngouyali par exemple, les champs se regroupant près des voies de dessertes, on pourrait établir deux couloirs (l'un à l'est et l'autre à l'ouest) pour relier les pâturages du nord à ceux de la zone pastorale au sud.

Il faut cependant reconnaître que dans la pratique, la mise en place d'un tel projet s'avère difficile. Des habitudes ont été prises qui sont devenues des données incontournables. Les principales difficultés se retrouvent au niveau des instances dirigeantes des communes actuelles que sont les maires, qui n'accepteront pas aussi facilement de perdre le prestige et les avantages liés à leur fonction. Au niveau de la population, l'ouverture des couloirs de passage du bétail pourrait éventuellement créer des problèmes. Mais un tel projet pourrait se réaliser, grâce à une très large concertation avec les différentes couches des populations. En effet, nous pensons avec Marty (1993), que *"seule une prise en compte résolue et raisonnée des relations de voisinage, des intérêts communs voire des pratiques de chevauchement territorial liés notamment à l'élevage extensif peut permettre de maintenir un climat indispensable, de dialogue en lieu et place des phénomènes dangereux de repliement identitaire"* qui ont été accentués avec la partition du territoire.

Toutefois, arriver à un consensus entre agriculteurs et éleveurs sur l'interpénétration des activités, le respect des règles de cohabitations ne signifie pas pour autant que tous les problèmes soient résolus. Car, demeureront toujours les questions suivantes : qui dirigera cette entité territoriale ? A quel groupe appartiendra-t-il ?

La réponse à de telles questions semble difficile dans la mesure où Banda et Mbororo n'ont traditionnellement pas les mêmes conceptions du pouvoir, moins encore les mêmes coutumes. Toutefois, malgré toutes ces difficultés, il nous semble possible grâce toujours à des concertations entre les deux communautés, de parvenir à une solution qui soit acceptable pour tous. Cette concertation sur la nouvelle forme de structure administrative que devra adopter la nouvelle commune agropastorale, devra être accompagnée d'une clarification nécessaire par des campagnes d'information à la population, pour éviter que l'application adéquate des nouvelles normes



ne donne lieu à des rapports conflictuels. En effet, de nombreuses expériences dans ce domaine, ont montré que des actions qui ne prennent en compte ni les opinions, ni les impératifs ainsi que les priorités des communautés locales, ont un caractère précaire et aléatoire, et ne sauraient prétendre à la pérennité. Ce travail de « sensibilisation » peut être l'œuvre d'institutions étatiques intervenant en milieu rural, ou des organisations non gouvernementales.

En tout cas, pour éviter toute frustration des uns et des autres, on pourrait envisager de mettre en place un conseil municipal mixte, regroupant un nombre égal de Banda et de Mbororo ; ceci pour éviter qu'un groupe du fait de son poids démographique, n'impose son dictat sur l'autre. Les conseillers éliront l'un d'entre eux comme maire de la commune, mais cette fonction ne devra pas être exercée par un membre d'une même communauté (Banda ou Mbororo) pendant plus de deux mandats successifs. Il faut toutefois, souligner que la réussite d'un tel projet dépend en grande partie de la volonté politique de l'Etat comme nous le verrons plus loin. Ce qui nous amène à notre seconde proposition.

b) La libéralisation des activités agricoles et pastorales dans toutes les zones

Il s'agit de trouver des compromis entre, d'un côté, le désir de ne pas partir à l'aventure - et donc de se baser sur le découpage actuel -, et de l'autre, celui de libéraliser l'exploitation de l'espace. Dans cette optique, les communes de Danga-Gboudou et de Ouro-Djafun ainsi que toutes les communes concernées par les problèmes de cohabitation des activités agricoles et pastorales, garderaient leurs limites actuelles. Par contre, au niveau des activités, il n'y aurait plus de restrictions du type zone d'élevage et zone agricole comme il a toujours été le cas depuis plus d'une trentaine d'années. Ces restrictions ont été à l'origine de nombreux dégâts environnementaux connus de part et d'autre. Mais, tout comme notre première proposition, cette solution pose un problème important qui est celui de la mobilité pastorale. En effet, comment les nécessaires mouvements

des troupeaux, réguliers ou non, seront abordés au sein de chaque commune et entre les communes voisines ?

La seule solution pouvant remplacer les limites d'antan, "*véritables lignes à problèmes*" comme l'écrit Marty (op.cit) sera d'encourager des accords inter-communaux qui garantiront la liberté de mouvement du bétail et la flexibilité requise, en raison de l'inévitable variabilité des conditions d'exercice de l'élevage pastoral. Pour garantir la sécurité dans l'accès aux ressources pastorales situées dans l'actuel zone agricole et en même temps préserver les parcelles de cultures des dégâts, il sera nécessaire sur chaque territoire villageois d'ouvrir des couloirs de passage identiques à ceux proposés dans l'exemple de Ngouyali. Il en existe déjà deux qui traversent la région : le premier qui passe au sud de la route, a une direction nord-sud-est et le second qui passe lui au nord de la RN5, suit plutôt une direction nord-ouest-sud-est. Les principaux pâturages de la zone agricole sont également connus. La mise en place de couloirs transversaux, reliant les deux couloirs principaux aux différents pâturages de la zone agricole devra faire partie d'un plan global de gestion locale des ressources propres, avec l'ouverture aux tiers (agriculture ou élevage) que devra obligatoirement mettre en place chaque commune. Certains de ces couloirs existent déjà et servent de points de passage pour la divagation du bétail dans la zone agricole. Ceux-ci pourront être maintenus et intégrés dans le plan d'ensemble global de gestion. Dans l'actuelle zone pastorale, des secteurs réservés aux activités agricoles, choisis sur la base du potentiel agronomique des sols, devront être créés. De plus, des secteurs réservés à la chasse seront délimités, et la cueillette libéralisée. Une telle démarche sera une véritable source de réciprocité, qui ne pourra qu'être favorable à la décrispation des tensions entre les différentes communautés.

Cependant, quelle que soit la proposition de réforme choisie, il est évident que sa réalisation et sa réussite ne seront possibles que dans le cadre d'une décentralisation des institutions politico-administratives et de la démocratisation des modalités de prise de décision

## B- DECENTRALISATION DES INSTITUTIONS POLITICO-ADMINISTRATIVES ET DEMOCRATISATION DES MODALITES DE PRISES DE DECISIONS

Depuis la période coloniale jusqu'à nos jours, toutes les décisions tant sur le plan politique que sur le plan économique ou concernant la gestion de l'espace, ont toujours été le monopole des autorités gouvernementales. Celles-ci ont toujours pris leurs décisions, sans aucune consultation préalable des autorités traditionnelles, et moins encore des populations locales. Au niveau des projets de développement rural initiés en Centrafrique et dans bien d'autres pays africains, cette façon de faire s'est révélée être une catastrophe économique dans la mesure où la quasi-totalité de ces projets ont connu de cuisants échecs, dus au fait que les populations locales n'y étaient pas impliquées au moment de leur conception. Face à cette situation, le mouvement de "démocratisation" entamé en Centrafrique au début des années 1990, a entraîné ici comme dans la plupart des pays au sud du Sahara, une marche en avant vers la décentralisation.

Le terme « décentralisation », couramment utilisé en Centrafrique (et ailleurs en Afrique subsaharienne), désigne un ensemble de changements dans l'administration et la gestion des affaires politiques, administratives et économiques. Il s'agit d'un choix politique qui correspond à la nécessité pour les acteurs locaux de pouvoir gérer le plus possible par eux-mêmes ce qui relève de leur propre "gouvernance". Cette responsabilisation des communautés rurales leur permettra sur le plan spatial de gérer des ressources naturelles locales en conformité avec la planification du développement. En Centrafrique un Haut Commissariat chargé de la décentralisation a même été créé à cet effet. Nous pensons que cette phase préparatoire de la décentralisation représente une grande opportunité pour les préoccupations au sujet de la gestion des ressources naturelles du Nord-Est de Bambari, ceci grâce au renforcement du pouvoir des autorités locales et la démocratisation des modalités de prise de décisions.

## **1. Le renforcement des autorités locales**

La RCA reste un pays où la "chefferie traditionnelle" continue d'exister comme ancrage administratif et institutionnel. En effet, l'autorité coloniale a récupéré et transformé les structures politiques antérieures, créant ainsi un prolongement de ses démembrements par une (ré)invention de la tradition. Les chefs ont perdu leurs véritables pouvoirs - et le plus souvent l'assise initiale de leur légitimité - pour devenir des collecteurs d'impôts, des mobilisateurs de main d'œuvre, etc. Cependant, les chefs continuent également à jouer le rôle de modérateurs, d'arbitres des conflits, de gardiens de certaines pratiques classées comme "africaines" ou "traditionnelles". C'est ainsi qu'ils sont devenus les interprètes des différentes versions des droits fonciers, des us et coutumes concernant les ressources naturelles, et collaborent dans ce sens avec d'autres notabilités ayant des pouvoirs spécifiques ("chefs de terre", "chefs des eaux" etc...).

Aujourd'hui, pour aboutir à une meilleure gestion de l'espace agropastoral et à l'intégration des activités, il nous semble important de réhabiliter les chefs de villages et les Ardo'en dans leurs véritables rôles de garants de la cohésion sociale dans les villages, au lieu de les maintenir dans le rôle de marionnettes qui est le leur actuellement. Dans notre zone d'étude, la contestation de la légitimité de l'autorité des chefs nommés par l'Etat a provoqué la division des villages (et même les plus petits) en de nombreux quartiers ayant chacun un chef. Le visiteur qui sillonne ces localités est surpris de découvrir pour un même village plusieurs mâts de drapeaux et des pancartes portant le nom du village suivi d'un numéro : par exemple, Tagbara 1, Tagbara 2,... Pour éviter ce type de situations, la désignation des chefs de villages Banda, au lieu d'être décidée par le maire ou le député, doit plutôt être le fruit d'élections démocratiques. Ce n'est que de cette manière qu'ils seront indépendants, et par conséquent écoutés et suivis par leur population ; cela faciliterait énormément le règlement de certains litiges apparemment banals mais, qui, à cause de certaines considérations subjectives (réputation d'impartialité de certains chefs), se dégénèrent parfois en conflits très graves.

Chez les Mbororo, plusieurs facteurs viennent perturber le système hiérarchique traditionnel, et remettre en cause l'autorité des Ardo'en. Il s'agit de :

- l'arrivée de nouveaux éleveurs qui cherchent bien la protection d'un chef, mais ne sont pas spécialement liés à lui et vont changer de chef à chaque déplacement : plus les éleveurs sont diversifiés et migrants, plus l'autorité des chefs s'amointrie ;
- l'administration qui est amenée à nommer des responsables pour diriger les communes d'élevage n'a pas toujours tenu compte de certains rouages de la société peule.

C'est sur ce dernier point que nous insisterons. En effet, lorsque le choix d'un chef par l'administration n'est pas en accord avec la hiérarchie traditionnelle, le prétendant se trouve désavoué et perd de son autorité et le chef choisi ne peut asseoir son autorité, car aux yeux des éleveurs elle est usurpée. Il y a perte d'autorité d'un côté et impossibilité de l'exercer de l'autre, le résultat est une impression de flottement des éleveurs, une désorientation. La réflexion qui revient le plus souvent dans ce cas est alors : « *nous n'avons plus de père* », et très souvent nombre d'éleveurs et d'Ardo'en quittent la région, en pensant que si leur chef est désavoué, ils risquent eux-aussi la même chose. On assiste alors à de nouvelles migrations et à une diminution de la discipline générale.

La gestion de l'espace pastoral n'est donc pas autre chose que la restitution d'un minimum de discipline générale et dépend donc d'un maintien ou d'un renforcement de l'autorité des chefs traditionnels (grands ardo'en) qui sont ceux qui prennent les décisions générales et les transmettent. Le système traditionnel peut être conservé dans ce qu'il a de bon, et effectivement en maintes occasions il a prouvé qu'il était irremplaçable. Mathieu (op.cit) rapporte qu'en 1983, lorsque la peste bovine a surgi dans le pays, les consignes du service de l'élevage étaient d'interdire tous les déplacements des troupeaux pour ne pas disséminer la maladie, de vacciner et d'attendre l'installation de l'immunité vaccinale avant de se déplacer muni des certificats de vaccinations. Certains éleveurs inquiets par les pertes subies par leurs voisins ont réagi ancestralement en prenant la

fuite vers le sud donc en pénétrant dans des zones indemnes dans lesquelles le service d'élevage progressait dans ses vaccinations mais n'avait couvert alors que 50 % de l'effectif. Le risque était alors énorme de voir périr à cause de ces fuyards la moitié du cheptel vaccinée. Ni le projet chargé de ces vaccinations (malgré ses moyens), ni le service de l'élevage, ni l'administration n'étaient à même de contrôler la "brousse" pour localiser et stopper les fuyards. Seule la hiérarchie traditionnelle par son système d'information, de relations et de gourdiers a pu stopper les éleveurs.

Ces exemples montrent à quel point, il est souhaitable pour la prise de décisions de gestion des ressources foncières, que l'Etat puisse revoir ses méthodes. En effet, au lieu de décider de la-haut sans au préalable connaître les réalités locales, l'Etat devra plutôt faire plus confiance aux autorités locales ; celles-ci, connaissant mieux leurs populations ainsi que leurs aspirations, sont des partenaires incontournables pour la mise en place des projets de développement et d'aménagement.

Cependant, ce renforcement du pouvoir des Ardo'en et chef locaux, devrait également accompagner de mise en garde concernant les risques éventuels d'un fonctionnement en vase clos. En effet, l'analyse du comportement de certains chefs, notamment des Ardo'en Mbororo fait apparaître une nette rupture entre les administrations centrales et les instances de pouvoir locales. Dans le cas des Ardo'en, leur emprise sur leur groupe est telle, qu'ils constituent parfois un obstacle au bon fonctionnement de l'administration, obligée de s'appuyer sur eux pour toute intervention dans leur milieu. Or, pour que la décentralisation soit efficace, chaque autorité quelle que soit sa hiérarchie, doit se comporter comme le maillon d'une chaîne, qui constitue une entité à part entière, mais qui dépend de l'ensemble sans lequel il n'existerait pas. Un mot, chacun doit être conscient de sa place à la fois au sein de l'administration locale et nationale, et travailler de son mieux pour faire progresser l'ensemble.

Mais la seule implication des Ardo'en et des chefs locaux ne suffit pas, ils doivent être appuyés par un certain nombre d'organisations paysannes. Pour ce qui concerne notre propos, nous pensons à une structure de cogestion de l'espace.

## **2. démocratisation des modalités de prise de décisions et nécessité de la mise en place d'une institution de cogestion**

Dans le nouveau cadre spatial où évolueront agriculteurs et éleveurs, on sera certainement confronté à la question de savoir comment vont être gérées les différentes entités spatiales ? Entre les niveaux d'acteurs concernés que sont communes, communautés, organisations rurales de type associatif, groupes d'intérêt, exploitations familiales, individus, Etat, quelle va être la nouvelle répartition des rôles et des tâches ? Pourra-t-on éviter notamment des confusions préjudiciables entre les communes et les organisations socioprofessionnelles et ce, d'autant plus que les premières vont avoir besoin de recettes fiscales pour fonctionner et si possible investir ?

Pour faire face à ces préoccupations, nous pensons que deux conditions doivent être obligatoirement remplies.

### **a) La démocratisation des modalités de prise de décisions**

Cette démarche se justifie par les accusations de « old up territorial » des Banda vis-à-vis de l'Etat. Jusqu'à aujourd'hui, ceux-ci n'ont toujours pas accepté cette décision, et manifestent leur mécontentement par des tueries de bétail et leur intransigeance en cas de dégâts aux cultures, si minimes soient-ils. Comme nous le soulignons plus haut, seules des décisions négociées entre les parties concernées peuvent sécuriser les droits et les usages. Encore faut-il que les conditions de telles négociations soient réunies et que les instances de régulation soient reconnues pleinement légitimes. Parmi les conditions, il faut signaler :

- la nécessité pour les éleveurs comme pour les agriculteurs d'être correctement représentés. En effet, l'expérience montre, particulièrement dans les zones pastorales caractérisées par les grandes distances et les phénomènes de mobilité, qu'il n'est pas facile de réunir tous ceux qui sont concernés. Ainsi, le point de vue du chef-lieu ( c'est-à-dire du maire et des ardo proches de Maloum) tend à primer sur celui ou ceux des périphéries .

De même chez les populations Banda, les leaders les plus en vue et les plus disponibles risquent d'accaparer l'essentiel du pouvoir. C'est pourquoi, au moment de mettre en place un tel dispositif de décentralisation, il nous semble important de chercher à prévenir explicitement de tels dangers. Il y va du processus de démocratisation et du développement de la citoyenneté.

- la reconnaissance des apports économiques ou sociaux des uns aux autres et à l'ensemble qui les englobe tous. Cette complémentarité au sein des unités de production, sinon des communautés, doit évidemment s'articuler à son tour avec les leçons léguées par l'histoire, laquelle nous enseigne que la viabilité était fondée sur une triple complémentarité des zones écologiques, des groupes humains et des activités économiques. On est loin, on le voit, des tendances à la séparation ou au repliement communautaire que l'on perçoit souvent aujourd'hui.

- la volonté proclamée par l'Etat de la recherche d'une viabilité pour tous fondée à la fois sur l'équité (dans la mesure où lui-même s'affirme comme le garant de l'unité à travers la diversité pleinement acceptée), sur la durabilité des ressources (considérées comme un patrimoine à transmettre) et sur l'efficacité économique des systèmes de production et d'échange en interaction.

C'est la réunion de tels éléments qui devrait conférer la légitimité et l'autorité aux institutions gestionnaires rendant celles-ci capables d'articuler les différents niveaux d'acteurs concernés (de l'échelle locale à l'échelle régionale, et voire nationale) ainsi que les divers pas de temps : depuis l'opérationnalité immédiate à l'intergénérationnel.

#### b) La mise en place d'une institution de cogestion

Il s'agit d'une instance qui sera chargée de promouvoir le développement de cette région, grâce à la promotion d'une gestion rationnelle de l'espace. Cette instance que l'on pourrait nommer « *Comité pour la gestion et le développement du Nord-Est de Bambari* », aura la charge de coordonner les activités des différents groupements de base que sont les GIR, GIP, GIAP, sans oublier les chasseurs et autres corps de métiers impliqués dans



l'exploitation du milieu naturel. Il aura pour objectif tout d'abord de faire respecter les réglementations locales relatives à l'exploitation de l'espace et de régler les litiges et conflits entre les acteurs.

A propos de réglementations locales, ces dernières devront être construites au cas par cas avec et par les intéressés mais sur la base préalable d'orientations générales prises au niveau de l'Etat et reflétant les préoccupations déjà énoncées plus haut. Ainsi, dans la mesure où il est apte à épouser au mieux les réalités de terrain dans leur pluralité et à favoriser la jonction de la légalité et de la légitimité, il y a de fortes chances pour qu'aux tensions actuelles succède un climat de paix sociale. Pour mener à bien cet objectif, le comité s'appuiera sur des cellules locales installées dans chaque village et constituées, elles aussi, des représentants de différents corps de métiers exploitant le milieu naturel, notamment, les agriculteurs, éleveurs, chasseurs, cueilleurs, etc.

Toutes ces parties prenantes provenant de communautés ayant des pratiques et représentations différentes, il sera nécessaire de promouvoir l'entente entre ceux-ci, grâce à des campagnes de sensibilisation sur la nécessité pour tous d'une cohabitation pacifique. Il faudra ensuite traiter tous les problèmes liés à l'accès et à l'exploitation des terres, ainsi que ceux concernant des pâturages n'ayant pas trouvé des solutions au niveau des cellules de base et des groupements de cellules. Enfin, oeuvrer pour l'intégration des activités agricoles et pastorales, synonyme de l'amélioration des productions agropastorales, des revenus et du développement de la région. Cette intégration passera par l'encouragement des agriculteurs à l'élevage bovin et à l'entretien du bétail, ainsi qu'à l'utilisation de la fumure organique. Quant aux éleveurs, ils devront être initiés à l'utilisation des fanes de maïs et des tourteaux de coton pour l'alimentation du bétail, mais également à la pratique de l'agriculture. Sur ce dernier point, nombreux sont les éleveurs qui se sont plaints des difficultés qu'ils avaient pour se procurer le matériel de culture attelée et du désintérêt des techniciens d'agriculture à leur égard. Ce qui étonne le plus, c'est pourquoi, ceux-ci ne se sont jamais intéressés à la culture du coton !

Les membres du comité régional de gestion de l'espace du Nord-Est de Bambari seront élus sur la base de candidatures déposées par les groupements de cellules locales. Ces groupements auront pour objectifs de coordonner les activités des cellules locales et de résoudre des problèmes dépassant le cadre des territoires villageois. A travers cette institution de cogestion, les populations disposeront par le canal de leurs représentants des moyens, mais surtout l'occasion de dialoguer et d'opérer des choix à l'échelle locale. L'appui financier résolu des bailleurs de fonds, en même temps respectueux de ce nouveau cadre institutionnel devrait permettre d'accélérer la concrétisation.

## **C- LA NECESSITE DE PROMOUVOIR LA CROISSANCE ECONOMIQUE**

Les populations du Nord-Est de Bambari sont confrontées à une très grande pauvreté. Cette pauvreté est due à la multiplicité des problèmes de subsistance auxquels ils doivent faire face tous les jours : pénuries saisonnières de vivres, manque de circuits de collectes des produits agricoles, fluctuations des prix du coton et du bétail, crises macroéconomiques, manque de structures sanitaires, conflits, interventions politiques et corruption qui anéantissent leurs efforts et aspirations au bien être. Cette pauvreté ne reculera pas sans une hausse des revenus qui eux dépendent de l'amélioration de la productivité de l'agriculture, des appuis financiers aux producteurs et aux collectivités.

### **1. La nécessaire amélioration de la collecte des produits agricoles**

Le manque de circuits de commercialisation des produits agricoles (surtout vivrières) est un gros problème pour les agriculteurs Banda et certains Mbororo. Dans cette région, il n'y a aucune structure d'aide à la commercialisation. Les groupements d'intérêts ruraux ne bénéficient d'aucun conseil dans le domaine de la recherche des débouchés, et les rares commerçants de cette filière ne disposent d'aucune assurance pouvant couvrir les avaries et les impayés. Cette situation qui n'incite guère les

paysans à augmenter leur production vivrière, les oblige à cultiver le coton, même s'il ne rapporte pas grand chose.

Pour résoudre ce problème, il faudra agir dans de nombreux domaines en mettant notamment en place des politiques et des institutions, pouvant renforcer les liens entre les producteurs ruraux, et les centres urbains (Bambari, Ippy, Alindao), où sont localisées la plupart des activités de transformation et de commercialisation. Pour développer ces circuits de commercialisation, on pourrait initier des projets réunissant producteurs et commerçants, basés sur un contrat livraison-achat. La multiplication des contrats entre commerçants-transporteurs et villageois, comme le souligne Ovono (2001), garantirait non seulement l'évacuation des produits agricoles au niveau des villages, mais rassurerait également les paysans qui auront la certitude de tirer des revenus de leurs productions. Ce faisant, les villageois et notamment les jeunes seraient alors plus motivés et produiraient plus.

Une autre voie possible serait d'encourager la réalisation collective de petits magasins villageois, afin de permettre le regroupement et le stockage des productions en attendant le passage des commerçants. La mise en place de ces structures d'entreposage dans les marchés de certains produits tels que les tubercules de manioc, les patates, les taros et l'arachide qui ne périssent pas rapidement, pourrait permettre aux vendeurs d'abriter et de conserver leurs marchandises sur les lieux de vente ; une solution pouvant limiter les pertes supplémentaires liées au transport. Pour éviter des spéculations de tout genre, des actions d'information des producteurs sur les prix indicatifs des produits agricoles pratiqués sur les marchés devront être entreprises, par diffusion quotidienne, par voie de presse. Par ce même canal, les paysans pourront également recevoir des informations sur les dates prévues de passage des commerçants dans les villages. Mais il faut souligner que ces différentes actions-pilotes intéressantes, ne pourront être réalisées que si les producteurs et les commerçants bénéficient d'une offre de services financiers viables en milieu rural, permettant de favoriser le progrès technologique dans les entreprises agricoles et extra-agricoles.

## **2. L'aide aux agriculteurs et aux entreprises de collecte : un élément incontournable**

La pierre d'achoppement contre laquelle se heurtent agriculteurs et éleveurs qui aspirent tous à l'amélioration de leurs conditions de vie est leur incapacité à mobiliser et à disposer des ressources financières. Cette préoccupation est exprimée par tous les éleveurs rencontrés et 88,5 % d'agriculteurs. Leurs plaintes pour les difficultés financières s'expliquent chez les éleveurs tout d'abord par la volonté d'augmenter leur production agricole. En effet, si l'auto-production agricole a permis à beaucoup d'alléger leurs dépenses alimentaires, ceux ayant atteint l'autosuffisance alimentaire souhaiteraient bénéficier des crédits sous forme de matériel de culture attelée, afin d'augmenter leurs productions aux fins de commercialisation. Les demandes de crédits concernent également les bovins trypanotolérants dont le croisement avec les zébus permettent, semble-t-il, d'obtenir du bétail plus résistant.

Chez les agriculteurs Banda, le besoin en crédits se justifie par la vétusté du matériel agricole qui se résume à quelques machettes et houes traditionnelles. Cette situation, associée à l'utilisation très limitée de l'engrais, ne favorisent guère l'accroissement des superficies, seule condition de l'augmentation de la production dans ce milieu. Quant aux commerçants, ils sont en général constitués de "*Wali gala*"<sup>47</sup>, exerçant leurs activités de façon informelle ; leur capital financier dérisoire ne leur permet pas de s'acquitter des taxes nécessaires à l'exercice légal de leurs activités, et aucun d'entre eux n'a accès ni aux services de crédits, ni à l'épargne, moins encore aux assurances.

Face à cette situation, nous pensons que la mise en place d'un système de crédits financiers ou matériels performant d'un bon rapport coût-efficacité est indispensable de façon à stimuler les investissements nécessaires à l'amélioration du matériel technique et de la productivité. L'absence de telles structures financières entrave énormément le développement rural de cette région considérée comme l'une des plus

---

<sup>47</sup> L'expression « wali gala » (en sango femme du marché) désigne les femmes commerçantes.

pauvres de la RCA, en dépit de ses potentialités agricoles et pastorales. D'aucuns diront que la SOCOCA octroie déjà des crédits aux agriculteurs. Mais il faut dire que les crédits concédés ne concernent que les producteurs de coton et ne correspondent aucunement à la demande des populations qui ont besoin en priorité du matériel de culture attelée et de charrettes pour le transport. Le système de crédit doit donc être adapté à la demande locale.

Cependant, il faut reconnaître que des obstacles au développement de marchés financiers efficaces dans ce milieu rural, comme partout en Centrafrique existent, et sont :

- le contexte macroéconomique peu propice, et une politique de l'agriculture et des finances défavorables aux clients et aux financiers ruraux potentiels ;
- le manque de capacités dans les organisations rurales (GIR, GIP, GIAP, etc.), qui ne peuvent pas développer leurs services à cause de la mauvaise gestion, de systèmes d'exploitation déficients, du manque de compétences, et d'une infrastructure matérielle inadéquate;
- un cadre juridique et un cadre réglementaire déficients qui contribuent au manque de clarté dans les droits de propriété et à l'insécurité dans les transactions.

Plusieurs mesures s'imposent pour les projets ou les volets de projets concernant le financement des activités rurales. La première consiste à mettre en place une politique favorable, une infrastructure et un cadre d'information à l'intention des populations rurales, de façon à réduire les coûts et les risques de transactions. Il s'agit, notamment, de promulguer des politiques qui permettent aux institutions rurales et de micro-crédit de prélever des taux d'intérêt suffisamment élevés pour couvrir les dépenses de fonctionnement et les coûts d'expansion des activités. La deuxième mesure consiste à renforcer les capacités des institutions rurales et de micro-crédit à travers la formation et l'assistance technique, les synergies entre secteurs financiers formel et informel, et les associations/réseaux d'institutions rurales et de micro-crédit pour le suivi de la performance et des normes de la profession. La troisième mesure vise le renforcement des capacités des

micro-projets, des petites et des moyennes entreprises rurales et des prestataires de services qui les appuient. La quatrième mesure consiste à adapter les réglementations et la surveillance « prudentielles » aux activités spécialisées des institutions rurales et de micro-crédit, et à améliorer les systèmes juridiques et judiciaires régissant les transactions garanties.

D'après l'expérience, des réformes bien conçues dans le domaine de ces transactions, ont conduit à une augmentation de l'offre de crédit et à des taux d'intérêt plus bas. Les bienfaits des réformes législatives ont représenté, d'après les estimations, plusieurs pour cent du produit intérieur brut, tandis que les coûts ont été remarquablement bas. Une question et non des moindres demeure cependant : Où trouver des financements pour mettre en place ces structures de micro-crédit ? La réponse à cette question ne peut venir que de l'Etat, qui doit d'une part tout faire pour regagner la crédibilité des bailleurs de fonds extérieurs, seuls capables de mobiliser des fonds nécessaires à leur mise en place, et d'autre part appuyer les collectivités locales pour mettre en place les infrastructures indispensables à leur bon fonctionnement.

### **3. l'appui aux collectivités locales**

Cet appui a pour objectif de permettre aux autorités locales (maires et chefs de villages) de disposer de ressources nécessaires à la réalisation des projets de proximité : on peut citer de petits projets d'infrastructure tels que les écoles, les dispensaires, les pistes de desserte ou les forages de puits. Ce type de subventions présenterait l'avantage de faire participer les collectivités locales à une meilleure conception des projets, à leur meilleure exécution et à une meilleure viabilité du fait que les communes auront la possibilité de choisir ceux correspondant aux préférences locales, et suivre de près leur exécution en vue de s'assurer que leurs fonds sont bien utilisés. Les autres avantages, consistent à donner aux collectivités le droit de regard sur la gestion des fonds et la passation des marchés, ce qui renforcerait les capacités et les institutions locales sur le plan de la gestion et de l'exécution des activités de développement. Ces appuis pourraient aussi aider à

développer le secteur privé local en encourageant les mairies à se procurer les produits et les services sur place, notamment, auprès des organisations non gouvernementales comme Carritas<sup>48</sup> qui s'occupe de l'encadrement des associations villageoises et des soins de santé primaires.

Il faut, également noter que de tels actes contribueraient également à renforcer les liens entre les collectivités et le gouvernement ; car, le personnel des administrations locales dans tous les secteurs, participerait souvent aux processus de planification communautaire. Cela lui permet de mieux connaître les priorités locales, et de les intégrer ensuite dans les plans de développement local. Du coup, les capacités des administrations locales, ainsi que celles des collectivités s'en trouveraient renforcées, de façon à ce que ces administrations puissent peu à peu prendre en charge la distribution des fonds aux collectivités et le contrôle de l'utilisation de ces fonds. Pour être efficace, un tel projet devrait respecter les principes suivants :

- Commencer par de micro-investissements et prendre peu à peu de l'envergure, de façon à minimiser le coût des échecs. Des dons modestes de 2,5 à 5 millions de FCFA par collectivité sont suffisants pour démarrer. Il faut incorporer au projet des processus permettant de tirer les leçons de l'expérience et d'adapter les programmes en conséquence.
- Être prêt à aider si besoin est les collectivités et les administrations locales sur le plan technique et de la gestion.
- Créer des mécanismes de suivi des responsabilités afin de s'assurer que tous les groupes locaux peuvent participer aux décisions concernant le projet, y compris les minorités ethniques et religieuses, les femmes, les démunis et les autres groupes généralement exclus.
- Donner des incitations aux collectivités pour qu'elles choisissent des projets correspondant aux priorités locales, sans pour autant marginaliser ceux se rapprochant des grandes préoccupations nationales et internationales telles que la protection de

---

<sup>48</sup> Carritas est une ONG catholique intervenant auprès des organisations paysannes dans le domaine de la santé, de l'éducation et l'agriculture.

l'environnement, les filets de protection sociale et la réduction de la pauvreté.

#### **4. Accroître les opportunités et l'accès aux services**

Pour que les populations du nord-Est puissent bénéficier largement des fruits de la croissance qui pourrait naître de la mise œuvre des propositions ci-dessus formulées, des mesures doivent être prises en vue de leur donner davantage d'opportunités et un accès plus grand aux services. Il faut de nouveaux investissements importants dans l'éducation et les soins de santé, les systèmes d'eau potable et d'assainissement, les transports dans cette région. Cela étant, on sait d'expérience qu'il ne suffit pas de construire des routes et des dispensaires ou d'installer des pompes à eau. Toutes les pistes dégradées, les dispensaires qui manquent de personnel de santé et de médicaments, les pompes à eau tombées en panne, sans jamais être réparées en témoignent. Tout cela s'explique par le niveau de qualité des services et le fait que les gouvernements successifs ne se sont guère souciés de la façon dont les ressources nécessaires à l'exploitation et à l'entretien seraient générées et parviendraient aux localités éloignées où l'infrastructure était installée. Ils ne se sont pas préoccupés non plus de donner au personnel des administrations locales et aux populations locales les compétences et le soutien nécessaires pour pouvoir gérer, exploiter et entretenir les systèmes dont elles avaient la charge.

Ces dures leçons du passé et l'observation de la situation actuelle nous conduit à une remise à plat du rôle des gouvernements, des communautés et collectivités rurales, ainsi que des stratégies à suivre pour de telles situations. Pour améliorer cet état de choses, une solution globale pour tout le pays serait nécessaire. Cette solution devra être prise dans le cadre d'une politique sectorielle nationale, qui définit les priorités de l'investissement rural dans le contexte d'un réseau national de services et d'infrastructures, et qui spécifie les rôles et les responsabilités des divers acteurs dans la fourniture des services. Cela contribuera à la cohérence sectorielle en reliant les services ruraux aux services fournis à d'autres



échelons du réseau. Les transports dans notre zone d'étude en sont un exemple. Les pistes rurales comme celles de Ndjoubissi, Gboyo et Gbotolo font le lien avec les routes régionales qui, elles-mêmes, sont raccordées aux routes nationales ; la gestion étant assurée dans chaque cas par des échelons différents du gouvernement. Ce cadre de la politique nationale des transports routiers doit spécifier les priorités d'investissement, indiquer la façon dont les ressources seront mobilisées pour l'investissement, l'exploitation et l'entretien, et répartir les responsabilités dans la gestion des différents échelons du réseau. Dans ce cadre, la mise en place de l'infrastructure est abordée en liaison avec le développement des services de transport, y compris les formes de transport non motorisé à faible coût comme les charrettes.

### *Conclusion*

Ce chapitre nous a permis de passer en revue les différentes solutions qui nous semblent nécessaires pour le développement du Nord-Est de Bambari. Parmi toutes ces solutions, la plus urgente nous paraît être la réforme foncière. Elle permettra de créer une nouvelle plate forme spatiale issue de concertations entre l'Etat et les différentes parties prenantes impliquées dans l'exploitation de l'espace, notamment, les agriculteurs, les éleveurs, les chasseurs et les cueilleurs. Cette nouvelle entité spatiale et les bases de son exploitation rationnelle ainsi définies, nous sommes certains que les conflits s'estomperont et chacun pourra trouver assez d'espace pour exercer ses activités.

La décentralisation des institutions politico-administratives et la démocratisation des modalités de prise de décisions sont des éléments à notre avis indispensables pour une meilleure exploitation de la nouvelle entité spatiale définie. Bien conçues et bien appliquées, ces mesures favoriseront un meilleur fonctionnement des institutions locales, garantissant ainsi la cohésion sociale et la paix entre les communautés, seule condition du développement de la région.

Cependant, la réussite des réformes précédentes ne sera pas possible si les populations continuent à vivre dans la pauvreté comme c'est le cas actuellement. Pour faire face à cette misère, nous pensons qu'il est urgent de "redynamiser" l'économie locale en améliorant la collecte des produits agricoles, en appuyant les agriculteurs et les éleveurs par le système de crédits adaptés à leurs possibilités de remboursement et grâce à l'amélioration des infrastructures tant routières, sanitaires que socio-éducatives.

## **Conclusion partielle**

A la question de savoir, « quelles solutions pour une meilleure gestion de l'espace et une intégration de l'agriculture et de l'élevage », il semble que les réponses dépendent de la capacité et surtout de la volonté de l'Etat à vouloir concilier ces deux activités.

En effet, le bilan des politiques de gestion de l'espace dans notre région d'étude fait apparaître la prépondérance de celui-ci dans ce domaine depuis l'époque coloniale jusqu'à ce jour. Ce qui pose problème, c'est que cette main mise de l'Etat, motivée par des intérêts d'ordre économique et de contrôle des populations, a carrément ignoré les règles locales d'accès et de gestion d'espace qui préexistaient. La partition de l'espace d'usage, sans concertation préalable avec les populations locales, loin de résoudre les problèmes s'est avérée un élément catalyseur de protestations. Sa mise en place a ainsi favorisée la superposition sur un même espace de plusieurs logiques différentes (logiques coutumier Banda, logique Mbororo, logiques modernes) qui a abouti à un flou juridique.

De plus, les difficultés de l'Etat à mobiliser les moyens de sa politique, et la difficile conjoncture économique rurale actuelle engendrent d'autres facteurs de blocage, tant socio-économiques que politiques, découlant de stratégies des acteurs sociaux locaux ou nationaux mus par des intérêts divergents. Ainsi, on constate que certains conflits découlent parfois de la volonté de domination économique de certains grands commerçants, de la soif de prestige ou de pouvoir de certaines autorités (maire, Ardo, chef,...) ou simplement de simples mésententes entre individus.

Toutefois, au-delà de ce constat d'inefficacité, nous avons également montré que l'espoir d'intégration existait. Il proviendrait tout d'abord par l'interdépendance économique des deux communautés, et surtout par le biais des jeunes qui, influencées par la modernité sont beaucoup plus tolérants et ouverts au changement. Mais, le problème qui se pose est celui de définir un cadre territorial adéquat et des modes de contrôle qui permettent une réelle synergie entre Banda et Mbororo. A ce propos, nous avons proposé deux solutions : soit le jumelage des territoires communaux

et la création de zones spécifiques à chaque activité, avec des couloirs de dessertes ; soit le maintien des entités actuelles, mais sans restriction d'activités et avec la mise en place de règles strictes d'exploitation pour éviter des heurts.

Ces dispositions évidemment ne pourront être possibles et applicables que grâce à une volonté réelle de décentralisation, qui responsabiliserait les autorités locales. Ces dernières pourront s'appuyer sur des institutions de cogestion, réunissant les divers acteurs impliqués dans l'exploitation de l'espace : agriculteurs, éleveurs, chasseurs (souvent oubliés).

## CONCLUSION GENERALE

Nous voici au terme de cette étude sur le Nord-Est de Bambari, une région peu peuplée comme toutes celles des savanes de l'Est centrafricain, mais qui présente la particularité de faire cohabiter agriculteurs et éleveurs. L'objectif général de cette étude était tout d'abord de comprendre pourquoi dans une région à si faible densité de population, les agriculteurs et les éleveurs n'arrivaient pas à s'entendre, et ensuite d'analyser les conséquences de ces relations houleuses sur le développement de la région.

Pour ce faire, nous avons formulé l'hypothèse selon laquelle les conflits dans une région comme celle le Nord-Est de Bambari pouvaient résulter, non pas des possibilités du milieu et des moyens de production des habitants, mais de l'organisation respective du système agraire et du système pastoral des terroirs « finis ». La situation actuelle découlerait de la conjonction de nombreux facteurs tels que l'installation récente des populations (surtout Mbororo), les modes d'exploitation (agricole et pastorale) traditionnels de l'espace à la limite de l'anachronie par rapport au contexte actuel, de l'insuffisante maîtrise des techniques "modernes", de l'enfermement spatial et du découpage territorial imposés d'abord par l'administration coloniale, puis définitivement figés par l'Etat centrafricain.

Dans notre démarche analytique fondée sur une approche historique et anthropo-socio-économique, nous avons tenté d'identifier les éléments de réponses permettant de confirmer ou d'infirmer cette hypothèse. Des recherches bibliographiques et des enquêtes de terrain, ont permis de reconstituer l'histoire du peuplement de la région et d'analyser la structure des populations. Elles confirment l'installation récente, un peu plus d'un siècle, des deux groupes de populations (Banda et Mbororo) qui cohabitent et qui sont encore mal fixés.

Mais il ressort surtout que le Nord-Est de Bambari est une région singulière dont les particularités proviennent de trois éléments majeurs. Cette spécificité vient tout d'abord de sa situation dans la zone de transition, entre les « savanes cotonnières » de l'Ouest centrafricain et celles de l'Est, caractérisées par une agriculture de subsistance, et où dominent la chasse

et la cueillette. En effet, contrairement à certaines localités Batangafo, Bossagoa et Paoua où toute l'économie villageoise gravite autour du coton, au Nord-Est de Bambari, cette culture n'est pratiquée que faute de mieux ; l'essentiel des revenus provient des cultures vivrières (manioc en tête), et des produits de chasse et de cueillette.

La singularité s'explique ensuite par la présence de l'élevage bovin Mbororo, qui au même titre que les activités agricoles a un fort ancrage territorial, matérialisé ici par la commune d'élevage d'Ouro-Djafun, entité administrative bénéficiant d'un statut particulier. Au sein de cette commune, on observe des dynamiques tant sur le plan spatial, que sur le plan social. Au niveau social, on constate que les Djafun, premiers arrivés dans la région et quelques Wodaabé qui les ont suivis peu après se sont « foubéisés ». En effet, non seulement ils ont créé un pouvoir, mais également la plupart de ceux-ci se sont sédentarisés dans de grandes agglomérations (Maloum, Gbotolo, Chimbolo, etc.), convertis à l'islam, et adoptée un style de vie moderne : fréquentation de l'école moderne, habitation en briques cuites avec toitures en tôle, acquisition de mobilier moderne, de motocyclettes, de voitures et même de frigo-congérateurs. De plus, ils méprisent les nouveaux venus (Ngadjawa, Boganko'en, Ngadji, Rompoo...), considérés comme « sauvages ». Sur le plan spatial, le relâchement vis-à-vis de certaines techniques de gestions séculaires des pâturages, a occasionné la dégradation des pâturages, aujourd'hui en proie à une forte rémanence des ligneux, ce qui a poussé certains éleveurs à migrer vers les zones agricoles.

Un autre aspect de la spécificité de notre zone d'étude est l'absence d'association entre agriculture élevage. En effet, contrairement à la plupart des régions agropastorales d'Afrique et particulièrement de l'Afrique de l'Ouest où ces deux activités sont étroitement associées, dans le Nord-Est de Bambari, à chaque groupe de populations correspond une activité précise : l'élevage bovin pour les Mbororo et l'agriculture pour les Banda. Pourtant nous sommes ici dans l'un des trois grandes régions d'élevage de la RCA, les deux autres étant celles de Bouar-Bocaranga et de Bossembélé-Yaloké. La seule valorisation du bétail connu est utilisation des attelages pour les labours ; ni les charrettes, ni l'abondant fumier organique disponible n'est

utilisé. Cette situation s'explique en partie par des facteurs culturels : les Banda ne semblent avoir découvert l'élevage bovin que depuis une soixantaine d'années, et les pasteurs Mbororo, toujours contraints à de fréquents déplacements n'ont pas le temps de se consacrer à l'agriculture, considérée par la plupart d'entre eux comme une activité dévalorisante.

Mais elle traduit surtout l'échec d'une politique étatique qui, au lieu de promouvoir les relations entre agriculteurs et éleveurs, a privilégié la séparation territoriale des deux activités. Cette ségrégation spatiale des hommes et de leurs activités constitue l'un des éléments fondamentaux d'explication des problèmes de cohabitation entre les populations Banda et Mbororo, et celles de la difficile intégration agriculture/élevage.

Il semble en effet, d'après nos enquêtes et observations sur le terrain que ces dispositions prises en 1965 et 1970 pour résoudre les conflits entre les agriculteurs et éleveurs n'aient pas préalablement tenu compte des règles traditionnelles d'usage de l'espace qui existaient dans cette région. Les Banda, arrivés quelques décennies plus tôt que les Mbororo s'estiment "propriétaires" du territoire aujourd'hui occupé par les éleveurs Mbororo, à qui ils avaient accordé l'usufruit de certains pâturages. Aussi, ont-ils protesté lorsque l'Etat a décidé d'affecter cette partie du territoire aux éleveurs. Toutefois, par crainte des représailles, et aussi parce que la population peu nombreuse à l'époque disposait encore d'assez d'espace pour cultiver, ils ont dû se résoudre à accepter cette décision. Mais depuis la seconde moitié des années 1980, l'épuisement des sols dans les zones agricoles proches des villages a accentué les migrations des agriculteurs Banda vers des endroits de plus en plus éloignés. Aujourd'hui, les champs les plus éloignés sont sur les rives de la Mbounou, limite naturelle de la commune de Danga-Gboudou, et située à 25 km environ de la grande route. Dans la zone pastorale, la dégradation des pâturages du fait de la multiplication des ligneux et leur envahissement par l'herbe du Laos, poussent beaucoup d'éleveurs Mbororo à s'installer dans la zone agricole. Parallèlement, l'agriculture gagne du terrain chez les éleveurs-même. Exclusivement pratiquée par les femmes dans les bas-fonds, cette activité a été autorisée depuis trois ans aux Banda vivant dans la commune. Il en a

résulté une multiplication de conflits, de plus en plus violents entre agriculteurs et éleveurs ; une situation amplifiée par la crise économique généralisée du pays dont souffrent particulièrement les populations rurales, et par le retrait de l'Etat.

Le Nord-Est de Bambari, comme la plupart des régions rurales centrafricaines est confronté à un environnement économique caractérisé par une forte instabilité, voire une précarité. Sur ce plan, cette étude a montré que malgré une production acceptable, les cultures vivrières souffrent de problèmes d'évacuation des zones de production vers les villages, du manque d'innovation technique et du manque de débouchés. Quant à la culture du coton, elle n'a jamais trouvé son ancrage en RCA, en dépit de son implantation ancienne et des mêmes efforts de l'IRTC et de la CFDT qu'au Cameroun et au Tchad pour la développer. Pourtant, elle bénéficie des conditions naturelles favorables et de l'accessibilité des techniques de cultures. De ce fait, dans une région de production marginale comme notre zone d'étude, le coton ne peut être le moteur d'un agrosystème contenu lui-même dans un complexe d'activités qui se déroulent dans de vastes territoires de cueillette. Il se réduit ici à ce que SEIGNOBOS (2000) appelle, "*un épiphénomène économique*". L'élevage de son côté ne va pas mieux. Avec un cheptel bovin estimé à plus de 40 000 têtes de bétail, cette activité est gangrenée par la recrudescence des maladies comme la trypanosomiase, les parasitoses, et la péri-pneumonie. De plus, la dégradation du marché du bétail et la colonisation des pâturages par les ligneux et l'herbe du Laos (*Chromolaena odorata*) contribuent à restreindre les ressources alimentaires du bétail, plongeant les éleveurs dans la détresse. Certains pour se maintenir diversifient leurs activités en pratiquant le commerce ou des activités minières ; mais nombreux sont ceux qui, ne pouvant plus subvenir aux besoins de leur famille par l'élevage se convertissent à l'agriculture.

Problèmes économiques et d'accès à l'espace d'usage se conjuguent donc pour créer une situation sociale explosive. Les conflits sont nombreux entre Banda et Mbororo ou entre les membres d'une même communauté. Ils prennent des formes très diversifiées, allant des banales disputes entre



agriculteurs-éleveurs pour les dégâts aux cultures, à des affrontements communautaires pour le contrôle des territoires ou pour le pouvoir. Ce qui est dramatique c'est que parfois, ces conflits peuvent parfois entraîner des morts d'hommes. Au vu de ce qui précède, quels enseignements peut-on tirer de cette étude ? Nous pouvons en tirer trois :

- la maîtrise foncière et la gestion de l'espace ;
- le problème d'association/intégration agriculture-élevage ;
- et la redynamisation de l'environnement économique.

#### 1) Concernant la maîtrise foncière et la gestion de l'espace

La situation foncière au Nord-Est de Bambari résulte de la combinaison d'une part du contexte global de "transition foncière", caractérisé par la coexistence de plusieurs systèmes fonciers, aux règles et logiques différentes, voire opposées : dualité entre systèmes "coutumier" et "moderne", mais aussi pratiques sociales informelles donnant naissance à des droits nouveaux, souvent à caractère mixte ou intermédiaire ; et d'autre part, les transformations "dém socio-économiques" profondes qui sont exprimées par l'importance des phénomènes migratoires : arrivée de nouveaux éleveurs.

Les plaintes à propos du manque des terres de culture et de dégradation des pâturages sont l'expression de l'insécurité foncière, liée à l'accentuation de la compétition autour des terres et des pâturages, ainsi qu'à l'intervention de l'Etat, perçue comme arbitraire et partielle par les populations Banda. Ce sentiment d'insécurité est accentué par le contexte de "flou juridique", qui marque toute transition foncière de transition foncière : entre le mode d'appropriation Banda, celui des Mbororo et la législation foncière de l'Etat, on évolue dans une situation d'incertitude totale. Cette ambiguïté est très flagrante au niveau des limites territoriales des communes et des villages. A ce propos, l'imprécision existant quant à ce qui concerne la taille de la commune d'élevage est très édifiante. En effet, la superficie de celle-ci, officiellement de 800 km<sup>2</sup>, est souvent confondue à celle de la sous-préfecture de Bambari, voire à l'ensemble de la préfecture de

la Ouaka, selon qu'on soit Mbororo, Banda ou de l'administration. Ces problèmes fonciers sont d'autant plus inquiétants, qu'ils contribuent à accentuer la dégradation des ressources naturelles (course à "l'appropriation).

Les tensions expriment enfin *"l'existence de conflits d'intérêts liés à des stratégies et des "demandes sociales" souvent divergentes, voire opposées"*(LE BRIS et al, 1983 et 1991). Ce constat est classique, mais il est exacerbé dans cette région par la coexistence de deux communautés d'origines différentes, et aux pratiques spatiales divergentes. Ainsi, résultant de ces situations et en réponse à ces problèmes, les enjeux fonciers peuvent s'articuler autour de deux thèmes majeurs : la sécurisation foncière et la gestion concertée de l'espace.

La sécurisation foncière des exploitants et autres utilisateurs des terres passe par la recherche et la mise en œuvre d'une nouvelle politique de maîtrise foncière (cf. Chapitre XI), qui doit englober la vaste gamme des situations et des droits représentés et reconnus socialement en milieu rural, donc d'origines multiples (coutumières, lois et textes officiels, accords et contrats formels ou informels). Les principales difficultés à surmonter concernent notamment :

- la mise au point de méthodes d'enregistrement et de cartographie des pratiques sociales réelles impliquant la participation active des intéressés eux-mêmes ; ces méthodes doivent être à la fois fiables techniquement, légères et peu coûteuses, pour être accessibles aux ruraux et reproductibles à grande échelle (par opposition aux techniques cadastrales classiques et aux procédures dites d'immatriculation) ; plusieurs expériences ou opérations pilotes sont en cours dans ce domaine, en particulier de type "observatoire du foncier" (comme au Mali) et de type "plan foncier rural" dans trois autres pays ouest-africain (Côte d'Ivoire, Bénin et Guinée).

Face à l'affaiblissement des pouvoirs publics et des systèmes de régulation d'origine traditionnelle et au manque chronique de moyens des différentes autorités administratives - territoriales et judiciaires - qui détiennent et exercent les pouvoirs de gestion, et de contrôle sur les

terres et sur les ressources naturelles, la promotion de nouveaux modes de gestion de l'espace s'impose comme une nécessité. Ces nouvelles modalités de gestion doivent se traduire dans de nouvelles instances de contrôle et de régulation, plus proches à la fois des unités socio-géographiques réelles et des acteurs directs de base, dont la participation active est indispensable à la réussite des actions.

Ces objectifs rejoignent ceux de la politique de décentralisation, de la promotion et de la responsabilisation des communautés de base : un projet en cours de réalisation en RCA et conforme à l'orientation générale de la politique du gouvernement vers le désengagement de l'Etat. Toutefois, de nombreuses difficultés sont à surmonter, en particulier :

- la détermination des unités socio-économiques pertinentes qui se situent, en général, au niveau des villages ou des petits groupes de villages, de façon à éviter les problèmes de mobilisation de l'intérêt réel des acteurs de base ;
- les transferts effectifs des pouvoirs de l'Etat vers les collectivités décentralisées apparaissent plus limités que prévus, d'une part en raison de l'insuffisance des moyens matériels, financiers et humains ; d'autre part à cause de la réticence des services administratifs et techniques concernés, en particulier, la reconnaissance de compétences foncières et d'un patrimoine foncier propre aux communes ;
- la mise en œuvre de nouvelles instances de gestion et de régulation au niveau des communautés de base qui est délicate dans le contexte de cette région, caractérisée par la coexistence de deux grandes communautés. Des efforts seront nécessaires pour assurer une représentation équitable de toutes les composantes des populations, mais aussi pouvoir assurer des appuis en formation, des moyens de fonctionnement, enfin pour mettre en œuvre des procédures de négociation et de concertation entre utilisateurs multiples de terres et de ressources naturelles.

Ce n'est que de cette manière que l'on pourra asseoir les bases d'une intégration des activités agricoles et pastorales.

## 2) Vers l'association des activités d'agriculture et d'élevage ?

Le développement de l'association agriculture-élevage dans le Nord-Est de Bambari dépend à bien des égards de l'amélioration de l'environnement économique et institutionnel (cf. chVIII). Elle dépend aussi de l'amélioration des capacités de gestion, car la gestion des troupeaux est contraignante. Elle dépend enfin de l'adoption d'innovations techniques. Certaines propositions techniques sont déjà "disponibles", d'autres relèvent encore de l'effort de recherche, et surtout de recherche-développement.

La première proposition que nous pouvons formuler est celle de l'amélioration des techniques. La principale concerne la valorisation de la fumure organique : les étables fumières, les parcs améliorés, les parcs d'hivernage, le compostage sont des techniques inconnues dans la région mais qui pourraient être adaptées au système agraire, au niveau d'équipement des agriculteurs (charrette notamment) et aux débouchés possibles pour les productions animales : par exemple production laitière comme à Chimbolo avec étable fumière. Les disponibilités en produits fourragers étant dans cette optique d'intensification de la production de fumure souvent insuffisantes, il serait donc d'abord nécessaire d'accroître la productivité fourragère par une meilleure gestion du disponible spontané et de différentes autres formes de production fourragère : meilleure utilisation des tourteaux de coton et des résidus de récolte, jachère pastorale par exemple.

Notre seconde proposition concerne les besoins de recherche. L'augmentation de la productivité des systèmes mixtes en RCA soulève de nombreux problèmes d'ordre foncier, financier, et organisationnel, mais aussi technique. Or, la recherche sur les productions animales n'a jamais été très développée dans le pays et les référentiels techniques sont encore modestes. Quelques axes de recherche paraissent toutefois prioritaires :

- la gestion de la fertilité : la connaissance de l'évolution de matières organiques dans les sols des régions agropastorales en général et du Nord-Est de Bambari en particulier, et du maintien de la fertilité est

encore à affiner, qu'il s'agisse de la matière organique apportée par les différents fumiers disponibles, par les cultures fourragères (cas de la région de Gouzé dans le Nord-Ouest), les pâturages permanents ou les jachères. L'amélioration quantitative de la fumure organique est un sujet à approfondir dans ses aspects théoriques et pratiques en fonction des techniques et de l'utilisation de diverses sources de matières végétales associées à la fabrication du fumier. Enfin, d'autres indicateurs plus globaux sont à suivre dans ce domaine, comme le taux d'occupation du sol, la "phytomasse" des formations végétales pâturables et l'évolution de leur composition floristique, le niveau de fertilité des sols cultivés et notamment le taux de matière organique ;

- La diversification et l'utilisation des ressources fourragères : les investissements devront porter plus particulièrement sur le choix des légumineuses et leur intégration dans les systèmes de production, sur l'amélioration de l'utilisation des sous-produits agricoles allant du seul stockage et des fanes ou du conditionnement pour le transport, à des technologies simples pour améliorer la valeur fourragère (fermentation, traitement à l'urée), et sur les arbres et arbustes fourragers ;
- Une meilleure connaissance des systèmes de production existant et des filières du bétail et des produits animaux : les conditions de gestion des exploitations agricoles intégrant l'élevage sont encore mal connues, notamment quant à la rentabilité des productions et leur mise en marché, mais aussi quant à la gestion individuelle/collective des espaces naturels et des terroirs.

Cependant, toutes ces propositions ne seront valables que si les populations locales disposent des ressources financières nécessaires et bénéficient d'un environnement économique dynamique.

### 3) Construire un environnement incitatif

Les populations rurales centrafricaines subissent les contrecoups de l'environnement économique, politique et institutionnel, caractérisés ici, par les difficultés d'écoulement de leurs productions agricoles. Ceux du Nord-Est

de Bambari n'y échappent pas. La solution à cette situation dramatique, passe par la construction d'un environnement "porteur", à même de favoriser et d'accélérer les processus de changement économique et social. La sécurisation des biens, des personnes et des activités économiques constitue une incitation fondamentale à l'innovation et à l'investissement ; elle offre un cadre d'action essentiel permettant de surmonter les nombreux défis auxquels sont confrontées les différentes communautés humaines, quelle que soit l'échelle d'analyse retenue (locale, régionale, nationale).

L'Etat a un rôle prépondérant à jouer dans la construction de cet environnement économique et institutionnel favorable. Et la mise en œuvre des différentes politiques ayant pour objectif son retrait d'un certain nombre d'activités productives, de régulation ou de contrôle, ne doit surtout pas faire oublier ce constat fondamental. En promouvant le droit, en garantissant les libertés et le respect "des règles du jeu", il est à même de permettre l'expression des initiatives individuelles et collectives et de favoriser les dynamiques d'organisation sectorielles, professionnelles, voire territoriales.

Au-delà de ces rappels sur le rôle incontournable de l'Etat, il convient d'insister sur la nécessaire promotion de plusieurs thèmes d'actions :

- la mise en place de cadre de concertation durable entre les différents acteurs économiques, condition *sine qua non* de compromis à caractère sectoriel ou territorial et débouchant sur des politiques de développement ;
- la promotion des fonctions de formation et d'information des agents économiques, indispensables pour l'initiative et l'action ;
- la création de dispositifs de financement adaptés, permettant l'investissement à moyen et long terme, et la mise en œuvre de mécanismes de garantie (assurances) ou d'accompagnement (subventions), notamment dans les domaines où les appuis sont nécessaires à la construction ou la consolidation d'activités stratégiques en termes d'équilibre régional ou national.

Mais il faut reconnaître que le développement de cette région ne sera possible que grâce à des relations ville-campagne beaucoup plus meilleures que celles que nous observons aujourd'hui. La présentation des goulets

d'étranglement au développement du milieu rural du Nord-Est de Bambari a montré que le manque de dynamisme des villes de la région (Bambari, Ippy, Alindao) constituait un sérieux handicap pour le développement agricole. Ce constat conduit inévitablement à éclairer l'enjeu que constitue la recomposition des relations de ces villes avec les campagnes environnantes et notamment leur rôle dans le développement des campagnes et dans une meilleure valorisation des potentialités agricoles. En effet, on sait combien l'attraction économique des villes dynamiques crée des perspectives positives quant à une valorisation accrue des potentialités rurales. Cette attraction économique est liée à la fois à la taille des villes mais aussi et surtout à l'existence de réseaux denses de petites villes et bourgs ruraux qui démultiplient, dans les régions forestières du sud-ouest par exemple, les relations de proximité.

Toutefois, si effectivement une présence urbaine importante offre des opportunités pour le développement d'un marché de produits vivriers ou d'élevage, celles-ci ne pourront être saisies que si les agents économiques peuvent avoir facilement accès au marché. Il est ainsi fondamental que des infrastructures permettent de rompre les éventuelles situations d'isolement. Il faut par ailleurs souligner la faiblesse de la demande urbaine, due au niveau de revenu très bas de leurs populations (ceux-ci dépendent pour la plupart de l'agriculture pratiquée dans les campagnes environnantes) et par le jeu des importations, alors qu'elles disposent des capacités et des potentialités agricoles pour répondre à la demande alimentaire locale. Des arbitrages politiques sont donc nécessaires en termes de protection minimale vis-à-vis des importations, afin que les agriculteurs puissent percevoir la demande des villes comme une incitation à l'accroissement de leur production agricole et agroalimentaire, et à l'intensification de leurs techniques culturales. Cette demande régulière aurait par ailleurs un effet correcteur sur l'instabilité des prix qui freine les investissements productifs.

Cependant, au-delà du faible pouvoir d'achat des citadins et des problèmes d'infrastructures, l'un des gros obstacles au développement du Nord-Est de Bambari, voire de la RCA ne serait-il pas sa faible densité de population ?

## BIBLIOGRAPHIE

1. ADALA. HERMENEGILDO, (1993), Peuples et cultures de l'Adamaoua (Cameroun). Collection colloques et séminaires, ORSTOM, Ngaoundéré Anthropos, Paris 314 p
2. AGENCE TCHADIENNE DE PRESSE (1993) : Les chefs traditionnels du moyen Chari demande que les éleveurs soient désarmés. Info Tchad num. 3061, CEFOD, Ndjamena, P. 3-4
3. ANDRE V. (2002) : Environnement menacé ou territoire géré ? Le Fouta Djallon (République de Guinée). Thèse de Doctorat de l'Université Michel de Montaigne Bordeaux 3. Talence , 500 p.
4. ANTHEAUME, B. (1985), Complémentarités et conflits : approche des relations entre éleveurs et planteurs sur le plateau Akposso (Centre Ouest du Togo). Cahiers de l'ORSTOM, série Sciences Humaines, vol. 21, num. 4, P. 433-449
5. ARDITI C., BERNUS E., BOUTRAIS J. (1996), Les dynamiques du changement en Afrique subsaharienne : freins et impulsions. Harmattan, Paris. 148 p
6. ATO B.F. (1981) : Péripéties des décisions en milieu rural centrafricain, thèse. Université de Poitiers, 525 p.
7. AUBERT G. (1959) : Influence de la végétation sur le sol en zone tropicale humide et semi-humide, In : rapports du sols et de la végétation, Masson, Paris, pp11-12.
8. AUBERT G. (1961) : Influence des divers types de végétation sur les caractères et l'évolution en régions équatoriales et subéquatoriales ainsi que leurs bordures tropicales semi-humides. In : sols et végétation des régions tropicales ; trav. du Coll. d'Abidjan, UNESCO, Recherches sur les Z.T.H., Paris, pp. 41-47.
9. AUBREVILLE A. (1948) : Etude sur les forêts de l'Afrique équatoriale française et du Cameroun. Section technique et de l'agriculture tropicale. Bull. sc. N° 2, Nogent-sur-Marne, 132 p.
10. AUBREVILLE A. (1949) : Climats, forêts et désertification. Soc. Ed. Géo., Mar. Et Coll., Paris, 352 p.
11. BADOUIN R. (1971) : Les agricultures de subsistance et le développement économique. A. Pédone, Paris, 191 p.
12. Badouin R., (1985) : Le développement agricole en Afrique tropicale. *Ed. Cujas*, Paris.
13. BAILLY A.S. (1985), la région : de la territorialité vécue aux mythes collectifs. In : Région et aménagement du territoire ; mélanges offerts au Doyen J. LAJUGIE, bordeaux, édit. Bière, P43-56
14. BALANDIER G. (1963) : Sociologie actuelle de l'Afrique Noire. PUF, 532 p.
15. BANVILLE (de) G. (1983) : Ouaka, 1900-1920. Document d'histoire sur la région de la Ouaka. Centre culturel st Jean, Bambari. 101 p.
16. BANVILLE (de) G. (1983): Ouaka 1900-1920. Document d'histoire sur la région de la Ouaka. Centre culturel st Jean, Bambari, 101 p.
17. BARRANCO C. (1994), Les dynamiques homme/milieu en domaine soudanien : l'arrondissement de Kignan (Mali). TER, Institut de Géographie de l'Université de Bordeaux III, 96 p.
18. BARROT P. (1990), Eleveurs et agriculteurs : du conflit à l'intégration. SYFIA, bulletin de presse num. 21, P. 1-7
19. BARROT P. (1992), Agriculteurs et éleveurs : la déchirure. SYFIA, bulletin de presse num. 40, P. 13-14



20. BARROT P. (1993), Attention, champs pièges. Le courrier de la planète num. 14, P. 10-11
21. BASQUIN F.J., (1986) : L'évolution économique de la RCA depuis l'indépendance et ses perspectives de développement. Ministère de la coopération, Paris, 237 p.
22. BAYLE des HERMENS R. (1975) : Recherches préhistoriques en République centrafricaine. Recherches oubanguiennes n° 3,
23. BELDJE BEDOGO, (2000). Etude des pratiques paysannes de traction animale dans les cotonnières de Centrafrique. ICRA/PRASAC, Bangui.
24. BERNAULT, F., TONDA, J. (2000) : Dynamique de l'invisible en Afrique : Pouvoirs sorciers, Politique africaine, Vol. 79, pp 5-16
25. BERNUS E. (1994) : Le berger Touareg et le paysan. In : Dynamique des systèmes agraires. A la croisée des parcours. Pasteurs, éleveurs, cultivateurs. ORSTOM, Paris, pp 292-301.
26. BILLE J.C. (1964) : Pâturages du secteur occidental d'élevage de la République centrafricaine. IEMVT, Maison-Alfort, 286 p. multigr.
27. BILLE J.C. (1965) : Evolution des pâturages naturels des hauts plateaux de la RCA en exploitation traditionnelle Mbororo. Rév. Elev. Ed. Vét. Pays trop., t. XVIII, n° 3, pp. 313-316.
28. BILLE J.C. (1967) : Expérimentation agrostologique en RCA, IEMVT, Maison-Alfort, 246 p.
29. BILLE J.C., BOUDET G., LEBRUN J.P., RIVIERE R. (1970) : Manuel sur les pâturages tropicaux et les cultures fourragères. IEMVT, Manuels et Précis d'élevage, n° 4, pp. 399-460.
30. BINGUIWODE B. (1990) : Sédentarisation des éleveurs Mbororo et les mutations en milieu rural (cas du Nord de la sous-préfecture de Bambari). Mémoire de Maîtrise géographie. Bangui, 119 p.
31. BISSAOU E. (1982), la vie rurale dans les savanes centrafricaines. Recherches comparatives dans les savanes du nord Cameroun, du sud du Tchad et du sud du Congo. Bibliographie analytique et signalétique. DEA, Institut de Géographie de Bordeaux III, 70 p.
32. BISSAOU E. (1993) : La vie rurale et son développement planifié dans l'Ouham (Province centrafricaine). Thèse de l'Université de Bordeaux 3, 225 p.
33. BLANC PAMARD C. (1994), Dynamique des systèmes agraires : à la croisée des parcours : pasteurs, éleveurs, cultivateurs/éleveurs et agriculteurs en Côte-d'Ivoire : spécialisation et complémentarité. Collection colloques et séminaires, Paris, ORSTOM, P. 237-268
34. BOLE PAPITO C. (1993) : Contribution à l'étude de l'agriculture centrafricaine : étude de géographie des problèmes de développement agricole d'un pays d'Afrique centrale. Thèse de doctorat de l'Université de Provence. Aix en Provence, 401 p.
35. BONNEMAISON J., CAMBREZY J., QUINTY L.C. (1997) : Territoire, lien ou frontière ? : Identités, conflits ethniques, enjeux et recompositions territoriales. Géographie et cultures n° 20, pp 7-18.
36. BOSERUP E., 1970. Evolution agraire et pression démographique. Ed. Flammarion, Paris.
37. BOSC P. (1992) : Environnement et développement durable. Contribution de la recherche française dans les pays en développement : dynamique des systèmes agraires. Ministère de la recherche et de l'espace, Paris, pp 8-9.
38. BOUBANGA A. (1987), Erosion des sols de l'Afrique Centrale. Etude Bibliographique. DEA, Institut Géographique de l'Université de Bordeaux III, 106 p.

39. BOULANGER J., JARRY A. (1963) : Le climat de la station de l'I.R.C.T. de Grimari et sa tendance évolutive. Coton et fibres tropicales, vol. XVII, pp.
40. BOULVERT . (1983), Carte pédologique de la RCA au 1/1000 000<sup>e</sup>. ORSTOM, Paris, 126 p.
41. BOULVERT Y. (1977) : Catalogue de la flore de Centrafrique -Ecologie sommaire-distribution, ORSTOM, Bangui, multigr.
42. BOULVERT Y. (1980) : Notes phytogéographiques régionales en Centrafrique. ORSTOM, 138 p., 23 fig. 9 tab.
43. BOULVERT Y. (1981) : Notes sur quelques données du climat centrafricain. ORSTOM, Bangui, 17 p. multigr., 14 cartes, 6 fig.
44. BOULVERT Y. (1982) : Notes géomorphologiques régionales en Centrafrique, ORSTOM, Bangui, 296 p. + fig. et cartes.
45. BOULVERT Y. (1982) : Notes morphologiques sur l'interfluve Congo-Nil , contrastes entre les versants centrafricain et soudanais, 5 p. multigr.
46. BOULVERT Y. (1983) : Avancée ou recul de la forêt centrafricaine, changement ou influence de l'homme ? Bangui, ORSTOM, 1983, 110 p.
47. BOULVERT Y. (1985) : L'Est centrafricain, une région dépeuplée en dépit de ses potentialités : note de conjecture. Bangui, ORSTOM, 4 p. multigr.
48. BOULVERT Y. (1985), Le problème de l'Oubangui-Ouélé, ou comment fut exploré et reconstitué un réseau hydrographique à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. Cahiers de l'ORSTOM, série sciences humaines num.4 P. 389-411
49. BOULVERT Y. (1987) : Carte phytogéographique de la République Centrafricaine au 1/800 000. Notice explicative n° 104, Paris, 131 p.
50. BOUQUIAUX L. et THOMAS J.M.C., (1980) : Hypothèse de reconstruction des mouvements migratoires dans les régions oubanguiennes d'après les données linguistiques, ethno-linguistiques et de la tradition orale ; In : Expansion Bantou. Actes du colloque international du CNRS, Paris, SELAF,
51. BOUSSARD J.M., 1992. Introduction à l'économie rurale. *Ed. Cujas*, Paris.
52. BOUTRAIS J. (1974), Evolution et formes modernes de l'élevage dans les zones arides et tropicales. Les cahiers de l'ORSTOM, série sciences humaines, vol. 11, num. 2, P. 115-118
53. BOUTRAIS J. (1977), Drought in Africa : 2/ Une conséquence de la sécheresse : les migrations d'éleveurs vers les plateaux camerounais. IAI, Londres, P. 127-139
54. BOUTRAIS J. (1982), L'expansion des éleveurs peuls dans les savanes humides du Cameroun. Cahiers de l'ORSTOM, série sciences humaines, vol. 18, num. 1 P. 31-45
55. BOUTRAIS J. (1983), L'élevage soudanien : des parcours de savanes au ranch (Cameroun-Nigéria). ORSTOM, Paris, 148 p.
56. BOUTRAIS J. (1984), Le développement rural en question : paysages, espaces ruraux, systèmes agraires -Maghreb-Afrique noire-Mélanésie / entre nomadisme et sédentarité : les Mbororo de l'Ouest du Cameroun, ORSTOM, Paris, P. 225-256 p.
57. BOUTRAIS J. (1985), Le développement de l'élevage dans l'ouest centrafricain : étude socio-économique. ORSTOM, Bangui, 303 p.
58. BOUTRAIS J. (1988), Des peuls en savanes humides : développement pastoral dans l'ouest africain. ORSTOM, Paris, 393 p.
59. BOUTRAIS J. (1990), Les savanes humides dernier refuge pastoral : l'exemple des Wodaabé, Mbororo de Centrafrique. Genève Afrique vol. 28, num. 1, P. 65-90

60. BOUTRAIS J. (1992), L'élevage en Afrique tropicale : une activité dégradante ? In : l'environnement en Afrique. Afrique contemporaine num. 161, ORSTOM, Bondy, P. 109-124
61. BOUTRAIS J. (1992), Les terrains de développement : approche pluridisciplinaire des économies du sud : zébus, mouche tsé-tsé et techniciens en Adamaoua camerounais. ORSTOM, Paris, P. 235-252
62. BOUTRAIS J. (1993), Peuples et cultures de l'Adamaoua (Cameroun) : le « Labi » rite d'initiation Gbaya. Collection colloques et séminaires, ORSTOM Ngaoundéré Anthropos, Paris, P. 181-186
63. BOUTRAIS J. (1994), Pour une nouvelle cartographie des peuls. In : l'archipel peul. Cahiers d'études africaines num. 133-135, P. 137-146
64. BOUTRAIS J., CROUAIL J.C. (1986), Dynamique des systèmes agraires : l'exercice du développement/ les projets de développement de l'élevage en Centrafrique. ORSTOM, Paris, P. 71-92
65. BOYER F. (1998), Réseau et territoire. La formation socio-spatiale nomade du campement d'Ingui (Niger). TER de Maîtrise, Institut de géographie de l'Université de Bordeaux III, 165 p.
66. BRABANT P. (1992) : La dégradation des terres en Afrique. Afrique contemporaine n° 161 (Spécial). Paris, pp 90-98
67. BRIDIER B. (1994), Projet d'étude des systèmes de production des savanes centrafricaines. Mission d'évaluation du projet. CRAD, SAR, Montpellier, 40 p.
68. BRIZARD G. (1997), Coton et développement au Tchad. TER de Maîtrise, Institut de géographie de l'université de Bordeaux III, 131 p.
69. BRUNET R (Dir.), DUBRESSON A., MARCHAL J.Y., RAISON J.P., CHAMPAUD J. (1994), Les Afriques au sud du Sahara / l'Afrique centrale : 17. Du Tibesti à l'Oubangui, loin des rivages. Géographie Universelle, Belin, Reclus, Paris, Montpellier, P. 217-226
70. BRUZON V. (1994) : Les pratiques du feu en Afrique subhumide. Exemples des milieux savanicoles de la Centrafrique et de Côte d'Ivoire. In : Dynamique des systèmes agraires. A la croisée des parcours. Pasteurs, éleveurs, cultivateurs. ORSTOM, Paris, pp 147-161.
71. BYE P. FREY J.P. (1995), Sécurité alimentaire en RCA :un produit de la régulation sociale. In : La sécurité alimentaire à court et long terme. Collection économies et sociétés, vol. 24, num. 6, P. 129-144
72. C.T.A (1994) : Professionnalisation de l'agriculture : les Peuls en Centrafrique. SPORE n° 53, p 5.
73. CANTOURNET J., 1988. Production cotonnière et développement : Le cas centrafricain. *Marchés tropicaux*, n° 2218, pp.1231-1236.
74. CFDT (1996), l'activité de la CFDT et la production cotonnière en Afrique noire en 1995. Bulletin de l'Afrique Noire num. 1784, P. 8-10
75. CHABRA A. (1962) : Aperçu sur le climat centrafricain. ASECNA, Bangui, 25 p. multigr.
76. CHATELAIN Y., BOULVERT Y., BEAUDOU A.G. (1972) : Typologie sommaire des principaux sols ferrallitiques et ferrugineux tropicaux étudiés en République centrafricaine. Cah. ORSTOM, sér. Pédol., Vol. X, n° 1, pp. 59-79.
77. CHATELIN Y. (1969) : Contribution à l'étude de la séquence des sols ferrallitiques rouges et ferrugineux tropicaux beiges. Examen de profils centrafricains. Cah. de l'ORSTOM, sér. Pédol. Vol.VII, 4, Pp. 449-494.
78. CHAVATTE D. (1992), Quelles relations entre producteurs et les sociétés cotonnières ? collection coton et développement num.2, P. 4-8

79. CHEVALIER A. (1907) : Mission Chari-Lac Tchad 1902-1904. L'Afrique centrale française. Récit du voyage de la mission, Paris, Chalannel, 776 p.
80. CHOQUEL M.P. (1965) : Diffusion de l'élevage bovin chez les populations sédentaires en République centrafricaine. Bangui, rapport de stage de vacances, 23 p.
81. CIBIEN E. (1995), Etude économique des comportements des producteurs de la région de Bossangoa, préfecture de l'Ouham, République Centrafricaine. Mémoire d'Agronomie du CNEAR, Montpellier, 135 p
82. CICIBA (1989) : Facteurs culturels et projets de développement rural en Afrique Centrale. Point de repère, L'harmattan , Paris, 182 p.
83. CLAVAL P. (1987), Les cadres conceptuels de l'analyse des situations de conflit en géographie politique. L'espace géographique, vol. 16, num. 4, P. 269-276
84. COLLANGE G. et MOGENET L., (1990) :L'évolution économique de la République Centrafricaine et perspectives de développement à moyen terme. Vol. 1 SEDES, Paris.
85. CONSTANTY B. (1991), la conservation des sols dans la région des savanes : le problème de l'adoption des techniques anti-érosives par les populations. TER de Maîtrise, Institut de Géographie de l'Université de Bordeaux III, 93 p.
86. COQUERY-VIDROVITCH C. (1970) : Le Congo français au temps des grandes compagnies concessionnaires (1898-1930). Thèse de Doctorat, Paris, Sorbonne.
87. DAIGRE R.P (1931) : Les Bandas de l'Oubangui-Chari (Afrique Equatoriale Française). Anthropos, 26, pp 647-695
88. DAIGRE R.P CH. (1927) : Plantes alimentaires en pays Banda. Bull. Sc. Recherches congolaises, Brazzaville, pp. 123-134.
89. DAIGRE R.P. (1947) : Oubangui-Chari – témoignage sur l'évolution 1900-1940 -, Dillen et Cie, 164 p
90. DAMPIERRE (de) E. (1983) : Des ennemis, des arabes, des histoires. Coll. Recherche Oubanguienne, Paris, Soc. d'Ethno., 79 p.
91. DE WILDE J., (1967). Expérience de développement agricole en Afrique tropicale. Ed. Maisonneuse et Larose, Paris.
92. DECOUDRAS P.M., (1979) : Population et économie de la RCA. Cahiers d'Outre-mer, Bordeaux, vol. 32, n° 126, pp.
93. DELETAGE V. (1997), Agriculture et fétichisme en pays Taberma (Togo). TER de Maîtrise , institut de géographie de l'université de Bordeaux III, 141 p. + annexes.
94. DELETAGE V. (1998), Le rôle du sacré dans la gestion de l'espace en Afrique de l'Ouest. DEA, Institut de géographie de l'Université de Bordeaux III, 97 p.
95. DELPECH B. (1983) : La terre et les femmes, conflits ruraux au Cameroun du sud. Cah. De l'ORSTOM, Sc. Hum. Vol. XIX, n° 2, pp. 189-194.
96. DESJEUX D. (1987), Stratégies paysannes en Afrique Noire : le Congo (essai sur la gestion de l'incertitude). Harmattan, collection alternatives paysannes, Paris, 247 p.
97. DEVEY M. (1996) : Spécial Centrafrique. Marché tropicaux et Méditerranéens num. 2626, P 465-494
98. DEVEZ J.C. (1996) : Le réveil des campagnes africaines. Collection économie et développement, Karthala, Paris, 242 p.
99. DI MEO G. (1985 : Les formations socio-spatiales ou la dimension infrarégionale en géographie, *Annales de Géographie*, n° 526, p. 661-689.
100. DI MEO G. (1991) : La genèse du territoire local. complexité dialectique et espace-temps. *Annales de Géographie*, Vol. 100, Num. 559, pp 273-294.

101. Direction de statistiques agricoles, 2000. Annuaire statistique du Ministère de l'agriculture et de l'élevage de la République Centrafricaine. Bangui.
102. Division de statistiques et des études économiques, 1999. Annuaire statistique du Ministère de l'économie, du plan et de la coopération internationale de la République Centrafricaine. Bangui.
103. DOGNIN (1990) : L'arbre Peul. In : Islam, pastoralisme et fluctuation du peuplement. Cahiers de l'ORSTOM, série sc. Hum., vol. 26, n° 4, pp 505-529.
104. DOLE E. (1976) : Structure et organisation du marché des produits agricoles en République centrafricaine. Mémoire de DESS, Montpellier, 186 p.
105. DOUFISSA A., BOUTRAIS J. (1993), L'élevage bovin dans la Mbéré (Adamaoua camerounais). Collection Etudes et thèses, ORSTOM, Paris, 281 p.
106. DUBRESSON A. (1980) : Derrière la contradiction, l'Etat. Discours et pratique de l'aménagement du territoire en Côte d'Ivoire. Politique Africaine num. 21, pp 77-89.
107. DUMONT R. (1966) : Le difficile développement agricole de la RCA. In : Annales de l'Institut National Agronomique, Paris, tome IV, pp. 57-189.
108. DUMONT R. (1966) : Le difficile développement agricole de la RCA. Annales de l'Institut National Agronomique IV, Paris, 85 p.
109. EBOUE F. (1933) : Les peuples de l'Oubangui-Chari . Bulletin de la Société d'ethnographie de Paris, pp 3-80
110. EL HADJ HAROUN ABAKAR, (1995), Les nomades peuvent-ils prétendre aux territoires qui précèdent d'un découpage officiel pour s'accaparer des territoires d'autrui ? Le temps num. 16, 1995, P. 7-8
111. ELDRIDGE M. (1965) : L'histoire de Tibati, chefferie Foulbe du Cameroun. Yaoundé, Editions Abbia avec la collaboration de CLE.
112. ELDRIDGE M. (1976) : L'histoire des Peuls Ferobbhe du Diamare : Maroua et Pette/traditions transmises par Bakara Yana, et al. Tokyo : Institute for the Study of languages and Cultures of Asia and Africa. iii, 409 p.
113. ELKAIM A. (1998), Espace temps et culture nomade chez les Wodaabe du Niger. C2 de Maîtrise, Institut de géographie de l'Université de Bordeaux III, 37 p.
114. ELLA J.B. (1984), Les effets des feux de brousse sur les sols dans les savanes guinéennes en Afrique intertropicale. DEA, Institut de Géographie de l'Université de Bordeaux III, 239 p.
115. ESSOU M.P.J. (1987), Contribution à l'étude des pâturages du Bénin : réflexion méthodologique. DEA, Institut de Géographie de l'Université de Bordeaux III. 229 p.
116. ESTELLE B. (1995), Le coton en Centrafrique, une longue histoire. Coton et développement num. 13, pp. 6-7 ; pp. 32-33
117. FRANQUIN P., DIZIAN R., COINTEPAS J.P., BOULVERT Y. (1988) : Agroclimatologie du Centrafrique. Ed. de l'ORSTOM, coll. Initiation. Doc. Tech. n° 71, Paris, 489 p.
118. GAFSI M. ET MBETID-BESSANE E., (2001) : Stratégies des producteurs de coton dans le contexte de libéralisation de la filière. Le cas de Centrafrique. *Colloque international "un produit, une filière, un territoire"*, Toulouse du 21 au 23 mai 2001.
119. GASSIAT A. (1986), les paysans de la vallée de l'Inkisi : systèmes traditionnels et évolutions. TER de maîtrise, Institut de Géographie de l'Université de Bordeaux III, 101 p.
120. GASSIAT A. (1987), L'intégration des sociétés rurales dans les marchés nationaux de produits vivriers : études des Bakongo (Zaïre). DEA, Institut de géographie de l'université de Bordeaux III, 63 p.
121. GASTELLU J. M.(Dir.) (1997) : La ruralité dans les pays du sud à la fin du XX e Siècle. Editions de l'ORSTOM, Paris

122. GAUTIER D. (1995) : Analyse du rapport entre l'organisation spatiale et la gestion des ressources renouvelables, appliquée à la gestion de la châtaigneraie cévenole. Thèse de doctorat, Université d'Avignon et des pays du Vaucluse, 352 p.
123. GAZAWANZA S.P., (1983): Les mutations du milieu rural centrafricain dans les savanes centrafricaines sous l'influence de la culture cotonnière. Thèse de Doctorat de Bordeaux 3, 393 p.
124. GENTIL E. (1902) : La chute de l'empire de Rabah, Paris, Hachette, 307 p.
125. GEORGES M. (1963) : La vie rurale chez les Banda (République Centrafricaine). Cahiers d'Outre-mer, n° 64, pp. 321-359.
126. GESHIERE, P. (2000) : Sorcellerie et modernité : Retour sur une étrange complicité : Pouvoirs sorciers. Politique africaine, vol. 79, pp 17-32
127. GODELIER M. (1989) : Milieux et sociétés, In : Recherches sur l'environnement, Le Courrier du CNRS, n° 72, pp. 66-67.
128. GOSSELIN G. (1964) : Travail et changement social en pays Gbaya, Thèse, Paris Sorbonne, 356 p.
129. GUEYE, MAMDOU BARA (1995), Conflits et alliances entre agriculteurs et éleveurs : le cas du Goll de Fadene. Arbres, Forêts et communautés rurales : Bulletin num. 7, 5-12
130. GUILLEMIN R. (1956) : Evolution de l'agriculture autochtone dans les savanes de l'Oubangui. L'Agronomie tropicale, Vol. XI, Paris , pp. 36-41; 146-176 ; et 276-309.
131. HOFFMAN, O., (1985) : Pratiques pastorales et dynamiques du couvert végétal en pays Lobi (Nord-Est de Côte d'Ivoire), Paris, ORSTOM, 356 p.
132. HUGON P., (1994) : Instabilité et organisation des filières coton en Afrique. *Economie Rurale*, n° 224, pp.39-44.
133. HURAULT J. (1964) : Antagonisme de l'agriculture et de l'élevage sur les hauts plateaux de l'Adamaoua (Cameroun) ; le Lamidat de Banyo. *Etudes rurales*, n° 15, pp. 22-71, 3 cartes.
134. HURAULT J. (1969-1970) : Eleveurs et cultivateurs des hauts plateaux du Cameroun ; population du Lamidat de Banyo, population, 1969, n° 5, pp. 963-983 et 1970, pp. 1039-1084.
135. HURAULT J. (1971) : L'érodibilité des sols surpâturés des hauts plateaux de l'Adamaoua (Cameroun), essai de caractérisation par des mesures d'infiltration. *Bull. Assoc. Fr. pour l'étude du sol* n° 1, pp. 23-56.
136. HURAULT J. (1975) : Surpâturage et transformation du milieu physique. Formation végétale, hydrologie de surface, géomorphologie ; l'exemple des hauts plateaux de l'Adamaoua (Cameroun). *Etude de photo-interprétation* n° 7, IGN, Paris, 218 p.
137. HYENARD J. (1966) : Bœufs et vaches à Agoudou-Manga, République centrafricaine. *INADES*, 128 p.
138. HYENARD J. (1974) : Dans la savane centrafricaine avec les Bororos Djafouns, Paris 231 p.
139. ICRA (1995) : Les exploitations agricoles dans la zone des savanes centrafricaines. Bangui. 107p.
140. IRLES C. (1995), Les cultures cotonnières en Afrique de l'ouest francophone 1945/1995. DEA, Institut de géographie de l'Université de Bordeaux III, 93 p.
141. IYANGA DYوبا E. (1997), L'intégration économique régionale comme interface des espaces national et mondial ? le cas de l'Afrique centrale. DEA, Institut de géographie de l'Université de Bordeaux III, 153 p. + annexes
142. JEAN, S., (1959) : Les Langbas, population d'Oubangui-Chari. Coll. "Monde d'outre-mer", série Nations. Paris,

143. JEAN, S., (1975) : Les jachères en Afrique tropicales, interprétation technique et foncière, Paris, Musée de l'Homme,
144. JEAN, S., FORET, C., SERPENTIE, G., (1993) : La jachère en Afrique de l'Ouest et du Centre : jachère et stratégies foncières, ORSTOM, PARIS, PP : 47-54
145. JEAN, S., VON BLANCKENBURG, MP., (1979) : Développement agricole en zone cotonnière centrafricaine. AIDR, Bruxelles, 11 p.
146. JOURNAL OFFICIEL (1986) : Ordonnance n° 86.057, du 15 septembre 1986, instituant et organisant les ZAGROP en République Centrafricaine.
147. KADEKOY-TIGAGUE D. ET MBETID-BESSANE E. (1999) : Aperçu sur les systèmes de cultures en zone cotonnière de la république Centrafricaine. ICRA, Bangui.
148. KAFARA J.M. ET YAKENDE R.P., (2001) : Choix techniques et stratégies paysannes en zone des savanes cotonnières de la Centrafrique. ICRA/PRASAC.
149. KAFARA J-M. ET YAKENDE R.P.(2000) : Analyse des pratiques culturelles en zone des savanes cotonnières de la Centrafrique. ICRA/PRASAC, Bangui.
150. KALCK P. (1957) : En Oubangui-Chari : le village Gbaya traditionnel. *Tropique*, n° 395, pp. 67-70.
151. KALCK P. (1959) : Réalités Oubanguiennes, Paris, Berger-Levrault, Coll. "Monde d'outre-mer", série Nations, 356 p.
152. KALCK P. (1971) : Les savanes centrafricaines, Paris, PUF
153. KALCK P. (1992), Histoire centrafricaine des origines à 1966. Harmattan, Paris
154. KALCK P. (1995), Genèse d'un Etat. *Jeune Afrique* num. 1816, P. 108-111
155. KAYSER B. (1969) : L'agriculture et les sociétés centrafricaines. SEDES, Paris, 270 p.
156. KOECHLIN (1968) : Etude sur les pâturages et les questions fourragères en République Centrafricaine. *Rév. D'élev. et de Méd. Vét. en pays tropicaux*, tome XV pp. 43-73.
157. KOECHLIN J. (1961) : Rapport d'une mission d'étude sur les pâturages et les questions fourragères en République Centrafricaine (septembre-octobre 1960). ORSTOM, Ministère de la coopération, Paris, 47 p.
158. KONA J., (1987) : Formation pour l'agriculture et développement rural en Centrafrique. Mémoire de fin de cycle, ISDR, Bangui, 137 p.
159. KOUROUMA H. (1968) : Les soleils des indépendances. Seuil, Paris, 289 p.
160. KOYARA M., (1986) : Etude de la situation des G.I.R. et perspectives d'avenir en République Centrafricaine. Mémoire de fin de cycle ISDR, Bangui, 82 p.
161. LACROUTS M., SARNIGUET J., TYC J. (1967) : Le cheptel bovin en République Centrafricaine, production, commercialisation, perspectives d'avenir. Secrétariat d'Etat aux affaires étrangères chargé de la coopération, Paris, 321 p.
162. LAFARGE M. et GOUET G. (1959) : Revenu procuré par la culture du coton. Enquête Centre-Oubangui, canton Maliki, Paris, 1959.
163. LANDREU S. (1998), Emboîtement d'échelles et nouvelles territorialités. Les dynamiques contemporaines des Touaregs de la vallée de Tidène (Niger). *TER de maîtrise*, Institut de géographie de l'Université de Bordeaux III, 155 p.
164. LAURENT P.J., MATHIEU P. (1995), gestion des ressources naturelles. Enjeux fonciers et processus sociaux au Burkina Faso. Arbres, forêts et communautés rurales : Bulletin num. 7, P. 21-30
165. LAVIGNE DELVILLE, P., (1996) : Gérer la fertilité des terres dans les pays du sahel. Diagnostic et conseil aux paysans, GRET, Ministère de la coopération, CTA, Paris, 397 p.

166. LE BRIS E., LE ROY E., LEIMDORFER F. (1983), Enjeux fonciers en Afrique noire. Collection Hommes et Sociétés, ORSTOM, Karthala, Bondy, Paris, 425p.
167. LE BRIS E., LE ROY E., MATHIEU, P., (1991) : L'appropriation de la terre en Afrique Noire. Manuel de décision et de gestion foncière, Paris, KARTHALA, Economie et développement, 359 p.
168. LE MASSON (1992) : Enquêtes socio-économiques sur l'élevage en RCA, ANDE, Ministère Développement rural, Bangui, 22p.
169. LE ROY E. (1996), Gestion des terres : à la mode africaine ; Courrier de la planète, Num. 34, P. 16-18
170. LEMASSON C. (1985) : Les éleveurs Mbororo de l'Ombella-Mpoko. Ministère de l'agriculture et de l'élevage, Bangui, 85 p.
171. LEMASSON et REMAYEKO (1990) : Les éleveurs Mbororo, étude socio-économique. ANDE, Bangui, 226 p.
172. LETOUZEY R. (1968) : Etude phytogéographique du cameroun. Le Chevalier, Paris, 513 p.
173. LEVRAT R. (1997) : Pratiques de gestion de l'environnement dans les pays tropicaux. Culture du coton et environnement en Afrique francophone : les risques liés aux diverses pratiques culturelles. CRET, DYMSET, Talence. Pp 237-244.
174. LOSCH, B., DE FINA, C., DEVEZE, J.C. (1996) : Les agricultures des zones tropicales humides. Eléments de réflexion pour l'action. Ministère de la Coopération, CIRAD, Paris, 317 p.
175. LOUNDOU G. (1990), Mécanisation de l'agriculture en république populaire du Congo : cas de la petite motorisation agricole. Rapport de stage de Géographie, Institut de Géographie de l'Université de Bordeaux III, 37 p.
176. MALO, D. (1997) : Contributions de l'Etat et des paysans à la croissance agricole en Centrafrique. Thèse de Doctorat en agro-économie de l'Ecole nationale supérieure agronomique de Montpellier, 2..p.
177. MAOUNDONODJI G. (1994), Les conflits interethniques comme pathologie de la communication culturelle : essai de théorisation. Université catholique de Louvain, thèse, 86 p.
178. MARAN R. (1921) : Batouala. Albain Michel, Paris, 250 p.
179. MARTY, A., (1992) : Les pasteurs aussi ont des attaches territoriales. et Pour une intégration véritable des pasteurs. in: dossier no.16. Gestion des terroirs et élevage. de la lettre du réseau R/D Sept. 92, pp.22-23 et pp.40-41.
180. MARTY, A., (1993) : La gestion des terroirs et les éleveurs : un outil d'exclusion ou de négociation ?, Revue Tiers Monde, t. XXXIV, avril-juin, Paris, pp 326-343.
181. MATTHIEU R ; (1988) : Mode d'utilisation des pâturages de saison des pluies par les éleveurs Mbororo, région de Bossembélé République Centrafricaine. Rapport de stage effectué à l'ANDE, dans le cadre de la préparation du diplôme de l'Ecole supérieure d'agriculture de Purpan, Bangui, 78 p.
182. MAZADE M. (1980) : La végétation des Lakéré centrafricains. Etude socio-écologique et structurale. Thèse de 3<sup>e</sup> cycle, Univ. D'Aix-Marseille, 289 p.
183. MBETID-BESSANE E. (2002) : Gestion des exploitations agricoles dans un processus de libéralisation de la filière cotonnière en Centrafrique. Thèse de Doctorat en Economie Rurale de l'INP de Toulouse, 317 p.
184. MBOZANGUET M. (1989) : La problématique du sous-peuplement centrafricain : une analyse des caractéristiques et des conséquences. IFORD, Mémoire de fin de cycle, Yaoundé, 137 p.



185. MBRINGA-TAKAMA M. F. (1993) : L'EST centrafricain. Sous-peuplement et marginalité. Thèse de Doctorat d'Etat ès Lettres, option : Géographie, Université de Bordeaux III, Bordeaux, 542 p.
186. MEANDY A. (1987) : Enquête sur les prix en République Centrafricaine. PRODEROM, Bangui, 35 p.
187. MESTRAUD J.L. (1964) : Carte géologique de la République Centrafricaine au 1/1 500 000. Edit. BRGM, Paris
188. MEZUI-MELLA CH. (1977) Les paysans et la terre à Ebianville, regroupement de villages au Gabon septentrional. TER, Institut de Géographie de l'Université de Bordeaux III, 138 p.
189. MINISTERE DE LA COOPERATION (1979) : Evolution des structures agricoles en République Centrafricaine. Paris, pp. 45-57.
190. MOKET R. (1963) : Extension de la culture semi-mécanisée à Grimari. Agronomie tropicale, Paris, 70 p.
191. MONNIER Y. (1990) : La Poussière et la cendre. Paysages, dynamique des formations végétales et stratégies des sociétés en Afrique de l'ouest. ACCT, Ministère de la Coopération et du développement, 265 p.
192. MONOWONDJI G. (1987) : Enquête sur le petit élevage traditionnel villageois, projet de développement de l'élevage. Ministère du Développement Rural, Bangui, 57 p.
193. MOREL R. (1972) : Observation sur l'évolution à long terme de la fertilité des sols cultivés à Grimari. Agronomie tropicale, XXVII, Paris, pp. 667-739.
194. MORIN S. (1980) : Apport des images Landsat à la connaissance de la structure des Hautes Terres de l'Ouest-Cameroun. Rév. Géogr. Du Cameroun, n° 2, pp. 181-196.
195. MORIN S. (1990) : Colonisation agraire, dégradation des milieux et refus de l'innovation dans les Hautes-terres de l'Ouest-Cameroun. Comm. Journ. Géogr. Trop. Bordeaux, 26 p.
196. MORIN S. (1992) : Colonisation agraire, espaces pastoraux et dégradation des milieux dans les Hautes Terres de l'Ouest-Cameroun. Comm. Journées Erosion. Comité Nat. Géogr. Poitiers, 18 p.
197. MOTOAZE A. (1990), Le défi paysan en Afrique : le Lamido et le paysan dans le nord Cameroun. Paris, Harmattan, collection alternatives rurales, 240 p.
198. MOUTON I. (1949) : Le manioc en Afrique Equatoriale Française. Congrès du manioc, Marseille, septembre 1949.
199. MPASSI F. (1991), Stratégie des acteurs et logiques d'intervention en matière de développement rural en Afrique noire : Congo, Sénégal. DEA de l'Institut de géographie de Bordeaux III, 200 p.
200. NAHOKPA D. (1984) : Les principaux résultats du recensement agricole pilote dans la préfecture de Ouaka. M.D.R., 38 p.
201. NAIGEON CH. (1984) : Mbororo de RCA ; arrivés depuis un demi-siècle, ils cherchent un nouveau mode de vie. In : Inter-tropiques n° 6, pp 4-7.
202. NDJENDOLE S. (2001) : Contraintes pluviométriques sur les cultures annuelles en Centrafrique : l'exemple de la culture cotonnière. Thèse de Doctorat de climatologie de l'Université de Dijon, 230 p.
203. NAYGOTIMTI BAMBE M. (1993), Agriculteur et éleveur : d'où vient le malentendu ?
204. NSHIMBA L. Economie monétaire dans les sociétés traditionnelles rurales de l'Afrique centrale francophone (Cameroun, Congo Brazzaville, Centrafrique, Gabon, Tchad). TER de Maîtrise, Institut de Géographie de l'Université de Bordeaux III, 227 p.

205. NZONGANI E. (1992), Les politique d'aménagement rural en Afrique centrale (Cameroun, RCA, Congo, Gabon, Zaïre). DEA, Institut de Géographie de l'université de Bordeaux III, 167 p.
206. OVONO N. (2001) : Innovation et mutations agricoles dans les provinces du Woleu-Ntem et de l'estuaire (Gabon), Thèse de Doctorat de l'Université de Bordeaux 3, 358 p.
207. PARE L. (1992), gestion des terroirs sahéliens et développement rural, l'exemple du Burkina Faso. Institut de Géographie de Bordeaux III, 115 p.
208. PELISSIER (1995) : Campagnes africaines en devenir. Arguments, Paris, 318 p.
209. PENDZICH, C. (1995), Gestion des conflits sur les ressources forestières. Est-on sorti de l'auberge ? Arbres, forêts et communautés rurales : Bulletin num. 7 P.
210. PENEL J.D (1982) : Homos caudatus : les hommes à queue d'Afrique centrale : un avatar de l'imaginaire occidental. Sociétés d'études linguistiques et anthropologiques de France, Paris 232 p.
211. PESDAY M. (1996) : Un exemple d'expérience de sécurisation foncière : les plans fonciers ruraux. In : Les agricultures des zones tropicales humides. Eléments de réflexion pour l'action. Ministère de la Coopération, CIRAD, Paris p. 262.
212. PEYRE DE FABREGUES B. (1975) : Dégradation des pâturages naturels dans l'Ouest centrafricain (Rapport de première mission). IEMVT, Paris, 41 p. multig.
213. PICARD G. (1995) : Espace et pratiques paysannes. Relations élevage-agriculture dans deux terroirs cotonniers du Cameroun.
214. PIERMAY J.L (1977) : La cueillette dans l'économie villageoise Centre-Africaine. Bulletin de l'Association de Géographie Française N° 447, Paris, pp 343-348.
215. PIERMAY J.L (1978) : Les mutations du milieu rural à proximité de la ville du Nord de Bangui (Centrafrique). Cahiers ORSTOM, série Sciences Humaines, Vol. 15, num. 2, pp 187-205.
216. PIERMAY J.L (1986) : Le détournement de l'espace : corruption et stratégies de détournement dans les pratiques foncières urbaines en Afrique centrale. In : Politiques foncières et territoriales, num. 21, pp 22-36.
217. PIERMAY J.L (1993) : Citadins et quête du sol dans les villes d'Afrique centrale. L'Harmattan, Paris, 579 p.
218. PIERMAY J.L (1989) : La production de l'espace urbain en Afrique centrale, Th de Doctorat de l'Université de Nanterre, Paris, 692 p.
219. PIERMAY J.L (1981) : L'échec de la culture cotonnière en Centrafrique : exemple des préfectures de Kémo et de Gribingui. Rech. Goegr. De Strasbourg num 18, pp 33-46
220. POIDEVIN J.L. (1979) : Echelle stratigraphique des formations précambriennes de Centrafrique. Xe colloque de géologie africaine, montpellier.
221. POUKALE P. (1982), La culture et l'égrenage de Coton en Afrique centrale. DEA, Institut de Géographie de l'Université de Bordeaux III, 76 p.
222. POURTIER, R., (1983) : Nommer l'espace, L'émergence de l'Etat territorial en Afrique noire, L'Espace géographique 4,
223. POURTIER, R., (1986) : La dialectique du vide : densité de population et pratiques forestières en Afrique centrale forestière. In : Politiques foncières et territoires. Politique africaine n° 21, pp 10-21.
224. PRIE G. (1997), Stratégies paysanne à Koba, étude comparative de deux villages de Guinée maritime : Mankouna un village de front de mer et katep, un village de plateau. TER de maîtrise, Institut de Géographie de l'Université de Bordeaux III, 145 p.

225. PRIOUL C. (1968) : Le réseau routier et l'agriculture commerciale en République Centrafricaine. Cahier d'Outre-mer, n° 84, pp. 68-74.
226. PRIOUL C. (1971) : Eleveurs nomades et paysans sédentaires dans le Nord-Ouest centrafricain. In : CEGET : Quatre études sur l'élevage, Trav. Doc. Géogr. Trop. N° 3, pp. 1-42.
227. PRIOUL C. (1972) : Les caractères démographiques des centres urbains et provinciaux en République centrafricaine. In : Croissance urbaine en Afrique Noire et Madagascar. Paris, CNRS, pp. 961-970.
228. PRIOUL C. (1982) : Entre Oubangui et Chari vers 1890, Coll. Recherches oubanguiennes, Paris, Labethno,
229. PRITSH (1906) : Le portage au Congo français, d'après le registre de correspondance inédit de Brazza. Revue hebdomadaire -24 fév. 1906-, pp 457-467.
230. QUANTIN P. (1959) : Quelques critères utilisés par les paysans Bandas de Madomalé dans la recherche de sols pour leurs plantations. ORSTOM, Bangui, 5p interg.
231. QUANTIN P. (1964) : Les jachères et la régénération du sol en climat soudano-guinéen d'Afrique Centrale. Agronomie tropicale, n° 2, pp. 105-136.
232. QUANTIN P. (1965) : Les sols de la République centrafricaine. Mém. ORSTOM n° 16, 113 p. + 1 carte 1/5 000 000.
233. RAMA DALBERTO V.(1982), Etude démographique de la population du Sud-Est de la RCA : les Nzakara. DEA, Institut de Géographie de l'Université de Bordeaux III, 116 p.
234. RAYNAL M. (1994), Justice traditionnelle, justice moderne : le devin, le juge et le sorcier. Collection logiques juridiques. Harmattan, Paris, 338 p.
235. RAYNAUT, C.; KOECHLIN, J. (1988) : Le développement rural de la région au village : analyser et comprendre la diversité, BORDEAUX, GRID, 176 p.
236. REVUE MONDIALE DE ZOOTECHNIE (1995), Les contraintes de développement de l'élevage bovin en savane humide : un exemple des peuls Mbororo en République Centrafricaine. R.M.Z. num. 82 P. 69-77
237. REYNAUD A. (1981) : Société, espace et justice : inégalités régionales et justice socio-spatiale , Paris, PUF,
238. RICHARD J.F. (1985) : Le paysage, analyse et synthèse. Contribution méthodologique à l'étude des milieux tropicaux (savanes et forêts de Côte-d'Ivoire). Thèse de Doct. D'Etat, Université de Paris VII,
239. RICHARD L. (1994), Fertilité des sols cultivés et systèmes de culture dans les savanes de Centrafrique 1980-1990. Collection document de travail, CIRAD-CA, Montpellier, 133 p.
240. RICHARD L. (1995 ), Fertilité des sols de savane et système de culture en République Centrafricaine II : intensification des productions et protection du milieu naturel. Comptes rendus des séances de l'académie d'agriculture de France vol. 81, num. 7, P. 141-153
241. RICHARD L. (1995), Fertilité des sols de savane et système de culture en République Centrafricaine. Comptes rendus des séances de l'académie d'agriculture de France vol. 81, num. 6, P. 153-168
242. RONDEAU C. (1985), Femmes et politiques alimentaires : facteurs explicatifs de la résistance des femmes aux mécanismes de domination. ORSTOM, collection colloques et séminaires, Paris, P. 669-686
243. ROSSI, G., LAVIGNE DELVILLE, P., NARBEBURU, D., (1998) : Sociétés rurales et environnement. Gestion des ressources et dynamique locales au sud. Khartala/regards/Gret, Paris, Talence, 406 p.

244. ROUSSEL, B., (1994) : Usages, perception et gestion des jachères : comparaison entre une région sèche et une région humide de l'Afrique de l'Ouest. JATBA, Vol. 36, n° 1, pp 29-45.
245. SANTOS M. (1971) : Le métier de géographe en pays sous-développé. Un essai méthodologique, Paris, Orphys.
246. SARANDJI S. (1995), Les Mbororo de la Nana-Mambéré et de l'Ouham-Pendé en République Centrafricaine : organisations pastorales et civilisations rurales. Thèse de Doctorat de l'Université de Bordeaux III, 243 p.
247. SAUTTER G. (1978) : Dirigisme opérationnel et stratégie paysanne, ou l'aménageur aménagé. Espace géographique, n° 7, pp. 233-243.
248. SCHWARTZ, A., (1985) : Paysan et culture du coton au Togo. Approche sociologique, Paris, ORSTOM, 106 p.
249. SEIGNOBOS C. (2000) : Terroirs PRASAC, Composante C2 "Gestion des terroir". Vers une confirmation des choix ? Rapport de mission de mission d'évaluation des activités des "Gestion de terroir" et "Observatoire du développement" du PRASAC. Montpellier, 69 p.
250. SILLANS R. (1958) : Les savanes de l'Afrique centrale. Lechevallier, Paris, 423 p.
251. SIMITI B. (1994), L'Est centrafricain de la traite des esclaves au difficile développement 1880-1960. Thèse d'histoire de l'Université d'AIX MARSEILLE 1, 246 P.
252. SOULEYMANE DANGHOL D. (1997), Dynamiques sociales et évolution de l'agriculture en Afrique de l'ouest. DEA, Institut de géographie de l'Université de Bordeaux III, 137 p.
253. SUCHEL J.B. (1967) : un exemple de climats tropicaux : les climats de la République centrafricaine. Cahiers de l'information géographique, vol. 31, n° 3, pp 132-141.
254. SUCHEL J.B. (1979) : L'économie villageoise traditionnelle en République Centrafricaine. Annales de la Faculté des lettres et sciences humaines de Yaoundé, pp. 67-86.
255. TENE-KOYZO A., (1980) : Histoire économique du Centrafrique au XX<sup>e</sup> siècle. Thèse d'Etat en Sc. Economiques de l'Univ. De Paris X,
256. THOME O. ; BONIS CHARANCLE J.M. ; MESTRE C. ; CORREZE A. ; DINE J. (1995), Processus de privatisation en santé animale en Afrique à partir des études de cas Burkina Faso, Niger, Guinée, RCA. Collection évaluations, Ministère de la coopération, Paris, 365 p.
257. TILAKARTNA S. (1983), Les ruraux pauvres et l'auto-développement, l'exemple du PIDA. Idées et action num. 153, P. 2-10
258. TISSERANT R.P. CH. (1953) : L'agriculture dans les savanes de l'Oubangui. Bull. Inst. Etudes centrafricaines n° 6, Brazzaville, pp. 209-273.
259. TRICART J. (1979) : L'analyse de système et l'étude intégrée du milieu naturel, Annales de géographie, n° 490, pp. 705-714.
260. TROCHAIN, JL ; BLASCO, F ; PUIG, H., (1980) : Ecologie végétale de la zone intertropicale non désertique. Toulouse, Université Paul SABATIER, 480 p.
261. TSALEFAC, (1988), L'homme et la montagne tropicale : climat et élevage sur les hautes terres de l'ouest du Cameroun. SEPANRIT, Bordeaux, P. 151-158
262. UZUREAU C. (1970) : Evolution de l'équipement agricole en République Centrafricaine, CEEMAT, Antony, pp. 83-111.
263. VENNETIER P. (Sous la direction) (1984) : Atlas de la République centrafricaine. Jeune Afrique, Paris, 64 p.

264. VERGIAT A. M. (1951) : Les rites secrets des primitifs de l'Oubangui. Paris, Payot, nouvelle édit., 160 p.
265. VERNIER P. (1993), Occupation de l'espace et environnement dans la zone sahélo-soudanienne, exemple du Mali. DEA, Institut de géographie de l'Université de Bordeaux III, 70 p.
266. VIDAL P. (1967) : La civilisation mégalithique de Bouar. Paris, Labetho, Recherches oubanguiennes n° 1.
267. VINCENT, J.F., (Dir.), DORY, D., (Dir.), VERDIER, R. (Dir.), *et al* : Construction religieuse du territoire, Paris, l'Harmattan, 379 p.
268. YAMANDJAN A.D. (1994), Organisation et gestion du développement agricole en Centrafrique : contribution à l'étude et à la mise en œuvre de l'objectif d'autosuffisance alimentaire. Thèse de doctorat en sciences et gestion de l'université de Toulouse 1, Vol. 1, 466p.
269. Yung J.M., (1989) : Aperçus sur le comportement des producteurs de coton en République Centrafricaine. *SEDES*, Paris.

## **ANNEXES**

## Annexes 1

### PROTOCOLE D'ENQUÊTE EN MILIEU RURAL DU NORD-EST DE BAMBARI

#### **MILIEU NATUREL**

- Déterminer les éléments qui constituent les référents de ce milieu : type de végétation, les éléments morphologiques, hydrographiques, qui caractérisent le(s) paysage (s) de cette région.
- Etablir les corrélations avec les activités humaines (agriculture, élevage, chasse, pêche...)
- **Le relief :**
  - Déterminer le type de relief (plateau, plaine, vallée...) et en faire la description la plus fidèle possible, en se basant sur les travaux de Y. Boulvert, et sur les cartes au 1/200 000 et si possible au 1/50 000, ainsi que sur le savoir local (dénomination des différentes unités).
  - Faire une analyse morphodynamique (sont-ils oui ou non attaqués par l'érosion ?).
  - Déterminer comment sont utilisées les différentes unités morphologiques ?
- **Le climat :** Présenter le climat de la zone d'étude, analyser son évolution et les possibles incidences sur la l'évolution du paysage
- **La végétation :**
  - Décrire la végétation actuelle : type et caractéristique en prenant en compte la classification paysanne, etc.,
  - Etudier son évolution dans le temps (depuis une quarantaine d'années environ) : y a-t-il eu changement ou non ? si oui, qu'est ce qui a changé ? le changement en question s'est il produit dans le sens de la régénération ou dans celui de la dégradation.
  - Déterminer les causes de l'évolution, en s'appuyant sur l'opinion des populations locales.
  - Existence-t-il des espèces utiles qui sont menacées ? Enregistrer leurs dénominations locales.
- **Les sols :**
  - Vérifier la conformité des types de sols et leurs caractéristiques.
  - Existe-t-il une classification paysanne ?
  - Quels sont les critères de reconnaissance de ces sols ?
  - Quelle est selon les paysans la sensibilité de chacun de ces sols aux activités (vitesse de dégradation).
- **Hydrographie :** Cours d'eau principaux, secondaires, état du réseau hydrographique (dense, lâche). Rechercher les indices d'assèchement des cours d'eau et leurs causes.

#### **MILIEU HUMAIN**

- **Historique et situation actuelle de la population :**
  - Effectif, densité, évolution de la population du village depuis 1960, taux d'accroissement,
  - Quelle(s) ethnies étaient à l'origine du village (les autochtones),
  - Y vivent-elles encore ? Si oui, dans quelle proportion ?
  - Y a-t-il des populations d'ethnies différentes dans le village ?
  - Si oui, d'où viennent-elles et Pourquoi ont-elles quitté leurs villages ?

- Pourquoi ont-elles choisi ce village ?
  - Dans la situation actuelle, quelle est l'ethnie majoritaire (effectif et pourcentage),
  - Y a-t-il des gens qui ont quitté le village ?
  - Si oui, dans quelle proportion ?
  - Répartition ethnique dans le temps et dans l'espace, statut des minorités,
  - Quels sont les rapports entre les différentes communautés (bons, mauvais)
  - Dans chaque cas, justifier les réponses.
- **Organisation et structure sociales :**
- Comment sont organisées les populations : chefferie, royaume, sultanat ?
  - Type de pouvoir, structure autoritaire (acéphale, centralisé, chef, aîné...)
  - Comment étaient-elles organisées auparavant ?
  - Y a-t-il eu changement ou non ?
  - Si changement il y a, qu'est ce qui a changé et quelles en sont les causes ?
  - Ce changement est-il positif ou négatif pour la population. Dans chaque cas, justifier les réponses.
  - Qu'est ce qui n'a pas changé ? Pourquoi ?
  - Traditionnellement, comment les décisions concernant le groupe étaient-elles prises ? (par consensus, conseil, le chef, etc. )
  - Comment sont-elles prises aujourd'hui ?
  - Y a-t-il des personnalités représentant le groupe, le village, la commune qui sont élus ?
  - Leurs décisions sont-elles respectées, suivies ?
  - Unité de résidence (maison, concession, autres), composition d'une maisonnée (famille nucléaire, famille élargie...)
- **Règles formelles et traditionnelles de gestion des ressources naturelles :**
- Dans quel droit foncier s'insèrent les activités de la population ?
  - A qui appartiennent les terres du village (statut foncier des terres du village)?
  - Y a-t-il un système de distribution des terres aux habitants ?
  - Pour aller chasser, cueillir les champignons, ... à qui doit-on demander la permission ?
  - Comment se passaient les choses autrefois ?
  - Y a-t-il une ou des différence(s) entre les règles d'aujourd'hui et celles d'antan ?
  - Si oui, à quel niveau et sur quel plan ?
  - Elaborer une carte du terroir avec l'appui des villageois, en prenant soin d'y localiser les différentes pratiques (agriculture, élevage, pêche, chasse, cueillette ...)
  - Pour ce qui concerne la répartition des zones de cultures et de pâturages, sont-elles reconnue et respectées par tous ?
  - Sinon, pourquoi ?
  - Les divergences de points de vue sont-elles négligeables ou graves ?
  - Dans ce dernier cas, quelle(s) solution(s) préconise(ent) les uns et les autres pour résoudre ces différents ?
- **Habitat :**
- Type d'habitat : Groupé, dispersé,
  - Le village est-il situé sur son emplacement originel ou non ?
  - Sinon, quel est son emplacement d'origine et pourquoi s'est-il déplacé ?
  - Inventorier les villages qui se sont déplacés et leurs anciens emplacements.
  - Accessibilité : pédestre, par la rivière, implantation le long d'une route carrossable.
  - Types d'habitations : traditionnelle, moderne, intermédiaire.
  - Y a-t-il des campements villageois ?
- **Territorialité :**
- Quelles sont les limites du territoire villageois ?
  - Mode de fixation et de distinction de ces limites,
  - Dénomination des différentes unités du paysage qui composent le territoire villageois.
  - Comment sont les relations entre territoires voisins ? (autrefois et aujourd'hui ; dans quel contexte ? Y a-t-il relation de domination ?)



- En cas de relations de bon voisinage, quels sont les points de divergence ?
- Dans le cas des relations conflictuelles, à quoi sont-elles dues (les points de divergence) ?
- **Production végétale :**
  - Les producteurs : effectif, sexe, age, ethnie,...
  - Moyens de production (manuelle, attelée, mécanisation ?)
  - Système de culture
  - Types de cultures pratiquées dans la région,
  - Cultures dominantes
  - Cultures secondaires
  - Cultures marginales
  - Cultures de rente et évolution récente des marchés
  - Répartition spatiale des différentes cultures
  - Rapports spatio-temporels entre cultures de rente et cultures vivrières (superficie couverte respectivement par les unes et les autres, période d'occupation),
  - Les récoltes des produits vivriers sont-elles vendues ou consommées sur place ?
  - Les produits sont-ils vendus brut ou transformés
  - Revenus
  - Conséquences sur l'environnement et le développement
  - Appréciation villageoise sur les terres cultivables
  - Perspectives d'évolution
- **Production animale**
  - Les éleveurs : effectif, sexe, age, ethnie, statut social (comment se considèrent-ils par rapport aux autres populations et comment ils sont considérés par ces derniers et par l'administration) ...
  - Types d'élevage (bovin, caprin, ovin, porcin, volaille, autres)
  - Type d'élevage dominant
  - Mode de conduite de l'élevage
  - Etat et disponibilité des pâturages
  - Répartition spatiale des pâturages
  - Calendrier saisonnier de l'utilisation des différents pâturages
  - Accès aux produits vétérinaires
  - Revenu etc.
  - Conséquences sur l'environnement
  - Perspective d'évolution
- **Autres activités :**
  - La chasse : type, zone, calendrier, importance dans les activités du village, problèmes
  - Pêche : type, lieux, calendrier, importance dans les activités du village, problèmes et perspectives
  - Cueillette : principaux produits concernés, importance dans les activités du village, calendrier, problèmes, perspectives
- **Institutions politico-administratives**
  - Y a-t-il sur place une représentation administrative ?
  - De quel type (poste de police, municipalité, ICRA, ACDA, ANDE, ONG, autres)
  - Les forces et faiblesses des institutions étatiques et traditionnelles sur la gestion des conflits et celle des ressources naturelles

**Annexe 2 : Correspondance du sous-prefet de Bambari au chef de groupe de la commune de Danga-Gboudou**

Monsieur le chef de Groupe  
OUANDIITI Michel  
Commune DANGA-GBOUDOU

Les zones réservées à l'Elevage ou depuis occupées par les MBOKORO locaux doivent être respectées des cultivateurs.

Les occupations anarchiques viennent en violation de la réglementation en vigueur.

Les agriculteurs doivent être regroupés dans leurs terroirs.

Les chevauchements doivent finir car ils sont à la base des conflits opposant Agriculteurs aux Eleveurs. Tous très importants et préjudiciables pour notre développement.

Je vous invite à convoquer M. OUGALA KALEPOU chef du village KALEPOU pour être entendu dans une affaire poursuivie par l'Eleveur ADAMOU KALOUKE SIHOMA.

Dans la mesure où c'est KALOUKE ADAMOU qui serait le premier occupant de ce terrain, veuillez dire au chef KALEPOU de se retirer et chercher un autre terrain pour cultiver. S'il refuse il encourra des dommages en cas de dévastation par les bœufs de KALOUKE ADAMOU.



### Annexe 3 : Procès verbal d'un constat des dégâts aux cultures

MINISTÈRE DE LA PROMOTION  
DU MONDE RURAL

CABINET

DIRECTION GÉNÉRALE DE LA PLANIFICATION DES ÉTUDES ET DU SUIVI

DIRECTION GÉNÉRALE ADJOINTE CHARGÉE DE LA COORDINATION DES DÉLÉGATIONS RÉGIONALES DU DÉVELOPPEMENT RURAL

DÉLÉGATION RÉGIONALE DE LA OUAHA  
HAUTE-KOTTO ET VAKAGA

REPUBLICQUE CENTRAFRICAINE  
Unité - Dignité - Travail

PROCÈS-VERBAL  
DE CONSTATS DES DÉGÂTS AUX  
CULTURES

17066/MPM/CAB/DGPES/DGACDR/DR.UK.  
HK.VK./2000.

Le 28 Septembre, Nous NGAME Georges Responsable de constats de dégâts aux cultures à la Délégation Régionale N°5 et Monsieur TELEGO Etienne Agent Vétérinaire, avons participé aux dégâts causés par les boeufs des éleveurs : AMAWA et AMAN qui se sont installés dans la zone de culture se trouvant tous dans le même campement.

Assistés de Messieurs PENDA Julien, SAMEDI Joachim, NGUEREPAYO Urbain, NGUERLEGO Michel et NGUEREWASSA Robert qui sont désignés par le chef de groupe de la localité de rapeler aux éleveurs leur assistance aux constats malgré ils sont avertis depuis 48 heures, résidents au PK 12 Commune de Danga-Gboudou route Ippy.

Nous nous sommes rendus dans les parcelles associées à plusieurs types de cultures vivrières à savoir Paddy, manioc, sésame, courge et légume appartenant à Messieurs NGASSIANDO Nicolas Paysan et GONEMOUN NDJOU Paul qui se sont plaints par une requête formulée en date du 25/09/2000 d'être victimes de dégâts occasionnés par les boeufs des éleveurs AMAWA et AMAN s'installés dans la zone de culture.

Les personnes citées ci-dessous étaient présentes lors du déroulement du constat. Il s'agit des Messieurs TELEGO Etienne Agent vétérinaire Secteur Bambari, les représentants désignés par le chef de groupe: PENDA Julien, SAMEDI Joachim, NGUEREPAYO Urbain, NGUERLEGO Michel et NGUEREWASSA Robert et les deux (2) plaignants.

Ainsi l'évaluation de dégâts se présente comme suit :

1° Plaignant : GONEMOUNDJOU Paul.

a) Type de culture : Paddy.

Surface totale du champ:  $1m2 \times 66 \times 28 = 1848 m2$  ou 18 ares.

Surface dévastée:  $1m2 \times 66 \times 28 = 1848 m2$  ou 18 ares.

Production estimée:  $\frac{1771 kg \times 18}{100} = 318,78$  ou 319 kg.

Valeur totale à payer:  $155 F \times 319 = 49.445 F.$

.../...

b) Type de culture : manioc.

Surface totale du champ:  $1m2 \times 66 \times 28 = 1848$  ou 18 ares.

Surface dévastée:  $1m2 \times 46 \times 18 = 828 m2$  ou 8 ares.

Production dévastée:  $\frac{5000 kg \times 8}{100} = 400 kg.$

Nombre de cuvettes:  $\frac{10 \times 400}{19,50} = 20,50$  cuvettes.

Valeur totale:  $2500 F \times 19,50 = 51250 F.$

Valeur totale à payer au 1er plaignant:  $49.445F + 51.250F = 100.695 F$

2ème Plaignant : NGASSIANDO Nicolas.

a) Type de culture : Paddy.

Surface totale du champ:  $1m2 \times 75 \times 46 = 3450 m2$  ou 34 ares.

Surface dévastée:  $1m2 \times 56 \times 22 = 1232 m2$  ou 12 ares.

Production estimée:  $\frac{1771 \times 12}{100} = 212.$

Valeur totale :  $155 F \times 212 = 32.860 F.$

b) Type de culture : manioc.

Surface dévastée de la 1er parcelle:  $1m2 \times 41 \times 20 = 820 m2$  ou 8 ares.

Surface de la 2ème-parcelle: dévastée:  $1m2 \times 42 \times 30 = 1260 m2$  ou 13 ares.

Surface de deux-parcelle dévastées:  $8a + 13a = 21$  ares.

Production estimée:  $\frac{5000 kg \times 21}{100} = 1050 kg.$

Nombre de cuvettes:  $\frac{10 \times 1050}{19,50} = 53,84$  ou 54 kg.

Valeur totale :  $2500 F \times 54 = 135.000 F.$

c) Type de culture : sésame.

Surface totale du champ:  $1m2 \times 70 \times 50 = 3500 m2$  ou 35 ares.

Surface dévastée:  $1m2 \times 45 \times 45 = 2025 m2$  ou 20 ares.

Production estimée:  $\frac{300 kg \times 20}{100} = 60 kg.$

Valeur totale :  $200 F \times 60 = 12.000 F.$

d) Type de culture : courge.

Surface totale du champ:  $1m2 \times 70 \times 50 = 3500 m2$  ou 35 ares.

Surface dévastée:  $1m2 \times 38 \times 43 = 1634 m2$  ou 16 ares.

Production estimée:  $\frac{250 kg \times 16}{100} = 40 kg.$

Valeur totale:  $100 F \times 40 = 4000 F.$

E) Type de culture : Légume

10 tas à l'intervalle moyenne d'1 mètre de diamètre dont 2 tas produisent 2 grandes cuvettes à raison de 1500 F.

Donc la valeur totale sera de:  $1500 F \times 10 = 7500 F.$

Somme totale à payer au 2e plaignant:

$32.860 F + 135.000 F + 12.000 F + 4000 F = 191.360 F.$

.../...



RECAPITULATIF Total des sommes à payer à chaque plaignant

N°	Noms et Prénoms	Somme à payer
1	GONEMOUNDJOU Paul	100.695 F.
2	NGASSIANDO Nicolas	191.360 F.
	TOTAL A PAYER	292.055 F.

Puisqu'il ya (2) deux accusés chacun doit payer: 292.055 F = 146.027 F.

N.B.: Le dégât est régulier parceque le chef de village a vendu une portion de terrain de culture aux éleveurs tellement que les Mbororos sont rapprochés et malgré que les parcelles sont clôturées les bêtes ne manquent jamais. Pour le mauvais comportement du chef de village, nous sommes racontés ce jour 28/09/2000 lors de constat une Délégation conduite par le chef de groupe NGALEMBOY Edouard et son Adjoint ENDOJO-BENDJI Maurice consigné par le Maire de la commune de retirer supplemen sa médaille de commandement parcequ'il ne se comporte pas correctement au niveau de son travail et a rendu la population très pauvre.

Fait à Bambari, le 03 OCT. 2000

LE RESPONSABLE DE CONSTAT

*Georges NGAME*

Georges NGAME./

L'AGENT VETERINAIRE

*Etienne ELEGO*

Etienne ELEGO./

ASSISTANT AU DELEGUE REGIONAL OUAKA



Marcel NDOUNGOUPOU./

## **LISTE DES ABREVIATIONS**

AFVP	Association Française des Volontaires du Progrès
ANEC	Association Nationale des Eleveurs Centrafricains
AVICOM	Aviculture Commerciale
BDPA	Bureau pour le Développement de la Production Agricole
CAISTAB	Caisse de Stabilisation et de Péréquation des Produits Agricoles
CEE	Communauté Economique Européenne
CFDT	Compagnie Française de Développement des Textiles
CREF	Centres Ruraux d'Education et de Formation
CVDI	Comité Villageois de Développement Intégré
CVD	Comité Villageois de Développement
DAM	Direction Action mutualiste
DT	Délégué Technique
FAC	Fonds d'Aide et de Coopération (France)
FAO	Food and Agricultural Organisation (Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation)
FELGIP	Fédération locale des groupements d'intérêts pastoraux
FCFA	Franc de la Communauté Française d'Afrique
FNEC	Fédération Nationale des Eleveurs Centrafricains
FIT	Front Inter Tropical
GIAP	Groupeement d'Intérêt Agropastoral
GICAV	Groupeement d'Intérêts Collectifs Agricoles Villageois
GIP	Groupeement d'Intérêts Pastoraux
GIR	Groupeement d'Intérêts Ruraux
GV	Groupeement Villageois
ICRA	Institut Centrafricain de Recherche agronomique
IGN	Institut Géographique National
MESAN	Mouvement de l'Evolution Sociale de l'Afrique Noire
MLPC	Mouvement de Libération du Peuple Centrafricain
ONCPA	Organisation Nationale Commerce des Produits Agricoles
ORSTOM	Office de Recherche Scientifique des Territoires d'Outre-Mer
PAS	Plan d'Ajustement structurel
PIB	Produit Intérieur Brut
PNB	Produit National Brut
PNDE	Projet National de Développement de l'Elevage
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement

PRASAC	Pôle régional de recherche pour le développement des savanes d'Afrique centrale
RCA	République Centrafricaine
RDC	Rassemblement Démocratique Centrafricain
SEGA	Société d'Exploitation et de Gestion des Abattoirs
SOCADA	Société Centrafricaine de Développement Agricole
SOCOCA	Société Cotonnière Centrafricaine
SOGESCA	Société de Gestion de Sucrerie Centrafricaine
UCATEX	Union Centrafricaine du Textile
UCCA	Union Cotonnière Centrafricaine
UDEAC	Union Douanière Economique de l'Afrique Centrale (RCA, Cameroun, Tchad, Gabon, Congo et Guinée Equatoriale)
UP	Unité Pastorale
ZAGROP	Zone Agro-Pastorale
Z.C.I.T	Zone de Convergence Inter Tropicale

## Table des documents

(Cartes, tableaux et figures)

### 1. Liste des cartes

Carte n° 1 : Localisation de la zone d'étude.....	10
Carte n° 2 : Présentation de la zone d'étude.....	13
Carte n° 3 : Terroir de Ngouyali : occupation du sol en 1999.....	26
Carte n° 4 : Mise en place des populations Banda et Mbororo.....	51
Carte n° 5 : Zone agricole et zone d'élevage.....	70
Carte n° 6 : Situation des masses d'aire en janvier et en juillet.....	76
Carte n° 7 : Répartition de la végétation en 1999.....	89
Carte n° 8 : Principales destinations de transhumance.....	134
Carte n° 9 : Terroir de Ngouyali : perception locale et vision administrative des limites.....	163
Carte n° 10 : Principales zones de conflits.....	188
Carte n° 11 : Evolution du terroir de Ngouyali de 1959 à 1999.....	244
Carte n° 12 : Occupation des sols à Ngouyali en 1960 et en 1999.....	245

### 2. Liste des tableaux

Tableau n° 1 : Proportion de familles par types d'outillage agricole utilisés à Ngouyali.....	98
Tableau n° 2 : Calendrier agricole .....	101
Tableau n° 3 : Evolution du cheptel bovin Mbororo.....	128
Tableau n° 4 : Situation écologique et transhumance.....	131
Tableau n° 5 : Amplitude des transhumances.....	133
Tableau n° 6 : Principales zones de transhumance.....	133
Tableau n° 7 : Famille et transhumance.....	135
Tableau n° 8 : Effectif du petit bétail.....	139
Tableau n° 9 : Proportion du petit bétail et de la volaille par communauté.....	139
Tableau n° 10 : Dégâts aux cultures et conflits dans quelques villages du Nord-Est de Bambari.....	190
Tableau n° 11 : Causes de dégradation des sols.....	233
Tableau n° 12 : Dégâts aux cultures et types de dédommagements.....	237
Tableau n° 13 : Valorisation des dédommagements en nature.....	238
Tableau n° 14 : Evolution de la végétation de 1960 à 1999.....	240
Tableau n° 15 : Evolution des pâturages .....	246
Tableau n° 16 : Schéma d'exploitation de l'unité agropastorale de Gbotolo.....	296

### 3. Liste des figures

Figure n° 1: Découpage saisonnier suivant les évènements climatiques à la station de Bambari.....	80
Figure n° 2: Evolution de plaintes pour litiges entre agriculteurs-éleveurs de 1994 à 2000.....	186
Figure n° 3 : Aperçu de l'évolution des dégâts aux cultures et des conflits.....	186
Figure n° 4 : Evolution des populations Mbororo dans la préfecture de la Ouaka.....	190
Figure n° 5.....	248



## TABLE DES MATIERES

REMERCIEMENTS.....	3
AVANT PROPOS.....	6
INTRODUCTION .....	8
1. Cadre d'étude .....	9
2. Problématique .....	12
2. Objectif de l'étude.....	17
3. Approche théorique.....	18
4. Méthodologie .....	20
5. Echelles d'analyse .....	22
PREMIERE PARTIE : DEUX COMMUNAUTES D'USAGERS POUR UNE SAVANE.....	24
CHAPITRE I : UN PEUPLEMENT FAIBLE ET DISCONTINU .....	25
A . Situation actuelle de la population du nord est de Bambari .....	25
1. Des populations rares et en archipel.....	25
2. Agriculteurs et éleveurs.....	27
a) Les agriculteurs : les Banda .....	27
1) Une organisation sociale fondée sur le primat de la famille.....	28
1) L'instance idéologique et politique pré-coloniale : une instance formée de castes.....	29
1) L'organisation sociale et politique actuelle .....	33
3) L'habitat en pays Banda d'aujourd'hui : entre modernité et rémanence des traditions ancestrales .....	35
b) Les pasteurs Mbororo .....	38
1) L'organisation sociale traditionnelle des Mbororo .....	39
a) Signification et fonction des lignages .....	40
b) Les chefs de lignage.....	42
2) L'organisation moderne de la société Mbororo .....	44
B. Les heritages de l'histoire .....	48
1. Mise en place de la population Banda.....	49
a) Les empreintes de l'esclavage.....	49
b) Les marques coloniales.....	53
1) Le portage et la cueillette du caoutchouc.....	53
2) L'ouverture des routes et ses conséquences.....	57
c) Les souvenirs de l'errance .....	60
2. Les Mbororo : peuple venu d'ailleurs et devenu Centrafricain .....	62
a) histoire de la migration des Mbororo en Afrique centrale .....	62
b) L'arrivée des Mbororo en République centrafricaine (1920-1924).....	65
c) La conquête des plateaux du Centre-Est (1938-1940) .....	65
1) Les conditions sociales de l'installation des Mbororo.....	66
2) Le rôle de l'administration .....	67
3. Le partage administratif des territoires d'activités .....	68
Conclusion .....	71
CHAPITRE II : LA SAVANE DU NORD DE BAMBARI : PAYS DE L'HERBE, PAYS DE L'ARBRE .....	72
A. Une région de plateaux accidentés .....	72
B. Un climat favorable aux activités agropastorales .....	73
1. Les grands mécanismes du climat centrafricain.....	73
2. Le déroulement des saisons et leurs incidences sur les activités humaines.....	75
Donc, au rythme des saisons défilent les activités humaines (élevage et agriculture). Le climat s'associe également à la nature de la roche mère pour déterminer la nature des sols et de la végétation.....	81
C. Un milieu De savanes caracterise par sa fragilite .....	81
1. Types de sols et leur disponibilité .....	81
a) Nature et type de sols .....	81
b) Disponibilité et potentialités agronomiques.....	83
2. Une région de savanes herbeuses .....	85
3. La fragilité des milieux naturels.....	91
Conclusion .....	93

CHAPITRE III : ACTIVITES AGRICOLES DES BANDA ET CONTRAINTES D'ISOLEMENT .....	94
A. Une agriculture vivrière basée sur des techniques ancestrales .....	94
1. Généralité sur les cultures vivrières en Centrafrique .....	94
2. Les cultures vivrières à Ngouyali .....	97
a) Moyens de production .....	97
b) Techniques culturales et calendrier agricole .....	100
1) Un système agricole extensif .....	100
1) Un calendrier agricole organisé autour de la culture du coton .....	100
c) Une production en augmentation, mais difficile à chiffrer .....	103
B- Le coton : de la culture forcée à la culture boudée .....	105
1) Le coton : un héritage colonial .....	105
2. Des travaux coûteux en temps et très mal rémunérés .....	109
C- Les activités extra-agricoles : survivances ou stratégies modernes de survie .....	113
1) La chasse .....	113
2) La pêche .....	114
3) La cueillette .....	115
d) LA collecte des produits et L'accès au marché .....	118
1. La commercialisation du coton .....	118
2. La difficile commercialisation des produits vivriers .....	119
3. Isolement et marginalité : un sérieux handicap au développement .....	121
4. L'intervention de l'Etat : un échec .....	123
Conclusion .....	125
CHAPITRE IV : LES ACTIVITÉS D'ELEVAGE : MUTATIONS ET DIFFICULTES .....	126
A. Situation de l'élevage dans le Nord-Est de Bambari .....	126
1. L'élevage bovin .....	126
a) L'élevage transhumant Mbororo .....	126
1) Un cheptel aux effectifs mal connus .....	127
2) Calendrier saisonnier des activités pastorales .....	129
3) La transhumance .....	130
b) L'élevage sédentaire Banda .....	136
2) Le petit élevage .....	138
B. Des conditions de pratique de l'élevage difficiles .....	140
1) Des conditions sanitaires précaires .....	140
2) Une faible mise en commerce des produits de l'activité .....	142
3) La pression grandissante des autorités administratives et traditionnelles .....	146
4) Une insécurité grandissante : la menace des "Zaraguinas" .....	148
Conclusion .....	150
Conclusion partielle .....	152
DEUXIEME PARTIE : ENJEUX ET STRATEGIES D'APPROPRIATION .....	154
CHAPITRE V : L'ESPACE COMME ENJEU : REPRÉSENTATIONS ET MODES D'APPROPRIATION PAR LES DEUX COMMUNAUTÉS D'USAGERS .....	155
A. le sentiment d'un espace qui se "restreint" : représentations et pratiques spatiales .....	155
B. la terre banda .....	158
1. Un territoire Banda : représentations et pratiques .....	159
2. Les limites de l'espace Banda .....	164
3. Modes d'appropriation de la terre chez les Banda .....	167
C. la terre chez les Mbororo : de l'espace illimité à l'espace approprié .....	171
1. Les Mbororo : gens des espaces infinis .....	171
2. La pratique pastorale comme mode d'appropriation de l'espace chez les Mbororo .....	172
D - L'affrontement entre les modes d'appropriation traditionnelle de l'espace et le droit moderne .....	174
1. La législation moderne .....	175
a) La législation foncière coloniale .....	175
b) La législation foncière nationale : « pâle » copie de celle de l'époque coloniale .....	178
2. L'anarchie comme conséquence des contradictions entre logiques d'appropriation de l'espace .....	181
Conclusion .....	183
CHAPITRE VI : LES CONFLITS ET LEURS CONSEQUENCES .....	185

A. Les conflits : réalité ou fantasme.....	185
1. Une réalité inquiétante .....	185
2. Les différentes formes de conflits .....	188
a) Les affrontements entre agriculteurs Banda et éleveurs Mbororo.....	188
1) Les dégâts aux cultures situées dans la zone agricole.....	189
2) Les dégâts aux cultures sur les champs en zone d'élevage.....	193
3) Les vols et l'abattage du bétail.....	194
b) Les querelles entre les agro-éleveurs Banda et les agriculteurs .....	196
1) Dommages causés par les bœufs de traits .....	196
2) Pratiques de sorcellerie ou de magie sur la parcelle d'autrui.....	197
3) Les litiges concernant l'occupation illégale d'une parcelle en jachère .....	198
c) Les querelles entre éleveurs Mbororo .....	199
d) Les conflits de compétence entre autorités traditionnelles Banda et Mbororo.....	201
B. Les conséquences des conflits .....	203
1. Un espace disputé : stratégies et enjeux fonciers .....	203
a) La course à la propriété et la remise en question des règles foncières traditionnelles chez les Banda.....	204
b) Népotisme et recul de la solidarité chez les Mbororo .....	205
2. Une explosive tension sociale latente.....	207
3. Des autorités politico-administratives et judiciaires en perte de crédibilité .....	209
a) Une justice à double vitesse .....	209
b) Autorités politiques et administratives : « La politique du ventre » .....	212
4. Un développement rural en panne.....	214
a) Les difficultés de l'association agriculture-élevage .....	214
b) Une population de plus en plus pauvre .....	218
Conclusion .....	221
<b>CHAPITRE VII : LES CAUSES DES CONFLITS.....</b>	<b>223</b>
A. Les stratégies territoriales chez les Banda.....	223
1. Une migration vers le nord antérieure à la création de la commune d'élevage et au zonage. ....	223
2. Un mode d'exploitation agricole inadapté et des techniques mal maîtrisées .....	225
a) Changements de mentalités et persistance des habitudes traditionnelles .....	225
b) La culture attelée : un bilan mitigé .....	227
1) Bref rappel historique .....	227
1) La culture attelée, une innovation dangereuse ? .....	230
c) La fragilité des sols de la région.....	232
3. L'élevage et les dégâts aux cultures : réalité ou prétexte ? .....	233
a) Bilan des dégâts aux cultures occasionnés par le bétail et des conflits en résultant.....	234
b) Des responsabilités partagées .....	235
1) L'élevage bovin paysan naissant : une pratique qui pose problème .....	235
2) La dévastation des champs par le bétail Mbororo, des situations réelles mais aux conséquences limitées .....	236
B. Mutations de l'environnement pastoral et stratégies de conquête territoriale .....	238
1. Un environnement pastoral en pleine dégradation .....	239
a) L'évolution des ressources pastorales .....	239
1) L'évolution des pâturages de Ngouyali .....	240
2) L'évolution des pâturages sur l'ensemble de la zone d'étude .....	241
b) Les causes de la dégradation des pâturages .....	246
1) Migration, accroissement démographique et surpâturage .....	246
1) Des pratiques pastorales de plus en plus inadaptées .....	249
1) Les responsabilités de l'administration .....	250
2. La conquête des pâturages de la commune agricole : fuite en avant, nécessité, ou stratégie d'appropriation ?.....	252
a) La recherche de nouveaux pâturages : une nécessité .....	254
b) Le refus des Mbororo de faire face aux réalités actuelles .....	255
c) Une stratégie de conquête territoriale ?.....	257
1) Les arrangements avec les autorités locales et les leaders d'opinion.....	258
2) Les « raids » en zone agricole.....	259
d) Répartition des éleveurs Mbororo dans la zone agricole .....	260
Conclusion .....	261
Conclusion partielle .....	262

TROISIEME PARTIE : QUELLES SOLUTIONS POUR UNE MEILLEURE GESTION DE L'ESPACE ET UNE INTEGRATION DE L'AGRICULTURE ET DE L'ELEVAGE ?.....	264
CHAPITRE VIII : L'ETAT ET L'ORGANISATION DES ESPACES AGRAIRES.....	265
A. histoire de la politique de gestion de l'espace en République Centrafricaine.....	265
1. Gestion pré-coloniale : la nécessité de composer avec la nature.....	265
2. L'organisation coloniale de l'espace : une démarche motivée par des objectifs économiques et politiques.....	268
3. L'Etat centrafricain et la gestion de l'espace : une reproduction du modèle colonial.....	272
B. au Nord Est de Bambari, une politique basée initialement sur la partition de l'espace entre agriculture et élevage : 1965-1970.....	274
a) Les causes de la partition de l'espace.....	274
1) L'augmentation du cheptel bovin.....	274
2) Les dégâts aux cultures.....	275
b) La partition de l'espace entre les activités agricoles et pastorales.....	276
1) Les étapes de la partition spatiale des activités.....	276
2) Les conséquences de la partition : un espace aux limites figées.....	277
c) Les actions d'aménagement accompagnant la partition dans la zone d'élevage.....	279
1) Les actions d'assainissement des pâturages et d'équipement vétérinaire.....	279
2) Les aménagements des infrastructures.....	281
a) Le désenclavement de la commune de Ouro-Djafun.....	281
b) Le développement des équipements sociaux.....	282
C. les ZAGROP, puis les UP : une reorientation de la politique de gestion de l'espace.....	284
1. Les zones d'actions agropastorales.....	285
a) Contenu et finalité du concept de ZAGROP.....	285
b) Unité spatiale et catégories d'éleveurs impliqués.....	286
c) Transhumance et gestion pastorale.....	288
d) Bilan du concept et de la mise en place des zones d'actions agropastorales.....	289
2. L'Unité agropastorale de Gbotolo.....	291
a) Objet de l'unité agropastorale.....	291
b) Création et évolution de l'Unité Pastorale.....	292
c) Organisation socio-spatiale des activités.....	294
Conclusion.....	298
CHAPITRE IX : LES OBSTACLES A LA COHABITATION AGRICULTURE / ELEVAGE AU NORD-EST DE BAMBARI.....	299
A. L'égo de certains membres des deux communautés.....	299
1. La soif de prestige des autorités locales Mbororo et Banda.....	299
2. Le rôle néfaste des devins et marabouts.....	302
3. L'influence des grands commerçants musulmans et des "leaders d'opinion" des deux communautés.....	305
B. Les difficultés de l'état et le manque de volonté politique.....	308
1. Un Etat confronté à de graves problèmes socio-économiques et politiques.....	308
2. Les carences du système administratif et le manque de volonté politique.....	311
C. Le manque de dynamisme économique.....	314
1. Faible niveau d'instruction de la population, carence des infrastructures sanitaires et problème d'acquisition de nouvelles technologies de production.....	314
2. L'infrastructure routière peu développée limite l'accès aux marchés et à l'information.....	316
3. Bambari : une capitale régionale en perte de vitesse.....	317
Conclusion.....	319
CHAPITRE X : LES POSSIBILITES DE COHABITATION AGRICULTURE/ELEVAGE.....	320
A- De timides prémisses d'intégration socio-économique.....	320
1. Une interdépendance économique.....	320
2- La lutte contre l'insécurité et l'aspiration de tous à la paix.....	322
B. La transformation de la mentalité des jeunes.....	324
1. L'école moderne.....	324
2. L'influence des marchés et des villes.....	326
Conclusion.....	328

CHAPITRE XI : POUR UNE MEILLEURE INTÉGRATION AGRICULTURE/ELEVAGE DANS LA REGION .....	329
A- La nécessité d'une réforme foncière .....	329
1. Intérêt d'une réforme foncière.....	329
2. Typologies des réformes possibles.....	331
a) Fusion des deux communes en une commune agropastorale .....	331
b) La libéralisation des activités agricoles et pastorales dans toutes les zones.....	333
B- Décentralisation des institutions politico-Administratives et démocratisation des modalités de prises de décisions.....	335
1. Le renforcement des autorités locales .....	336
2. démocratisation des modalités de prise de décisions et nécessité de la mise en place d'une institution de cogestion .....	339
a) La démocratisation des modalités de prise de décisions .....	339
b) La mise en place d'une institution de cogestion .....	340
C- la nécessité de promouvoir la croissance économique.....	342
1. La nécessaire amélioration de la collecte des produits agricoles .....	342
2. L'aide aux agriculteurs et aux entreprises de collecte : un élément incontournable .....	344
3. l'appui aux collectivités locales .....	346
4. Accroître les opportunités et l'accès aux services .....	348
Conclusion .....	349
Conclusion partielle .....	351
CONCLUSION GÉNÉRALE.....	353
BIBLIOGRAPHIE .....	364
ANNEXES .....	378
TABLE DES DOCUMENTS .....	388
TABLE DES MATIERES .....	389